





DICTIONNAIRE RAISONNÉ DE DIPLOMATIQUE

CONTENANT

**Les règles principales et essentielles pour servir à déchiffrer
les anciens Titres, Diplômes et Monuments,
ainsi qu'à justifier de leur date et de leur authenticité.**

ON Y A JOINT

Les Planches rédigées aussi par ordre alphabétique et revues avec le plus grand soin, avec des explications à chacune, pour aider également à connaître les caractères et écritures des différents âges et des différentes nations,

PAR DOM DE VAINES,

Religieux Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur.

SECONDE ÉDITION

Augmentée de 23 planches nouvelles et de plus de 400 articles,

PAR A. BONNETTY,

De la Société asiatique de Paris,

*Directeur et Rédacteur en chef des Annales de Philosophie chrétienne
et de l'Université catholique.*

TOME PREMIER.

PARIS

AU BUREAU DES ANNALES DE PHILOSOPHIE CHRÉTIENNE,
RUE DE BABYLONE, N° 10.

—
1865

152. 6. 1786

DICTIONNAIRE
RAISONNÉ
DE DIPLOMATIQUE.



Versailles. — Imprimerie du BEAU jeune, rue de l'Orangerie, 36.



15. 6. 786

DICTIONNAIRE RAISONNÉ DE DIPLOMATIQUE

CONTENANT

**Les règles principales et essentielles pour servir à déchiffrer
les anciens Titres, Diplômes et Monuments,
ainsi qu'à justifier de leur date et de leur authenticité.**

ON Y A JOINT

Les Planches rédigées aussi par ordre alphabétique et revues avec le plus grand soin, avec des explications à chacune, pour aider également à connaître les caractères et écritures des différents âges et des différentes nations.

PAR DOM DE VAINES,
Religieux Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur.

SECONDE ÉDITION

Augmentée de 23 planches nouvelles et de plus de 400 articles.

PAR A. BONNETTY,
De la Société asiatique de Paris,
Directeur et Rédacteur en chef des *Annales de Philosophie chrétienne*
et de l'*Université catholique*.

TOME PREMIER.

PARIS
AU BUREAU DES ANNALES DE PHILOSOPHIE CHRÉTIENNE,
RUE DE BABYLONE, N° 10.

1863



AVERTISSEMENT.

En publiant cette nouvelle édition d'un *Dictionnaire*, paru en 1774, si unanimement estimé, et qui depuis longtemps n'est plus dans le commerce, nous devons dire que nous n'avons pas cru devoir nous en tenir à une pure reproduction. Le texte de D. de Vaines est donné en entier, à l'exception de l'article *Sceaux*, qui a été remplacé par un autre dû à la plume de M. de *Maslatrie*, directeur et professeur actuel de l'école des Chartes. Mais nous avons cru pouvoir parfois joindre au texte primitif quelques développements et quelques articles nouveaux.

Ces augmentations s'élèvent à plus de 400 mots, et à 23 *planches* ajoutées à celles de D. de Vaines fidèlement reproduites, mais dans un ordre nouveau et plus commode.

Le supplément le plus important que nous ayons ajouté est celui des *alphabets*. Nous avons donné :

1° Une dissertation jointe à chaque lettre dans laquelle nous comparons chaque lettre avec l'hiéroglyphe, par lequel les Chinois ont marqué la série des 12 heures et des 10 jours de leur calendrier ; cette coïncidence de 22 signes chez l'un et l'autre peuple nous a paru digne d'être signalée, et nous avons fait ressortir, de plus, les similitudes de forme et de signification avec la lettre correspondante de l'alphabet sémitique. Une planche entière est mise, pour chaque lettre, sous les yeux du lecteur, où à côté des formes courantes et archaïques du chinois, on place les formes correspondantes de tous les alphabets sémitiques.

L'idée de cette comparaison et la planche qui la figure sont

empruntées au livre : *De l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres* de M. le chev. de Paravey. Quelque idée que l'on puisse avoir de la justesse de ces comparaisons et de la réalité de ce système, on ne peut disconvenir que ce ne soit un travail très-curieux, donnant une idée complète du système chinois des heures et des jours, et offrant des rapprochements bons à connaître : en somme, offrant un sujet de méditation neuf et sérieux sur le calendrier peut-être le plus ancien du monde, et sur l'origine de nos alphabets modernes.

2° A ce tableau chinois nous avons joint les signes égyptiens désignant chacune de nos lettres de l'alphabet. C'est l'*alphabet* de M. Salvolini que nous reproduisons, parce que, à l'époque où nous avons fait notre travail, c'était le plus récent qui eût paru.

3° A chaque lettre, nous avons joint une planche offrant la forme correspondante des 33 alphabets sémitiques connus. Dom de Vaines s'était borné à reproduire une seule forme, celle de l'alphabet carré, et quelquefois celle de l'alphabet phénicien. Dans un temps où l'on s'occupe avec une si louable persévérance de faire revivre toutes les anciennes langues et de lire tous les vieux manuscrits, ce doit être une chose utile pour chaque travailleur de voir d'un seul coup d'œil toutes les formes usitées et connues jusqu'ici des alphabets sémitiques, et de choisir à quel alphabet peut se rapporter la forme qu'il aura trouvée sur les inscriptions ou sur les manuscrits. Nous n'avons pu y faire entrer la forme de l'*alphabet cunéiforme*, parce qu'alors cet alphabet n'était pas inventé. Nous avons donné pourtant dans un article à part inséré dans les *Annales*, t. X (1^{re} série), la forme des *cunéiformes de l'écriture médique* avec l'alphabet sanscrit correspondant. A l'article *Ecriture* on trouvera un long supplément sur son origine chez les divers peuples.

4° Au mot *chiffre* nous avons ajouté à l'article Dom de Vaines une explication détaillée des chiffres chinois, égyptiens, hébreux, indiens, arabes, grecs et latins, et de plus deux planches qui en renferment les différents signes.

Nous avons, en outre, donné le nom de tous les anciens

Ordres religieux, soit d'après les anciens dictionnaires, soit en y ajoutant des détails nouveaux, comme pour les Bénédictins, les Chanoines, les Cisterciens, les Clunisiens, les Dominicains, les Jésuites, pour lesquels nous avons fait l'analyse de toutes les Lettres pontificales qui les concernent.

Enfin nous avons donné la nomenclature de tous les Ordres anciens civils ou militaires. Nous avons cru que toutes ces notices étaient utiles dans un temps où l'on s'occupe avec une si louable ardeur de ressusciter tout le passé de la France, et où l'on veut remettre en honneur, ou au moins faire connaître toutes les institutions de nos aïeux.

Nous n'avons pas cru devoir reproduire la *préface* assez longue où D. de Vaines fait ressortir les avantages de l'étude de la Diplomatique. Ces avantages sont connus maintenant de tout le monde, et c'est ce qui a donné lieu au bel établissement de l'*Ecole des chartes*. Nous nous contenterons d'en extraire les lignes suivantes, qui donnent une idée de tout l'ouvrage.

« Mon principal but a été : 1° de rédiger en deux volumes
 » seulement tous les éclaircissements dont peuvent avoir be-
 » soin ceux qui s'appliquent au dépouillement des archives
 » particulières et des dépôts publics ; 2° de mettre à la portée
 » de tout lecteur, autant que faire se pourrait, des connais-
 » sances que l'on regarde trop communément comme épi-
 » neuses ; 3° de les dégager, en évitant la sécheresse, de l'atti-
 » rail des digressions, des épisodes et des diatribes, dans
 » lesquels on ne cherche souvent qu'à étaler avec faste une
 » longue et pompeuse érudition ; *homo longus, rarò sapiens* ;
 » 4° de ramener, s'il est possible, sous une forme que notre
 » siècle paraît adopter et favoriser ouvertement, le goût de la
 » saine antiquité, ou plutôt de cette critique judicieuse qui est
 » le flambeau de presque toutes les sciences.

» Celle-ci influe sur la politique, sur la morale, sur les
 » belles-lettres, sur le droit civil et canonique, et sur la théo-
 » logie même. Tout ce qui nous vient des anciens est de son
 » district, et elle a droit de l'évoquer à son tribunal. Les preuves
 » du théologien, du moraliste, du jurisconsulte et du cano-
 » niste portent à faux, s'il n'est point avéré que les témoi-

» gnages qu'ils citent aient tous les caractères d'autorité
» qu'exige la vérification. »

En finissant nous devons avertir que ce *Dictionnaire* a déjà paru en entier dans la grande collection des *Annales de philosophie chrétienne*, par articles détachés, depuis le tome xiv (2^e série 1837) jusqu'au tome iii (3^e série 1861). Une *table* insérée au tome v de cette *Revue* indique dans quel volume et à quelle page se trouvent tous ces articles.

Ces deux volumes ne sont donc qu'un tirage à part, et à petit nombre d'exemplaires, de ces divers articles. Ceci pourra expliquer quelques divergences sur le plus ou moins d'étendue des articles ajoutés.

Telle qu'elle est, nous espérons que cette publication pourra être utile aux nombreux jeunes gens qui se livrent à l'étude des vieilles chartes, et à tous ceux qui veulent connaître quelle autorité méritent les documents sur lesquels repose la véracité de l'histoire.

A. B.

DICTIONNAIRE

DIPLOMATIQUE,

COURS PHILOLOGIQUE ET HISTORIQUE

D'ANTIQUITÉS CIVILES ET ECCLÉSIASTIQUES.

A.

FORMATION DE L'Α GREC D'APRÈS L'Α PHÉNICIEN.

Pour pouvoir apprécier les antiques, et juger sainement des anciennes inscriptions, des manuscrits et des chartes sans date; pour réprover le faux avec connaissance de cause, et former sur des principes surs la science de l'Antiquaire, il est nécessaire de connaître les métamorphoses et les variations des Lettres, ou plutôt les différentes formes que chaque élément de l'Alphabet a reçues successivement et en différens tems. Il n'y a qu'une histoire raisonnée de chaque Caractère pris en particulier, qui puisse débrouiller le chaos que forment les ressemblances apparentes des caractères, qui, cependant, examinés de près, offrent des différences assez marquées, selon les différens âges et les divers siècles. Chaque siècle, en effet, présente dans la forme de ses lettres des signes distinctifs et caractéristiques. Il est cependant une remarque essentielle à faire: c'est qu'en général les caractères *distinctifs* de chaque siècle ne se tirent pas toujours des usages *ordinaires*. Souvent, et très-souvent, les usages ou les signes *particuliers*, qui ne paraissent que de tems en tems, sont plus décisifs; la raison en est que ces derniers

cessent totalement dans un espace de tems bien plus court, et qu'il faut ordinairement une longue suite de siècles pour opérer des changemens sensibles dans les usages communs. Ce principe, applicable à tant d'objets, l'est encore bien davantage à la *forme des lettres*.

L'*A* des Latins, que presque tous les peuples de l'Europe se sont approprié, tire son origine des caractères Grecs, comme la plupart des autres lettres : c'est un fait attesté des modernes ainsi que des anciens ¹. Les Grecs eux-mêmes tenaient leurs caractères des Phéniciens : on en verra les détails historiques à l'article *ECRIURE*, et la démonstration au paragraphe qui suit. De là cette analogie qui est si sensible entre les caractères Latins et Phéniciens : on se contentera de démontrer celle du premier élément de l'alphabet, parce que de tous les caractères Latins, l'*A* est peut-être un de ceux dont la ressemblance est d'abord moins sensible avec l'*A* Phénicien. C'est ce que nous allons essayer de prouver.

Comme nous l'avons déjà dit, chaque démonstration ou explication sera accompagnée de Planches qui mettront sous les yeux les différentes formes, soit antiques soit modernes, des lettres Grecques et Latines ; quant aux lettres Phéniciennes, comme Dom de Vaines n'a donné qu'une seule forme, nous compléterons son travail, en citant les formes anciennes de tous les alphabets sémitiques, d'après les travaux de Klaproth, d'Hamaker, de Gésénius, de Silvestre de Sacy, etc., et d'après quelques vieux philologues. On y verra la preuve de l'étroite parenté qui existe non-seulement entre le Phénicien et le Grec et le Romain, mais encore entre le Phénicien, le Carthaginois, le Chaldéen et le Samaritain, c'est-à-dire l'ancien Hébreu.

L'A Grec descend de l'A Phénicien.

PLANCHE 6.

Voici la démonstration qu'en donne Dom de Vaines.

Il ne paraît pas d'abord une grande analogie entre l'*A* ma-

¹ *Dionys. Halic. l. 1* ; — *Hygin. c. 277* ; — *Tacit. Annal. lib. II, n. 4* ; — *Plin. Hist. l. 7, c. 58* ; — *Tit. Liv. l. 7, c. 3* ; — *Quintil. Institut. l. 1, c. 7, etc.*

Formation de l'Alphabet Grec.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
 F Λ Λ Λ Λ Λ Λ H H Λ
 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
 Δ Δ Α Δ Δ α λ α α α ω ω ω
 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39
 ω λ π ρ ρ α α α α α α ρ ρ ε ε
 40 41 42 43 44 45 46
 Α Δ Ε Ε Σ Ν Ζ

Alphabet des langues sémitiques.

I 47 48 49 50 II 51 52 53 III 54 55 56 IV 57 58 59
 Α Γ Ν Π ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ
 V 60 VI 61 VII 62 63 VIII 64 IX 65 X 66 XI 67 XII 68 XIII 69 XIV 70 71 72
 ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ
 XV 73 74 75 76 77 XVI 78 79 80 81 82 XIII 83 XIV 84 XV 85 86 87 88
 ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ
 IX 89 XII 90 91 XIII 92 93 94 XIII 95 96 97 98 XIV 99 100 XIV 101
 ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ
 XVI 102 XVII 103 XVIII 104 XIX 105 106 XIX 107 XX 108 109 110 111 112 XIX 113 114
 Ο Χ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ
 115 116 XIX 117 118 119 120 XIX 121 122 XX 123 124
 ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ ρ

Figures se rapportant aux mots suivants.

Abbréviation 1 2 3 4
 Α Β Γ Δ

Alphabet 1 2 3 4 5 6 7
 Α Β Γ Δ Ε Ζ Η Θ

Anti-Lambda 1 2
 Α Β

Asterisque 1 2
 Α Β

Accents 1
 Α Β

Anote 1 2
 Α Β

Anti-Sigma 1 2
 Α Β

juscule et l'*Α* Phénicien, tel qu'il est figuré dans la planche I, fig. 1, quoiqu'il soit évident que le premier descend du second. Au moyen de quelques inclinaisons, il ne restera pas la plus légère trace de disparité.

D'abord les Grecs l'employèrent tel qu'ils l'avaient reçu ; mais, comme ils usaient de l'écriture boustrophédone¹, ils furent obligés de retourner cette espèce d'*f*, et en l'inclinant un peu ils lui donnèrent la forme qu'elle a. Fig. 2.

Les *Α* du Latin, des tems les plus reculés, présentent la même forme, à cela près que tous les jambages descendent au même niveau, comme on voit fig. 3. Voilà donc l'*Α* des Latins semblable à celui des Phéniciens, à l'exception qu'il est retourné : notre *A* capital approche beaucoup de cette forme ; il n'y manque presque rien. Voyons comment cette révolution s'est faite.

Quodque dès les premiers tems la ligne moyenne partit régulièrement de la droite, comme on a déjà pu le remarquer, fig. 2, 3, on en vit cependant qui, par le caprice ou l'ignorance des écrivains, partait de la gauche, fig. 4 : on en remarque de cette nature dans les *Tables Eugubines*, dont la ligne moyenne est très-courte, fig. 5. La réunion de ces deux usages contraignit à écrire des *A* garnis de deux lignes internes tendantes à se rencontrer, fig. 6. Leur jonction suivit de près ; de là les *A* figurés comme au n° 7. Des deux petites lignes internes redressées en une seule, il en résulta les *A*, dont on écarta quelquefois en Espagne les deux jambages, fig. 8, et quelquefois davantage, fig. 9, ou dont on retrancha quelquefois ailleurs la

¹ Il paraît, d'après les anciennes inscriptions, que les Grecs écrivaient de droite à gauche, comme les Phéniciens ; puis arrivés au bout de la ligne, ils continuaient immédiatement de gauche à droite, comme font les bœufs, qui, après avoir tracé un sillon, en tracent un autre parallèle en retournant dans un sens opposé. C'est de là qu'est venu le nom d'écriture *Boustrophédone* : βουστροφηδών, de βούς, *Bœuf*, et στροφή, *je tourne*. On conçoit dès-lors que les lettres, de même que les lignes, devaient être retournées en sens contraire des premières. Mais, comme cette opération était très-difficile, et constituait l'obligation d'apprendre un nouvel alphabet, l'on n'écrivit bientôt plus que de gauche à droite, et avec les lettres des Phéniciens, retournées. Voir *Pausanias*, liv. V, ch. 17 et 25, et pour le Latin, *Ant. Augustin*, in *Dialogis*.

ligne mitoyenne, si sujette aux variations; ce qui forma le caractère, *fig. 10*, semblable à-peu-près au lambda A des Grecs. Mais cette traverse qui devait être au milieu ne fut jamais totalement oubliée : on la porta quelquefois en bas chez les Latins, ce qui donna une figure semblable au delta Δ des Grecs, *fig. 11*.

Peut-il présentement rester quelque doute sur la descendance de l'A ? Cependant on peut la tirer encore mieux des plus anciennes figures de l'A grec, tel qu'on le voit, *fig. 12* : il ne fallut qu'en abaisser ou en allonger un peu le côté gauche, *fig. 13*, pour donner naissance à l'A, qui prime sur tous les autres depuis plus de deux mille ans.

Le même A des Grecs, *fig. 12*, donna le jour au 14^e, puis au 15^e; de là, en arrondissant les côtés et les extrémités, au 16^e, qui se trouve souvent sans triangle ou ligne de traverse, *fig. 17*; vint ensuite le 18^e redressé; puis en retranchant la tête élevée, on lui donna cette autre forme, 19. Dans la suite on détacha les deux traits perpendiculaires; ce qui donna le caractère 20, qui est très-ancien, que l'on voulut après unir par le bas, et qui produisit les n^{os} 21, 22, 23, 24, 25, caractères qui ont beaucoup de ressemblance avec l'*oméga* ω des Grecs.

Mais avant de suivre Dom de Vaines dans l'explication des deux planches de l'A, grec et latin, nous nous arrêterons pour donner quelques renseignemens sur les alphabets sémitiques que nous ajoutons à son travail.

Dom de Vaines, nous ne savons pour quelle raison, ne s'est servi, pour prouver la filiation de l'A grec et latin, que de la forme phénicienne, *planche I, fig. 1*. Cette forme est celle que l'on trouve le plus souvent sur les monnaies. Mais il existe plusieurs autres formes, soit phéniciennes soit samaritaines, qui se rapprochent bien plus de notre A; c'est ce qui nous a décidé à les publier. Pour compléter ensuite le travail de Dom de Vaines, et mettre nos lecteurs à même de connaître l'ensemble des caractères sémitiques, et de s'exercer à déchiffrer tous les monumens où sont inscrits ces caractères, nous les avons rassemblés tous ici.

Nous devons préalablement faire observer qu'en offrant à nos lecteurs les plus anciennes formes des lettres hébraïques, nous n'ignorons pas que plusieurs de ces alpha-

[illegible]

A. LATIN.

A Capital des Inscriptions

[illegible]

bets n'ont pas une authenticité fort respectable; nous savons même que plusieurs ont été recueillis par ces auteurs du 16^e siècle, qui étaient beaucoup trop préoccupés d'études cabalistiques, et voyaient dans les lettres je ne sais quelles combinaisons astrologiques et magiques. Mais comme la plupart avaient puisé ces alphabets dans les vieux manuscrits que les premiers voyageurs apportèrent du Levant, il pourrait bien y avoir quelquefois d'anciennes traditions grammaticales cachées sous ces indigestes travaux. En effet, nous verrons que les dernières recherches des philologues se trouvent quelquefois d'accord avec les alphabets les moins authentiques, comme on peut le voir en comparant la figure 89 avec les figures 103 et 104. D'ailleurs nous croyons que tous nos lecteurs seront bien aises d'avoir sous leurs yeux, dans un seul tableau, le recueil des premiers travaux tentés par nos pères dans la linguistique et la philologie.

Pour mettre quelque ordre dans un travail aussi compliqué, nous n'avons pas cru pouvoir choisir un meilleur guide que le tableau publié par M. Balbi, des *familles de toutes les langues sémitiques*. Nous allons donc essayer de faire entrer chaque alphabet dans une des divisions qu'il a introduites dans son *Atlas ethnographique du globe*, et de lui assigner, d'après lui, son rang et son âge. Nous conseillons même à ceux qui voudront étudier ces alphabets avec plus de soin et de fruit, de lire en entier l'article de M. Balbi, soit dans l'*Atlas ethnographique*, soit dans les *Annales de Philosophie chrétienne*, où il est cité en entier¹.

Alphabets des langues sémitiques.

1^o LA LANGUE HÉBRAÏQUE est la première langue sémitique d'après M. Balbi.

Une première division de cette langue comprend 1^o l'HÉBREU ANCIEN, ou l'HÉBREU PUR, parlé par la nation jusqu'à la captivité de Babylone. L'alphabet de cette langue paraît avoir été celui que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de *samaritain*, 1^{er} alph., fig.

¹ *Atlas ethnographique du globe*, tableau III^e, et *Annales de philosophie*, t. IV, p. 263, où l'on rend compte de cet ouvrage, et où l'on cite le III^e tableau, p. 273. L'on a cité le *Tableau des langues pélasgo-grecques* dans les Nos 76 et 77 du t. XIII, p. 270, 393.

47, 48, 49, 50¹, dans lequel on distingue déjà une forme, la 47^e, qui se rapproche bien plus de l'A grec que celle qui a été citée par Dom de Vaines ; dans cette forme 47, il n'y aurait eu effet qu'à allonger le troisième jambage pour la rendre identique à A grec. — Le II^e alphabet composé des fig. 51, 52, 53, a été publié par Edouard Bernard². — Le III^e, fig. 54, 55, 56, est extrait de la grande *Encyclopédie*³. — Le IV^e, formé des fig. 57, 58, 59, est celui qui se trouve le plus souvent employé sur les médailles, et que nous donnons aussi d'après M. Mionnet⁴. Nous y ferons distinguer une forme, la 59^e, qui ne diffère de notre A que par sa position qui est horizontale au lieu d'être verticale, et que nous retrouverons bientôt dans l'*alphabet phénicien*, fig. 73, 80, 81, 86 ; ce qui prouve l'étroite connexion des alphabets *samaritain* et *phénicien*.

- A ces alphabets, qui sont ceux que les savaus reconnaissent pour authentiques, nous en ajoutons ici quelques autres que nous donnons, comme nous en avons prévenu, à titre de renseignements. — Le V^e, fig. 60, que nous trouvons dans Duret⁵. — Le VI^e que Duret appelle *alphabet d'Abraham*, fig. 61, et que les Juifs assurent avoir été donné à ce patriarche lorsqu'il quitta la Chaldée pour venir habiter le pays de Chanaan⁶. — Le VII^e

¹ *Tresor des langues, ou Histoire de l'origine des langues de cest univers*, par Claude Duret, p. 324, in-6°. Paris, 1613. M. Drach prétend cependant que l'hébreu ancien était écrit aussi avec le 12^e alphabet, en hébreu carré. *Inscription hébraïque du titre de la Croix*, etc., p. 23, Rome, 1831.

² Dans *Orbis eruditi literatura à caractere samaritano deducta*. Oxonii, 1689.

³ *Alphabets*, planches 1 et 8.

⁴ *Description des médailles antiques*, etc. Paris, 1808.

⁵ Duret, p. 324, et Thesens Ambrosius, *Appendix multarum diversarumque linguarum*.

⁶ Id., p. 124 et idem. — Ceux qui seraient curieux de connaître tout ce que les rabbins et les cabalistes ont dit sur les anciennes lettres hébraïques, peuvent consulter : Egidius cardinalis, *Lib. de hebraicis elementis*. — Paulus Riccius, sur le *Thalmud des Juifs*. — Pic de la Mirandole, *Lettre aux amis inconnus*. — P. Crinitus, *De honesta disciplina*, liv. xiv, ch. 3. — Ben. Corn. Agrippa, *De la vanité des sciences*, ch. 11, et le Livre de l'*occulte philosophie*. — Arius Montanus, t. III, *Apparatus*, cap. de *Cyclo*. — Amasius in *Genesis*. — F. Louis Vives, liv. 1, de son *Globe des*

appelé *alphabet de Salomon*, fig. 62, 63. tiré de ces ouvrages apocryphes que les Orientaux conservent encore sous le nom de ce roi, et qu'ils disent avoir été commentés par *Apollonius de Thyane*, auquel on attribue le VIII^e alphabet, fig. 64¹.

2^e Balbi divise encore l'hébreu ancien en *chaldéen*, langue qui est presque identique avec le syriaque, et qui fut parlée par les Juifs depuis la captivité de Babylone jusqu'au 11^e siècle, et écrite avec l'alphabet apporté de cette capitale, que l'on appelle *chaldéen* ou *hébreu carré* : c'est le IX^e alphabet, fig. 65 que l'on emploie dans les livres hébraïques imprimés.—Nous y ajoutons le X^e, fig. 66, que Duret appelle *judaique*².—Le XI^e, fig. 67, que le même auteur croit avoir été en usage chez les Juifs qui habitaient la *Perse* et la *Médie*³.—Le XII^e, fig. 68, qui aurait été employé par les Juifs de la *Babylonie*⁴.

3^e L'hébreu pur comprend aussi le *rabbinique*, dialecte qui ne date que du 11^e siècle de notre ère, et qui est un composé du *chaldéen* et de l'*hébreu ancien* : il est écrit avec le XIII^e alphabet, fig. 69⁵. C'est, comme l'observe Balbi, le caractère hébreu rendu plus cursif⁶.

4^e Est compris encore dans l'ancien hébreu, le dialecte *samaritain*, lequel fut formé vers le 7^e siècle avant notre ère, du mélange des Hébreux qui habitaient le royaume d'Israël avec les colons assyriens envoyés par les rois de Ninive; il s'écrit avec les alphabets que nous avons déjà cités sous le nom de *samaritains* en parlant de l'hébreu ancien⁷.

Canons et secrets de la langue sainte et divine Ecriture, ch. 1. — Duret, *Treasure des langues*, p. 125.—Reuchlin, *De arte caballicâ*.—Legendre, *Traité de l'opinion*, liv. III.

¹ Duret, p. 131 et 132, *Thesaurus Ambrosius*.

² Id., p. 343, où il cite tous les auteurs qui ont parlé de ces alphabets.

³ Id., p. 344.

⁴ Duret, id., p. 345.

⁵ *Alphabets de Dashaussrayas*, dans l'*Encyclopédie* de Petitot, p. 342 bis.

⁶ Nous croyons que le Rabbinique remonte plus haut que ne le dit M. Balbi; car le Talmud, qui date du 3^e siècle, est écrit en rabbinique.

⁷ Le samaritain est encore conservé par une faible peuplade qui habite Naplouse. Voir ce qu'en dit le mémoire de M. Silvestre de Sacy, inséré dans les *Annales de Philosophie*, t. IV, p. 241 et 321.

Une *deuxième* division de la langue hébraïque comprend le PHÉNICIEN qui fut parlé par les navigateurs de cette nation dans tous les pays de l'univers connu alors. Balbi pense que son alphabet a servi à former l'alphabet *hébreu-samaritain* : c'est une question qui est loin d'être résolue. Voici la série des différens alphabets de cette langue : — Le XIV^e, *fig. 70, 71, 72*, est tiré d'Edouard Bernard ¹. — Le XV^e, *fig. 73, 74, 75, 76, 77*, est celui qui a été publié par M. Klaproth ². — Le XVI^e, *fig. 78, 79, 80, 81, 82*, contient les différentes lettres phéniciennes publiées par l'*Encyclopédie* ³.

Balbi comprend dans la *troisième* division de l'hébreu la LANGUE PUNIQUE, KARCHÉDONIQUE OU CARTHAGINOISE, différant très-peu du phénicien, avec laquelle la plupart des auteurs la confondent. Cette langue était celle dont on faisait usage dans l'empire Carthaginois jusque vers l'époque de S. Jérôme et de S. Augustin ; elle était écrite avec le XVII^e alphabet, *fig. 83*, d'après le docte Hamaker ⁴. — On peut y joindre le XVIII^e alph. *fig. 84*, qu'Hamaker appelle *zeugitain*, d'une inscription trouvée en cette ville de l'Afrique. — Nous y ajoutons encore ; d'après le même savant, le XIX^e, *fig. 85, 86, 87, 88*, publié dans une inscription trouvée à Méliita : — Enfin le XX^e, *fig. 89*, qui est tiré d'une dissertation qu'un de nos honorables amis, M. l'abbé Arri, a faite sur une inscription trouvée à Leptis ou Lebida dans le voisinage de Tripoli de Barbarie ⁵ ; on remarquera que cette forme est précisément celle des *fig. 105 et 104* que Duret donne comme un ancien alphabet *chaldéen*. Nous devons ajouter que dans cette même dissertation, M. l'abbé Arri réfute Gésénius et Hamaker qui prétendaient, le premier, que c'était un MEM, et le second, un THAU ⁶.

II^e La 2^e langue sémitique est, d'après Balbi, la LANGUE SYRIACQUE OU ARAMÉENNE, parlée par les descendans d'Aram, et écrite : avec

¹ Ouvrage cité ci-dessus.

² *Encyclopédie de Courtin, planches, 2^e vol.*

³ *Alphabets, planche 5.*

⁴ Hen. Arentii Hamaker, etc. *Miscellanea phœnica, etc.* Lugd. Bat., in-4^o, 1828.

⁵ *Journal asiatique, 3^e série, N^o 8, tom. II, p. 142, 1836.*

⁶ Voir l'ouvrage cité d'Hamaker, et Gésénius, *Palaographische Studien über phönizische und punische Schrift*, Leipzig, 1835.

l'alphabet *estraghelo*; le XXI*, fig. 90, 91, le plus ancien, et qui ne se trouve plus que sur les monumens ¹ : — L'alphabet *nestorien*, le XXII*, fig. 92, 93, 94 ² : — Le *syriaque ordinaire*, dit aussi *Maronite*, XXIII* *alph.*, fig. 95, 96, pour le commencement des mots, et 97, 98, pour la fin ³. C'est avec ce caractère que sont imprimés les livres syriens en Europe : — Le *syrien des chrétiens de S. Thomas*, XXIV*, *alph.*, fig. 99, 100, employé par les chrétiens de ce nom qui vivent dans l'Inde ⁴.

Dans les dialectes du *syriaque* étaient compris le *palmyrénien*, XXV* *alph.* fig. 101 ⁵. — Le *Sabéen* ou *mendaitte* ou *mendeen*, *alp.* XXVI*, fig. 102 ⁶. — Duret rattache encore au *syriaque* plusieurs alphabets : — Le XXVII*, fig. 103, et le XXVIII*, fig. 104, qu'il appelle *maronites*, et sur lesquels il fait observer que ce dernier va de gauche à droite comme nos alphabets ⁷. — Le XXIX*, fig. 105, que Duret appelle *syriaque majuscule*, et fig. 106, qu'il appelle *syriaque cursif* ⁸.

III* La troisième langue sémitique est la langue *médique*, parlée dans la *Médie*, laquelle était écrite avec l'alphabet *phelty*, XXX* *alph.* fig. 107, lequel était dérivé de l'alphabet *zend*, le XXXI*, fig. 108, 109, 110, 111, 112 ⁹.

IV* La quatrième langue sémitique est la langue *ARABIQUE*. La langue arabe antique est perdue; celle que les Arabes parlent en ce moment se nomme l'*arabe littéral*, qui s'écrit avec l'alphabet XXXII*, fig. 113, lettres du commencement des mots, fig. 114; lettres du milieu, fig. 115, 116; lettres de la fin des mots. — Dans

¹ Des Hautesrayes, dans l'*Encyclopédie de Petiti*, p. 360 bis; — *Encyclopédie Alph.*, planche 2. — Michaelis, *Grammatica syriaca*.

² *Encyclopédie de Courtin*, déjà citée.

³ Des Hautesrayes, dans l'*Encyclopédie de Petiti*, p. 360 bis.

⁴ *Ib.*, p. 360.

⁵ D'après Edouard Bernard, ouvrage cité, et St.-Martin.

⁶ Klaproth, ouvrage cité.

⁷ Duret, p. 347 et 346.

⁸ Duret, p. 364 et 365.

⁹ Alphabets de l'*Encyclopédie*, et Eugène Burnouf, *Commentaire sur le Yagna*. Il est bon d'observer que le *Zend* lui-même n'est pas une langue sémitique.

l'arabe est compris le *couphique*, XXXIII^e alph., fig. 117 *commencement*, 118 *milieu*, fig. 119, 120, 121, lettres de la *fin* des mots.

V^e La cinquième langue sémitique est la langue *abyssinique* ou *éthiopique*, qui se subdivise, 1^e en *axumite*, ou *gheez ancien*, éteinte depuis long-tems, mais que l'on trouve dans les livres liturgiques et anciennes chroniques d'*Axum* ; on l'écrit avec l'*alphabet* XXXIV^e, lequel a interverti l'ordre des autres alphabets sémitiques ; car l'*A* fig. 122 que nous donnons ici se trouve occuper la treizième place au lieu de la première. C'est encore avec cet *alphabet* qu'est écrit le *gheez moderne* ou *tigre*, langue dérivée de l'ancienne. La langue *abyssinique* se subdivise, 2^e en langue *amharique*, laquelle comprend plusieurs autres langues, qui s'écrivent toutes avec le même alphabet, auquel elles ont ajouté quelques signes.

Nous joignons encore à notre tableau, et en dehors des divisions de M. Balbi, l'*alphabet copte*, le XXXV, fig. 123 *majuscule*, et fig. 124 *cursive* ; parce que nous avons déjà eu, et que nous aurons encore souvent l'occasion de parler de cet alphabet ; c'est la langue *copte* qui paraît avoir conservé l'ancienne langue égyptienne, d'après MM. Champollion et Salvolini.

Après cette digression, que nous avons cru nécessaire, nous allons revenir aux indications que donne Dom de Vaines sur l'âge et l'époque des différens caractères grecs et latins.

Âge et époque des A Grecs et Latins.

Un antiquaire ne doit pas se contenter de connaître les variations des caractères ; il doit en savoir l'époque : et s'il ne peut avoir des idées précises sur cet objet, l'*approximation* doit être au moins pour lui un point essentiel.

A majuscule.

On ne connaît presque point d'autre A que le 12^e de la planche I dans les manuscrits Grecs en général, et dans les Latins en lettres *onciales* ou *rondes*.

Les A semblables au nôtre sont très-rares dans les manuscrits en lettres *onciales*, si ce n'est aux titres. S'ils étaient fréquens dans le corps de l'écriture, ce serait la marque d'une très-haute antiquité. Les manuscrits grecs, écrits par des Grecs, de quelque âge qu'ils soient, n'en fournissent point d'exemple.

Les A de la forme 10 furent assez d'usage sur les bronzes, avant et après la naissance de J.-C. Cet A est très-commun sur les plus anciennes monnaies de France, et prévalut même sur l'A majuscule, tel que nous l'avons, sous les successeurs de Charlemagne.

La forme 17^e se trouve dans des manuscrits en écriture purement capitale, dès les 4^e, 5^e, et 6^e siècles¹.

Les caractères 26 et 27 se rencontrent assez souvent aussi sur les tables de bronze et les anciens marbres. Le dernier usage de traverser l'angle supérieur de l'A 27, commença peu après l'établissement des empereurs². Il n'est pas rare d'en trouver dès le 3^e siècle, de la figure 28, sur les médailles mêmes, qui ont toujours eu l'avantage de mieux conserver les anciens usages. Vers le milieu du 4^e, les mêmes A, 28, devinrent beaucoup plus carrés, à-peu-près comme la fig. 9³; ce fut au point qu'on les confondit quelquefois avec les H, lorsqu'ils eurent perdu leur traverse supérieure : les médailles et les manuscrits en fournissent divers exemples. Au 7^e siècle, la ligne transversale des A capitaux, en Espagne surtout, fut élevée obliquement vers le côté gauche, fig. 29.

a minuscule.

Malgré l'élégance de l'arrondissement de l'a minuscule, fig. 30, l'A triangulaire, fig. 12, se soutint encore, surtout chez les Grecs; les titres de leurs livres, même depuis que l'écriture onciale fut tout à fait abandonnée, en fournissent des modèles. L'a, fig. 31, commence à paraître, dès le 6^e siècle, dans l'écriture minuscule purement Romaine, c'est-à-dire en tant que distinguée de la Mérovingienne, de la Lombardique, et de toute cursive : au 7^e il y devient plus fréquent : au 8^e, quelquefois il l'emporte sur l'a ouvert ou fermé, c'est-à-dire sur les figures 19, 20 et 21; mais communément il n'a pas cet avantage : avant le 8^e siècle même cet a minuscule, fig. 31, ne se montra peut-être jamais dans les diplômes, ni, avant la fin du

¹ De Re Diplomat. tab. 6.

² Banduri, Numism. Imp. Rom. t. 2, p. 5.

³ Ibid. p. 348, 349.

10^e, dans l'écriture allongée. Il continua jusqu'au milieu du 9^e à n'être employé que dans la minuscule : à la fin de ce siècle, il se produisit plus librement ; et il est ordinaire, non seulement dans les livres, mais aussi dans les actes publics, quand on y affecte la manière d'écrire propre aux manuscrits : ce fut aussi pour lors qu'il entra dans l'écriture Anglo-Saxonne, ou plutôt qu'il y domina.

Au 10^e siècle, l'a, *fig. 31*, de plus en plus accrédité, bannit presque entièrement des manuscrits, et, dans la suite, des chartes mêmes, l'a résultant de la jonction de deux *c* ouverts par le haut. L'a fermé lui-même pensa être culbuté ; cependant il se soutint dans certaines pièces, malgré son rival.

L'a minuscule commença au plus tard dès le 11^e siècle à s'établir dans l'écriture allongée ; et depuis 1060, à peine quelque autre *a* osait-il s'y montrer, et ce n'est quelques fois l'A capital accommodé au goût du tems. On voit, à la vérité, dans l'écriture allongée du 11^e siècle des *a* ouverts, *fig. 21* ; mais ils se changèrent bientôt en *A* véritablement capitaux, quelque sans traverse, *fig. 10*, et quelquefois en *d* avec une tête fort élevée et un ventre fort petit, *fig. 32*. Au 13^e siècle, ces trois sortes d'*a*, le capital, le minuscule et le cursif, se rencontrent quelquefois dans une seule ligue d'écriture allongée, dont le cours cessa dans ce siècle même. Cette écriture avait souvent été employée par les Romains, surtout dans les souscriptions ; mais elle le fut beaucoup plus depuis le 7^e siècle jusqu'au 13^e.

Dès le 12^e siècle, l'a minuscule fut partout d'un usage commun ; et dans ce siècle il abaissa quelquefois son trait supérieur, au point de toucher la ligne opposée, *fig. 33*. Cette extension était à la mode aux 14^e et 15^e siècles, soit qu'on en arrondit la tête, soit qu'on la rendit carrée, soit qu'on l'inclinât en lui donnant des angles plus ou moins ouverts.

Dans la minuscule les *a* presque semblables à deux *c*, *fig. 20*, marquent une antiquité vénérable. On les voit ainsi figurés depuis environ le milieu du 6^e siècle jusqu'au 9^e. Mais des *a*, *figures 34 et 35*, unis pour l'ordinaire par le haut, au moyen d'un délié très-fin, surtout s'il est horizontal, dénotent le plus souvent un tems supérieur à la moitié du 6^e siècle. Les *a* ouverts par le haut sont nés sans doute de la finesse du délié. Dans les

écritures Mérovingiennes, on s'est servi de ce même *a*, en allongeant un peu la tête sur la droite, *fig. 36*; ce qui a donné lieu quelquefois de le confondre avec le *t* de ces siècles ¹.

a cursif.

Dans l'écriture cursive, depuis au moins le 9^e siècle, on rencontre de ces sortes d'*a* qui ressemblent à des *u*, *fig. 37*.

Les *a* cursifs, dans l'écriture allongée, commencèrent à devenir tremblans au 8^e siècle, en sorte qu'un *a* ressemblait à deux grands *E* majuscules de notre cursive, *fig. 38*; et quelquefois ils étaient encore plus tortueux. L'ouverture supérieure et assez considérable de ces deux traits se rétrécit, sans se fermer absolument, dans le cours du 10^e siècle. Lorsqu'elle se ferma dans l'écriture allongée, à la fin de ce siècle, ce fut par un trait dont la convexité rentrait en dedans. Deux cents ans plutôt, en France, la pointe droite de l'*a* ouvert se portait en dehors. Vers le milieu du 9^e, les deux bouts se terminèrent sans nulle inflexion : mais sur le déclin de ce même siècle, le côté gauche fit descendre vers le droit une pointe oblique, dont l'ouverture se trouva fermée. Les pointes rabattues, en général, ne furent pas de longue durée. Les *a* ouverts semblables à deux *c*, *fig. 20*, tendirent toujours à se réunir : leur union ne devint pourtant pas fréquente en Allemagne avant la fin du 10^e siècle; mais leur ouverture ne se ferma généralement que sur le retour du 11^e siècle.

Quoiqu'on voie en Allemagne plusieurs chartes des premières années du 10^e siècle, où l'on ne trouve employé que l'*a* minuscule; cependant l'*a*, tant fermé qu'ouvert, *fig. 35* et 21, se soutint toujours : on peut dire néanmoins que notre *a* minuscule fut toujours beaucoup plus commun jusqu'au commencement du 12^e siècle, où peu s'en fallait que l'autre ne fût entièrement exclu. On rencontre cependant encore, quoique rarement, des *a* ouverts en dessus, dans le 15^e siècle, et même plus tard. L'Espagne, qui avait admis, dès le 10^e siècle, notre *a* minuscule dans ses diplômes, lui fut encore plus favorable dès le commencement du 12^e; et ce ne fut que vers le 15^e qu'elle parut exclure, quoiqu'avec peine, les *a* de la *fig. 21*.

¹ Eccard, *Leges Saticæ*, p. 14.

L'a en forme d'oméga, *fig. 24* et *25*, ne fut ni général ni de longue durée en Allemagne, où il n'eut cours que sur le déclin du 11^e siècle, quoiqu'il s'en trouve déjà dès le précédent. Mais le même oméga Lombardique, *fig. 24*, se maintint assez constamment dans les bulles des papes, au moins depuis le 8^e jusqu'au 12^e siècle.

Ce serait s'étendre au-delà des bornes du plan que l'on s'est proposé, que de vouloir suivre l'A capital, l'a minuscule, et l'a cursif dans toutes leurs métamorphoses. Les deux côtés du premier se sont courbés de toutes les façons, même sous l'empire Romain. Dans les traits essentiels ou accidentels, il a reçu toutes sortes de formes. Les ornemens lui ont été prodigués dans les siècles suivans. Enfin, pour comprendre les variétés innombrables auxquelles il a été sujet, ainsi que les deux autres, il suffit de réfléchir sur celles dont ils sont susceptibles, et que le caprice des particuliers, ainsi que le génie des nations, ont portées à l'excès.

Les planches II et III, consacrées en entier à représenter les figures de l'A, donnent une idée assez juste des formes singulières et multipliées de cette lettre, car dans l'histoire raisonnée de cet élément que nous venons de faire, nous n'avons encore parlé qu'à l'esprit : mais dans un ouvrage du genre de celui-ci, ce n'est pas assez; on peut et l'on doit parler aux yeux. Ces deux planches, qui réunissent sur la forme de l'A tout ce que la littérature a de plus curieux, de plus varié et de plus instructif, ne peuvent que jeter un grand jour sur les connaissances déjà acquises à cet égard.

Explication de la planche II, et particulièrement des caractères grecs.

La distribution des figures de l'A grec, que l'on reconnaîtra par les chiffres arabes qui sont dans les intervalles des lignes que contient la planche II, était nécessaire pour fixer, le plus qu'il était possible, l'époque de ces figures. Elles sont divisées en quatre classes. La 1^{re} division contient des formes qui touchent au tems fabuleux de la Grèce, et se terminent au siècle d'Alexandre-le-Grand. Elles sont tirées des plus anciennes inscriptions dont on ait connaissance. La 2^e division commence au règne d'Alexandre et finit à celui de Constantin; c'est-à-dire que

les caractères qu'on y voit, ont été recueillis d'après les inscriptions et médailles des quatre derniers siècles qui ont précédé la naissance de Jésus-Christ et des trois premiers qui l'ont suivie.

La 3^e division renferme les formes de l'A grec, depuis le 3^e siècle jusqu'à la ruine de l'empire de Constantinople. Tous les monumens de ces tems, inscriptions, médailles, manuscrits, diplômes, ont été mis à contribution. On y a introduit, ainsi que dans la précédente division, un ordre systématique; c'est-à-dire que les caractères sont rangés, ou suivant l'ordre de leur antiquité, ou suivant les rapports de conformité qu'ils ont ensemble. Les deux premières divisions ne renferment que des lettres capitales; mais celle-ci comprend de plus les caractères d'écriture constante de sept à huit siècles.

Comme grand nombre de savans étaient persuadés que le 8^e ou le 9^e siècle avait donné naissance au genre d'écriture *curtive*, la 4^e division nous offre quelques figures d'a courant empruntées d'une charte du 6^e siècle; ce qui prouve qu'elle remonte beaucoup au-delà de cette époque.

Ces éclaircissemens, applicables à toutes les autres planches alphabétiques, font suffisamment connaître le mécanisme que nous avons suivi dans l'arrangement des caractères grecs.

La connaissance des diverses figures de chaque élément, représentées tant dans cette planche, que dans celles des autres lettres de l'alphabet, depuis l'A jusqu'au Z, donnera incontestablement le moyen de déchiffrer toutes sortes de manuscrits grecs, quels qu'ils soient. Pour en rendre la voie encore plus facile, et jeter en même tems quelques lumières sur l'âge des pièces où ces caractères se rencontrent, on va réunir quelques observations, qui, étant en petit nombre, ne valent pas la peine d'être renvoyées à leur ordre naturel.

Quelques observations générales.

On observera donc que les angles et l'inclinaison d'un côté ou d'un autre, caractérisent très-particulièrement l'écriture du premier âge; que les lettres perlées et ponctuées, fig. 39 et 40, planche I, et les lettres nouées, annoncent les règnes des successeurs d'Alexandre, etc., quoique cependant on en

rencontre encore ¹, sous les empereurs Romains; que la netteté, la proportion et la régularité des traits dénotent les tems des premiers Césars; que du 9^e au 11^e siècle, les Grecs, sur leurs monnaies et dans des expressions purement Grecques, firent un usage plus ordinaire des lettres Latines, *b, F, L, m, n, R, S*; que les mots qui ne sont point séparés les uns des autres, sont une preuve d'une haute antiquité; que l'écriture *onciale*, et surtout *carrée* ou *ronde* et non *penchée* ou *allongée*, assure à des manuscrits le même avantage; que les *A* semblables à ceux des Latins, communs dans les inscriptions, sont très-rare dans les manuscrits copiés par des Grecs ²; mais qu'ils prennent toujours la forme 15 ou 41 de la planche I; cette dernière est composée de deux traits dans les manuscrits antérieurs au commencement du 10^e siècle, et d'un seul trait dans les manuscrits postérieurs au même tems.

Comme nos observations regardent aussi les autres lettres de l'alphabet, il est bon de remarquer également que l'*ε* arrondi, à deux traits, *fig. 42*, le fut au moins dès le tems d'Alexandre-le-Grand; que cet *ε* rond, le sigma carré, *fig. 43*, de la planche I, et l'oméga, *fig. 24, ibid.* devinrent ordinaires sur les médailles et les marbres aux 4^e et 5^e siècles pour l'Orient, et dès les premiers tems des empereurs Romains pour l'Occident; que cette dernière lettre arrondie ne se trouve ordinairement dans les manuscrits que depuis le 9^e siècle ³, quoiqu'elle eût commencé à s'arrondir plus de 400 ans avant cette époque dans certaines provinces; que le sigma et l'oméga, *fig. 44 et 45*, ainsi formés et réunis dans la même pièce, manifestent les premiers tems de l'ère chrétienne, quoique ces deux caractères se trouvent encore quelquefois ensemble jusqu'au 5^e siècle: enfin, que le sigma sans base, dont la pointe ou la tête est redressée, *fig. 46*, dénote une antiquité très-reculée.

On ajoutera à ces observations une remarque de Dom Bernard de Montfaucon ⁴, au sujet de la *cursive Grecque*. Il prétend que les premiers livres que nous trouvons écrits en lettres couran-

¹ *Antiq. explic.* t. 3, part. 2, p. 228.

² *Palæogr. Gr.* l. 3, c. 1; et l. 4, c. 1.

³ *Palæogr. Gr.*, p. 171.

⁴ *Dissert. sur le papyrus.*

tes et liées, sont de la fin de Basile le Macédonien, parce que le caractère courant n'était pas encore en usage pour les livres, quoiqu'il le fût déjà pour les tachygraphes et pour les notaires et secrétaires. Au reste, l'on connaît de la cursive Grecque antérieure au moins de quatre ou cinq siècles au huitième.

Explication des caractères Latins contenus dans la planche II, et particulièrement de l'A capital.

Les planches II et III contiennent les formes les plus capricieuses de l'A des Latins, tant *capital* que *minuscule* et *cursif* : voici l'ordre qui y est observé.

La planche II, qui contient les lettres capitales, est divisée en deux parties, par une ligne de séparation ; l'une trace les capitales des brouzes, marbres et *inscriptions* ; l'autre, les capitales des *manuscrits*. Les deux parties offrent un choix des caractères les plus originaux et les plus défigurés de l'A, entre un plus grand nombre d'autres qui, bien qu'ils aient quelques nuances différentes, ne peuvent former aucune difficulté, soit à cause de leur conformité avec notre manière d'écrire ou d'imprimer, soit à cause de leur affinité avec ceux que l'on voit ici. Ces derniers, ainsi que ceux des autres planches alphabétiques, ont été tous réduits à une grandeur à peu près uniforme ; ce qui semble avoir ôté quelques traits caractéristiques, qui paraissaient plus marqués dans leur grandeur naturelle. C'est un inconvénient inévitable dans un ouvrage de ce genre, dont le point essentiel est de dire beaucoup en peu de mots, et de présenter le plus d'objets de comparaison qu'il est possible, sans multiplier les gravures et les frais.

Les capitales, tant lapidaires et métalliques, que celles des manuscrits, sont encore *divisées* et *subdivisées* ; les *divisions* sont marquées par le chiffre romain, et les *subdivisions* par le chiffre arabe : ces différens chiffres sont placés dans l'intervalle des lignes, afin qu'on puisse plus facilement les reconnaître.

Toute *première division* commence régulièrement par les plus anciennes figures. Les plus récentes, quoique pour l'ordinaire placées au dernier rang, n'y sont cependant pas toujours renvoyées, parce qu'on a eu beaucoup d'égard à l'analogie des figures entre elles. Quelque multipliées que soient ces formes,

on ne prétend pas cependant avoir décrit tous les traits ou toutes les inflexions différentielles et distinctives des caractères. L'inspection de la Planche, jointe à l'attention et à la sagacité des personnes, suppléera sans peine à de pareilles omissions.

Lorsqu'on passe sous silence l'époque, ou plutôt la durée des divisions ou subdivisions, c'est communément parce qu'elle ne saurait être limitée.

Par la *haute antiquité*, en général il faut entendre celle qui précède l'établissement de la domination Française; par *moyenne*, les siècles suivans jusqu'au 11^e; par *bas tems*, la durée subséquente, mais antérieure à la renaissance des lettres.

L'explication de cette partie de la planche II, qui renferme les *A* lapidaires et métalliques, doit être lue avec d'autant plus d'attention, que des détails de celle-ci dépend la connaissance de la marche des autres, sur lesquelles il serait inutile de s'appesantir, parce qu'il ne sera pas difficile alors de saisir le caractère propre à chaque partie. On se propose cependant de répéter en raccourci cette opération intéressante sur chaque élément alphabétique, en ce qui regarde seulement les B, les C, les D, etc., tirés des marbres et des bronzes; parce que cette partie des planches n'est déterminée par aucun indice national, ni par des notes chronologiques; elle demande donc une sorte de discussion, qu'on aura soin de restreindre partout le plus qu'il sera possible.

A capital Latin des Inscriptions.

La première division (1) de l'*A* est presque toute composée des caractères de la plus haute antiquité. Plus ils retiennent de la figure de l'*F* inclinée et tournée vers la gauche, plus cette antiquité est indubitable. Les plus récents de la première subdivision (1) sont au moins du 6^e siècle. Les traverses de ces *A* partent du côté droit, sans toucher le côté gauche. Dans la subdivision suivante (2), au contraire, elles naissent du côté gauche, sans toucher le droit. Les figures les plus récentes de celle-ci ne descendent pas au dessous du 9^e siècle, et sont presque toutes antérieures au 4^e. La troisième subdivision (3) est distincte par une traverse qui ne touche à aucun côté, quelque forme qu'elle prenne.

Seconde division de l'A (II). Dans la première subdivision (1), la traverse est inclinée de gauche à droite, et dans la seconde (2) de droite à gauche. Les plus anciennes lettres de la subd. (1) sont antérieures à l'ère chrétienne, et les plus modernes appartiennent aux 8^e et 9^e siècles. Les figures de la subd. (2) remontent bien au-delà de Jésus-Christ, et ne descendent pas plus de deux ou trois siècles après, si ce n'est dans les six ou sept derniers caractères. La troisième subdivision (3), qui commence à se transformer en minuscule, approche, dans ses plus anciennes figures, des premiers siècles du Christianisme, et dans ses plus récentes, de celui de Charlemagne.

Troisième division (III). Elle ne renferme que des minuscules qui appartiennent au gothique moderne des derniers tems.

Quatrième division (IV). Elle est caractérisée par la traverse horizontale, unissant les deux côtés. La première subdivision (1) dont les figures sont à côtés droits, ne descend pas au-dessous de J.-C. La seconde (2), à lignes mixtes, n'en montre presque pas de récentes. La troisième (3), en voussure, ne porte ses plus anciens caractères qu'au 11^e siècle tout au plus : les plus récents sont du pur gothique. La quatrième (4), à têtes aplaties, remonte au second siècle. La cinquième (5), à têtes un peu triangulaires, quoique plates, est presque aussi ancienne. La sixième (6), à traverse servant de base, peut être abandonnée au gothique, ainsi que la septième (7), et la huitième (8). La neuvième (9), dont l'angle supérieur est retranché par une ligne horizontale, appartient au 3^e siècle et au bas gothique. La dixième (10), la onzième (11), et la douzième (12), doivent être rapportées au gothique également. La treizième (13), qui en tient encore, à ses premiers caractères anciens, et les autres récents. La quatorzième (14), à traits excédens, renferme des figures, qui, pour la plupart, passent le sixième siècle.

Cinquième division (V). à traverse brisée. La première subdivision (1) existe depuis environ deux mille ans, chez les Grecs et les Latins. La seconde (2), à tête plate, convient au moyen-âge. La troisième (3), surmontée d'une barre, s'étend depuis J.-C. jusqu'au 10^e siècle. La quatrième (4), à tête prolongée par des traits excédens, est presque toute antérieure au 7^e siècle.

La cinquième (5), à traverse arrondie, portée également au-delà des deux côtés, annonce au moins le 3^e siècle; mais elle ressemble le moderne, si elle excède plus d'un côté que d'un autre.

Sixième division (VI), dépourvue de traverse. La première subdivision (1) est fort ancienne. De la seconde (2), qui ne l'est pas moins, sont dérivés les *α* cursifs. La troisième (3) convient également aux 4^e et 14^e siècles, selon que la figure est plus ou moins élégante. La quatrième (4) a la tête en voussure; la cinquième (5), aplatie; la sixième (6), surmontée d'une traverse; la septième (7), en triangle; la huitième (8), en pointes ou en cornes. La tête de la neuvième (9) se travestit en X; et quoiqu'elle soit de la plus haute antiquité, elle peut néanmoins descendre au 6^e siècle. La dixième (10) prend la forme de l'Y renversé, et la plupart de ses figures remontent jusqu'au tems de la République, ou du moins de l'empire Romain.

Ces détails sur les différentes nuances qui caractérisent chaque forme de l'*A* métallique ou lapidaire, font assez connaître les observations que pourrait occasioner chaque trait caractéristique des autres lettres, mais elles méneraient trop loin, et causeraient beaucoup d'ennui, outre qu'elles ne seraient pas d'une grande utilité. Cet essai sur la planche de l'*A* doit suffire pour aider l'intelligence des lecteurs sur toutes les autres planches, dont l'inspection réfléchie leur tiendra lieu de toute autre explication.

On se contentera de remarquer sur la partie de la planche qui offre les *A* capitaux tirés des manuscrits, que plusieurs divisions contiennent des figures onciales, gothiques, minuscules et cursives.

A capital Latin des manuscrits.

Comme le caractère distinctif de l'*onciale* ne s'approprie que les neuf lettres, A, D, E, G, H, M, Q, T, V, et que les autres sont communes à la *capitale* et à l'*onciale*, il n'a pas été possible d'en faire un alphabet à part. Mais pour prévenir toute confusion, sans entrer dans un détail trop circonstancié, nous distinguerons sous chaque élément les parties de cette branche de capitales qui appartiennent aux écritures capitales, onciales,

gothiques, minuscules et cursives. Ces classes d'écriture ne se trouvent mêlées ensemble qu'à cause de l'analogie que les figures de chaque élément ont entre elles.

La capitale réclame donc les divisions I^{re} et II^{re} de l'*A*. L'onciale revendique les VI^{re}, VII^{re} et VIII^{re} divisions. Les divisions communes à l'une et à l'autre, sont la III^{re}, la IV^{re} et la V^{re}. Les caractères *gothiques modernes* ne se font guère remarquer que dans les deux ou trois dernières figures; mais on voit quelques *minuscules* et *cursives* dans la IV^{re} division.

a minuscule, ou seconde classe d'écriture latine.

PLANCHE III.

La seconde classe de caractères Latins contient en dix cases tous les *a* minuscules, avec quelques figures onciales et cursives de la même lettre, depuis les premiers siècles jusqu'au dix-septième, et le tout tiré des seuls manuscrits.

C'est l'*a* minuscule, 1^{re} Romain, 2^{re} Lombardique, 3^{re} Visigothique, 4^{re} Saxon, 5^{re} Gallican, 6^{re} Mérovingien, 7^{re} Allemand, 8^{re} Carolingien, 9^{re} Capétien et 10^{re} Gothique, mis en comparaison.

Le 1^{er} et le 2^e chiffre appartiennent à l'Italie; le 3^e à l'Espagne, le 4^e à la Grande-Bretagne, le 5^e et le 6^e à la France, le 7^e à l'Allemagne, les 8^e, 9^e et 10^e à tous les pays de l'Europe du rit latin. Les sept premiers précèdent le règne de l'empereur Charlemagne; les trois autres le suivent.

Les caractères de tous ces peuples étant réunis dans un espace très-circonscrit, il sera facile d'apercevoir tous les rapports de similitude, et tous les traits de dissemblance qu'ont entre elles les figures de ce premier élément.

Lorsque les lettres sont très-singulièrement contournées, et que les autres cases n'offrent rien de semblable, il en faut conclure que tel élément caractérise particulièrement le goût ou le génie national. La raison pour laquelle on découvre dans les figures dont il est question, plusieurs *a* cursifs, c'est que tout ce qui appartient à la *minuscule* est tellement propre à la *cursive*, que l'une ne se distingue souvent de l'autre que par sa manière d'enchaîner ou de joindre des lettres ensemble,

Les lettres majuscules et onciales sont toujours les premières, et séparées des autres par le n° II. Lorsque ce chiffre de séparation ne se montre point, c'est qu'il n'y aurait rien à offrir de bien remarquable dans le premier genre.

a cursif, ou des Diplômes; troisième classe d'écriture latine.

La troisième classe des caractères latins nous offre le parallèle des écritures nationales des diplômes et des chartes d'Italie, de France, d'Allemagne, de la Grande-Bretagne et d'Espagne. L'avantage du parallèle de ces cinq écritures cursives nationales, c'est qu'il est distribué par siècles; les diplômes et les chartes ayant fourni des dates ou des indices historiques, que les bronzes, les marbres et les manuscrits ont refusé pour la plupart, et qu'on n'aurait pas osé fixer en conséquence, tant on est scrupuleux amateur du vrai. Les modèles de ces cursives, ainsi distribués par siècles, peuvent être pour l'usage d'une bien plus grande utilité que les précédens.

Mais ce que l'on a pu exécuter pour la cursive, on l'aurait tenté vainement pour la capitale et la minuscule. V. ALPHABET.

Les siècles sont désignés par des chiffres romains. Si dans quelques cas un siècle ne fournit rien de bien particulier, le chiffre indicatif est totalement supprimé; mais cette omission est rare.

Les variations de l'a cursif chez les cinq peuples indiqués, étant rapprochées dans un même cadre, il sera facile de faire la comparaison des différentes formes, et d'y voir leur rapport ou leur dissemblance. Il ne faut pas cependant conclure que des lettres, de l'alphabet Allemand, par exemple, qui ne se rencontreraient pas dans ceux de France ou d'Italie, n'y ont pas été reçues durant tel siècle. La seule conséquence légitime qu'on en puisse tirer, c'est qu'alors leur existence en Allemagne est mieux constatée. Mais si des caractères singuliers, et entièrement différens de la forme la plus commune, ne se montrent chez aucun des peuples dont les alphabets sont mis en parallèle, ni dans tel siècle, ni dans ceux qui l'avoisinent, ils doivent être regardés alors, ou comme n'y ayant point été d'un usage commun, ou peut-être comme abolis. Cette observation

doit avoir lieu pour la *minuscule* dont nous venons de parler, comme pour la *cursive* que nous examinons.

On ne serait pas fondé à nous faire le reproche de n'avoir pas distingué spécialement les caractères Romains des Lombardiques dans la première case, les Mérovingiens, des Carolins et des Capétiens dans la seconde, et ainsi des suivantes; puisque les siècles marqués par des chiffres Romains indiquent les tems de ces écritures particulières, et préviennent par conséquent le désordre et la confusion. Or voici l'époque et la durée que l'on donne à ces écritures.

Première case, ou d'Italie. La *romaine* est bornée aux 5^e et 6^e siècles; la *lombardique* aux 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e et à la moitié du 12^e siècle; la *française* aux 11^e et 12^e; la *gothique* aux 13^e, 14^e et 15^e; enfin la *renouvelée* aux 15^e et suivans.

Seconde case, ou de France. Les 6^e, 7^e et 8^e siècles donnent la *mérovingienne*; les 8^e, 9^e et 10^e la *caroline*; les 11^e et 12^e la *capétienne*; les 13^e, 14^e et 15^e la *gothique*.

La troisième case, ou d'Allemagne, débute par la *caroline*, bientôt réformée sur le goût allemand, et continuée depuis le 8^e jusqu'au 15^e, où commence le caractère *gothique*; à peine ce dernier se termine-t-il à notre tems.

La quatrième case, ou de la Grande-Bretagne, présente le *saxon* jusqu'au milieu du 11^e siècle; le *français* quelquefois antérieur, jusqu'au 13^e, et dès cette époque le *gothique*, qui ne cesse que fort tard.

La cinquième case, ou d'Espagne, offre le *visigothique*, que le défaut de monumens diplomatiques n'a pas permis de faire monter au-dessus du 10^e siècle: les écritures lapidaires, métalliques, et des manuscrits, l'élèvent cependant au 6^e ou 7^e; il cesse au 12^e pour faire place au *français*, qui le cède dans le 13^e siècle au *gothique*.

La partie de la planche III, consacrée aux cursives des diplômes, renferme aussi quelques majuscules et minuscules propres à ces mêmes actes. C'est un inconvénient auquel on n'a pas cru devoir remédier, à cause de l'utilité qui en peut résulter.

Ces observations et ces détails, sur le mécanisme et le cou-

tenu des planches II et III, sont d'une nécessité absolue pour l'intelligence des autres planches alphabétiques. On y distinguerait sans doute bien aisément les lettres grecques des lettres latines, les capitales de celles-ci d'avec les minuscules et les cursives; mais cette connaissance stérile ne donnerait aucune lumière sur l'âge et la nature des lettres, si l'on n'était d'avance bien pénétré des remarques et des explications faites sur ces deux planches, et auxquelles on renverra sans cesse dans les dissertations sur chaque lettre.

ABBÉ. Ce nom, en latin *abbas*, en grec *ἀββᾶ*, vient de l'hébreu אב AB, ou plutôt du syriaque אבא ABA, qui signifie père. C'est pour cela que Jésus donne ce nom à Dieu son père ¹, et que S. Paul le donne à Jésus ²; au 13^e siècle on disait encore dans notre vieux français « del bon abbé Jésus ³. »

La hiérarchie ecclésiastique a toujours donné le pas aux évêques sur les abbés; cependant l'histoire nous fournit plus d'un exemple de la supériorité de ces derniers sur les autres. En 580, S. Colomban ayant fondé le monastère de Hy, en Ecosse, soumit, comme abbé, à sa juridiction tout le pays, et l'évêque même. C'est, je pense, le premier exemple de ce genre ⁴. Il fut imité en Italie, où l'abbé du mont Cassin jouit d'une pareille autorité sur des évêques qui avaient juridiction ⁵. L'on ne connaît que ces deux abbayes qui aient eu ce droit singulier. Les autres exemples que l'on pourrait produire pour prouver que certains évêques ont été soumis à des abbés, ne sont point dans le même genre, et ne regardent point les évêques qui avaient une juridiction déterminée sur des séculiers, mais seulement les évêques tirés du nombre des religieux, qui n'avaient d'autres sujets que les moines mêmes de la maison dont ils dépendaient,

¹ S. Marc, ch. xix, v. 36.

² Aux Romains, ch. viii, v. 15. — Aux Galates, ch. iv, v. 6.

³ Anciens poètes français manuscrits avant 1300, tome iv, p. 1317. — Voir pour les différentes significations de ce mot, une Dissertation qui se trouve dans l'histoire de l'abbé Suger.

⁴ Mabill. Sacul. iii Bened. part. ii, p. 336.

⁵ Gattola, Accession. ad hist. Cassin., p. 91.

et qui étaient élus et sacrés à la demande de l'Abbe pour l'ordination des religieux. On a vu de pareils exemples à Marmoutier, à S.-Denis, à Morbach, etc. etc ¹.

Les Abbés furent d'abord élus, selon le droit naturel, par ceux qui devaient leur obéir, dit Dom de Vaines, mais quelquefois la jalousie, l'ambition et la cupidité intervertirent cet ordre, et les élections furent l'effet, ou de la brigue des évêques ² ou de la violence des ecclésiastiques séculiers, qui les uns et les autres se placèrent souvent sur la chaire abbatiale. Le mal crut de plus en plus pendant le cours du 7^e siècle. Dans le suivant, Charles Martel ayant épuisé la France par des guerres continuelles, distribua les abbayes et même les évêchés à des seigneurs laïques. Bernard, son fils naturel, passe pour le premier qui ait joint la qualité de *comte* à celle d'*abbé*. De là vient que le nom d'abbé séculier, *Abbas Comes*, *Abbas Miles*, est très-ordinaire dans les anciens monumens. De là vient encore que dans une même abbaye il y avait quelquefois deux abbés. L'abbé religieux était appelé *verus Abbas*, et le seigneur qui en portait le titre s'appelait *Abbas miles*. Au moyen d'un certain revenu qu'on abandonnait à ce dernier, et dont il faisait hommage, il devait être le protecteur et le défenseur du monastère ³. Dans ces tems reculés, le titre d'abbé devint aussi honorable que ceux de prince, de comte et de duc : nos rois mêmes et leurs enfans en furent décorés.

L'abus onéreux des abbés séculiers dura jusqu'à la troisième race ⁴. Hugues Capet remit les choses sur l'ancien pied, en restituant aux églises régulières et séculières le droit primitif de choisir leur pasteur. On trouve cependant plus tard encore des exemples de l'ancien abus.

Le titre d'*abbé* ne fut pris par les ecclésiastiques séculiers que sur le déclin du 8^e siècle, où l'on commença à former des collèges de chanoines, à la tête desquels on mit des abbés. Au 9^e siècle, on vit dans quelques cathédrales des dignitaires décorés

¹ Fleury, *Hist. Ecclés.*, tome ix, liv. 44, p. 498.

² Mabill., *Præf.*, in iii, *sæc. Bened.* n. 3.

³ De Laurière, *Gloss. du Droit Français*, p. 197.

⁴ Mabill. *ut supra*.

de cette qualification, peut-être parce qu'ils étaient titulaires de quelques abbayes dépendantes de leurs églises ¹.

Le titre d'abbé, usurpé par des séculiers, donna lieu aux véritables abbés de prendre, dans le 10^e siècle, pour se distinguer, celui d'*abbés réguliers* ².

Avant le 9^e siècle beaucoup d'abbés n'étaient que diaeres. Les papes Eugène II et Léon IV trouvèrent apparemment qu'il n'était pas convenable, dans l'ordre hiérarchique, que celui qui n'était revêtu que d'un ordre inférieur dominât sur ceux qui étaient honorés du sacerdoce : en conséquence, ils ordonnèrent que par la suite les abbés seraient tous prêtres.

La prodigalité des abbés obligea à la séparation des *menses*, qui commença à s'effectuer dans le 9^e siècle.

Les titres latins *Prasul*, *Antistes*, *Prælati*, etc., ne signifient pas toujours évêques ou pontifes; dès le 9^e siècle on en décora les abbés proprement dits. Les abbesse même sont qualifiées *Prælatæ* dans le second concile d'Aix-la-Chapelle ³.

Il a existé de grands débats entre les abbés de Cluny et du mont Cassin pour le titre d'*Abbé des abbés*, que l'un et l'autre voulait s'attribuer exclusivement. Un concile tenu à Rome en 1126 ayant décidé que ce titre appartenait à l'abbé du mont Cassin, celui de Cluny prit le titre d'*Arché-abbé*, comme on le voit par les plaintes qu'en forma peu après un abbé de S.-Cyprien de Poitiers.

Dans les bas siècles, le nom d'*abbé* fut donné à des évêques, à des supérieurs, au premier magistrat de certaines villes, à Gênes, par exemple, où l'un des premiers magistrats s'appelait l'*Abbé du peuple*, et même à des chefs de confrérie. Ce n'est que depuis le fameux concordat de François I^{er} que les simples *clercs*, tant nobles que bourgeois, se glorifient du titre d'*abbé*.

ABBESSE. Une bulle d'Alexandre IV, du 10 juin 1260, offre pour la première fois, la qualification d'*abbesse séculière*, donnée à Gertrude, abbesse de Quodlimbourg ⁴.

¹ *Annal. Bened.*, tome 1, p. 603.

² *Ibid.* tome III, p. 524.

³ *De re Diplom.*, p. 65, 70.

⁴ *Bibl. Germ.* t. VI, p. 156.

Il n'était guère conforme à l'esprit de l'église d'admettre les abbesses dans les conciles ; cependant on en trouve des exemples, et le seul concile de Baconcelde, en Angleterre, en 694, fait mention de cinq abbesses qui y souscrivirent. Quelque chose de plus singulier, c'est qu'au rapport du vénérable Bede ¹, une abbesse, nommée Hilda, présida dans une assemblée ecclésiastique.

Le Père Martene ² observe que quelques abbesses confessaient leurs religieuses ; il ajoute que leur curiosité excessive les porta si loin, qu'on fut obligé de supprimer cette coutume, qui d'ailleurs n'était pas une véritable confession sacramentelle, mais seulement une pratique de confiance et d'humilité, que l'on observe encore dans quelques couvens, soit de femmes soit d'hommes.

ABBREVIATEUR. C'est le nom que l'on donne à certains officiers de la chancellerie Romaine. On distingue les abréviateurs du grand parquet des abréviateurs du petit parquet.

Les abréviateurs du grand parquet sont des espèces de Notaires qui dressent la minute des Bulles sur les requêtes signées du Pape, les collationnent lorsqu'elles sont transcrites sur parchemin, et les envoient aux abréviateurs du petit parquet, qui les taxent.

« On ne trouve rien de plus ancien, dit Dupin ³, touchant les fonctions des abréviateurs, que ce qu'on lit dans une bulle de Jean XXII. Ils furent institués en titre d'office par le même pape. A l'égard de la forme de leur collège, tel qu'il est à présent, ce fut Pie II qui l'institua en 1464. Paul II, son successeur, l'abolit dix ans après, comme inutile et scandaleux ; et, quatre autres années après, Sixte IV le rétablit comme nécessaire. » *Voyez CHANCELLERIE ROMAINE.*

ABBREVIATIONS. Dès les premiers tems, ceux qui ont exercé l'art d'écrire ont inventé divers moyens pour abrégier leur travail et l'écriture. De là, soit à dessein, soit même sans y penser, ils l'ont souvent rendue énigmatique, par les *sigles*,

¹ Lib. III, c. 25, lib. IV, c. 23,

² *Traité des Rits de l'Eglise*, liv. II, p. 39

³ Dupin, *Auteurs Ecclésiast.* 17^e siècle, tome VI, p. 397.

les monogrammes, les conjonctions, les chiffres, les notes de Tiron et les abréviations variées à l'infini. Pour bien lire les monuments antiques, il faut connaître ces différentes manières d'abrégier. Voici ce qui regarde les abréviations proprement dites; les autres mots se trouveront à leur place.

La manière la plus commune d'abrégier l'écriture chez les anciens, est celle où l'on conserve une partie des lettres d'un mot, en même tems qu'on substitue certains signes à celles qu'on supprime. On trouve assez peu de ces abréviations dans les anciens manuscrits; en sorte qu'on peut poser en principe que, si l'écriture capitale ou onciale est belle, et qu'il n'y ait qu'un très-petit nombre d'abréviations, c'est un signe de la plus haute antiquité; et que plus les abréviations deviennent fréquentes dans les manuscrits et les chartes, moins on doit inférer d'antiquité.

Les abréviations les plus ordinaires des anciens sont celles de *Dms*, *Dns* pour *Dominus*; elles sont à peu près d'une égale antiquité. Mais la première, toujours constante dans un manuscrit, annonce assez volontiers les 3^e et 4^e siècles; elle ne s'applique guère au 6^e, à moins qu'elle ne varie avec la seconde.

Quand *m* ou *n*, à la fin de la ligne, est désignée, soit par une petite barre horizontale, Planche 1, 3^e case, au mot *abréviation*, fig. 1, soit par une *s* couchée, fig. 2, seule ou accompagnée de deux points, l'un supérieur et l'autre inférieur, c'est l'indice d'une antiquité très-reculée; surtout si ces marques d'abréviations sont plus souvent placées à la fin de la ligne, et si, au lieu d'être relevées sur la dernière lettre, elles sont entièrement, ou du moins en partie, portées au-delà. Ce caractère désignera sans difficulté les siècles antérieurs au 6^e, et ne pourra qu'avec peine s'abaisser jusqu'au 7^e.

Le verbe conjonctif *sum* souffrit souvent à la troisième personne différentes abréviations. Lorsque le mot *est* se trouve rendu dans un manuscrit par la fig. 3, c'est la marque d'une antiquité de six à sept cents ans.

La lettre *n* sert souvent d'abréviation générale pour les noms d'hommes inconnus. Dom Mabillon prouve¹ que cet usage fut

¹ Act. SS. Bened. tom. v, p. 294.

ANCIENNES ABRÉVIATIONS LATINES.

[illegible]

pratiqué vers la fin du 9^e siècle. Il y a grande apparence que c'est là l'époque de son origine; puisque dans presque tout ce même siècle on se servit pour la même fin, comme on s'en servait anciennement, de l'abréviation du pronom *ille*, en ne mettant que les trois premières lettres *ill*. C'était moins une abréviation qu'une manière de rendre un nom incertain. Les abréviations devinrent moins rares peu après le 6^e siècle; leur nombre augmenta considérablement au 8^e: elles se multiplièrent encore bien davantage au 9^e; le 10^e enchérit à cet égard sur les précédens; au 11^e il n'y a pas de ligne dans les manuscrits et les chartes où il n'y en ait plusieurs; on en compte jusqu'à huit et dix dans une même ligne. Dans des manuscrits du 12^e au 13^e, et dans les deux suivans, on porta cet usage à l'excès; l'écriture en fut farcie, même dans les ouvrages en langue vulgaire et dans les premiers exemplaires de l'imprimerie.

Toutes ces abréviations des 13^e, 14^e et 15^e siècles, et une multitude d'autres introduites pendant la barbarie des tems scholastiques, rendent la lecture des manuscrits très-difficile. Pour en rendre la lecture moins difficile ou aider à les déchiffrer, on a joint ici la Plaque IV, représentant les anciennes abréviations latines des manuscrits et des chartes; et un glossaire des abréviations les plus récentes employées dans les manuscrits et les titres; quant aux abréviations des inscriptions, composées d'une ou de plusieurs lettres séparées par des points, on les trouvera à la fin de chaque lettre de notre dictionnaire.

Glossaire des abréviations les plus récentes employées dans les manuscrits et les titres.

A.

ā, *autem*; ā ou al, *alias* ou *aliter*; aīā, aīaliū, *anima*, *animalium*; āā, *anima*; abne, *absolutione*; ān, *ante*; ānā, *antea*; āssu, *assensu*; āccarēt, *accusaretur*; acqre, *acquirere*; 'ad, *aliquid*; Apīorum, *Apostolorum*; Ar'epē, *Archi-episcopus*; Ar'd?, *Archidiaconus*; āssit, *asserit*; ān, *anno*; ānū, *annum*; ālla, *alluita*; ām, *amodo*; ap. re. *apostolico rescripto*, ou *apertè rebelles*, ou *appellatione remotā*; atcīt, *atrociter*; āpliv, *amplius*; āppēdz,

appendet; app^{an}, *appellation*; app^{ne}, *appellatione*; Ar^pbr, *Archipresbyter*; Aug^s, *Augustus*.

B.

Bald. et Balduin^s, *Balduinus*; baptō, *baptizo*; b^{di}, *Bernardi*; bus, *biens*; bo^jois, *bourgeois*; byticen, *byturicensis*.

C.

c̄, *cum*; cā, *causa*; coi, *communi*; cā, *cura*; cabunt. *creabuntur*; capl̄l. *campellis*; capl̄m, *capitulum*; cosciam, *conscientiam*; carcēm, *carcerem*; c̄bris, *crebris*; c̄sma, *csmatis*, *crima*, *crismatis*; c̄ca, *circā*; c̄cidi, *circumcidi*; c̄cūstp̄it, *circumstrepit*; celeb^{li}, *celebraturi*; coq̄na, *coquina*; c̄ss, *censiers*; Chl̄et, *Châtelet*; chūn, *chacun*; cīa, *curia*; c̄sor, *cursorum*; c̄vso, *converso*; gⁱⁿ, *contentu*; g^t, *contra*; ḡcta, *contracta*; ḡdcōc, *contradictione*; ḡdcōres, *contradictores*; ḡsvet, *conseruetur*; ḡhē, *contrahere*, ḡp̄z, *comparet*; ḡp̄m, *compositionem*; ḡveiet, *contraveniet*; ḡvsiā, *controversiam*; ḡt, *communiter*; ḡi, *communi*.

D.

D^s, *dicimus*; D^s, *Deus*; Dā, *David*; dī, *debet*; dixūnt, *dixerunt*; del̄ialis, *determinatis*; dev̄s, *devers*; dil̄mi, *dilectissimi*; Dimōige jode la Tⁿitey, *Dimanche jour de la Trinité*; dīna, *divina*; dr̄, *dicitur*; dyōc, *dioceseos*.

E.

e, *est*; Eccl̄ar, *Eccam*, *Ecc^s*, *Ecclesiarum Ecclesiam, Ecclesie*; ebda, *ebdomada*; effū, *effectu*; eē, *esse*; eent, *essent*; edā, *edera*; ex. trās, *extra terras*; exhre, *exhibere*; elari^s, *elemosinarius*; cl̄is, *elemosinis*; exptib, *existentibus*; emgēte, *emergente*; Eps, *Episcopus*, c̄qlr, *equaliter*.

F.

Fel. rec, *felicis recordationis*; fī, *fieri*; fīata, *feriata*; fog, *fogatias, fouasses*; frīm, *fratrum*; fulis, *futuris*.

G.

G*, *erga*; g*, *ergo*; g, *igitur*; gā spālī, *gratia speciali*; gñā, *genera*; glīa, *gloria*; gñām, *gratiam*; grōsa, *gratiosa*; gto, *grato*.

H.

h, *hoc*; h, *hac*; ht, hnd, huer, *habent, habendum, habuerunt*; huio, *hujusmodi*; her, *heriliter*; het, *habetur*; hi, *hujuscemodi*; hs, *hoirs*; hucu, *hucusque*.

I.

I. *id est*; iqetare psūpserit, *inquietare præsumpserit*; ī, *in*; in pūti sclo, *in præsenti sæculo*; ī dñiū, *in dominium*; icrat, *incurrat*; imp, *imperpetuum*; it, *inter*; iētra, *instrumenta*; itdcis, *interdictis*; in, *inde*; ī ppa p, *in propria persona*; ind, *individue*; iteo, *interesse*; insp, *inspecturis*; ipō, *impossible*, ipm, *ipsum*; itdu, *interdum*; imprx, *imperatrix*.

J.

Jā, *jura*; jare, *jurare*; Jerlm, *Jerusalem*.

K.

Kl. *Kalendas*; x. Kl. Febr. *decimo Kalendas Februarii*; ka-raote, *karactere*.

L.

lnta, *licentia*; l. libras; l, vel. lima, *legitima*; laudis, *lauderis*; l'a de gce qī coroit, *l'an de grace qui courait*; lupa, *luparam*; lib, *libere*; lras, *litteras*; lt, *libet*; lxx, *septuagesime*;

M.

m. *materia* ; m. *mihi* ; mris, *martyris* ; m̄tipl̄r, *multipliciter* ;
m̄, *modo* , m̄iam, *misericordiam* ; mon. *monasterii* ; m̄ita, *merita*

N.

n. *nam* ; noia, *nomina* ; n°. *nunc* ; n. *nisi* ; n̄ce, *necesse* ;
negō, *negotio* ; neq̄q̄m, *nequaquam* ; n̄lm, *nullum* ; n̄uq̄,
nonnunquam ; noiatim, *nominatim* ; n°, n̄c, *nec, nunc* ; n̄ra, *nostra* ;
n̄uo, *numero*.

O.

ō. *non* ; opp°, *opportuna* ; ord^{bo}, *ordinationibus* ; occōe, *occa-*
sione ; oblonib, ; *oblationibus* ; oīode, *omnimode* ; oīa, *officia* ;
oīc, *officialis* ; oīb, ; *omnibus* ; oīo, *omnino* ; oclis, *oculis*.

P.

Pp. ou P̄p, *Papa* ; P̄r, *Pater* ; pl̄ve, *perhibere* ; Peti, *Petri* ,
p. ¹ *pour* ; P. *par* ; p°, *prius* ; p̄tq̄ suū ppū, *præterquam suum*
proprium ; p°, *personas* ; p°. *primo* ; p̄cessu t̄pis p̄cessit, *processu*
temporis processerit ; p̄ria, *patriam* ; por qⁱ p t̄pe fuit, *prior qui pro*
tempore fuerit ; p̄br, *præbyter* ; Pposit°. *Præpositus* ; pecia, *pecunia* ;
ppt°. *propter* ; p̄t°. *præter* ; p̄cē, *præesse* ; p̄roni, *patroni* ; p̄ronatus,
patronatus ; p̄f̄ce, *perfectè* ; Ph. *Philippus* ; pin, *proinde* ; p̄it. *pari-*
ter ; p̄lit, *personaliter* ; p̄o, *primo* ; p̄odē, *pondere* ; Pont°, *Pontificatus*.

Q.

q, ; *quis* ; q̄m, *quomodo* ; q̄o. *questio* ; q̄q̄m, *quoquomodo* ; q̄m,
quoniam ; q̄m, *quondam* ; q̄m̄lz, *quomodolibet* ; q̄lz, *quolibet* ; q̄,
quoque ; q̄c̄q, ; *quicumque* ; q̄ele, *quiete* ; q̄qd, *quicquid* ; q̄t°, *quatenus*.

¹ La ligne droite sur le p signifie *pri*, et la ligne courbe p̄ veut dire *pra*
et *per*.

R.

R, *Rex* ; R, *require* ; R, *responsorium* ; R^{ia}, *relicta* ; Res^o, *reservatio* ; Ro^e, *ratione* ; Reg^o no^{is}, *regii nominis* ; Re^oqro, *requirere* ; ret^o, *retro* ; rlm, *regularium* ; rñdit, *respondit* ; rñs, *responsurus* ; r^{ia}, *registrata* ; r^{ia}, *retroscriptus*.

S.

Sⁱ, *scilicet* ; sn, *secundum* ; s, *sigillum* ; s, *signum* ; sumōpe, *summo pere* ; sⁱ, *sunt* ; silem, *similem* ; silr, *similiter* ; s^a, *supra* ; sr, *super* ; s, *sed* ; slm, *salutem* ; s, *secundo* ; supp^{as}, *supplicatione* ; spali, splr, *speciali, specialiter* ; sclariū, *sæclarium* ; sclo, *sæculo* ; scuario, *sanctuario* ; scē, *secundum* ; sn, *sine* ; scptas, *sepulturas* ; sjaz, *sergens* ; sig, *sigilli* ; sbā, *substantia*.

T.

T^o, *tunc* ; tn, *tamen* ; testib, *testio, testo, testibus, testimonio, testamento* ; tpe, tpis, *tempore, temporis* ; tm, *tantum* ; tbate, *turbante* ; terno, *termino* ; trar, *terrarum* ; tmm^o, *tantummodo* ; tna, *trina* ; Tnit., *Trinitatis* ; tnsfet, *transfertur* ; to^o, *totus* ; ts, *terminus*.

U.

ū, *ut* ; ū, *ubique* ; ūrsis pntes lras insp, *universis præsentibus litteras inspecturis* ; ult^o, *ultra* ; uni^{ti} vræ, *universitati vestræ* ; un^o, *unde* ; us, *usque* ; utq, *utraq* ; utus, *utriusque*.

V.

Vl, *vel* ; vz, *videlicet* ; v, *vero* ; vras, *veritas* ; vti, vtet^o, *verti, verteretur* ; vicio, *vinculo* ; vm, *verum* ; volte, *voluntate*.

X.

Xp, *Christus* ; Xpiani, *Christiani* ; Xpofor^o, *Christophorus* ; XV^{te} Par, *les Quinze-vingts de Paris*.

Si dans les manuscrits la plupart des abréviations anciennes sont marquées, comme nous venons de le voir, d'une *ligne horizontale* ou un peu *courbe* sur le mot abrégé, celles des diplômes sont indiquées par d'autres figures. Sous la première race de nos rois, elles prenaient à peu près la forme d'un grand E cursif, *planche I, fig. 4* ; 3^e case, placé de différentes façons. Sous la seconde race ces figures ne furent pas totalement abolies : mais elles se transformèrent aussi en d'autres qui approchent de nos , de nos 3, de nos 8 et de nos *f* d'écriture courante. Ces abréviations se soutinrent en Allemagne à peu près sur le même pied jusqu'au 13^e siècle ; mais dès la moitié du 11^e, elles commencèrent en France à être si chargées de traits, qu'on a de la peine à les reconnaître. En général on revint à l'accent circonflexe, ou à un signe approchant du 7.

Les abréviations de *per*, de *præ* et de *pro* sont sujettes à être confondues : voici leur marque distinctive. *Per* est abrégé par un trait coupant la queue du p ; *pro*, par un trait courbe sortant de la tête du même p ; *præ*, par un trait supérieur qui ne touche point à la lettre p.

Les abréviations devenues excessives dans le 13^e siècle, firent ouvrir les yeux au commencement du 14^e sur les inconvénients qui en résultaient : c'est pourquoi Philippe-le-Bel, pour bannir surtout des minutes des notaires celles qui exposaient les actes à être mal entendus ou falsifiés, rendit une ordonnance en 1304, qui les fit disparaître des actes juridiques. Le parlement, par arrêt de 1552, bannit également des lettres royaux les *Œc.* qui avaient jusqu'alors été d'usage et qui n'étaient pas sujets à de moindres abus. Voyez SIGLES.

ABSOLUTION. C'est la rémission des péchés faite par le prêtre au nom de J.-C. dans le sacrement de pénitence. Le pape Célestin III, dans une lettre de 1195, adressée à l'évêque de Lincoln en Angleterre, offre la formule d'une absolution *ad majorem cautelam*. C'est une forme d'absolution nouvelle, nommée par les Canonistes *absolution à cautela*¹. C'est peut-être la première fois qu'elle paraît dans les actes ecclésiastiques. *Ab-*

¹ *Journal de Trévoux.*

absolution se prend encore pour la levée des censures et l'action de réconcilier un excommunié avec l'église. — On appelle encore *absolution* une prière qui se dit à la fin de chaque nocturne de l'office divin.

ACADÉMIE. Lieu fort agréable et planté d'arbres, à six stades (un quart de lieue) de la ville d'Athènes, où Platon et ses disciples s'assemblaient pour converser sur des matières philosophiques. Le nom d'Académie fut donné à cet emplacement, d'un nommé *Academos*, riche citoyen d'Athènes, qui en était possesseur, et vivait du tems de Thésée. Cimon, général athénien, embellit l'Académie, et la décora de fontaines, d'arbres et de promenades, en faveur des philosophes et des gens de lettres qui s'y réunissaient. Cicéron, chez les Latins, donna par allusion le nom d'*Académie* à une maison de campagne qu'il avait près de Pouzzol. Ce fut là qu'il composa ses *Questions académiques*. On a donné depuis le nom d'*académies* à différentes assemblées de savans qui s'appliquent à cultiver les sciences ou les arts. Lorsque Ptolémée Soter se fut assuré la possession de l'Égypte, il fonda, sous le nom de *Muséon*, la fameuse académie d'Alexandrie, dans laquelle il réunit les philosophes les plus distingués de son tems, et auxquels on dut la célèbre bibliothèque brûlée en 640 par ordre du farouche Omar. Cette académie fut long-tems le centre de l'instruction. Les poètes et les écrivains latins se formèrent à l'école des Grecs; mais Rome n'eut point d'académie. Le premier établissement de ce genre, parmi les modernes, fut fondé par Charlemagne. Cette académie, dont il était membre, obtint une grande célébrité : elle répandit le goût des sciences, et jeta les premiers fondemens de la langue française, alors mélange barbare du langage des Goths, du latin et du vieux Gaulois; elle soumit à des principes cette langue qui devint la langue *romance*. Dans le siècle suivant, l'*académie* d'Oxford fut fondée, en Angleterre, par Alfred-le-Grand. Vers la même époque, les villes de Grenade et de Cordoue eurent aussi des académies, que leurs fondateurs, les Maures, rendirent célèbres par leur goût pour la poésie, la musique et les lettres. Voir UNIVERSITÉ.

L'**ACADÉMIE DES JEUX FLOUAUX**, fondée à Toulouse en 1525, est la plus ancienne des académies qui subsistent encore aujourd'hui.

d'hui. Ses membres prirent le nom de *mainteneurs de la gaie science*. Les prix que l'on y décerne consistent en fleurs d'or et d'argent, telles que la violette, le souci, l'amarante et l'églantine. Cette société, que Clémence Isaure fit son héritière, jouit encore d'une réputation méritée.

La renaissance des lettres, au quinzième siècle, fit éclore une foule d'*académies*, et notamment en Italie : la plus célèbre fut celle de la *Crusca* de Florence, à laquelle on doit le fameux vocabulaire de son nom. La plupart des nations ont à présent des *académies* : les plus célèbres sont, la *société royale de Londres* et les *académies de Berlin*, de *Madrid* et de *Saint-Petersbourg*. La France en compte plusieurs à Paris et quelques-unes dans les départemens. Voici les principales :

L'ACADÉMIE FRANÇAISE, instituée en 1635 par le cardinal Richelieu, pour perfectionner la langue. En général, elle a pour objet toutes les matières de grammaire, de poésie et d'éloquence. Sa devise est : *A l'immortalité*.

L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES, dont les travaux ont pour objet les inscriptions, les devises, les médailles. « L'académie des inscriptions et belles-lettres, dit Voltaire, formée d'abord en 1663, de quelques membres de l'académie française, pour transmettre à la postérité, par des médailles, les actions de Louis XIV, devint utile au public, dès qu'elle ne fut plus uniquement occupée du monarque, et qu'elle s'appliqua aux recherches de l'antiquité, et à une critique judicieuse des opinions et des faits. » Cette société, composée d'un très-petit nombre de membres, tint ses premières séances dans la bibliothèque de Colbert, et ne fut connue que sous le nom de *Petite Académie*, nom qui lui fut continué jusqu'à l'époque (1691), où M. de Pontchartrain, contrôleur-général, eut le département des académies. Ce ministre donna une attention particulière à la petite académie, qui devint plus connue sous le nom d'*Académie royale des Inscriptions et Médailles* : cependant, elle ne reçut que le 16 juillet 1701 le règlement définitif de son organisation. Sa devise est : *Vetat mori*. Cette académie, détruite en 1793 par la révolution, et rétablie dans l'ancien Institut, en 1803, par un décret consulaire, sous le nom de *Classe d'His-*

toire et de Littérature ancienne, a repris son premier nom lors de la création du nouvel Institut, en 1816.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES. Cette académie fut établie en 1666, par les soins de Colbert. Les sciences physiques, les mathématiques, l'histoire, les belles-lettres et les matières d'érudition sont principalement de son ressort. Sa devise est : *Invenit et perficit*. Ce ne fut qu'en 1713 que le roi confirma par des lettres-patentes l'établissement des deux académies des sciences et des belles-lettres.

ACADÉMIE ROYALE DES BEAUX-ARTS; ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. Voyez INSTITUT.

LOUIS XIV avait déjà fondé, en 1648, l'**ACADÉMIE ROYALE DE PEINTURE ET DE SCULPTURE**, et, en 1671, celle d'**ARCHITECTURE**.

ACADÉMIE DE SAINT-LUC. Ce fut en 1391 que le prévôt de Paris, ayant assemblé les peintres de cette ville, fit dresser des réglemens et des statuts, et établit parmi eux des jurés et des gardes pour faire la visite, leur donnant pouvoir d'empêcher de travailler tous ceux qui ne seraient pas de leur communauté. En 1430, Charles VII ajouta aux privilèges contenus dans ces statuts l'exemption de toutes tailles, subsides, guet, gardes, etc., privilèges que Henri III confirma par lettres-patentes de 1585. En 1613, la communauté des sculpteurs, qui s'était unie à celle des peintres, au commencement du 17^e siècle, fit approuver et ratifier son union par sentence et par arrêt; les sculpteurs jouissaient des mêmes privilèges que les maîtres peintres, et de quatre jurés de la communauté, deux devaient être pris entre les peintres et deux entre les sculpteurs. Cependant il s'introduisit des abus; c'est pourquoi en 1619 on ajouta trente-quatre nouveaux articles aux premiers statuts, qui furent confirmés par lettres-patentes de Louis XIII en 1622. Le grand nombre des statuts n'obvint point encore à tous les inconvéniens; ce qui engagea les plus habiles artistes, qui n'étaient point de leur corps, à en former un, qui a pris le nom d'*Académie royale de Peinture et de Sculpture*, académie qui fut fondée en 1643. A l'imitation de ceux-ci, les maîtres peintres obtinrent aussi pour leur communauté une déclaration du roi, en date du 17 novembre 1705, qui leur permit de tenir une école publique de

dessin et d'y entretenir un modèle. On distribuait tous les ans, le jour de S. Luc, deux médailles d'argent aux deux élèves qui avaient fait le plus de progrès. Cette communauté était composée de peintres, de sculpteurs, de graveurs et d'enlumineurs; les marbriers étaient du même corps.

Louis XV établit l'ACADÉMIE DE CHIRURGIE, fondée en 1731 par les soins de la Peyronie, et qui fut confirmée par lettres-patentes du 8 juillet 1748.

ACADÉMIE ROYALE DE MÉDECINE. Cette académie a été créée par une ordonnance du roi du 20 décembre 1820. Elle est instituée spécialement pour répondre aux demandes du gouvernement, sur tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement sur les épidémies, les épizooties, les différens cas de médecine légale, la propagation de la vaccine, l'examen des remèdes nouveaux et des remèdes secrets, les eaux minérales naturelles ou factices. Elle est en outre, chargée de continuer les travaux de la Société royale de médecine et de l'Académie royale de chirurgie. L'académie est divisée en trois sections, une de médecine, une de chirurgie et une de pharmacie.

ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE. Cette académie fut établie en 1669. Nous en sommes redevables à l'abbé Perrin¹, introducteur des ambassadeurs auprès de Gaston, duc d'Orléans. Ce fut l'opéra de Venise qui lui en donna l'idée. Ce théâtre fut, pendant quelque tems, nommé *théâtre des arts*.

ACCENS. Les *accens* ou *esprits des Grecs* ont une très-ancienne origine, comme le démontre Vidélius²; on les fait remonter jusqu'à la 145^e olympiade, c'est-à-dire environ deux siècles avant Jésus-Christ; Port-Royal la place à peu près à l'époque de Cicéron; c'est-à-dire lorsque les Grecs eurent besoin de signes pour faire connaître la prononciation de leur langue aux étrangers qui venaient l'étudier à Athènes. C'est Aristophane de Byzance qui, dit-on, les inventa. Vinkelmaun nous apprend qu'on a trouvé dans les manuscrits d'Herculanum, sur quelques

¹ Perrin (Pierre) n'était ni prêtre ni pourvu d'un *bénéfice*; il se fit appeler *abbé* pour ajouter un titre à son nom.

² Journ. des Sav. 1709, p. 295.

lettres, des points et des virgules que nous nommons accens. Il y en avait aussi sur un vers d'Entipide, écrit sur le mur d'une maison, qui faisait le coin d'une rue d'Herculanum. S. Augustin témoigne aussi que dès le 4^e siècle on voyait des *aprits* dans les manuscrits grecs de l'ancien testament. Il n'est donc pas permis de croire que l'usage des accens ne se soit introduit qu'au 6^e siècle dans les manuscrits grecs. Cependant l'existence ou l'absence des accens ne peut rien décider sur l'antiquité d'un manuscrit grec, antérieur au 7^e siècle. La négligence ou l'exactitude des grammairiens ou des copistes sont les seules causes de l'une ou de l'autre : mais l'usage des accens devint si général au 7^e siècle, qu'on ne peut se dispenser de fixer au moins à ce siècle les manuscrits qui en sont dépourvus.

Les Grecs se servaient de ces accens, non-seulement pour régler la voix dans la prononciation, mais encore pour fixer le sens de plusieurs mots.

Les accens étaient en usage dans l'écriture Latine dès le temps d'Auguste, et dans l'âge d'or de la Latinité : quelques marbres et les plus anciens grammairiens ¹, en sont garans contre Struve ². Les plus habiles antiquaires distinguent même les accens *graves* et les *aigus* : les uns servaient à discerner les syllabes longues, et les autres les syllabes brèves dans des mots équivoques, comme dans *malus*, arbre, et *malus*, méchant. Ces deux accens servaient encore à la distinction de deux cas du même mot. Ainsi sur *masá* nominatif on mettait l'accent aigu, et alors on relevait la voix ; mais sur *musa* à l'ablatif on élevait la voix et on la baissait ensuite comme s'il y avait eu *musáá*. Ces deux accens réunis ont produit dans les manuscrits le circonflexe tel qu'on le voit *Planche I*, au mot *accent*. Cet accent circonflexe, au-dessus d'un point ou sans point, est mis souvent dans un grand nombre de manuscrits pour une *m* ou une *n* retranchée. L'accent aigu au milieu de deux points est un signe d'omission. L'accent aigu tenant beaucoup de la virgule manuscrite en fit souvent la fonction. On s'en servait encore à cet usage au commencement du 13^e siècle. En général, les Latins firent des accens

¹ Sueton., *de illustr. Grammat.* c. 24.

² *De Criter. manusc.* p. 32.

le même usage que les Grecs, c'est-à-dire qu'ils s'en servirent pour la prononciation, la distinction des eas, les abréviations, le discernement des mots liés ensemble, les omissions, la séparation des phrases, etc.

Les deux *ii* étaient, au 8^e siècle, si bien distingués des lettres sujettes à se confondre avec eux, que l'accent n'y peut avoir été mis pour obvier à cet inconvénient. Mais au moment où le bas gothique se glissa dans nos écritures, deux *ii* de suite ne se distinguèrent plus de l'*u* par leur propre figure. Pour obvier à cet inconvénient, les diplômes et les manuscrits surtout usèrent d'accens sur ces *ii*, d'abord avec plus de réserve, ensuite avec moins d'épargne, à mesure que le mal augmentait.

Un des plus anciens exemples d'accens sur les deux *ii* plusieurs fois répétés se tire d'un diplôme d'Othon III, de l'an 990¹, mais l'usage n'en était pas alors fort accrédité; il s'affermir par degrés dans le 11^e siècle, vers le milieu duquel il avait déjà fait bien du progrès en Allemagne. Les accens furent alors tellement en vogue qu'on les plaça sur plusieurs autres lettres, et même sur les deux jambages de l'*ü*, pour le distinguer de l'*u*; ce qui rendait inutiles les accens mis sur les deux *ii* pour les distinguer de l'*u*: il se passa quelque temps avant que cet abus fût supprimé. Au 13^e siècle les accens, devenus très-communs, n'affectèrent pas seulement les deux *ii*, mais même l'*i* isolé: au siècle suivant, presque tous les *i* sans distinction en furent marqués; il ne fut pas rare cependant de voir les accens tout-à-fait supprimés: enfin, insensiblement raccourcis, ils dégénérèrent en point².

Il résulte donc qu'on trouve quelques accens sur les deux *ii* dès la fin du 10^e siècle³; que dans le 11^e ils furent un peu plus fréquens, surtout sur les deux *ii* de suite, pour les distinguer de l'*u*⁴; qu'au 12^e siècle ils furent plus communs⁵; que cette pratique fut bien établie pour les manuscrits dès le commencement du 13^e; que les accens ne cédèrent entièrement la place

¹ ² Chronic. Godwic, p. 210.

³ Chron. Godwic, page 210.

⁴ Ibid. page 263.

⁵ Casley, a Catalog. of the manuscript press p. 80.

aux points que dans le 16^e siècle, quoique ceux-ci aient probablement commencé vers la fin du 14^e.

Il est à propos d'observer en général que les anciens notaires et copistes négligèrent beaucoup les accents.

ACCOLADE. L'accolade ou circonduction est une espèce de crochet ou demi-cercle, dans lequel les anciens copistes renfermaient les mots ou demi-mots qu'ils portaient au-dessus de la dernière ligne. Pour ne point porter à la ligne suivante un mot qui complétait le sens, on le plaçait sous le dernier mot de la ligne avec une accolade, pour marquer qu'il appartenait à la ligne supérieurs : cet usage avait lieu même du tems d'Auguste ¹.

ACTE. Le mot *acte*, dans le sens diplomatique, est un terme générique qui se confond souvent avec ceux de *chartes*, d'*instrumens*, de *diplomes* et d'*écritures*. Ces mots ne sont cependant pas synonymes ; ils ont chacun, dans l'idée des vrais diplomatistes, une application particulière. Les noms de *chartes* et de *diplomes* sont réservés pour désigner les anciens titres ; celui d'*actes* pour les nouveaux ; celui d'*écritures* pour les pièces de procédure ; celui d'*instrument* convient également aux uns et aux autres.

Tant que dura l'empire Romain, et même long-tems après sa décadence, on n'entendit par *actes*, que les *registres publics*, *gesta publica* ², ou les *Journaux* des Empereurs, etc., mais non pas une pièce particulière : car le mot *acte* ne s'employa jamais qu'au pluriel, on ne s'en servit pas dans le bas et moyen-âge. En terme de jurisprudence moderne, au contraire, tout est devenu *acte*. Car on entend par ce mot toute déclaration, convention ou stipulation faite entre deux ou plusieurs parties. C'est ce qui fait que plus les titres sont récents, plus la dénomination d'*acte* leur convient ; au lieu que s'ils ont une certaine antiquité, on les appelle *chartes*, *diplomes*, *instrumens*. Tout contrat passé pardevant notaire, et même les billets sous seing privé, portent le nom d'*acte* sans contestation : de là vient que les espèces d'*actes* varient à l'infini ; mais le titre détermine dans quel ordre il faut les placer.

¹ Sueton., lib. II, in *Octav.*, n. 67.

² Baluze, *Capitul.*, tome II, col. 465, 466.

Avant François I^{er}, les actes étaient rédigés en latin ; c'est ce prince, qui, voyant que l'usage de la langue latine se perdait, et que le français s'étendait et se perfectionnait, ordonna que les actes fussent rédigés en français. Un évêque de Metz, nommé Bertrand, est le premier qui imagina d'établir dans les villes des dépôts où les actes qui constataient les propriétés des particuliers fussent conservés, et où l'on pût les trouver dans les contestations ¹.

La nomenclature ou les dénominations principales des divers actes qui appartiennent à la Diplomatie sont : lettres, épîtres, indicules, rescrits, chartes, notices publiques et privées, pièces judiciaires, législatives, actes conventionnels ou contrats, testamens, brefs et brevets, diplômes, enseignemens, évidences, etc. ; enfin, registres, pouillés, papiers terriers, lièves, et autres mémoires et papiers gardés dans les archives. On trouvera tous ces mots à leur place ; voir *Souscription*.

ACTUAIRE. *Actuarius*. Ce terme, que l'on rencontre quelquefois dans les monumens anciens, signifie la même chose que *Scribe* ou *Tachygraphe* ; c'était celui qui était chargé chez les Romains de dresser en présence du magistrat les contrats et autres actes, d'où il empruntait le nom d'*Actuarius* ².

ADRESSE. L'adresse et le salut sont les caractères propres des lettres et épîtres. Les Romains les joignaient ensemble sous la formule unique : *M. Attico Tullius Cicero salutem*. L'un et l'autre étaient toujours placés à la tête de la lettre, ou, comme on s'exprime actuellement, en ligne séparée du corps de la lettre, dans le goût de notre *Monsieur* épistolaire.

Malgré l'usage, on omit quelquefois l'un ou l'autre, et quelquefois tous les deux ensemble ³. Les bulles eurent quelquefois des adresses, à en juger par certaines bulles de Grégoire VII, adressées singulièrement aux Apôtres Saint Pierre et Saint Paul.

Les chartes prirent, assez souvent dans les premiers siècles, la forme des lettres, et portèrent en conséquence des adresses en règle. Au 8^e siècle, les actes par lesquels on donnait des biens

¹ *Anecdotes germaniques*, p. 226.

² *De Re Diplom.* p. 209.

³ Ealuze, *Capitul.* 1, tome II, col. 404, 406, 408, 409, 500.

aux églises, leur étaient ordinairement adressés : *Domino Sacrosanctæ Basilicæ Domini Benigni Martyris sub oppido Divionis constructæ*, etc. C'est, selon Pérard, page 10, l'adresse d'une charte de donation faite à l'église de Saint Bénigne de Dijon. Le plus souvent cependant le donateur adresse sa charte à l'abbé et à la communauté, ou à l'évêque et au clergé.

ADRESSE DES DIPLOMES AU CHANCELIER.

Lorsque nos rois des quatorzième et quinzième siècles donnaient des diplômes un peu solennels, c'était toujours quelqu'un du Conseil qui en était le promoteur ; mais rarement le Chancelier s'y trouvait pour les sceller, à moins que ce ne fussent des actes très-solennels : encore, quoiqu'il y assistât, il était passé en usage au commencement du 14^e siècle, de lui adresser expressément le diplôme, pour le signer et le sceller. La formule de cette adresse est singulière ; elle est placée à la fin du diplôme après les dates, et conçue en ces termes : *Per Regem, ad relationem Concilii, in quo eratis vos*, et le nom du secrétaire, ou, *Per Concilium in quo eratis vos*. Plusieurs preuves démontrent que ce *vos* était adressé au Chancelier. Il est très probable que ce fut cette adresse qui donna lieu à l'ordonnance de Charles VI, n'étant encore que régent, par laquelle il veut que toutes lettres-patentes soient scellées du grand sceau, et qu'elles ne soient scellées qu'après avoir été examinées à la chancellerie.

Les Anglais se sont servis les premiers du terme d'*adresse* pour signifier un compliment de félicitation au roi, envoyé par quelques corps, villes ou provinces. L'usage des adresses au roi de la part des villes et des provinces d'Angleterre, s'introduisit lorsque Louis XIV eut déclaré qu'il reconnaissait le fils du roi Jacques pour prince de Galles. Houvard est l'auteur de cette invention en 1689. Depuis lors tous les états constitutionnels se sont servis du mot *adresse*, pour signifier les réponses des différentes chambres ou assemblées délibérantes, aux discours de la couronne, ou simplement pour signifier les demandes ou les félicitations que les chambres font de leur propre mouvement.

AFFRANCHISSEMENT. Les monumens anciens, à prendre surtout au 4^e siècle inclusivement, offrent très-souvent des chartes d'affranchissement ou de manumission, intitulées, pour

l'ordinaire, *Charta ingenuitatis*. Pour avoir une idée juste de ces affranchissemens, il faut remonter un peu plus haut. Chez les Romains, l'affranchissement commença sous le règne de Servius Tullius; c'était la récompense que les maîtres accordaient à ceux de leurs esclaves dont ils étaient le plus contents : la liberté et l'indépendance.

• Cette indépendance s'accordait de trois manières : ou bien
 • le maître présentait son esclave au magistrat; ou bien le
 • maître l'affranchissait dans un repas qu'il donnait à ses amis;
 • ou bien il l'affranchissait par son testament. La première
 • manière était appelée *manmissio per vindictam*, parce que le
 • magistrat ayant frappé d'une baguette appelée *vindicta*, l'es-
 • clave que son maître tenait par la main, celui-ci le lâchait
 • aussitôt (d'où est venu le mot latin *manumissio*), et lui donnait
 • un petit soufflet sur la joue en signe de liberté. Elle fut intro-
 • duite par Valérius Publicola, un an après l'expulsion des rois.
 • La seconde manière était nommée *manumissio per epistolam et*
 • *inter amicos*, parce qu'au milieu du festin le maître donnait à
 • son esclave son acte de liberté. La troisième était appelée
 • *manumissio per testamentum* ¹.

Il y avait encore une quatrième manière qui avait lieu, lorsqu'un esclave, de concert avec son maître, faisait inscrire son nom sur les registres publics avec la déclaration des biens qu'il possédait. C'était l'affranchissement du *cens*, *censûs*.

Les choses durèrent en cet état jusqu'à Constantin-le-Grand. Ce premier empereur chrétien, pour donner à l'Eglise un témoignage de son attachement, permit par une loi du 8 juin 516, à tout particulier, d'affranchir ses esclaves en présence du peuple et des évêques ou prêtres, au lieu de les présenter aux magistrats séculiers. Une autre loi confirmative fut portée par le même prince en 521. Depuis ce temps, les manumissions se firent à l'église par actes signés des ecclésiastiques; le premier des diacres présidait à la cérémonie ². A cela près les chrétiens suivirent assez les formes de la jurisprudence romaine, excepté que la seconde manière, celle d'affranchir dans un festin, n'eut pas lieu parmi eux.

¹ Terrasson, *Hist. de la Jurisprudence Romaine*, p. 135. »

² Marculf. *form.* 56.

En France les serfs qui, dans la basse latinité et dans le style des chartes, sont souvent appelés *homines de corpore*, étaient affranchis, ou en présentant un denier devant le roi, et alors le prince frappait sur la main de l'esclave, faisait tomber le denier, et lui donnait l'acte de liberté, *chartam ingennitatis*; on appelait ces sortes de serfs *Denariales*: ou en présentant une charte ou un écrit à l'église, et on nommait ceux-ci *Chartularii*.

Comme les serfs ne pouvaient entrer dans le clergé sans le consentement du roi, l'affranchissement était une condition nécessaire avant l'ordination ¹, et alors l'évêque le déclarait citoyen Romain devant l'autel, en présence des prêtres, des clercs et de tout le peuple ².

La 12^e épître du cinquième livre du recueil des *lettres de saint Grégoire*, fait voir de quelle manière les affranchissemens se faisaient dans l'Eglise romaine.

Le premier édit donné en France pour l'affranchissement général des serfs fut porté par Louis-le-Gros vers 1130. Il est motivé sur ce que la nation des *Franks* doit être *franche* d'esclavage. Cependant on y aperçoit que la politique y a beaucoup de part. et que ce fut un des principaux moyens dont le roi se servit pour recouvrer l'autorité royale, éclipsée en quelque façon par celle des seigneurs, qui dominait trop, et qui fut affaiblie par ce même coup. Cet édit fut confirmé par Louis VIII, en 1224; enfin ratifié pour toujours par un édit solennel de Louis-le-Hutin, de l'an 1314 ³. Malgré cela les lettres ou chartes de manumission ont eu cours jusqu'au 16^e siècle inclusivement.

AIGLE. L'aigle dans la diplomatique, a rapport aux *médailles* ou aux *sceaux*. Elle était le symbole des Romains du tems de la République, et on la trouve éployée volant vers le ciel sur les médailles des empereurs, pour marquer leur consécration. Elle a servi d'enseigne dans les légions romaines depuis le 2^e consulat de Marius, 82 ans avant J.-C., jusqu'à Constantin, qui y substitua le Labarum. Elle fut renouvelée pour le même objet par Frédéric I, empereur d'Occident; au moins s'en servait-il

¹ Ibid. l. 1, *form.* 19.

² Baluz. *Capitul.*, t. II, col. 440.

³ Hainault, *Abrégé Chronol. de l'Histoire de France.*

dans ses armées. Napoléon rétablit les aigles dans les armées françaises; mais elles en furent bannies de nouveau en 1814. L'aigle se trouve aussi sur les monnaies des empereurs Henri VI et Frédéric II.

Dès l'an 1197, l'aigle déployée se voit sur le sceau de Mathieu de Lorraine, depuis évêque de Toul. C'est peut-être la première fois qu'elle fut employée dans les sceaux.

Grand nombre de savans ont prétendu que Sigismond, fils de Charles IV, était le premier empereur qui eût introduit l'aigle à deux têtes sur les sceaux de l'empire, vers 1410 : cependant Ludewig, conseiller du roi de Prusse a donné la description du contre-scel d'une charte de Wincelas, datée de 1397, où l'on voit l'aigle déployée à deux têtes¹. L'on a aussi attribué à Charlemagne l'aigle à deux têtes, mais elle date de plus haut, puisque l'on en voit une sur la colonne Antonine.

ALINÉA. Les anciens ont mis en usage plusieurs manières de distinguer les *alinéa*. D'abord on ne les sépara les uns des autres que par un espace en blanc d'un pouce à-peu-près. Ce vide dans le corps d'un texte, surtout lorsque la lettre qui commence l'*alinéa* n'est pas plus grande que les autres lettres, annonce une antiquité supérieure au 8^e siècle. Ces vides furent la plus ancienne manière de ponctuer les actes publics. Ceux des *alinéa* étaient plus étendus que ceux des simples points, ceux-ci plus que ceux des deux points; et ainsi en proportion. Au 9^e siècle on s'accoutuma par degrés à mettre des points à la tête de ces intervalles, sans diminuer leur étendue proportionnelle.

On se servit ensuite d'une lettre initiale majuscule pour désigner le commencement d'un *alinéa*. D'autres le portèrent à la ligne sans achever la précédente.

Ce dernier usage donna lieu à trois différens usages, dont les *alinéa* portèrent le nom; en sorte qu'entre les *alinéa* portés à la ligne, on distingue les *alignés*, les *saillans*, et les *rentrans*.

Les *alinéa alignés* sont ceux qui sont de niveau avec les autres lignes, c'est-à-dire qui s'approchent également de la perpendiculaire qui dirige le commencement des lignes.

Les *alinéa saillans* sont ceux qui outrepassent cette perpen-

¹ *Prof. ad reliquias manuscr.*, t. 1, p. 141.

diculaire de quelques lettres, ou de l'initiale majuscule seulement.

Les *alinéa rentrans* sont ceux qui laissent vide un espace du commencement de la ligne, comme on le fait actuellement dans l'imprimerie.

Lorsque les lettres des *alinéa* et des titres ne sont pas plus grandes que celles du corps du texte, ou lorsque ces lettres sont toutes onciales, c'est la marque d'une grande antiquité.

Dans un manuscrit en minuscules, des initiales d'*alinéa* en capitales désignent au plus le 8^e siècle : ces mêmes capitales initiales des *alinéa* dans un manuscrit en onciales marquent une moindre antiquité que si elles étaient onciales.

Les initiales d'*alinéa* en cursives excèdent toujours en hauteur le corps de la ligne. Les capitales pour les *alinéa* sont tantôt ordinaires et tantôt aigues ou rustiques ; l'uniformité caractérise les plus anciens manuscrits.

Outre ces marques distinctives des *alinéa*, on employa encore d'autres figures, selon le caprice des écrivains, comme des espèces de 2, de 5, de points interrogans couchés, etc.

Le texte des diplômes est écrit tout de suite sans *alinéa*. Si l'on rencontre quelquefois des espaces en blanc, ils ont été laissés pour écrire des noms propres. On ne reprend jamais à la ligne, qu'aux signatures et aux dates.

Dans un acte de l'an 1580, on remarque que tous les repos de clauses ou de phrases disparates sont exactement observés par des *alinéa*. Jusqu'alors on avait écrit les plus longues pièces sans aucune interruption ¹.

ALMANACH. Nos ancêtres traçaient le cours des lunes pour toute l'année sur un morceau de bois carré qu'on appelait *almonacht*. Ces mots signifiaient, contenant toutes les lunes. Telle est, selon quelques auteurs, l'origine et l'étymologie des almanachs. Olaus Wormius, dans ses *Fastes danois*, parle d'un bâton pareil, long, hexagone, divisé en deux parties parallèles, dont le premier côté représentait le cours de l'année, depuis la circoncision jusqu'au 30 juin, l'autre depuis le 1^{er} juillet jusqu'à la saint Sylvestre. *Almanach*, suivant Nicot, paraît être un mot

¹ Le Moine, *Dipl. prat.* p. 68.

arabe ou chaldéen ; *al* est l'article *le*, et *manach* en hébreu ou en chaldéen signifie *nombre*, *compte* ; dans le *calendrier* on compte les jours et les mois. On prétend que c'est chez les Egyptiens qu'il faut chercher l'origine des almanachs. Un peuple engagé par la beauté et la pureté du ciel à observer le cours des astres, et forcé, par le débordement annuel du Nil, de mesurer tous les ans ses terres, a dû un des premiers réduire en pratique les connaissances astronomiques, pour apprendre aux habitans des campagnes l'époque de la crue des eaux, la durée du débordement, la saison des semailles, des moissons, etc. On est porté à penser, d'après un passage de Plin^e, qu'Hipparque faisait des éphémérides où étaient annoncées chaque jour les positions du soleil, des planètes et de la lune, les phases, les éclipses, les aspects, les configurations, etc. ; mais rien n'indique que ce grand astronome ait cru aux rêveries astrologiques des Chaldéens ou des Egyptiens. En Europe, le premier qui, dans le 15^e siècle, ajouta le cours du soleil, de la lune et des planètes à l'almanach, qui ne contenait auparavant que les fêtes ecclésiastiques et les noms des saints, fut Regiomontanus. Voy. *CALENDRIER*. Dans le 17^e siècle, quelques astrologues rendirent par leurs prophéties leurs almanachs populaires, tels sont Moore en Angleterre et Mathieu Lænsberg à Liège, et de nos jours encore ils trouvent des imitateurs qui abusent de la crédulité de la classe ignorante. Les anciens almanachs français acquirent aussi des noms populaires ; de ce nombre étaient le *Bon Ménager*, le *Compost des Bergers*, etc.

ALMANACH ROYAL. Sa publication remonte à l'année 1679. Les premières lettres de privilège sont datées du 16 mars de la même année. Il a subsisté à peu près dans la même forme jusqu'en 1697. Louis XIV ayant eu la curiosité de le voir cette année-là, Laurent d'Houry eut l'honneur de le lui présenter, et peu de tems après il obtint des lettres de renouvellement de privilège, sous le titre d'*Almanach royal*, le 29 janvier 1699. Depuis ce tems, cet ouvrage a été continué tant par lui, mort en 1725, que par sa veuve et ses ayant cause. Le Breton, son petit-fils, en obtint le privilège aux charges, clauses et conditions portées par l'arrêt du conseil du 15 décembre 1743. Les pays étrangers ont aussi leur almanach royal : celui de Prusse

date de 1700, celui de Saxe de 1728, et le *Royal Calander* d'Angleterre de 1730.

Il parut en 1757, sous le nom d'*Europe ecclésiastique*, un bon almanach du clergé de toute l'Europe. Il en existe maintenant un fort complet, sous le titre d'*Almanach du clergé de France*, dont le privilège a été accordé en 1821 au sieur Chatillon.

ALPHABET. Dans notre article sur l'A, nous avons déjà fait connaître comment nous devons reproduire successivement toutes les lettres de l'alphabet, en expliquer l'origine, la filiation et les transformations diverses. Nous nous bornerons donc ici à parler de l'origine de l'Alphabet même, du nombre de lettres qui l'ont composé, et de l'accroissement qu'il a subi successivement. Nos remarques porteront surtout sur les alphabets Grecs et Romains, parce que nous avons déjà donné l'âge des différents alphabets Sémitiques lorsqu'il a été un peu certain. Mais traitant de l'origine de l'alphabet grec, nous allons complètement nous séparer de Dom de Vaines. Ce savant soutient que Cadmus est le premier qui enseigna aux Grecs l'usage des lettres, et s'attache à réfuter le sentiment du président Bouhier¹, qui pensait que l'alphabet était connu plus anciennement des Grecs. Depuis cette époque la science philologique a fait bien des progrès, et est venue confirmer les raisons qui prouvent que Cadmus n'a pas, comme le disait Lucain, fait connaître le premier l'alphabet aux Grecs. Nous allons donc tracer l'histoire de cet alphabet d'après l'excellent travail de M. Schœl².

Selon l'opinion commune, c'est le Phénicien CADMUS auquel les Grecs durent la connaissance de l'art d'écrire, 1550 ans avant notre ère. Cette opinion se fonde sur une assertion d'Hérodote qui l'exprime cependant de l'air du doute, en y ajoutant ce correctif : à ce qu'il me paraît³. Elle est contredite par Diodore de Sicile, qui rapporte que plusieurs générations avant Cad-

¹ *De prisca Græcorum et Latin. litteris dissertatio.*

² *Histoire de la littérature grecque et profane*; 2^e édition, tome 1, page 81.

³ Livre V, v. 58.

mus, les Grecs avaient des caractères et s'en servaient pour des monumens publics; mais qu'un déluge détruisit ces premiers élémens d'une civilisation indigène¹. Il s'était conservé en Grèce une tradition sur le bonheur qu'avaient eu les Pélasges de sauver cet alphabet au tems du déluge de Deucalion², et c'est vraisemblablement cette tradition qui a engagé Eschyle à faire dire à Prométhée : « J'ai formé l'assemblage des lettres » et fixé la mémoire, mère de la science et âme de la vie³ ;

Pausanias parle⁴ d'une inscription qu'il dit avoir lue à Mégare sur le monument le plus ancien de la Grèce. En effet, ce monument remontait à l'année 1678 avant J.-C.⁵. L'inscription était donc antérieure à Cadmus, et par conséquent pélasgique. Il est évident toutefois qu'au moins l'alphabet dont les Grecs se servaient dans les siècles suivans, s'accorde dans les noms, la suite, et même la forme des lettres, avec les alphabets des peuples de race sémitique, c'est-à-dire des Phéniciens, des Samaritains et des Juifs, ou plutôt, pour parler plus correctement, avec celui des Phéniciens; car ceux-ci et les Juifs se servaient, jusqu'au tems de Cyrus, des mêmes caractères⁶. Cette analogie est si grande que nous sommes obligés de re-

¹ V. 57 et 74. — ² Voyez EUSTATHI, in *Odyss.*, lib. II, p. 358. — ³ Prométh. v. 459. — ⁴ Pausanias, l. 1, c. 10. — ⁵ L. 43.

⁶ D'après le calcul de Larcher.

⁷ Voyez J. L. Hug, *Erfindung der Buchstabenschrift*, Ulm, 1801, in-8°. Cet écrivain montre que les lettres phéniciennes ne sont que des hiéroglyphes, et même des hiéroglyphes égyptiens. Cette vérité a été mise dans tout son jour par M. Champollion, dans sa *Grammaire égyptienne*, et par M. Salvolini, dans son *Analyse gramm. des Textes égyptiens* de l'inscription de Rosette, t. 1, planches. Voir la partie intitulée : *Tableau comparatif des principaux signes alphabétiques sémitiques, empruntés à l'ancien alphabet égyptien*. — Voir aussi nos planches du B et des lettres suivantes, où nous avons donné les lettres égyptiennes, qui ont servi de modèles aux lettres sémitiques. — Voir encore sur cette question le très-curieux ouvrage de M. le chevalier de Paravey, intitulé *Essai sur l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres*, etc. Paris, chez Treuttel et Wurtz.

connaître la main des Phéniciens dans l'alphabet grec, et de convenir que, si les Pélasges avaient, comme il paraît en effet, avant l'arrivée de Cadmus, un alphabet différent de celui des Phéniciens, les peuples de la Grèce y renoncèrent pour adopter celui que cet étranger leur apporta.

M. Schœl croit pouvoir concilier les deux opinions de Diodore et d'Hérodote, en insinuant, ce qui nous paraît peu probable, que Cadmus n'était qu'un être mythologique, auquel on n'a attribué l'invention des lettres, que parce qu'il apporta aux Grecs les moyens de s'en servir plus commodément, en leur faisant connaître la manière de préparer les peaux pour l'usage de l'écriture; mais tout cela nous paraît dénué de preuves, et même peu probable.

L'alphabet phénicien n'avait pas de voyelles : il se composait primitivement de onze consonnes et de quatre aspirations. Les Grecs figurèrent ces quinze lettres de la manière suivante :

A. B. Γ. Δ. E. I. K. Λ. M. N. O. Π. P. Z. T.

N'ayant pas dans leur langue les aspirations marquées par les quatre lettres suivantes : A. E. I. O., ils les employèrent pour exprimer des voyelles; et c'est ainsi que dès l'origine l'alphabet oriental, en passant aux peuples occidentaux, subit une modification qui fut un perfectionnement notable. Il avait cependant un grand défaut pour les Grecs; c'est qu'il ne fournissait pas de moyen pour distinguer l'*e* et l'*o* brefs, des mêmes voyelles lorsqu'elles étaient longues. Cet alphabet ne leur offrait pas non plus de caractère particulier pour exprimer les sons d'*u* et d'*ou*, et ils étaient obligés d'employer pour cela la lettre O, ainsi qu'on le voit dans les plus anciennes inscriptions.

Les Orientaux augmentèrent successivement le nombre de leurs caractères, dont ils imaginèrent sept nouveaux. Les Grecs n'en adoptèrent d'abord qu'un seul, l'*Υ*, qui obtint la seizième place de leur alphabet. Ils l'employèrent pour exprimer une certaine aspiration qui ressemblait au son du *υ* français, de manière cependant qu'elle s'approchait de celui de l'*u*. C'est de cette époque que parlent Pline et Tacite, lorsqu'ils disent que Cadmus fit connaître aux Grecs seize lettres¹. Le seizième carac-

¹ PLIN., *Hist. Nat.*, VII, 56; TACIT., *Ann.*, XI, 14.

tère s'est conservé en latin pour l'usage auquel les Grecs l'avaient d'abord destiné : il s'est maintenu aussi dans le nom de la ville d'*Elia* ou *Velia*, colonie ionienne de la Lucanie, qui, sur les médailles, est écrit de la manière suivante : YEAH. Successivement la prononciation de cette lettre s'adoucit au point que, d'une aspiration, elle devint une simple voyelle, exprimant le son de l'*u* français.

Plus tard, les Grecs s'approprièrent encore trois d'entre les nouvelles lettres des peuples orientaux, et leur assignèrent la même place qu'elles occupent dans l'alphabet de ceux-ci ; ce sont : Z, H et Θ. La destination de l'H ne fut pas, comme par la suite, d'exprimer soit l'*e*, soit l'*i* longs¹ ; placé à la tête des mots, l'*h* indique une forte aspiration, pareille à celle de l'*h* allemand : c'est ainsi qu'on le trouve dans l'inscription de Sigée où l'on lit : HEPMOKPATO.

Par la suite, les Grecs inventèrent le Φ et le Χ, qui, comme les derniers venus, prirent rang après l'Υ. Une tradition fabuleuse attribue ce perfectionnement, ou même l'invention des seize premières lettres, à PALAMÈDE, un des acteurs de la guerre de Troie : un fragment d'Euripide, conservé par Stobée, fait honneur à Palamède de l'invention des voyelles : cela veut dire sans doute que ce fut ce chef qui eut l'idée d'employer les quatre signes d'aspiration de l'alphabet phénicien pour exprimer des voyelles. Sous ce rapport on pouvait dire qu'il avait inventé l'alphabet grec, car celui des Phéniciens qui n'exprimait que des consonnes, était très-incommode pour des Grecs, ou même inutile sans ce perfectionnement. D'après une autre tradition, Aristote dit que ce fut EPICHARME qui imagina le Φ et le Χ.

L'alphabet grec ne fut porté au complet que vers l'époque des guerres de Perse, par SIMONIDE de Céos. Il y ajouta trois lettres, savoir : Ξ, Ψ et Ω ; et comme l'aspiration avec laquelle certains mots se prononçaient s'était successivement adouci, au point qu'il paraissait inutile d'avoir un caractère particu-

¹ Nous nous exprimons ainsi pour ne pas préjuger la question litigieuse entre les Grecs modernes et l'école d'Erasme sur la prononciation de cette lettre.

lier pour l'indiquer, Simonide donna à l'H la signification d'une voyelle longue, qu'elle a conservée. Ainsi fut porté à sept le nombre des signes destinés à exprimer les voyelles de la langue grecque.

L'alphabet de Simonide, composé de vingt-quatre caractères, fut adopté par les Ioniens, et probablement les Samiens en donnèrent l'exemple. CALLISTRATE de Samos porta cet alphabet à Athènes; mais ce ne fut que vers la fin de la guerre du Péloponnèse, sous l'archonte Euclide ¹, qu'il fut employé dans les inscriptions publiques. Cet alphabet complet est nommé *ἰωνικά γράμματα*, lettres ioniennes, pour le distinguer de l'alphabet cadmeïen dont, suivant Hérodote, les Ioniens changèrent quelques traits, probablement en les arrondissant; il est appelé: *Alphabet postérieur d'Euclide*, ἡ μετ' Εὐκλείδου γραμματική ² en opposition à l'alphabet attique, ἄττικὰ γράμματα, dénomination par laquelle on désignait celui de vingt et une lettres ³.

A côté de cet alphabet, les Eoliens conservèrent un caractère particulier, le digamma, F, dont tous les Grecs se servaient peut-être originairement. Cette lettre exprimait un son moyen entre ceux de l'f et du v français, qui était propre à leur dialecte. C'est ainsi qu'au lieu d'ΑΙΩΝ, ils écrivaient ΑΙΦΩΝ, d'où vient le latin *ætum*; de même ΟΓΙC pour ΟΙC, la racine d'*ovis* ⁴.

¹ Ol. XCIV, 2. — 403 ans av. J. C.

² PLUT. in *Arist.*

³ Les lettres Υ, Ω, Θ et Η sont décrites dans deux fragmens de CALLIAS et d'EURIPIDE qu'ATHÉNÉE nous a conservés. Voy. *Deipn.*, X, 80.

⁴ Le digamma est nommé *pélasgique* par le docteur Marsh. l'auteur des *Horæ Pelasgicæ*, parce que, dans son système, les Pélasges venus d'Asie ont apporté cette lettre avec leur alphabet. Quelques auteurs italiens l'ont nommé *étrusque*; feu Heyne l'appelle simplement le digamma *homérique*. On est surpris que ni Hérodote, en parlant des dialectes de la Grèce, ni Aristote en parlant des détails sur les dix-huit caractères de l'alphabet grec, ni les grammairiens d'Alexandrie, n'aient jamais fait mention du digamma, quoiqu'Aristarque ait employé tant de particules *explétives* pour faire disparaître les *hiatus* d'Homère. Le premier écrivain grec qui en parle est Denys d'Halicarnasse; encore le décrit-il plutôt qu'il ne le nomme comme ferait un écrivain qui rapporterait une chose nouvelle pour ses lecteurs (Voy. *Arch.* 1, 20).

Les peuples de l'Orient, auxquels les Grecs durent la connaissance de l'alphabet, écrivaient de droite à gauche. Les Grecs adoptèrent bien cet usage, mais avec un changement. Arrivé à l'extrémité gauche de la page, l'écrivain retournait vers la droite. Cette manière d'écrire s'appelle *boustrophédon*, *βουστροφιδόν γράφειν*, c'est-à-dire, tracer des lignes comme font les bœufs en labourant. C'est ainsi que furent écrites les lois de Solon ¹. Plus tard les Grecs renoncèrent entièrement à la manière incommode d'écrire des Phéniciens, et adoptèrent celle qui est générale aujourd'hui parmi les peuples européens.

Quant à l'origine de l'alphabet des Latins, les auteurs conviennent qu'ils le doivent aux Pélasges ou aux Hellènes ²; mais ils varient sur le nombre de lettres qu'ils lui empruntèrent, et sur l'époque où quelques-unes de ces lettres ont été adoptées par les Latins. Schœl. ³ est de l'avis de ceux qui croient que l'alphabet latin n'a été d'abord que de seize lettres; Dom de Vaines croit au contraire que leur alphabet a été tout d'abord de 21 lettres. Or comme, tout en soutenant cette opinion, ce dernier expose en même tems celle qui lui est opposée, nous allons citer ses paroles.

Quelques auteurs, dit Dom de Vaines, ont assigné et nommé les inventeurs de certaines lettres de l'alphabet. Ainsi Plutarque ⁴, Maxime Victorin d'après lui, et Terentius Scaurus (p. 2253), nomment chacun un inventeur du *G*, lettre que l'on trouve cependant sur les tables Eugubines, bien antérieures à ces inventeurs. Ainsi, S. Isidore de Séville ⁵, et Pierre Diacre ⁶, reconnaissent un inventeur du *K*, dont l'usage était cependant bien ancien, mais que l'on confondait avec le *C* ou le *G*. Ainsi, Velius Longus ⁷ prétend que le *Q* est de nouvelle

¹ Quelques inscriptions anciennes étaient écrites de haut en bas. Cette forme était appelée *κεκλιμένη*, en forme de colonne.

² Denys d'Halicarnasse, *Arch.* t. 1, ch. 36.—Tacite, *Ann.* ix, n° 14.—Pline, *Hist. natur.*, liv. vii, 56.

³ *Histoire abrégée de la littérature romaine*, tome 1, p. 56.

⁴ *Quæst. Roman.* 54.

⁵ *Orig. lib.* I, c. 4.

⁶ *Trad. de Net. Rom.*

⁷ *De Orthograph.* p. 2218.

date, parce qu'à la vérité le *C* joint à l'*u* le rendait presque inutile. Ainsi, plusieurs auteurs nous certifient la nouveauté de l'*R*, au lieu de dire qu'Appius Claudius, qu'ils en donnent pour inventeur, étendit seulement son usage à quelques syllabes exprimées auparavant par une *S*¹. Ainsi, S. Isidore², et Pierre Diacre³ après lui, disent qu'on n'usait point de l'*x* avant Auguste, pendant que Plaute et les écrivains du premier âge l'ont employé. Ainsi, le Père Hugues attribue aux Éoliens l'invention de l'*F*, que les Latins, selon lui, reçurent d'eux; pendant que des monumens latins, où l'*F* se trouve, surpassent de beaucoup en antiquité ceux des Éoliens où elle se rencontre. Mais ce ne sont là que des allégations sans preuves. Malgré tous ces auteurs, il n'en est pas moins vrai que l'alphabet latin a toujours été tel qu'il est, à l'exception de l'*Y* et du *Z*, dont encore l'adoption doit remonter au moins deux siècles avant Auguste; depuis ce tems on n'y a point touché, ou on y a touché sans fruit.

L'empereur Claude, à la vérité, fit tous ses efforts pour faire recevoir trois lettres de son invention : la première était destinée à distinguer l'*u* consonne (actuellement *v*) de l'*u* voyelle; qui s'écrivaient de la même manière; il lui donna la forme d'une *F* renversée; telle qu'on la voit pl. I, au mot *Alphabet*, fig. 1; lettre qui distingue les monumens du tems de cet empereur⁴. La seconde était un anti-sigma de la forme de deux *c* adossés (pl. I, au mot *anti-sigma*), avec la valeur du *p* et de l'*s*, *ps*, ou du *b* et de l'*s*, *bs*, ou équivalant au *ψ* des Grecs. Aucun ancien ne nous a fait connaître la troisième, et nul moderne n'a pu la deviner. Malgré la puissance de cet empereur, le terme de sa vie fut aussi celui de l'usage de son invention.

Il en fut de même de celle de Chilpéric I, roi de France en 580; il porta une loi qu'il fit publier par tout le royaume,

¹ V. *Histoire des Gaules et des Gaulois*; t. 1, Dissert. I. p. 22, et liv. 1, p. 184. — Hugo de 1^o scrib. *Origin.* c. 4. — Thomas Dempster de *Estrur. Regali*, l. 1, c. 1, p. 2. — Biblioth. Vatic. p. 142. — *Digest.* lib. 1, tit. 2, et l. 2, §. 36. — *Quintil. Institut.* l. 1, c. 4, etc.

² *Orig.* l. 1, c. 4.

³ De 1^o scrib. *Orig.*, c. 4.

⁴ Gori, *difesa dell. alfabeto*, p. 82. — Gruter, p. 236. — *Cenotaph. pis.* col. 738.

pour ajouter quatre lettres à l'alphabet ¹. Le tems a répandu de tels nuages sur cet événement, qui était alors de notoriété publique, et dont tout le royaume retentissait, que l'on ne sait au justc ni la forme ni la valeur de ces élémens, ni de quel langage étranger il les avait tirés. Grégoire de Tours ², Aimoin ³, sont les seuls anciens qui nous en aient conservé la mémoire. Vossius ⁴ les estimait grecs. Olaus Vormius ⁵ les tirait du runique. Eckard ⁶ y voyait une lettre lombardique, une gothique et une anglaise. M. Duclos ⁷, les revendiquait à l'hébreu. D'autres enfin, les regardaient comme tirés de l'ancien gothique. Cette diversité de sentimens est venue et de l'obscurité des tems et de la démangeaison de donner un nouveau système, et plus que tout cela encore, du peu d'accord qu'il y a entre Grégoire de Tours et Aimoin.

En effet, le premier dit, suivant que l'explique Noel ⁸, que ce prince fit ajouter à l'alphabet les quatre lettres grecques O, Ψ; Z, N. Aimoin assure au contraire que c'étaient Θ, ϑ, X, Ω; Fauchet prétend, sur la foi de Pithou et sur celle d'un manuscrit qui avait alors plus de cinq cents ans, que les caractères qui furent ajoutés à l'alphabet étaient l'Ω des Grecs, le π, le ϖ et le ϑ des Hébreux; c'est ce qui peut faire penser que ces caractères furent introduits dans le franck pour représenter des sons qui lui étaient particuliers, et non pas pour le latin, à qui ses propres caractères suffisaient. Il ne serait pas étonnant que Chilpéric eût emprunté des caractères hébreux, si l'on fait attention qu'il y avait beaucoup de juifs à sa cour. En effet, il était nécessaire que les Francs, en enrichissant leur langue de termes et de sons nouveaux, empruntassent aussi les caractères qui en étaient le signe ou qui manquaient à leur langue propre, dans quelque alphabet qu'ils se trouvassent.

¹ *Alsac. illustr.* p. 809.—Eckard, *Com. de rebus Franc. Orient.* l. II, p. 116.

² *Hist. Franc.* l. V, c. 45, col. 258.

³ L. III, c. 40.

⁴ *De arte gramm.*, l. I, c. 9.

⁵ *De litterat. Runic.*, c. 9.

⁶ *Ut supra*, t. I, p. 117.

⁷ M. Duclos, *Mém. de l'Acad. des Inscr.*, t. 15, p. 578, 743.

⁸ *Nouv. Dict. des Origines*, art. alphabet.

Dom de Vaines explique différemment Grégoire de Tours et Aimoin. De la comparaison réfléchie de plus de dix manuscrits de l'un et de l'autre auteur, voici, dit-il, ce qui peut résulter de plus clair, relativement à la question dont il s'agit.

Tous s'accordent à donner à la première de ces quatre lettres la forme et le son de l'oméga Ω des Grecs. Les auteurs ne sont pas d'accord sur la deuxième; ils semblent convenir seulement qu'elle approche du Ψ des Grecs (voir la fig. 2, planche I du mot *alphabet*), et on lui donne constamment la valeur de l' α . En effet, à force de retourner cette figure, on pourrait trouver l'a et l'e joints ensemble. La troisième représente à peu près un Z dans presque tous les manuscrits avec le son du *th* (figure 3 de la même planche); on pourrait y voir ces deux lettres penchées. La quatrième varie beaucoup pour la forme; comme on le voit dans les figures 4, 5, 6, 7 de la même pl. I. Mais quelle qu'elle soit, elle a partout la valeur d'un double e; ω . L'usage du sixième siècle de prononcer *Winnocus*, *Widolaicus*, appuie la vraisemblance de cette invention. Quoi qu'il en soit, elles devaient paraître et paraissent encore toutes bien peu utiles, puisqu'il ne fallait que la composition de deux lettres pour rendre le son et la valeur des caractères nouveaux : aussi ne firent-ils pas fortune.

Il serait à désirer, dit Noel, aujourd'hui que notre langue est étudiée par tous les étrangers qui recherchent nos livres, que nous eussions enrichi notre alphabet des caractères qui nous manquent, surtout lorsque nous en conservons de superflus; ce qui fait que notre alphabet pêche à la fois par les deux contraires, la disette et la surabondance; ce serait peut-être l'unique moyen de remédier aux défauts et aux bizarreries de notre orthographe, si chaque son avait son caractère propre et particulier, et qu'il ne fût jamais possible de l'employer pour exprimer un autre son que celui auquel il était destiné. (*Voyez ÉCRITURE.*)

Voici le nombre de lettres dont se composent les alphabets les plus connus :

Allemand.....	26 lettres	Arabe.....	28 lettres
Anglais.....	26	Arménien.....	38

Chaldéen.....	22	lettres	Latin.....	22	lettres
Copte.....	32		Malais (Inde.).....	25	
Danois.....	28		Moscovite.....	35	
Esclavon.....	27		Persan.....	32	
Espagnol.....	27		Polonois.....	27	
Ethiopien (Langue savante) 30			Portugais.....	27	
— (Langue vulgaire.) 37			Samaritain.....	22	
Finois.....	20		Sanscrit.....	50	
François.....	25		Sisimois.....	37	
Georgien.....	36		Slavoo (ancien).....	39	
Grec.....	24		Suédois.....	28	
Hébraïque.....	22		Tamboul.....	30	
Hollandois.....	26		Thibétain.....	50	
Italien.....	20		Turc.....	33	

Les Chinois n'ont pas d'alphabet proprement dit. Les signes de l'écriture, pris en général, expriment chez eux des idées et non des prononciations. Les dictionnaires classiques chinois en expliquent 30 ou 40,000. La langue anglaise compte environ 37,000 mots : il y en a environ 32,000 dans le français, 30,000 dans l'espagnol, 35,000 dans l'italien.

ALTESSE. Les évêques ont porté le titre d'*Altesse* sous la première et la seconde race de nos rois. Dans les 15^e, 14^e et 15^e siècles, c'était le titre commun de tous les rois, et ce n'est que depuis François I^{er} que les rois de France l'ont quitté pour prendre celui de *Majesté*, réservé auparavant à l'empereur. Ce titre ne fut attribué à certains princes plutôt qu'à d'autres, que vers 1628. En 1630, le duc d'Orléans, frère de Louis XIII, pour se distinguer, ajouta à ce titre l'épithète de *sérénissime*. En 1631, il changea cette qualification en celle d'*altesse royale*; et le prince de Condé prit en 1632 le titre d'*altesse sérénissime*. Le titre simple d'*altesse* fut laissé aux princes naturalisés *. Le duc de Savoie ne prit le titre d'*altesse royale* qu'en 1633; et il n'en fut paisible possesseur, par le consentement de l'empereur, qu'en 1690.

AMANT, en latin *Amanuensis*. Ce mot que l'on rencontre quelquefois dans d'anciennes chartes, de la Lorraine surtout, ne veut dire autre chose que *garde-note* ou *notaire*. Il en est fort question dans la Chronique de Metz.

* Ménage.

AMBASCIATEUR. C'est un usage commun, depuis le 9^e siècle inclusivement, de marquer, dans les donations et privilèges, les noms de ceux qui en ont sollicité l'expédition. Leur fonction s'appelle *ambasciare*, solliciter; d'où vient sans doute notre mot d'*ambassadeur*. A titre d'intercesseurs, ils signent les diplomes royaux, en marquant au bas tantôt en petit caractère, tantôt en notes de Tiron: N. *ambasciavit* ¹. En Allemagne, presque tous les diplomes impériaux sont accordés à la prière et à la demande des impératrices, des princes et princesses, des prélats et des plus grands seigneurs, et cela vers les commencemens du 12^e siècle.

AMENDES. Voyez **CLAUSE COMMINATOIRE**, **MENACES**.

AMÉS et FÉAUX. Ces titres donnés aux gens du roi sont fort anciens. Dans les capitulaires de Charles-le-Chauve, on voit que, lorsque le prince écrivait à ses commissaires, il employait la formule initiale *dilectis ac fidelibus missis*, à nos amis et féaux. Depuis bien des tems ces termes ont passé en usage.

ANACHRONISME. Les dates ou notes chronologiques sont, pour les antiquaires du commun, comme la pierre de touche de la sincérité des actes. Cependant ce serait s'exposer à se tromper, que de condamner des originaux, prouvés d'ailleurs, parce que les dates ne sont point correctes, et encore plus, de de traiter de faux, ou de supposés, des originaux perdus, parce que leurs copies sont altérées dans les dates. Doit-on être surpris de rencontrer de fausses dates dans les chartes les plus authentiques, puisqu'il se trouve si fréquemment des fautes de chronologie dans les monumens, inscriptions, manuscrits, lois, conciles, auteurs, actes, etc., etc. Rien n'est plus aisé à démontrer que cette dernière proposition.

Pour les *Actes*, Ruddiman prouve incontestablement que les années du règne de David II, roi d'Ecosse, ont été mal comptées par les notaires dans tous les instrumens publics ².

Pour les *Inscriptions*, l'épithaphe du tombeau de Philippe-de-Valois, faite par l'ordre de la reine, son épouse, porte que ce

¹ Bouquet, t. viii, p. 635, 636; t. ix, p. 455.

² *Selectus Diplom. et Numis. Thesaur.* Præfat., p. 40.

prince mourut le 28 d'août. Cependant cette date est absolument fausse ¹. L'inscription mise sur le tombeau du jeune prince André, fils de Humbert II, dauphin, marque sa mort trois ans après sa véritable époque ².

Pour les *Manuscripts*; les erreurs de dates qui se sont glissées dans les manuscrits de Grégoire de Tours ont été remarquées et relevées par M. l'Abbé Dubos, dans son *Histoire critique de la Monarchie Française* ³.

Pour les *Conciles*; celui de Châlons-sur-Saône, daté de l'an 886 dans toutes les éditions, est certainement de l'année suivante ⁴.

Pour les *Lois*; M. Tillemont avertit ⁵, qu'il ne faut pas beaucoup se fier à la chronologie du code, fondé sur les dates des lois, assez souvent fausses; et il était connaisseur.

Pour les *Auteurs*; les anachronismes échappés aux auteurs les plus exacts, sont sans nombre; on se borne à quelques modernes. Personne n'ignore que Jacques II, roi d'Angleterre, mourut le 6 septembre 1701, au château de S. Germain-en-Laye; Ruddiman le fait mourir à Saint-Germain-des-Prés. Le *Rationarium Temporum* met la mort de Clément X au 10 juillet 1676; De Chasan la met au 21, et de Prade la rejette au 22 août; c'est le 22 juillet.

Ces erreurs multipliées provenaient le plus souvent des mécomptes des écrivains et des notaires, de leur inattention ou de leur hardiesse, des différentes manières de compter les années et de les commencer, de la multiplicité des dates et des notes chronologiques, sur-tout dans ces siècles où l'on faisait une vaine parade d'entasser dates sur dates; enfin de l'ignorance et de la faiblesse humaine. Concluons donc qu'il y aurait de la témérité à mettre parmi les actes fabriqués des originaux indubitables, parce que les dates en sont fautives, et qu'il y a par conséquent des originaux sincères dont la date n'est pas correcte.

¹ *Monum. de la Monarc. franç.* t. II, p. 286.

² Valbonays, *Hist. du Dauphiné*, t. I, p. 306.

³ T. I, p. 486, 512; t. II, p. 51, 125, 218.

⁴ Vaissette, *Hist. de Langued.* t. II, p. 525.

⁵ T. VI, p. 57.

A l'égard des copies, les anachronismes sont très-souvent et plus grossiers et plus nombreux. N'ayant que ces modèles de comparaison pour juger des originaux perdus dans la poussière des tems, l'œil vulgaire les proscriit également tous deux; mais les vrais savans en jugent autrement. Ils savent combien il a été difficile aux plus habiles copistes de déchiffrer des écritures un peu éloignées de leur siècle : ils savent avec quelle négligence un écrivain qui n'est point intéressé particulièrement à ce qu'il transcrit, se prête à son ouvrage : ils savent que la ressemblance approchante de certains noms, la différence des prononciations et de l'orthographe dans chaque province, la variété des idiômes, ont pu et dû occasioner des méprises de bonne foi : ils savent qu'il en doit être des manuscrits sortis des monastères comme des cahiers scholastiques ; les uns comme les autres étaient dictés dans le laboratoire à un certain nombre de jeunes religieux copistes : ils savent enfin que les fautes d'une copie, lorsqu'elles ne tombent point sur les parties essentielles de la charte, ne lui portent aucun préjudice ; et que souvent plus les fautes sont grossières, moins elles doivent causer de soupçon, parce qu'il n'est pas possible qu'elles existent ainsi dans l'original ; la bévue montre la simplicité, qui ne s'accorde guère avec l'imposture.

ANATHÈME. Voyez IMPRÉCATION.

ANCRE. Dans les anciens manuscrits, on rencontre quelquefois la figure d'une ancre, tantôt supérieure, tantôt inférieure. Dans le premier cas, elle a la forme de la *figure 1* de la planche I, 3^e part., au mot *Ancre* ; et elle désigne une sentence ; une maxime, ou quelque chose d'important : dans le second cas, elle est renversée, *fig. 2, ibid.*, et signifie quelque chose de bas et d'incongru.

ANDELANC. C'est la dénomination d'une espèce de charte. Voyez CHARTRE.

ANNEAUX A SCELLER. L'usage des anneaux à sceller remonte au-delà de trois mille ans. Il est peu de nations qui n'en aient fait usage ou dans leurs contrats, ou dans les ordres émanés de la puissance souveraine. Pharaon qui donne son

anneau au patriarche Joseph ¹, pour marquer qu'il lui confie l'exercice de la suprême autorité; Aman qui le reçoit de la main d'Assuerus ², et qui en abuse en scellant le cruel édit qui ordonne la mort de tous les Juifs, prouvent que les Egyptiens et les Perses s'en servaient communément. Bien plus, l'on a retrouvé de ces anciens anneaux faits d'or, d'argent ou de pierres précieuses, dans les ruines de Babylonne, de Persépolis, et dans les cercueils des momies; et on peut les voir dans la belle et unique collection des cylindres Babyloniens, de M. le marquis de Fortia ³, et au musée Egyptien du Louvre ⁴. Le contrat passé entre Jérémie et son cousin ⁵, qui fut cacheté en présence de témoins, et les sceaux apposés sur le tombeau du Sauveur, annoncent que l'usage des anneaux à sceller avait passé aux Juifs. Les Romains à leur exemple s'en servirent pour sceller leurs lettres et leurs testamens; les empereurs, selon Dion Cassius ⁶, s'en servaient également pour donner plus de poids à leurs édités et à leurs diplômes. On ne trouve point de dénomination plus ancienne chez les Latins pour exprimer un sceau, que celle d'*annulus*; seulement pour distinguer cet anneau d'une bague, on disait quelquefois *annuli signatorii*, ou *sigillarii*, ou *cerographi*. Nos rois de la seconde race, au lieu d'*annulus*, écrivaient *anulus*.

Les premiers chrétiens usèrent pareillement d'anneaux, lorsqu'il s'agissait de sceller quelques lettres ou quelques contrats. La seule différence qu'ils mirent dans cet usage, c'est qu'ils bannirent de la gravure de leurs anneaux tout ce qui avait trait à l'idolâtrie et à la mythologie païenne. D'ailleurs les représentations étaient assez arbitraires. L'anneau de Saint Caius, trouvé dans son tombeau ⁷, prouve que les évêques de

¹ *Génèse*, cap. XL.

² *Esther*, cap. III, v. 10.

³ Voir les recherches sur le culte, les symboles, etc., de *Fénelon*, par M. Lajard, qui y a gravé la plupart de ces cylindres.

⁴ Voir la description de ce musée, par M. Champollion le jeune, p. 82 et surtout p. 104 et suiv.

⁵ C. XXXII, v. 9, 10, 11, 12.

⁶ *Hist. rom.*, l. 43 et 51.

⁷ Arringh. *Rom. Subterr.*, l. IV, c. 48. p. 496.

Rome s'en servaient au 3^e siècle. Ce n'était pas un privilège attaché à cette première dignité de l'église ; les autres évêques en usaient également. J'ai envoyé, dit saint Augustin ¹, écrivant à Victorin, cette lettre cachetée d'un anneau où est gravée la tête d'un homme qui regarde à côté de lui. Nous vous promettons, dit Clovis, écrivant aux évêques, de déférer aux lettres que vous nous écrirez, dès que nous aurons reconnu l'impression du cachet de votre anneau. Les évêques y faisaient quelquefois graver leurs noms ou leurs monogrammes. Ils se servirent d'anneaux jusqu'au 9^e siècle ; alors ils commencèrent à employer des sceaux propres, ou ceux de leurs églises.

Nos premiers rois suivirent en cela l'usage des empereurs Romains, c'est-à-dire, qu'ils faisaient apposer aux actes émanés de leur autorité leur sceau gravé sur un anneau qu'ils portaient ordinairement au doigt. Ceux de la première race, ronds pour la plupart, n'excèdent pas communément la grandeur d'un pouce, et la gravure en est de mauvais goût ; elle présente la tête, ou tout au plus le buste du souverain. On peut voir à la bibliothèque du roi, l'anneau de Childéric I^{er}, mort en 481, et trouvé dans son tombeau à Tournay en 1653 ; il est d'or, avec l'inscription : *Childerici regis*. Ceux de la seconde race, toujours de forme ovale, sont un peu de meilleure composition. Les 9^e, 12^e et 13^e siècles nous offrent quelques anneaux attachés aux diplômes ; mais on a sujet de douter ² si ces anneaux étaient là pour tenir lieu de sceaux, ou s'ils n'étaient que de purs symboles d'investitures. On sait qu'anciennement on mettait l'acheteur ou le donataire en possession par l'anneau.

Quelques-uns de nos rois de la troisième race se servirent également d'anneaux pour sceller ; mais il parut, vers le 10^e siècle, des sceaux différens des anneaux, dont l'usage s'introduisit peu à peu au préjudice des anneaux. Il est cependant probable que les papes les ont toujours conservés ; car Jean XVI, qui fut placé sur le saint-siège en 985, scella de son anneau, selon Heineccius³, la confirmation du décret fait au concile de

¹ Epist. 59.

² Gloss. med. et infm. Latinit. t. 1, col. 1362.

³ De Sigil. p. 48, n^o 17.

Mayence en faveur des moines de Corvey en Saxe : à moins que cet anneau ne fût celui du Pêcheur, dont on fait ordinairement l'honneur à Clément IV, qui fut couronné en 1265. On l'appelle ANNEAU DU PÊCHEUR, parce qu'il représente S. Pierre exerçant son premier état. Il servait à sceller en cire les lettres familières et autres écrits de cette espèce ; c'est ce qu'on peut déduire des paroles de ce même Clément IV, écrivant à Gilles-le-Gros, son cousin : *Non scribimus tibi, nec consanguineis nostris, sub bullâ, sed sub piscatoris sigillo, quo Romani Pontifices in suis secretis utuntur*. Ces paroles prouvent que l'anneau du pêcheur est plus ancien que ce pape, et qu'on ne s'en servait que pour sceller les lettres particulières. Mais il se passa encore plus d'un siècle avant que les papes en fissent usage dans les affaires publiques, et plus de deux avant qu'ils en fissent mention dans les dates de leurs rescrits. Aujourd'hui les papes, pour les affaires domestiques, emploient quelquefois le cachet de leurs armes. Dans le 15^e siècle, au plus tard, ils commencèrent à sceller leurs petites bulles ou brefs, de l'anneau du Pêcheur, imprimé sur une cire rouge différente de la nôtre. On a des brefs de Calixte III et de Paul II, scellés de la sorte. Le sceau de l'anneau du Pêcheur était autrefois plaqué au bas du bref ; il ne le fut au dos de l'acte que depuis 1600 *. *Voyez SCEAUX et ANNONCE DU SCEAU.*

ANNÉE. Rien de plus difficile, quand on lit les anciens auteurs profanes, et surtout les chartes et monumens ecclésiastiques et civils des écrivains chrétiens, que de déchiffrer les époques et les dates dont ils font mention. Pour y parvenir, il est nécessaire de savoir comment ils commençaient les années. Cette étude n'est pas facile ; nous allons cependant essayer de donner quelques notions claires et précises, d'abord sur les années des différens peuples anciens, puis sur les diverses manières employées par les peuples modernes pour commencer l'année. Ici, pour plus de clarté, nous appliquerons nos remarques à chaque siècle en particulier.

Les Juifs distinguaient deux sortes d'années ; l'année sacrée

* *De Re Diplom.*, p. 130.

* *Le Moine, Diplom. pratiq.* p. 77.

ou ecclésiastique, et l'année civile ou sabbatique. Ils commençaient la première à la nouvelle lune la plus proche de l'équinoxe du printemps, c'est-à-dire au mois de mars; et la seconde, à la nouvelle lune la plus voisine de l'équinoxe de l'automne, c'est-à-dire au mois de septembre. Scrupuleux sectateurs des observances de leurs pères, ils n'ont jamais varié sur ces objets.

L'année était *lunaire* ou de 354 jours, et les mois dont elle était composée (voyez Mois) étaient alternativement *caves* et *pleins*, c'est-à-dire de 29 ou de 30 jours. Cette année était donc en retard de 11 jours sur l'année *solaire*; aussi tous les trois ans ils ajoutaient un mois de plus de 27 jours, pour réparer le retard.

Les Égyptiens connurent, dès la plus haute antiquité, la véritable longueur de l'année *solaire* pour leur climat, et les savans pensent qu'à une époque reculée, cette longueur était réellement de 365 jours et un quart. C'est pourquoi d'après les calculs du collège des prêtres, l'année *civile* était composée de 365 jours, divisés en 12 mois de 30 jours chacun, suivis de 5 jours *épagomènes* ou complémentaires. De cette division il résultait une rétrogradation d'un quart de jour à-peu-près, tous les ans, sur l'année *solaire*, c'est-à-dire, d'un jour entier tous les 4 ans. Les prêtres voulaient, dit-on, en laissant subsister cette rétrogradation, qui retardait, tous les 4 ans, le commencement de l'année civile et par conséquent toutes les fêtes, d'un jour, que tous les jours de l'année fussent successivement *sanctifiés*. Cela arrivait en effet dans l'espace de 1461 années de 365 jours, qui ont la même durée que 1460 années de 365 jours un quart. L'année de 365 jours, se nommait *année vague*, et l'autre *année fixe*. L'année *vague civile* fut en usage en Egypte jusqu'au règne d'Auguste¹. Cet empereur arrêta l'année vague, la rendit fixe, attacha le 1^{er} du mois *thôt* (voir Mois) au 29 août de l'année Julienne, et admit l'intercalation bissextile au moyen d'un 6^e jour complémentaire, tous les 4 ans, mais inséré à la fin de la 3^e année de chaque période de 4 ans; de sorte que l'année Egyptienne commençait le 30 août Julien dans chacune des années bissextiles Juliennes.

¹ *Résumé complet de Chronologie*, par Champollion-Figeac, p. 140.

² On a dressé les tables de sa concordance avec l'année fixe.

La division de l'année Egyptienne, est encore en usage chez les *Coptes*.

Chez les *Chinois*, l'année astronomique a toujours commencé au solstice d'hiver; mais l'année civile a varié selon les dynasties. *Hoang-ti* et la dynastie *Hia*, la commencent à la 5^e lune après le solstice; la dynastie *Chang*, à la 2^e lune; la dynastie *Tcheou*, au solstice même d'hiver¹. Leur année civile, commence maintenant au mois de février; elle est composée de 12 mois lunaires, les uns de 29 jours, et les autres de 30. Tous les 5 ans, ils ajoutent un mois intercalaire qui forme leur année embolismique. L'année solaire ou astronomique est de 365 jours 6 heures, et chaque 4^e année elle est de 366 jours, comme notre année bissextile. Cet usage, qui est précisément ce que nous appelons l'année *Julienne*, a 2000 ans d'antiquité avant J.-C.²

Les *Grecs* eurent d'abord une année lunaire de 354 jours, divisée en 12 mois, successivement *caves* et *pleins*, qui prenaient différens noms suivant les différens peuples; (voyez *Mois*) mais, lorsqu'on se fut aperçu de la rétrogradation des fêtes de cette année lunaire, on consulta l'oracle pour y remédier, lequel répondit, de régler les mois sur la lune, et l'année sur le soleil; et c'est ce que l'on fit en intercalant trois fois dans l'espace de 8 ans, un mois de 30 jours. En effet 8 années lunaires ou de 354 jours avec trois mois de 30 jours, ou 90 jours, sont égales à 8 années solaires de 365 jours et un quart, ou à 2,922 jours. Par ce procédé ils ramenaient le premier jour, le premier mois, et la première année de chaque olympiade ou période de 4 ans, et surtout de 2 olympiades ou de 8 ans, vers la nouvelle lune qui suivait le solstice d'été, etc. Cette période s'appelait OCTAÉTÉRAIDE. Les années de 13 mois s'appelaient embolismiques, et avaient par conséquent 384 jours. Au bout du cycle de 19 ans, introduit par Meton 435 ans avant J.-C., les nouvelles et pleines lunes se retrouvaient précisément aux mêmes dates. Au reste, tous les peuples de la Grèce n'étaient pas unanimes à se servir des mêmes époques pour l'intercalation des jours, et ne donnaient pas le même nom aux mois; voir pour complément l'article *Mois*.

¹ *Mémoires concernant les Chinois*, etc. t. II, p. 159.

² *Id.* p. 44.

Les Romains se servirent, dès les premiers tems, de l'année en usage chez les anciens peuples de l'Italie. Cette année commençait à mars ou à l'équinoxe du printemps, et ne comprenait que 10 mois de 30 ou de 31 jours, qui faisaient un total de 304 jours. Numa réforma cette année, la fit commencer au mois de janvier, et la rendit *lunaire* ou de 555 jours; puis il la mit en rapport avec l'année *solaire*, en intercalant, tous les 4 ans, 22 jours la 2^e année, et 23 jours la 4^e année¹. Ce petit mois, placé après le mois de janvier, s'appelait *Mercedonius*. Il en résultait une série de 1465 jours pour ces 4 années, et cependant 4 années de 365 jours un quart ne font que 1461 jours. Il y avait donc une augmentation de 4 jours, ce qui, à la longue, bouleversa tous les calculs. Jules César y porta remède, aidé de Sosigène, astronome d'Alexandrie, et forma ce qu'on appelle la *réformation Julienne* ou l'année *Julienne*, dont on se sert encore. Voici en quoi elle consista. A son époque, c'est-à-dire l'an 708 de Rome ou 46^e avant J.-C., il fut vérifié que le commencement prochain de l'année précéderait de 67 jours, son jour véritable, en outre de l'intercalation de 23 jours que cette année devait encore subir. Jules César ordonna que les 67 jours formeraient deux mois *intercalés* entre novembre et décembre; ainsi l'année, qui finit avec le 23 de *Mercedonius*, laquelle fut la dernière avant la réformation Julienne, eut par là 15 mois y compris celui-ci, et 445 jours; on l'appela l'année de *confusion*. Puis, pour l'avenir, Jules César ordonna que l'on intercalerait un jour tous les 4 ans après le 24 février. C'est de cette époque que datent les années *bissextiles*, au moyen de l'addition d'un jour tous les 4 ans. On appelle ces années *bissextiles*, parce que l'on ajoutait ce mois après le 24 février, ou, selon le calcul romain, le *vi des calendes* de mars. Ce jour s'appelait le *second vi*, ou *bissextus*, deux fois le sixième. Le commencement de cette année réformée fut fixé à la nouvelle lune qui suit immédiatement le solstice d'hiver.—Jules César et ses successeurs usèrent de leur autorité pour faire adopter cette réformation par tous les peuples de l'empire; mais ils n'y réussirent pas entièrement, comme nous allons le voir, en parlant de l'année chez les chrétiens; mais avant, il faut observer qu'afin que la réforma-

¹ *Résumé complet de Chronol.*, par Champollion-Figeac, p. 148.

tion de Jules César fût juste, il eût fallu que le cours du soleil fût de 365 jours et six heures, au lieu qu'il n'est que 365 jours 5 heures 49 minutes. Les 11 minutes d'excédent donnent 1 jour entier et 1 minute en 131 ans, ce qui fit avancer les équinoxes d'un jour. Dans la suite des tems, cette augmentation jeta encore la perturbation dans les calculs et les fêtes, qui ne s'accordaient plus avec les saisons. Au tems du pape Grégoire XIII, en 1582, cette augmentation était de 10 jours. Pour remédier à cet inconvénient, Grégoire XIII, éclairé par les observations astronomiques de Copernic et de Tichobrahé, et avec le secours de Louis Lilio, ordonna de retrancher 10 jours de l'année 1582, et pour l'avenir, il prescrivit la suppression de 3 jours intercalaires ou bissextiles dans l'espace de 402 ans, à compter de 1600 qui resta bissextile, mais à condition que les trois années séculaires suivantes 1700, 1800 et 1900, qui devaient être bissextiles, suivant le Calendrier Julien, resteraient années communes.

On appela *style nouveau* l'usage du Calendrier Grégorien perpétuel ainsi réglé, et *style ancien* l'emploi de l'ancien Calendrier.

Cette réforme admise tout d'abord par tous les catholiques, fut long-tems rejetée par les protestans; cependant elle avait un avantage si incontestable, qu'elle fut admise successivement en 1700, par les protestans de l'Allemagne, de la Hollande, du Dannemark et de la Suisse, qui du 18 février passèrent au 1^{er} mars; en 1752, par les Anglais qui passèrent du 20 août au 1^{er} septembre; en 1753, par les Suédois, qui du 17 février passèrent au 1^{er} mars; enfin en 1777, tous les états protestans adoptèrent le Calendrier Grégorien.

L'Eglise Grecque, en haine de l'Eglise de Rome, n'a pas encore voulu adopter le nouveau style; elle est suivie en cela par les Russes, qui comptent en ce moment 12 jours de plus que nous.

Les Mahométans et les Turcs comptent leurs années à dater de l'hégire, ou fuite de Mahomet, obligé de sortir de la Mecque; on eroit communément qu'elle eut lieu le 15 ou 16 juillet de l'année 622 de l'ère chrétienne. Cependant quelques écrivains Orientaux, disent que cette fuite doit être placée au 3^e mois de la première année de l'hégire ¹. Cette année est lunaire, de 12 mois

¹ Voir un *Mémoire de M. Ideler, lu à l'Académie de Berlin*, le 3 octobre 1833.

alternativement caves et pleius, et forme un cycle de 30 ans, composé de 19 fois 364 jours, et 11 fois 355.

La *république française* avait aussi voulu avoir une année qui lui fût propre. Par décret de la Convention, cette année commença au 22 septembre 1792 à minuit, au moment de l'*Équinoxe vrai*; elle fut composée, comme l'année Egyptienne, de 12 mois de 30 jours chacun; puis à la fin de 5 ou 6 jours complémentaires, selon que l'année était bissextile ou commune, elle fut abolie par un Sénatus-consulte, du 21 fructidor an 13 (1805), qui rétablit le Calendrier Grégorien, à compter du 1^{er} janvier 1806.

En Amérique chez les *Azèques*, l'année civile était une année solaire de 365 jours, formés de 18 mois de 20 jours, auxquels ils ajoutaient 5 jours complémentaires, qu'ils appelaient *furtifs* ou *inutiles*. C'était la même division que l'année vague des Egyptiens; ainsi leur année, comme celle de ces derniers, devait commencer, en 1461 ans, par tous les jours de l'année; ils rectifiaient ce défaut en intercalant 13 jours tous les 52 ans. Leur année revenait alors au 9 janvier Grégorien, qui était celui du commencement normal de leur année¹; ils appelaient cette année *compte du Soleil*; ils avaient en outre une année rituelle ou sacrée, dite *compte de la Lune*, et qui était composée de 28 petites périodes de 13 jours ou demi-lunaisons².

Chez les *Muyscas*, on comptait trois sortes d'années, l'année rurale de 12 et 13 lunaisons; l'année des prêtres de 37 lunaisons et l'année vulgaire de 20 lunaisons; les Muyscas connaissaient en outre des cycles de 185 lunes, ou 15 années, comme les Chinois et les Tibétains, et offraient un sacrifice séculaire correspondant aux *Indictions*, usitées du tems de Constantin³.

Maintenant nous allons revenir à l'année telle qu'elle a été suivie ou divisée par les auteurs Chrétiens, et en suivre les différentes divisions dans la suite des siècles.

¹ De Humboldt, *Vue des Cordillères*, t. 1, 338, 11, 58.

² *Id.* t. II, p. 355.

³ *Id.*, t. II, p. 228, 254, 265.

Commencement de l'année chez les peuples chrétiens.

Les premiers chrétiens, par vénération pour les principaux mystères de notre religion, ajoutèrent d'autres époques, comme le jour de la Résurrection, ou de Pâques; celui de l'Incarnation, ou le 25 mars; celui de la Nativité, ou le 25 décembre. Ajoutez que quelques-uns suivirent la manière des Romains, et d'autres celle des Grecs. Ainsi le 1^{er} septembre, le 1^{er} janvier, le 25 décembre, le 25 mars et le jour de Pâques, furent autant de points fixes d'où l'on partit pour commencer l'année. Quelle source de confusion! Pour débrouiller un peu ce chaos, il faut parcourir la suite des siècles, et les usages des différentes parties de l'Europe policée.

Il est probable que, dans les trois premiers siècles de l'Église, l'empire des Césars donnant le ton à une grande partie des provinces voisines de l'Italie, on y suivit le calcul romain. Je dis une grande partie, car nous avons des preuves que tous les pays conquis ne se soumirent pas aux calculs du vainqueur. Avant le concile de Nicée, les églises des Gaules, suivant le vénérable Bède, célébraient toujours la Pâque le 25 mars, et regardaient ce mois comme le premier de l'année; aussi la commençaient-elles en effet par ce jour, conformément à la loi qui prescrivait aux Juifs de regarder comme le premier mois celui auquel ils solemnisaient cette grande fête.

La religion chrétienne, ayant vaincu l'idolâtrie, voulut s'en distinguer jusque dans le comput. Sans déranger sensiblement l'ordre des années, elle voulut partir d'un point qui rappelât, en commençant l'année, le commencement du grand œuvre de notre Rédemption. Cette pieuse intention s'accordait d'ailleurs avec l'usage de commencer *d novo sole*, sept jours avant l'année civile des Romains. Ce changement ne put se faire partout d'une manière invariable; mais il était sûrement en vogue au 6^e siècle en Italie, puisque les hommes apostoliques que S. Grégoire envoya en Angleterre, en y établissant l'ère vulgaire, y fixèrent le commencement de l'année au jour de la naissance de Jésus-Christ.

Les Francs établis solidement dans les Gaules ne suivirent ni ces errements, ni ceux du peuple qu'ils venaient de subjuguier.

Il est plus que probable qu'ils conservèrent leur ancienne supputation. Cette nation belliqueuse ne comptait le premier jour de l'année que du jour même où elle pouvait ouvrir la campagne; et active comme elle était, le premier mars était le jour du signal. Aussi Grégoire de Tours commence plus ordinairement l'année au mois de mars, qu'à Noël, ou au mois de janvier, comme faisaient les Romains. Le troisième concile d'Orléans, tenu l'an 538, compte le mois de mai pour le troisième de l'année. Un manuscrit de la vie et des miracles de S. Marcel, premier évêque d'Embrun, prouve également qu'en France l'année commençait au mois de mars ¹.

Au 7^e siècle les Français firent indifféremment usage de ces deux époques, commençant l'année, tantôt au premier, et au 25 de mars, comme il paraît par la 42^e formule du 2^e livre de Marculfe. L'Angleterre et l'Italie s'en tinrent, suivant leur usage, au 25 décembre ou au premier janvier.

La fin du 8^e siècle vit naître un changement qui dura pendant les deux siècles suivans. Charlemagne introduisit dans ses anciens états, avec plusieurs autres pratiques de l'église Romaine, l'usage de commencer l'année à Noël. L'Allemagne ², et toute l'Italie, excepté Florence et Pise, n'eurent là dessus qu'une même règle. Les Français se soumièrent en partie à l'innovation que Charlemagne voulut opérer chez eux. Ainsi l'année qui, sous la première race, avait toujours commencé au premier mars, ou, selon d'autres, à Pâques, commença, par son ordre, à la Nativité, et, selon d'autres, au premier de janvier. Dom Mabillon ³, pour concilier ces deux usages, distingue chez les Français, comme chez les anciens Romains, une année solaire commençant au mois de mars, et une année civile commençant au mois de janvier.

On trouve quelques calendriers des 8^e et 9^e siècles, qui mettent le commencement de l'année au premier janvier; mais ils sont rares, et diffèrent en cela d'autres monumens plus respectables, qui la placent à la Nativité de notre Seigneur.

Après que l'usage de fixer le premier jour de l'an au 25 décembre eut prévalu, et se fut maintenu pendant environ deux siè-

¹ *De Re Diplom.*, p. 172, n. 4.

² *Chron. Godwic.*, p. 134, 135, 136.

³ *De Re Diplom.*, p. 172.

cles, il devint insensiblement plus rare. A ce dernier usage succédèrent deux autres, surtout en France, et dans les contrées qui obéissaient aux Français. Ces usages n'étaient pas nouveaux, ils furent renouvelés alors : le premier fut d'unir le commencement de l'année au premier janvier¹ ; le second, de le fixer à Pâques² ; le premier se soutint dans les 10^e, 11^e, 12^e, 13^e siècles, et peut-être encore plus tard ; l'autre parut presque général, surtout depuis le 12^e siècle jusqu'un peu après le milieu du 16^e : ce qui pourrait faire croire qu'il n'aurait point été entièrement aboli par l'usage établi sous Charlemagne. Ainsi il est hors de doute qu'au 11^e siècle la France et les provinces qui en dépendaient, ouvraient l'année au premier janvier ou à Pâques ; car on a des preuves que sous le règne du roi Robert, par exemple, on suivait ces deux calculs³.

Il est difficile de savoir quel a été l'usage le plus généralement suivi. On pourrait même dire, d'après Dom Vaissette⁴, qu'on ne s'en est pas tenu à ces deux époques seulement, et qu'on en pourrait fixer quatre, Noël, Janvier, l'Incarnation et Pâques, où l'on commençait indifféremment l'année dans ce même siècle et le suivant. Sur la fin de ce siècle, dans quelques contrées d'Italie, et peut-être ailleurs, l'année commençait le jour de l'Annonciation, neuf mois et sept jours avant notre usage actuel. Certaines bulles d'Urbain II commencent l'année au premier de janvier, et d'autres du même pape, au 25 de mars. L'Allemagne et l'Angleterre commencèrent l'année à Noël.

Le 12^e siècle n'apporta aucun changement aux usages du précédent, si ce n'est peut-être que la date du premier janvier y devint plus ordinaire ; au moins c'est un fait attesté par Pierre Comestor⁵, mais il n'avait peut-être égard qu'à l'usage de sa province ; car l'époque de Noël fut fort accréditée en ce siècle : c'est pour cela qu'on appelait l'année courante *l'an de grâce*, parce qu'elle commençait au jour de la naissance du Sauveur. Il ne faut pas exclure pour la France, l'époque de Pâques ; on

¹ *De Re Diplom.*, p. 173.

² *Annal. Bened.*, t. iv, p. 96.

³ *Annal. Bened.*, t. iv, p. 257, 264.

⁴ *Hist. de Lang.*, t. ii, p. 248, 284.

⁵ *Hist. Scholast.*, cap. 13.

la retrouve très-souvent. Pascal II, le premier pape de ce siècle, commence de tems en tems l'année, dans ses bulles, soit au 25 décembre, soit au premier janvier ¹. Mais en général les premiers papes de ce siècle ouvraient l'année, tantôt au 25 de mars, et tantôt au premier de janvier. Sur la fin du siècle ils s'en tinrent plus communément au premier usage.

Au 13^e siècle, l'Aquitaine, le Languedoc, la Provence, l'Aragon, Liège, Trèves, etc., commençaient l'année à Pâques ou à l'Incarnation. L'Espagne, la Picardie, et quelques autres parties de la France, comptaient l'année du premier jour de janvier, comme il paraît par des lettres de Dreux, seigneur de Vinacourt, de l'an 1274 ², qui appellent le 2 janvier le lendemain du premier jour de l'an. La Bourgogne, selon Fleury ³, l'Allemagne, l'Angleterre, Narbonne, le pays de Foix, et la plus grande partie de l'Italie, la commençaient à Noël. Cependant Innocent III part ordinairement dans ses bulles du jour de l'Incarnation. Il semble même qu'on pourrait citer de lui quelques exemples d'année commencée, non au 25 de mars, mais à Pâques, comme il se pratiquait en France : au reste, ces usages n'étaient pas encore fixés d'une manière invariable. Dans les provinces de France qui comptaient l'année du jour de Pâques, en marquant l'année dans les mois de mars et d'avril, on exprimait si c'était avant ou après Pâques, *ante Pascha*, *post Pascha* : le premier marquait la fin de l'année, et le second en désignait le commencement. Cet usage eut lieu dans ce siècle et les suivans.

Le 14^e siècle ne nous offre aucune variation frappante. Les Allemands, les Anglais, les Espagnols tiennent toujours pour le 25 décembre ou le premier de janvier. Les Français persévèrent à commencer leur année au jour de Pâques. Quand on dit que l'année commençait à Pâques, il faut entendre qu'elle commençait après la bénédiction du cierge paschal, qui se faisait la nuit du samedi-saint au jour de Pâque. Ainsi cette nuit, strictement parlant, était de deux années. Cet usage était tellement propre aux français, qu'ils l'exprimaient très-souvent en ces

¹ *Annal. Bened.*, t. v, p. 616, 499.

² Tirées du *Cartulaire des Vidames d'Amiens*, fol. 69.

³ *Hist. Ecol.*, t. xv, p. 35.

termes : *more Gallicano* ¹; il ne fut cependant pas général, et ne l'avait jamais été chez eux. Le Limousin, qui, jusqu'à 1301, avait suivi cette coutume, commença à partir de l'Annonciation. En Languedoc et en Aquitaine ², le premier jour de l'an était constamment fixé au 25 de mars, sans avoir égard à la fête de Pâques. En Dauphiné, ainsi qu'à Rome, en Lombardie, en Chypre, c'était Noël, et non le premier de janvier. C'est un fait indubitable que pendant tout le 14^e siècle la cour de Rome commençait l'année au 25 décembre. On porte en preuve le 25^e canon du concile de Cologne de 1310, qui, en prescrivant d'y fixer l'ouverture de l'année, déclare qu'il ne le fait que sur le modèle de l'Eglise de Rome, *pro ut sacrosancta Ecclesia Romana id observat* ³. Cet usage cependant ne fut point constant : on varia beaucoup; et plusieurs comptèrent les années depuis la passion de J.-C., ou la *trabéation*, ce qui est la même chose, jusqu'à ce qu'Eugène IV ordonna dans le concile de Florence en 1440, que l'on compterait désormais les années depuis la naissance de J.-C.

Le 15^e siècle n'a rien de remarquable, sinon que c'est une règle qui peut passer pour constante ⁴, qu'alors les papes ont commencé l'année dans leurs bulles, tantôt au premier janvier ou à Noël, tantôt au 25 mars, et que dans leurs brefs ils ont le plus souvent pris le commencement de l'année au mois de janvier.

Les choses restèrent en cet état pendant la plus grande partie du 16^e siècle. Mais en 1563, Charles IX régla, par la fameuse ordonnance de Roussillon, château et bourg du Dauphiné, que l'année commencerait en France au premier janvier, au lieu qu'elle commençait à Pâques, en sorte que le premier janvier 1563 devint le premier jour de l'année 1564. Le parlement ne se conforma à cette ordonnance que deux ans après, et ne commença l'année le premier janvier qu'en 1567. L'année 1566 n'eut, en conséquence, que huit mois 17 jours depuis Pâques,

¹ *Gloss. Latin.*, t. 1, col. 469.

² *Ibid.*

³ Voir aussi le P. Echard dans sa *bibliot. des auteurs de l'ordre de S. Dominique*, p. 650.

⁴ *De Re Diplom.*, supplem., p. 45.

qui était le 14 avril, jusqu'au dernier décembre. Ce règlement fut fait, sans doute, pour parer aux inconvénients qui arrivaient assez souvent, l'année commençant à Pâques. Dans une même année il se rencontrait quelquefois deux mois d'avril : par exemple, l'année 1558, ayant commencé au premier avril, ne finit qu'au 20 avril suivant. La coutume n'était pas de marquer avril premier mois, et avril dernier mois de l'année; il arriva de là dans le courant des affaires un chaos inextricable.

Philippe II, roi d'Espagne, ordonna en 1575, à l'exemple de la France, que l'année commencerait au premier janvier dans les Pays-Bas.

L'usage de commencer l'année dans les bulles au 25 de mars, fut constant depuis Grégoire XV jusqu'à Innocent XII. Celui-ci reprit le calcul qui fixe le commencement de l'année aux calendes de janvier.

C'est dans le 18^e siècle que Pierre I^{er} changea la manière de compter les années des Moscovites, et leur fit adopter l'usage des chrétiens d'Europe. Avant ce tems, les Russes commençaient l'année au premier septembre.

ANNÉES CAVES OU INCOMPLÈTES. VOY. DATES DES ANNÉES DES SOUVERAINS.

ANNÉE DE L'INCARNATION. VOYEZ. DATE DE L'INCARNATION.

Le calcul des Pisans qui était commun dans les 13^e, 14^e et 15^e siècles aux républiques de Lucques et de Sienne, commençait l'année plutôt que ceux qui ne la commençaient qu'à la Nativité; c'est-à-dire qu'il partait du jour de l'Annonciation. Ainsi lorsque l'on commençait, par exemple, l'année 1220 au 25 décembre, ils n'avaient plus que trois mois de cette même année 1220, après lesquels ils commençaient 1221.

VOYEZ CALENDRIER, COMPUT, CONCURRENT, RÉGULIER, DATE, etc.

ANNIVERSAIRE. Jamais les anniversaires n'eurent plus de vogue que dans le 13^e siècle, surtout en France et en Allemagne. C'est, dit un savant¹, le siècle des fondations pour la mémoire et le soulagement des morts : les actes de cette espèce sont multipliés à l'infini.

¹ *Biblioth. Germanic.*, t. vi, p. 185.

Il est bon de remarquer, à l'occasion des anniversaires, que le cartulaire de la cathédrale de Béziers, en Languedoc, fait mention d'un *trentin* établi au 12^e siècle par l'évêque Bernard pour tous les chanoines qui viendraient à décéder. C'est probablement le premier exemple de l'usage où l'on est de célébrer un service funéraire le trentième jour après le décès.

ANNONCE. Sous le titre d'annonce, on va exposer les principales clauses de précautions mises en œuvre dans le corps d'un acte quelconque pour l'*authentifier*. Ces précautions consistent principalement dans les annonces du *sceau*, des *souscriptions*, de la *présence des témoins*, du *monogramme*, des *investitures*, et autres formalités.

Il est très-rare de voir concourir à la fois tous ces objets dans une seule et même pièce. Il est même des chartes sans annonce de signatures, de sceau, de monogramme, etc., qui sont néanmoins revêtues de ces formalités; il en est d'autres qui n'en annoncent qu'une partie, et qui en réunissent plusieurs. Abondance de droit ne nuit jamais. Il n'en est pas tout-à-fait de même de celles qui renferment des annonces qu'elles ne remplissent pas; la règle générale est qu'elles ne sont pas hors de soupçon : mais pour ne point risquer la vérité, et ne point hasarder un jugement trop précipité, il y a bien des mesures à prendre. Premièrement il faut être certain que ce ne soient pas des copies presque aussi anciennes que l'original : car toute copie peut, par exemple, annoncer un sceau; mais nulle copie ne peut le représenter sans quelque supercherie. Secondement; il faudrait savoir si cette pièce, qui annonce ce que l'on n'y trouve pas, n'est pas plutôt un projet d'acte; qu'un acte réel, ou un brouillon bien minuté, plutôt qu'un original. Enfin il peut se faire qu'un autographe manque à ce qu'il promet, et ne doive cependant pas être réputé pour faux. S'il était, par exemple, dûment scellé et signé, et qu'il annonçât le monogramme du roi qu'on n'y trouverait pas; on ne doit rien en conclure de désavantageux, surtout s'il est d'un de ces siècles¹, où l'on ne faisait pas difficulté de s'en passer : et quand il n'en serait point, ce ne serait pas encore une raison de le suspecter.

¹ *De Re Diplom.* p. 210.

En effet, ne pouvait-il pas arriver que le projet des parties intéressées fût de le faire authentifier par le souverain ; que le notaire en conséquence l'exprimât dans son acte, comme devant être certainement réalisé, et que mille circonstances en aient empêché ensuite l'exécution ? Un voyage de la cour, une guerre, une maladie, la mort, etc., tous ces accidens l'auront d'abord suspendu, et les délais en auront pu faire perdre l'idée. L'acte foncièrement n'en serait cependant pas moins sincère. De même l'annonce des signatures ou d'un sceau étranger n'en emporte pas toujours la réalité. Deux vassaux, passant un contrat de l'agrément de leur seigneur, se seront proposé de lui présenter l'acte à signer ou à sceller ; ils sont certains de son accession ; ils l'expriment dans le texte : un inconvénient quelconque survient ; l'acte reste sans signature et sans sceau ; il n'en est pas moins authentique. Ces cas arrivaient surtout dans les tems où l'on annonçait la signature des absens, lors de la confection du contrat, dans l'intention de le leur faire signer dans la suite, et dans les tems où la chancellerie n'était pas toujours auprès du prince.

Pour donner une connaissance un peu détaillée de cette partie des diplômes, nous allons parler séparément des annonces de chaque formalité, en la suivant dans tous les siècles.

ANNONCE DE L'ANNEAU ET DU SCEAU. Il est peu de chartes de la première race de nos rois où il soit parlé¹ de l'impression de l'anneau royal que l'on y voit au bas. Ce n'est pas que l'on ne puisse citer quelques diplômes revêtus de cette formalité. Dans dom Bouquet², le *précepte* de Childebert I^{er} pour la dotation du monastère de S. Calais en 528 ; celui de Chilpéric I^{er}, donné l'an 583 pour la fondation du monastère de S. Lucien de Beauvais³ ; un autre de Thierry III, qui est rapporté parmi les actes des évêques du Mans, en font mention. Mais en général ils sont si peu nombreux, que dom Mabillon⁴ pose pour règle qu'à peine en trouve-t-on un petit nombre d'indubitables, où l'anneau soit annoncé.

¹ De Re Diplom., p. 107.

² Tom. iv, p. 617.

³ Nouveau Traité de Diplom., t. III, p. 646.

⁴ De Re Diplom., p. 107.

On peut bien s'imaginer que les formules qui ont servi à exprimer cette annonce de l'anneau, ont suivi le goût du siècle et le caprice des écrivains et des notaires; aussi n'y a-t-il rien d'uniforme sur cet objet. Voici les plus communes sous la première race. *Annuli nostri impressione astipulari fecimus, subter sigillare jussimus.*

Huitième siècle. — Au 8^e siècle, nos rois, ou plutôt les maires du palais, annonçaient l'impression de leurs anneaux dans les diplômes ou préceptes qu'ils donnaient. *Annuli nostri impressione signavimus*, dit Pépin dans un diplôme en faveur des religieux de S. Denys, vers 750¹. Carloman, frère de Charlemagne, y manque quelquefois²; mais Charlemagne n'omet cette annonce que dans ses arrêts: il y est exact dans ses autres diplômes. Les chartes privées n'en font aucune mention, parce qu'elles n'étaient jamais scellées.

Neuvième siècle. — Il est assez rare que les annonces de l'anneau ou du sceau ne se montrent pas dans les diplômes royaux ou impériaux du 9^e siècle. Charlemagne se sert partout du terme d'anneau, excepté dans une occasion unique, où il emploie la formule extraordinaire pour lors: *Subter plumbum sigillari jussimus*. Louis-le-Débonnaire, Charles-le-Chauve, l'empereur Louis II, etc., annoncent l'anneau. Ce n'est que sur le déclin de ce siècle que les princes commencent à faire mention de leurs sceaux ou de leurs bulles. Charles-le-Gros emploie l'une et l'autre expression en 884, dans un même diplôme: *Et bullâ nostrâ jussimus sigillari, ac sigillo nostro corroborari*³; quoique pour l'ordinaire il ne fasse mention que de l'empreinte de son anneau⁴. En général, les diplômes Carlovingiens, lorsqu'ils sont de conséquence, font mention de l'impression de l'anneau⁵; mais cette annonce ne se trouve point dans leurs plaids ni dans leurs arrêts, ni dans d'autres actes peu importants, quoique l'anneau y ait été empreint.

¹ D. Bouquet, t. iv, p. 718.

² De Re Diplom., p. 107.

³ D. Bouquet, t. ix, p. 334.

⁴ Ibid., p. 347.

⁵ De Re Diplom., p. 107.

On peut donc poser en principe qu'il est rare, sous cette race, de trouver des actes qui, ayant mérité la signature et le sceau du prince, n'annoncent dans le texte ni l'un ni l'autre. On pourrait même dire que ce serait un phénomène dans notre monarchie avant le 11^e siècle.

Les ecclésiastiques annoncèrent l'impression de leurs anneaux ou de leurs sceaux presque aussitôt qu'ils commencèrent à s'en servir. La lettre de S. Augustin, citée au mot ANNEAU, en est une preuve. Il y avait cependant au 9^e siècle des évêques qui n'en avaient pas encore, et qui, dans un besoin important, se servaient de celui de leur église, comme on le voit dans l'annonce employée par David, évêque de Bénévent : *Anulo sanctæ nostræ Ecclesiæ firmavimus* ¹. Les prélats, évêques ou abbés ne manquaient pas de le distinguer dans leur formule d'annonce. On en voit beaucoup d'exemples dans ce siècle et dans les suivans. La lettre synodale du concile de Troyes de 862 nous offre l'annonce de plusieurs sceaux à la fois : *Metropolitanorum Episcoporum sigillis hoc... supersigillari nobis visum est*. On se sert du mot *sigillum*, parce que les sceaux, distingués des anneaux, commencèrent alors à devenir à la mode.

Malgré ce qu'on vient de dire, il faut cependant avouer que la plupart des chartes ecclésiastiques de ce siècle et des trois suivans n'étant point scellées, on se contente d'y annoncer les signatures et les témoins; encore cet usage n'était-il pas constant.

Dixième siècle. — Dans le 10^e siècle, les formules par lesquelles les princes annoncent que leurs diplômes ont été scellés, font mention, tantôt de l'anneau et tantôt du sceau. Les rois Capétiens emploient le plus souvent le terme de *sigillum*, quelquefois celui de *bulle*, mais très-rarement celui d'*anulus*; et ce n'est que d'après le roi Robert.

L'annonce de l'anneau caractérise donc ordinairement les diplômes des rois de la première et seconde race. Celle des bulles leur est peu familière, et celle des sceaux encore moins; à peine en peut-on citer quelques exemples antérieurs au 10^e siècle; les derniers rois de la seconde race l'ont cependant em-

¹ *Ital. Sacra*, t. viii, col. 46.

ployé quelquefois¹ ; il passa aux Capétiens, mais ils ne s'en servirent pas constamment. L'annonce de l'anneau, *annuli*, persévérât encore sous le règne de Louis VII².

Les formules les plus usitées sous la seconde race sont : *Anulo nostro sigillare* ; de *anulo nostro subter sigillare* ; *anuli nostri impressione adsignari* ; *bullis nostris insigniri jussimus* ; *sigillari fecimus, etc., etc.* Les autres souverains de la Germanie emploient indifféremment les mots de sceau et d'anneau. Cette annonce ne paraît encore, ni dans les diplômes des reines, ni dans ceux des ducs et des comtes, grands feudataires : les rois jouissaient du sceau exclusivement.

Les formules de la troisième race reviennent toutes, à peu de chose près, à celle-ci : *Ut autem hoc nostræ autoritatis preceptum firmum et stabile permaneat, sigillo nostro corroborari jussimus : anulo regis dignitatis nostræ³, mandavimus insigniri : sigilli nostri⁴, impressione jussimus adnotari : sigillo regis auctoritatis consignari⁵, sigillo muniri, sigillari nostrâ imagine jussimus, etc.* ; et en français : *En témoin de quoi, ou afin que ce soit chose ferme et stable, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes.*

Il y a plusieurs chartes ecclésiastiques de ce siècle, qui sont scellées, et qui ne l'annoncent pas toujours ; témoins⁶, des chartes de Walbert et de Roricon, évêques de Laon au 10^e siècle. Les annonces des autres ne diffèrent pas de beaucoup, quant à la forme, de celles du 9^e siècle. Mais les chartes privées n'annoncent encore jamais ni le sceau ni l'anneau, parce qu'il n'y avait presque alors, parmi les laïques, que les empereurs et les rois qui en fissent usage.

Onzième siècle. — Les diplômes des rois de France du 11^e siècle sont très-souvent autorisés par l'annonce du sceau, suivant les formules ordinaires. Le roi Robert fait mention, tantôt de son sceau, tantôt de son anneau ; mais, depuis sa mort, l'an-

¹ *De Re Diplom.* p. 108.

² *Act. SS. Bened.*, t. vii, p. 8.

³ *De Re Dipl.*, p. 560.

⁴ *Hist. Trevir. Diptom.*, p. 262.

⁵ *De Re Dipl.*, p. 584.

⁶ *Ibid.*, p. 133, 451, 568.

nonce de l'anneau devint très-rare ; quelquefois il n'est fait mention ni de l'un ni de l'autre ; mais les deux rois ses successeurs n'y manquent guère.

On ne voit encore que deux grands feudataires de la couronne se servir de sceaux ; les ducs de Normandie ¹, qui l'annoncent, et un duc de Bourgogne ² qui n'en fait aucune mention. En général les exemples de sceaux et de leur annonce sont très-rares parmi les grands.

Les annonces de la sigillation sont variées à l'infini par les empereurs d'Allemagne : *Sigillum*, *signum*, *anulus*, *imago*, *bullæ*, *sigillum repercussum*, etc., sont autant de synonymes employés pour exprimer le sceau.

La plupart des diplômes des rois d'Angleterre n'en font encore nulle mention : à peine en trouve-t-on deux ou trois qui l'annoncent ³, quoiqu'ils en usassent fréquemment.

Plusieurs actes ecclésiastiques ont ce même défaut : quoique munis de sceaux, ils n'en parlent pas ⁴. Il n'y a guère en Italie que les prélats des grands sièges qui l'annoncent ; mais cette formalité se trouve pratiquée dans un certain nombre de chartes des prélats allemands ⁵.

Douzième siècle. — Les rois de France du 12^e siècle annoncent toujours leur sigillation par le mot *sigillum*. Louis VII est le seul qui dans un diplôme donné en 1169 ⁶, se soit servi des termes *annuli nostri impressione*. La reine Adélaïde autorisa le diplôme qu'elle donna en 1153, par son sceau : *Sigilli nostri autoritate* ⁷. C'est la première reine de France qui paraisse avoir fait usage d'un sceau particulier.

L'usage des sceaux, devenant de jour en jour plus commun, surtout depuis le milieu de ce siècle, les ducs, les comtes et les grands feudataires les annoncent assez communément dans leurs chartes, quand ils en ont de propres ou d'empruntés. Les

¹ *Neustria pia*, p. 215 ; — Perard, p. 198.

² *Ibid.*, p. 190.

³ *Monastic. Anglic.*, t. 1, p. 48, 59, 288.

⁴ *De Re Diplom.*, p. 586. — Valisette, *Hist. de Langued.*, t. v, p. 680.

⁵ *Hist. Trevir. Diplom.*, t. 1, p. 394. *Gall. Christ.* t. v, col. 467.

⁶ *Act. SS. Bened.*, t. vii, p. 8.

⁷ *De Re Diplom.*, p. 602.

empereurs d'Allemagne ne manquent guère à cet usage ; leurs bulles d'or, quand ils en font mettre, y sont expressément marquées ; mais la plupart des diplômes des rois d'Angleterre n'en parlent pas.

Plusieurs chartes ecclésiastiques ne font encore nulle mention du sceau. Cependant il est alors plus ordinaire en France d'annoncer le sceau, que l'on désigne quelquefois par le mot *karacter*¹. La plupart des chartes épiscopales d'Italie n'annoncent point de sceau : cette annonce est plus commune en Allemagne. Quoique le plus grand nombre des prélats français suspendent leur sceau, au lieu de le plaquer, comme font les autres, leurs annonces n'en avertissent pas.

Treizième siècle. — Non-seulement nos souverains continuent au 13^e siècle d'annoncer leur sceau dans les actes solennels, mais ils annoncent encore l'apposition des sceaux des témoins. Louis VIII, dans son ordonnance touchant les Juifs, nous en fournit le premier exemple. On ne connaît pas de diplôme de nos rois plus ancien², auquel les prélats et les seigneurs aient apposé leurs sceaux. Après avoir annoncé et écrit les noms des témoins, on met : *In cujus rei testimonium et confirmationem presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi, et Comites, Barones et alii prænominati sigilla sua duxerunt apponenda*. Souvent ces princes n'annoncent que leurs sceaux ; quelquefois même dans leurs lettres, ordonnances et autres actes moins solennels, ils s'en abstiennent.

Comme l'usage des sceaux était encore récent pour les ducs et les comtes feudataires, de là vient que, jaloux de ce droit, ils paraissent assez curieux de les annoncer exactement, excepté les comtes de Toulouse, qui y manquent quelquefois.

Les empereurs latins d'Orient, et ceux d'Occident, à la réserve de Rodolphe d'Autriche, sont assez scrupuleux sur cet article. Les premiers annoncent assez souvent la matière du sceau : *Presentes bullâ nostrâ aureâ roboratas, etc. ; Bullâ nostrâ plumbeâ munimine roborari fecimus*. Les autres se servent quelquefois de formules non encore usitées : *Sigilla presentibus sunt appensa ; Presentes majestatis nostræ typario communitas tradimus*.

¹ *De Re Dipl.*, p. 601.

² *Ordonn. du Louvre*, t. 1, p. 47.

Charles, roi de Sicile, usa aussi de cette dernière annonce. Rarement les rois d'Angleterre et d'Ecosse annoncent le sceau qu'ils font apposer à leurs diplômes.

Les formules qui expriment l'apposition du sceau aux chartes du 13^e siècle sont extrêmement variées, et d'autant plus nombreuses que les sceaux furent très-communs dans ce siècle et les deux suivans. Ce qui les accrédita beaucoup, c'est qu'ils tinrent lieu de signatures et de témoins dans une multitude de chartes qui n'offrent que cette formalité. Ils ne sont pas toujours annoncés, mais ils le sont souvent par cette formule singulière : *Teste sigillo nostro* ¹.

Quatorzième siècle. — On commence à voir dans les annonces du 14^e siècle, la distinction de plusieurs sortes de sceaux. Louis X annonce ainsi le sceau mis à des lettres de 1315 : *Præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, quo ante susceptum regni regimen Franciæ utebatur*. Et dans d'autres lettres postérieures, il dit simplement : *Præsentibus nostrum fecimus apponi sigillum*. C'était sans doute le sceau royal dont il se servait alors. Philippe-le-Long, Jean II et les Régens du royaume, au commencement de leur gouvernement, firent également cette distinction ². Philippe-le-Long en fait une autre plus réelle encore ; dans des lettres ³, concernant le parlement, en 1318, on lit : *En témoin desquelles choses..., le roi a commandé de mettre son grand scel en ces présentes lettres*. Et dans une de ses ordonnances ⁴, on voit : *Et pour ce que nos ordenances dessus dites et devisées soient perpétuellement fermes et estables, nous avons fait mettre notre scel de notre secret en ces présentes, l'an de grâce mil trois cent vingt, au mois de février*. On voit encore qu'en l'absence du grand sceau ou sceau royal, le prince se servait d'un autre : *Donné sous la scel de notre Châtelet de Paris, en l'absence de notre grant*. Philippe de Valois, en 1348 ⁵, Jean II, en 1354 ⁶, et Charles V ⁷, lieutenant-général

¹ *Hist. de Lang.*, t. III, preuves, col. 356.

² *Ordonn. du Louv.*, t. I, p. 626.

³ *Ibid.*, p. 676.

⁴ *Ibid.*, 737.

⁵ *Ibid.*, t. II, p. 300. =

⁶ *Ibid.*, p. 556.

⁷ *Ibid.*, t. III, p. 174.

du royaume, en l'absence de son père qui était prisonnier, se sont servis plusieurs fois de cette formule. Charles VI annonce le sien, en l'absence du grand : *Sigillum nostrum in absentia magni...*, *duximus apponendum*¹. Plusieurs lettres et ordonnances de ces princes ne font aucune mention du sceau.

Les ducs et les comtes des grands fiefs ne manquent presque pas à l'annonce du sceau, suivant les formules ordinaires.

Les empereurs et les souverains d'Allemagne expriment dans l'annonce qu'ils font mettre leur sceau de Majesté : *Præsentium sub nostræ Majestatis sigillo testimonio litterarum*. C'est la formule ordinaire d'annonce.

Le sceau pendant est souvent exprimé en Italie, en Espagne, en Portugal et en Angleterre. Mais, dans ce dernier royaume, il y a plusieurs actes et lettres royaux où le sceau n'est point annoncé. Les seigneurs et les particuliers ne manquent pas d'annoncer leur sceau propre ou emprunté, et ceux des cours dont leurs actes ont été scellés. L'acte du serment de fidélité du seigneur de Montauban au duc de Bretagne, porte : *En témoignage de ce ay baillé à mon dit Sire ces lettres scellées de mon propre seel, et passée de ma main le 5 jour de mars, l'an mil trois cent quatre-vingt & huit*². Jean, sire de Rieux, annonce un sceau emprunté : *Donné témoing mon passement (ma souscription) & le sceau Guillaume de Theillac, à ma priere, le premier jour de juillet, l'an mil quatre cens*³. Dans le testament du seigneur de Juigné, il est fait mention des sceaux d'une juridiction et d'un doyen : *Et afin que cest mien présent testament ou derraine volonté vaille & soit garni de plus grant fermeté, je suppli & requier que il soit scellé des sceaux desquelz len use aux contras de la Cour de Bourcnouvel, avecques le seel duquel len use en la Cour de honorable homme & doyon de Bruston, etc.* Ce qui fut exécuté en présence de témoins, l'an 1382.

Les sceaux tinrent souvent lieu de toute autre formalité. *Teste sigillo nostro*⁴, supplée à tout. Une multitude de chartes ecclésiastiques n'annoncent que les sceaux : très-souvent elles

¹ Ibid., t. vi, p. 529.

² Morice, *Hist. de Bret.*, preuves, t. II, col. 359.

³ Ibid., col. 705.

⁴ *De Re Dipl.*, p. 632.

expriment qu'ils sont pendans ¹. Dans l'annonce de plusieurs sceaux on distinguait quelquefois leur grandeur respective ²: *Datum sub sigillo magno Curie Rotomagensis, una cum signetis nostris quibus utimur in hac parte*. Ainsi parlent les vicaires généraux de l'archevêque de Rouen dans un acte de 1374. Les signets dont il est ici question étaient de petits sceaux ou cachets.

Quinzième siècle. — Le 15^e siècle offre très-peu de variations sur l'annonce des sceaux. On la trouve dans les lettres royaux de Charles VII, sous la forme accoutumée. Il est pourtant des lettres de ce prince dont l'annonce porte cette nouveauté: *Scellées d'un sceau ordonné en l'absence du grand*. « C'était en effet ³, » une chose si peu rare de sceller d'un autre sceau que du grand, » qu'il y avait chez le roi un office de garde-scel ordonné en l'absence du grand, office que possédait Louis de Harcourt, évêque ⁴ de Bayeux en 1471. » Louis XI fut moins exact à l'annonce que son prédécesseur; Charles VIII n'y manqua guère. Louis XII annonce dans une confirmation de diplôme, en faveur de l'abbaye de Saint Denis ⁵, son contre-scel, *Contra-sigillum*.

Les ducs et les comtes souverains commencent à faire assez fréquemment la distinction de leur grand et de leur petit sceau. D'ailleurs on ne trouve rien qui diffère essentiellement du siècle précédent, sinon que la couleur de la cire du sceau est plus souvent exprimée dans l'annonce.

Les empereurs d'Orient et d'Occident persévèrent dans les usages du 14^e siècle, ainsi que les autres souverains de l'Europe.

En général le 15^e siècle ne vit pas dégénérer le crédit des sceaux; ils sont plus que jamais et presque la seule autorité dont on authentique les actes. Aussi leur annonce se soutient-elle presque exclusivement quand il y en a: car il ne faut pas oublier qu'il est un nombre d'actes scellés, dont le sceau n'est point annoncé. Au lieu de sceau on se servait souvent de simples cachets: *Cum nostri impressione signeti*.

¹ Gall. Christ., t. v, p. 495.

² Pièces de l'Histoire de S. Germain, p. 81.

³ Mercure de Fr., oct., 1725, p. 2350.

⁴ La Roque, t. iv, p. 1602.

⁵ Doublet, p. 1140.

Seizième siècle. — Les sceaux ne purent pas soutenir l'assaut que leur livra l'art d'écrire, mis en honneur au 16^e siècle. Les souscriptions réelles étant par ce moyen devenues plus fréquentes, l'usage de l'annonce du sceau diminua sensiblement, au moins dans les chartes privées : car les édits, déclarations et lettres royaux de nos rois et des autres souverains ne manquent point à cette formalité sous les formules accoutumées, avec expression de la couleur de la cire; et même en Angleterre et ailleurs, il paraît qu'elle suppléait encore aux autres.

ANNONCE DES SOUSCRIPTIONS ET DES TÉMOINS. Les annonces des signatures ne doivent pas et ne veulent point toujours faire entendre que les témoins ont signé de leur propre main. Une croix suffisait dans de certains tems. Elle était suivie de la formule, *le signe d'un tel*, † *Signum n*; ou elle y était enclavée, *Signum † n*; ce qui marquait sa présence et son consentement, et non pas son écriture. Depuis environ le 11^e siècle cet usage fut commun et n'affaiblit aucunement l'authenticité d'un acte. Des signatures écrites de la même main, et soutenues respectivement de l'expression *manu firmare, roborare*, ont souvent donné le change, et ont fait naître des soupçons dans l'esprit de quelques savans. Mais cette expression est interprétée dans une charte que cite dom Mabillon¹ par le mot *tangendo*; ce qui résout toute difficulté. C'était donc en la touchant, en y posant la main qu'on authentiquait une charte. Besly² nous confirme cet usage. Il ne s'agit donc pas toujours d'écriture.

Pour éclaircir les divers usages des siècles, il ne sera pas inutile d'entrer dans un certain détail.

Les rois Mérovingiens n'annonçaient pour l'ordinaire que leur souscription exclusivement. Les jugemens ou sentences des souverains, les accords ou contrats particuliers, ne portaient point régulièrement ces annonces. On s'en tenait pour ceux-ci aux marques de stipulation exprimée sous la formule *stipulatione subnixâ*, qui étaient pour l'ordinaire la rupture d'une paille, dont les parties rapportaient les morceaux au besoin, ou que l'on attachait en partie au bas de l'acte. Les formules des an-

¹ *De Re Dipl.*, p. 168.

² Besly, dans son *Histoire du Poitou*, p. 373.

nonces, des diplomes et des chartes privées reviennent communément à celles-ci : *Manus nostræ subscriptionibus subter cam decrevimus roborare ; manu propriâ firmavimus*. Rarement ces pièces annoncent les signatures des témoins. On y voit seulement : *Signum † vir inluster n.* Quelquefois cependant ils sont annoncés par ce titre simple, *Notitia testium*, formule ordinaire dans les chartes privées de plusieurs siècles voisins.

Huitième siècle. — Les Maires du palais, dans les diplomes qu'ils donnèrent, annoncèrent souvent en forme leur souscription : *Manu propriâ subter firmavimus* ; mais plus ordinairement ils ne l'annoncèrent que par la signature même : *Signum † industri viro Pippino majorim-domûs* ; c'est l'annonce et la signature du précepte donné par Pépin, maire du palais, aux religieux de Saint Denys, vers 750, pour la restitution de plusieurs terres ¹.

Les Carlovingiens, dans les diplomes d'importance annoncent leur souscription. Grand nombre s'en tiennent pourtant à l'annonce du sceau. Les jugemens et les diplomes de moindre importance offrent la souscription du chancelier, quoiqu'ils négligent de l'annoncer.

Carloman, frère de Charlemagne, annonce sa signature, qui est une simple croix, par ces mots : *Manu nostrâ signaculum subter decrevimus roborare* ; on les lit ² dans une charte en faveur des religieuses d'Argenteuil. Cependant ce prince manque quelquefois à cette formalité ³. Charlemagne annonce de même sa signature, qui est une croix selon l'usage du tems, ou un monogramme, par le terme *signaculum*. Mais il n'est fait aucune mention de signature ni d'anneau dans les arrêts rendus par ce prince. Aussi ne sont-ils souscrits que du chancelier ou vice-chancelier.

Dans les chartes privées, l'annonce des témoins est souvent rendue par la formule, *His Testibus*, après laquelle le notaire écrit les noms, *signum † n* ; ou en général par cette autre formule : *Coram multis testibus more Bajoariorum per aurem attractis*. C'était

¹ Dom Bouquet, t. iv, p. 718.

² D. Bouquet, t. v, p. 718.

³ *De Re Dipl.*, p. 107.

la coutume de tirer par les oreilles les témoins dont on écrivait les noms au bas des chartes. Selon les lois de Justinien, la présence des témoins sans leur signature suffisait pour la validité des actes; et l'Allemagne ainsi que l'Italie suivait le droit Romain.

Neuvième siècle. — L'annonce des signatures royales n'est rendue ordinairement que par les formules, *Manu propria firmare, adsignare, subscribere*, etc.; encore ne s'y trouve-t-elle pas toujours : cette omission arrive souvent à l'empereur Lothaire.

Les ecclésiastiques n'ayant point encore communément des sceaux, l'annonce des signatures et des témoins se trouve très-souvent seule dans leurs actes ainsi que dans les chartes privées, et elle varie selon le génie des notaires. Il est à remarquer que l'on s'y sert très-souvent de l'expression : *manu firmare, roborare*. Et ce qui donne encore beaucoup de poids à l'interprétation ci-dessus, c'est que souvent on annonce le consentement d'un trop grand nombre de personnes; comme dans cette formule de la charte de Raoul, archevêque de Bourges, pour la fondation de Beaulieu : *Manu propria subterfirmavi et bonorum hominum Canonicorum sive fidelium laborum manibus firmandum contradidi*.

Dixième siècle. — Enfin ce qui complète la démonstration sur cette question, c'est l'annonce d'un acte ecclésiastique du *x^e* siècle; il est d'Adalberon, archevêque de Reims : *Manu nostra subscribens (concilium) roboravi, sed et cæteri (episcopi) haud secus censuerunt manibus impositis solidare hoc ipsam decretum* : on ne peut rien voir de plus clair pour l'imposition des mains dans ce siècle et le précédent. Les souscriptions ecclésiastiques ne furent pas toujours annoncées. Dans ce dernier siècle on passe très-souvent tout de suite aux dates et aux noms souscrits, avec la formule : *Hi sunt testes*, ou *Hujus rei testes sunt*.

Les signatures des souverains, qui n'étaient autres que leur monogramme, continuent d'être annoncées à peu près sous les mêmes formules qu'au siècle précédent : cette annonce et celle des témoins se trouvent quelquefois dans les chartes privées; mais cette règle n'est point sans exception.

Onzième siècle. — Les diplômes des empereurs et des rois de France et d'Angleterre, ainsi que les chartes des grands feudataires du *xi^e* siècle, font souvent mention de l'annonce des signa-

tures : mais les formules dont on se sert, *Fidelibus nostris firmandam tradidimus...*; *Manibus fidelium corroborandam tradidi...*; *Et laudandam et confirmandam manibus adstantium tradidi*, etc. etc., démontrent assez clairement, 1^o que les signatures ne sont pas réelles; 2^o que la présence des témoins dont les noms sont souscrits, suffisait; 3^o que cette confirmation énoncée se faisait par la seule apposition des mains. Même usage dans les chartes ecclésiastiques : *Manibus nostris tangendo firmavimus*, dit un acte de donation faite au monastère de Saint-Martin-des-Champs en 1098.

Douzième siècle. — Les souscriptions de nos rois sont encore monogrammatiques : mais celles des ducs et des comtes sont souvent nominatives. Les empereurs continuent la formule *Manu nostra corroborare*, etc., pour la signature; et la formule *additâ subscriptione testium; testium quoque approbatione; adhibitâ idoneis testibus*, pour la présence des témoins.

Les chartes privées annoncent également la présence, la nomination, et les signatures apparentes ou réelles des témoins : mais l'usage le plus commun était de nommer simplement les témoins sans les faire signer. Il fut suivi dans les actes ecclésiastiques; on le voit distinctement par une charte de Laurent, abbé de Saint-Riquier, de 1177 : *Quod ut ratum permaneat... nomina testium subdâs annotavimus* *. Les annonces de signatures et de témoins étaient également en vogue en Italie et en Allemagne †. Un seul témoin digne de foi suffisait en Angleterre : on se contentait pour toute autorisation, de la simple formule usitée dans ce royaume et en Normandie, *teste meipso, teste meipsâ*. Quand il y avait plusieurs témoins, souvent on l'annonçait collectivement en ces termes : *Testibus nobismetipsis, Teste totâ curiâ*.

Treizième siècle. — L'annonce des signatures et des témoins est par proportion bien plus rare au 13^e siècle qu'au précédent. Les sceaux prenant de plus en plus faveur auprès des Seigneurs, des ecclésiastiques et des particuliers, commencèrent à exclure

* Comme on le voit dans le *Gallia Christ.*, t. vii, col. 41.

† *Ibid.*, t. v, col. 357.

‡ Leyser, *Comment. de Contra-sigill.* p. 32.

ou du moins à diminuer les signatures réelles ou apparentes, et l'énumération des témoins. Aussi une multitude de chartes n'annoncent-elles que le sceau, qui tient lieu de toute autre formalité.

Lorsque nos rois font mention de leur souscription dans le corps d'un diplôme, c'est encore le monogramme qu'il faut entendre. Ils annoncèrent quelquefois les témoins qui étaient, pour l'ordinaire, les grands officiers de la couronne. Louis VIII se sert pour cette annonce de la formule : *quod juraverunt tenendum illi quorum nomina subscribuntur*. Dans son ordonnance concernant les Juifs, on y voit les noms de plusieurs prélats et seigneurs. Les empereurs d'Orient et d'Occident continuent d'annoncer leurs signatures et la présence des témoins : *Præsentis nostris caracteribus rubeis imperialibus insignitas; Hujus rei testes sunt; Imperialis subscriptionis caracteribus manu propria corroboratas; Testes sunt hi*.

Les rois d'Angleterre et d'Écosse en font autant, *hiis testibus*; à cela près, qu'ils ne signent pas, et que les premiers usent assez ordinairement de la formule *teste meipso*, et du sceau, pour toute marque d'authenticité.

Beaucoup de chartes ecclésiastiques n'annoncent que le sceau; il s'en trouve cependant qui y joignent l'annonce des témoins sous les formules : *Testes sunt, testibus his*. Une charte de l'abbé de Fécamp et de ses religieux en 1211 fait mention des témoins collectivement : *Teste universitate capituli nostri* ¹. Un abbé de Haghnon en Angleterre prend Dieu et son chapitre à témoins : *Teste Deo et toto Capitulo* ².

Quatorzième siècle. — On ne voit presque plus de signatures de nos rois, ni par conséquent d'annonce dans leurs diplômes du 14^e siècle; le sceau tint lieu de tout. Cependant Charles V, dans des lettres de 1364, par lesquelles il s'oblige de donner la Touraine à son frère Louis d'Anjou, annonce sa signature réelle : *Et pour ce qu'il appert qu'ainsi nous plaît, nous avons mis notre nom de notre main d ces lettres, etc.* Les autres actes sont signés de la main du secrétaire *per Regem*, par ordre du Roi. Cet exemple

¹ Regist. de S. Just., fol. 47.

² Monast. Anglic., t. II, p. 961.

nous donne les premières lueurs du renouvellement des signatures réelles. Les témoins ne sont peut-être pas aussi rarement annoncés; mais on peut dire que la mode passe déjà sensiblement. Plusieurs lettres royaux du roi Jean annoncent comme témoin l'aumônier ou le sous-aumônier, sous la simple formule, *Præsente Elemosinario; præsente Sub-Elemosinario*. La présence du confesseur est quelquefois annoncée de la même manière à la fin des diplômes de Charles V : *Confessore præsente* ¹. Les lettres-patentes de Charles VI font assez souvent mention des princes et des seigneurs présens au Conseil, sous les formules : *Datum... per Regem in suo magno concilio in quo n. n., et plures alii erant* ²; *par le Roi en son Conseil ou quel étoient Mess*. Les ducs et les comtes observèrent bien plus exactement l'annonce de la nomination des témoins ³.

Les signatures des empereurs d'Allemagne ne sont guère annoncées que par *Signum Gloriosissimi n.* Ce n'était que le monogramme. Mais les témoins sont annoncés à l'ordinaire : *Testes hujus rei sunt*.

On trouve beaucoup de souscriptions apparentes dans les diplômes des autres souverains; surtout dans ceux des rois d'Espagne : mais elles ne sont point annoncées en forme. Il n'y a que la présence ou le consentement des rois d'Angleterre, exprimé formellement par cette annonce, qui leur est propre : *Teste Rege*; et quelquefois, mais rarement : *Teste custode Angliæ*. En Ecosse, on annonçait les témoins par *Testibus*.

Quoique le sceau tienne lieu de signatures et de témoins dans une multitude de chartes ecclésiastiques et d'actes privés de France et d'Angleterre, les chartes attestées par des témoins ne sont pas rares, surtout en Italie. Les formules d'usage sont : *His testibus*; *furent présens*; *présens d ce*; *en présence*. On rencontre souvent des actes qui ne sont souscrits que d'une seule personne.

Quoique les signatures réelles aient commencé à reparaitre

¹ *Ordon. du Louv.*, t. iv, p. 531.

² *Ibid.*, t. vi, p. 529.

³ Morice, *Hist., de Bret.*, t. ii, col. 576. *Histoire du Dauph.*, t. i, p. 535; Perard, p. 353.

sur le déclin du 13^e siècle, l'usage n'en est pas encore commun, la plupart des laïques ignorant l'art d'écrire.

Quinzième siècle. — Le plus grand nombre des ordonnances et lettres royaux du 15^e siècle sont contresignées de la main d'un secrétaire, plutôt que signées de celle du Roi. Les annonces sont conçues pour l'ordinaire en ces termes : PAR LE ROI, en son conseil, n. On trouve cependant des signatures réelles de nos rois ¹. Louis XI, dans un diplôme en faveur de l'abbaye de S. Denis, l'annonce expressément : *Nous avons signé lesdites présentes de notre main*, etc. Les témoins, quand il y en a, sont rarement annoncés autrement que par : *Tels et tels présents*. Les ducs et comtes souverains imitèrent cette dernière formule.

Les empereurs d'Orient annoncent leurs signatures réelles en vermillon ou encre rouge. Manuel Paléologue la rend ainsi : *Hoc presens Programma subscriptione proprie manūs, Gracis et verbis, litteris de rubeo, ut nostri imperii moris est..., roboratum*. Mais les empereurs d'Allemagne continuent leurs monogrammes. Maximilien I est le premier qui y substitua en 1486 la souscription de sa propre main : *Maximilianus manu propria*. Souvent la formule *Teste meipso*, tint lieu de la signature des rois d'Angleterre. Elle fut en usage jusqu'à Henri VI, qui la réforma; les lettres de ce prince envoyées à l'assemblée de Mantoue ², ayant été rejetées à cause de cette sorte de signature. Les seigneurs et les particuliers de ce royaume scellent sans signer.

La plupart des autres souverains de l'Europe annoncent leur seing de leur propre main. Dans les chartes privées de ce siècle on trouve une expression nouvelle pour désigner que la signature est réelle; on l'appelle *signe manuel* : en témoin de ce jé signe le présent adveu de mon signe manuel ³. Ainsi parle Henri, seigneur de Brotherville, en 1451. Même expression ⁴ en 1452 et 1488.

Seizième siècle. — Malgré le renouvellement des signatures réelles qu'on remarque dans un certain nombre d'actes du 15^e siècle, les annonces de cette formalité n'y paraissent pas plus

¹ *Hist. gén. de la Maison de Fr.*, t. III, p. 139.

² Archiv. de S. Denis.

³ Joan. Gobelinus, lib. 4. *Comment. Pii II.*

⁴ La Roque, *Hist. de Harcourt*, t. IV, p. 1812.

⁵ *Ibid.*,

fréquentes qu'au précédent, peut-être même le sont-elles moins. Mais au 16^e les choses changèrent. L'art d'écrire, mis en honneur, renouvela les signatures, et les fit préférer aux sceaux ; c'est pourquoi plusieurs instrumens publics annoncent les signatures sans parler du sceau. On annonçait même quelquefois qu'elles étaient des signatures propres par la formule : *signum manuale ; datum sub signo nostro manuali* ¹. Cependant on ne trouve plus de signatures annoncées dans les édits, déclarations et ordonnances de nos rois. Cette annonce paraît encore, mais rarement, dans quelques diplômes d'empereurs. En général, les souverains, pour la plupart, signaient réellement, mais n'en faisaient aucune mention.

L'annonce des témoins est fort rare. On trouve cependant encore dans quelques actes royaux ², *Vous présent*, en parlant du chancelier ; et les lettres-patentes de la chancellerie d'Angleterre finissent par la formule : *Teste Rege*.

C'est en 1591, sous le règne de Henri III, que le parlement de Paris ordonna que les actes par-devant notaires seraient signés des parties. C'est à dater de François I^{er} qu'ils ont été rédigés en français.

ANNONCE DU MONOGRAMME. Les monogrammes tenaient lieu de souscriptions à ceux qui ne savaient point écrire, et ceux qui le savaient les employaient également. Voir MONOGRAMME.

Quoique nos rois de la première race se servissent quelquefois du Monogramme, ils ne l'annoncent pas toujours dans le corps de l'acte ; car peut-on appeler annonce le *signum n. regis Francorum*, enclavant le monogramme ? On en voit cependant une espèce d'exemple dans cette formule employée par Childéric II, dans l'acte de donation de la terre de Barisi ; il annonce, et l'impuissance où il est de souscrire, et sa signature : *Et ego dum propter imbecillam aetatem minimè potui subscribere, manu propria subter signari*. Cette souscription n'est-elle pas un monogramme réel, à moins que ce ne fut une croix, ou une marque quelconque ? En voici un autre exemple qui semble confirmer qu'il s'agit de monogramme réel ³ : *Nos et præcelsa genitrix nos-*

¹ Pièces de l'Histoire de S. Germain, p. 87.

² Hist. de Paris, t. III, p. 287.

³ D. Bouquet, t. IV, p. 633.

tra Nandechildis manuum nostrarum signaculis adambravimus. Ainsi parle, en 638, Clovis II, alors âgé de quatre ans. Or sûrement à cet âge il ne forma de sa main, sur le diplôme, ni croix ni autre signe. C'était donc son monogramme.

Dans le même tems les rois Goths d'Espagne en usaient également¹.

Dès le 9^e siècle les prélats, à l'exemple des rois, commencèrent à se servir de monogrammes, et à l'annoncer dans leurs chartes; les exemples en sont cependant encore rares. Adalbéron, évêque de Metz, l'annonce ainsi: *Manu propria nostri nominis monogrammam subtilis signavimus.*

Les rois de France annonçaient quelquefois leur monogramme sous le nom même de *monogramma*, mais plus communément sous celui de *nominis caracter*, surtout aux 11^e et 12^e siècles. Quelques évêques les imitèrent, usant indifféremment des deux expressions.

Les signatures des souverains du 10^e siècle, annoncées par les formules ordinaires de souscriptions, n'étaient que des monogrammes, quoique le terme ne s'y trouve pas.

Au 11^e siècle, il est exprimé bien plus clairement: *Anuli ac monogrammatibus nostri (chartarum) decrevimus insigniri*, dit le roi Robert². Philippe I se sert du mot *caracter*: *Crucis signum*, dit-il, dans la charte de l'abbaye de Saint-Vincent de Senlis³, *digito meo impressi ac caractere nominis mei imprimere jussi, meoque sigillo roborari.*

Voilà une signature qui est une croix bien distinguée du monogramme. Les ducs de Normandie s'en servaient sans doute, puisqu'ils l'annoncent par la formule: *Signo crucis et mei nominis roboravi.* Cette annonce se voit dans une charte donnée par Richard II, en 1014, en faveur de l'église de Chartres. *Signum nominis* n'est autre chose que le monogramme, ainsi que *auctoritas nominis*, dont se sert Richard III, dans la charte où il donne à sa femme le Cotentin pour dot: *Manu propria subscripsi, addita auctoritate nominis mei.*

¹ Dubos, *Hist. de la Monarch. Franç.*, t. II, p. 516.

² *Annal. Bened.*, t. IV, p. 185.

³ *De Re Dipl.*, p. 166.

En Allemagne, le monogramme se soutient. La plupart des empereurs l'annoncent implicitement ou formellement.

L'usage du monogramme, quoique toujours peu fréquent parmi les ecclésiastiques, persévère dans les 11^e et 12^e siècles; témoins celui de Quiriace, évêque de Nantes, que l'on voit dans les archives de S. Florent; et celui de Henri, archevêque de Sens, annoncé dans un acte de 1126, sous la dénomination de *nominis karakter*: *Sigillo nostro et karaktere nominis nostri, scriptum hoc subter firmavimus*¹.

Les diplomes un peu considérables de nos rois du 12^e siècle annoncent le monogramme, mais sous la dénomination de *caracter*, que Philippe Auguste écrit *karakter*. La reine Adélaïde, dans un diplôme de 1153, l'annonce par *nostri nominis annotatione*; ce qui revient au même.

Les empereurs d'Allemagne ne se sont guère servis de cette annonce explicite. On voit cependant Conrad III en faire mention sous la formule: *Signi nostri caractere*.

Quoique le monogramme de nos rois du 13^e siècle paraisse dans leurs diplomes un peu importants, il n'est cependant pas toujours annoncé. Lorsqu'il est exprimé, c'est presque toujours en ces termes: *Nominis mei caractere, caractere, karaktere*. Les autres souverains ne paraissent pas en avoir fait usage, à moins que l'en ne prenne pour monogramme, par exemple, les signatures de Baudouin II, empereur d'Orient, annoncées ainsi: *Litteras imperialis subscriptionis caracteribus insignitas; nostris caracteribus rubris imperialibus insignitas*, à cause du mot *caracter*.

Depuis Philippe-le-Bel, mort le 29 novembre 1314, on ne découvre aucun vestige de monogramme dans les diplomes de nos rois, et par conséquent plus d'annonce².

Les empereurs conservèrent encore le monogramme au 14^e siècle; mais il n'était annoncé que par la formule: *Signum gloriosissimi N.; signum serenissimi N.* Il persévéra ainsi jusqu'en 1486; alors Maximilien premier en supprima l'usage, et y substitua celui de sa souscription propre.

En général, des originaux où les monogrammes sont annon-

¹ Hist. de S. Germain, pièces justif., p. 36.

² Gloss. med. et infim. Latin. au mot *monogramm*.

cés, ou semblent l'être, quoiqu'ils ne s'y trouvent point, ne sont pas pour cela supposés. Un accident arrivé au prince aura pu empêcher qu'ils ne soient paraphés, ou il aura suppléé au monogramme par l'imposition ou le contact de la main sur l'acte même. Voir MONOGRAMME.

ANNONCE DES INVESTITURES. Parmi les annonces destinées à rendre authentiques les anciens diplômes, on ne peut omettre celles d'*investiture*, c'est-à-dire celles qui déclaraient les biens à les droits dont quelqu'un était mis en possession par un acte ou diplôme. De pareilles annonces ne remontent pas, à la vérité, plus haut que le 9^e siècle, quoique l'investiture elle-même soit d'une plus haute antiquité, et qu'il en soit question dans des chartes du 7^e siècle. Mais depuis cette époque les chartes sont remplies de noms d'investitures, et de leurs signes ou symboles divers. Ces symboles sont quelquefois énoncés, et plus souvent on ne les découvre que parmi les caractères qui servent à revêtir les chartes de toute l'authenticité dont elles sont susceptibles.

Les annonces de divers signes d'investiture doivent sans doute servir à la vérification des chartes; car ces signes, surtout lorsqu'ils y sont attachés, peuvent tenir lieu de sceaux et de signatures dans les pièces dépourvues de ces dernières formalités. Mais on n'en peut pas dire autant des autres symboles qui n'étaient pas joints ou attachés aux chartes; car il est bien difficile qu'une révolution de cinq ou six siècles n'ait fait perdre leur objet de vue, et n'ait en conséquence donné lieu à quelques erreurs, ou que l'ignorance des anciens usages n'ait porté les derniers siècles à proscrire des archives ces symboles énigmatiques.

Les annonces d'investiture ne se rencontrent que dans des chartes privées, tant ecclésiastiques que séculières. Le contrat d'échange de Sisenand, seigneur français d'origine, en présente un exemple singulier du 9^e siècle : *Et juxta legem meam per cultellum et festucam nodatum, seu guasonem terræ vobis exinde ad vestram partem corporalem facio vestituram, ad vestram proprietatem habendum, etc.*¹.

¹ De Re Dipl., p. 542.

Les symboles d'investiture sont le plus communément annoncés de cette façon dans le 10^e siècle : *Cum ramo et cespite, rituque populari idem sancitum est, rationabiliterque firmatum... Per amphoram plenam aquæ maris exinde legitimam fecit donationem... Hanc igitur donationem fecit per corrigiam in hoc pergameno pendentem*, etc., où l'on voit les symboles de tradition ou donation et d'investiture clairement exprimés.

Les formules de l'annonce ont toujours varié, suivant la qualité des signes. Au 11^e siècle, Robert I^{er}, évêque de Langres, faisant une donation en faveur de S. Bénigne de Dijon¹, prit pour signe d'investiture une pièce de monnaie qui fut percée, suivant l'usage, et suspendue à la charte : *In testimonium hujus donationis, nummus iste huic cartæ appensus est, quum per ipsum donatio ista facta est*. Les marques d'investiture étaient donc annoncées au 11^e siècle :

Outre cette sorte d'investiture, dont le signe dépendait du donateur, il y en avait d'une autre espèce au 11^e siècle, et même plus tôt, dont le symbole dépendait du donataire. C'était une sorte de présent que les donataires faisaient au donateur, en compensation ou en reconnaissance de son bienfait. Ou l'annonce très-souvent dans les chartes. En voici un exemple entre plusieurs : *Domnus Abbas Nicolaus unam preciosissimam candidi coloris capam michi pro signo contulit; non tamen meâ monitus petitione, sed spontaneâ voluntate, quatenus ratum et inconcussum scriptum maneat*. Ainsi parle Eudes, évêque de Bayeux, au 11^e siècle, dans un privilège accordé à l'abbaye de Saint-Ouen de Rouen².

Aux 12^e et 13^e siècles, les annonces ont presque toujours suivi à peu près la même marche. Les choses les plus simples étaient souvent employées pour symboles. Tel est celui par lequel on met, au 13^e siècle, l'abbaye de Marmoutier en possession d'un fonds de terre : *Et de eadem quoque terrâ, impleto pugillo, recevit Germundum*³.

Les annonces d'investiture sont rares dans les siècles suivans

¹ Perard, p. 200.

² Annal. Bened., t. v, p. 650.

³ Archiv. de Marmoutier.

On en trouve cependant encore en Angleterre au 16^e siècle. Les lettres de la création d'un comte, en 1557, portent que l'investiture de ce titre se fit par la cape, l'épée et le cercle d'or : *Ipsumque Thomam baronem Percy... per cincturam gladii et unius capæ honoris et dignitatis, et circuli aurei super caput suum positionem insignimus, investimus, et realiter nobilitamus, habenda et tenenda nomen, statum, titulum et dignitatem comitis Northumbriæ* ¹.

La coutume de mettre en possession d'une maison vendue par la tradition des clefs s'est perpétuée jusqu'au 17^e siècle.

La seule règle qu'on puisse établir concernant l'annonce des investitures dans les chartes, c'est que la perte des symboles d'investitures annoncés, ou comme attachés à la charte, ou comme réservés dans le trésor d'une église, ne doit pas rendre l'acte suspect : la nature de la chose, ou l'ignorance des gardiens, sont les causes de cette soustraction. Voyez INVESTITURE.

ANNONCE DU CYROGRAPHE. On appelle en latin *cyrographum*, ou micux *chirographum* du grec *χυρόγραφον*, un acte ou écrit signé de la main de celui ou de ceux qui contractent.

Pour suppléer à l'authenticité du seccau, dont plusieurs évêques et plusieurs communautés étaient encore dépourvus au 12^e siècle, on eut recours aux cyrographes, ou chartes-parties (voir ces mots), que l'on annonça quelquefois dans le contrat. En voici un exemple choisi, tiré d'une charte par laquelle Hugues, abbé de Saint-Vincent de Laon, institua les chanoines de Saint-Julien, en 1178; on y voit bien distinctement ce que c'est qu'un cyrographe : *Ut igitur præsens ordinatio memorialiter vivat in posterum, nos eam fecimus fideliter hic inscribi, et scriptum inter nos et ipsos per chirographum mediari, et medietatem scripti nobis retinentes, aliam illis medietatem reliquimus ad rei gestæ memoriam retinendam* ².

Outre ces différentes annonces, ce qui nous reste des chartes privées du 5^e siècle, nous fait voir qu'on annonçait encore quelquefois le notaire, l'ordre de faire insinuer la pièce dans les actes publics, la stipulation et la date : tout ceci se trouve

¹ Rymer, t. xv, p. 462.

² Gall. Christ., t. x, col. 197.

dans une charte de donation de l'an 471, publiée par Dom Mabillon ¹.

Telles sont les différentes annonces que l'on peut rencontrer dans les chartes et diplômes. S'il se trouve plusieurs formules qui soient mot à mot conformes à d'autres, cela vient, ou de ce que la formule en question était de style, ou de ce que le même écrivain aura rédigé ces actes ressemblans en cette partie, et le cas devait arriver souvent, ou de ce qu'un notaire aura pris pour modèle de l'acte qu'il minutait, un acte plus ancien du même ou d'un autre règne.

Il ne reste plus, sur l'objet des annonces, qu'à observer que leur place ordinaire est vers la fin, mais dans le corps de l'acte, c'est l'usage commun; et que cependant il se trouve des diplômes qui les placent après les dates ².

ANNOTATION. C'est la dénomination d'une espèce de charte impériale qui empruntait son nom de la signature de l'empereur, appelée *adnotatio*. Ces sortes de chartes nommées diplômes ³, appelées aussi brevets, étaient d'usage dans le Bas-Empire, surtout pour la concession de quelques biens, charges, privilèges, voitures publiques, etc. ⁴ L'annotation ou la signature impériale était nécessaire pour la validité de l'acte. Justinien y ajouta un surcroît d'autorité, c'était l'annotation ou signature du questeur. On qualifiait souvent ces pièces d'*annotations sacrées*, suivant l'usage payen de diviniser tout ce qui venait des empereurs. Bien des siècles après, on n'entendit plus par annotation que des obligations ou billets sous seing privé ⁵.

ANOBLISSEMENT. La noblesse, déjà très-nombreuse au 15^e siècle, par la multiplication et l'hérédité des fiefs, se multiplia prodigieusement par les lettres d'anooblissement. Les premières furent données en France, sous Philippe-le-Hardi, en en faveur de Raoul l'Orfèvre. Il n'est pas hors de propos d'ob-

¹ De Re Diplom. p. 462.

² De Re Diplom. p. 593.

³ Cod. lib. xii, tit. 24, leg. 9.

⁴ Maffei, Istor. dipl., p. 81 et 82.

⁵ Brisson, de verbor. significat., ... Hugo, de primâ scribendi Origine, p. 189.

server que n'est pas là cependant la première origine de l'anoblissement, mais qu'on renouvela seulement alors ce qu'avaient pratiqué les empereurs romains, en anoblissant *per codicillos honorarios* ¹. C'est ce qu'atteste, au 4^e siècle, S. Grégoire de Nazianze, évêque de Constantinople, Carm. 2^e : *Hic rursùm variâ laude doctrinæ tumescit : ille autem genere et magnis sepulchris, aut exiguo diplomate novam nobilitatem nactus est*. Il est toujours vrai de dire cependant qu'il ne se trouve point d'exemple de lettres d'anoblissement en France, qui soient exemptes de soupçon, avant le règne de Philippe-le-Hardi ².

ANTI-LAMBDA. C'est une figure dont on s'est servi dans les anciens manuscrits pour distinguer les citations : sa forme était celle qui se trouve à la planche I, au mot *anti-lambda*, N^o I. Dans la suite on usa, pour cet effet, de petites *s* renversées (*fig. 2* du mot *abréviation*, même planche), ou tronquées par le bas, ou suivies de points, ou surmontées de virgules (*fig. 2* du mot *anti-lambda*). Des γ , des barres —, des virgules à chaque ligne, font la même fonction dans d'autres manuscrits. Depuis l'imprimerie, on met des virgules doubles ; c'est ce que nous appelons *guillemets*, du nom de l'artiste qui les a inventés.

ANTI-SIGMA. L'anti-sigma peut être envisagé comme lettre ou comme signe. Sous le premier point de vue, l'anti-sigma est un caractère introduit par l'empereur Claude, sous la figure de deux *C* adossés (*fig. 1* du mot *anti-sigma*, même planche), avec la valeur du *P* et de l'*S*, ou du *B* et de l'*S*. Priscien, très-croyable en cette partie, attribue à cette lettre de Claude son équivalent au Ψ des Grecs ³. Selon ce grammairien, ce son était plus doux que celui du *ps* ou *bs* des Latins ; mais, malgré cet avantage, ils ne voulurent point changer leur ancienne écriture ; et cette lettre, ainsi que ses deux compagnes, inventées par le même empereur, furent condamnées à un éternel oubli, aussitôt après sa mort, au plus tard.

L'anti-sigma, considéré comme signe, est représenté sous la

¹ Desmolets, t. ix, p. 161.

² Thaumus. *Notes sur les Assises de Jerus.*, 270.

³ Putsch., col. 558.

figure d'un *C* contourné, fig. 2, *ibid.*, et se trouve dans les anciens manuscrits avant les vers dont il faut changer l'ordre. Lorsqu'on ajoute un point au milieu, il désigne les endroits où il y a deux vers dont le sens est le même, mais dont on ignore auquel on doit donner la préférence.

APOSTILLES. On ne doit décider que d'après les principes d'une judicieuse critique, des apostilles et des interlignes que l'on rencontre dans les manuscrits originaux. Quelquefois la fraude, mais plus souvent la bonne foi, les y a glissées.

Dans un manuscrit elles manifestent un autographe, quand elles sont de la même main que le texte. Le contraire dénote les remarques d'un correcteur; car les manuscrits antérieurs au septième siècle en ont presque toujours eu d'office. La signature du correcteur à la fin du manuscrit, ou au moins le mot *contuli* ou *emendavi*, peut donner beaucoup de lumières par la comparaison.

Le zèle pour la correction s'étant réveillé au 9^e siècle, les manuscrits des deux siècles précédents fournirent bien de l'exercice aux érudits de ce tems; mais ils n'y mirent ni leur nom, ni la note *contuli*. Aux 11^e et 12^e siècles, plusieurs savans, tels que Lanfranc, Anselme, Etienne II, abbé de Cîteaux, Guignes, cinquième général des Chartreux, etc., firent beaucoup de corrections, dans les manuscrits qui passèrent par leurs mains¹.

Les corrections en interlignes sont plus fréquentes que les apostilles en marge : mais celles-ci sont communément plus longues.

Comme on mettait également en marge les phrases oubliées, il est arrivé souvent que les apostilles ont passé dans le texte par la faute des copistes et des éditeurs.

Dans tous les pays il y a eu des correcteurs mal avisés qui, faute d'entendre certains termes, et d'être versés dans la chronologie, ont laissé dans les chartes des preuves de leur ignorance et de leur témérité.

C'est ainsi qu'une main inconnue² a corrompu les dates de plusieurs diplômes accordés à l'abbaye de S.-Denis par l'empe-

¹ *Vita Lanfranc*, c. xv, p. 17.

² *De Re Dipl.*, p. 58.

reur Lothaire. Il faut convenir aussi que les notaires et les secrétaires du roi ont fait de tout tems des fautes dans les expéditions.

Les corrections en interlignes qui rétablissent une faute qu'elles laissent voir, et qui ne touchent point un endroit essentiel à l'acte, ne portent point atteinte à son autorité : mais on tient pour suspects les changemens ou additions de noms, de nombres, de dates, de clauses et d'articles où il s'agit de choses importantes ou préjudiciables aux parties intéressées; à moins qu'elles ne soient justifiées par d'autres pièces, ou par des témoins, ou par de solides raisons, au jugement des magistrats. On reconnaît une addition ou une superposition de mots à la raclure du parchemin et à la différence de l'encre, de la main et des caractères.

Anciennement on insérait librement entre les lignes sans aucune marque d'approbation les paroles omises dans les actes. Mais dès le milieu du 13^e siècle l'usage avait déjà prévalu en certains pays d'annoncer et d'approuver les apostilles. Au 14^e, on spécifiait en France l'endroit et le nombre des interlignes approuvés¹.

Toute addition explicative du texte, dont elle n'est pas censée faire partie, ne doit pas porter la plus légère atteinte à la sincérité de l'acte : elle prouverait même en faveur comme note historique, si elle était ancienne. François I^{er} rendit une ordonnance le 24 juillet 1544 pour interdire aux notaires royaux et les apostilles et les interlignes, permettant néanmoins de réparer les fautes avant les signatures : c'est ce que font encore les notaires en ce moment.

APOSTOLIQUE. Les titres qui rappelaient l'idée des Apôtres ou d'une mission apostolique étaient en vénération parmi les peuples chrétiens. C'est pourquoi le titre d'*Apostolique* devint une épithète honorable donnée à tous les évêques, mais qui se trouve pour la première fois en 511, selon le P. Sirmond, dans une lettre de Clovis aux prélats du concile d'Orléans : *Le roi Clovis aux saints évêques et très-dignes du siège apostolique*. Contran, roi d'Orléans et de Bourgogne, nomme les évêques assemblés au concile de Mâcon, des *pontifes apostoliques, apostolici pontifices*.

¹ Act. SS. Mall, t. iv, p. 561.

Ce titre fut réservé depuis à l'évêque de Rome par la décision du concile de Reims, tenu en 1049. Quelques-uns cependant prétendent que le Pape en fut décoré depuis le 7^e ou 8^e siècle au moins, jusqu'au commencement du 11^e qu'il s'en dépouilla pour le donner au roi de Hongrie. Il fut assez souvent attribué aux papes sous les noms d'*apostolat*, d'*apostolique* et d'*apostole*. Dès le 4^e siècle les Orientaux donnèrent au pape Jules I^{er} le titre d'*apostolat* dans la souscription de leur lettre : *Orantem pro nobis apostolatam vestrum Dominus vobis custodiat largiore, beatissime pater. Amen.* C'est là sans doute ce qui donna lieu par la suite à ce salut par lequel les papes ont coutume de commencer leurs lettres : *Salutem et apostolicam benedictionem.*

On borne au temps écoulé entre le 6^e et le 12^e siècle l'époque où les papes parurent s'attribuer le titre *Apostolicus*. Employé dans une bulle antérieure au 7^e siècle, il la rendrait suspecte; et dans une bulle postérieure au 11^e, il la rendrait fautive : il est propre au 10^e siècle, sans exclure les deux précédens et le suivant. Dans le 14^e, les papes furent quelquefois appelés *apostoles de Rome*.

ARABES. Les Arabes ne s'étant point mêlés avec d'autres peuples, ont conservé leur langue dans sa pureté. Anciennement cette nation suivait l'arrangement des lettres qu'elle avait reçu des Hébreux et des Chaldéens, ou Syriens; mais depuis, ayant changé de caractères, elle a pareillement changé l'ordre des lettres. On croit communément que ces nouveaux caractères furent inventés par Mohamet, après l'an 633. Ils sont absolument les mêmes que les caractères actuels des Turcs et des Persans; la différence, quant au nombre et à la valeur des élémens, ne consiste que dans des points placés au-dessus ou au-dessous de certaines lettres.

On distingue deux sortes d'écriture arabe; l'orientale ou Cyprique, dénomination qui vient de Coupha, ville de Chaldée, dans l'Irak babylonienne; et l'occidentale ou Mauritanique. On n'a point de plus sûre marque pour les discerner, que le point placé sur le *z* *phé* des Arabes d'Orient, et au-dessous de celui des Africains, et les deux points mis sur le *z* *cap* des premiers; au lieu que celui des derniers n'en porte qu'un.

Dès l'an 643, l'arabe fut introduit dans le royaume de Tunis par les Sarrasins, qui le portèrent ensuite en Espagne lorsqu'ils envahirent ce royaume ¹.

ARCHEVÊQUE. Ce titre a fait long-tems une difficulté, et a été comme une pierre d'achoppement pour le commun des critiques. Ils ont rejeté sans distinction tout monument qui donnait, avant le 7^e ou 8^e siècle au plus, le nom d'Archevêque, soit à de simples Métropolitains, soit même à des Primats. La vérité est que ce titre fut connu en Orient au 4^e, et en Occident dès le 5^e ou 6^e siècle.

S. Athanase ² passe pour le premier qui se soit servi du nom d'archevêque pour désigner l'évêque d'Alexandrie. Alors, c'est-à-dire au 4^e siècle, ce titre parut être réservé aux évêques qui furent depuis honorés du nom de Patriarches. Cet usage avait encore lieu au 5^e siècle : car le concile d'Ephèse le donne exclusivement au pape Célestin, et à Cyrille de Jérusalem; et celui de Chalcédoine le donne également à S. Léon.

A la fin de ce siècle, ou au commencement du suivant, les cinq grands sièges ne jouissaient plus exclusivement de cette distinction caractéristique : peut-être s'étendit-elle à la plupart des Métropolitains; car on voit dans ces tems une lettre de Symmaque adressée à un archevêque de Milan. Il faut avouer cependant que ce ne fut que dans des cas extraordinaires que les papes accordèrent aux simples Métropolitains le titre d'archevêque : celui de Ravenne, par exemple, en était décoré ³.

Mais quoique les papes ne prodigassent pas ce titre, jamais ils ne trouvèrent mauvais que d'autres en usassent plus librement. Aussi dès le 6^e siècle le titre d'archevêque était-il fort commun chez les Français ⁴. Le 6^e canon du premier concile de Mâcon, la lettre de S. Florin à Nicet de Trèves, le testament de S. Césaire d'Arles, où ce nom est répété jusqu'à quatre fois, forment sur cette matière une démonstration.

¹ Voir les caractères arabes dans les *planches des alphabets*, où toutefois l'on a rangé chaque lettre d'après l'ordre de l'alphabet hébreu.

² *Apolog.* II, p. 791.

³ Garnier, *Diurn. Pontif.*, p. 6.

⁴ *De Re Dipl.*, l. II, c. II, n. 13.

Il est très-probable que ce titre passa en Angleterre avec l'Apôtre de cette Ile. L'épithaphe, au moins, gravée sur sa tombe peu après son décès, et rapportée par le vénérable Bede ¹, le qualifie expressément du titre de *premier archevêque de Cantorbery* : d'où il faut conclure que ce titre, quelque rare qu'il fût dans la signature des évêques en général, devait être fort commun en France; pratique dont les premiers apôtres d'Angleterre adoptaient volontiers les usages. Au moins est-il constant que ce dernier y fut adopté au 7^e siècle; les conciles d'Angleterre ² en font foi. A Rome, les papes le prenaient encore dans certaines occasions ³. Il était également fort commun alors en Espagne, comme on en peut juger par saint Isidore de Séville ⁴, et par une lettre du pape Benoît II. Le premier semble restreindre le titre d'archevêque aux seuls primats, ou tout au plus aux Métropolitains, à qui le Pape confiait la légation sur quelques provinces. Le second, au contraire, paraît l'étendre à tous les Métropolitains d'Espagne, qu'il appelle *sanctissimos archiepiscopos*, dans une lettre écrite avant son sacre.

Il faut avouer que jusqu'à ce siècle exclusivement, ceux qui étaient décorés de ce titre avaient d'autant plus lieu de s'en féliciter, qu'on le leur donnait. La signature de S. Théodore de Cantorbery au concile de Twifford, en 685, où il prend cette qualité ⁵, est un des plus anciens monumens où se trouve la signature d'un archevêque.

Ce titre, en France, ne devint familier et ordinaire aux Métropolitains que sur le déclin du 9^e siècle; car les Métropolitains qui assistèrent au concile de Paris, tenu en 846, se dirent seulement évêques : on remarque la même simplicité dans les souscriptions de douze archevêques, qui signent comme évêques au concile de Touzi en 860. Mais le changement est évi-

¹ Lib. II, c. 3.

² Labbe, *Conc.* t. VI, col. 578, 1356, 1360, 1377, 1383, et le *Monasticon Anglicanum*, t. I, p. 66.

³ Garn. *Diurn. Pontif.*, p. 75.

⁴ *Origin.*, lib. VII, c. 12.

⁵ *Concil. magnæ Britann.* t. I, p. 51.

dent aux conciles de Soissons, en 866; de Touzi, en 871; de Pontion, en 876; de Troyes, en 878, etc., dans lesquels tous ou presque tous les Métropolitains sont qualifiés du titre d'archevêques.

Cette même dénomination a été attribuée à des prélats qui n'étaient point Métropolitains. Les évêques S. Chrodegang de Metz en 743, Bernon de Châlons-sur-Marne en 878, Théodulfe d'Orléans sous Louis-le-Débonnaire, S. Hugues de Grenoble en 1090, etc., sont décorés de la qualité d'archevêques dans des monumens certains. Ce titre d'honneur venait sans doute de ce que l'on accordait quelquefois à de simples évêques le *pallium*, qui est la décoration particulière des archevêques; personne n'ignore que S. Grégoire accorda cette distinction à Syagrius, évêque d'Autun.

Par la suite ce titre devint fort commun, et fut donné à presque tous les évêques, en sorte qu'il s'est trouvé chez les Grecs des derniers siècles beaucoup plus d'archevêques que de Métropolitains, et qu'en Italie on voit des archevêchés qui n'ont aucun évêché soumis à leur juridiction¹. Le dernier prélat qui paraisse revêtu de la qualité d'archevêque, sans avoir ni ville pour titre, ni siège fixe, ni troupeau désigné, est S. Boniface, depuis archevêque de Mayence. Le pape Grégoire II le décora, vers l'an 729, du titre d'archevêque, sans lui en donner la réalité.

ARCHICHANCELIERS. La dignité des Référendaires étant venue se perdre au 8^e siècle dans celle des Chanceliers, ceux-ci se multiplièrent beaucoup dans le même tems. Ce n'était, à proprement parler, que des notaires, qui tenaient lieu des officiers que l'on appela depuis secrétaires du roi. D'abord ils ne souscrivirent que les chartes. Sous Charlemagne, ils souscrivirent les diplômes royaux, et s'y nommèrent chanceliers².

Dans le siècle suivant, cette compagnie de chanceliers nomma son chef *premier chancelier*, *grand chancelier*, *archichancelier*; *protocancellarius*, *summus cancellarius*, *archicancellarius*; ce qui revenait à proto-notaire, ou grand notaire, titre que le chef eut dans le

¹ Dupin, de *Antiq. Eccles. Discipl. Dissert.*, p. 7.

² De *Re Dipl.*, p. 118.

même tems. Rarement ces chefs osèrent s'approprier ces titres dans la signature des diplômes qu'ils dressaient ou qu'ils vérifiaient; ils laissaient à leurs subalternes le soin de les qualifier ainsi. Dructemir, l'un des chanceliers de l'empereur Louis II, est qualifié, dans un plaid de l'an 860, *archicancellarius*. C'est peut-être pour la première fois qu'il est fait mention de l'archichancelier dans une date proprement dite.

De quelque rang ou degré que fussent les chanceliers, ils ne souscrivaient point à la manière des référendaires, tantôt au-dessus, tantôt un peu au-dessous, tantôt vis-à-vis de la signature du roi. Leur souscription était régulièrement placée au bas de la page. Le seul privilège qu'ils eurent, c'est que sous la troisième race leur souscription était souvent en plus gros caractères, surtout vers les 11^e et 12^e siècles.

Une chose assez singulière, c'est de trouver plusieurs grands chanceliers à la fois¹. D. Mabillon et du Cange sont d'accord sur la pluralité des grands chanceliers en fonction dans le même tems sous le règne de Louis-le-Débonnaire. Le premier en montre encore plusieurs à la fois aux 11^e et 12^e siècles. Peut-être avaient-ils des départemens différens et séparés, ou peut-être cette dignité se trouvait-elle attachée aux sièges de certaines églises. Comment expliquer autrement le fait que rapporte D. Mabillon²? Gervais, archevêque de Reims, créé, comme ses prédécesseurs, grand chancelier au sacre de Philippe I^{er} en 1059, vérifie en 1061 des lettres en faveur de Saint-Nicaise de Reims, non en son propre nom, mais à titre de suppléant pour Baudouin, chancelier ordinaire.

Le titre d'archichancelier se soutint en France jusqu'au 12^e siècle au moins, malgré les variations auxquelles il fut exposé depuis le 8^e; alors cette dignité, se confondant avec le titre de chancelier simplement, perdit un peu de son éclat. Elle avait donné le droit de signer les diplômes à la tête des grands officiers de la couronne; et sous Louis-le-Gros, les chanceliers ne signaient plus qu'après. Au commencement du 13^e siècle, frère Guérin, chevalier de S.-Jean-de-Jérusalem, évêque de Senlis,

¹ *De Re Dipl.*, p. 121.

² *Ibid.*

et fait chancelier en titre à l'avènement de Louis VIII à la couronne en 1223, releva l'éclat de cette dignité par la loi qu'il fit porter, que le chancelier serait le premier de tous les grands officiers de la couronne, et qu'il aurait séance parmi les pairs du royaume. Mais le titre d'archichancelier demeura éteint, et on ne connaît plus en France que le chancelier, ou le grand chancelier du royaume.

Les diplômes des empereurs d'Allemagne présentent bien plus souvent, parmi leurs souscriptions, les titres d'archichanceliers, que les diplômes des rois de France. Les 9^e, 10^e et 11^e siècles en fournissent beaucoup d'exemples, qui de jour en jour devenaient plus fréquens. Cette qualification leur fut donnée d'abord par leurs substituts; mais on ne tarda pas ensuite à voir des archichanceliers se la donner eux-mêmes en contre-signant.

Théotmar, archevêque de Saltzbourg en 887, est le premier que l'on trouve revêtu de la qualité d'*archichancelier de l'empire*; il n'était avant qu'archichancelier du roi de Germanie. Cette qualification se donna indifféremment à toutes sortes d'archevêques, jusqu'à l'an 965, sous l'empereur Othon I^{er}. Alors on ne voit plus que les archevêques de Mayence en remplir les fonctions; et ce titre est depuis long-tems inhérent à leur archevêché ¹.

Dès le 10^e siècle, l'empire eut au moins trois archichanceliers; l'archevêque de Mayence pour l'Allemagne, l'archevêque de Cologne pour l'Italie, et celui de Trèves pour les Gaules, ou pour le royaume d'Arles. Celui dans le département duquel la cour impériale était convoquée, portait au cou le grand sceau de l'empire. Dans les derniers tems, l'électeur de Mayence réunit en sa personne toute l'étendue de la dignité d'archichancelier ². Celles des électeurs de Cologne et de Trèves ne furent presque plus que des titres sans réalité, si l'on en croit quelques auteurs allemands ³.

L'archevêque de Vienne ayant fait dès le 9^e siècle les fonctions d'archichancelier de l'empereur, comme il paraît par un

¹ *Abr. Chron. de l'Hist. d'All. à l'an 973.*

² *Lyncker. Dissert. de Archiv. Imper., n. 3.*

³ *Wencker. Collect. Archiv., p. 117.*

diplôme de 844, les empereurs lui confirmèrent au 12^e siècle le titre d'archichancelier de leur sacré palais pour la Bourgogne, comme s'ils eussent toujours été en possession de cet honneur; quoiqu'au 10^e les rois de Bourgogne eussent eu souvent d'autres archichanceliers. Le titre d'archichancelier du royaume d'Arles qu'avait eu l'archevêché de Vienne en Dauphiné, fut attaché à l'archevêché de Trèves vers 1260 ¹.

Depuis l'empereur Henri IV, les archevêques de Cologne furent en possession de la dignité d'archichancelier d'Italie. Cependant on ne trouve le premier vestige de cette qualité attachée à l'archevêché de Cologne que dans l'expédition de Lothaire en Italie en 1151 ².

Depuis le 15^e siècle environ, les abbés de Fulde furent décorés du titre d'archichancelier de l'impératrice : mais on ignore si elle a jamais eu des archives particulières distinguées de celles de l'empereur. Plusieurs auteurs ³ prétendent qu'on ne trouve point de diplômes de l'impératrice signés de l'abbé de Fulde.

Les papes eurent aussi des archichanceliers ; on en peut juger par un privilège que Léon IX accorda la troisième année de son pontificat, et dont la date porte qu'il fut donné par Frédéric, chancelier de la S. E. R. ⁴, en la place de Heriman, archevêque de Cologne et archichancelier. D. Mabillon fait à cette occasion la remarque suivante : *Hoc primum exemplum est archicancellarii in litteris pontificiis*, etc. Par cette remarque, D. Mabillon prétend, ou que c'est, strictement parlant, la première fois qu'il est question d'archichancelier dans les bulles et autres actes pontificaux, ou que c'est la première fois qu'un archevêque de Cologne est nommé archichancelier du S. Siège. De façon ou d'autre il y a erreur. Dans le premier cas, le contraire est démontré par une bulle du pape Sergius III, écrite par Melchisedech, qui se dit *protoscriniaire*, et datée par Théodore, qui se qualifie *archichancelier* : dans le second cas, l'erreur est moins considérable ; mais il est également démontré que Pili-grin, prédécesseur d'Herman, jouissait de la même distinc-

¹ *Abr. Chron. de l'Hist. d'All.*

² *Ibidem.*

³ Wencker, *Collect. Archiv.*, p. 790.

⁴ C'est-à-dire, Sainte Eglise Romaine.

tion. Elle fut attachée à ce siège pendant un certain tems, et trois archevêques de suite paraissent en avoir réellement fait les fonctions.

ARCHICHAPELAIN. Anciennement celui à qui le roi confiait la surintendance de l'oratoire de son palais, en était appelé l'Abbé, soit parce qu'on avait égard à l'étymologie du mot, qui veut dire *père*, soit parce qu'il était en effet chef d'un certain nombre de moines qui desservaient l'oratoire ¹. Mais ce titre ne tarda pas à faire place à celui d'*archichapelain*, et les desservans furent nommés *chapelains*.

Cette qualification tira son origine du changement arrivé dans la dénomination de l'oratoire. Nos anciens rois, ayant une dévotion extraordinaire à la *chape* de S. Martin, et la regardant comme une puissante sauvegarde qui mettait leur personne et leur couronne à couvert des dangers de la guerre, la firent conserver avec un soin religieux dans leur oratoire, qui, du nom de cette chape, prit bientôt le nom de *chapelle*. Ceux qui étaient établis pour garder cette chape pendant la paix, et pour la porter dans les combats, en tirèrent insensiblement leur nom. Telle est l'origine des mots *chapelle*, *chapelain*, *archichapelain*.

Mais comment ces ecclésiastiques, qui ne furent d'abord institués que pour le spirituel, s'immiscèrent-ils dans les affaires civiles? Pourquoi les voit-on remplir l'office de secrétaires ou de chanceliers? La nécessité des tems lève la difficulté.

La noblesse française aurait cru dégénérer de la bravoure de ses ancêtres, si elle se fût abaissée jusqu'à l'étude des sciences et de la grammaire. Ignorans par principes, les laïques n'avaient en vue que la gloire qui s'acquiert par la force, l'adresse ou l'agilité du corps, sans faire aucun cas de celle qui naît de la culture de l'esprit. L'idée de maître et de disciple ne cadrerait pas avec ces mœurs antiques, simples à la vérité, mais indociles. Les religieux, au contraire, soumis par état, instruits par devoir, studieux par nécessité, concentraient dans les cloîtres la science ecclésiastique et civile. Il y eut donc une

¹ Mabill. *Act. Bened.*, t. II, p. 167; *Annal.*, L. II, n. 41.

espece de nécessité de faire venir à la cour ceux qui avaient seuls quelque connaissance des lettres, pour y faire les fonctions de secrétaires, de notaires et de chanceliers.

De plus, la chapelle royale étant devenu le dépôt des reliques, des vases et des ornemens sacrés de la couronne, le devint aussi bientôt de tout ce qui intéressait la majesté du trône. On y mit les trésors de nos rois, les actes, les contrats, les échanges qui avaient trait à leurs domaines, les manifestes de guerre, les traités de paix, etc., enfin l'oratoire devint également le dépôt des archives royales. Les ecclésiastiques, religieux ou séculiers, gardiens de l'un et de l'autre dépôt, furent souvent forcés par les circonstances de s'acquitter de deux emplois qui semblent incompatibles; leur lumière les fit préférer à d'autres, et insensiblement on s'accoutuma à se servir d'eux dans les cas importans; et on leur donna en titre la charge qu'ils ne remplissaient d'abord que d'une manière précaire.

Cet honneur procura bientôt à l'archichapelain les titres de primat des chapelains, d'archevêque du sacré palais, de secrétaire, de conseiller du secret, *auricularius*, d'archiprêtre de la France, et bien d'autres: aussi était-il lui-même ordinairement évêque ou abbé. Sa dignité répondait assez à celle de grand aumônier.

Les grands chanceliers absorbèrent la charge d'archichapelain; ou, si l'on veut, celle d'archichapelain réunit les prérogatives et les honneurs attachés à ces deux dignités.

Si l'on en croit Eckard¹, Gozbalde, moine et abbé, est le premier qui ait possédé conjointement les dignités d'archichapelain et d'archichancelier sous le règne de Louis II, fils de l'empereur Lothaire. Ce Gozbalde mourut l'an 855. Cependant l'on ferait remonter les archichapelains jusqu'au commencement du 7^e siècle, et l'on serait obligé de convenir qu'ils exerçaient déjà l'office de grand chancelier, si l'on pouvait compter sur deux diplômes rapportés, l'un par le P. Labbe², et l'autre par le P. Papebroch³. Mais quoi qu'il en soit de ces deux actes,

¹ *Comment. de Rebus Franc. Orient.*, t. II, p. 152

² *Mélange curieux*, p. 45.

³ *Act. SS.*, t. II, April, in *Propyl. Antiq.*

nous voyons certainement au 8^e, 9^e, et même au 11^e siècle, les mêmes personnages réunir souvent les charges de grand chancelier et de grand chapelain. Enfin si l'union des deux charges eut lieu au 9^e siècle, comme le prétend Eckard, il ne s'ensuit pas que long-tems auparavant elles n'aient pu être accordées à la même personne.

L'archichapelain eut à-peu-près les mêmes avantages sous les empereurs, et surtout sous les Othons. Les chanceliers signaient comme substitués ou vicaire-gérans du premier; ce qui est fort rare en France : on doit se défier, dit à cette occasion D. Mabillon, des diplomes vérifiés *ad vicem archicapellani*.

On ne peut révoquer en doute qu'au 10^e siècle les archichapelains des empereurs continuèrent encore de faire l'office de grand chancelier, et d'être appelés archichapelains du sacré palais. Au 11^e siècle le même qui se dit chancelier dans le corps d'un acte, le signe comme archichapelain. On trouve cette mode en France dans le même siècle sous cette formule : *Signum n. archicapellani, qui hoc scriptum fieri jussit*.

Les grands Seigneurs, à l'imitation des rois et des empereurs, eurent leur archichapelain, qui, pour ne pas trop multiplier les officiers d'une maison, était chargé d'écrire les actes émanés de l'autorité de ces princes.

Depuis Henri I^{er}, le titre d'archichapelain disparut en France. On n'employa plus que les termes de *premier des chapelains*, et de *maître des chapelains* de l'oratoire ou de la chapelle du roi.

ARCHIDIACRE. Cette dignité ecclésiastique est très-ancienne. Quelques auteurs prétendent qu'elle fut instituée quelque tems après le concile de Nicée, vers 330; mais ils se trompent sûrement, puisque Cécilien, auteur du schisme des Donatistes, vers 311, était archidiacre. Les évêques choisissaient entre les diacres ceux qui leur paraissaient les plus habiles et les plus exacts, et ils leur confiaient une partie de leur juridiction avec la qualité d'archidiacre ou de chef des diacres; car ils restaient toujours dans l'ordre des diacres. Il y a beaucoup d'apparence que leur district ne s'étendait pas d'abord au-delà des bornes de leur ordre; puisque le cinquième canon du concile de Reims tenu sous le pape Eugène II, au commencement du 9^e siècle, est la première loi qu'on connaisse pour obliger les archidiacres

à se faire promouvoir à l'ordre de la prêtrise¹. Quelque ancienne que soit cette dignité, on ne voit que dans des titres très-rapprochés de nous les archidiaques jouir d'une certaine juridiction dans les cantons de leur archidiaconé; car leur autorité, dans le moyen-âge même, fut plutôt morale que déterminée à un lieu particulier.

ARCHIDUC. Le premier qui, peu satisfait de la qualité de Duc, ait cru devoir en augmenter le lustre en le surchargeant d'une expression de prééminence sur les ducs même, fut Bruno, archevêque de Cologne, qui, l'an 959, se décora du titre d'archiduc². Ce titre fut affecté exclusivement à la maison d'Autriche par l'empereur Frédéric III, en 1453, avec droit d'ériger des comtés, de faire des nobles, de mettre des impôts, etc.³. Depuis cette époque, un titre qui porterait en souscription la qualité d'archiduc, et qui n'émannerait point de quelques princes de cette maison, serait légitimement suspect.

ARCHIPRÊTRE. Ce titre est ancien. On le trouve dans les ouvrages de S. Grégoire-le-Grand, et de Grégoire de Tours. On a vu au mot *ARCHICHAPELAIN*, que cette qualification se donnait quelquefois au chef de la chapelle royale; ce qui autorise à croire que par la suite ces deux mots *archichapelain* et *archiprêtre* devinrent synonymes. En effet, le pape Adrien I, dans sa lettre à Tilpin, archevêque de Reims, donne le titre d'archiprêtre de la France à Fulrade, abbé de S.-Denis, qui était aussi décoré de celui d'archichapelain.

Les fonctions d'archiprêtre, ainsi que celles d'archidiaque, sont très-anciennes. Dans les diocèses de la primitive Eglise, les évêques mettaient à la tête de l'ordre des prêtres, peut-être sous une autre dénomination que celle d'archiprêtre, des personnes revêtues du même caractère, et distinguées par leur mérite. Les exemples que l'on en peut trouver dans les monumens, ne laissent aucun doute à ce sujet. Mais, relativement à ces fonctions, il est un événement particulier qui pourrait causer un jour un certain embarras, qu'il est à propos de prévenir ici. L'Eglise

¹ De Héricourt, *Lois eccl. part. 1*, p. 30 et 34.

² Ant. Matthews, *de Nobilit. part. 1^{re}*, cap. 5.

³ Abr. Chron. de l'Hist. d'All.

cachée d'Angleterre se trouvant sans pasteur du premier ordre à la fin du 16^e siècle, le Pape ne crut pas devoir y envoyer un évêque. A la sollicitation de quelques personnes, il créa dans l'Eglise une dignité jusqu'alors inconnue, relativement à sa destination ; et, par une bulle de 1598, il donna au sieur Blackuell le titre d'*archiprêtre*, aux fins de gouverner toute l'Eglise d'Angleterre. Il n'y avait encore jamais eu d'exemple dans l'Eglise d'une pareille dignité qui ne fût pas subordonnée à un évêque diocésain¹. Cette observation était nécessaire pour constater les actes émanés de cette nouvelle juridiction.

ARCHIVES. Sous le nom d'archives, on entend également, et les anciens titres et le lieu qui les renferme ; mais l'idée la plus commune et la plus ordinaire paraît restreinte à cette dernière signification.

Les archives, considérées sous ce dernier point de vue, ont reçu des Grecs et des Latins plusieurs dénominations différentes : les premiers les ont appelées *ἀρχῆον*, *χαρτοφυλάκιον*, *γραμματοφυλάκιον*, etc., et les derniers, *tabularium*, *chartularium*, *chartarium*, *graphiarium*, *sanctuarium*, *sacrarium*, *sacratarium*, *scrinium*, *camera*, *cineliarchum*, *armarium*, *archivum*, etc. Dans la basse latinité, ce dernier mot prit toutes sortes de formes barbares, approchant cependant de l'étymologie ; et on le donnait également aux dépôts des chartes, et aux trésors des reliques ; parce que le même lieu renfermait les unes et les autres.

On ne saurait fixer l'époque de l'établissement des premières archives ; il s'ensuit donc naturellement qu'elles sont de la plus grande antiquité. Nous voyons, 1^o que les Juifs², quelque vénération qu'ils eussent pour l'arche, le tabernacle et le temple, ne crurent pas profaner ces sanctuaires de la Divinité, en y déposant les lois civiles et les pactes des citoyens. C'est également dans les temples de Délos à Delphes³ ; de Minerve à Athènes⁴ ; d'Apollon, de Vesta, et du Capitole à Rome⁵, que les Grecs et

¹ Abr. de l'Hist. Eccles., t. xii, p. 604.

² Reg. x, 25.

³ Pausan. in Beoticiis.

⁴ Wencker, Collect. Archiv., p. 5.

⁵ Eccard, Schediasma de Tabular. Antiq. p. 25.

les Romains conservaient ou consacraient, pour ainsi dire, et les traités de paix ¹, et les limites des empires ², et les alliances, et les annales de leur république ³, et les sources de leurs finances, et tous les actes qui étaient regardés comme les fondemens du repos, de la tranquillité et de la fortune de leurs compatriotes. Enfin l'on pourrait conclure, d'après Eccard, cité plus haut, que tous les différens bureaux et tribunaux appliqués à l'administration des affaires de la république ou de l'empire, avaient leurs archives séparées, dont le dépôt était dans l'un des temples de la ville.

La révolution occasionée par César dans la république, ne porta aucun changement dans cette partie de l'administration. Les empereurs romains se crurent même en droit d'avoir dans leur palais des archives attachées à leur dignité, qui furent désignées par les mots *sacra scrinia* ⁴. Pour éviter la confusion, elles furent partagées en quatre espèces de greffes, qui renfermaient autant de sortes de titres : des *mémoriaux*, des *épîtres*, des *libelles* ou requêtes, et des *dispositions* ou *concessions* auxquelles on attachait plus spécialement le nom de *diplomas* ⁵.

La religion chrétienne ne changea pas ces usages pontifiques. Chaque ville et chaque cité, ainsi que chaque communauté dans les villes, continuèrent d'avoir des dépôts particuliers; recueil immense de faits de toute espèce, mais que les guerres et les incendies, et, plus que tout cela, les ravages des barbares et les injures du tems, ruinèrent au point qu'aucune pièce originale des quatre premiers siècles n'a été sauvée.

La France, dès le commencement de la monarchie, vit avec plaisir nos rois s'occuper de la collection des chartes ⁶, et de l'augmentation des archives du palais qui renfermaient les réglemens des conciles, les lois des princes, des actes, tant publics

¹ *Mém. de l'Acad. des Inscript.* t. viii, p. 260, édit. in-42.

² Tacit. *Annal.* l. iv.

³ Tite Liv. *Decad.* 1, l. 4.

⁴ Justinien. *Novell.* xv, cap. v, § 2.

⁵ Maffei, *Istor. Dipl.* p. 81.

⁶ Wencker, *Collect. Archiv.*, p. 86.

⁷ Nic. Chrystoph. Lynker, *Dissert. de Archiv. imp.* n. 2.

que particuliers, et, sous la seconde race surtout, les *préceptes* ¹ accordés par le souverain, enfin les capitulaires. Les rois des deux premières races, et d'une partie de la troisième, avaient imité, pour le malheur de la diplomatie, les empereurs romains; c'est-à-dire qu'ils avaient deux sortes d'archives : les archives ambulantes, qui les suivaient toujours pour les lumières de leur conseil ², *viatoria* : c'était les plus essentielles; et les permanentes, *stataria*. Il était moralement impossible que les premières n'éprouvassent point des suites funestes de leur instabilité. Au rapport du P. Daniel ³, les papiers du roi et les registres publics furent pris par les Anglais, qui désirent notre arrière-garde. Le trésor des chartes actuel ne peut donc remonter avant Philippe-Auguste : encore en est-on redevable à Frère Guérin, religieux de l'ordre de S. Jean de Jérusalem, évêque de Senlis, et chancelier de ce prince, qui forma en 1210 le premier recueil du trésor des chartes, où l'on ne trouve rien que depuis Louis-le-Jeune ⁴.

Ce ne fut que sous Louis XIV que les archives de France eurent une véritable organisation; on la doit aux travaux de Baluze, qui recueillit les capitulaires, mit en ordre les manuscrits, ~~et créa, en 1688, le dépôt de la guerre.~~ Les archives du Louvre datent de 1716; sous le règne de Louis XV, un bâtiment fut élevé à Versailles pour la centralisation des archives de la guerre et de la marine. En 1790, on centralisa tous les dépôts, et on réunit sous une même direction les minutes qui constituent le droit public de la France. Cet immense dépôt existe aujourd'hui à l'ancien hôtel de Soubise, au Marais.

Les archives d'Allemagne, formées par Eginhard ⁵, selon les ordres de Charlemagne, dont il était secrétaire, essayèrent différentes révolutions, et subirent le même sort que celles de France, parce qu'elles étaient également ambulantes. On assure même ⁶ que dans les archives impériales il reste peu d'instru-

¹ Goldast, t. n, *Const. Imp.* p. 10.

² Daniel, *Hist. de Fran.* an. 1194.

³ *Idem.* à l'an 1194.

⁴ Dupuy, *Traité des Droits du Roi*, p. 1005.

⁵ Eccard, *Schediasm. de Tab. Antiq.* n. xix, p. 31.

⁶ Wagens, *Dissert. de Imp. Archiv.* n. 7.

mens publics, non-seulement des tems antérieurs à l'empereur Rodolphe, mais même du siècle qui l'a suivi; et que le *Code des recès* de l'empire ne renferme aucune constitution plus ancienne que celles de Frédéric III, si l'on en excepte la bulle d'or de Charles IV. Mais depuis que les archives de l'empire ont commencé à reprendre une nouvelle forme, et à être conservées avec soin, ce qui est arrivé, selon Wagcinsel, à la fin du 15^e et au commencement du 16^e siècle, sous Maximilien I^{er}, et qu'il y a eu des dépôts permanens à Mayence pour l'archichancelier¹; à Vienne, pour le vice-chancelier²; à Spire, pour la chambre impériale, sous le nom de *Voûtes*, il ne s'est passé aucun fait important qui n'y ait été et qui n'y soit encore inscrit et conservé.

ARCHIVES ECCLÉSIASTIQUES. L'instabilité des trésors des chartes, les incursions des barbares, le peu de soin des archivistes publics, sont autant d'inconvéniens auxquels les archives séculières ont été plus exposées que les archives ecclésiastiques: c'est ce qui a donné à ces dernières la supériorité sur les autres, avec la réputation et l'authenticité dont elles jouissent aujourd'hui.

Il est avéré que, dès le commencement du Christianisme, on conserva³, dans quelques endroits retirés des lieux saints, et hors de l'atteinte des persécuteurs, les saintes écritures, les actes des martyrs, les lettres apostoliques⁴, et les épîtres respectables de ces grands confesseurs, les Ignace, les Polycarpe, etc., etc.⁵.

Vers le milieu du 3^e siècle, où les églises commencèrent à posséder des biens immeubles, elles y conservèrent également leurs titres de jouissance.

Au commencement du 4^e, lorsque la fureur des révolutions fut apaisée, que la croix fut exaltée jusque sur la couronne

¹ *Journ. de Trév.* 1716, p. 285.

² Michel Neveu de Windtschlée, *Dissert. de Archiv.* n° 20.

³ *Ibid.*, n° 27.

⁴ Ignat. *Epist. ad Philadelph.*, Coteler, t. II, p. 33 et 84.

⁵ Tertull., *de Præscrip.*, c. 7.

⁶ Eccard, *Schedias. de Tab. Antiq.*, n° 18, p. 2.

des empereurs, et que les largesses et la piété des fidèles ne furent plus gênées par la crainte, alors on agrandit cette partie de l'Eglise; les livres et les actes s'y multiplièrent; on nomma des conservateurs en titre, sous le nom de *Scriniarii*, *Chartophylaces*, etc., des archivistes. Telle est l'origine des archives ecclésiastiques.

On voit que celles de l'Eglise romaine étaient déjà en réputation dès le milieu du 4^e siècle, sous saint Sylvestre ¹, et sous saint Damase ², et qu'il était même recommandé de les consulter ³.

On voit aussi que vers l'an 370 les évêques des grands sièges, d'Antioche, par exemple ⁴, eurent des notaires particuliers pour leurs églises, ainsi que Rome.

La fin du 5^e siècle et le commencement du 6^e virent les archives ecclésiastiques en très-grand honneur; les titres, les actes, les livres, s'y multiplièrent considérablement ⁵. On les conservait avec un si grand scrupule, qu'on mit souvent les archives sous la garde des évêques mêmes ⁶. On donna aux titres qui y étaient déposés un degré d'autorité respectable à perpétuité ⁷. On décerna des peines rigoureuses contre ceux qui osaient livrer les titres ⁸. On prit enfin tant de précautions contre les fraudes de toute espèce, que ces trésors, qui n'avaient renfermé, jusqu'à la fin du 6^e siècle, que des papiers privés et des titres particuliers, devinrent, dès le commencement du 7^e et dans les suivans, le dépôt des actes publics les plus solennels.

Les moines, dès leur origine, formèrent aussi des archives, à l'exemple des évêques ⁹, où ils déposèrent les diplômes de

¹ Constant, *Præfat. in Epist. Rom. Pontif.*, p. 44, et col. 817.

² Damase, *Epist.* iv, n. 5.

³ Hieron., *Epist. ad Rufin et Dialog. ad. Luciferian.* — Hilarius, *adv. Auxent.* p. 1266.

⁴ Tillemont, t. II, p. 406.

⁵ Concile d'Agde de 506, de Lyon de 567.

⁶ Premier Canon du troisième Concile de Paris.

⁷ Second Canon du second Concile de Lyon.

⁸ Vingt-sixième Canon du Concile d'Agde de 506.

⁹ Ecard, *Schediasm. de Tab. Ant.* p. 31.

leur fondation, les instrumens ou actes de donations, leurs privilèges, etc. Ces nouvelles archives acquirent bientôt ce degré de confiance qu'elles conservèrent jusqu'au 14^e siècle. Les actes publics y étaient souvent déposés par préférence¹. Le Chartier de Saint-Denis et de plusieurs autres abbayes ou églises en sont une preuve, puisque l'on y trouve des pièces du 7^e siècle qui n'intéressent ni le local ni les biens qui en dépendent. Les monumens qui remontent au-delà de six ou sept siècles s'y trouvent presque tous renfermés², ou en sont sortis : en effet, le célèbre marquis Maffei³ assure n'avoir pas trouvé dans les dépôts publics d'originaux antérieurs au 13^e siècle. Les actes en papier d'Égypte, aussi rares que singuliers, ont été tous tirés des églises et des monastères.

Nombre de circonstances et d'événemens ont contribué sans doute à illustrer et à amplifier les archives ecclésiastiques ; le détail suivant suffira pour en convaincre. Un vainqueur, usant du droit de conquête, avait très-souvent, pour les archives ecclésiastiques, un certain respect qu'il ne se croyait pas obligé d'avoir pour les archives séculières. Les princes, eux-mêmes, les préféraient aux leurs propres, et en faisaient un cas si particulier, qu'ils allaient, selon Grégoire de Tours⁴, jusqu'à conjurer avec larmes les prélats, de permettre que ces asiles, qu'ils regardaient comme inviolables, fussent les dépositaires de leurs dernières volontés. La confiance, qu'excitait l'équité des évêques ou des abbés, attirait à leur tribunal beaucoup d'affaires de leur diocèse et de leur canton. Les ecclésiastiques jouissaient, presque partout, du droit d'enregistrer toutes sortes d'actes et de contrats originaux : on en peut juger, pour la France, par l'état des chartes de Saint-Denis⁵ ; les assertions des savans qui les ont parcourues en font foi. Pour l'Alle-

¹ Schœpflin, *Atqat, Illustr.*, t. 1, p. 647.

² Muratori, *Istor, Diplom.* p. 96.

³ *Dell' Arte Crit.* p. 96.

⁴ *Hist. Franc.* lib. 11, cap. 42.

⁵ *De Re Dipl.*, p. 429. — *Supplem. De Re Dipl.*, p. 52. — *Hist. de Langued.*, t. III, col. 180. — Félibien, p. 253, 288. — *Mém. de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres*, t. XV, p. 580, 592, 597.

magne, la Thuringe sacrée¹ et le Journal de Trévoux² attestent la même chose. Pour l'Angleterre, nous avons le témoignage de Rymer³, et celui de Hickes, irrécusable en cette partie.⁴ Ce dernier prouve en outre que les contractans demandaient quelquefois que cet enregistrement se fit sur quelques livres d'église⁵. Tous ces faits relèvent sans doute l'éclat des archives ecclésiastiques et monastiques principalement, et dédommagent bien les dernières du mépris de quelques critiques modernes peu versés dans l'antiquité. Des monumens aussi recommandables ne sont pas dans le cas de craindre les attaques d'une critique jalouse, et fondée sur les motifs les plus frivoles.

Les plus anciens diplomes n'ont pu, disent ces critiques⁶, se conserver jusqu'à nous, à cause de leur fragilité, ni survivre à tant de guerres, de ravages et d'incendies. Le fait en est cependant constant, n'eût-on d'autres preuves que le témoignage de Sohannat⁷ et celui de Ludwig, qui attestent avoir vu plus de mille originaux d'Othon-le-Grand, qui régnait il y a 800 ans⁸. Ce n'est pas, il est vrai, sans de grandes difficultés, qu'on est venu à bout d'en conserver un certain nombre : et la rareté des diplomes qui nous restent à proportion de leur antiquité, en est la preuve, et répond de leur sincérité ; car il n'aurait pas été beaucoup plus difficile d'en fabriquer, du 7^e siècle, par exemple, autant et même plus que du 10^e : cependant l'expérience démontre une juste proportion entre leur nombre et leur antiquité.

Si des marbres et des bronzes intéressans n'ont pas survécu de même à tant de siècles, c'est, ou parce qu'on en a changé l'usage, ou parce qu'on ne les a pas déposés dans les archives ecclésiastiques, ou enfin parce qu'il était plus aisé et plus essen-

¹ *Præfat.*, p. 4.

² Août. 1740, p. 555.

³ *Act. publicæ*, t. 1, p. 241 et suivantes.

⁴ *Ling. Vet. Sept. Thesaur.*, t. 1, *Dissert. Epist.*, p. 9, 10, 29.

Ibid., p. 67 et 70.

Germon, *Discept.*, 1, p. 19, 25.

⁷ *Vindiciæ quorund. Archiv. Pald. Dipl.*, p. 3.

⁸ *Reliq. mss. omnis avi Dipl. Præf.*, p. 22, 23, 85.

tiel d'emporter des papiers et des parchemins que des masses inutiles.

Mais les archives ecclésiastiques, continuent-ils, sont remplies d'une quantité prodigieuse de faux titres ¹, que les moines surtout se faisaient un métier de fabriquer. Cette imputation calomnieuse ne fut que l'effet de la haine inexplicable des protestans contre l'état monastique ², et surtout de l'intérêt qu'avait leur nouvelle religion à décrier les monumens antiques. Comme leur accusation était dénuée de preuves et de découvertes importantes et avérées, dom Mabillon la repoussa avec le plus grand avantage ³. En vain les Naudé, les Launoy, et quelques autres catholiques, se laissèrent entraîner par les mêmes préjugés, qui alors étaient devenus comme une espèce de mode, dom Mabillon n'eut pas de peine à triompher de leurs attaques : ils n'étaient étayés d'aucun fait historique, d'aucune preuve palpable. De simples soupçons, qui insultaient toute l'antiquité, mais dont la probité la plus parfaite ne peut être à l'abri; des chimères ⁴, présentées avec beaucoup d'art, ou avancées avec hardiesse comme des vérités; des conséquences fausses ⁵, tirées du particulier au général; des possibilités ⁶, données pour des faits; enfin, de faux principes, des inductions fausses aussi ⁷; des injures, des sarcasmes : voilà quelles étaient les armes et les critiques de la plupart des protestans, et quelles furent dans la suite celles des philosophes du 18^e siècle, pour décrier les couvens et l'autorité des moines.

Enfin, pour exprimer en peu de mots ce que l'on doit penser des archives ecclésiastiques, il faut convenir, à leur avantage, des vérités suivantes; savoir : qu'elles l'emportent sur toutes les autres par leur antiquité, qu'elles ont égalé en autorité, pour ne rien dire de plus, les dépôts publics; que ce n'est que

¹ *Mém. du Clergé*, t. vi, col. 948, 1084, 1087. — Simon, *Hist. des revenus Ecclésiastiques*, t. II, p. 261, 269. — *Biblioth. Crit.*, t. I, p. 101.

² André Rivet, t. II, p. 1064. — Scaliger, *Epist.* 368, etc.

³ *De Re Dipl.*, p. 22, et seq., p. 226 et seq.

⁴ Muratori, *Antiq. Ital.* t. III, col. 18.

⁵ *Justif. du Mém. sur l'Orig. de l'Abb. de S. Victor en Caux*, p. 10.

⁶ Warthon, *Anglia sacra*, *Præf.*, t. II.

⁷ Lenglet, *Méthode pour étudier l'Histoire*, t. II, p. 383.

depuis deux cents ans environ que des jurisconsultes protestans contestèrent aux pièces tirées de ces archives, le droit de faire foi; que, quoique non revêtues des formes juridiques, elles ne laissent pas alors d'être admises en justice, comme les papiers terriers, les lièves de cens, etc., plus anciens que le débat pour lequel ils sont produits, prouvaient, selon la loi, de seigneur à vassal, et de seigneur à seigneur, quoiqu'ils ne fussent pas faits juridiquement, ni tirés des dépôts publics; que puisqu'on n'a jamais démontré qu'il y eût quelques archives ecclésiastiques suspectes en général, on doit les traiter aussi favorablement que les dépôts publics; enfin, que les motifs de réprobation que l'on allègue contre les premières, s'ils étaient valables, retomberaient inmanquablement sur les derniers.

Ceux qui ont écrit sur cet objet avec les lumières et l'impartialité requises, les jurisconsultes, entr'autres, ont eu des archives une idée aussi pompeuse que bien fondée. Ce sont, nous disent-ils¹, les dépôts publics du prince, de la république, du magistrat, où sont renfermés tous les renseignemens concernant les droits et les biens de l'Etat et des particuliers. Ce sont les trésors publics², où l'on a coutume de déposer les actes et les titres d'un prince ou d'une cité, sous la garde d'un Archiviste, et dans lesquels, outre les chartes, diplômes, originaux, actes juridiques, etc., on fait entrer³ les mémoires d'Etat, les annales, histoires, livres de lois, statuts, coutumes, privilèges, les titres des droits et prétentions du prince ou de la république, les traités d'alliance ou de paix, les transactions, les livres de généalogies, de fiefs, cens, tribus, impositions et revenus, les matricules d'un royaume, contenant les noms des provinces, villes, bourgs, villages, etc., etc.

L'on peut dire, au reste, qu'en ce moment un grand changement s'est fait dans l'esprit des écrivains; il n'en est pas un qui ne rende justice aux moines et aux chroniqueurs, et qui ne reconnaisse combien leurs travaux sont utiles à ceux qui veulent écrire l'histoire, ou faire connaître les mœurs et les usages des tems passés. Jamais aussi les archives et les vieux

¹ Rulger Ruland. *Tract. de commiss. c. III, n. ult.*

² Nic. Myler. *Tract. de Stat. Imp.*, c. XLVII.

³ Mich. Neveu, *Dissert. de Archiv. n. 16.*

manuscripts n'avaient été recherchés avec plus de zèle et aussi avec plus de succès.

ARCHIVISTE. La charge d'Archiviste, par laquelle il semblerait que l'on devrait naturellement entendre l'emploi de celui auquel on confie le soin des archives, fut presque toujours confondue par les anciens avec l'office d'écrivain ou de secrétaire. Sous ce dernier rapport, elle était aussi honorable chez les Grecs¹, qu'elle l'était peu chez les Romains. Ces derniers, selon Cornelius Nepos, ne regardaient ceux qui en étaient revêtus que comme des mercenaires² : les premiers n'y admettaient que des gens de qualité, d'une capacité et d'une fidélité à l'épreuve. La dignité de maître des archives, et dans la suite de Logothète, devint très-considérable sous les empereurs grecs. Les distinctions les plus éclatantes y furent attachées, et il n'y eut point d'honneurs dans l'Etat auxquels ils ne pussent prétendre.

Les archivistes des Papes, nommés en latin *Scriniarii* ou *Seriniarii*, ne contractèrent point la défaveur que les Romains avaient attachée à cette charge. La dignité des ordres ecclésiastiques auxquels ils furent presque toujours élevés, décora sans doute cette fonction peu brillante d'elle-même. Ils prenaient presque toujours le titre de *notaires régionnaires*. Leur chef tenait un rang si distingué, qu'il passait pour posséder la troisième dignité du clergé romain. Ils étaient chargés de dresser les bulles, et prenaient communément la qualité d'archivistes de la sainte Eglise romaine, et non pas d'archivistes du saint Siège apostolique. On trouve de ces signatures depuis les 7^e et 8^e siècles. Dans le 10^e, sous Benoît VI, on voit Etienne, évêque de Nole, qui ne fait pas difficulté de se dire archiviste de la sainte Eglise romaine : c'est le premier évêque qui se soit contenté de ce titre. Dans les 11^e et 12^e siècles, ils se qualifiaient notaires archivistes du sacré palais de Latran : mais cette qualification ne passa guère les commencemens du 12^e siècle. Un nommé Gervais, sous Callixte II, est le dernier archiviste régional et notaire du sacré palais, qui paraisse dans les bulles. Si ce n'est pas absolument le dernier exemple de ce titre, on peut toujours dire qu'après le 12^e siècle il rendrait une

¹ Tob. Eccard, *Sched. de Tab. Antiq.* p. 36.

² Corn. Nepos, *Vita Eumenis*, n^o 1.

bulle au moins très-suspecte. Cette charge cependant, comme distinguée de celle des dataires, ne fut pas supprimée, mais restreinte à ses véritables fonctions.

Dans les églises et abbayes particulières, le trésorier ou garde des archives fut toujours en considération. On confondait volontiers ces deux titres ensemble, parce que l'on conservait avec le plus grand soin, dans les trésors des églises et des monastères, les chartes de donations, les titres de fondations et autres pièces d'importance¹. Les archives de S.-Denis étaient placées dans le trésor de cette célèbre abbaye. Nos pères n'auraient-ils pas voulu par-là marquer le respect qui était dû aux archives, et l'intégrité dont elles jouissaient ?

ARMOIRIES. L'origine des armoiries est fort ancienne, et se perd dans la nuit des tems; elle se lie à la première écriture, qui fut hiéroglyphique et symbolique. Les armoiries servirent à distinguer les peuples et les familles. Voici les principales armoiries ou symboles des anciens peuples. Les Athéniens avaient une *chouette*; — les Thraces, une *mort*; — les Celtes, une *épée*; — les Romains, un *aigle*; — les Carthaginois, une *tête de cheval*; — les Saxons, un *coursier bondissant*; — les premiers Français, un *lion*; — les Goths, une *ourse*; — les chefs des Druides, des *clefs*.

Dans des tems moins éloignés et dans les nouvelles divisions des états, les nations modernes ont aussi adopté des symboles ou armes distinctives. Voici les principales :

Les rois de France, depuis Louis-le-Jeune, ont eu une ou trois *fleurs-de-lys*; — la République française prit un *faisceau d'armes avec un bonnet de liberté*; — Napoléon, un *aigle*; — la Restauration reprit les *trois fleurs-de-lys*; — depuis 1830, Louis-Philippe, roi des Français, a adopté le *coq gaulois*; — l'empereur d'Allemagne a un *aigle à deux têtes*; — le roi d'Espagne, deux *châteaux et deux lions écartelés*; — le Portugal, cinq *écussons chargés de pesons*, qui représentent les *deniers* pour prix desquels le Christ fut vendu; — l'Angleterre, deux *léopards*; — la Prusse, un *aigle couronné*; — la Russie, un *cavalier armé, tenant la lance en arrêt et un dragon sous ses pieds*; — la Suède, trois *couron-*

¹ *Analect. Græc.* t. 1, cap. 19. — *Annal. Bened.* t. II, p. 485.

nes ; — la Pologne, un aigle les ailes ouvertes ; — l'Eglise romaine, deux clefs couronnées d'une tiare ; — le Grand-Turc, un croissant ; — l'Empereur de la Chine un dragon à cinq griffes. Les armoiries sont encore très-communes dans le Japon ¹.

Mais il faut observer que la plupart de ces symboles ne servent pas à distinguer les familles ou à marquer la noblesse, ce que font les armoiries proprement dites.

Les savans ne sont pas d'accord pour assigner l'origine des armoiries. La plupart cependant, le père Ménestrier et Muratori entre autres, font honneur aux Français d'être les inventeurs des principes de cette science, connue sous le nom d'*art héraldique*. L'époque n'en est pas certaine ; mais on ne connaît pas d'auteurs qui aient traité du *blason* avant 1150.

Quant à l'antiquité des armoiries, nous sommes fondés à croire que leur première institution doit être rapportée aux tournois célébrés vers la fin du 10^e siècle, leur accroissement aux croisades, leur perfection aux joutes et aux pas d'armes ; trois tems très-distincts dans la progression de ces marques honorifiques. M. de Foncebague ² a prouvé solidement que l'origine des armoiries remonte jusqu'aux tournois.

Henri I^{er}, surnommé l'Oiseleur, les institua, dit-on, l'an 934, à Gottingen, pour entretenir la noblesse dans l'exercice des armes en tems de paix. Ces jeux militaires se perfectionnèrent sous les Othons. Ils ne parurent en France qu'au 11^e siècle. Ce fut Geoffroi de Preuilli qui les introduisit vers 1036 ³, et qui leur donna une nouvelle existence ⁴, en faisant des réglemens qu'on y observa dans la suite. Quand on dit qu'il les introduisit en France, c'est qu'on ne regarde pas comme un véritable tournoi cette espèce de combat figuré que se livrèrent, à Strasbourg, les seigneurs de l'armée de Charles-le-Chauve et de celle de Louis, à l'entrevue des deux frères, en 842 ⁵.

Le rapport des armoiries aux tournois est sensible et en fait

¹ Voir Kœmpfer, *Voyage au Japon*, iii vol. planch. x.

² *Académie des Inscrip.* t. xviii, page 315.. t. xx, p. 579.

³ *Chron. Turon. ampliss. collect. de D. Martens*, t. v, col. 1006.

⁴ *Acad. des Inscr.* t. xxii, p. 241.

⁵ Duchesne, t. ii, p. 375.

connaître l'analogie et l'origine. Les chevrons, les pals et les jumelles² faisaient partie de la barrière qui fermait le camp des tournois. Les combattans, après avoir gagné des épées ou d'autres armes³, avaient droit d'en décorer leurs écus, et de les y placer comme des monumens de leur valeur.

Le nom seul de *blason*, qui signifie en allemand *sonner du cor*, exprime l'entrée de chaque troupe dans le tournoi, ce qui se faisait en sonnant du cor.

Une chose d'ailleurs qui détruit le sentiment de ceux qui assignent aux croisades l'origine des armoiries, c'est qu'on sait indubitablement quelles étaient les armes de la famille de Reginbold, prévôt de l'abbaye de Mouri en Suisse depuis 1027 jusqu'en 1055⁴; quelles étaient celles de Robert I^{er}, comte de Flandres, en 1072⁵, et celles des comtes de Toulouse en 1088⁶; ce qui prouve l'existence des armoiries avant la première croisade, publiée seulement en 1095.

Cette première expédition des chrétiens dans la Terre-Sainte les multiplia. Les seigneurs et les chevaliers assemblés de presque toutes les parties de l'Europe, ne pouvant se reconnaître entre eux, et ne pouvant même être reconnus par leurs gens, ne se contentèrent pas de prendre des drapeaux et des boucliers de diverses couleurs pour se distinguer, ils y mirent diverses figures, et varièrent leurs cottes d'armes à l'infini; de là cette variété étonnante de croix sur les armes des anciennes maisons.

Les joutes et les pas d'armes ajoutèrent au blason une multitude d'autres parties, telles que les couleurs et les fonds des écussons, les armes parlantes, ou qui eurent trait à quelques faits historiques; les devises, les cris d'armes, les supports, etc., etc.

Quoique les armoiries aient commencé sur la fin du 10^e siècle, un sceau qui s'en trouverait chargé avant le 11^e, porterait un caractère de fausseté. Cette règle est constante chez les plus habiles

¹ Le Gendre, *Hist. de Fr.* t. III, p. 34.

² *Acad. des Insér.*, t. XX, p. 664.

³ *Gentilitia ipsius insignia.... in areæ ceratæ mortarium flavum exhibent.*
Gall. Christ. t. V, p. 1036.

⁴ Vredius, *Sigill. Comit. Fland.*, p. 6.

⁵ Dom Vaissette, *Hist. de Lang.* t. V, p. 680.

diplomates. On ne connaît même point de sceaux armoirés de seigneurs, qui remontent jusqu'à l'an 1050. Les écus blasonnés ne devinrent un peu communs que depuis environ le milieu du 12^e siècle. Un des plus anciens monumens qui subsiste en original, selon D. Rivet¹, est l'écu de Geoffroy, duc d'Anjou et du Maine, mort en 1150, qu'on voyait dans l'église cathédrale du Mans avant la révolution. Il est d'azur à quatre lionceaux rampans d'or et lampassés de gueules.

Louis-le-Jeune ou VII, qui commença à régner en 1137, est le premier de nos rois qui se soit servi de *fleurs-de-lis* au contre-scel de ses chartes. Les diplômes antérieurs scellés de cachets ou de sceaux parsemés de fleurs-de-lis sont évidemment faux.

Les armoiries furent donc la distinction de la noblesse d'origine jusqu'en 1371, où les roturiers anoblis commencèrent à en porter. Charles VIII est le premier de nos rois qui ait créé une charge de maréchal d'armes ou d'armoiries en 1487, pour connaître de toutes les armoiries des nobles du royaume. Cette charge fut administrée, tant bien que mal, jusqu'aux troubles arrivés sous Henri III; alors il y eut dans la noblesse une confusion extraordinaire jusqu'en 1615. Louis XIII créa une charge de juge-général d'armes pour réformer les abus sur les armoiries, et constater les véritables. François Chevrier de Saint-Mauris fut le premier honoré de cette dignité; et depuis lui, les d'Hozier ont toujours exercé cette charge, jusqu'à la révolution de 89.

Hickes² conjecture que le blason ne fut introduit en Angleterre que vers le règne de Henri II. Selon Guillaume Nicolson³, Richard I^{er} abandonna les sceaux de majesté, et fit mettre, le premier, dans son écu, *deux lions*, qui devinrent les armes des rois d'Angleterre. En effet, Sandford, dans son *Histoire Généalogique des Rois d'Angleterre*, prouve que les armes ne sont devenues héréditaires que depuis l'an 1189, première année du règne de Richard. Le même auteur prétend que l'usage de joindre plusieurs armoiries entières sur l'écu divisé perpendiculairement en deux, fut inconnu aux Anglais jusqu'au 14^e siècle.

¹ Hist. lit. de la Fr. t. ix, p. 165.

² Dissert. Epist. p. 29.

³ Biblioth. hist. d'Anglet., part. iii, p. 2.

Edouard III est le premier qui ait pris les armes de France, qui ait écartelé son écu, et qui ait fait mettre autour le collier de la jarretière avec la devise : elle ne parut sur le grand sceau d'Angleterre que sous Henri VIII. Richard II passe pour l'inventeur des supports des armes de sa maison. Vers l'an 1218 les seigneurs anglais suivirent la mode d'imprimer leurs armes au revers de leurs sceaux : et même ces derniers depuis l'an 1366 n'offrent plus que des écussons armoriés. Le premier héraut d'armes d'Angleterre fut institué par le roi Henri V, qui ne commença à régner qu'en 1413.

Guillaume-le-Lion, qui monta sur le trône d'Ecosse en 1165, avait à son contre-scel un lion en pied, environné de deux rangs de fleurs-de-lis. Alexandre II les retrancha de ses armes.

En Allemagne, les sceaux réduits à l'écu armorial ne sont pas plus anciens que le 13^e siècle.

Les croix qu'on appelle de Lorraine, n'entrèrent dans les armes de cette maison qu'après que René d'Anjou, duc de Bar, qui se portait pour roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem¹, eut épousé Isabelle, fille et héritière de Charles I^{er}, duc de Lorraine. Avant cette époque, les Lorrains portaient d'or à la bande de gueule chargée de trois alérions de sable.

La croix de Savoie est moins ancienne d'environ 40 ans. L'abbaye de saint Maurice en Chablais choisit Pierre de Savoie pour son avoué, et l'abbé lui en donna l'investiture par le don de l'anneau de saint Maurice marqué d'une croix, qui était l'enseigne de la légion Thébaine. Ce prince en composa ses armes, et préféra cette croix à l'aigle de ses prédécesseurs.

La maison d'Est portait sur son sceau l'aigle blanc dès 1239.

Pierre de Dreux, de la maison de France, est le premier duc de Bretagne qui ait fait mettre des armoiries sur son écu. C'était un échiqueté brisé d'un quartier d'hermines. Jean-le-Roux prit les hermines pures.

Ce fut Louis XI qui honora les armoiries de Médicis de l'écu de France : cet exemple et plusieurs autres confirment la règle héraldique que les princes souverains ont souvent donné leurs armes aux seigneurs qu'ils affectionnaient particulièrement.

¹ Barre, *Hist. d'Allem.*, t. v, p. 773.

Une de ces plus anciennes concessions d'armoiries ¹, est celle que fit Richard d'Angleterre à Geoffroi de Troulard, sire de Joinville.

Il est constant que Clément VI est le premier pape qui ait fait mettre ses armoiries sur son sceau : mais il n'est pas également aisé de savoir si les évêques et les abbés portèrent sur leurs sceaux ou contre-sceaux des armoiries d'extraction et de famille avant le 13^e siècle. Les usages des 11^e et 12^e siècles le permirent à la vérité ; il est même bien démontré que des prélats eurent dans le 12^e siècle au contre-sceau de leur sceau, ou des symboles, ou des figures de fantaisie, ou même, si l'on veut absolument, des armoiries personnelles : mais on ne voit que l'exemple du *Gallia Christiana* ², cité plus haut, qui milite contre la règle de dom Mabillon ³, qui tient que Thibault, évêque de Beauvais, est le premier qui ait mis les armes de sa famille au contre-sceau d'une charte de l'an 1289.

Les évêques et les abbés des grandes maisons d'Allemagne ⁴, commencèrent vers l'an 1320 à mettre sur leurs sceaux, même conjointement avec leurs images, l'écu des armes de leur église, et celui de leur famille, plaçant le premier au côté droit, et le second au côté gauche.

Les clefs des armoiries papales ne sont guère que du commencement du 14^e siècle ; dès le 13^e, les mitres des cardinaux, quoique simples diacres, paraissent sur les sceaux ⁵. Le chapeau rouge, dit-on ⁶, leur fut donné par Innocent IV. L'usage du chapeau pour tous les prélats vient d'Espagne, où il parut l'an 1400. Tristan de Salazar, espagnol de nation, et archevêque de Sens, passe pour le premier qui l'ait introduit chez les archevêques de France. Il n'y a pas encore 200 ans que les évêques qui sont comtes ont mis des couronnes sur leurs armoiries.

¹ Acad. des Belles-Lettres, t. xx, p. 780.

² *Gallia Christiana*, t. v, p. 1036.

³ *De Re Dipl.*, p. 132, n. 2.

⁴ Gudenus, *Syllog.* 1, *varior. Dipl.*, t. 1, *pref.* p. 23.

⁵ Mabill. *Sac.* iv, *Bened.* partie 2, t. vi, *pref.* p. 96.

⁶ *Orig. des card. du S. Siège*, p. 66.

Le fréquent usage des armoiries timbrées parmi les personnes d'une noblesse moyenne, même parmi la simple bourgeoisie, vient de la concession qu'en fit Charles V en 1371 aux bourgeois de Paris.

Il n'y a point d'époque certaine propre à fixer les armoiries héréditaires. Elles le devinrent les unes plutôt, les autres plus tard : cet usage ne commença à devenir un peu général et constant que sous le règne de saint Louis, quoiqu'il ne le fût pas toujours dans une famille au 14^e siècle ¹, et même dans les deux suivans ². Les armoiries variaient alors assez souvent pour des raisons légitimes; comme pour des acquisitions de nouveaux domaines, de nouvelles dignités, et de nouvelles charges. Quelquefois aussi les associations et les alliances étaient des raisons suffisantes de prendre les armes de la famille alliée la plus puissante. C'est ce qui rendit les mêmes armes communes à plusieurs maisons différentes, surtout avant les règles du blason, qui ne sont que des derniers siècles.

Les Italiens sont les premiers, selon le P. Ménestrier, qui ont introduit dans les armoiries, il y a environ 250 ans, les marques des dignités séculières. Cependant on trouve dès l'an 1271 l'épée de connétable sur un sceau de Robert d'Artois.

Par la coutume générale de France ³, et par arrêt du parlement de Grenoble de 1494, les cadets de famille sont obligés de différencier leurs armes par des *brisures*. Les armes *diffamées* sont une marque de honte et de punition.

La *cordelière*, signe de venvage, doit son origine ⁴ à Louise de la Tour, dame de Coulech en Bourgogne, vers 1460, et non pas à Anne de Bretagne, comme quelques-uns le prétendent. On voit encore sur un ornement des carmes de Châlons les armes de Louise de la Tour, morte en 1472. Elles portent à l'entour une cordelière à nœuds délics, avec ces mots : *J'ai le corps délié*; d'où est veu le mot *cordelière*.

¹ *Hist. général. de la Maison de France*, t. 7, p. 814.

² *Ibid*, p. 825, et t. viii, p. 86, 87, 109.

³ *Plaidoy. d'Expilly*, 5^e édit., p. 709.

⁴ Baluze, *Hist. d'Auvergne*, t. 1, p. 327.

Le cimier est au moins du 12^e siècle¹. Les supports sont venus bien plus tard.

Les devises furent en vogue aux 14^e et 15^e siècles, surtout parmi les gens de qualité : chacun s'en faisait à sa mode. Celle d'Angleterre, *Dieu et mon droit*², fut mise par Edouard III, vers l'an 1340, au bas de son écu.

L'usage de mettre le manteau ducal derrière l'écu n'a lieu que depuis le milieu du dernier siècle : et à l'entour ont été mis les colliers des ordres depuis leur institution.

Le pavillon n'annonce point la souveraineté indépendante. Quelques Seigneurs particuliers le portaient en plein dans leurs sceaux au 15^e siècle. Voir l'article SCEAUX.

ARRÊT. Ce mot, grec d'origine, vient d'*ἀρεστόν*, *placitum*, *ordonnance*, *décret*. Il est particulièrement consacré à désigner les jugemens des cours supérieures de justice dont il n'y a point d'appel ; mais on l'emploie aussi quelquefois pour désigner les jugemens des tribunaux inférieurs. Les Latins se servirent des termes *judicia*, *consilia*, *præcepta* ou *mandata* ; et dans la basse latinité du mot *arrestum*, en usage au plus tard dès le 15^e siècle. Ducange ne veut pas que ces termes soient synonymes ; selon lui *arresta* sont des jugemens prononcés, parties ouïes contradictoirement ; *judicia* sont des jugemens rendus sur les procès par écrit et sur les enquêtes ; *consilia* sont les appointés ; *mandata* sont les injonctions faites par les cours supérieures aux baillis, sénéchaux, et autres juges inférieurs. Il faudrait un ouvrage entier pour expliquer les différentes espèces d'arrêts et d'arrêtés des cours : arrêts sur requête, arrêts interlocutoires, arrêts par forclusion, arrêts provisoires, arrêts contradictoires, arrêts de réglemens, etc., etc. La plupart de ces arrêts ne sont pas seulement différenciés par leurs dénominations, mais encore par leurs formules³.

Les rois de la première race donnaient quelquefois des arrêts

¹ Vredius, p. 51.

² Thoyras, *Hist. d'Ang.* t. III, p. 490.

³ Voyez le Traité des Arrêts par Dumoulin. *Tract. de formâ Arrestorum*, t. III, partie 6.

ou plaids, *placita*. Ils différaient des *préceptes* en ce qu'ils étaient seulement souscrits par les référendaires et non par le prince, comme le prouvent les originaux publiés par dom Mabillon ¹.

Au 9^e siècle les commissaires, *Missi Dominici*, envoyés dans les provinces par les rois et les empereurs, rendaient des arrêts dont les formules initiales n'eurent rien de fixe ²; les plus communes portent : *Postquam autem N. N. missi Dominici, ad illas partes venissent, etc.,... Cum autem in Dei nomine N. N. residerent in villâ N., etc.* Ils sont signés par les juges, et leur signature est réelle ou apparente. Les arrêts ont été rédigés en latin en France jusqu'à François I^{er}, qui en 1539, ordonna qu'ils fussent rédigés et prononcés en français.

ARONDEL ou **ARUNDEL**. Nom donné à des marbres contenant une inscription trouvée en Grèce, et ayant conservé les plus célèbres époques grecques, depuis le règne de Cécrops jusqu'à l'archonte Diogéuète, l'an 264 avant Jésus-Christ. Ce nom leur vient de lord Howard, comte d'*Arundel*, qui avait envoyé Thomas Peter en Grèce pour faire des recherches archéologiques; on les appelle aussi *marbres de Paros*, du lieu où ils furent trouvés, et *marbres d'Oxford*, du lieu où ils sont en ce moment.

ARRIERE-BAN. C'était la convocation des hommes nobles et de *siefs* ou *arrière-siefs*, pour marcher contre l'ennemi. On croit que ce mot vient du vieux mot français *héri-ban*, de *heré*, armée ou camp, et *ban*, appel et semonce, d'où serait venu *arrière-ban* ³; d'autres pensent que *ban* signifie *première convocation*, et *arrière-ban* convocation de ceux qui sont demeurés en *arrière*. Depuis l'introduction des *compagnies d'ordonnances* et des *troupes réglées*, l'*arrière-ban* n'a plus guère été convoqué. Le dernier date de Louis XIV, qui le convoqua pour la guerre qui commença en 1688, et fut terminée en 1697 par la paix de Ryswick.

ARTICLES, *articuli*. En compulsant des archives, ecclésiastiques surtout, on rencontre des pièces intitulées *articuli*: elles rentrent dans le genre des *statuts* et des *réformations*; tantôt ce

¹ Sixième livre de la *Diplomatique*, p. 480, 482, 484, 485.

² *De Re Dipl.*, p. 531, 533, 545.

³ Fauchet, *Origine de la Milice et des Armes*, p. 48.

sont des constitutions d'évêques, et tantôt des diplômes de princes en forme de réglemens. Cette dénomination date particulièrement du 13^e siècle. *Articulus* est pris aussi pour une plainte ou une requête de plainte, et en bien d'autres sens encore.

AS. C'est la première monnaie qu'aient employée les Romains. Elle était de cuivre, et d'abord sans empreinte. Servius-Tullius y fit représenter une brebis (*pecus*), d'où l'argent monnayé (*as signatus*), prit le nom de *pecunia*. Sous la première guerre punique, 490 de Rome, 264 avant Jésus-Christ, on retrancha de l'as un *sextans* ou 2 onces, ce qui le rendit du poids du *dextans* ou 10 onces; par la loi *papinienne* on le réduisit à 2 onces. Enfin, en 537, il fut réduit à 1 once. Dans la suite les Romains comptèrent par *sexterces*. Voyez MONNAIES.

ASSEMBLÉES DU CLERGÉ. En France, les biens possédés par le clergé étaient exempts d'impôts. Cependant, comme dans les besoins de l'État il avait dû venir à son secours, c'était par un *don gratuit* qu'il contribuait aux charges publiques. La répartition de ce don gratuit, les emprunts effectués pour le réaliser plus tôt, le prélèvement des dîmes, et, en un mot, tout ce que l'on appelait le gouvernement temporel de l'Église était réglé dans des réunions qui portaient le nom d'*assemblées du clergé*. Elles se réunissaient tous les cinq ans. Voici quel était le mode de leur convocation : Le roi écrivait une lettre aux *agens généraux* du clergé, par laquelle il les chargeait d'avertir chaque *archevêque* de convoquer son assemblée provinciale pour le choix des députés, lesquels devaient être tous dans les ordres, et posséder un bénéfice dans la province qui les députait.

Il y avait deux sortes d'assemblées générales : les *grandes*, composées pour chaque province ecclésiastique de deux députés du *premier ordre*, c'est-à-dire des cardinaux, archevêques et évêques, et de deux du *second ordre*, c'est-à-dire des abbés; on les appelait les *assemblées du contrat*. Les *petites* assemblées n'avaient qu'un député de chaque ordre par chaque province; on les appelait les *assemblées des comptes*. Elles se tenaient alternativement et s'ouvraient le 25 du mois de mai, pour l'ordinaire dans l'église des Grands-Augustins à Paris. Les députés du pre-

mier ordre siégeaient en rochet et camail noir, et ceux du second ordre en habit long et bonnet carré.

Les provinces ecclésiastiques qui nommaient les députés des deux ordres étaient les suivantes d'après leur rang : Bourges, Narbonne, Embrun, Auch, Arles, Alby, Tours, Toulouse, Sens, Lyon, Vienne, Rouen, Rheims, Paris, Bordeaux, Aix.

Deux personnes ayant le titre d'*agens-généraux* du clergé de France administraient les affaires temporelles de L'Eglise. Ils avaient succédé aux *syndics-généraux*, établis en 1564 et abolis par l'assemblée de Melun en 1579. Leurs fonctions duraient cinq ans, c'est-à-dire d'une assemblée générale à l'autre ; ils étaient nommés alternativement par deux des provinces ecclésiastiques.

Les différends qui s'élevaient sur les dîmes et les impôts établis par le clergé étaient jugés par huit *chambres souveraines*, composées de conseillers-commissaires, députés par les diocèses établis en 1580. Elles siégeaient dans les huit villes suivantes : Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouse, Bordeaux, Aix. Chaque diocèse possédait en outre un *bureau ecclésiastique* correspondant avec les huit chambres. Il y avait encore des *économats*, chargés de l'administration temporelle des sièges vacans.—Voir au mot *Évêques* la liste de tous les anciens archevêchés et évêchés de France, avec leurs titres, prérogatives et revenus, et le mot *Régale*.

ASSEMBLÉE NATIONALE. Les États-Généraux de France furent assemblés par ordre du roi, à Versailles, le 5 mai 1789. Le clergé et la noblesse n'ayant pas voulu que les États comptassent les voix par tête, le tiers-état se sépara d'eux, et se proclama *Assemblée nationale*, le 17 juin. C'est là que fut élaborée la première constitution de la France, dite *Constitution de 91*, ce qui fit donner à cette assemblée le nom d'*Assemblée constituante* ; elle termina ses séances le 29 septembre 1791, et fut remplacée par l'*Assemblée législative*, qui siégea jusqu'au 21 septembre 1792, époque où fut érigée la *Convention nationale*, qui décréta le même jour la république, et se couvrit bientôt après du sang de Louis XVI.

ASSIGNATION. L'origine de cette première pièce d'un pro-

cès remonte à la plus haute antiquité. C'est l'acte par lequel on cite ou plutôt l'on appelle en justice son adversaire. Toutes les anciennes assignations n'étaient pas comme aujourd'hui données de particulier à particulier. La partie lésée, après avoir formé la plainte, la présentait au roi, qui, selon Marculfe¹, adressait au Comte du pays dont était l'accusé une ordonnance, *ordinatio*, qu'on appelait aussi *charta audientialis*, afin d'obliger l'accusé à se présenter devant le trône pour y être oui et jugé. Il faut distinguer l'*assignation* de la *citation*, en ce que, pour l'ordinaire, celle-ci était propre à une juridiction particulière, c'est-à-dire qu'un concile, un pape, un évêque, un seigneur, une juridiction, *citaient* à leur propre tribunal où ils faisaient les fonctions de juges; au lieu que l'autre était donnée pour être jugé par un tribunal commun.

Les cédules d'assignations, telles qu'on les voit aujourd'hui, n'appartiennent qu'aux derniers siècles.

ASSIGNATS. Il ne faut pas confondre les *assignations* avec les *assignats*, dont il est fait mention dans l'histoire du Languedoc², et qui prennent dans le texte le nom d'*assignatio* et d'*assinia*; ils sont d'une nature un peu différente. En vertu d'un mandement du roi, le sénéchal d'une province faisait l'assiette de certaines impositions, ou plutôt affermaient pour certaine somme les domaines de la couronne, en spécifiant ce que tel ou tel domaine devait produire de revenu. Ce cadastre s'appelait *assignatio*, que l'on doit rendre par *assignat*. On trouve des actes de cette espèce au 13^e siècle.

ASSIGNATS, voir PAPIER-MONNAIE.

ASTÉRIQUE. L'astérique est une des marques les plus ordinaires qu'on rencontre dans les anciens manuscrits; elle y est figurée en petite étoile ✱, ou en ✧ cantonné de quatre points. Voici les différens usages de l'astérique dans les manuscrits.

C'était une marque d'*omission* selon saint Isidore, et de *restitution* selon le célèbre manuscrit de la bibliothèque du prince de Soubise, qui se trouve en ce moment à la bibliothèque

¹ *Formul. lib. 1, cap. 18.*

² *Tome III, col. 355 et 521.*

royale. Ce manuscrit, du 8^e siècle au plus tard, et qui est en vélin pourpré, renferme les Épîtres et Évangiles. Les fameux versets 7 et 8 du 5^e chapitre de l'épître de saint Jean y paraissent avec l'astérisque, pour marquer qu'ayant été omis par la faute des copistes, on les restitue à leur place.

L'astérisque était la marque d'un *sens tronqué*, selon Aristophane, de *vers dérangés* selon Probus, de *mots hébreux* et de *sentences* qui n'ont point été rendus par les Septante, suivant les exemples d'Origène; enfin, d'*addition* à la Vulgate, suivant saint Jérôme.

Dans un manuscrit grec des œuvres de saint Grégoire de Nazianze à Rome, l'astérisque est placé aux endroits où il est parlé de l'incarnation du fils de Dieu ¹, pour rappeler sans doute l'étoile miraculeuse qui apparut aux mages.

On s'en servait dans Platon ² pour noter la conformité des dogmes, et dans Homère pour faire remarquer les plus beaux vers. Il était encore d'usage au 14^e siècle dans les manuscrits d'Allemagne ³.

ASYLE; ἄσυλος (de ἀ privatif et de σὺλῶ prendre). C'étaient des lieux où les débiteurs et les criminels trouvaient un abri contre les poursuites de la justice. Cet usage remonte à la plus haute antiquité. Dans l'Ancien-Testament, Moïse assigna plusieurs villes qui devaient être un lieu de refuge, non pour toutes sortes de criminels, mais seulement pour ceux qui avaient commis un crime par inadvertance et sans volonté expresse de nuire ⁴.

Les Grecs avaient aussi leurs lieux d'asyle; un des plus anciens est celui que Cadmus ouvrit en Béotie. Celui de Samothrace avait, disait-on, été établi par Cybèle. Athènes avait été un lieu d'asyle, où se retirèrent les descendants d'Hercule.

On sait que Romulus fit un asyle d'un bois de chênes, qui existait sur l'emplacement où fut bâtie Rome ⁵. Le droit d'asyle se perpétua sous les rois et la république; par une hypocrisie de

¹ *Palæogr. Græc.*, p. 371.

² *Trots.* p. 276.

³ *Walter, Lexic. Dipl.* col. 456.

⁴ *Josué*, ch. xxi.

⁵ *Strab.*, l. v, p. 129. — *Denis d'Halys.* l. II ch. 6.

dévotion aux dieux, Tibère voulut que les débiteurs, les esclaves et les malfaiteurs de tout genre trouvassent un droit d'asyle dans les temples ¹.

Les chrétiens donnèrent le droit d'asyle à leurs églises dès le tems de Constantin ². En France, l'église de Saint-Martin de Tours était célèbre par son asyle. Les églises de Paris qui jouissaient de ce droit étaient Notre-Dame, Saint-Jacques-la-Boucherie, Saint-Méry, l'Hôtel-Dieu, l'Abbaye-Saint-Antoine, les Carmes de la place Maubert et les Grands-Augustins. Outre cela un grand nombre de chapelles, les maisons des évêques, même quelques cimetières jouissaient de ce droit. Charlemagne y donna atteinte le premier en défendant en 779 qu'on portât à manger aux criminels. Louis XII l'abolit entièrement ³.

ATTACHE DES SCEAUX. Voyez SCEAUX.

AUGUSTINES. Religieuses vivant suivant la règle de saint Augustin et ayant les mêmes généraux que les chanoines de cet ordre. Il n'est pas fait mention d'elles avant le 10^e siècle; il y en avait de deux sortes : 1^o Les chanoinesses *régulières*, revêtues toujours du rochet et portant une aumusse sur le bras et un manteau sur les épaules en hiver; 2^o les chanoinesses *seculières*, sans aucune clôture, habillées comme les femmes du monde et en habit de cérémonie au chœur. Les augustines, lors de leur destruction, en 1789, s'élevaient en France au nombre 15,000.

AUGUSTINS. Religieux observant la règle établie par saint Augustin, évêque d'Hippone, lorsqu'il vivait en commun avec le clergé de son église. Un grand nombre de religieux ayant quitté l'Afrique, lors de l'invasion des Vandales, vinrent en Italie et y vécurent en ermites; Alexandre IV les réunit, en 1256, sous la règle de saint Augustin. Leur établissement, en France, date de 1596, et de l'époque de leur fondation selon d'autres. Ils portaient un habit et un chaperon noir d'une étoffe légère et une ceinture de cuir. Les réformes de cet ordre

¹ Tacite, *Annales*, l. III, ch. 36, 60; — Suétone *Tiber.*, n^o 37.

² Bingham, *Origines ecclés.*, l. VIII, ch. II, s. 3.

³ Voir *Hist. de l'Académie des Ins.*, t. II, in-12, p. 52.

étaient connues sous le nom de *Petits-Augustins*, *Petits-Pères* et *Augustins-Déchaussés*. Il y avait encore un grand nombre de prêtres qui, sous le nom de *Chanoines de Saint-Augustin*, suivaient les règles de ce docteur; ils étaient toujours revêtus d'un *rochet*, même hors du chœur et de la maison.

AUMUSSE. Partie de l'habillement des anciens français, qui est restée aux chanoines. Sous les mérovingiens, l'aumusse était une colfure qui couvrait la tête et les épaules; elle s'étendit depuis jusqu'aux reins. Les chanoines portèrent d'abord l'aumusse pour se couvrir la tête et les épaules, l'hiver, pendant l'office de la nuit. Bientôt ce ne fut plus qu'un ornement doublé de fourrure, qu'ils portaient au chœur, sur le bras gauche. Ce mot vient d'*amictus*, vêtement selon les uns, ou d'un vieux mot français, *se musser*, qui veut dire *se coucher* ¹.

AUTEL. Plate-forme de terre, de pierre ou de bois, élevée au-dessus de terre, et sur laquelle on offre un sacrifice. Ce mot vient de *altus*, *élevé*. Les hébreux l'appelaient מזבח, *MIZBE*, qui rappelle l'idée de *sacrifier*, *égorger*; les Grecs Βάσις et Θυσιαστήριον, qui offrent celle d'*élévation* et de *sacrifice*. Sous les patriarches les autels étaient élevés en pleine campagne, et principalement sur les montagnes. Comme il s'y introduisit des superstitions, Moïse prescrivit la forme des autels. Ils devaient être de terre, et, s'ils étaient de pierres, elles ne devaient pas être taillées, et il ne fallait pas y monter par des degrés ². Il ne devait y avoir qu'un autel à Jérusalem.

Chez les Romains, les autels élevés aux dieux célestes s'appelaient *altaria*, ceux des dieux terrestres, *aræ*; on enfonçait dans la terre ceux qui étaient élevés aux dieux des enfers.

Dans l'Eglise primitive les autels n'étaient que de bois, et le plus souvent portatifs; mais les conciles de Paris en 509 et d'Epaone en 517, ordonnèrent qu'ils fussent en pierre.

¹ Jacques Bourgoing, *De Origine et usu vulgariū vocum*, in-4°, p. 40.

² *Exode*, ch. xx, v. 24, 26. Voir les formes des anciens autels du culte Sabéiste, subsistant encore en Amérique et en Europe avec les degrés, tome xiv, p. 48 des *Annales de Philosophie chrétienne*.

AUTHENTIQUE. On nomme livre authentique celui qui a été écrit par l'auteur dont il porte le nom. Une histoire peut être vraie sans être authentique, c'est-à-dire sans avoir été écrite par celui auquel elle est attribuée. Il est certains livres de l'Ancien-Testament dont on ne connaît pas les auteurs, tels que Job, et qui, en ce sens, ne sont pas authentiques. Pour les livres du Nouveau-Testament, on sait, avec certitude, qu'ils sont tous authentiques, c'est-à-dire qu'ils ont été écrits par les auteurs auxquels ils sont attribués. Authentique signifie aussi quelquefois *faisant autorité*; c'est dans ce sens que l'on dit que la *Vulgate est authentique*. Ce mot se prend encore pour *autographe*. C'est dans ce sens que Tertullien dit que dans les églises fondées par les apôtres, on lisait aux fidèles leurs lettres *authentiques*.

AUTHENTIKUER. Lorsque les Grecs voulaient opposer l'original à la copie qu'ils appelaient ἀντίγραφον, ils le nommaient ἀυθεντικὸν δικάσιμα, ou ἀυθεντικὸς χάρτης. Voilà l'origine des pièces appelées par les latins *authenticum exemplar*, *authentica epistola*, ou simplement *authenticum*, *authentica*. Toutes ces acceptions sont d'une très-haute antiquité. Vers le 12^e siècle le mot *authenticum*, pris substantivement ou adjectivement, en sous-entendant *exemplar*, était un terme énergique pour exprimer toutes sortes d'originaux. Les papes en faisaient grand usage dans les bulles où il était question de titres constitutifs. Voir à l'article ORIGINAL les règles qui regardent les pièces authentiques : voici quelle était la manière d'authentifier ou d'autoriser les chartes.

En général, tout titre AUTHENTIQUE doit être muni de l'autorité publique, et renfermer toute la solennité convenable à sa nature, conformément aux usages du tems auquel il aura été dressé; et ce sont positivement ces usages sur lesquels il est important de ne point se méprendre.

Dans les premiers siècles de notre monarchie même, les signes d'autorisation d'un acte consistaient ou dans les signatures de toute espèce, soit qu'elles fussent explicites, soit qu'elles fussent suppléées par des croix, des monogrammes, etc. (Voyez SIGNATURE, MONOGRAMME); ou dans les vérifications du

référendaire par les formules *recognovit, obtulit* (voyez *CONTERSEING*); ou dans les souscriptions (voyez *Souscriptions*); ou dans les signatures, ou dans la nomination des témoins (voyez *Témoins*); ou dans l'apposition du sceau des parties, de leurs seigneurs, de leur prince (voyez *Sceaux*); mais cette manière d'authentifier les chartes a eu différentes époques, à raison des tems où les rois, les seigneurs et les particuliers ont commencé à employer les sceaux.

En France, dans le 11^e siècle, les ducs et les comtes souverains autorisèrent leurs chartes de différentes manières. Tantôt ils y apposaient leurs sceaux seulement, sans signatures ni témoins : tantôt ils y mettaient leur seing, en suivant d'assez près les formules royales : tantôt, et c'était le plus ordinaire, ils faisaient nommer dans l'acte les témoins qui ne signaient pas pour cela : quelquefois les noms de ces derniers paraissaient au bas comme signatures, mais de la main des notaires.

Dans le 12^e siècle, en suivant la même manière d'attester les chartes, ils signent quelquefois eux-mêmes à la fin après la liste des témoins nommés. Dans le 13^e siècle, l'apposition du sceau annoncé suppléait très-souvent à toute autre marque d'autorisation. Mais en Angleterre les noms de plusieurs témoins écrits de la main du notaire en font encore toute l'authenticité.

Au 14^e siècle, outre le sceau qui tint souvent lieu de toute autre formalité, outre la nomination des témoins, encore d'usage alors pour suppléer à toutes marques d'autorisation, on commença à passer les actes devant les notaires ou tabellions, dont la signature unique suffisait pour authentifier un acte; on la reconnaît aisément en ce qu'elle ne consiste assez ordinairement que dans certains traits entrelacés, ou dans quelques figures qu'ils s'étaient appropriés.

Dans le 15^e siècle, la plupart des actes sont passés devant les tabellions et les notaires publics, dont les formules ont été recueillies et publiées par divers auteurs. Quoique dans ce siècle l'apposition des sceaux ait suffi pour autoriser les actes, on en trouve plusieurs qui sont signés et scellés. En Angleterre les seigneurs et les particuliers scellent sans signer.

Dans le 16^e siècle, les actes passés pardevant notaires, et les

sous-seings privés scellés, ont tous les caractères d'autorisation requis en ce temps. Nous suivons encore les mêmes usages à peu près.

On peut donc conclure d'après ce détail quelles étaient les différentes manières d'authentifier un acte.

1° En écrivant son nom, ce qui fut assez rare dans les 11^e, 12^e et 13^e siècles. Dans le 14^e cet usage reprit, sans être cependant commun, si ce n'est dans les actes notariés ou dans les pièces ecclésiastiques; car la plupart des laïques ignoraient encore l'art d'écrire.

2° En faisant inscrire son nom avec celui des témoins, en y apposant ou faisant apposer des croix, ou le mot *signum*, soit tout du long, soit en sigle, c'est-à-dire avec une S traversée d'une barre de la tête à la queue, pratique qui fut la plus ordinaire depuis le 8^e siècle jusqu'aux temps des sceaux ou du renouvellement des signatures, au 11^e siècle.

3° En marquant seulement les noms des témoins précédés de la formule *Testes sunt*, ou autre semblable, également d'usage dans les 11^e, 12^e, 13^e et 14^e siècles.

4° En faisant toucher les actes de la main des témoins dénommés, comme le montre la formule : *Præsentibus istis subscriptis, ac sibi inuicem pellem porrigentibus* ¹. Cette formule ne fut pas très-commune; elle est du 11^e siècle, et pourrait bien se trouver dans le 12^e; mais alors on revient à dénommer les témoins.

5° En attachant des bandes de cuir au bas des chartes auxquelles tous les témoins faisaient un nœud. On trouve des preuves de cet usage singulier du 11^e siècle dans les archives de Normandie et d'Aquitaine. Il suppléait aux sceaux que n'avaient point encore les particuliers.

6° En les faisant confirmer par les souverains, qui se contentaient d'y apposer leur sceau ou leur signature; depuis le 10^e siècle jusqu'au 14^e inclusivement, nos rois n'ont pas fait difficulté d'apposer leur sceau aux chartes de leurs sujets.

7° En ajoutant une charte de confirmation à la suite du titre primordial, et c'était les ayant-cause du donateur qui la don-

¹ Besly, *Comtes de Poitou*, p. 373.

naient. Cet usage n'eut guère lieu que dans le tems des donations.

8° Enfin, en employant les cyrographes (voyez CHARTES-PARTIES). Mais l'authenticité de l'acte ne pouvait alors paraître qu'autant que chaque partie intéressée rapportait la portion qu'elle avait eue du cyrographe.

AUTOGRAPHE. (de αὐτός, soi-même et γράφω, écrire). On nomme ainsi l'original d'un livre ou d'un diplôme. Pierre, évêque d'Alexandrie, rapporte qu'au 6^e siècle on gardait à Ephèse l'autographe de l'Évangile de saint Jean ¹.

On convient généralement que l'exemplaire de la loi qui, sous le règne de Josias, fut trouvé dans le temple, était l'autographe même de Moïse ².

AUTORITÉ. Les autorités, *auctoritates*, actes que l'on trouve ainsi dénommés parmi les anciens monumens, tirent leur origine du sénat de Rome. On donnait le nom d'*autorités* aux délibérations du sénat contrariées par les tribuns; parce que, malgré l'opposition de ces magistrats, elles ne laissaient pas d'être de quelque poids, quoiqu'il n'y eût nulle obligation de s'y conformer, et qu'en effet personne ne s'y conformât ³.

AVOCAT. Depuis le 6^e siècle, les clercs et les moines étant presque les seuls qui cultivassent les lettres, ils exerçaient avec toute la confiance du public les fonctions d'avocats et de notaires. L'Eglise, soit par nécessité, soit autrement, vit sans peine une partie de ses ministres inférieurs se mêler des affaires du dehors pour le bien de la paix et la tranquillité des particuliers laïques. Ce ne fut qu'au concile de Reims, tenu en 1131, qu'il fut défendu aux moines et aux chanoines réguliers de se faire avocats. Le concile de Cognac, tenu l'an 1238, trancha plus net dans ses canons 12 et 13, en défendant aux moines et aux prêtres de faire les fonctions d'avocats ou de procureurs.

Le concile provincial de Sens, tenu à Melun l'an 1216, voulut que les avocats s'obligeassent par serment avant la poursuite des causes.

¹ Chron. Alexand^e à Radero editum.

² IV Rois, ch. xxii, v. 8.

³ Journal des Savans, octobre 1714.

Il y eut des avocats en France dès les premiers tems de la monarchie ; ils suivirent le parlement dans les villes où il tenait ses séances. Lorsque Philippe-le-Bel l'eut rendu sédentaire à Paris l'an 1302, les avocats s'y fixèrent, et commencèrent à y former leur ordre, qui avec différentes modifications subsiste encore.

AVOUÉ. Il faut distinguer deux sortes d'avoués : les uns défenseurs des procès et des causes des églises, et les autres défenseurs des terres à main armée. Pour obvier aux rapines des grands, l'empereur Valentinien I^{er} donna deux lois datées de l'an 365, par lesquelles il institua des défenseurs des villes¹. Les ecclésiastiques, plus exposés encore que les laïques par leurs principes de détachement, obtinrent aussi des empereurs le droit d'avoir leurs défenseurs, qui étaient des laïques chargés de maintenir les intérêts des églises dans les tribunaux des magistrats.

Dès l'an 368, il est fait mention d'un défenseur de l'Eglise romaine. En 407, un concile de Carthage², et en 423 un concile d'Afrique³, demandent à l'empereur des avoués ou défenseurs pour leurs églises : mais c'était des défenseurs de la première espèce. On appela donc *avoué*, comme qui dirait *avocat*, celui qui faisait profession d'être le protecteur temporel d'une église ou d'un monastère. Cette charge s'introduisit dans le 4^e siècle, mais elle ne fut reconnue sans opposition qu'au 8^e, surtout en ce qui regarde leurs dernières fonctions.

Les avoués, *advocati*, succédèrent à ces défenseurs des églises, si célèbres à Rome et en Orient aux 5^e et 6^e siècles, et en tirèrent leur origine. Ils furent établis ou par les fondateurs, ou par les moines, ou par les princes, pour veiller aux intérêts des évêchés et des abbayes. C'étaient probablement d'abord des jurisconsultes qui poursuivaient les affaires devant les tribunaux séculiers, où les clercs ne devaient pas se produire⁴.

¹ Tillemont, *Hist. des Empereurs*, t. v, p. 29.

² *Ibid.*

³ *Can.* 97.

⁴ *Can.* 42.

⁵ Hahnus, in *Diplom. fundat. Bergensis*, p. 51.

Cela paraît par la loi de l'empereur Honorius du 22 février 407, qui permet à l'Eglise d'avoir des avocats pour maintenir ses droits auprès des magistrats civils. En cette qualité ils se présentaient en jugement, et plaidaient pour les évêques, les abbés et les moines. Depuis la domination des barbares, ces charges furent remplies par des gens d'épée. Ils défendaient leurs églises respectives par les armes, et au besoin se battaient en duel pour prouver, selon la coutume de ces siècles, le bon droit de leurs protégés.

Les avoués étaient encore chargés de conduire à la guerre les vassaux des évêques et des abbés. Ils se déchargeaient alors du soin des biens sur des sous-avoués, *subadvocati*. Mais bientôt ils se crurent maîtres des biens qu'ils étaient seulement chargés d'administrer. De là des procès et des vexations sans nombre. — Aussi un concile de Chalons-sur-Saône, tenu vers le milieu du 7^e siècle, défend aux abbés et aux moines d'avoir des laïques pour avoués. Les rois de France se chargèrent eux-mêmes de la défense des abbayes ¹. Hugues-Capet ne prend souvent que le titre d'avoué de l'abbaye de Saint-Riquier ².

La plupart des fondateurs se réservèrent la qualité d'avoués, et la firent passer à leurs héritiers, quelquefois même à des filles de leur sang, au défaut des mâles ³. Ainsi cette dignité devint non-seulement un droit héréditaire ⁴, mais encore appréciable comme tout autre bien. Ces deux qualités furent la cause de mille vexations et de mille chicanes ⁵; c'est ce qui obligea les abbés et les moines de racheter le droit d'avoué, sitôt que l'occasion s'en présenta ⁶. Cependant la plupart des monastères de l'un et de l'autre sexe restèrent sous le joug de l'oppression.

Les conciles de Poitiers, de 1100, canon xv^e, et de 1148, canon vi^e, s'élevèrent avec force contre ces petits tyrans; mais

¹ De Roye, *De missis dominicis*, ch. v, p. 110.

² *Spicil.*, t. iv, p. 559.

³ Hahnus, in *Diplom. fundat. Bergens.* p. 51.

⁴ D. Vaissette, *Hist. de Lang.*, t. II, p. 191.

⁵ Labbe, *Concil.*, t. XI, part. II, p. 1327.

⁶ *Act. SS. Bened.*, t. IV, p. 624.

leurs sanctions n'eurent que très-peu ou point d'effet. Grégoire X, dans le concile général de Lyon, de 1274, donna une constitution qui défendait, sous peine d'excommunication, à toute personne d'usurper de nouveau le droit d'Avoué, et se contenta d'exhorter les anciens possesseurs au désintéressement et à la tempérance. Soit que cette ordonnance du concile fît quelque impression, ou peut-être sur le seul motif de l'équité, on vit au 15^e siècle des familles nobles renoncer d'elles-mêmes à ce droit en faveur de quelques monastères¹; et au siècle suivant le nom et l'office d'avoué furent éteints : mais la plupart des fiefs et des droits que les Seigneurs possédaient sous ce titre, ne retournèrent point aux menses dont ils avaient été détachés.

Les avoués d'Allemagne paraissent avoir eu une autre origine, au moins pour la plupart. Othon I^{er} enrichit considérablement le clergé de l'empire, jusqu'à lui conférer des comtés et des duchés entiers avec la même autorité que les princes séculiers y exerçaient : mais pour le retenir toujours dans une certaine dépendance, il établit des avoués pour gouverner conjointement avec les prélats, et ces avoués étaient à la nomination de l'empereur. Tel était sur la fin du 10^e siècle l'état du clergé qui, souffrant ce joug avec peine, trouva moyen de se couer entièrement, sous Frédéric II et ses successeurs, la dépendance où les avoués le retenaient. Dès le commencement du 11^e siècle, sous les Othon et les S. Henri, quantité d'Avoueries furent réunies aux évêchés et aux abbayes; enfin, pendant le funeste interrègne de 1272 et 1273, les Avoueries furent démembrées de la couronne et abolies en partie, et celles des églises réunies aux églises mêmes².

Explication des abréviations anciennes commençant par la lettre A.

On trouve souvent sur les monumens et les manuscrits, et principalement dans les auteurs qui traitent de la législation, des abréviations qui sont difficiles à déchiffrer; nous croyons

¹ Gudenus, *Syllog. varior. Dipl.*, p. 308.

² *Abrégé Chron. de l'Hist. d'Allem.* p. 89, 112, 243.

rendre service à nos lecteurs en mettant à la fin de chaque lettre tout ce qui a rapport à ces abréviations.

- A *signifie* Augustus, Avius, ager, aient, annus, absolvo.
 AA—Augustus, augustalis, ou apud, agrum, aurum, argentum.
 AAA—Augusti au pluriel.
 A.A.A.F.F. QV. TY — *sig.* auri, argenti, æris, flatur, fabricæ Quirinalis, Tyberini.
 A.A.C.—Ante auditam causam.
 A.A.S.L.M.—Apud agros sibi locum monumenti.
 A.AT.—Ante audita.
 A.B.—Alia bona.
 ABN.—Abnepos.
 AB^s.—Absolutus.
 A.B.V.—A bono viro.
 AB.V.C.—Ab urbe condita.
 A.C.—Alins civis.
 AC.—Actio.
 ACC.—Acceperat, acceptas.
 ACIN.—Actionem.
 AC.L.AQ.—Actione legis Aquiliæ.
 AC.MR.—Aucus Martius.
 ACON.—Actionum.
 A.COSS.CI.—A consulibus, ou conciliis civitatis.
 A.C.P.VI.—Ad caput pedes sex.
 A.CSL.—A consulibus.
 A.C.S.L.E.C.—A consiliariis suæ legionis et civitatis.
 ACT.M.—Actuum mandati.
 A.C.V.—A claro viro.
 A.CVB.AVGG.—A cubiculis Angustorum.
 AD. Auditor ou adest.
 AD.D.—Ad Dioscoridem, ou ad discordiam.
 AD.E.—Ad exacturem, ou ad effectorem.
 AD.F.—Ad finem, ou ad frontem.
 ADI.P.—Adjutor provincie, ou patris, ou pupuli.
 ADLR.—Adulteravit.
 ADN.—Adnepos.
 ADP ou ADOPT.—Adoptivus.
 A.D.P.—Ad diem pridie.
 AD.P. XII.—Ad pedes duodecim.
 AEG.—Æger.
 AEDILL.C.—Ædiles curules.
 AEDIL.PL.—Ædilis plebis.
 AED.IN.M.—Ædis inscripsit meridiem.
 AED.S.—Ædem dicavit, ou sacra vit, ou ædibus sacris.
 AEQ. P.—Æqualis persona.
 AER.—Ærarium.
 AER.C.—Ære collato.
 AER.P.—Ære publico.
 AER.ST.—Ærario Saturni, le trésor public.
 A. F.—Allu facto.
 A.F.P.R.—Ante factum, post relatum, ou actum fide Publii Rutilii, ou Æmilii fecit, plectitur Rutilius (*Proverbs.*)
 AG.—Agit, ou agili, ou Agrippa, ou ager.
 A.G.—Aulus Gellius.
 AGO.—Agor.
 AGT.—Agitur.
 A.H.—Alius homo.
 A.I.—A judice.
 A.L.—Alia lege.
 A.L.ÆE—Arbitrium litis æstimandæ.
 AM.N.—Amicus noster.
 AMN.—Amantissimus.
 AM.NT. AMAN. — Amicus noster amantissimus.
 AMPHITR.—Amphitheatrum.
 AMS.—Amicus.
 AN.—Annus.
 AN.M.—Actionum mandati.
 ANM.—Anima.
 AN.N.—Ante noctem.
 AKN.—Annus, ou Annus.

ANT.T.C. — Ante terminum consti- tutum.	A.S.TT. — A supra tectis.
A.O. — Alii omnes.	AT. — Aulem.
A.O.P. — Auro puro, ou posito.	A.TE. — A tergo.
A.P.CLN. — Ad pedes columnæ.	A.T.M.D.O. — Aio te mihi dare oportere.
APIS.CLV. — Appius Claudius.	ATP. — Aunuo tempore.
AP.IVD. — Apud judicem.	ATQ. — Atque.
AP.N. — Apud nos.	ATR. — Autor ou autoritas.
APP. — Appius ou appellat.	A.TR. — Aulus Trebatius.
APP.N. — Appellatur.	A.TR.TP. — Ad turrem Tarpeiam.
A.P.Q. Aulus Publius Quintius.	A.TT. — Ante titulum.
A.P.R.C. — Anno post Romam condi- tam	AVC. — Auctor, ou auctoratus, ou aue- turitas.
A.Q>R. — Ad questorem.	A.V.C. — Ab urbe conditâ.
ARC. — Arca.	AVGG. — Augusti.
ARG. — Argentum.	AVG.N. — Augustus noster.
ARM.E. — Arma ejus.	AVR. — Aurum, ou aurem.
ARM.P. — Arma publica.	AVR. — Aurelius.
ARR. — Arrius.	AVT ou AVTS. — <i>Le même que AVC.</i>
A.S. — A suis.	A.X. — Annis Decem.
A.S.L.F. — A sua lege fecit.	

B

Origine et formation du B.

Pour compléter notre travail sur les alphabets, et le mettre à la hauteur de la science actuelle, nous croyons devoir examiner ici une question controversée parmi les savans, et que les derniers travaux philologiques sont venus rendre assez probable, ou du moins assez curieuse, pour que nous devions la faire connaître à nos lecteurs.

Cette question est celle de savoir si les alphabets sémitiques ne dérivent pas des écritures hiéroglyphiques, c'est-à-dire, si les lettres de ces alphabets n'avaient pas primitivement la forme de l'objet qu'elles exprimaient.

Cette question, qui semble toute philologique, a pourtant une importance historique, et l'on peut dire *humanitaire*, fort grande. En effet, s'il était prouvé que tous les alphabets tirent leur origine de l'écriture hiéroglyphique, et si cette écriture hiéroglyphique a été primitivement unique, nous pouvons en

tirer une nouvelle preuve, une preuve très-convaincante, de l'unité primitive de la famille humaine; l'hébreu surtout formant la principale langue de cette famille, tous les peuples qui le parlaient ou qui parlaient quelqu'un de ses dérivés, ou de ses dialectes, se trouveraient reliés de nouveau, et rapprochés de l'unité primordiale racontée dans la Bible.

Or, de quelle écriture hiéroglyphique dérivent ces alphabets ?

Deux écritures hiéroglyphiques ou à images nous restent encore, c'est l'écriture *chinoise* et l'écriture *égyptienne*¹; or, c'est dans l'une et l'autre que l'on a cru trouver l'origine des alphabets sémitiques. L'une et l'autre hypothèse a exercé la patience de nombreux savans. Nous nous bornerons à analyser, pour le chinois, les travaux de M. le chevalier de Paravey; pour l'égyptien, ceux de MM. Champollion et Salvolini, qui ont profité des travaux de leurs devanciers, et les ont résumés dans leurs ouvrages.

Quant au chinois, M. de Paravey considérant que l'alphabet sémitique était composé de 22 lettres, lesquelles servaient en même tems de chiffres ou signes numériques, a voulu prouver que ces 22 lettres étaient tirées du cycle des 12 heures et de la division de la semaine en 10 jours, que l'on retrouve chez les Chinois et chez plusieurs peuples de l'Orient². Il a donc comparé les caractères anciens et modernes qui servent à désigner les heures avec les lettres-chiffres des alphabets sémitiques, et il y a trouvé des analogies de forme, de nom, de son et de signification si frappantes, qu'il est impossible de les attribuer au hasard; ce sont ces analogies que nous constaterons dans nos alphabets³.

¹ Nous ne parlons pas ici de l'écriture hiéroglyphique mexicaine, parce que les travaux sur cette écriture ne sont pas encore assez avancés.

² Ces 22 caractères du cycle des 12 heures et du cycle des 10 jours, se trouvent former les 22 dernières clefs du *Choue wen*, premier dictionnaire par clefs qu'eurent les Chinois, environ l'an 89 avant notre ère.

³ M. de Guignes le père avait déjà recherché les analogies qui se trouvent entre les caractères sémitiques et les caractères chinois; mais il avait donné la priorité à l'écriture alphabétique; ce qui n'est pas naturel, et ce qui a servi à décrier si fort son système. Voir *Mémoires de l'Académie*

Quant à l'égyptien, MM. Champollion et Salvolini ont résolu une question fort importante. Nous avons dit que plusieurs savans avaient soupçonné que les lettres sémitiques étaient primitivement des hiéroglyphes, en sorte que la forme qu'elles présentent aujourd'hui, n'en serait qu'une altération ou une dérivation. Pour soutenir l'origine hiéroglyphique des lettres sémitiques, ils disaient entr'autres choses qu'elles portaient encore le nom des objets qu'elles représentaient primitivement, ainsi, que la lettre א s'appelait *aleph*, parce qu'elle représentait primitivement une tête; que la lettre ב ne s'appelait *beth*, que parce que primitivement elle représentait la forme d'une tente ouverte ou d'une maison, etc. Mais plusieurs érudits qui tenaient à rabaisser l'importance de tout ce qui touche à la nation juive, rejetèrent cette opinion, et prétendirent qu'elle n'était fondée sur rien. Klaproth entre autres, savant homme, mais qui s'est trompé souvent, et que la colère aveuglait quelquefois, tranche la difficulté en soutenant qu'aucun *aleph* hiéroglyphique ne ressemblait à un chef, aucun ב *ghimel* à un chameau, etc.¹; mais ici encore, la science est venue donner un démenti aux érudits, et nous a révélé de nouvelles découvertes.

Déjà l'étude attentive de la combinaison de l'alphabet égyptien avait fait soupçonner à Champollion, qu'il pourrait bien se faire que la plupart des lettres des alphabets sémitiques tirassent leur origine des hiéroglyphes égyptiens. « Il serait bien possible, écrivait-il en 1822, de retrouver dans cette ancienne écriture phonétique égyptienne, sinon l'origine, du moins le modèle sur lequel peuvent avoir été calqués les alphabets des peuples de l'Asie-Occidentale, et surtout ceux des nations voisines de l'Egypte. Si l'on remarque en effet, 1^o que chaque lettre des alphabets que nous appelons hébreu, chaldéen et syriaque, porte un nom significatif, noms forts anciens, puis-

des Inscriptions, t. xxxiv, et *Bulletin des sciences historiques*, par M. de Férussac, mai, 1826, n^o 492; — et l'*Essai sur l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres*. Paris, 1826, vol. in-8^o avec six planches, prix 14 fr. Chez Treuttell et Wurtz.

¹ *Aperçu de l'origine des diverses écritures de l'ancien monde*. Paris, 1832, p. 77.

» qu'ils furent presque tous transmis par les Phéniciens aux Grecs; 2° que la première *consonne* ou *voyelle* de ces noms est aussi, dans ces alphabets, la *voyelle* ou *consonne* que la lettre représente, on reconnaîtra dans la création de ces alphabets une analogie parfaite avec la création de l'alphabet phonétique égyptien ¹. »

Champollion conclut ensuite que c'est de l'Egypte que nous vient le bienfait de l'écriture alphabétique. A ce raisonnement déjà si plausible, M. Salvolini, que la mort vient si malheureusement d'enlever à la science et à ses amis, ajoute les considérations suivantes :

« Cet aperçu qui résultait du raisonnement seul, opérant sur des considérations générales, est pleinement confirmé par l'examen des faits. Je dirai plus, la concordance, que de mon côté je crois pouvoir établir entre l'alphabet hiéroglyphique égyptien et les alphabets sémitiques, ne se borne pas seulement à une ressemblance du modèle sur lequel ces derniers ont été calqués; mais, abstraction faite de l'absence de quelques sons et du nombre des signes, c'est à l'Egypte qu'on a emprunté la *forme matérielle* elle-même, et quelquefois le *nom* de la plus grande partie des caractères alphabétiques hébreux, syriaques, etc....

« Quant aux érudits, qui apportent pour raison de leur opinion, qu'aucun *aleph* ne ressemble à une *tête*, on peut leur répondre qu'il se peut fort bien que les lettres d'un alphabet quelconque se soient formées d'après des images hiéroglyphiques, sans que ces lettres conservent de leur forme originelle assez de traits pour qu'il nous soit possible aujourd'hui d'y reconnaître l'image d'un objet physique, surtout lorsque nous n'avons pas la forme primitive de cette image sous les yeux. Quoi qu'il en soit, la comparaison de l'alphabet hiéroglyphique égyptien, me semble lever tout doute à cet égard ».

Après avoir cité quelques exemples, M. Salvolini conclut en ces termes :

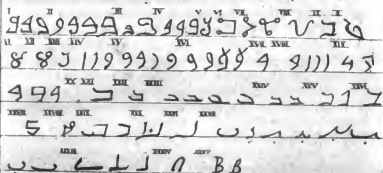
¹ *Lettre à M. Dacier*, 1822, p. 42.

² *Analyse grammaticale raisonnée, de différents textes anciens égyptiens*, etc. Paris, 1836, p. 86.

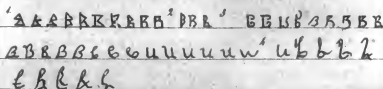
ORIGINE CHINOISE ET EGYPTIENNE DES A ET DES B SEMITIQUES.



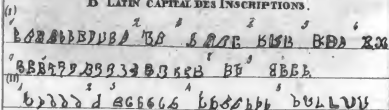
B DE TOUS LES ALPHABETS SEMITIQUES.



B GRECS ANCIENS.



B LATIN CAPITAL DES INSCRIPTIONS.



« Maintenant, il me semble impossible de m'acquiescer les analogies que renferme ce tableau, et leur nombre ne permet pas de croire qu'elles soient dues au hasard. Or, s'il n'est pas permis de douter que ces analogies existent, les faits que je viens d'exposer, parlent assez d'eux-mêmes pour nous autoriser à prononcer avec certitude que l'écriture alphabétique des nations sémitiques est empruntée aux Égyptiens ¹. »

Ce sont les différentes preuves de toutes ces assertions que nous allons mettre aussi sous les yeux de nos lecteurs, en donnant, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'ici dans un même ouvrage, les analogies qui existent entre les différentes lettres et les signes hiéroglyphiques chinois et égyptiens.

Il est encore une question grandement controversée entre les savans, c'est celle de savoir si l'égyptien vient du chinois ou le chinois de l'égyptien, ou si l'une et l'autre écriture hiéroglyphique ont une origine commune, primitive, et partant du centre de l'Asie, première demeure des hommes. Cela nous paraît assez probable. Mais on ne connaît pas assez intimement ces écritures, surtout on ne connaît pas assez les sciences de l'ancien monde pour traiter cette question. Nous avons dû cependant en faire ici mention, d'autant plus que les tableaux que nous allons exposer, les rapprochemens que nous allons faire, pourront servir à ceux qui voudront la traiter par la suite,

Origine chinoise et égyptienne des A sémitiques. Planche V.

Les Chinois divisent leur journée en un cycle de 12 heures, chacune desquelles correspond à deux des nôtres. La première qui comprend de 11 heures à 1 heure après minuit, est exprimée maintenant par le signe, fig. 1, planche V. Ce caractère se prononce *tse* ou *tseu*, et signifie *fils*, *enfant*, *germe*, *pousse*, *lettre*, *docteur*. Sa forme actuelle est fort loin d'offrir l'image ou la forme de ces différentes significations; mais si nous examinons les formes antiques conservées dans le *Tseu-goey* et dans le dictionnaire de Morisson, nous trouverons les formes 2, 3, 4, 5, et ses dérivés 6, 7, 8, 9, qui offrent les rudimens d'une figure

¹ *Analyse grammaticale raisonnée, de différens textes anciens égyptiens*, etc. Paris, 1836, p. 89.

d'enfant, et de plus les formes, 10, 11, 12, 13, 14, qui présentent la forme de *tiges d'arbres* ou de *fleurs*.

Maintenant, si nous lisons *sémitiquement*, c'est-à-dire, de *droite à gauche*, le nom de ce signe *tsa*, nous trouverons qu'il a pu donner naissance au son de l'*A* sémitique, qui n'a pas toujours été prononcé avec un son aussi fixe que celui qu'il a dans nos langues occidentales. On sait en effet, que *toutes* les voyelles ont eu indifféremment, le son l'une de l'autre dans les langues de l'Orient. Nous trouverons en outre que le *tsa* a pu produire l'*as*, *unité* ou *nombre un* de la mesure des Latins.

Quant à la *forme*, les 2^e, 3^e et 4^e ont pu facilement produire les lettres qui leur correspondent dans notre planche, c'est-à-dire, l'*A* étrusque 18, samaritain 19, grec 20; la forme 5, l'*A* illyrien 21; les formes 6, 7, l'*A* hébreu 22, l'*A* samaritain 23; les formes 8 et 9, l'*A* runique 24, et l'*A* sabéen 25; enfin, les formes 11 et 12 auraient donné naissance à l'*A* phénicien 26, et au rabbinique 27.

Morisson donne de plus les formes cursives 15, 16, 17, qui ont une analogie parfaite avec les *a* cursifs syriaque, grec ancien et copte, 28, 29, 30.

Il faut remarquer en outre que les formes 11 et 12 sont presque identiques aux caractères hiéroglyphiques égyptiens 31, 32, qui représentent une *tige*, et ont la valeur phonétique de l'*A*.

Passant maintenant du chinois à l'égyptien, nous trouvons d'abord qu'une tête humaine fig. 33, signifie *chef, roi*; or, *aleph* (אֵלֶף), en hébreu, offre cette signification. Cette forme, d'après M. Salvolini, ayant été altérée d'abord en passant à l'écriture *hiératique* 34, 35, a servi à former l'*A* hiérosolymitain 36, et grec ancien 37; la forme *démotique* de l'*épervier* 38, a formé l'hébreu actuel 39; les formes *hiératiques* du *jonc* 40, 41, ont formé les *A* *peschito* 42, 43; enfin, la forme *démotique* 44 a formé l'*A* *sassanide* 45.

Tels sont les travaux sur l'analogie entre les hiéroglyphes chinois et égyptiens, et les *A* sémitiques.

Quoi qu'il en soit de ces généalogies, ce qui est certain, c'est que :

1° L'*Aleph* hébraïque marque la *première heure*, comme le *tsa* des chinois.

2° Comme le *tsa* chinois, et comme le signe égyptien 33, l'*aleph* signifie *chef, tête, roi, conducteur, docteur*.

3° Dans le chinois comme dans l'égyptien, on retrouve les notions et la figure de la *tige, pousse*, etc., qu'on pourrait retrouver encore dans (צֶמַח) l'*alam* des Hébreux, qui signifie *gerbe*. Nous laissons à nos lecteurs à juger si toutes ces analogies ont pu être l'effet du hasard.

Origine chinoise et égyptienne du B sémitique.

Examinons maintenant comment les B sémitiques ont pu dériver des caractères hiéroglyphiques.

La 2^e heure des Chinois qui comprend de 1 à 3 heures du matin de nos heures, est exprimée par le caractère 46, lequel se prononce *tchu, tew, theb*, où entre le caractère *main*, symbole de l'homme qui bâtit, dit Horapollon¹, et signifie *bâtiment, maison*; en effet, ce caractère offre une espèce de clôture, et sert à former la *clef des villes, bourgs*, et des *clôtures et remparts*, sous les formes 47, 48, 49, 50 et 51.

Quant au *nom*, nous retrouverons le nom du 2 beth hébraïque, en lisant de droite à gauche le caractère chinois *theb*.

Quant à la *forme*, nous voyons déjà que la forme 46 offre deux compartimens bien tracés, signe caractéristique du B grec, latin, copte, runique; on se rapproche encore plus de cette forme dans les signes 47, 48, et dans les formes antiques 52, 53, 54 et 55. La *clef des villes* 48, et la forme cursive 56, sont identiques au 2 beth hébreu, samaritain et stranghelo.

Enfin, la *signification* est la même; car 2 marque la 2^e place, et 𐤁 beth signifie *maison, couverture*.

Quant à l'égyptien, M. Salvolini n'a point trouvé de forme pour le B, mais s'il avait eu sous les yeux autant de figures de B sémitiques que nous en mettons sous les yeux de nos lecteurs, il n'aurait pas hésité à leur donner pour origine la forme égyptienne 57, qu'il traduit par *OU* ou *V*. A la vérité cette forme qui figure un *crochet*, s'applique bien mieux au 1 waw, qui signifie aussi *crochet*; mais tous les philologues savent que le *OU*, le *W*, le *V*, se changent souvent en B. Les Grecs an-

¹ Liv. II. ch. 119, le dernier.

ciens, au témoignage de Plutarque, et en particulier ceux de Delphes, changeaient souvent ces deux lettres l'une par l'autre; les Grecs modernes prononcent *vita*, la 2^e lettre B, au lieu de *bêta*; les Latins en usaient de même; et l'on sait que toute une province de notre France (la Gascogne), remplace les *v* par des *b*, et les *b* par des *v*. Nous pouvons donc dire que les B des alphabets II, IV, XIV, XV, XVI, XVIII et XIX, viennent de la forme hiéroglyphique 57, et surtout de la forme hiératique 58, ou démotique 59.

Après ces explications, qui contiennent tout ce qui a été fait de plus nouveau sur l'origine des alphabets sémitiques, nous allons donner la forme de la plupart des B sémitiques, grecs, latins, majuscules, minuscules et cursifs.

B des alphabets des langues sémitiques, d'après la division du tableau ethnographique de Balbi. Voir planche V.

I. LANGUE HÉBRAÏQUE, divisée

En hébreu ancien ou hébreu pur, lequel comprend :

Le I^{er} alphabet, le samaritain ¹.

Le II^e id. publié par Edouard Bernard.

Le III^e, par l'*Encyclopédie*.

Le IV^e, celui des médailles, donné par M. Mionnet.

Le V^e publié par Duret.

Le VI^e, l'alphabet d'*Abraham*.

Le VII^e, l'alphabet de *Salomon*.

Le VIII^e, d'*Apollonius de Thyane*.

2^e En chaldéen ou hébreu carré, lequel comprend :

Le IX^e, celui qui est usité aujourd'hui dans les livres imprimés.

Le X^e, dit *judalque*.

Le XI^e, usité en *Perse* et en *Médie*.

Le XII^e, usité en *Babylonie*.

3^e En hébreu rabbinique, lequel comprend :

Le XIII^e, le *chaldéen cursif*.

¹ Nous ne croyons pas devoir répéter ici quels sont les ouvrages ou les auteurs qui nous ont fourni ces divers alphabets; ceux qui voudront les connaître, pourront recourir à la page où nous avons traité des A, ci-dessus p. 5.

Une deuxième division de la *langue hébraïque* comprend le *phénicien* qui est écrit avec les trois alphabets suivans :

Le XIV^e, d'après *Edouard Bernard*.

Le XV^e, d'après *Klaproth*, et dont la 4^e figure est le *b* babylonien d'après le même auteur, figure qui est identique au *crochet* ou *lituus* égyptien, fig. 57.

Le XV^e, d'après l'*Encyclopedie*.

Une troisième division comprend la *langue punique*, *karchélonique* ou *carthaginoise*, laquelle était écrite avec

Le XVII^e, d'après *Hamaker*.

Le XVIII^e, dit *Zéugitain*.

Le XIX^e, dit *Mélitain*.

Le XX^e n'a point encore de B.

II. La langue SYRIAQUE ou ARAMEENNE, laquelle comprend :

Le XXI^e, l'*Estranghelo*.

Le XXII^e, le *Nestorien*.

Le XXIII^e, le *Syriaque ordinaire*, dit aussi *Maronite*.

Le XXIV^e, le *Syrien des Chrétiens de saint Thomas*.

Le XXV^e, le *Palmyrénien*.

Le XVI^e, le *Sabéen*, *mendalte* ou *mendéen*.

Le XXVII^e et le XXVIII^e, dits *Maronites*.

Le XXIX^e, le *Syriaque majuscule*, et *cursif*.

III. La langue MÉDIQUE, laquelle était écrite avec

Le XXX^e, le *Pehlvi*, lequel est dérivé,

Du XXXI^e le *Zend*.

IV. La langue ARABIQUE, laquelle est écrite avec

Le XXXII^e, dit l'*Arabe littéral*, et

Le XXXIII^e, dit le *Couphique*.

V. La langue ABYSSINIQUE ou ETHIOPIQUE, laquelle comprend :

1^o l'*Axumite* ou *Gheez ancien* ; 2^o le *Tigré* ou *Gheez moderne* ;

3^o l'*Ahmarique*, lesquelles langues s'écrivent toutes avec

Le XXXIV^e alphabet, l'*Abyssinique*, *Ethiopique*, *Gheez*.

Enfin vient le *Copte*, que Balbi ne fait pas entrer dans les langues sémitiques, mais qui cependant doit y trouver place, et qui est écrit avec

Le XXXV^e alphabet, le *Copte*.

Du B grec ancien, capital et minuscule.

Nous ferons peu de remarques sur les caractères que nous donnons dans cette planche. Toute personne qui voudra comparer avec quelque attention les *B* grecs de la 1^{re}, de la 2^e et d'une partie de la 3^e division, verra facilement comment ils ont été formés du I^{er}, II^e, III^e et IV^e alphabets sémitiques. Quant à la ressemblance des *B* latins avec les *B* grecs, elle est trop facile à constater pour que nous nous arrêtions à en faire la comparaison.

Nous ferons observer seulement que tous les *B* composant la 1^{re} division, comprennent les tems les plus anciens de la Grèce, jusqu'à Alexandre; la 2^e, ceux depuis Alexandre jusqu'à Constantin; la 3^e, depuis Constantin jusqu'à la ruine de Constantinople; la 4^e, quelques *B* cursifs du 6^e siècle.

Du B capital latin des inscriptions.

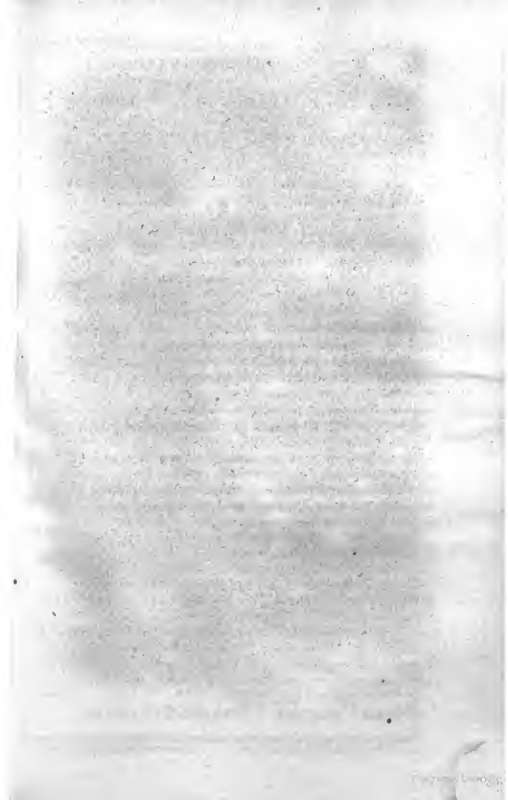
C'est aux explications données dans la planche de l'*A* que nous renvoyons pour l'intelligence de ce *B* capital; nous ferons remarquer seulement ici que les *B* des n^{os} 1 et 2 de la 1^{re} division sont de la plus haute antiquité; ceux du n^o 3 se reportent au-dessus du 4^e siècle; ceux du n^o 4 remontent au 4^e siècle; ceux du n^o 5 ont eu cours depuis le 8^e jusqu'au 11^e siècle; ceux des n^{os} 6, 7 et 8 sont antérieurs au 10^e siècle; ceux du n^o 9 sont des bas âges ou bas tems.

Les *b* minuscules de la II^e division n^o 1, sont tous anciens, et se trouvent même quelquefois travestis en *d* ou en *p* renversés du n^o 2; ceux des n^{os} 3 et 4 peuvent être portés au-delà du 9^e siècle; ceux du n^o 5 sont gothiques dans presque tous leurs caractères.

Explications servant à reconnaître l'âge des *B* minuscules dans les manuscrits. Voir planche VI.

Le *b* minuscule était connu sous l'empire romain; et quoiqu'on en fît rarement usage dans les inscriptions, il ne laissait pas de s'y glisser¹. Il n'est pas rare d'en voir sur les monnaies latines des 5^e et 6^e siècles. Son antiquité égale sûrement celle de la *cursive*.

¹ Osservazioni sopra alcuni frammenti di vasi antichi di vetro, p. 23.



Dans l'écriture minuscule des manuscrits du 6^e siècle, le montant de cette lettre, ainsi que de quelques autres, comme *d*, *h*, *i*, *l*, était par le haut un peu courbé vers la gauche ; ou bien, sans s'écarter de la perpendiculaire, il doublait d'épaisseur. A cette courbure supérieure dont il restait encore des traces au 8^e siècle, succédait l'abaissement d'une pointe vers la gauche, ou l'arrondissement des extrémités de ces lettres en forme de battant.

Lorsque la *haste* de ces lettres va toujours en augmentant de *plein*, du bas en haut, c'est une preuve qu'elles sont au moins du 9^e siècle. Dans ce même siècle on commença à former au haut de ces lettres un triangle rectangle, dont le sommet tombait perpendiculairement sur la *haste*.

Cette terminaison triangulaire s'accrédita au 10^e siècle, et au 12^e l'usage n'en était pas encore passé.

Le 11^e siècle se distingue davantage par des sommets qui tranchent, soit obliquement soit horizontalement le haut de ces lettres, comme dans nos capitales d'imprimerie. Souvent aussi, vers le même tems, on voit les sommets terminés en fourche, dont l'usage se maintint plus ou moins jusqu'aux derniers siècles. Ce sont là les moyens de discerner les écritures *minuscules* des 9^e 10^e et 11^e siècles, quoiqu'en disent quelques auteurs.

Les *hastes* de cette lettre, ainsi que de celles de *d*, *h*, *i*, *l*, dont nous avons parlé ci-dessus, s'élèvent dès le tems des Romains au point qu'elles pénètrent la ligne précédente, ou s'en approchent de fort près. Telle est encore leur excessive hauteur à la fin du 9^e siècle, dans les diplômes, ainsi que dans quelques manuscrits. A la fin du siècle suivant on en trouve encore beaucoup qui touchent la ligne supérieure.

Au 6^e siècle ces *hastes* se replient souvent sur elles-mêmes en revenant directement sur la même trace. — Au 7^e ils sont droits, sans se terminer pour l'ordinaire en pointes rabattues, mais insensiblement ils s'inclinent sur la droite. — Vers le milieu du 8^e la courbure est considérable ; ce caractère est encore plus marqué à l'entrée du 9^e, vers le milieu duquel ces courbures se perdent dans l'interligne en déliés très-fins. — Au 10^e siècle on en forma tantôt des boucles, tantôt des lignes tremblantes. — Dans le 11^e, après bien des variations, elles commencèrent à

On trouve également dans les deux écritures des *b* en forme de 8, dont le bas est fort arrondi, et le haut fort ovale, comme la *fig. 5*.

Le *b* à panse plus ou moins angulaire paraît au 12^e siècle, et se maintient avec quelques variations jusqu'au renouvellement de l'écriture.

BACHELIER. On donnait autrefois ce nom aux jeunes gentilshommes qui, n'étant pas encore parvenus à l'ordre de la chevalerie, marchaient à la guerre sous la bannière des *Bannereux*. Leur nom, d'après Fauchet, voudrait dire *bas-chevaliers*; d'après Hautessere, au contraire, il viendrait de *baculus*, parce qu'ils s'exerçaient à se battre avec des bâtons. On appelait encore *bacalarii*, les jeunes soldats qui avaient reçu la ceinture militaire ou les éperons d'or. Il y avait aussi des terres appelées *bachelères* ou *bachèles*, qui donnaient au possesseur le titre de *bachelier*.

Le nom de *bachelier d'armes* commença à déchoir lorsque Charles VII créa des compagnies de gens d'armes; il ne fut bientôt plus d'usage que parmi les gradués de l'Université.

Ce fut Grégoire IX qui, vers 1232, distingua les degrés des étudiants en *bacheliers*, *licenciés*, *maîtres-ès-arts* et *docteurs*. Pour être *bachelier-ès-arts*, *bacillarius* ou *bacalarius*, il fallait avoir subi un examen sur les grammaires latine et grecque et sur les livres suivans d'Aristote, la *Dialectique*, les *Topiques*, les *Sophismes*, l'*Ame*. Les *bacheliers* en théologie lisaient et commentaient pendant un an la *Bible*, d'où ils étaient appelés *biblici*, et pendant un an le *Maître des sentences*, d'où ils étaient appelés *sententiarii*; ils passaient ensuite au grade de *licencié*.

Le *bachelier* en *théologie*, en *droit* et en *médecine*, qui était *clerc*, et qui avait étudié six ou cinq ans, avait droit, d'après les décisions du concile de Basle, aux bénéfices vacans. Voir *Bénéfice*.

Le nom et le grade de *bachelier* ont été conservés par les statuts de l'Université actuelle, pour les sciences, les lettres, le droit, la médecine et la théologie. Mais les évêques n'ayant pas voulu que les élèves en théologie quittassent le séminaire pour suivre les cours publics, ce grade est à peu près inusité pour la théologie. Il est exigé pour être reçu avocat, médecin, professeur et pour quelques places données par le gouvernement.

BAHIR. S'il fallait en croire quelques rabbins, ce livre, qui a la prétention d'expliquer tous les mystères de la cabbale, aurait été composé environ 40 ans avant J.-C., par Rabbi *Nechonia-Ben-Hakkana*; ils en tirent autorité pour soutenir l'antiquité des points-voyelles dont il est souvent fait mention dans le Bahir. Mais comme pendant plus de mille ans aucun auteur, ni Juif, ni Chrétien, n'a parlé de ce livre, il est plus probable que c'est l'ouvrage de quelque rabbin moderne ¹.

BAILLIAGE. On ne doit point trouver ce terme dans des actes sincères antérieurs au règne du roi Jean; encore s'en servait-on alors bien sobrement. Le département de chaque baillif s'appelait *Baillie* ², ou *bailliage*; *baillie* était aussi une sorte de garde noble ou bourgeoise.

BAILLI ou BAILLIF. On ne trouve aucune trace des baillis sous les deux premières races de nos rois. Il paraît qu'ils furent institués d'abord par les comtes et ducs qui, vers la fin du 10^e siècle, se croyant souverains dans leurs siefs, y établirent des baillis pour y rendre la justice. La plus ancienne ordonnance de nos rois, que l'on connaisse concernant le bien de l'État, est celle rendue, en 1190, par Philippe-Auguste, pour établir des *baillis royaux*, chargés de contrôler les jugemens des simples baillis, et d'en appeler à la justice du roi. La plus ancienne charte ou lettre-patente adressée aux baillis, *baillivis*, est celle de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, en 1154 ³. Comme les baillis royaux étaient gens d'épée, servant d'office dans les armées, ils nommaient des *lieutenans* pour les remplacer. Un édit de Charles VI, de 1413, règle que ces derniers seraient nommés *lieutenans lettrés*, et auraient étudié le droit romain, adopté en France en 1300. Louis XII décida, en 1498, que les baillifs, sénéchaux et leurs lieutenans se feraient *graduier*. Les États d'Orléans, en 1560, établirent les *baillis d'épée* ou de *robe courte*, allant à la guerre, et les *baillis de justice*, ou de *robe longue*, entièrement consacrés à rendre la justice ⁴.

¹ Prideaux, *Hist. des Juifs*, t. 11, 1^{re} part., liv. 5.

² *Recherches de Pasquier*, liv. 11, p. 112.

³ *Neustria pia*, p. 484.

⁴ *Dissert. sur les Baillifs*, 1767.

Au 13^e siècle, on trouve dans certaines églises un nouvel officier ecclésiastique, sous le nom de sénéchal ou de baillif¹. Le concile de Lavaur, de l'an 1368, régla que les officiers des baillifs et autres dépendans des ecclésiastiques, ne seraient plus donnés à vie. — BAILLI était aussi le nom d'une grande dignité dans l'ordre de Malte.

BAIN (Ordre militaire du). Il fut établi en Angleterre par Richard II, vers 1377, augmenté par Henri IV, en 1399, et renouvelé, vers 1714, par Georges I^{er}, qui lui donna un nouvel éclat. Dans l'origine il fallait se baigner avant de le recevoir; les statuts disent que c'est pour acquérir la pureté de l'eau, et afin d'avoir l'âme pure et des intentions honnêtes. La marque distinctive est un ruban rouge en écharpe, d'où pend un écu de soie bleu céleste, chargé de trois couronnes d'or, avec ces mots : *Tres in unum*, désignant les trois vertus théologiques².

BAISER DE PAIX. Cette cérémonie, en ce qui concerne la diplomatie, fut souvent un symbole d'investiture. La plupart des transports de biens étaient accompagnés de baisers de paix³. Cette cérémonie était regardée comme essentielle dans les accords; les femmes s'en acquittaient par une personne de l'autre sexe, lorsque la bienséance ne leur permettait pas de s'en acquitter elles-mêmes.

En ce qui concerne la liturgie, c'est une cérémonie qui se pratique immédiatement avant la communion. Le prêtre baise l'autel, puis embrasse le diacre, en lui disant : *La paix soit avec vous, mon frère, et avec la sainte Eglise de Dieu.* Le diacre fait de même au sous-diacre, et celui-ci au reste du clergé. Le sous-diacre se sert, seulement depuis le 15^e siècle, d'un instrument de paix, dit *patène*, contenant une image ou une relique sacrée, qu'il fait baiser aux autres prêtres et aux laïques ayant quelque dignité civile. C'est une tradition de ce qui se pratiquait dans les assemblées des premiers Chrétiens, qui, conformément au précepte de Saint-Paul : « Saluez-vous, les uns les autres, par un saint baiser⁴, » se réconciliaient par le baiser avant la com-

¹ Valbonays, *Hist. de Dauph.*, t. 1, p. 101.

² Chamberlaine, *Etat présent d'Angleterre*.

³ *Mém. pour servir à l'Hist. de Bretagne*, t. 1, Pref. p. 26.

⁴ *Aux Romains*, ch. xvi, v. 16 et ailleurs.

munion. En Orient, dans les Gaules et en Espagne, le baiser de paix eut lieu pendant quelque tems avant l'offrande.

BAISER LES PIEDS. C'est une marque d'honneur et de respect, qui a pris naissance en Orient. Dioclétien fut le premier empereur qui l'introduisit en Occident. La coutume de baiser les pieds du pape date du 8^e siècle, du pontificat d'Adrien I^{er} et de Léon III. Selon Dom de Valne, elle ne date que du 14^e siècle.

BAN. C'était l'assemblée des vassaux que le roi faisait convoquer pour aller à la guerre. Cet usage a commencé sur la fin du 8^e siècle. Toute personne ayant fief était obligée à faire ce service en personne ou par des remplaçans. Comme possesseur de fiefs, le clergé était tenu à ce service, et l'on y a vu plus d'un évêque le casque en tête et la masse-d'armes à la main. De là était venu l'usage de peindre quelques évêques, celui de Beauvais, entr'autres, avec une cuirasse sur son surplis, et le droit qu'avait le même évêque de porter la cotte-d'armes du roi à la cérémonie du saere. C'est en 1200 que l'évêque de Paris fut exempté de ce service par Philippe-Auguste, et l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, en 1270, par Philippe-le-Hardi. Le clergé en masse n'en fut exempté qu'en 1636, par Louis XIII, moyennant certaine redevance. Depuis 1674 il n'y avait plus eu de convocation de ban¹.

En droit ecclésiastique, on appelle *ban*, la publication des marlages, qui doit avoir lieu pendant trois jours de fête consécutifs, à la messe paroissiale, à moins qu'on n'ait obtenu dispense de l'évêque.

BAN DE L'EMPIRE. C'est l'exclusion d'un membre de l'Empire Germanique, de toutes les prérogatives et privilèges dont il jouissait. Bien que les empereurs se soient quelquefois permis de mettre au ban de l'empire, la chambre impériale seule était régulièrement investie de ce pouvoir. Les biens du condamné retournaient au seigneur ou aux héritiers. Les membres du clergé catholique romain ne perdaient que les régales et les fiefs qu'ils tenaient de l'empire.

BANC DU ROI. Tribunal de justice et cour souveraine en

¹ De la Roque, *Traité du ban et arrière-ban*.

Angleterre; nommé ainsi parce que le roi y présidait autrefois en personne, assis sur un *banc* élevé au-dessus des juges. On y plaide les causes entre le roi et ses sujets, et l'on y juge ceux qui sont accusés de trahison et de complots contre l'état. Ce tribunal se compose de quatre juges.

BANDE (Ordre militaire de la), établi en Espagne, en 1332, par Alphonse XI, roi de Castille, pour défendre la religion contre les infidèles. Les insignes consistaient en une *bande* ou *ruban de soie rouge* large de quatre doigts, en forme d'écharpe, passant de l'épaule gauche sous le bras droit. Les cadets de famille y étaient seuls admis. Les statuts les obligeaient à ne combattre que contre les Maures, à ne pas mentir, à ne pas se familiariser avec les bourgeois, à ne pas jouer aux dés, etc. Aboli pendant quelques années, cet ordre fut rétabli par Philippe V, vers 1700 ¹.

BANNERET. L'origine du chevalier Banneret, c'est-à-dire du gentilhomme qui servait le roi avec une compagnie levée à ses propres dépens, et qui en conséquence était reçu chevalier à bannière ou chevalier Banneret, peut être fixée à l'an 383, lorsque Conan, s'étant révolté sous l'empire de Gratien, usurpa l'Angleterre et la Bretagne, qu'il distribua à plusieurs bannerets ². Ils ont fini en France après les guerres de Charles VII; aussi bien que les bacheliers ³.

BANQUIERS. L'origine des banquiers en général peut remonter jusqu'à l'invention des lettres de change. Sous Philippe-Auguste, les Juifs, chassés de France, se réfugièrent en Normandie. Là ils donnèrent aux négocians étrangers et aux voyageurs des lettres secrètes sur ceux à qui ils avaient confié leurs effets en France, et qui furent acquittées. Les Gibelins en firent autant lorsqu'ils furent contraints de quitter l'Italie. De là l'usage des lettres de change et l'établissement des banquiers dans les villes de commerce.

BANQUIERS EXPÉDITIONNAIRES EN COUR DE ROME. L'origine de ces *banquiers* se tire des Guelfes, qui, du tems des

¹ Voir Antoine de Guevara, *Lettres d'or*.

² Pasquier, *Recherches*, l. II, c. 16.

³ Le Gendre, *Mœurs des Français*, p. 204.

guerres civiles d'Italie, se réfugièrent dans les pays d'obédience, et surtout dans la ville d'Avignon. C'est là que, favorisés des papes, ils se mêlèrent de faire obtenir les grâces et les expéditions de la cour de Rome, et établirent comme un bureau d'adresses, par le canal duquel les dispenses, les brefs et les bulles passaient aux personnes éloignées. Les banquiers des grandes villes furent bientôt après chargés de faire venir et de payer ces expéditions de la chancellerie et de la pénitencerie romaine : mais ils donnèrent lieu à une si grande quantité de fausses lettres expédiées par leur moyen, que Henri II fut obligé d'y mettre ordre. Ils n'étaient cependant pas encore officiers publics en titre, ni dans le cas que leur attestation fût nécessaire pour la validité des bulles. Les banquiers qui, avant la Révolution, jouissaient exclusivement du droit de solliciter, d'obtenir et de certifier tous les actes qui s'expédiaient à la chancellerie et à la daterie du pape, avaient été créés en titre d'office formé et héréditaire, par l'édit du mois de mars 1673, et par la déclaration de janvier 1675. Ils étaient fixés au nombre de vingt pour Paris.

Il n'y a plus maintenant de banquiers officiers publics, reconnus par l'état. Quelques agens d'affaires, en France ou à Rome, correspondent cependant encore avec les évêques pour cet objet. Mais d'après l'invitation du gouvernement¹, les évêques peuvent s'adresser à l'ambassadeur français, qui est chargé de la plupart des demandes de dispenses publiques qui sont du ressort de la daterie romaine. Les demandes secrètes, du ressort de la pénitencerie, sont faites directement, sans nommer les personnes et sans frais.

BARBARISME. Voyez STYLE.

BARBE. On ne sera pas surpris que cet ornement de l'homme ait trait à la diplomatique, si l'on fait attention que de la représentation de nos rois sur leurs sceaux, on peut tirer bien des lumières pour distinguer l'âge des diplômes, ou juger de leur sincérité.

Les sceaux mérovingiens ne donnent bien clairement de la barbe qu'à Childébert III, et à Chilperic, Danici. Cependant

¹ Circulaire ministérielle aux évêques du 30 mars 1822.

Dom Mabillon ¹ prouve que les autres rois de la même race ont porté la barbe. Elle n'était alors que médiocrement longue, et couvrait tant soit peu les lèvres et le menton, d'où elle pendait comme un petit bouquet : *Crine profuso*, dit Eginhard, et *barba submissa*. Charlemagne et sa postérité la diminuèrent toujours insensiblement, en sorte que Charles-le-Simple et quelques autres rois de la fin de la seconde race, paraissent sans barbe sur leurs sceaux, quoique probablement ils en aient porté.

Depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe-Auguste, nos rois de la troisième race sont plus ou moins barbus sur leurs sceaux : on dit sur leurs sceaux, car on prétend que sur le déclin du 11^e siècle, on ne portait en France ni barbe ni moustache, et qu'en Angleterre, tous, hors les prêtres, avaient une moustache ². Mais depuis Philippe IF, nos rois ne portèrent plus de barbe jusqu'au règne de Philippe de Valois, en 1328. Alors revint la mode des longues barbes. François I^{er} rendit cet usage commun en France. On ne s'en est défait, ainsi que de la moustache, que sous le règne de Louis XIV, vers 1680.

Depuis 1830 la barbe et les moustaches ont repris faveur en France, parmi la jeunesse. Elle fait encore maintenant partie du costume d'un élégant.

Les anciens peuples septentrionaux ne laissèrent pas croître leur barbe. Diodore de Sicile et Tacite assurent que les Germains étaient rasés. Ce fut Othon I^{er} qui, en Allemagne, mit les longues barbes à la mode, et qui introduisit la coutume de jurer par sa barbe. Mais Frédéric I^{er} fit revenir celle de se raser, au moins pour les personnes de qualité ³. Pour établir la réforme des barbes en Russie, Pierre-le-Grand les taxa en 1699, ce qui en diminua le nombre, mais ne l'abolit pas.

Pour ce qui regarde les médailles et monumens antiques, il est bon de savoir que ce fut l'an 454 de la fondation de Rome, que l'on y vit pour la première fois des barbiers ⁴; et que jusqu'au tems du jeune Scipion la mode fut de ne se raser que jus-

¹ *De Re Diplom.*, p. 136.

² *Monum. de la monarch. franç.*, t. II, p. 22.

³ Bachenberg, *Germania media*, Diss. II.

⁴ Plin., I, VII, c. 59.... Varron, *De Re Rust.*, I, II, c. 14.

qu'à l'âge de 40 ans ¹. Scipion, destructeur de Carthage, fut le premier des Romains qui se rasa tous les jours de sa vie ². Depuis cette époque, jusqu'à l'empereur Adrien, en 870 de Rome, les barbes romaines ne paraissaient que dans les deuils ³. Adrien remit la barbe à la mode, pour couvrir une cicatrice de son visage. Depuis ce tems, à quelques empereurs près, comme Héliogabale et d'autres, on ne voit plus que de longues barbes.

Les ecclésiastiques portaient la barbe et se rasaient la tête au commencement de l'Eglise : *Clericus nec comam nutriat, nec barbam radat*, dit le concile de Carthage de 398. Le pape Léon III fut le premier de son siècle qui fit raser la sienne, en 797. Cette coutume dura jusqu'à Jean XII, qui la laissa croître en 960 : cette mode ne fut pas de longue durée. Celle de se raser reprit le dessus, au point que Grégoire VII avait voulu faire disparaître les barbes de tous les ecclésiastiques, vers 1083 ; ce qui dura jusqu'à Clément VII, qui reprit la barbe, parce qu'ayant été tenu sept mois en prison au château Saint-Ange, par Charles-Quint, sa barbe crut beaucoup, et il la conserva ainsi depuis. Ses successeurs, jusque vers la fin du 17^e siècle, en retinrent l'usage.

Les anciens moines cénobites laissaient croître leur barbe et leurs cheveux. Mais dès l'assemblée d'Aix-la-Chapelle, en 807, il paraît que l'usage en était déjà passé depuis quelque tems. Les moines *convers* furent depuis distingués des *lettrés* par la barbe ⁴ ; celle des capucins était fort longue, et elle est passée en proverbe.

BARNABITES, ou *Clercs réguliers de la Congrégation de S. Paul*. Antoine Marie Zacharie, Barthelémy Ferrary et Jacques Morigia, milanais, jetèrent les fondemens de cette congrégation en 1530. Ils furent approuvés en 1533, puis confirmés de nouveau en 1595, par Paul III, qui les mit sous la protection du Saint-Siège, en les exemptant de la juridiction de l'ordinaire. Ces clercs, habillés comme les prêtres séculiers, ont pour principal but de confesser, de prêcher, d'enseigner la jeunesse et de

¹ *Antiq.-Gél.*, l. III, c. 4.

² *Plin.* ut *suprà*.

³ *Lucan.*, l. II, vers. 372.

⁴ *Annal. Bened.*, t. V, l. 71, n° 116.

diriger les séminaires. Ferdinand II les appela en Allemagne; ils ont des collèges en Bohême, en Savoie et en Italie. Henri IV les avait appelés en France, en 1608, où ils formèrent une cinquième province de leur ordre. Charles V leur avait accordé de très-beaux privilèges. Plusieurs savans hommes sont sortis de leur sein. A leur destruction, ils étaient encore chargés d'un grand nombre d'écoles dans le royaume.

Il y eut dans le Milanais, des religieuses de cet ordre nommées *Angéliques* ¹,

BARON. Quelques auteurs tirent ce nom de l'expression latine *baro, varo*, signifiant *homme fort*, et *homme vil*. Mais elle est beaucoup plus ancienne, et doit se rapporter à la dénomination orientale *pharao*, signifiant *roi* ou *chef*. Quoi qu'il en soit, elle fut prise dans nos premières lois pour un nom commun à toutes sortes d'hommes sans distinction ². Ce titre n'a guère commencé à être en honneur que vers le 6^e siècle, l'an 567 environ. De domestiques des rois, ils devinrent leurs officiers, puis leurs intendants, et ensuite leurs vassaux. Ils qualifièrent du titre de baronnie les domaines dont les rois les gratifièrent, ou qu'ils acquirent. Selon Frédégaire et Grégoire de Tours, les grands du royaume de Bourgogne furent appelés, dès le 6^e siècle, *barons* ou *farons*; ce qui revient au même. Au 9^e siècle, la dénomination de Baron fut appliquée aux principaux membres de l'état, et aux grands du royaume en général, sans qu'on voulût distinguer par cette qualité un certain ordre de noblesse. Au 11^e siècle, temps où cette qualité était presque inconnue dans le Languedoc, le roi Malcolm III créa divers barons en Ecosse. Les grands vassaux, les évêques mêmes, qui possédaient de grands fiefs, eurent des barons de même origine que ceux des rois, qui aidaient les seigneurs à tenir leurs plaids. Ce titre eut beaucoup d'éclat aux 11^e, 12^e et 13^e siècles; de là vint ³ qu'on tenait pour princes les

¹ Voir Hermant, *Etablissement des ordres religieux*.

² Laurière, *Gloss. du Droit Franç.*, t. 1, p. 137.

³ La Thaumass. *Coutumes de Beauvais*, p. 412... *Hist. de Montmorenci*, ch. v.

barons du royaume; et que dans les lettres de nos rois pour assigner des apanages à leurs frères et à leurs enfans, ils marquaient que telles terres données devaient être tenues *in comitatum et baroniam*.

Cette qualité renfermait éminemment toutes les autres, même avant ces dernières époques. Les barons qui rendaient un hommage immédiat à la couronne, avaient eu seuls séance dans le parlement de la nation. Ils composaient ce qu'on appelait jadis la *cour du roi*, ou la cour des pairs par excellence. Ils ne reconnaissaient d'autres supérieurs que le roi. Les princes du sang, les ducs, les comtes, les évêques, étaient également confondus sous le nom de barons. Cette qualité était si éminente, qu'on la donnait quelquefois aux rois. Un ancien historien appelle Louis VIII *baron*; et Thibault, roi de Navarre, fut désigné sous le nom de *baron*. Depuis le 13^e ou 14^e siècle, ce titre a beaucoup perdu de son lustre en France, et il ne désigne que l'état de noblesse qui marche après les ducs, les marquis, les comtes et les vicomtes.

BARONNETS (L'ordre civil héréditaire des), établi en 1611 par Jacques I^{er}, pour se former une petite noblesse, tenait le milieu entre les chevaliers et les barons. Les baronnets ont le titre de *sir*, et leurs femmes celui de *lady*.¹

BARRÉS (Frères). Quand les Sarrasins s'emparèrent de Jérusalem, en 1187, ils ne voulurent pas permettre aux chrétiens de porter des habits blancs, signe de distinction parmi eux. Les Carmes, qui s'y trouvaient, furent donc obligés de se faire des habits mêlés de blanc et de noir. Quand ils revinrent en Europe, sous le pontificat d'Honorius IV, vers l'an 1285, ils furent appelés par le peuple, les *frères Barrés* ou *Barriolés*. Une rue du quartier Saint-Paul, à Paris, où ils s'établirent d'abord; porte encore le nom de rue *des Barrés*. Ils passèrent à la place Maubert, sous Philippe-le-Bel, où ils reprirent leurs *manteaux blancs*. Les consuls de plusieurs villes, et quelques ecclésiastiques, portaient autrefois des habits mêlés de noir et de rouge

¹ Larrey, t. II, p. 696.

jusqu'à ce que le concile de Vienne défendit ces habits appelés *vestes virgatae*.

BARTHÉLEMITES. On donnait ce nom à quelques religieux arméniens, qui au commencement du 14^e siècle vinrent s'établir à Gènes, où cette ville leur fit bâtir une église sous l'invocation de saint Barthélemy.

On appelle encore *Barthélemites*, des prêtres séculiers fondés par Barthélemy Holzauzer à Salzbourg, en 1640. Approuvés en 1680 et en 1684, ils se répandirent surtout en Allemagne, en Pologne et en Catalogne, où ils se livraient principalement à l'instruction de la jeunesse et à la direction des séminaires. Ils pouvaient retourner dans le monde avec la permission de leur supérieur, lorsqu'ils n'avaient pas reçu les ordres sacrés.

BASILE (Ordre de St.-). C'est le plus ancien des ordres religieux; il doit sa naissance à saint Basile, évêque de Césarée, lequel s'étant retiré de 357 à 362, au milieu des solitaires de la province du Pont, leur donna des règles pour vivre en commun. Tous les religieux grecs les suivent encore. Rufin ayant traduit ces règles en latin, elles furent adoptées par les religieux de l'Occident, jusqu'à l'établissement de la règle de saint Benoît. Vers l'an 1057, un grand nombre de religieux basilidiens revinrent encore se fixer en Occident; réformés par Grégoire XIII en 1579, ils se multiplièrent en Italie, en Sicile et en Espagne. Clément VIII, ou plutôt Eugène IV, avait fait aussi modifier leurs règles au concile de Florence, en 1459.

BASILIQUES. C'étaient chez les Grecs et les Romains de grands édifices où l'on traitait des affaires de la nation ou des particuliers, appelés ainsi de βασιλεὺς, roi, parce que c'étaient les princes qui rendaient la justice, ou plutôt de ce que chez les Grecs, le chef de la justice portait le nom de βασιλεὺς. Il y avait 16 basiliques à Rome sous les empereurs¹.

Rome chrétienne comptait huit églises nommées *basiliques*.

Dans les chartes, on ne donne le nom de basiliques qu'aux édifices religieux desservis par des moines².

¹ Voir Plutarque, *in Cat.*, et Cicéron, VI *Verr.*

² Mabillon, *Œuvr. posthumes*, t. 21, p. 355.

Selon Grégoire de Tours, les cathédrales sont appelées *ecclesia senior*, *ecclesia mater*; l'église desservie par un seul prêtre, *oratorium*, et les églises paroissiales, *ecclesiæ* simplement. Dom Mabillon, d'après ses recherches, dit ¹, que du tems de la première et de la seconde races les cathédrales se nommaient *seniores ecclesiæ*, et les églises des abbayes, *seniores basilicæ*.

BASILIQUES (lois). On appelle encore *basiliques* un recueil de lois Romaines traduites en grec par ordre des empereurs Basile et Léon, et qui furent observées dans l'empire d'Orient jusqu'à sa destruction. Les jurisconsultes du 16^e siècle, entre autres Cujas, en ont recueilli une grande partie; Fabrot en a donné en 1647 une édition en 7 volumes in-folio, grec et latin,

BATARDS. Les bâtards sont diversement appelés dans les chartes. Dom Mabillon ² en cite une de 1102, où l'on trouve parmi les souscripteurs, Gauthier, fils de sa mère, *Galterius filius suæ matris*. L'expression *fils naturel* n'eut pas, chez les anciens ³, la signification que nous lui donnons; elle fut souvent remplacée par celles-ci, *filius nutritus*, *filius acquisitus*. Jean Dauphin ⁴ est appelé bâtard dans un arrêt du parlement, et *nutritus* dans le testament fait par son père, Jean, comte de Clermont, en 1351. Guillaume le conquérant fit parade de sa bâtardise ⁵ jusque sur le trône : *ego Guillelmus, cognomento Bastardus, rex Angliæ, do et concedo*, etc., etc.

Le fameux comte de Dunois imita cette franchise dans ses chartes ⁶; il signait presque toujours, *Jean, bâtard d'Orléans*.

Sous nos rois de la première et seconde race, on ne faisait pas de différence, pour la succession au trône, entre les enfans légitimes et naturels. Thierri, bâtard de Clovis I, partagea également le royaume avec ses trois autres fils légitimes. Sigebert, bâtard, entra en égal partage avec Clovis II, son frère. Louis

¹ *De Re Diplom.*, p. 19.

² *Annal. Bened.* t. v, p. 691.

³ Baluz., *Hist. de la Maison d'Auvergne*, t. 1, p. 382.

⁴ *Ibid.*, t. 1, p. 185.

⁵ Des Thuilleries, *Dissert. sur la Mouvance de Bret.*, p. 39.

⁶ Lobineau, *Hist. de Bretag. Preuv.* col. 2338.

et Carloman, bâtards de Louis-le-Bègue, exclurent même Charles-le-Simple, leur frère, qui était légitime.

Il faut cependant remarquer que cet usage n'était point général pour tous les bâtards, mais seulement pour ceux des princes et des nobles qui les avaient reconnus. Les autres bâtards étaient *serfs*.

Sous le régime actuel, un bâtard n'est apte à succéder que lorsqu'il a été reconnu par un acte authentique, c'est-à-dire, reçu par un officier public ; alors, il a droit, même quand il y a des enfans légitimes, au tiers de la portion d'un de ces enfans légitimes. La recherche de la paternité est interdite à l'égard du père, et ne peut être recherchée à l'égard de la mère que par preuves écrites émanées d'elle. Les bâtards peuvent être légitimés par mariage subséquent, et alors il faut qu'ils soient mentionnés dans l'acte même de mariage. Un bâtard adultérin ou incestueux est inhabile à succéder; il n'a droit qu'à recevoir des alimens jusqu'à ce qu'il puisse en gagner par lui-même ; mais le père et la mère peuvent lui donner ou lui léguer par testament, tout ce qu'ils peuvent donner à un étranger.

En ce qui concerne le *droit ecclésiastique*, les enfans naturels sont inhabiles à recevoir les ordres, ou à être pourvus de bénéfices, à moins qu'ils n'aient obtenu dispense du pape. Le IV^e concile de Latran, en 1215, en fit une loi générale de l'Eglise.

BAUX. *Ballium*, *Bailleta*. On appelle ainsi un contrat entre une personne qui donne, ou *baillieur*, et une qui reçoit ou qui prend, ou *preneur*. Voici quelles étaient les formalités et les préambules d'un bail vers les 4^e et 5^e siècles.

Celui qui avait intention de prendre une terre à ferme, présentait une requête ou supplique †, dans laquelle il renfermait tout ce à quoi il s'obligeait ; cet acte s'appelait *epistola præcaria*. Le propriétaire, acceptant les offres, faisait un autre acte qu'on nommait *epistola prestaria*. Le baillieur gardait la charte dite *præcaria*, et le preneur, celle qu'on nommait *prestaria*. On n'a rien de plus ancien que ces deux espèces de chartes, auxquelles on donna souvent le nom de libelles, *libellus*, *libellarium*. Le terme de la jouissance y était fixé. C'était quelquefois un bail à

† Lindenbrog, *Formula solenn.* p. 1226.

longues années ; c'est ce qui se justifie par les lois des Visigoths ¹ : *Si per precariam epistolam certus annorum numerus fuerit comprehensus, ita ut ille, qui suscepit terras, post quodcumque tempus domino reformet; juxta conditionem placiti, terras restituere non moretur.* La durée du bail emphytéotique était depuis 10 ans jusqu'à 99.

Les conditions des actes *précaries* variaient à l'infini. De la durée du bail emphytéotique ils prirent le nom d'emphytéose, *emphyteosis*. Les emphytéoses perpétuelles dégénérent en *sefsa*. Dès le tems de Justinien, on s'aperçut qu'elles approchaient fort de l'aliénation ; c'est pourquoi le même empereur les interdit aux églises par la 7^e novelle.

Quoique pour désigner les baux ou accensemens, la dénomination d'*épître* ou de *lettre* fût la plus ordinaire ², et que dans les 13^e et 14^e siècles, cet usage fût encore le plus commun, dans l'antiquité, comme dans les commencemens du moyen-âge, très-souvent on les appelait simplement *precaria*, *præstaria*, *præstarium*, *precaturia*, *precatoria*, *deprecatura*, *præcaria firmitatis*, *emphyteusis* ³, *libellus emphyteoticarius* ⁴, *obligatio* et *commendatitia* ⁵. *Obligatio* ⁶. répondait à *precaria*, de même que *commendatitia* répondait à *præstaria*. *Exceptionis pagina* ⁷, et *præstaria traditio* ⁸, sont encore des dénominations de baux ; mais la dernière est d'un usage plus moderne que l'autre.

BÉGUINES. Ce sont des femmes, filles ou veuves, menant la vie commune, portant un habit gris-blanc et un voile blanc sur la tête, vivant sous une règle, mais sans faire aucun vœu. Elles furent répandues principalement en Belgique et dans les Pays-Bas. Les uns font remonter leur origine à Pierre-le-Bègues, qui vivait à Liège vers l'an 1173⁹ ; les autres à la princesse Begge,

¹ Lib. x. tit. 1. §. 12; t. iv, de D. Bouquet, p. 429.

² Baluz. *Capitul.* t. II, col. 427, 428, 490, 529.

³ Muratori, *Antiq. Ital.* t. III, col. 174.

⁴ Ibid. col. 136.

⁵ Baluz. *Capitul.* t. II, col. 472.

⁶ Ibid. col. 506.

⁷ Maffei, *Isto dipl.* p. 172.

⁸ Muratori, *Antiq. Ital.* t. III, col. 146.

⁹ Berant Bercastel. *Hist.*, t. XII, pag. 151.—Moréri.—Fleury, *Hist.* liv. V, n^o 72.—Le Mayeur, *Gloire belg.* t. II, p. 532.

file de Pépin de Landen et sœur de Sainte Gertrude, morte en 697 ¹. Chaque maison a une supérieure à qui toutes les sœurs doivent obéissance ; elles promettent de vivre dans la chasteté tant qu'elles resteront dans la maison, et de suivre quelques autres pratiques de dévotion. Quoique dispersées pour la plupart par l'invasion française en 1794, il en existe encore plusieurs maisons en Belgique, entre autres celle de Gaud, qui compte deux béguinages renfermant 962 Béguines consacrées à servir différens hôpitaux, et à donner une instruction gratuite aux petites filles ².

BÉGUINS ou **BEGGARDS**. C'est le nom des religieux du tiers ordre de Saint François, qu'il ne faut pas confondre avec les hérétiques du même nom, condamnés l'an 1311. Ils étaient nommés *Beggards*, de ce qu'ils avaient pris Sainte-Begge pour patronne, ou du mot allemand *Beggen*, demander, prier. A Toulouse on les appelait *Béguins*, de ce que le nommé *Béchin* leur avait donné sa maison.

BÉNÉDICTINS. Les immenses services rendus par les Bénédictins à la civilisation, à l'agriculture, aux lettres, à la religion; le grand nombre d'ordres religieux, qui ont pris pour base fondamentale la règle de Saint-Benoît, nous engageant à faire connaître, d'une manière un peu plus explicite, cette règle et leur histoire.

Vers la fin du 5^e siècle, il existait déjà bien des moines en occident, mais tous suivaient la règle de Saint-Basile ; c'est-à-dire, une règle faite pour les hommes et les pays d'orient. L'an 480, naquit à Norcia, en Ombrie, un descendant de la noble famille romaine *Anicia*, lequel fut nommé *Benoît*, ou plutôt *Béni* (*Benedictus*), futur législateur qui devait effacer la gloire des Solon, des Lyeurgue, des Numa. Il n'entre pas dans notre pensée de faire son histoire ; disons seulement que, poussé malgré sa famille, à une vie de retraite et de pénitence, après avoir long-tems vécu solitaire dans les déserts de Sublac, il permit à quelques disciples de s'établir près de lui. La rosée du ciel tomba dès lors sur le désert, et le féconda. De l'an 520 à

¹ Voir le P. Siret, *Acta sanctorum Belgii*, t. v, p. 99.

² Voir le *Journal historique de Liège*, t. 1, p. 264.

l'an 527, douze monastères furent établis ; en 529, il jeta les fondemens du célèbre Mont-Cassin ; enfin , à sa mort , l'an 543 ou 547, la règle de Benolt était déjà suivie en Sicile, en France, en Espagne et en Angleterre. Toutes les parties du monde chrétien ressentirent bientôt l'influence de cette règle célèbre.

Or, pour faire voir quelle fut cette influence, il faut connaître quelle était la discipline, de corps et d'esprit, à laquelle se soumettaient ceux qui y entraient. Que l'on se transporte donc par la pensée au milieu de cette société des 6^e, 7^e et 8^e siècles et suivans, que l'on pense à cette dissolution complète de l'ancien monde, aux ravages des barbares, à l'esclavage des populations pressurées et foulées aux pieds de tous ceux qui se faisaient leurs maîtres, et l'on verra quels prodiges de vertu, quelle force de volonté, quelle dignité intellectuelle, vint faire revivre dans le monde la règle de Saint Benolt.

D'abord, au milieu de cette société, où l'idée de pouvoir était perdue, étouffée dans des flots de sang ou de débauche, Benolt créa de nouveau l'idée sainte et sacrée de pouvoir : choisi par ses frères, élu par eux, l'ABBÉ devenait la première, et on pourrait le dire, la seule personne du monastère. A la vérité, dans les occasions extraordinaires, il lui est prescrit de consulter les vieillards, ou même la communauté entière ; mais, si chacun peut donner son avis, aucun ne doit disputer contre lui. Après avoir entendu les avis, qu'il descende en lui-même, et qu'il décide. Seulement, qu'il se souvienne qu'il est plutôt établi pour être utile aux autres que pour être au-dessus des autres ; mais, sans sa permission, rien ne doit ni ne peut se faire, pas même une prière, pas même une mortification.

La première victoire que le religieux devait remporter sur lui-même, le premier essai de sa force, était de contenir sa langue. Aussi il devait garder le silence au chœur, au réfectoire, au chauffoir, et même pendant une partie de la récréation ; les frères se promenaient en silence, passant les uns à côté des autres sans se parler. Quant aux distractious, ni jen, ni chien, ni chat, ni oiseau, innocens animaux, compagnons de ceux qui n'en ont pas.

¹ Magis prodesse quàm præesse.

Après s'être ainsi rendu maître de sa volonté, le religieux devait encore la plier à obéir aux autres ; aussi devait-il pratiquer une humilité vraie et profonde, obéir sur-le-champ, ne rien répondre aux observations ni aux injures, quoique injustes ; confesser à son abbé même ses plus mauvaises pensées, se contenter des plus humbles places, se croire inférieur aux autres, ne faire que les choses communes prescrites par la règle, ne pas rire facilement, parler peu et gravement, enfin, porter la tête basse, comme un criminel ou un pénitent.

A cette époque, les peuples long-tems désolés par les exactions des collecteurs romains, et par les ravages continuels des troupes, avaient laissé un grand nombre de terres en friche ; Benoît organisa une vaste société de travailleurs et principalement d'agriculteurs. « Vous ne serez de vrais moines, leur disait-il, » quo quand vous vivrez du produit du travail de vos mains. » La règle des cénobites orientaux donnait beaucoup à la contemplation ; la plus grande partie de leur vie se passait en prières, en pénitences, en jeûnes, en mortifications ; le travail avait plutôt un but d'exercice et de pénitence que d'utilité : exténuer le corps pour relever l'âme ; telle était la base de la règle de Saint-Basile. Benoît, tout en conservant la mortification du corps, qui est un dogme catholique, lui donna des forces, et le rendit capable de supporter de rudes travaux, qu'il tourna tous vers des objets utiles et des améliorations sociales. Aussi, au lieu de nourrir ses moines de dattes et de fruits secs, et d'eau pure, pris une fois par jour, il leur fit faire trois repas ; 2 onces de pain à déjeuner ; un potage, deux plats cuits et un dessert à diner ; un plat et de l'herbe en salade à souper, et de plus une hemine (un quart de litre) de vin par jour, afin, disait la règle, *que chacun puisse manger à discrétion*. Mais pour exerceer l'esprit de pénitence, et perpétuer une prescription antédiluvienne, il défendit toute viande, et toute chair d'animaux à quatre et à deux pieds.

Mais la force donnée par une nourriture si abondante devait être exclusivement consacrée au travail, et surtout au travail des champs. Neuf heures par jour ils devaient labourer, défricher les terres, manipuler les récoltes, les utiliser, les transporter au loin ; et c'est à cet article de la règle que nous devons le

défrichement des plus belles vallées de notre France, nos plus belles fermes, et que l'Allemagne doit la fondation de villes entières, qu'ils créèrent par leur travail.

Tous les arts utiles étaient, au reste, exercés dans le couvent ; mais il ne fallait pas surtout, que les artistes, sous prétexte de leur talent, voulussent s'élever au-dessus de leurs frères les agriculteurs. La règle leur déclarait, sous peine d'interdiction, qu'ils ne devaient pas se regarder comme utiles ou nécessaires à la communauté. Aussi la plupart de leurs produits étaient vendus dans les villes voisines, toujours à un prix moindre que le cours ordinaire qui y avait lieu ; et c'est à cet article que nous devons la conservation de la plupart des arts du moyen-âge.

Mais quoique le travail manuel fût le premier, il n'était pas le seul : un article de la règle prescrivait la lecture de l'Écriture Sainte, et des auteurs qui l'expliquaient. C'est à cet article que nous devons la conservation de toute la littérature antique, et tous les immenses travaux littéraires des Bénédictins, que nous n'énumérons pas ici parce qu'ils sont connus de tout le monde.

Un autre article permettait de recevoir les enfans que les parens avaient consacrés à Dieu dans les monastères ; et c'est à cet article que nous devons les célèbres écoles claustrales tenues par des moines, écoles qui conservèrent le feu sacré de l'étude, et qui faisant participer les enfans du peuple, vainqueurs et vaincus, à la même instruction, opérèrent le rapprochement des deux races, et préparèrent l'émancipation des peuples. Voilà l'œuvre sociale et humanitaire de Benoît !

Mais continuons à suivre le cours de son influence sur la régénération même de l'âme et de la volonté humaines. Et d'abord, voyons à quelles conditions on était reçu au nombre des frères.

Celui qui se présentait était d'abord interrogé pendant plusieurs jours, et examiné, pour savoir jusqu'à quel point son désir était solide. Puis on lui faisait lecture de la règle. Si le postulant l'acceptait, cela ne suffisait pas encore ; car Benoît avait établi un noviciat d'épreuve qui durait six mois, pendant lequel il était assujéti à tout ce que la règle avait de plus pénible. Au bout de six mois, lecture lui était faite de nouveau de

la règle, et s'il persistait 4 nouveaux mois, alors il était admis au nombre des frères. Mais il fallait auparavant qu'il distribuât à ses parens ou aux pauvres, ou qu'il donnât à la communauté tout ce qu'il possédait. Puis de ses mains il écrivait l'acte d'aliénation de sa personne et de sa volonté; cet acte, il le déposait avec beaucoup de solennité sur l'autel, où Dieu était censé le recevoir, et d'où il passait dans les archives du monastère.

Dès-lors l'homme n'était plus à lui-même, mais il appartenait au monastère. On le dépouillait de ses habits, et on lui en donnait deux de la maison, qu'il ne pouvait ni vendre ni changer, mais qu'il devait rendre, quand ils étaient usés, en échange de nouveaux. Les livres, le bréviaire, le couteau, tous les meubles, etc., il n'en avait que l'usage et non la propriété; et souvent on les lui changeait de peur que, par l'usage, il ne lui vînt dans la pensée de les regarder comme siens. Il ne pouvait ni écrire des lettres, ni en recevoir, ni avoir des visites, ni sortir du couvent, qu'avec la permission de son abbé; et quand, pour de bonnes raisons, il avait communiqué avec le monde, il ne pouvait raconter à personne ce qu'il avait vu ou entendu; au contraire, à son retour, il devait se prosterner aux pieds de ses frères, et demander leurs prières, pour que Dieu lui pardonnât ce que ses yeux ou ses oreilles pouvaient avoir perçu de mal.

Et cependant il n'y avait en eux ni haine, ni éloignement des personnes du monde: au contraire, rien de comparable à la charité qu'ils mettaient à recevoir les hôtes et les étrangers. Dans la première énergie de la règle, dès qu'on annonçait qu'un étranger approchait de la porte du monastère, un religieux lui était envoyé, qui l'introduisait d'abord dans un oratoire où ils faisaient l'un et l'autre une courte prière. Le frère lui donnait ensuite le baiser de paix, ou se prosternait à ses pieds, adorant le Christ en sa personne. Après cela il le faisait entrer dans l'appartement réservé aux étrangers, et tandis qu'on dressait la table pour lui offrir à manger, son introducteur lui faisait une courte lecture de l'Evangile, après laquelle on lui rendait tous les soins corporels que sa position exigeait. L'Abbé lui-même lui lavait les mains et les pieds; or, pendant trois jours, tout pauvre, tout voyageur, tout étranger, quel qu'il fût, était ainsi défrayé, sans rétribution aucune, et sans

distinction ; il n'y avait pas d'autres auberges que les monastères. On conçoit quels effets devait produire sur les peuples qui en étaient témoins, l'exemple d'une si complète abnégation, d'une si rare munificence, au milieu d'une société de pillards et d'exacteurs. C'était une prédication perpétuelle de fraternité, d'union et de civilisation sociales.

L'habit du Bénédictin consistait en deux *coutes*, vaste habit à grandes manches, traquant à terre, deux tuniques, un scapulaire pour le travail, de couleur noire et en laine. Les vêtements intérieurs, tunique, caleçon, aussi de laine et blancs, ainsi que les bas et les souliers ; ces habits, il ne devait pas les quitter en entier pendant la nuit, mais coucher moitié habillé sur une pailleasse d'étoupe avec un chevet rempli de paille, et deux draps de serge blanche. Sa tête était toute rasée à l'exception d'une couronne de cheveux.

Pour maintenir des pratiques si dures, le frère se soumettait à la discipline la plus sévère, et même à l'application des punitions corporelles.

Pour les fautes légères, confession publique devant ses frères ; assistance au chœur le visage contre terre ; privation d'un repas ; jeûne au pain et à l'eau ; repas pris à genoux dans le réfectoire ; séquestration temporaire. Pour les fautes graves, la prison, et si la prison ne suffit pas, les verges ; s'ils s'enfuyaient, qu'ils soient poursuivis et repris, et tenus long-tems au cachot, et enfin renvoi de l'ordre sur l'avis de toute la communauté.

Telle était la règle dont on sollicitait l'application par dix mois de noviciat, après lesquels cette règle saisissait son homme, si on peut s'exprimer ainsi, et ne le quittait plus durant toute sa vie ; que dis-je, après sa mort même, pendant trente jours, elle le régissait encore ; car elle lui conservait au réfectoire sa place qui était marquée par une croix de bois ; on lui donnait, comme pendant sa vie, son pain, ses légumes, son vin, afin que les frères pussent dire qu'ils mangeaient avec les morts, et que les pauvres auxquels on distribuait ces portions, connussent aussi qu'ils se nourrissaient du pain des trépassés.

Et maintenant quand on voudra réfléchir et se souvenir que les monastères ont couvert une partie de notre Europe, on

saura comment la rudesse des mœurs barbares a été ployée, adoucie, domptée, et comment la corruption grecque et romaine a été châtiée, épurée, sanctifiée.

Tel est l'ensemble de la règle de St. Benoît; voici en peu de mots l'histoire de ses accroissemens et des sociétés auxquelles elle donna naissance.

Cette règle fut apportée en France, en 543, par St. Maur, qui fonda l'abbaye de *Glanfeuil*, ou *St. Maur-sur-Loire*, en Anjou. Le moine St. Augustin, et quarante de ses compagnons la portèrent en Angleterre et en Irlande, où elle fut adoptée par tous les convents qui jusqu'alors avaient suivi la règle beaucoup plus dure de St. Colomban.

Dans le 7^e siècle furent successivement fondées en France les abbayes de *Fleury*, de *Saint-Denis*, de la *Chaise-Dieu*, de *Lérins*, de *Saint-Victor de Paris* et de *Corbie*. Les enfans de Benoît, à mesure qu'ils arrivaient dans un pays, consolidaient les peuples qui avaient échappé aux guerres incessantes, relevaient leur courage, défrichaient leurs champs, fondaient des fermes et des villes entières.

En Allemagne, où S. Winfried, ou Boniface, porta la règle de Benoît vers la fin du 7^e siècle, ils chassèrent les ténèbres et les superstitions payennes, et en outre fondèrent de véritables villes, telles que *Eichstadt*, *Frislau*, *Fulda*, et civilisèrent successivement la *Frise*, la *Thuringe*, la *Hesse*. provinces protestantes, défrichées, fondées, enrichies, éclairées de la lumière du Christianisme par des moines catholiques.

C'est ainsi que les disciples de Benoît allaient partout, enrichissant les peuples, et les instruisant. Et les peuples et les rois les entouraient de richesses et de vénération, et les papes les comblaient de privilèges. Mais de la prospérité naquirent bientôt l'orgueil, le relâchement, la corruption; les abbés marchèrent les égaux des princes et des rois, entourés d'hommes d'armes et de servans; on les vit entrer en guerre avec leurs vassaux, avec les princes, avec les rois, et plus souvent encore avec les évêques; de là dégénérescence et besoin de réformes; elles furent nombreuses.

Voici d'abord la nomenclature des ordres, qui quoique séparés par l'habit et par quelques pratiques des Bénédictins

primitifs, ont cependant conservé le fond de la règle de Saint Benoît, et doivent par conséquent être mis au nombre de ses disciples.

Ces ordres, enfans posthumes de Benoît, sont ceux des Chanoines réguliers en 766; — de l'abbaye de Cluny, en 910; — de Cîteaux, en 1024; — des Camaldules, en 1027; — de Valombréuse, en 1073; — de Grammont, en 1076; — des Chartreux, en 1085; — de Fontevrault, en 1116; — des Humiliés ou Berrellius, en 1200; — des Célestins, en 1246; — des Olivétains, en 1319; — des Feuillans, en 1592; — des Trappistes, en 1662.

Mais l'ordre principal n'en continua pas moins d'exister sous son ancien nom : seulement quelques modifications furent faites dans la règle ayant principalement pour but de restreindre l'autorité de l'Abbé, et l'ordre fut partagé en diverses congrégations, dont la principale fut celle de Saint-Maur¹.

Etablie en 1613, par Jean Renaud, abbé de Saint-Augustin de Limoges, protégée par Louis XIII, approuvée par Grégoire XV, en 1621, et Urbain VIII, en 1627, elle réunit peu-à-peu presque toutes les autres abbayes; en sorte qu'à l'époque de sa destruction elle était composée de 6 provinces, dont chacune avait plus de 20 maisons. Le supérieur général résidait à Saint-Germain-des-Prés, à Paris, et avait au-dessous de lui des assistans, des visitans, et au-dessus de lui un chapitre-général qui se tenait tous les 3 ans.

^ Dans ces différentes congrégations le travail des mains fut remplacé par le travail intellectuel; aussi c'est de ces maisons que sont sorties les plus vastes publications littéraires qui aient été exécutées dans le monde; car c'est à leurs soins que l'on doit *Les pères de l'Eglise grecque et latine*, traduits, annotés, collationnés; la *Gallia christiana*; la *Collection des historiens de France*; les *Commentaires sur l'Ecriture Sainte*; les immenses travaux sur la diplomatie et l'antiquité : monumens uniques et que l'on désespère de voir jamais égaler ou reproduire.

Ces bénédictins étaient encore tout occupés de ces travaux littéraires et scientifiques, auxquels malheureusement se mê-

¹ Les autres portaient le nom de S.-Vannes, S.-Viton et S.-Hidulphe, S.-Michel, S.-Hubert, Senones et S.-Avoird, etc.

laient quelques erreurs de jansénisme et quelques relâchemens partiels, lorsqu'ils furent supprimés par un décret du mois de février 1790.

A cette époque, il existait 373 *abbayes* de Bénédictins, en *commande*, c'est-à-dire confiées à des abbés séculiers qui prélevaient les deux tiers du revenu, et laissaient l'autre à l'abbé claustral pour les besoins du couvent; et 37 *abbayes régulières* confiées seulement à des religieux. Toutes ces abbayes étaient nommées par le roi. Leur revenu s'élevait à cette époque à la somme de 3,293,424 f., sur laquelle Rome prélevait un droit de 200,391 florins, ou 1,001,955 fr. provenant seulement des abbayes séculières¹.

Toutes ces maisons furent vendues. Les riches bibliothèques furent perdues ou dispersées, et ont servi à former les bibliothèques communales et départementales qui existent. Souvent tous les livres y gisent encore pêle-mêle attendant quelqu'un qui les mette en ordre.

Les Bénédictins se glorifiaient d'avoir compté dans leur ordre : 40 papes ;—200 cardinaux ;—50 patriarches ;—1,600 archevêques ;—4,600 évêques ;—4 empereurs ;—12 impératrices ;—46 rois ;—et d'avoir eu 15,000 et même 37,000 abbayes ;—14,000 prieurés, et un bien plus grand nombre de maisons détachées*.

NOUVEAUX BÉNÉDICTINS DE SOLESMES. Cependant l'opinion publique s'est bien modifiée et a commencé à sentir le besoin d'ordres religieux, pour certaines âmes auxquelles le monde a été trop amer, et surtout pour former une réunion d'hommes capables de mener à fin les grandes entreprises littéraires.

C'est ce qui a inspiré à un homme d'une activité très-grande, et d'un zèle bien pur, le dessein de renouer la chaîne des tems, et de rétablir en France la célèbre congrégation des Bénédictins. M. Guéranger, malgré tous les obstacles, aidé du vénérable évêque du Mans, vint à bout de réunir, en 1833, un

¹ Voir l'*Europe ecclésiastique* de 1757 ;—l'*Almanach du clergé* de 1780 ;—la *Description de la France*, de Robert de Hessel, t. 1. — *Histoire des ordres religieux*, de Hermant, en 4 vol. in-12.

* Voir l'évêque du Bellay dans son *Traité de la désappropriation*, et Felengues.

certain nombre de prêtres dans un ancien prieuré de Bénédictins, celui de Solesmes, près de Sablé sur les bords de la Sarthe. Ils s'y installèrent le 11 juillet 1833, jour de la translation de Saint-Benoît, au nombre de 10 personnes tant religieux que frères convers, sous la réforme de Saint-Maur.

Cette œuvre bénie de Dieu et soutenue de Mgr. l'évêque du Mans, s'est maintenue. Un premier ouvrage, *les Origines de l'Eglise romaine*, les a fait connaître au public. Le gouvernement les a encouragés en les chargeant de la continuation de la *Gallia christiana*.

Enfin par un bref daté du 1^{er} septembre 1837, sa sainteté Grégoire XVI leur a donné une existence canonique, en les établissant en congrégation française de l'ordre de Saint-Benoît, tenant lieu des anciennes congrégations de Cluny, Saint-Vannes, Saint-Hildulphe et Saint-Maur. La maison de Solesmes a été érigée en abbaye, chef de l'ordre en France, et dom Guéranger a reçu la dignité abbatiale avec toutes ses prérogatives, et le titre de supérieur-général de la congrégation.

Nous devons encore ajouter que d'autre part *six Bénédictins de l'ordre de Cîteaux* ont, en 1837, racheté l'ancien prieuré de Saint-Michel de Frigolet (Vaucluse), et s'y sont établis pour y faire revivre leur règle. Tel est l'état des Bénédictins en France.

BÉNÉDICTINES ; religieuses établies par Ste.-Scholastique, sœur de Saint-Benoît, dont elles suivaient la règle. Comme les Bénédictins, elles ne mangeaient que des légumes et du poisson, ne portaient que des habillemens de laine et couchaient sur la dure. Il y avait des Bénédictines *mitigées* qui mangeaient de la viande trois fois par semaine, portaient du linge et couchaient tout habillées sur des matelas. L'habit des Bénédictines consistait en un froc clos de toutes parts, traînant à terre, de largeur compétente et sans ceinture ; un bandeau et une guimpe de gros lin, avec des chemises ou petites tuniques de sergette blanche. Pendant la nuit, elles devaient porter dans leur lit un long voile noir, et dessous une cornette de toile blanche, avec une petite tunique et un scapulaire noir. Leurs cheveux étaient toujours coupés.

Lors de leur suppression, en 1790, il y avait 134 abbayes ou

prleures de Bénédictines en France, et environ 8,000 religieuses s'occupant de l'éducation des jeunes personnes, ou soignant les malades dans les hôpitaux. Leurs revenus s'élevaient à la somme de 1,467,500 fr. Bonaparte rétablit les Bénédictines en 1806. Un grand nombre de maisons ont été autorisées jusqu'à ce jour sous différents noms, et toutes donnant leurs soins aux malades ou à l'éducation des filles. *L'Almanach du clergé de 1837* comptait 22 maisons autorisées.

BÉNÉDICTINES DE L'ADORATION PERPÉTUELLE DU SAINT-SACREMENT, fondées par la mère Mechilde, d'après le vœu de la reine-mère Anne d'Autriche, en 1653. Leur règle est celle de Saint-Benoît de la plus étroite réforme; elles y ont encore ajouté qu'une religieuse se tiendrait jour et nuit, à genoux, la corde au cou, au pied d'un poteau, devant le Saint-Sacrement qui était toujours exposé dans leur maison. Il y avait un grand nombre de ces monastères en France, et l'on en compte encore quelques-uns de nos jours ¹.

BENÉFICE. Ce mot est d'origine païenne. Les premiers Césars appelaient *beneficia*, les récompenses qu'ils accordaient à leurs soldats ². Nos rois des deux premières races, imitèrent en cela les empereurs. Les chartes qui accordaient leurs faveurs, s'appelaient *beneficiaria*, et même *beneficia*, du nom de la chose obtenue. *Si qua beneficia personalia sine die et consule fuerint deprehensa, auctoritate careant*, dit Constantin ³. Ces donations des empereurs, accordées d'abord aux nobles pour leur vie, passèrent ensuite aux ecclésiastiques, à condition de vasselage et de service militaire; c'est là l'origine de la plupart des fiefs ecclésiastiques.

Dans les premiers siècles, les biens donnés au clergé étaient possédés en commun; mais bientôt on fut forcé de les partager en petits lots, et de les assigner à la subsistance de ceux qui travaillaient à quelque office ecclésiastique; de là les bénéfices sont définis : *le droit perpétuel de recevoir quelques portions du*

¹ Voir Hermant, *Hist. des ordres religieux*, tome iv, page 139, et *l'Almanach du clergé de 1837*.

² Hygin. *De limitibus constitut.*, p. 136.

³ Code, liv. 1, tit. xxiii, lfg. 4.—Maffei, *Istor. diplo.*, p. 86.

revenu des biens consacrés à Dieu, accordé à un clerc par l'autorité de l'Eglise, à raison de quelque office spirituel.

Les bénéfices étaient *séculiers* tels que évêchés, dignités des chapitres, prieurés, cures, vicairies perpétuelles, simples cures, prieurés simples, chapelles et commandes; et *réguliers*, tels que abbayes, offices claustraux, c'est-à-dire prieurés conventuels, chambriers, aumôniers, hospitaliers, sacristains, cellériers, moines anciens et non réformés.

Les bénéfices étaient *conférés* anciennement, 1° par les pouvoirs ecclésiastiques; par l'évêque, avec l'avis et les conseils des prêtres et des fidèles; puis ce droit fut étendu aux chanoines, aux patrons, à des moines, à des religieuses, etc. Si l'ordinaire négligeait d'user de son droit, il passait à son supérieur, de degré en degré jusqu'au pape, par droit de *dévolution*. Les papes, contre la défense du troisième concile de Latran en 1179, s'attribuèrent le haut pouvoir de nommer à tous les bénéfices; même avant qu'ils fussent vacans par le droit d'*expectation*, c'est-à-dire assurance donnée à un clerc d'obtenir une prébende dans telle cathédrale quand elle viendrait à vaquer; et par droit de *réserve*, c'est-à-dire par déclaration faite à l'avance qu'ils voulaient pourvoir à telle ou telle dignité. Au commencement du 14^e siècle, Jean XXII s'était réservé toutes les cathédrales de la chrétienté; mais le concile de Trente supprima absolument toute promesse, même mentale, de donner des bénéfices avant qu'ils fussent vacans. 2° Par les *universités*, en conférant le titre de *gradués*, qui, d'après le concile de Bâle, avaient droit à la troisième partie de tous les bénéfices, c'est-à-dire à ceux qui vquaient pendant les mois de janvier, avril, juillet et octobre. 3° Par le *roi*, qui, en vertu des concordats ou d'indults accordés par le pape, nommait 1° à tous les *bénéfices consistoriaux*, c'est-à-dire à toutes les prélatures séculières et régulières, même conventuelles, dont la nomination doit être publiée par le pape en consistoire, excepté à l'évêché de Strasbourg qui était électif, et à celui de *Béthléem*, en Nivernais (voir ce mot). 2° Le roi nommait encore à la presque totalité des abbayes d'hommes et de filles en commande; tous ces droits étaient exercés ou par indult et permission du pape, ou par droit de joyeux avènement, ou par droit de fidélité de serment, ou par droit de régle.

Les *benefices réguliers* ne pouvaient être possédés que par des titulaires réguliers, et les *séculiers* que par des séculiers, excepté les évêchés qui pouvaient être donnés à des moines. Toutes les irrégularités qui empêchaient de recevoir les ordres, empêchaient aussi de recevoir les bénéfices. Pour être nommé à un évêché, il fallait être docteur, ou licencié en théologie ou en droit civil ou canonique ; pour une cure, dans une ville murée, il fallait être maître ès-arts, ou avoir trois ans d'étude en théologie ou en droit.

Les revenus, provenant des bénéfices, n'appartenaient pas aux titulaires en entier. ils n'avaient droit qu'au nécessaire, le reste devait être distribué aux pauvres, et tout le tems et toute la vie du bénéficiaire devaient être consacrés à l'église. On ne pouvait posséder qu'un seul bénéfice à charge d'âme ; enfin, le bénéficiaire devait résider dans son bénéfice.

On voit, par ce que nous venons de dire, que les bénéfices étaient destinés à presque toutes les classes du peuple qui pouvaient, par les *degrés*, arriver à tous les offices ecclésiastiques. Il faut encore ajouter que les impôts levés sur les bénéfices, étaient admirablement distribués. Les bénéfices étaient répartis en 8 classes, selon le double rapport de leur revenu, et de la nature du service dont ils étaient chargés pour le culte religieux, l'instruction publique et le soulagement de l'humanité. Les impositions étaient modérées sur la proportion des avantages que la religion et l'état recueillaient de l'utilité et de l'importance des bénéfices¹. Tous les bénéfices simples, tels qu'abbayes et prieurés, chargés d'aucun service public, étaient taxés le *quart* de leur revenu, et ainsi de suite, jusqu'aux hôpitaux, qui ne payaient que le *vingtième* de leur revenu. Ce mode de répartition avait été réglé en 1760, par Mgr. Coulet, évêque de Grenoble.

Tous les bénéfices furent abolis lorsque le clergé français fut dépouillé de ses biens en 1790. L'Eglise ayant sanctionné cette abolition dans le concordat de 1801, il n'y a plus maintenant

¹ Voir Fleury, *Int. au droit ecclésiast.*, édition de Boucher d'Argis. 2 volumes in-12.

de bénéfices ecclésiastiques proprement dits, en France ¹. (Voir **EVÊCHÉS** et **GRADUÉS**).

BERNARDINS et **BERNARDINES**. Voir **CITEAUX**.

BÉTHLÉEM (l'évêché de Béthléem). C'est un siège *in partibus* dont les titulaires siégeaient à Panténor, bourg de Clamecy, petite ville du Nivernais. Il avait été établi, dans le 13^e siècle, en faveur des évêques latins de Béthléem, qui avaient suivi les croisés chassés de Palestine. Cet évêché qui n'avait aucune paroisse sous sa juridiction, et qui valait 1000 livres au titulaire, était à la nomination du duc de Nevers ².

BÉTHLÉEM (Notre-Dame-de-). C'était un ordre militaire institué par le pape Pie II, en 1459, pour empêcher que l'île de Lemnos ne rentrât sous la domination des Turcs. Malgré la bravoure de ses défenseurs, Lemnos ne put résister aux forces musulmanes, et l'ordre fut éteint.

BÉTHLÉÉMITES. Religieux établis à Cambridge, au 13^e siècle, ayant le même habit que les Dominicains, si ce n'est qu'ils portaient sur la poitrine une étoile rouge, en mémoire de celle que l'on vit à la naissance de J.-C.

Un gentilhomme français, *Pierre de Bétencourt*, fonda aussi aux îles Canaries, au 17^e siècle, des frères *Béthléémistes* destinés à servir les malades dans les hôpitaux. Innocent XI les approuva en 1687, et leur ordonna de suivre la règle de Saint-Augustin. Ces hospitaliers étaient habillés comme les *Capucins*, hormis que leur ceinture était de cuir, qu'ils portaient des souliers, et qu'ils avaient au cou une médaille représentant la naissance de Jésus-Christ.

BEZANT. Monnaie d'or dont on se servait à Constantinople, et qui fut apportée en Europe, non-seulement depuis Louis le Jeune, mais encore dès le tems du pape Jean VIII et de Charlemagne ³, quoiqu'en dise le *journal des savans*.

BIBLIOTHÉCAIRE. La fonction de bibliothécaire ne fut pas toujours restreinte, suivant l'étymologie du mot, à l'inspection

¹ Henrion, *Code ecclésiast. français*, 2^e éd., page 126.

² Voir Robert de Hessel, *Dict. univ. de la France*, t. 1, p. 449.

³ Ducange, *Gloss. latin.*, t. II, col. 1390. — De 1684, p. 186.

et à la garde du lieu qui renfermait les livres. Cette portion intéressante de la littérature ayant été confiée à des personnes habiles, on eut souvent recours à elles pour résoudre des difficultés, dresser des lettres, y répondre, etc. Peu à peu les bibliothécaires entrèrent dans les conciles ; et antérieurs aux chanceliers et archichanceliers, au moins dans l'Eglise de Rome, ils en remplirent les fonctions. On voit que dès le 7^e siècle l'expédition des bulles était confiée à des notaires qui se qualifiaient bibliothécaires. On trouve des actes, du tems des premiers rois Carlovingiens, souscrits par leurs bibliothécaires qui étaient en même tems leurs chanceliers ou archichapelains.

Les bibliothécaires des cathédrales, surtout en Italie, donnaient les lettres et les diplômes des évêques, avant que cet emploi fût confié à d'autres officiers.

Les anciennes bulles privilégiées énonçaient au-dessous du texte qu'elles étaient datées ou délivrées par tel bibliothécaire. C'est une règle constante depuis le 6^e siècle écoulé jusqu'au 12^e inclusivement. Les chanceliers eux-mêmes prenaient cette qualité ; mais, depuis Célestin II, on n'en voit plus d'exemple. On aurait lieu de tenir pour suspecte une bulle non originale expédiée par un bibliothécaire distingué de celui qu'on saurait, par des monumens certains, avoir été revêtu de cette dignité, qui n'eut lieu que jusqu'à la fin du 12^e siècle tout au plus.

BILL, en latin *Schedula*, est un terme fort usité en Angleterre ; depuis long-tems on y appelait *billæ* les requêtes présentées au roi. On donne encore ce nom aux actes d'imposition, de recrue, d'épargne et à plusieurs autres. Pour rendre ce mot en latin, on s'est servi de *billa*, *billeta*, *billetus*, ou *balleta*, *bottela*. La dernière expression est un des noms qu'on donne aux billets délivrés aux troupes pour leur étape.

BILLETS DE MORT. Les communautés ecclésiastiques qui avaient formé entre elles des sociétés de prières s'envoyaient réciproquement les noms et qualités des chanoines ou moines décédés depuis peu. On appelait ces billets mortuaires au 11^e siècle, *litteræ currentes*, et dans la suite, *brevia mortuorum*, *brevés de defunctis*, ou simplement *bretes*. On conserve dans plusieurs archives d'antiques rouleaux en vélin, où sont écrits

les noms des défunts de certaines communautés pendant des siècles entiers.

BISSEXTILE. L'année solaire, c'est-à-dire la course ou la révolution du soleil d'un point fixe à ce même point, comprend l'espace de 365 jours 5 heures et 49 minutes. Ces 5 heures 49 minutes forment, au bout de 4 ans, 1 jour presque entier; et alors l'année se trouve composée de 366 jours, et c'est ce que l'on nomme l'année bissextile : ce jour surnuméraire est placé dans le mois de février. Les Romains lui donnaient à peu près la même place que nous; ils redoublaient le sixième des calendes de mars, *bis sexto kalendas martias*; d'où est venu notre mot *bissextile*. Ce jour passait chez eux pour un jour malheureux : Ammien Marcellin dit que Valentinien n'osait sortir le jour du bissextile. Voir ANNÉE.

BLAISE (ordre de St.-), établi en Arménie pour faire la guerre aux Infidèles, qu'ils parvinrent à chasser du royaume. Ces chevaliers, qui portaient l'*habit bleu* et la *croix d'or*, au centre de laquelle se voyait l'image de saint Blaise, évêque de Sebaste en Arménie, étaient de deux sortes; les uns, véritables religieux, exerçaient le service divin et prêchaient l'évangile; les autres combattaient et faisaient la guerre aux Infidèles. Cet ordre fut aboli en Arménie, lorsque la religion chrétienne y fut persécutée par les Musulmans ¹.

BLANCS MANTEAUX, nom donné aux religieux de l'ordre des *Servites*, ou serviteurs de Marie, à cause des *manteaux blancs* qu'ils portaient. Ils suivaient la règle de saint Augustin, avaient été fondés à Marseille, et confirmés en 1257 par le pape Alexandre IV. Leur monastère situé à la rue dite des *Blancs Manteaux*, donna son nom aux *Guillemites*, auxquels il fut cédé en 1298, quoiqu'ils eussent des manteaux noirs, et aux Bénédictins de Cluni, en 1618, bien qu'ils fussent aussi habillés de noir. Les Bénédictins de St.-Maur en étaient en possession en 1789.

BLASON. Voyez ARMOIRIES.

BOLLANDISTES. Auteurs de la plus vaste collection de *Vies*

¹ Favin, *Théâtre d'honneur et de chevalerie*.

des Saints, qui existe, sous le nom de *Acta sanctorum*. La première partie de ce travail fut commencée par le père Heribert Rosweide, jésuite, lequel mourut en 1629, n'ayant pu que préparer de nombreux matériaux. Il eut pour successeur le père Jean Bolland ou Bollandus, qui publia en 1643 les deux premiers volumes de la collection, contenant les saints de janvier, et donna son nom à tous ceux qui ont travaillé avec lui ou après lui à cette collection. A la destruction de la compagnie de Jésus, il en avait déjà paru 43 volumes. A cette époque, les Bénédictins d'abord, puis Louis XVI, voulurent acheter le matériel et les matériaux de cette grande entreprise; mais les uns et les autres échurent à Godefroy Herman, abbé de Prémontrés de Tongres, qui cependant n'en fit paraître aucun volume. Lors de l'entrée des Français en Belgique en 1794, tout fut brûlé, caché ou dissipé. Quelques matériaux furent portés en Westphalie. En 1801, 1803 et 1810, le gouvernement français voulut reconstituer la société des Bollandistes; mais alors on ne savait pas où étaient les manuscrits. Depuis, une partie fut retrouvée, et placée dans la Bibliothèque royale de Bruxelles. Elle y reposait ignorée, lorsqu'en 1836 une *Société hagiographique* s'établit à Paris, et annonça le projet de continuer les Bollandistes. Les Belges furent piqués d'honneur; le gouvernement songea à continuer ce grand travail, et jeta naturellement les yeux sur les jésuites. Les PP. J. B. Bocne, Jo. Vaudermocre, Pr. Coppens, Jos. Van Hecke voulurent bien se charger de ce travail. Ils y consacrèrent leur tems en ce moment, et viennent de faire paraître un aperçu de l'état de cette publication, et de ce qui reste à faire ¹.

BONNET. On ignore si, dans les premiers tems, l'usage était, chez les peuples de l'Asie, que les hommes se couvrirent la tête; on voit seulement dans quelques occasions les femmes se voiler. Les Babyloniens portaient pour bonnet une espèce de toque ou turban; les Mèdes se couvraient la tête d'une tiare ou espèce de bonnet magnifique. Les Grecs et les Romains allaient ordinairement la tête nue; mais leurs femmes ne paraissaient

¹ Voir la brochure ayant pour titre *De prosecutione operis Bollandiani quod Acta sanctorum inscribitur*, 1838.

jamais en public que couvertes d'un voile, ou, pour mieux dire, d'une espèce de mante qui se mettait par dessus la robe, et s'attachait avec une agrafe. Les Athéniens, au rapport d'Elie, frisaient leurs cheveux et y entremêlaient des cigales d'or. Quelquefois ils portaient une espèce de bonnet appelée *pilion*, d'où est venu *pileus* des Latins. Les Romains, quand il faisait trop chaud ou trop froid, se couvraient la tête d'un pan de leur toge qu'ils relevaient par derrière. Ils ne portaient les bonnets ou les capuchons que pour marcher la nuit. En voyage, ils se couvraient la tête d'une façon de bonnet ou chapeau nommé *petasus*, pétase; il était aussi en usage chez les Grecs. Ce pétase avait les bords rabattus, mais plus étroits que ceux de nos chapeaux. L'époque de l'usage des bonnets et des chapeaux, en France, se rapporte à l'an 1449; ce fut à l'entrée de Charles VII à Rouen que l'on commença à en voir : on s'était jusqu'alors servi de chaperons ou de capuchons. M. Legendre en fait remonter l'origine plus haut : on commença, dit-il, sous Charles V à rabattre sur les épaules les angles des chaperons, et à couvrir la tête de bonnets qu'on appela *mortiers*, lorsqu'ils étaient de velours; et simplement *bonnets*, s'ils étaient faits de laine. Le mortier était galonné; le bonnet au contraire n'avait pour ornement que deux espèces de cornes fort peu élevées, dont l'une servait à le mettre sur la tête, et l'autre à se découvrir. Il n'y avait que le roi, les princes et les chevaliers qui portassent le mortier. Les anciens vitraux de la Sainte-Chapelle de Paris représentaient le roi saint Louis avec le mortier sur la tête. Les miniatures de divers manuscrits montrent Louis XI avec cette coiffure, précédemment adoptée par les princes de la maison de Bourgogne. Le bonnet était non-seulement l'habillement de tête du peuple, mais encore du clergé et des gradués; au moins fut-il substitué parmi les docteurs, bacheliers, etc., au chaperon qu'on portait auparavant comme un camail ou capuce, et qu'on laissa depuis flotter sur les épaules. D'ailleurs la forme des bonnets a éprouvé beaucoup de variations selon les différens tems.

Les banqueroutiers depuis la fin du 16^e siècle, jusqu'au commencement du 18^e, étaient obligés de porter un bonnet yert, lequel les mettait à couvert des huissiers.

BONNETS CARRÉS DU CLERGÉ. Le bonnet carré ou plutôt pyramidal, tel que le porte le clergé, ne date que du 16^e siècle. Dans les autres parties de la chrétienté, et dans plusieurs communautés de la France, sa forme était vraiment carrée.

BON PASTEUR (la maison du), fondée par M^{me} de Combé, protestante convertie et morte en 1692, était composée, 1^o de *sœurs* dont la conduite a toujours été régulière, 2^o de *filles pénitentes*, retirées d'une mauvaise vie. Leur règle n'était pas fort dure, et elles comptaient un grand nombre de maisons en France avant leur destruction.

BON-SAUVEUR (les filles du), fondées à Caen en 1720, par M^{me} Anne Leroy; approuvées par lettres-patentes du roi en 1734, et du parlement en 1751. Leur premier soin fut de soigner les femmes malades et aliénées; expulsées en 1795, elles furent réunies de nouveau et réorganisées en 1805. En 1817 elles établirent dans leur maison un *institut de sourds-muets*; en 1818 elles admirent les *hommes aliénés*. Il y a en outre dans leur maison une espèce de dispensaire, où l'on donne les premiers soins aux malades et aux blessés qui se présentent, un pensionnat de jeunes personnes et une école gratuite; c'est une congrégation tout à la fois enseignante et hospitalière.

BON-SECOURS (*sœurs*); établies en 1810 à Aurignac, diocèse de Toulouse, par une association de dames, dans le but de donner à la jeunesse une instruction chrétienne, et de servir les pauvres malades; elles furent approuvées en 1814 par l'archevêque de Toulouse; il y a aussi des hospitalières du même nom dans le diocèse de Cambrai.

BONS HOMMES, religieux anglais, fondés en 1259 par le prince Edmond, suivant la règle de S. Augustin, et portant un *habit bleu*. Les Minimes eurent aussi en France le nom de *Bons-hommes*, parce que Louis XI appelait souvent *bon-homme* saint François de Paule. Il ne faut pas les confondre avec une secte d'Albigeois qui s'appelaient aussi *Bons-hommes* ¹.

¹ Polydorus Virgilius, *Hist. d'Angl.*, liv. XVI. — Spada *ad annum*, 1259, n^o 9.

BOUCLIER. « Ce mot vient, dit le P. Labbe ¹, de boucle, *buccula*; non pas, ajoute-t-il, parce qu'on couvrait le bouclier de boucles, mais parce qu'il était attaché au bras par une boucle, ou plutôt parce que l'on passait le bras dans une boucle ou gros anneau pour le tenir ferme et serré. *Ancile scuti buccula intus, quâ ab intus tenetur*, dit Isidore dans ses *Gloses*. » Suivant d'autres savans, *bouclier*, dérivé de *buccularium*, vient aussi du latin *buccula*; mais ils donnent à *buccula* une autre signification qui reviendrait à celle de bosse, relief: c'est, disent-ils, parce qu'on représentait sur les boucliers des têtes ou gueules de gorgone, de lion ou d'autres animaux. Le bouclier, symbole de la protection que les princes doivent à leurs sujets, se trouve depuis Constantin sur la plupart des médailles impériales postérieures aux Antonins, orné de diverses figures, et du monogramme de Jésus-Christ. Les princes le tiennent toujours de la main gauche. On le voit sur quelques sceaux de la seconde race, et il est ordinaire sur ceux des empereurs d'Allemagne, depuis Conrad I jusqu'à Othon I, et sur ceux des seigneurs des grands fiefs de France et des environs.

Lesavant Heineccius, après avoir donné les différentes formes de cette arme défensive, observe que la variété des images et peintures dont le bouclier était orné, a donné naissance à l'*écu* dans les armoiries et à tout l'art héraldique.

BOUSTROPHÉDON. Les Grecs anciens écrivaient à la *Boustrophédon* (de βούς, *boeuf*, et στρίψω, *je tourne*), c'est-à-dire que de même que les boeufs après avoir terminé une ligne reviennent sur leurs pas pour en tracer une autre, ainsi les Grecs, après avoir tracé une ligne de gauche à droite, en commençaient immédiatement une autre de droite à gauche. Nous avons déjà fait observer que la plupart des écritures orientales s'écrivent de *droite à gauche*, tandis que les écritures occidentales sont écrites de *gauche à droite*. L'écriture Boustrophédone réunit les deux manières, et nous donne l'explication de la forme des lettres grecques que nous avons dit ressembler aux lettres phéniciennes retournées. Au reste, ce n'est pas aux Grecs qu'il faut attribuer

¹ *Etymologie des mots français, deuxième partie.*

l'invention de cette manière d'écrire; il paraît plutôt qu'elle avait été plus ou moins employée par les autres peuples orientaux. Ainsi, d'après saint Irénée ¹, « les anciennes et premières lettres » hébraïques, appelées *sacerdotales*, n'étaient qu'au nombre de « 10.. Quelques-unes étaient écrites par suite comme nous, et » d'autres à rebours, de droite à gauche ². » Esdras, d'après quelques auteurs, aurait été celui qui fixa la direction de l'écriture hébraïque de droite à gauche ³; mais il ne l'aurait pas changée, comme on le croit communément; l'écriture, dite *chaldaïque*, ne serait qu'une transformation de la *samaritaine*, comme la démotique égyptienne n'est qu'une altération de l'hieroglyphique.

Dans l'article *Alphabet*, nous avons donné les conjectures les plus probables sur l'origine des lettres chez les Grecs; il paraît que d'abord ils écrivaient comme les orientaux de droite à gauche, et le souvenir en était resté, puisque Festus nous dit qu'on donnait à cette manière d'écrire le nom de *taupocon* ⁴. Cependant on pense que leurs inscriptions les plus anciennes étaient en grande partie en *boustrophédon*; non-seulement les auteurs anciens nous l'attestent ⁵, mais nous en avons des preuves irrécusables dans les inscriptions originales que l'on a découvertes depuis peu ⁶. Comme nous regardons cette écriture d'une grande importance pour aider à comprendre l'union qui existe entre l'écriture orientale qui s'écrit de droite à gauche, et l'occidentale qui s'écrit de gauche à droite, nous avons cru devoir en offrir ici un modèle à nos lecteurs, d'autant plus que dom de Vaines avait négligé d'en faire sentir l'importance. L'ins-

¹ *Adversus hæreses*. lib. II, p. 64, édit. d'Oxford, 1702.

² Il existe des médailles qui prouvent que les Juifs écrivaient de gauche à droite comme nous. Voir dans le *Plin* du P. Hardouin, t. I, tab. 7. Paris, 1723. — Le P. Souciet, *Disc. crit. — Observ. litt.* de Véronne, t. V. — *De Ant. litt. hebr. et grec.* de Bianconi, p. 29.

³ Voir Gyrardus, *de poet. histori.* Dial. I, t. II, p. 8, in-fol.

⁴ Voir Festus le grammairien et la correction de Martinus. Ce mot ne se trouve plus dans les Dictionnaires grecs. Martinus le tire de l'hébreu.

⁵ Pausanias, liv. V, ch. 25 et 27. — Hérodote.

⁶ Voir l'inscript. de *Sigée*, publiée par Chishull, 1722. — Bimardius, *Thesaurus novus inscriptionum*. — Pour les médailles, Bianconi, page 52. — Bochartus, in *Canaan*, l. I, ch. X. — Herm. Hugo, *De primâ scribendi origine*. — Dickinson, *In Delphis Phœnicissantibus*, c. X. — Et Jean Simon, *Introductio grammatico-critica in linguam græcam*, p. 47.

cription que nous donnons ici est une de celles que l'abbé de Fourmont avait apportées de la Grèce, et celle surtout qui a excité parmi les savans, une controverse si longue, et qui n'est pas encore terminée. Nous ne prétendons pas la décider ici; nous nous contenterons de citer la liste des écrivains qui l'ont soutenue ou qui l'ont attaquée. La page suivante offre le *fac-simile* des six premières lignes; on remarquera que nous avons intercalé sous chaque forme la lettre grecque moderne, pour que l'on puisse mieux en faire la comparaison. Voici, au reste, la traduction et l'explication de ces six lignes :

TRADUCTION DE LA PLANCHE CI-CONTRE.

Ματερες	και	κουραι	του	Απολλο-
Mères	et	vierges	d'	Apollon
-νης	και	ετ (εκ	του)	ματερον.
	et	après	des	mères
Ακακλεις	Ακρατου	ματερ	Δ ³	
Akakleis	d'Akratès	mère	10 ans.	
Αειροπα	Οκτυλου	κουρα.		
Aeiropa	d'Oktulos	vierge.		
Αμυμονει	Δικλεις	ματερ		
Amymone	de Diklès	mère		
ΔΙΙΙ.	Γνατο	Λασιου	κουρα	
12 ans.	Gnathon	de Lasios	vierge	

¹ L'authenticité des inscriptions de Fourmont a été soutenue par l'abbé Barthélemy, *Mémoire de l'Académie des Inscriptions*, t. xxiii in-4°, page 394. — Les Bénédictins, *Nouveau traité de diplomatique*, vol. 1, p. 616. — Vinckelmann. — D'Hancarville, *Recherches sur les arts de la Grèce*, t. II, p. 185. — De Caylus. — Paciaudius, *Monum. Pelop.*, t. II, page 257. — Heynius, *Antiq. Auf.*, t. I, p. 86. — Hugius, *Erfindung der Buchstabenschrift*, p. 56. — Lanzius. — Villoison, *Anecd.*, t. II. — Larcher, *Notes sur Hérodote*, liv. I, p. 206, IV, p. 410. — Sainte-Croix, *Gouv. feder.*, p. 21, *Magasin encyclopédique*, I. c., page 76. — Valckenaer ad Theocrit. *Adoni.* 275. — Wolfius, *Proleg. in Hom.*, p. LIV. — Raoul Rochette, *Lettres à milord comte d'Aberdeen*, Paris 1819. — Letronne, *Journal des savans*, 1819 et 1820.

Ceux au contraire qui ont attaqué ces inscriptions, sont : Richard Payne Knight, *An analytical essay on the Greek alphabet*, Londres 1791, p. 111. — Porson, *Monthly Review*, jan. avr. 1794; *Museum critic.*, t. I, 289. — Boissonnade, *Ad Gregorium Corinth.*, 496. — Comte d'Aberdeen, *Walpole's memoirs*, etc., p. 446; *Walpol. travels*, 498. — August. Boeckius, *Corpus inscriptionum graecarum*, in-fol, liv. I, p. 62. Berlin 1837.

² Ce qui est entre parenthèses manque, et a été suppléé par l'abbé Barthélemy.

³ On traduit Δ par 10 ans comme une abréviation de Δεκά dix, et non comme la lettre numérale δ, 4.

MODÈLE D'UNE INSCRIPTION GRECQUE ÉCRITE EN BOUSTROPHÉDON.

0 2 2 0 7 A V O T I A A V O 3 I A 3 2 3 A 3 T A M
 O A A O H A Y O T I A P Y O K I A K Z E P E T A M
 2 N O 4 K A I E T M A T E P O N
 N O 2 K A I E T M A T E P O N
 3 A K A K A L I 4 A K P A T O V M A T E E P Δ
 A K A K A A I 2 A K P A T O Y M A T E E P Δ
 A A V O 3 V O 2 V 2 3 O A T O A E E A
 A P Y O K Y O A Y 2 K O A Π O P E E A
 4 A 3 T A ~ 3 O E 3 Δ I Δ E E N O M Y M A
 P E E T A M E E K A A I Δ E E N O M Y M A
 5
 6 Δ I I I A N A □ O 2 A 3 I O V K O V A A
 Δ I I I Γ N A Θ O A A 3 I O Y K O Y P A

Cette inscription dont on peut voir la suite et l'entière explication dans l'abbé Barthelemy, fut trouvée par Fourmont sur le portail d'un petit temple d'Amycles, situé près de Lacédémone, et consacré à la déesse Onga ou Oga, surnom laconien de Minerve. C'est, comme on le voit, un catalogue des prêtresses qui avaient desservi ce temple. Elle rapporte des noms qui remontent à 1625 ans avant J.-C., et à une époque antérieure de 75 ans à l'arrivée de Cadmus en Grèce. Elle a dû être posée près de 1200 ans avant notre ère ¹.

Il paraît que cette manière d'écrire dura jusque vers le tems d'Homère, puisqu'on assure que ce fut Pronapides, maître de ce grand poète, qui le premier ² introduisit la méthode d'écrire de gauche à droite; laquelle étant plus commode, fut adoptée par tous les écrivains grecs, sauf en quelques cas particuliers, comme dans les inscriptions publiques et autres.

Mais les peuples occidentaux eux-mêmes ont connu et pratiqué cette manière d'écrire. D'abord les Étrusques, habitans primitifs de l'Italie septentrionale, d'origine et de nation celté ³, écrivaient aussi en boustrophédon; ce qui nous fait reporter l'usage de cette écriture dans tout l'Occident. Nous avons encore divers monumens de cette écriture étrusque, et en particulier les tables eugubines ⁴. Les Latins aussi ont écrit primitivement de droite à gauche et de gauche à droite, soit qu'ils eussent imité les Étrusques, ou les Grecs, ou les Phéniciens qui fréquentèrent leurs rivages. Isidore de Séville dit même que c'est de là qu'ils ont appelé leur poésie *versus* c'est-à-dire *retour*, faisant allusion à l'allée et au retour de la ligne ⁵. On en trouve aussi des exemples sur plusieurs médailles jusque au tems des

¹ Schoel, *Hist. de la littér. grecque.*, t. 1, p. 96.

² D'après Théodose le grammairien sur Denis de Thrace, dans Fabricius, *Biblioth. grecque*, t. 1, p. 159, et dans l'édit. de Théodose par Gœtling. Leipsick 1822.

³ Schoel, *Hist. de la littér. latine*, t. 1, p. 28.

⁴ Voir l'édition qu'en a donnée Bernardin Baldus; et le livre de Samuel Petit, *De legibus atticis*, p. 104.

⁵ Voir Isidore, liv. vi, c. 14, et Marius Victor, *Ars grammatica*, t. 1, et Schoel, *Hist. de la littér. latine*, t. 1, p. 57.

Césars¹. Il paraît même que les inscriptions grecques et latines qui se trouvaient sur la croix de Jésus, avaient été écrites de droite à gauche².

De tout cela, il ressort qu'une connexion intime lie les peuples de l'occident aux peuples orientaux, et que le premier de tous les arts, celui de l'écriture, a eu pour première patrie quelque-une de ces régions que la Bible nous donne pour première habitation des hommes.

BREF. Ce mot, considéré sous une acception générale, a été pris par divers auteurs, et notamment par Maffei³, pour un titre, une note, un acte judiciaire, un instrument quelconque. Il est actuellement restreint à certains actes émanés des papes. Rendus par des princes séculiers, ils étaient appelés *préceptes* ou *ordonnances*.

Les Grecs et les Latins ont fait un égal usage de ce mot. Quelques auteurs⁴ prétendent que les Latins ont tiré des Grecs leur *breve*, *brevet*, *brevicellum*, *pytadium*, *pyctatiolum*, *scheda*, *cedula*, etc. La barbarie a donné naissance à tous les dérivés et diminutifs de ces mots, dont l'analogie saute aux yeux, et dont le sens est à peu près le même, excepté que *pytadium* paraît plus particulièrement consacré à signifier des *billets*, des *tablettes manuelles*, des *écriteaux*.

Originairement les *brefs* répondaient à leur nom par leur *bréveté* : mais dans la suite on ne prit pas garde à la signification du mot, et on en fit de très-long.

Il n'est pas hors de propos d'entrer dans quelques détails sur l'attribution de ce mot à différens actes.

BREFS DES ROIS ET DES PARTICULIERS. Dans les anciens tems, et presque jusqu'à nos jours, les lettres, jussions, mandemens, billets, tant des rois que des particuliers, s'appelèrent *breves* et *brevicollæ*.

Dès le 14^e siècle, on appela tout court *brevets* les actes qu'on

¹ Voir Antonii Augustini *Dialogi*, p. 58.

² Drack, *Inscription hébraïque de la sainte Croix restituée*, etc. Rome 1831, page 37.—Et Ho. Niquetus, *De titulo crucis dominicæ*, t. 1 ch. xn.

³ *Istor. Diplom.* page 88, 89.

⁴ *Gloss. med. et infim. Græcit. et Gloss. med. et infim. Latinit.*

avait appelés auparavant *breveti salvationis*, brevets de sauveté; *breveti salvi-conductus*, brevets de sauf-conduit; *breveti victualium*, brevets de victuailles, qui regardaient particulièrement les navires pour leur sûreté contre les naufrages ou contre la disette.

Le *breve sacramenti*, qu'on trouve dans les capitulaires de Baluze¹ et dans Grégoire de Tours², était l'acte dressé après la prestation de serment de fidélité au roi, et signé des témoins, ou lorsqu'en justice³, on se purgeait par serment de quelques accusations. Le *breve victoriale* était l'acte du gain d'une cause; *breve originale*, la première pièce d'une procédure, c'est-à-dire l'assignation; *breve inquisitionis*, un bref d'enquête pour faire des informations juridiques: il est d'usage dès le 12^e siècle; *breve de stabiliâ*, un bref d'establie, acte par lequel les ducs de Normandie mettaient en sequestre entre leurs mains un fief en litige; *breve refutationis*⁴, un bref de cession et de désistement; *breve annuitatis*, depuis long-tems en usage en Angleterre, est un bref d'annuité pour poursuivre un débiteur qui ne paie pas quelque revenu annuel; *breve principis* revient aux lettres de cachet, ou aux *committimus*, ou aux évocations; *breve de capellâ*, est un bref de la chancellerie; *breves pro quæstâ*, fort à la mode aux 13^e et 14^e siècles, étaient des pancartes portant permission de quêter; *brevis de convenientiâ*⁵ était un accommodement, ou une transaction. Il serait trop long de s'appesantir sur les autres actes qualifiés du nom de *brevis*, comme *breves donationum*⁶, *investituræ*⁷, *breve patens*, *breve clausum*, *breve de excommunicato capiendi* ou *deliberando*, etc., dont la signification est évidente. On ne dira rien non plus de nombre de brevets qui n'ont été d'usage qu'en Normandie et en Angleterre, et qui ne sont point connus ailleurs.

En général les assignations, citations, décrets, tous actes par lesquels on était appelé en justice, et les lettres de chancellerie

¹ Tom. II, col. 486, 492.

² Hist. page 61.

³ De Re Diplom. suppl. p. 80.

⁴ Annal. Bened. t. IV, page 701.

⁵ Hist. de Langued. t. II, col. 432.

⁶ De Re Diplom. page 8 et 20.

⁷ Spicil. t. V, page 376.

qui autorisaient à intenter une action contre quelqu'un, s'appelèrent assez communément, les premiers *brevia judicialia*, et les autres *brevia magistralia*. Mais tous ces actes varièrent à l'infini selon les différences des cas.

On peut mettre aussi au nombre des brefs les lettres de défense, *cedulæ inhibitoriæ*, puisqu'elles en portent le nom; les *breves mortuorum*, dits, antérieurement au 11^e siècle, *litteræ currentes*, etc., etc. Les lettres des papes qui ont porté et qui portent encore souvent le nom de brefs, *brevia*, *breveta*, méritent aussi quelque attention.

BREFS DES PAPES. On commence au 13^e siècle à découvrir dans certains rescrits des papes, les premières traces de brefs; leur forme ne fut néanmoins fixée qu'après le milieu du 15^e. Toute la différence qu'il y a entre ces rescrits et les autres bulles, gît dans la suscription. Au lieu de dire, *un tel, serciteur des serciteurs de Dieu*, etc., on dit, *un tel, Pape V, VI, VII*, selon le rang.

Au 15^e siècle, le pape Eugène IV enchérit encore sur ses prédécesseurs pour préparer les voies aux brefs proprement dits. Ses lettres ne portent point dans leurs dates l'année de l'incarnation ni les calendes; mais elles sont données *sub annulo nostro secreto*; au lieu que l'essence du bref exigerait qu'elles fussent *sub annulo piscatoris*. D'ailleurs elles portent, selon la forme des brefs, la date du jour du mois.

On fit usage dans les brefs d'une écriture différente de celle des bulles; la ronde ou française était affectée aux bulles, l'italique le fut et l'est encore aux brefs. Les successeurs d'Eugène IV, dans les brefs qu'ils donnèrent *sub annulo piscatoris*, y insérèrent aussi quelquefois l'année de l'incarnation, ou l'année du Seigneur, que Nicolas V introduisit, mais dont le commencement n'était pas encore fixé invariablement. Ce même pape donna le premier cette forme que les brefs ont suivie depuis : *Nicolaus, Papa V, dilectis filiis salutem et apostolicam benedictionem... Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die 15 aprilis 1448, pontificatûs nostri anno 2^o*. Telle est la forme des brefs, qui devint de jour en jour plus constante et moins variable, mais à laquelle Nicolas V lui-même ne fut pas toujours fidèle : ses successeurs s'y attachèrent tellement, que depuis elle n'éprouva pas de changement notable, et elle dure encore.

La forme différentielle des brefs consiste donc dans la suscription qui doit énoncer simplement le nom du pape et le rang qu'il tient parmi ses prédécesseurs de même nom ; dans le salut et la bénédiction apostolique ; dans la date, qui doit renfermer celle du lieu, du jour du mois, selon le comput commun, de l'année de l'ère chrétienne en chiffre, et de l'année du pontificat ; dans l'annonce du sceau qui doit être l'anneau du pêcheur ; et enfin dans le sceau lui-même qui doit être de cire rouge, mais non pas de cire d'Espagne.

Une singularité du 18^e siècle, digne de remarque, c'est que l'on connaît un bref de Benoît XIV écrit en français. A la vérité il n'est pas le premier pape qui dans ses lettres ne se soit pas servi de la langue latine ; car Benoît XIII a donné quelques rescrits dans le goût des *motus proprii*, écrits en tout ou en partie en italien ; mais on n'en avait peut-être jamais vu en langue étrangère à l'Italie.

Les brefs revêtus de toutes les formalités qui les constituent tels, et particulièrement de la clause *sub annulo piscatoris*, seraient très-suspects avant Eugène IV ; un sceau de plomb à la manière des bulles les convaincrait de faux. Au contraire une bulle scellée du sceau du pêcheur, sans en avertir, serait fautive depuis le milieu du 15^e siècle, et très-suspecte avant cette époque.

Il est essentiel aux brefs d'être scellés, en cire rouge, avec l'empreinte de l'anneau du pêcheur, c'est-à-dire que S. Pierre y est représenté dans sa barque en action de pêcheur. Autour du sceau est le nom du pape, suivi de *Papa* et du nombre ordinal qui le caractérise, mais sans chiffre ¹.

BRIGITTE (ordre militaire de Sainte), établi par la sainte de ce nom, princesse de Norvège en Suède, vers l'an 1366, pour s'opposer par les armes aux nations barbares qui sortaient de la Tartarie, et désolaient le nord et le midi de l'Europe. Urbain V l'approuva sous la règle de saint Augustin. Mais l'ordre ne survécut guère à la sainte, morte en 1373. Helyot dit même que cet ordre n'a jamais existé que dans les révélations de sa fondatrice. La croix des chevaliers était d'azur d huit pointes, avec une langue de

¹ Voyez Auboux, *Pratique civile et criminelle pour les cours ecclésiastiques*.

feu, qui pendait en bas. Ils mettaient en outre dans leur étendard trois couronnes qui étaient les anciennes armes des Goths.

BULLE. Suivant la signification propre du mot *bulle*, on ne devrait entendre qu'un sceau pour l'ordinaire de métal attaché à des lettres : car dans le droit canon et même dans les bulles ce mot ne signifia jamais une *lettre apostolique*, mais le sceau dont elle est munie ; et même une bulle qui se qualifierait telle avant le 13^e siècle, ne serait pas à l'abri du soupçon. Cependant de même que les chartes ont été qualifiées *sigilla*, du sceau dont elles portaient l'empreinte, de même certaines éptres pontificales ont tiré leur dénomination de la *bulle de plomb* qui y était pendante.

Ce titre ne fut pas même réservé aux seules lettres du Pontife Romain : il leur est commun avec celles des empereurs, de certains prélats, et de quelques conciles œcuméniques. Ces dernières sont revêtues de la même forme que les bulles des Papes du 14^e siècle. Personne n'ignore que cette dénomination fut donnée à certains rescrits des empereurs : la fameuse *bulle d'or* de Charles IV, et quelques-unes de même espèce des Empereurs Grecs, ne laissent aucun doute à cet égard. On ne voit pas au reste que l'on se soit servi du terme de bulle pour caractériser les chartes des autres rois, princes, seigneurs et prélats du commun, quoiqu'elles aient été scellées de sceaux d'or, d'argent, de cuivre ou de plomb, qui, depuis le 9^e siècle jusqu'au 12^e, furent de tems en tems appelés *bullæ*. Cette dénomination du sceau était même encore d'usage au 13^e siècle ; on en qualifiait quelquefois les sceaux de cire ¹.

BULLES CONSIDÉRÉES COMME SCEAUX. — Avant donc de considérer les bulles comme rescrits ou lettres, il faut, en suivant leur signification propre, les envisager comme *sceaux*. On ne sait pas précisément en quel tems on a commencé à mettre les bulles aux actes publics. Ce qu'il y a de certain, c'est que les sceaux de plomb ou de métal sont d'un âge fort reculé. L'*Antiquité expliquée* ² nous offre celui de Marc-Aurèle et de Lucius

¹ *Leyser, Comment. de contra-sig.* p. 15.

² *Tom. III, part. 2, page 230.*

Verus représentant les têtes de ces deux empereurs, et percé de haut en bas dans l'épaisseur pour passer la cordelette qui devait l'attacher au diplôme. Heineccius ¹ en décrit un autre de Galla Placidia, fille du grand Théodose, qui a les mêmes caractères ². Ces deux bulles sont de plomb, ainsi que celles des empereurs Trajan et Antonin le Pieux, fournies par Ficoroni; ce qui démontre combien est fausse l'assertion du *Dictionnaire de Trévoux* qui prétend ³, que les édits des empereurs n'étaient passcellés. Il paraît que cet usage fut adopté par les papes, et même d'assez bonne heure, puisque Ficoroni ⁴ en a publié deux, l'une du Pape *Deusdedit*, qui commença à gouverner l'Eglise Romaine en 614, et l'autre de *Vitalien*, qui monta sur le Saint-Siège en 657; ce qui attribue aux papes des bulles de plomb beaucoup plus anciennes que ne l'ont pensé plusieurs savans. D'où l'on peut conclure aussi qu'elles ne peuvent être suspectes, quelque anciennes qu'elles soient. L'exemple que donne Ficoroni ⁵, du pape *Deusdedit*, détruit entièrement le système de Polydore Virgile, qui veut ⁶ que les premiers papes, jusqu'en 682, aient scellé avec des anneaux imprimés sur la cire; il insinue même qu'on pourrait faire remonter au moins jusqu'à Grégoire le Grand l'usage des bulles pontificales en plomb.

Les Evêques imitèrent l'exemple des Empereurs et des Pontifes Romains, et scellèrent assez souvent leurs actes en plomb ⁷. Le 41^e canon du second concile de Châlons-sur-Saône, tenu en 813, en fit même une loi aux Evêques pour les lettres formées. Les abbés en ont pareillement fait usage, quoique très-rarement ⁸. Les empereurs d'Occident, les empereurs Français mêmes, se servirent de sceaux de plomb : mais ils ne don-

¹ *De Sigill. tab.* 1, n. 1.

² *Moulinet, cabinet de Sainte Geneviève*, page 89.

³ *Tom.* iv, col. 1556.

⁴ *I Piombi antichi*, page 71, 73.

⁵ *Tav.* 23.

⁶ *L.* viii, *De Invent. Rerum*.

⁷ *Auast. Biblioth. Pref. ad Synod. octavam...* Fleury, liv. xix, p. 483.

⁸ *De Re Diplom.* page 153, n. 3.

naient point à l'acte la dénomination de *bulle* ; on ne connaît aucun de nos monarques de la troisième race qui en ait usé.

La *figure orbiculaire* étant la plus simple, est aussi la plus ancienne qu'on ait donnée aux médailles. Elle a toujours été plus particulièrement affectée aux sceaux de métal ; et la plupart des bulles de plomb ont conservé cette forme : quand on dit la *plupart*, c'est pour ne pas exclure les ovales ; car il s'en rencontre quelquefois. Ficoroni ¹ nous en offre une de cette espèce représentant la tête de l'empereur Alexandre Sévère couronnée de laurier. Il s'en trouve de carrées ; mais elles sont rares. Heineccius ² en a publié deux tirées du livre de Dominique Palatio, *De Gestis Pontificum* : elles portent les noms des papes Sergius et Etienne.

Les *légendes* des bulles de plomb des papes sont des plus laconiques et des plus simples. Jusqu'à Léon IX, élu en 1048, elles ne portent que leur nom au premier côté, et le titre de pape au second ; il faut en excepter la bulle du pape *Deusdedit*, qui d'un côté représente le bon Pasteur ³ ; et Paul I ⁴, qui a introduit les images de Saint Pierre et de Saint Paul sur les bulles de plomb. Léon IX ne fut que le restaurateur de cet usage en 1049 ⁵.

Les plus anciens monumens, selon Foggini ⁶, représentent Saint Pierre à la droite de Saint Paul ; mais au moyen âge la plupart des bulles de plomb, des monnaies, et des autres monumens sur lesquels ces apôtres sont figurés ensemble, placent Saint Paul à la droite, et Saint Pierre à la gauche. La raison de cette inversion vient, ou de ce que l'artiste ⁷, travaillant au type ou modèle du sceau, aura représenté Saint Pierre le premier et Saint Paul à sa gauche, sans faire attention que l'empreinte devait nécessairement renverser cet ordre, ou de ce

¹ *I Piombi antichi*, Tav. IV, n. 12.

² Pag. 60.

³ Ficoroni, Tav. XXIII.

⁴ *De Re Diplom. Supplem.* p. 46.

⁵ Heineccius, page 142.

⁶ *Exercit. 20 de antiq. fctis pietisque S. Petri imagin.* page 465.

⁷ *Ibid.* page 468.

qu'on aura eu égard aux spectateurs, qui, en regardant les figures, voient Saint Pierre à leur droite, et Saint Paul à leur gauche : c'est le sentiment de Dom Mabillon ¹, et de Marca ²; ou de ce que voyant que ces deux Saints se regardaient en face dans l'origine, et qu'aucun des deux par conséquent n'avait alors la place d'honneur, ou aura insensiblement changé le profil, sans faire attention que la nouvelle position demandait un nouvel ordre : c'est l'opinion des nouveaux Diplomates ³; ou enfin de ce qu'on aura retenu l'usage des Romains, selon lesquels la gauche désignait la primauté et le premier rang ⁴.

Léon IX est le premier qui ait fait mettre, selon Heineccius ⁵, des notes numériques sur les bulles, pour distinguer le rang que tiennent entre eux les papes qui ont porté le même nom. Les bulles de ses successeurs jusqu'à Urbain II n'ont pas la même simplicité ni la même uniformité que les précédentes; car les papes suivans en eurent de plusieurs espèces. Celle de Victor II, siégeant en 1055, offre l'empreinte d'une personne à mi-corps, recevant une clef du ciel; et au revers, la ville de Rome figurée, avec l'exergue *Aurea Roma*. Etienne IX, selon Ciacconius ⁶, est représenté en bon Pasteur. Alexandre II, élu pape en 1061, est gravé au naturel ⁷; il est le premier pape qui se soit fait représenter sur son sceau. Depuis Urbain II ⁸ jusqu'à Clément VI, les bulles des papes montrent d'un côté les images des deux saints Apôtres, ou leurs noms écrits tout au long, séparés par une croix, et de l'autre le nom du pape. Depuis Pie II exclusivement, les sigles qui, sur le premier côté, désignent les noms des deux Apôtres, au lieu d'être en ligne horizontale, sont placées sur deux colonnes perpendiculaires. Enfin les deux dernières lettres inférieures furent retranchées : on ne les voit plus paraître sur le sceau de Clément II. En général, après le 12

¹ *De Re Diplom.*, page 130.

² *De Primatu Petri*, n. 21.

³ *Tom.* iv, page 305.

⁴ Eccard, *Comment. de Reb. Franc. Orient.* tom. 1, page 626.

⁵ *Tab.* II, n. 3.

⁶ *De Vitis Pontif.* page 391.

⁷ *Ibid.*, p. 407.

⁸ *De Re Diplom.* page 123.

siècle au plus tard , il faut que les sceaux d'un Pape , lorsqu'il était sacré , représentent d'un côté les faces des apôtres saint Pierre et saint Paul , séparées par une grande croix , et que le revers porte la légende, c'est-à-dire, le nom du pape, son titre, sous les deux lettres PP, et le chiffre romain qui le distingue de ses prédécesseurs de même nom. Si le pape n'avait pas encore été sacré, la tête du sceau sans le revers suffirait. Il n'y a que ce revers qui ait varié dans la suite. Clément VI y mit cinq roses , qui étaient les armes de sa famille. D'où l'on peut déduire que les armoiries, depuis le commencement du 14^e siècle, ne départent pas les bulles , qui d'ailleurs conservent leurs inscriptions ordinaires. Paul II s'y fit représenter assis sur un trône. La plupart de ses successeurs y mirent leurs armes.

Vers la fin du 12^e siècle, les *lacets de soie* qui tenaient la bulle de plomb étaient communément mi-partis de rouge et de jaune. Ces couleurs devinrent assez fixes, mais non pas sans exception. Cependant on devrait rejeter, depuis cette époque une bulle en forme rigoureuse, qui n'offrirait pas des cordellettes de chanvre; et une bulle en forme gracieuse, qui n'en aurait pas de soie, ou du moins de laine. Si depuis le milieu du 13^e siècle jusqu'au 16^e, les lacets des bulles en forme gracieuse n'étaient pas mi-partis de rouge et de jaune, il y aurait quelque sujet de les suspecter.

Les bulles de plomb empreintes des deux côtés s'appellent *bulles entières*, ou *bulles simplement*, pour les distinguer des demi-bulles qui, étant gravées d'un seul côté, ne représentent que les visages des SS. Apôtres. Les bulles imparfaites servaient entre l'élection et la consécration des Pontifes. Innocent III^e, élu en 1198, et, depuis, Nicolas IV^e, déclarèrent qu'elles avaient la même autorité que des bulles entières.

Avant le 12^e siècle, les bulles n'étaient pas *frappées* d'une manière uniforme; mais depuis cette époque, il n'y eut pas de variation sous un même pape. Cependant quoiqu'un même pape ait quelquefois varié l'empreinte de ses bulles, une grande

* Epist. 1. 83.

* Rymer. tom. 11.

dissemblance entre l'empreinte d'une bulle et les empreintes d'un grand nombre d'autres bulles du même pape, serait un signe de faux. De même lorsque la bulle, d'ailleurs d'une configuration ressemblante aux autres bulles, est inégale, c'est-à-dire plus enflée en quelques endroits, et plus enfoncée en d'autres, c'est un indice qu'on en a détaché les fils pour en insérer d'autres; ce qu'il est aisé de vérifier en ouvrant le plomb. Il n'en serait pas de même si la bulle était seulement mise de travers; il faudrait rejeter l'erreur sur la distraction de l'ouvrier.

BULLES CONSIDÉRÉES COMME RESCRIPTS APOSTOLIQUES. — Les bulles improprement prises, c'est-à-dire considérées comme *rescripts apostoliques*, sont en général des lettres du pape expédiées en parchemin, et scellées en plomb. Cette définition comprend généralement toutes les bulles et les consistoriales, avec tous leurs caractères propres, et celles qu'on appelle petites bulles.

On distingue donc plusieurs sortes de bulles; les *petites*, ou moins solennelles; et les *grandes*, ou solennelles. Les dernières renferment les bulles *consistoriales*, les bulles *pancartes*, et les bulles *privilegées*.

PETITES BULLES. — On peut faire remonter au 7^e siècle l'origine des petites bulles, ainsi que des grandes scellées en plomb; car la même différence qui s'y trouve au 11^e siècle, s'y fait remarquer au 7^e. Les premières, c'est-à-dire les petites bulles, ne montraient que les moindres dates, sans nom de notaire ou de chancelier; les grandes réunissaient à la date du mois et de l'indiction celle des années des empereurs, de leur consulat, et quelquefois celle du pontificat des papes; elles étaient de plus signées du notaire et du chancelier.

Depuis le pontificat d'Urbain II, au 11^e siècle, la différence des grandes et des petites bulles devint plus sensible. Celles-ci n'annoncèrent jamais un effet immuable exprimé ordinairement par les formules *in perpetuum*, *ad perpetuam rei memoriam*, et autres semblables. Dans les 11^e et 12^e siècles, elles n'eurent que les dates du lieu et des calendes, jusqu'après Urbain III, que Grégoire VIII ajouta l'indiction. Le successeur de ce dernier retrancha l'indiction, et y suppléa par l'année de son pontificat. Il fut imité par tous ses successeurs; et de là, jusqu'à Eugène IV, ces dates ne souffrirent aucune variation. Ce dernier caractère

distinctif des petites bulles eut lieu jusqu'au 14^e siècle seulement, comme on va le voir bientôt.

On pourrait bien confondre dans ces mêmes siècles les simples épîtres des papes avec leurs bulles ordinaires ; car les clauses comminatoires qu'on voit dans les premières, et qui ne se rencontrent point dans les autres, sont presque la seule marque par où l'on puisse les distinguer.

GRANDES BULLES.— Les grandes bulles, ou bulles solennelles, portent toutes, ou doivent porter dans la suscription, des marques de leur durée constante et invariable. Elles doivent annoncer, par la formule *in perpetuum*, ou *ad perpetuam rei memoriam*, ou *tam presentibus quam futuris*, ou autres approchantes, qu'elles ne sont point limitées à un certain espace de temps. C'est Urbain II qui le premier employa, dans ces sortes de bulles, la formule *ad perpetuam rei memoriam*, au lieu de celle *in perpetuum* usitée jusqu'alors. De plus, les souscriptions que l'on y voit, doivent faire mention du notaire qui a écrit l'acte, par la formule : *écrit de la main de N.*, ou du chancelier, primicier, bibliothécaire, etc., qui l'a délivrée, par la formule, *donné par les mains de N.* Cette distinction entre les grandes bulles et les petites, est infaillible pendant les quatorze premiers siècles.

On a déjà dit qu'il y avait trois sortes de bulles solennelles ; les bulles *consistoriales*, les bulles *pancartes*, et les bulles *privilèges*. Outre que ces bulles sont distinguées entre elles par le fond, elles le sont encore des autres par plusieurs caractères appa-

BULLES CONSISTORIALES.— Les bulles consistoriales, ainsi appelées parce qu'elles étaient données en plein consistoire, ne regardent que les affaires, ou de la religion, ou du Saint-Siège apostolique. Elles ont cela de particulier, qu'elles ne sont munies d'aucune signature, et qu'elles ne portent presque toutes d'autres dates que celles du lieu et du jour du mois. Cette particularité a lieu jusque dans le 14^e siècle ; car alors les dates de toutes sortes de bulles furent presque réduites dans ce siècle à une forme unique, le lieu, le jour du mois, et l'année du pontificat. Ainsi ce ne peut plus être une marque distinctive entre les grandes et les petites bulles. D'où l'on peut conclure que le défaut de signature des cardinaux, le défaut des dates de l'incarnation et de

l'indiction, des cercles et des monogrammes, ne suffisent pas pour rendre suspecte une bulle consistoriale, qui n'est pas en forme de privilège, principalement depuis le milieu du 13^e siècle jusqu'au 15^e. Dans cet espace de temps, on fut moins constant pour les formalités des bulles consistoriales ou solennelles. Mais, dans le 16^e siècle, on multiplia à l'infini les formalités pour la publication des bulles et autres constitutions; signatures hors d'œuvre, enregistrement, certificat des couriers apostoliques, ou du maître des couriers, souscription du cardinal prodataire, exposition ou lecture de la pièce en plusieurs lieux, etc., etc.

BULLES PANCARTES.—Les bulles pancartes sont celles qui, confirmant quelques donations faites à des églises, en rappelaient assez souvent la qualité et la quotité, et y ajoutaient quelquefois la confirmation de toutes les autres possessions, nommées spécifiquement, mais en gros. La plus ancienne bulle pancarte que l'on connaisse, c'est-à-dire qui contienne le recensement des biens d'une église, fut donnée par Grégoire IV, dans le 9^e siècle, quoiqu'elles fussent en usage long-temps auparavant.

Le caractère distinctif et spécifique de ces sortes de bulles purement pancartes, c'est de ne jamais porter tout à la fois le monogramme avec les signatures et la date de l'année. La réunion de ces trois caractères répugne à ces sortes de bulles, surtout depuis le milieu du 12^e siècle, et les rend fausses; ces caractères pris séparément les rendent aussi très-suspectes. Un autre caractère qui, sans être uniquement propre à ces sortes de bulles, paraît cependant leur être essentiel, c'est d'être terminées par un ou plusieurs *amen*. Le défaut de cette formule aux 11^e, 12^e, 13^e et 14^e siècles les rendrait au moins suspectes.

Passé le milieu du 13^e siècle, vers la fin surtout, à peine peut-on découvrir quelques pancartes revêtues des formalités qui les distinguent des autres bulles; il en est de même des bulles privilèges dont on va parler: d'où il suit qu'après cette époque, il ne faut plus chercher dans les rescrits des papes, que les dates du lieu, du jour du mois, et du pontificat. Au 14^e siècle, ces sortes de bulles pancartes devinrent extrêmement rares; et depuis on n'en découvre plus.

La plupart des bulles pancartes, outre la confirmation des

biens, renfermaient assez souvent certains privilèges ; alors elles portaient les caractères de bulles privilégiées.

BULLES PRIVILÉGES.— Ces sortes de bulles étaient ainsi nommées, parce qu'elles accordaient certains droits, certaines immunités à des cathédrales ou abbayes. Ces bulles, quoique rares, furent assez en usage dans les 11^e, 12^e siècles, et une partie du 13^e. Elles sont dans l'ordre des grandes bulles. Leur authenticité dépend, outre la formule *in perpetuum*, de la salutation du pape par les mots *bene valete*, placé à la fin de la bulle en gros caractères, tout au long ou en abrégé ; des souscriptions du pape et des cardinaux ; des formules de dates usitées dans les grandes bulles ; des signatures de l'écrivain et du chancelier ; des figures circulaires concentriques, des sceaux ; etc., etc.

Depuis Nicolas II, au 11^e siècle, la formule des dates particulières aux bulles privilégiées, devint presque uniforme ; et elles suivirent presque toutes cet ordre, le lieu, le jour du mois, l'année du Seigneur, celle du pontificat et l'indiction.

Ce n'est guère que depuis Innocent II, au 12^e siècle, que les signatures des cardinaux, dans les bulles privilégiées, devinrent d'un usage commun. On en trouve cependant du 10^e qui sont signées par des évêques, des prêtres, des diacres et des sous-diacres.

Les bulles privilégiées subirent le sort des bulles pancartes sur la fin du 13^e siècle ; c'est-à-dire qu'elles n'eurent plus alors de formalités particulières qui les distinguassent des autres bulles ; et, dans le 14^e, elles devinrent extrêmement rares. On ne peut rien donner de bien décisif sur ces bulles expédiées dans les 9^e, 10^e siècles, et une partie du 11^e. Elles n'ont de fixe que leurs variations en tout genre. Mais on serait fondé à regarder comme fausse, quelque originale qu'elle parût d'ailleurs, une bulle privilège donnée depuis le milieu du 11^e siècle, après l'an 1188 surtout, jusqu'au 14^e exclusivement, et qui n'aurait pas la plupart des caractères suivans, ni la suscription *sertus servorum Dei* ; ni la clause *in perpetuum*, ou *salutem et apostolicam benedictionem*, ou *tam presentibus quam futuris* ; ni les clauses comminatoires ; ni la conclusion *amen* ; ni la salutation *bene valete* ; ni une ou deux formules de dates, dont la première fût de la façon d'un notaire régional, et la seconde du chancelier ou autre ;

ni les dates du lieu, du jour, des calendes, du pontificat, de l'indiction et de l'incarnation; ni les cercles concentriques; ni la sentence ou devise, etc., etc. Il faut toujours faire attention que toutes les bulles de concession de privilèges ne sont point en forme de pancartes, et que c'est des premières particulièrement dont on vient de parler.

Quoique la formule *salutem et apostolicam benedictionem* fût affectée aux simples bulles, lettres ou décrétales, depuis le 11^e siècle jusqu'au 14^e, et que celle *in perpetuum* fût propre aux bulles pancartes ou privilèges, ces dernières cependant prirent quelquefois la première formule: ainsi l'on ne saurait déduire aucun moyen de faux de ce changement. Mais depuis le 11^e siècle jusqu'au 13^e, une bulle du premier genre qui porterait la formule *in perpetuum*, paraîtrait suspecte, parce que ces changemens n'ont pas été réciproques. Dans le 15^e siècle, sous Eugène, toutes les bulles en général proprement dites, ou scellées en plomb, eurent une marche constante dans leurs dates, dont voici l'ordre: le nom du lieu et souvent du palais à l'ordinaire, l'année de l'incarnation, le jour des calendes, et l'année du pontificat. Cet arrangement a subsisté sans variation jusqu'à nous.

Outre ces bulles distinguées par des formes, des noms et des objets différens, on en connaît encore une autre espèce qui rentre dans la classe des grandes bulles, et qu'on appelle *bullæ cruciatæ*. On tire leur origine de celles qu'Urbain II publia pour la première croisade, et qui portaient sans doute le signe de la croix.

Dans le 16^e siècle, toutes sortes de constitutions apostoliques furent réduites à trois, les bulles proprement dites, les brefs et les *motus proprii*. Voyez BREFS et MOTUS PROPRII. Elles sont distinguées entre elles par leur suscription et leurs dates. Les bulles portent toujours en tête, *N. episcopus servus servorum Dei*, et suivent l'ordre des dates énoncé plus haut.

Caractères extrinsèques des bulles.

Les grandes bulles, en tant que distinguées des brefs et des petites bulles en forme de *motus proprii*, ont toujours été écrites

en langue latine ; on ne connaît pas d'autre idiôme employé à cet usage.

Du séjour des papes à Avignon est venu l'usage d'écrire les bulles de provision en caractères gothiques modernes. Le caractère lombardique s'était conservé dans les bulles jusqu'au milieu du 12^e siècle.

Le style fut extrêmement humble dans les bulles des 9 premiers siècles, et l'a été quelquefois depuis. Voyez **PLURIEL**, **FILS**, **TRÈS-CHER**, **PONTIFE**, **MÉTROPOLITAIN**, **TITRE**, **FORMULES**, **ADRESSE**.

Critique des bulles en général.

La science de la critique des bulles est une partie essentielle des connaissances diplomatiques. Alexandre III et Innocent III ont parlé des marques auxquelles on pouvait reconnaître les fausses bulles, et les distinguer des vraies ; mais leurs principes, ou peu sûrs, ou insuffisants, n'ont pu servir de lois générales.

Durand, évêque de Mende, et fameux canoniste, a donné parcellément ses décisions sur les qualités que doivent avoir les bulles ; mais il s'est trop borné, peut-être sans s'en apercevoir, aux usages de son tems. Ses règles, appliquées aux siècles antérieurs ou postérieurs au sien, ne pourraient qu'induire en erreur. En voici qui sont exemples de ces défauts.

La chaleur et l'attention avec lesquelles Innocent III et Célestin III ont poursuivi les fausses bulles, ne permettent pas de croire qu'il en existe encore quelques-unes : la facilité de reconnaître les fausses des véritables, avouée par les papes mêmes, détruit tout soupçon à cet égard.

Plus les bulles sont anciennes, lorsqu'elles n'ont pas été fabriquées par des contemporains, plus elles donnent matière à la critique, et plus on est sûr de les surprendre en défaut. C'est ce qu'il est aisé de concevoir, à n'envisager seulement que la difficulté de rajuster les sceaux et les fils qui les attachent, d'avoir du parchemin du tems, d'imiter l'écriture, le style et les formules d'un siècle éloigné.

Toutes les bulles fausses ne sont pas supposées. Une bulle supposée est celle qui n'aurait jamais été donnée par aucun pape ; et une bulle fausse est celle qui énonce le faux, soit par l'artifice du faussaire qui en aurait raelé une partie, soit par

la mauvaise foi des dépositions de ceux qui l'auront obtenue : on en jugera mieux par le détail suivant.

Ce n'est pas une règle sûre, pour reconnaître les vraies bulles de tous les siècles, que les papes traitent toujours les évêques de frères, et qu'ils n'emploient jamais le pluriel lorsqu'ils adressent la parole à une seule personne. Cette règle, donnée par Innocent III, ne doit être appliquée qu'à lui et à ses prédécesseurs immédiats.

Des fautes, ou contre la latinité, ou dans la citation du texte sacré, ne suffisent pas pour prouver la fausseté d'une bulle.

Toutes les bulles qui se trouvent dans les registres des papes, dont elles portent le nom, ou dans les collections authentiques, sont incontestables.

On ne doit pas rejeter une copie authentique, faite de l'original sur lequel on puisse vérifier la bulle.

La fausseté des dates d'une copie, même authentique, n'emporte pas celle de l'original¹ ; et la fausseté d'une seule date de l'original, de l'indiction, par exemple, ne doit pas non plus l'infirmer.

Une bulle ordinaire, non en forme de privilège, qui réunirait les dates de l'année, de l'indiction, de l'incarnation et du pontificat, serait suspecte depuis Grégoire VII, très-suspecte depuis Urbain II, et fausse depuis Innocent II jusqu'à Grégoire VIII. Au contraire, les bulles privilèges des 12^e et 13^e siècles seraient suspectes, si elles n'offraient point dans cet ordre les dates du lieu, du dataire, du jour du mois par les calendes, de l'indiction, de l'incarnation et du pontificat.

On ne doit pas conclure qu'une bulle est fausse ou suspecte, pour être signée d'un cardinal qui ne se trouve point dans les listes imprimées, parce que ces listes ne sont pas toujours exactes.

Une bulle qui accorderait des droits dont on serait sûr que les papes ne s'attribuaient pas encore la disposition, serait pour le moins suspecte.

Il est encore plusieurs autres règles générales, mais que l'on trouvera parmi celles des diplômes, qui peuvent être également

¹ *Second Mémoire de Soissons*, page 190, 206.

appliquées aux bulles. *Voyez* BREFS, SCAUX, PRIVILÈGES, ANNÉE, DATES.

BULLETIN. *Voyez* CÉDULE.

Explication des abréviations commençant par la lettre B, que l'on trouve sur les monumens et les manuscrits.

B.—Bonus, Brutus, benè, Balbus.	B.M.P.—Benè merenti posuit.
B.A.—Bona actio, bonis avibus, bonis auguriis, bonus, amabilis.	B.MR.C.—Benè mercat cibum.
B.ARA.—Bona aurea.	B.MB.SE.H.—Benè merentibus serva hoc.
BB.—Bona, Benedictio.	B.N.—Bona nostra.
B.C.—Bonorum concessum.	BN.EM.—Bonorum emptores.
B.D.—Bonum datum.	BN.H.I.—Bona hic invenies.
B.E.E.—Bona ex edicto.	BN.M.FEC.—Benè merenti fecit.
B.F.—Bonà fide, bona fortuna, bona fortuna ou filia, beneficium, bonum factum, benè fecit.	B.O.—Benè, optimè.
B.F.C. ou B.FI.C.—Bonà fide contractum, bonæ fidei contracti.	B.P.—Bonorum possessor, ou possessio, ou potestas, bona possessio, bona paterna, bona publica.
B.FL.—Bonorum filius.	B.PC.—Bona pecunia.
B.F.P.—Bonæ fidei possessor.	B.Q.—Bona quæstio, bona quesita.
B.FH.—Bona fortuna.	BR.—Bonorum.
B.GR.—Bona gratia.	B.R.—Bonorum rector.
B.H.—Bonus homo, bona hæreditaria.	BRI.—Britannicus.
B.H.S.J.—Bona hic sita juvenis.	B.RP.N.—Bono reipublicæ natus.
B.I.—Bonum iudicium.	BR.SI.—Bonorum servi.
B.I.I.—Bonè iudicii iudicium.	B.S.—Bona sua satisfecit.
B.L.—Bona lex.	B.T.—Bonorum tutor.
B.LB.—Bonorum liberi.	B.V.—Benè vixit.
B.M.—Bonæ memoriæ, bonæ materiæ, benè merentis.	B.V.A.—Bonè viri arbitratu.
	B.V.V.—Balnea, vina, Venus,

C

En commençant à parler de la lettre C, la première chose que nous ferons observer c'est le changement qu'a subi l'alphabet latin : tandis que tous les alphabets sémitiques et le grec ont pour 3^e lettre le G, le latin met à cette place le C et renvoie le G à la 7^e place, après la lettre F. Nous expliquerons l'origine et les causes de ce changement, mais auparavant, comme nous l'avons fait pour les A et pour les B, examinons jusqu'à quel point il est probable que la 3^e lettre sémitique tire

son origine des écritures hiéroglyphiques, c'est-à-dire du chinois et de l'égyptien.

Origine chinoise et égyptienne du G et du C sémitiques (Pl. VII).

La 3^e heure, exprimée en lettres sémitiques et grecques par le G, comprend, chez les Chinois, de 3 à 5 heures du matin de nos heures, et est représentée par le caractère 1 de la planche VII, et par les variétés 2, 3, 4. Ce caractère se prononce *yn* ou *ing* en chinois, *ny* en japonais qui ont la de gauche à droite, *gand* ou *dan* en cochinchinois. Il signifie *adorer, prier, assemblée*, ce qui avait lieu au lever du jour. On voit, en effet que le caractère est composé du *grand comble* ou *toit* représentant le *ciel*, et par extension *Dieu*; il signifie de plus *case* et *trépied*, dont on se servait pour brûler de l'encens et faire des sacrifices. Il prend sa place sous la clef des *voûtes*. Or, bien que sa forme moderne n'offre qu'imparfaitement la forme de ces divers objets, on la retrouve plus distinctement dans les formes antiques de *Tseu-goey* et de *Morisson*, notamment dans les figures 5, 6, 7, 8, 9.

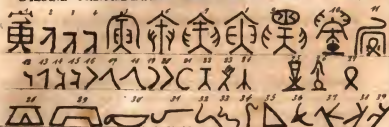
Il n'est pas besoin de faire remarquer que le son de *ing*, lu *sémitiquement*, c'est-à-dire à rebours, a pu donner naissance au son du *g*, ainsi que le son *gand* des cochinchinois.

Quant à la *forme*, il est bien évident que les figures 2, 3, 4 ont pu donner naissance aux nombreux caractères sémitiques exprimant le G, et qui tous sont formés par une *ligne droite, recourbée par le haut*, notamment le G des alphabets I, II, IV, IX, XIII, XIV, XV, XVI, XXXIV et XXXV de la planche que nous donnons ici, et dont nous citons plus particulièrement, pour exemple les fig. 12, 13, 14 et 15. Nous retrouvons en outre le *toit*, ou *comble*, ou *ciel* dans l'hébreu des médailles, fig. 20, et dans le grec ancien, fig. 17 et 18, dans l'étrusque, 19, et dans notre C, 21. De plus nous retrouvons encore le *trépied* dans le chaldaique, fig. 22 et 23, et dans le runique 24, qui ont pu être formés par les figures chinoises 7, 8 et 9. Enfin nous voyons la *croix* simple et double des formes chinoises 6 et 7, dans les alphabets sémitiques XXII et XXVII.

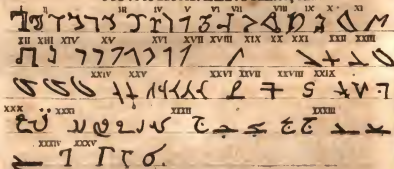
Quant à la *signification*, nous trouvons celle de *voûte*, de *pointe*, de *dos*, de *bosse*, de *ghibbe*, dans les mots hébreux גב *gab* ou *ghib*; et même celle de *case* et *gobelet*, dans גבה *gabah* et *ghibha*;



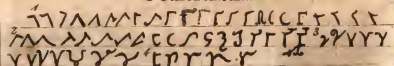
ORIGINE CHINOISE ET EGYPTIENNE DES G ET DES C SEMITIQUES.



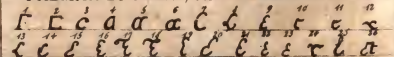
GDE TOUS LES ALPHABETS SEMITIQUES.



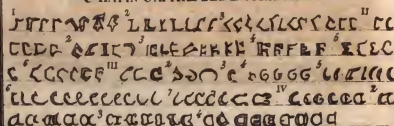
G GRECS ANCIENS



FORMATION DU C LATIN, CAPITAL. MINUSCULE ET CURSIF.



C LATIN CAPITAL DES INSCRIPTIONS



le nom de la 3^e lettre, *ghimel*, signifie *chameau* à cause de la *bosse de son dos*, et exprime aussi l'idée d'*adoration*.

En outre, comme le caractère chinois, la lettre hébraïque 2, signifie 3 ou la 3^e place.

Quant à l'*égyptien*, nous trouvons d'abord que le G y est représenté comme en chinois par des *vases* ou des *trépieds*, fig. 25, 26, 28, 29 et 30¹, et de plus par des *vases* ou *trépieds* avec un *comble*, *toit* ou *couverture*, comme dans la fig. 26, qu'il est difficile de ne pas trouver conforme aux figures chinoises 10 et 11, et en particulier à la forme égyptienne 27, que l'on croirait copiée de la figure 11, qui, comme l'égyptien, ressemble à une sorte de nœud ou plutôt de *trépied*.

Quant à la *ressemblance* de l'égyptien et de l'hébreu, M. Salvolini fait observer avec raison que la forme 30 ou le *vase* devenu en *hiératique* 31, a formé le *nestorien* 52 et le *hiérosolymitain* 33. De plus, nous retrouvons encore ici dans l'égyptien, pour signifier le G, la *ligne droite recourbée par le haut*, dans le *pédum*, ou *sceptre*, ou *crosse* fig. 34. Il y a encore d'autres formes dont nous parlerons à l'H aspirée, au K et au Q, toutes lettres du même organe, de la même valeur, et qui souvent ont été prises les unes pour les autres. Nous nous bornons ici à les signaler dans les fig. 35, 36, 37, 38 et 39, que tout le monde reconnaîtra pour des K.

D'après toutes ces similitudes de forme, de son et de signification, il nous paraît difficile de nier l'étroite liaison qui lie les langues anciennes, et leur filiation de l'une à l'autre.

Changement du G en C dans le Latin.

Puisque les Latins tirent leur alphabet et leur langue du grec, la troisième lettre de leur alphabet a dû être primitivement un G. Or, c'est ce que nous apprennent les débris de l'ancienne langue latine, et les auteurs qui se sont occupés de l'origine des lettres latines.

En effet, dans les fragmens des lois de Numa, conservés par Festus, nous voyons qu'on écrivait *Cenua* pour *Genua* et *Tan-*

¹ Voir l'*Analyse grammaticale raisonnée* de différens textes anciens égyptiens, par F. Salvolini, *alphabets* nos 226, 227, 67, 84, 69 et le *vase* fig. 111.

citor pour *Tangitor* ; et dans l'inscription de la colonne rostrale élevée à Duillius Nepos, l'an 494 de Rome, nous trouvons encore *exfocient* pour *effugiunt*. Cette similitude de prononciation du C et du G s'est conservée dans la langue latine formée, où l'on écrivait et l'on prononçait *Gneius* pour *Cneius*, *Gaius* pour *Caius*, dans les composés de *centum*, où l'on trouve *vigesimus* pour *vicesimus*, etc. ², et dans les composés de quelques verbes comme *ago*, qui fait à son préterit *actus* (pour *agtus*), *rego* qui fait *rexi* (pour *regsi*). D'ailleurs les auteurs latins nous le disent expressément ; Ausonne s'exprime ainsi :

Prevaluit postquam Gamma, vice functâ prius C.

Festus dit plus explicitement : *G olim quod nunc C* ; et Quintilien avertit que comme il n'y avait pas anciennement de C ni de T, ils étaient adoucis en G et en D ¹.

Plutarque dit que ce fut Spurius Carvilius qui, après la première guerre punique fut inventeur de la forme actuelle du G latin, et probablement lui assigna la place qu'il occupe en ce moment, dans l'alphabet, tandis qu'auparavant il était confondu avec le C ² ; mais nous renvoyons au G et au K pour d'autres détails ³.

G des alphabets des langues sémitiques, d'après la division du tableau ethnographique de Balbi.

J. LANGUE HÉBRAÏQUE, divisée

En hébreu ancien ou hébreu pur, lequel comprend :

Le I^{er} alphabet, le samaritain ⁴.

¹ Festus, au mot *Ercisus* et Schœl. *Hist. de la Litt. lat.*, tome 1, p. 43.

² Id., p. 48.

³ Ausonne de *litteris*. — Pierius, *hierogly.*, liv. VII, ch. 23. — Vossius, de *Gramm.*

⁴ Quintilien : et cum C ac similiter T non valuerunt, in G ac D moluntur. Voir *Victorinus* au liv. 1^{er} de orthograp.

⁵ Voir sur tous les changemens subis par les lettres grecques et latines; un excellent ouvrage de M. l'abbé Bondil, intitulé : *Introduction à la langue latine au moyen de l'étude de ses racines et de ses rapports avec le français*, in-8°, p. 238. Paris, chez Hachette et Chamerot : prix, 6 francs.

⁶ Voir, de plus, ci-après, comment dom de Vaines explique la formation du C latin.

⁷ Nous ne croyons pas devoir répéter ici quels sont les ouvrages ou

Le 2^e *id.* publié par Édouard Bernard.

Le III^e par l'*Encyclopédie*.

Le IV^e, celui des *médailles*, donné par M. Mionnet.

Le V^e, publié par Duret.

Le VI^e, l'alphabet d'*Abraham*.

Le VII^e, l'alphabet de *Salomon*.

Le VIII^e, d'*Apollonius de Thyane*.

2^e. En chaldéen ou *hébreu carré*, lequel comprend :

Le IX^e, celui qui est usité aujourd'hui dans les livres imprimés.

Le X^e, dit *judalque*.

Le XI^e, usité en *Perse* et en *Médie*.

Le XII^e, usité en *Babylonie*.

3^e. En hébreu *rabbinique*, lequel comprend :

Le XIII^e le *chaldéen cursif*.

Une deuxième division de la langue *hébraïque* comprend le *phénicien* qui est écrit avec les trois alphabets suivans :

Le XIV^e, d'après Édouard Bernard.

Le XV^e, d'après le même auteur, et qui ressemble tout-à-fait au *lituus* ou *crochet égyptien*.

Le XV^e, d'après l'*Encyclopédie*.

Une troisième division comprend la langue *punique*, *karchédonique* ou *carthaginoise*, laquelle était écrite avec

Le XVII^e, d'après Hamaker, n'a point encore de G.

Le XVIII^e, dit *Zeugitain*.

Le XIX^e, dit *Melitain*, n'a point encore de G.

Le XX^e n'a point encore de G.

II. La langue SYRIAQUE ou ARAMÉENNE, laquelle comprend :

Le XXI^e, l'*Estranghelo*.

Le XXII^e, le *Nestorien*.

Le XXIII^e, le *Syriaque ordinaire*, dit aussi *Maronite*.

Le XXIV^e, le *Syrien des chrétiens de saint Thomas*.

Le XXV^e, le *Palmyrénien*.

Le XXVI^e, le *Sabéen*, *Mendaite* ou *Mendéen*.

les auteurs qui nous ont fourni ces divers alphabets ; ceux qui voudront les connaître, pourront recourir à la page 51, où nous avons traité des A.

Le XXVII^e et le XXVIII^e, dits *Maronites*.

Le XXIX^e le Syriaque *majuscule*, et *cursif*.

III. La langue MÉDIQUE, laquelle était écrite avec

Le XXX^e, le *Pehlvi*, lequel est dérivé,

Du XXXI^e, le *Zend*.

IV. La langue ARABIQUE, laquelle est écrite avec

Le XXXII^e, dit l'*Arabe littéral*, et

Le XXXIII^e, dit le *Couphique*.

V. La langue ABYSSINIQUE ou ETHIOPIQUE, laquelle comprend,

1^e l'*Azumite* ou *Gheez ancien*; 2^e le *Tigré* ou *Gheez moderne*;

3^e l'*Ahmarique*, lesquelles langues s'écrivent toutes avec

Le XXXIV^e alphabet, l'*Abyssinique*, *Ethiopique*, *Gheez*.

Enfin vient le *Copte*, que Balbi ne fait pas entrer dans les langues sémitiques, mais qui cependant doit y trouver place, et qui est écrit avec

Le XXXV^e, alphabet, le *Copte*.

G grecs anciens.

Nous ferons peu de remarques sur les G grecs anciens. Il suffit, en effet, de jeter les yeux sur les différentes séries de G sémitiques pour voir que les G grecs sont, ou exactement semblables, ou seulement *retournés*. La ressemblance des G latins et des G grecs est également frappante.

Quant à leur âge, les G composant la division n^o 1, comprennent les tems les plus anciens de la Grèce jusqu'à Alexandre; le n^o 2, ceux depuis Alexandre jusqu'à Constantin; le n^o 3, depuis Constantin jusqu'à la ruine de Constantinople; le 4^e quelques G cursifs d'une charte du 6^e siècle, ce qui prouve qu'ils remontent au-delà.

Formation du C latin capital, minuscule et cursif. Planche VII.

Presque toutes les plus anciennes écritures de l'Europe, dit Dom de Vaines, ont un troisième élément qui approche du Gamma des Grecs, *fig. 1*, et du C carré, *fig. 2*, ou rond, *fig. 3*, des Latins.

Le C carré, *fig. 2*, bien plus rare que l'autre, se voit cepen-

dant plusieurs fois avant et surtout depuis l'ère chrétienne : on le trouve souvent aux 6^e et 7^e siècles sur les médailles de nos Rois ¹. Vers le 11^e siècle, il était assez fréquent dans les inscriptions, mais plus élané.

L'usage de retrancher le bout des lettres majuscules, comme on l'a observé à l'article B, fit du *c* naturel un *c* fermé comme un *q*, mais sans queue, *fig. 4*, et qu'on appelle C gothique des bas tems; cela forma, depuis, le C double en arrondissant le haut et le bas de la figure à la jonction des deux caractères, *fig. 5* et 6.

Le C majuscule et minuscule brisé à deux traits, *fig. 7*, fut reçu très-favorablement aux 6^e et 7^e siècles. De cette brisure vint, dans le même tems, le C *fig. 8*, qui n'est pas rare dans les monumens lapidaires de ces mêmes siècles, et qui se rencontre même dans certains manuscrits. De ce dernier, dont la forme approchait beaucoup d'un double C, vint réellement un C composé de deux l'un sur l'autre, *fig. 9*, dans le goût de nos grands E cursifs. Il fut très-ordinaire dans les écritures cursives romaines, franco-galliques et carolines, quelquefois dans la cursive visigothique, mais jamais dans la saxonne. Le C de cette dernière forme varia dans ses grandeurs; au 7^e siècle il s'éleva quelquefois au-dessus de la ligne; au 8^e, cette élévation devint fréquente et ordinaire au 9^e. Quoique fort haute, elle n'égalait pourtant jamais celle des lettres à montans, dont nous avons parlé à l'article B.

c minuscule.

Le *c* minuscule des manuscrits de plus de mille ans, ressemble assez à l'*s* de notre italique, à cela près que l'extrémité supérieure en rentrant dans la pause ne la touche pas tout-à-fait : il fut très-arrondi en proportion de sa petitesse; mais son élévation successive lui fit perdre de sa rondeur. Au 12^e siècle sa hauteur est très-sensible, après il commença à se hérissier de pointes et d'angles qui nous annoncent le règne du gothique.

Le *c* minuscule dont la tête est relevée par un trait courbe, *fig. 10*, paraît, surtout au 9^e siècle, dans nombre de manus-

¹ Le Blanc, *Traité des Monnaies*, p. 44, 46.

crits. Le petit *c* de même forme, *fig. 11*, employé dans les chartes ne devient un peu constant qu'aux 12^e et 13^e siècles.

c cursif.

Les *c* cursifs ont d'autres caractères. Ceux de la romaine du 6^e siècle sont parfaitement arrondis par le haut et par le dos qu'ils ont un peu allongé. Le *c* cursif est antérieur au 13^e siècle, lorsque, composé de deux pièces, il ressemble à-peu-près à nos *x* dont la partie gauche inférieure manque, et dont la partie gauche supérieure est liée avec la lettre précédente, comme la *fig. 12*.

Le *c* cursif en forme d'*e*, tel qu'on le voit *fig. 9*, est Mérovingien : il est la base d'une infinité de variantes, dont il est cependant aisé de voir l'origine. Les *figures 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19*, qu'on peut voir également dans la planche de l'*E*, en descendent assez naturellement : tel fut l'état du *c* cursif Franco-Gallique. Sous la seconde race les cursifs parurent moins inconstans dans leurs figures : sur un simple petit *e* s'en élevait un oblong sans rondeur inférieure, qui ressemblait quelquefois à une *l* fermée par le haut, *figures 20, 21 et 22*. Voilà l'idée des *c* cursifs sous Charlemagne. Sous Louis-le-Débonnaire et sous Charles-le-Chauve, ils ne différèrent pas de beaucoup. Sous le roi Eudes, dans le tems de l'écriture allongée, la partie inférieure fut deux fois aussi haute que la supérieure. Ce n'est qu'en 1108 que le *c* surmonté d'une espèce d'*e* tronqué, *fig. 23*, semble disparaître.

Une boucle ou frisure au haut du *c*, de l'*e*, de l'*s* et de l'*f*, caractérisent très-bien le 10^e siècle, même la fin du 9^e. Cette forme s'abolit au 11^e, excepté en Allemagne où on la conserva jusqu'au douzième.

Le petit *c* purement minuscule s'établit dans la cursive au 9^e siècle ; il s'y multiplia dans le 10^e : il s'écrasa un peu, et dès 931 il prenait même en Allemagne la figure d'un *r* minuscule, *fig. 24*.

En général le *c* ancien éprouva en France des variations continuelles : celui de l'écriture allongée y fut encore plus sujet. Vers le milieu du 11^e siècle le petit *c* chassait des diplômes le *c* cursif pour se mettre à la place. Plus de trente ans avant

C LATIN, CAPITAL DES MANUSCRITS

[illegible]

MINUSCULE LATIN

1 Romain 2 Lombardique 3 Visigothique 4 Saxon 5 Gallican 6 Merovingien 7 Allemand 8 Carlovingien 9 Capétien 10 Gothique

C CURSIF DES DIPLOMES

D'Italie^V *De Portugal*^{VI} *De Castille*^{VII} *De Aragon*^{VIII} *De Navarre*^{IX} *De France*^X *De Bretagne*^{XI} *De Flandre*^{XII} *De Brabant*^{XIII} *De Hollande*^{XIV} *De Zelande*^{XV}
De Sicile^{VI} *De Sardaigne*^{VII} *De Corse*^{VIII} *De Malte*^{IX} *De Chypre*^X *De Rhodes*^{XI} *De Constantinople*^{XII} *De Bagdad*^{XIII} *De Damas*^{XIV} *De Alep*^{XV} *De Ispahan*^{XVI} *De Shiraz*^{XVII} *De Isfahan*^{XVIII} *De Teheran*^{XIX} *De Bombay*^{XX} *De Calcutta*^{XXI} *De Madras*^{XXII} *De Pondicherry*^{XXIII} *De Ceylon*^{XXIV} *De Java*^{XXV} *De Sumatra*^{XXVI} *De Borneo*^{XXVII} *De Celebes*^{XXVIII} *De Molucces*^{XXIX} *De Philippines*^{XXX} *De Indes*^{XXXI} *De Chine*^{XXXII} *De Japon*^{XXXIII} *De Corée*^{XXXIV} *De Sibirie*^{XXXV} *De Russie*^{XXXVI} *De Pologne*^{XXXVII} *De Hongrie*^{XXXVIII} *De Bohême*^{XXXIX} *De Moravie*^{XL} *De Silésie*^{XLI} *De Prusse*^{XLII} *De Danemark*^{XLIII} *De Suède*^{XLIV} *De Norvège*^{XLV} *De Finlande*^{XLVI} *De Islande*^{XLVII} *De Groenland*^{XLVIII} *De Islande*^{XLIX} *De Groenland*^L *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De Islande*^{LII} *De Groenland*^{LIII} *De Islande*^{LIV} *De Groenland*^{LV} *De Islande*^{LVI} *De Groenland*^{LVII} *De Islande*^{LVIII} *De Groenland*^{LIX} *De Islande*^{LI} *De Groenland*^{LII} *De Islande*^{LIII} *De Groenland*^{LIV} *De Islande*^{LV} *De Groenland*^{LVI} *De Islande*^{LVII} *De Groenland*^{LVIII} *De Islande*^{LIX} *De Groenland*^{LI} *De*



la fin de ce siècle, à peine restait-il quelque trace de l'ancien E bouclé, *fig. 25*, si l'on en excepte la liaison du c et du t, *fig. 26*. Il est fort douteux que le 12^e siècle puisse fournir quelque exemple du C antique. En Allemagne il n'était déjà plus connu à la fin du 10^e et au commencement du 11^e, ou dès l'an 1030, même dans l'écriture allongée.

Jusque vers le milieu du 12^e siècle, le c, quel qu'il pût être, était toujours tremblant dans l'écriture allongée : dans ce siècle les traits gothiques et bizarres pour former le c se multiplièrent en France.

Il n'est pas hors de propos d'observer que le c et le t des chartes et des manuscrits se confondirent depuis le 13^e siècle.

À la tête des diplômes des empereurs d'Allemagne du moyen âge, on trouve un grand C majuscule ; cette lettre, qui a été énigmatique pour bien des auteurs qui n'ont pas réussi dans leurs conjectures, est un reste de l'invocation en sigles I. C. N. *in Christi nomina*. Le monogramme de cette invocation se rapprocha toujours de plus en plus, dès les commencemens, de la figure du C. Sous les Othons cette figure dominait ; et sous le troisième empereur de ce nom on n'y aperçoit plus que ce C : cette forme était ordinaire au 12^e siècle, mais au 13^e on commença à l'omettre.

Explication du C capital latin des inscriptions.

La I^{re} division du C capital, inscrit sur les matières dures, contient les C qui forment un angle dans leur contour, et qui sont semblables tantôt au Γ grec, tantôt à L latine, et tantôt à un angle ouvert du côté droit. Ils sont tous fort anciens, excepté les trois derniers de la 1^{re} et de la 3^e subdivision.

La II^e est composée de C plus ou moins carrés, dont les figures appartiennent presque toutes au moyen-âge. quelques-unes à la haute antiquité, comme plusieurs de la 2^e subdivision ; et quelques autres aux bas tems comme la dernière de la 6^e.

La III^e division renferme des C diversement arrondis. Les 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e subdivisions conviennent assez aux premiers siècles, quelquefois au moyen-âge, et rarement au bas tems. La 5^e désigne une grande antiquité, lorsque quelques-unes de ces

figures reparaissent constamment. La 6^e et la 7^e indiquent les quatre premiers siècles.

La IV^e division, uniquement consacrée au gothique, ne s'élève pas au-dessus du 12^e siècle, et descend presque jusqu'au nôtre.

Du C capital des manuscrits, du C minuscule et du C cursif.

Planche VIII.

Pour abréger, et pour ne pas nous répéter inutilement, nous devons renvoyer, pour l'explication de cette planche, d'abord, à ce que nous venons de dire, de la formation du C latin capital, minuscule et cursif, et ensuite aux longs détails que nous avons donnés pour l'explication de la planche VI, celle du B¹. Toutes les divisions, toutes les dénominations y sont expliquées et classées.

CAABAH, nom arabe, signifiant un *dais*, un *toit* ou maison *carrée*; c'est le nom assigné au temple de la Mecque, qui est regardé comme le *toit* ou la *maison par excellence*. On retrouve ici le *grand comble* ou *toit*, par lequel les Chinois expriment Dieu : voir, ci-dessus, la formation de la lettre G.

CABALE vient de l'hébreu קַבָּלָה, qui signifie *réception par tradition*. Ainsi, d'après son nom, la *cabale* serait le recueil des traditions juives antiques, conservé de père en fils et de génération en génération, depuis Moïse et même depuis Adam, auxquels ils croient que Dieu donna non-seulement la loi, mais encore l'explication de cette loi. Ce serait une espèce de théologie *secrète*, transmise de bouche en bouche, enseignant à découvrir dans l'Écriture-Sainte des sens mystiques et allégoriques. C'est de là que sont venus les Rabbins *cabalistes*, qui définissent ainsi la *cabale* : « Une science qui élève à la contemplation des choses célestes, et au commerce avec les esprits bienheureux; elle fait connaître les vertus et les attributs de la Divinité, les ordres et les fonctions des anges, le nombre des sphères, les propriétés des astres, la proportion des élémens, les vertus des plantes et des pierres, les sympathies, l'instinct des animaux, les pensées les plus secrètes des hommes. »

Il y a trois parties dans la cabale, la 1^{re} appelée *Beressith* est

¹ Voir ci-dessus page 154, 157 et 158.

la science des vertus occultes que le monde renferme. La 2^e, nommée *Mercana*, est la science des choses surnaturelles. La 3^e, tout-à-fait *superstitieuse* et méprisée des Juifs mêmes, consiste à faire des conjurations ou à porter des amulettes pour se préserver de tout malheur.

Cinquante entrées différentes, d'après les Rabbins, conduisent à la connaissance générale des mystères; c'est ce qui s'appelle les 50 portes de l'intelligence *. Dieu en fit connaître 49 à Moïse; celui-ci renferma toute cette doctrine, toute l'étendue de la science que Dieu lui avait donnée, dans les cinq livres du Pentateuque; elle y est contenue, ou dans le sens littéral, ou dans le sens allégorique, ou dans la valeur et la combinaison arithmétiques des lettres, dans les figures géométriques des caractères, dans les consonnances harmoniques des sons. C'est à l'y découvrir que travaillent tous ceux qui se sont occupés de la cabale. On comprend par ce court exposé que s'il est 50 portes ouvertes à l'intelligence, le nombre de celles qui sont ouvertes à l'erreur doit être infini.

On trouve des vestiges écrits de la cabale dans le *Thalmud*, compilé vers le 6^e siècle, et plus particulièrement dans les écrits du rabbin *Hai-Guon*, mort l'an 1037; mais cette science remonte bien plus haut.

Quelques savans même chrétiens se sont occupés de la cabale, et ont voulu lui assigner une place dans les études sérieuses. Le fameux Pic de la Mirandole a composé un livre tout exprès pour en faire sentir l'importance †.

Il y dit sérieusement que celui qui connaît la vertu du nombre 10, et la nature du premier nombre sphérique, qui est 5, aura le secret des 50 portes d'intelligence, du grand jubilé de 50 ans des Juifs, de la millième génération de l'apocalypse et du règne de tous les siècles dont il est parlé dans l'Evangile. Il enseignait en outre que pour son compte, il y avait trouvé toute la doctrine de Moïse, la religion chrétienne, les mystères de la Trinité et de la Rédemption, les hiérarchies des Anges, la chute des Démon, les peines de l'Enfer, etc. Toutes ces asser-

* Reuchlin, de *arte Cabalística*, qu'il dédia au pape Léon X.

† Il est intitulé : *Porta lucis*.

tions forment les 72 dernières propositions des 900 qu'il soutint à Rome, avec l'admiration générale, à l'âge de 24 ans.

L'abbé Bergier croit que la *cabale* n'a commencé que vers le 10^e siècle ¹; mais il est dans l'erreur. La science de la cabale, surtout dans ses deux premières parties, est très-ancienne; elle se lie avec la doctrine astrologique des Chaldéens, avec la vertu des nombres et des élémens, que l'on trouve dans les plus anciens livres chinois, avec la philosophie des nombres de Pythagore et de Platon. Il nous paraît prouvé, en effet, que les anciens avaient attaché des vérités fort importantes aux nombres et aux élémens; mais la tradition et l'explication de ces vérités se sont altérées et perdues. Aucun critérium, aucune règle sûre n'existe plus pour les retrouver. Il serait cependant à souhaiter qu'un homme d'un sens droit et d'un esprit positif et non systématique, voulût remuer cette masse de conceptions plus ou moins hétéroclites et les comparer ensemble. Nous sommes assurés qu'il sortirait de cet examen une connaissance curieuse et nouvelle des doctrines métaphysiques, physiques et psychologiques des anciens peuples.

Parmi les modernes, Leibnitz, Malebranche se sont occupés de la science des nombres; plus récemment encore, MM. d'Etchegoyen ² et de Lourdoueix ³ ont recherché et trouvé quelques-uns de ces rapports qui forment la grande harmonie de toute la création. Mais ces travaux ont été faits en dehors des traditions juives ou grecques, et rentrent dans la classe des conceptions philosophiques.

Nous terminerons cet article par ce que dit de la cabale, M. Cahen, traducteur moderne de la bible. On sait que M. Cahen est rationaliste et ne croit pas aux traditions révélées; on verra cependant qu'il ne nie pas la réalité des traditions précieuses qui se trouvent renfermées dans l'antique recueil des traditions juives.

¹ Dans son *dict. de Théologie*, au mot *Cabale*.

² De l'*Unité*, ou aperçus philosophiques sur l'identité des principes de mathématiques, de la gramm. générale et de la religion chrétienne. 2 vol. in-8°, Paris, 1837.

³ *De la vérité universelle pour servir d'introduction à la philosophie du Verbe*. 1 vol. in-8°, Paris, 1838.

« La *Cabalah*, tradition mystique du Judaïsme, renferme des mystères identiques pour le fond à ceux du Christianisme, et en différant par l'énoncé. Ainsi *l'homme antérieur* (קדם) des cabalistes n'est évidemment autre que le *Logos*, le *Verbe* incarné de l'Évangile, qui porte le nom de St. Jean. Ce qu'on lit dans le verset 3 du chapitre 1^{er} du même Évangile, se lit également, mais en d'autres termes, dans le *Zoar*, nouveau testament de cabalistes. Des théologiens ont entrepris de nous convertir en démontrant par le *Zoar* les mystères chrétiens; le moyen est excellent auprès des Juifs qui admettent le *Zoar*: Il est même à remarquer que la secte cabalistique, qui a fait tant de bruit au dix-septième siècle, et avait pour chef le célèbre *Sabtai Sevi* (שבתי צבי), a disparu et s'est fondue presque totalement dans le Christianisme. Toutefois, il serait possible que la secte toujours subsistante et si nombreuse des *Chasidim polonais* (חסידים) fût une branche des *Sabtaiens*. La *Cabalah* a exercé une influence puissante et funeste sur la vie du Juif, depuis son entrée dans le monde jusqu'à la dernière pelletée de terre qui ferme son tombeau. Nos momeries les plus absurdes, nos superstitions les plus honteuses sont uniquement fondées sur des pratiques cabalistiques, en opposition même avec le vrai esprit du *Thalmud*. Car, quoique cette collection renferme des idées et des faits mystiques, on ne les rencontre que dans la partie dite *Hagadtha* (הגדה), peu estimée et décriée en plusieurs endroits du *Thalmud* même, ce qui rend probable l'opinion que cette partie a été ajoutée plus tard et subrepticement. Elle ne se rattache d'ailleurs directement ni à la *Mischnah* ni à la *Guemarah* ¹. »

CALATRAVA (ordre militaire de). Un de ceux qui, au moyen-âge, défendirent le Christianisme et la civilisation contre les conquêtes du Mahométisme. La ville de Calatrava, prise sur les Maures en 1147 avait été donnée aux Templiers pour la garder; ceux-ci désespérant de la conserver la rendirent au roi Sanche III. Alors un religieux de Clteaux D. Didace Velasquez la fit demander par son abbé D. Raimond, qui passe pour l'instituteur de l'ordre. D. Sanche accéda à sa demande en

¹ La Bible, trad. nouv. par S. Cahen, t. ix, *Isaïe*, p. 70.

1158. Le nouvel ordre fut d'abord composé de frères convers de Clteaux; mais, à la mort de l'instituteur, en 1163, les chevaliers, tout en restant soumis à Clteaux, ne voulurent plus de moines parmi eux. Les chevaliers de Calatrava rendirent de grands services et se distinguèrent dans un grand nombre de combats et de sièges jusqu'à la malheureuse bataille d'Alarcos, en 1193, où ils restèrent presque tous sur le champ de bataille. Leur ville même fut prise. Le siège fut transplanté alors à Círvolos, et en 1198 à Salvatierra, puis à Quirita, puis retourna à Calatrava en 1212.—Le grand-maître de Calatrava était très-puissant en Espagne; c'est ce qui donna de l'ombrage au roi Ferdinand et à la reine Isabelle, qui, en 1486, firent signifier aux chevaliers, qui allaient élire un grand-maître, une bulle d'Innocent VIII, qui déclarait se réserver cette nomination.

CALENDES, premier jour de chaque mois dans la chronologie Romaine. Ce mot vient d'un mot grec, qui signifie *j'appelle, je proclame*, parce que le petit pontife chez les Romains avait la charge d'observer quand le croissant de la lune commençait, pour l'annoncer au peuple, ce qu'ils appelaient *calare*.

Les calendes se comptent dans un ordre rétrograde. Ainsi le premier mai étant les calendes de mai, le 30 avril est nommé *pridie* (antè) *calendas*; le 29 *tertio calendas*, et ainsi de suite.

On renferme dans les six vers suivans les règles du comput par *Calendes*.

Prima dies mensis cujusque est dicta CALENDE.
 Sex Maius NONAS, October, Julius et Mars,
 Quatuor et reliqui : dabit Iovs quilibet octo.
 Inde dies reliquos omnes dic esse CALENDAS,
 Quos retrò numerans dices à mense sequente.

Cette façon de compter les jours du mois, dont on ne saurait rendre raison, est cependant encore en usage aujourd'hui dans la chancellerie romaine.

CALENDES, conférences que les curés et les prêtres faisaient au commencement de chaque mois sur leurs devoirs. Elles paraissent avoir commencé au neuvième siècle, comme on le voit

par les statuts synodaux de Riculphe de Soissons. Ces calendes sont encore en usage sous le nom de *conférences ecclésiastiques*.

CALENDES (frères des), société répandue en France et en Allemagne dans le neuvième siècle, qui s'assemblait le premier jour de chaque mois pour régler les exercices de piété, auxquels les sociétaires devaient vaquer pendant tout le mois.

CALENDRIERS, table ou almanach qui contient l'ordre des jours, des semaines, des mois et des fêtes qui arrivent dans l'année. On l'appelle *calendrier* du mot *calendæ*, qui s'écrivait anciennement au commencement de chaque mois. Les deux principaux calendriers sont le Julien et le Grégorien.

CALENDRIER JULIEN, appelé aussi *Calendrier Romain*, celui que Jules César étant dictateur et souverain-pontife, fit réformer et dont l'usage fut introduit dans tout l'empire Romain. Les chrétiens l'adoptèrent; mais à la place des lettres nundinales, qui indiquaient les jeux ou séries des Romains, ils en mirent d'autres pour marquer les dimanches et les fêtes de l'année.

CALENDRIER GRÉGORIEN. C'est le nom que l'on a donné au calendrier réformé par Grégoire XIII. Cette réformation se fit en retranchant dix jours qui s'étaient glissés de trop dans la supputation ordinaire.

Dans l'examen des titres on doit faire attention à ces dix jours retranchés. Ainsi en France si l'on trouvait des titres datés du 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e ou 24^e décembre 1582, ils donneraient lieu à de violens soupçons : car ce fut alors que la correction du calendrier fut acceptée, et ce sont ces dix jours qui furent supprimés par un édit de Henri III, donné le 3 novembre précédent.

Il s'ensuit que le calendrier a souffert deux principales réformes; la première fut faite par Jules César, la seconde par Grégoire XIII. Voir les mots *ANNÉE* et *COMPTÉ*.

CALOTTE, espèce de petit bonnet de laine ou de soie qu'on portait autrefois par nécessité, et qui est devenu aujourd'hui un ornement pour les ecclésiastiques. Il est de cuir ou de maroquin noir, et ne couvre que le derrière de la tête. Par un statut de la faculté de théologie de Paris du premier juillet

1561, il fut défendu aux bacheliers de soutenir ou d'argumenter en calotte. La calotte rouge est particulière aux cardinaux.

CALOYERS. Religieux grecs qui suivent la règle de saint Basile. Ils habitent particulièrement le mont Athos. Aucun ordre religieux n'a porté plus loin l'austérité de la vie monastique ; ils ne mangent jamais de viande, ils observent quatre carêmes, et passent la plus grande partie de la nuit en prières et dans les larmes. Ils desservent toutes les Eglises d'Orient : leurs vœux sont ceux que font les moines en Occident. Ils gardent exactement leur premier institut ; aussi il n'a jamais été fait de réforme chez eux. Le nom de *caloyers* ne convient dans cet ordre qu'à ceux qui ne sont point dans les ordres sacrés ; les Grecs nomment les prêtres *Jeromonaques*, *Hieromonachi*.

Les Turcs donnent quelquefois le nom de *caloyers* à leurs Dervis ou Religieux turcs.

CALOYERES. Religieuses grecques de l'ordre de saint Basile. Il y en a de deux sortes. Les unes vivent dans des monastères où elles font les trois vœux, et sont gouvernées par une supérieure ou une abbesse. Leur vêtement est de laine noire, leur manteau de même couleur : elles ont la tête rasée, et les bras et les mains couverts jusqu'au bout des doigts. Chacune a sa cellule séparée ; celles qui sont plus riches ont des servantes ; elles nourrissent quelquefois de jeunes filles pour les élever dans la piété. Leur occupation, après les exercices du cloître, consiste à faire différens ouvrages à l'aiguille.

La seconde espèce de caloyères sont pour la plupart des veuves qui vivent dans leurs maisons et qui ne font d'autre vœu que de mettre un voile noir sur leur tête, et de déclarer qu'elles ne veulent plus se marier. Les unes et les autres jouissent du droit de pouvoir aller partout à la faveur de leur habit, qui est respecté même par les Turcs.

CALVAIRE (Congrégation de N.-D. du). Religieuses vivant sous la règle sévère de St. Benoît, et occupées de l'éducation des pauvres filles. Elle fut fondée par Antoinette d'Orléans, fille du duc de Longueville et veuve de Charles de Gondy, et approuvée en 1617 par Paul V et Louis XIII, puis

confirmée en 1621 et 1622 par Grégoire XV. Cet ordre existe encore en plusieurs diocèses de la France.

CALZA (Ordre de la), ou DE LA BOTTE. Cet ordre militaire fut fondé en Italie, en 1400. Il était composé de gentilshommes qui élevaient la jeunesse dans l'art de la guerre, et qui portaient à la jambe gauche une botte brodée en or.

CAMAIL. Espèce de couvre-chef que les ecclésiastiques portent à l'église pendant l'hiver. C'est un capuchon attaché à un mantelet qui couvre les épaules et descend jusqu'à la ceinture : il est ouvert par devant. Les évêques le portent sur leur rochet, lorsqu'ils assistent à quelque cérémonie ; il est violet ; celui des ecclésiastiques est noir. De toutes les étymologies qu'on donne à ce mot, la plus naturelle est celle qui le fait venir de *cap de mail*, qui était autrefois une couverture de tête faite de mailles.

CAMALDULES (ordre des) ainsi nommé d'une solitude dite *Campo maldoli*, et située dans la Romagne, où St. Romuald, vers la fin du 10^e siècle établit une réforme de l'ordre de Cluny, qui, à cause de ses grandes richesses était tombé dans le relâchement. Les Camaldules suivaient la règle de St. Benoît dans toute son austérité. Voici quelles en étaient les principales différences : comme le fondateur avait remarqué que le voisinage des grandes villes avait été en partie la cause du relâchement des moines de Cluny, il défendit à ses disciples d'établir leur couvent à moins de cinq lieues des villes ; c'était ordinairement dans de vastes solitudes ; le couvent était ceint de murs ; chaque cellule était séparée, et les religieux y habitaient sans cloître, ni dortoir commun, ni communication ; chaque cellule était composée d'une chambre à feu, d'un cabinet pour l'étude, d'une chapelle, d'un petit jardin et d'un grenier pour y mettre son bois. Levés à deux heures, les religieux ne se rassemblaient qu'au chœur ; ils récitaient l'office de St. Benoît et celui de la Vierge, le psautier une fois par semaine, le chapelet et quelques lectures spirituelles, et faisaient une demi heure de méditation ; le reste du tems était employé comme ils le voulaient.

Les Camaldules portaient la barbe, et leur habit ressemblait à celui des Bénédictins avec la différence qu'il était blanc au

lieu d'être noir, et que parfois ils portaient un manteau d'hermine; dans l'intérieur de leur cellule ils ne devaient porter ni chapeau ni souliers.

Le principal but de cet ordre était de mettre en pratique la retraite et le silence, et de prier Dieu; dans les heures de leur travail, comme les bénédictins, les Camaldules s'occupaient de la lecture et de travaux intellectuels.

Ils ne possédaient en France que six ermitages où il pouvait y avoir près de cent religieux¹. Cet ordre existe encore hors de la France.

CAMÉRIER. C'est le nom qu'on donne aux officiers de la chambre du pape, d'un cardinal, d'un prélat italien. Le pape en a deux, dont l'un est chargé des aumônes, et l'autre de la garde de l'argenterie, des joyaux et des reliquaires. Ce sont deux prélats qui sont toujours en soutane violette, les manches pendantes, sans manteau. Chez les chanoines et les moines il y a des camériers qu'on nomme chambriers: c'est un office claustral dans les abbayes. *Voyez CHAMBRIER.*

Sous le pape Etienne IX, au 11^e siècle, on voit pour la première fois le titre de camérier que prend le notaire ou archiviste des bulles. Quelques-uns des privilèges d'Honoré II au 12^e siècle, sont expédiés par Ranier, vice-CAMÉRIER. Nous ne connaissons pas d'exemple plus ancien de bulles dont les dates fassent mention de cette dignité. Il parait qu'elle était confondue avec celle de vice-chancelier.

CAMERLINGUE. Ce mot qui vient de l'allemand *Kammerling*, signifie *maître de la chambre* ou trésorier. Il y en a deux à Rome, celui du pape et celui des cardinaux. Le premier est un cardinal qui régit l'état de l'Eglise et administre la justice; c'est l'officier le plus éminent; toutes les finances du Saint-Siège sont administrées par la chambre dont il est président: cette dignité est à vie. A la mort du pape il fait battre monnaie, marche en cavalcade accompagné de la garde des Suisses et autres officiers, et il publie des édits. Il a sous lui un trésorier général, et un auditeur général qui ont une juridiction séparée, et douze prélats appelés *clercs de la chambre*. Le camer-

¹ Voir Robert de Besseln, *dict. universel de la France*, t. II, p. 20.

lingua des cardinaux est un cardinal élu tous les ans par ordre d'ancienneté pour recevoir les revenus attachés au Sacré Collège, et en faire la distribution à la fin de chaque année. Les absens ne participent point à cette distribution.

CANCELLATION. La cancellation est une sorte de rature qui se fait à claires voies, ou en treillis, ou en traçant sur la page ou la partie cancellée une croix de St. André, ou même en coupant le parchemin par cette incision cruciale. Elle annonce quelquefois l'inutilité, et quelquefois la fausseté ou la répétition superflue de la partie comprise dans la cancellation. On cancellait quelquefois des pièces dans leur totalité, sans qu'on les regardât comme fausses ¹, c'était uniquement pour les rendre inutiles. La cancellation ne marque pas même toujours, ni qu'un acte est nul, ni qu'il n'a plus de force : car Philippe-le-Bel, en 1304, ordonne ² aux notaires de barrer ainsi  les actes dont les expéditions auraient été délivrées au parties : *Lorsqu'ils auront donné aux parties (des expéditions), ils barreront la minute par des traits de plume. Les vidimus du 13^e siècle au plus tard, et des suivans, énoncent ³ que l'acte qu'ils confirmaient n'était ni cancellé ni vicié en aucune de ses parties. Cela passa en formule. Voyez RATURE.*

CANON. Ce mot qui vient du grec *κανον*, signifie règle. On s'en est servi dans l'Eglise pour désigner les décisions qui règlent la foi et la conduite de fidèles. Ces décisions sont tirées ou des conciles, ou des décrets et épîtres décrétales des papes, ou du sentiment des Saints-Pères, adopté dans les livres du droit canon. Voyez DROIT CANONIQUE.

On peut distinguer les canons qui regardent la foi, et ceux qui ne concernent que la discipline. Les premiers sont reçus sans difficulté par l'Eglise universelle, quand ils ont été faits dans un concile général; *non introducunt jus novum*, disent les auteurs canonistes, *sed tantum ipsum declarant*. Voyez CONCILE.

Les canons de pure discipline sont observés par toute l'Eglise,

¹ Ordon. t. v, p. 115.

² Hist. de Nismes, par Ménard, t. 1, p. 434.

³ Madox. formul. Angl. p. 8.—Acherlii Spicileg., t. ix, p. 127.

ou n'ont lieu qu'en certaines Eglises particulières. Ils sont de droit apostolique, ou ils ont été établis par des conciles œcuméniques, ou enfin ils sont observés en vertu d'un usage généralement reçu.

D'après une des *libertés* de l'Eglise Gallicane, les canons concernant la discipline, même faits par les conciles généraux, ne sont reçus en France, que lorsqu'ils ont été acceptés par les évêques et par le roi.

CANON DE LA PAIX ET DE LA TRÈVE. C'est un canon fait et renouvelé dans plusieurs conciles, depuis le 10^e siècle, contre les désordres que causaient les guerres particulières de différens seigneurs.

CANON, parmi les religieux, signifie le livre qui contient la règle et les instituts de l'ordre.

CANON, se dit aussi du catalogue des Saints canonisés.

CANON, se prend encore en théologie pour le catalogue authentique des livres reconnus pour divins. Ce catalogue est donné au peuple, pour lui apprendre quels sont les textes originaux qui doivent être la règle de sa conduite et de sa foi.

CANON DES JUIFS. Catalogue des livres de leur foi, fixé et déterminé par l'autorité de la Synagogue après leur captivité. Il est composé de vingt-deux livres dont saint Jérôme fait l'énumération suivante.

1. La Genèse. 2. L'Exode. 3. Le Lévitique. 4. Les Nombres. 5. Le Deutéronome. 6. Josué. 7. Les Juges et Ruth. 8. Samuel ou les deux premiers livres des Rois. 9. Les Rois, (deux derniers livres). 10. Isaïe. 11. Jérémie et les lamentations. 12. Ezéchiel. 13. Les 12 petits prophètes. 14. Job. 15. Les Psaumes. 16. Les Proverbes. 17. L'Ecclesiaste. 18. Le Cantique des cantiques. 19. Daniel. 20. Les Paralipomènes (double). 21. Esdras. 22. Esther.

Selon le témoignage de saint Irénée, de Tertullien, de saint Clément d'Alexandrie, et de tous les docteurs, Esdras est l'auteur de ce canon, c'est-à-dire qu'il a réduit en un corps tous ces livres, après les avoir examinés et corrigés.

Les Juifs ont toujours composé leur canon de vingt-deux livres, ayant égard, comme l'observe saint Jérôme, au nombre des lettres de leur alphabet dont ils faisaient usage pour les

désigner. Quelques rabbins en ont compté vingt-quatre, d'autres vingt-sept : mais sans y introduire d'autres livres, ils en partageaient seulement quelques-uns ; par exemple, ceux qui en comptaient vingt-quatre, séparaient les *Lamentations* de la prophétie de Jérémie, et le livre de *Ruth*, de celui des *Juges*, et ils répétaient trois fois la lettre *jod*. Ceux qui en comptaient vingt-sept, séparaient en six nombres les livres des Rois et des Paralipomènes ; et pour les désigner, ils ajoutaient aux vingt-deux lettres, les cinq finales connues de tous ceux qui connaissent l'alphabet hébraïque.

CANONS DES CHRÉTIENS. C'est le nombre des livres de l'ancien et du nouveau Testament, dont le total est appelé *Ecriture Sainte*. Le concile de Trente en a fait le dénombrement que voici pour l'ancien Testament :

1° Les livres de la loi, qui sont : la Genèse, l'Exode, le Lévitique, les Nombres, le Deutéronome.

2° Les livres d'histoire, qui renferment : Josué, les Juges, Ruth, les quatre livres des Rois, les deux Paralipomènes, les deux Esdras, les livres de Tobie, de Judith, de Job, les deux livres des Macchabées.

3° Les livres moraux qui composent 150 Psaumes, les Paraboles ou proverbes de Salomon, l'Ecclésiaste, le Cantique des Cantiques, la Sagesse, l'Ecclésiastique.

4° Les livres prophétiques, qui sont composés des quatre grands prophètes ; savoir : Isaïe, Jérémie auquel Baruch est joint, Ezéchiel et Daniel : et de douze petits prophètes, qui sont : Osée, Joel, Amos, Abdias, Jonas, Michée, Nahum, Habacuc, Sophonie, Aggée, Zacharie et Malachie.

Les Livres du nouveau Testament sont :

1° Les quatre Evangélistes, S. Matthieu, S. Marc, S. Luc et S. Jean.

2° Les Actes des Apôtres.

3° Les Epîtres des Apôtres, dont quatorze de S. Paul ; savoir, une aux Romains, deux aux Corinthiens, une aux Galates, une aux Ephésiens, une aux Philippiens, une aux Colossiens, deux aux Thessaloniciens, deux à Timothée, une à Tite, une à Philemon et une aux Hébreux.

Il y a encore sept autres Epîtres appelées *Catholiques* ; savoir, une de S. Jacques, deux de S. Pierre, trois de S. Jean, une de S. Jude ; L'Apocalypse de S. Jean forme le dernier livre.

CANONS DES APÔTRES OU CANONS APOSTOLIQUES. Recueil des canons

ou lois ecclésiastiques des premiers siècles. Celui que l'Eglise grecque reçoit en renferme *quatre-vingt-cinq* : celui de l'Eglise latine, *cinquante* seulement. On les appelle *canons apostoliques*, parce que quelques-uns ont été faits par des évêques qui vivaient peu de tems après les apôtres, et qu'on nommait *hommes apostoliques*. Ils sont fort anciens et se trouvent cités dans les conciles de Nicée, d'Antioche, de Constantinople et par plusieurs auteurs, sous le titre de *canons anciens*, de *canons des Pères*, et de *canons ecclésiastiques*. On les a long-tems faussement attribués au pape saint Clément, troisième successeur de saint Pierre, comme les ayant reçus de ce prince des apôtres. Les offrandes d'épis nouveaux et de raisins sur l'autel, et de l'huile pour le luminaire, les noms de *lecteur*, de *clerc*, de *métropolitain*, dont il est question dans ces canons, prouvent qu'ils sont postérieurs ; et l'on convient aujourd'hui qu'on doit fixer l'époque de ce recueil, à la fin du troisième siècle. Les papes Damase et Gélase, l'avaient condamné comme apocryphe : Léon IX en a excepté cinquante canons qui sont d'une grande autorité dans l'Eglise d'Occident, surtout depuis la traduction latine, que Denisle-petit en donna vers le commencement du sixième siècle. Ils ont toujours fait partie du *droit canon*, et leur connaissance est très-utile à ceux qui veulent s'instruire de l'ancienne discipline de l'Eglise. Aussitôt qu'ils parurent en France, ils y furent estimés et cités pour la première fois dans la cause de Prétextat en 577, du tems du roi Chilpéric, et on y déféra. Voyez DROIT CANON.

CANONS PÉNITENTIAUX. Ce sont ceux que les conciles de Nicée, de Ganges, d'Arles, de Laodicée dressèrent pour régler les divers genres de pénitence qu'ils imposèrent pour certains crimes. Saint Basile et saint Grégoire de Nisse firent un corps de tous ces canons pour établir parmi les évêques d'Orient une conduite uniforme. On les trouve dans leurs épîtres canoniques. Les évêques d'Occident en firent de même, comme il paraît par le Pénitentiel romain qui est très-ancien.

Voici ceux qui regardent les péchés les plus ordinaires¹ ; on y

¹ On en trouve un ample recueil à la fin des *instructions* de S. Charles Borromée, et dans la *Théologie Morale* du père Alexandre. On peut encore voir le père Morin sur la pénitence.

verra comment l'Eglise travailla à corriger cette société qui tombait en dissolution.

Pour avoir abandonné la Foi Catholique, dix ans de pénitence.

Pour avoir consulté les devins, ou employé l'art magique, cinq ans.

Pour s'être parjuré ou avoir porté quelqu'autre à se parjurer, quarante jours au pain et à l'eau, et les sept années suivantes en pénitence.

Pour avoir juré le nom de Dieu une fois, sept jours au pain et à l'eau.

Pour œuvre servile faite le dimanche, trois jours au pain et à l'eau.

Pour avoir parlé à l'Eglise pendant l'Office Divin, dix jours au pain et à l'eau.

Pour s'être procuré l'avortement, trois ans de pénitence, et dix ans pour avoir tué son enfant.

Pour avoir tué un homme de propos délibéré, pénitence toute la vie; dans un premier mouvement de colère, trois ans.

Pour un vol capital, cinq ans : s'il est peu considérable, un an.

Pour l'usure, trois ans de pénitence, dont un an au pain et à l'eau.

Pour la fornication simple, trois ans.

Pour l'adultère, dix ans.

Pour s'être fardée dans la vue de plaire, trois ans.

Pour s'être masqué ou fait des danses publiques devant une Eglise, ou un jour de fête, trois ans.

Cette sévérité dans la discipline de l'Eglise dura jusqu'aux tems des croisades; pour lors, à la place des peines canoniques, il fut imposé aux pécheurs publics d'aller eux-mêmes combattre les infidèles ou de contribuer à cette guerre par des sommes proportionnées à leur fortune.

CANON PASCAL. Table où par un cycle de dix-neuf ans, on marque le jour de Pâques, et des autres fêtes mobiles.

CANON DES ÉVANGILES. Espèce de concordance faite par Eusèbe de Césarée, dont parle saint Jérôme, et que l'on voit à la tête de quelques éditions du nouveau Testament.

CANON DE LA MESSE, se dit par excellence des paroles secrètes de la messe, depuis la Préface jusqu'au Pater : au milieu desquelles le prêtre fait la consécration. C'est l'histoire de l'institution de l'eucharistie rapportée par les évangélistes, et la règle de la consécration. Ce canon est très-ancien, et saint Ambroise le rapporte presque tout entier dans sa liturgie. Quelques-uns disent que saint Jérôme le mit dans l'ordre, que nous l'avons à la réquisition du pape Damase; d'autres l'attribuent au pape

Sirice, qui vivait sur la fin du quatrième siècle. Le concile de Trente dit qu'il a été dressé par l'Eglise, et qu'il est composé des paroles de Jésus-Christ, de celles des apôtres et des premiers pontifes qui ont gouverné l'Eglise. Les Saints Pères l'appellent quelquefois *prière*, parce qu'il contient des prières et des invocations, et quelquefois *action*, parce que le mot *agere* ou *facere* se prend souvent dans les auteurs ecclésiastiques et profanes pour *sacrifier* ; on l'appelle encore *secrète*, parce qu'on doit le réciter à voix basse. Voyez Messe.

CANONISATION. Déclaration solennelle du pape, par laquelle Sa Sainteté, après un long examen et plusieurs formalités, met au nombre des saints, une personne qui a mené une vie sainte et exemplaire, et opéré quelques miracles. Le terme *canonisation*, est formé du mot *canon*, qui signifie *catalogue*. L'histoire ecclésiastique nous apprend que la canonisation n'était d'abord qu'un ordre des papes ou des évêques, par lequel il était statué que les noms de ceux qui s'étaient distingués par une piété et une vertu extraordinaires, seraient insérés dans les sacrés diptiques ou canons de la messe, afin qu'il en fût fait commémoration dans la liturgie. Par la suite un office particulier fut établi pour les invoquer ; on bâtit sous leur invocation des églises ou des oratoires, avec des autels, pour y offrir le saint sacrifice.

Le premier acte authentique et indubitable que nous ayons d'une canonisation solennelle dans les formes modernes, est consigné dans une bulle donnée par le pape Jean XV, en 993, dans un concile de Rome. Cette bulle place au nombre des saints, Ulric ou Udalric, évêque d'Augsbourg. La chose était ancienne, quoique le mot de canonisation ne fût point encore d'usage. Ce mot ne se trouve, pour la première fois, que dans une lettre d'Oudri, évêque de Constance, à Calliste II, pour la canonisation de l'évêque Conrad, vers 1122¹.

La réserve de la canonisation aux papes est du 10^e siècle. Il faut cependant que cette loi n'ait pas été généralement reçue, puisqu'après cette époque la manière de canoniser les saints en élevant un autel sur leur tombeau, fut encore en usage, comme

¹ *Acta SS. Bened. Præf. quinti sæculi*, n. 88, n. 99 et p. 471.

on le voit par rapport à S. Romuald, en 1032; et qu'il est avéré que la dernière canonisation faite par un métropolitain, comme il était d'usage autrefois, est celle que fit l'archevêque de Rouen en 1153.

Ce fut Honorius III qui le premier, en 1225, accorda des indulgences de quelques jours à la cérémonie de la canonisation. Les indulgences plénières ne commencèrent à ces cérémonies qu'en 1523. On remarque que ce fut à la canonisation de saint Roch, au concile de Constance, en 1414, que l'on porta pour la première fois l'image du saint canonisé : c'est l'origine des bannières des Eglises ¹.

Une règle générale est, que les vertus sans les miracles et les miracles sans les vertus, ne suffisent pas pour la canonisation d'un fidèle; il faut l'un et l'autre.

Le concile de Trente, session 25, a expliqué la foi de l'Eglise, touchant l'invocation des saints, ainsi que le concile de Sens en 1528.

CANSTRISE. On appelait ainsi dans l'Eglise de Constantinople, l'officier qui gardait les habits pontificaux du patriarche, et qui l'aidait à les prendre. Son office était encore de tenir la boîte de l'encens pendant la messe, et le voile du calice. Il donnait l'eau bénite au peuple pendant qu'on chantait l'hymne de la sainte Trinité, et avait place et voix dans les tribunaux.

¹ On doit principalement consulter sur cette matière le savant ouvrage du pape Benoît XIV. Il est intitulé : *Cardinalis Prosper de Lambertinis, postea Sanctissimus Papa Benedictus XIV, de servorum Dei beatificatione et beatorum canonisatione*. Ce traité a été imprimé à Bologne en 1734, en quatre volumes in-fol. On en a donné un extrait en français qui est estimé.

Ceux qui veulent s'instruire encore plus particulièrement des cérémonies que l'on observe, et des procédures que l'on suit dans les canonisations, peuvent voir la relation de ce qui s'est passé en France pour la canonisation de saint Louis, de saint François de Sales et la béatification de saint Vincent de Paule, avec les procès-verbaux et les lettres des assemblées du clergé. Cette relation est dans le t. v, des *Mémoires du Clergé*, p. 1537 et suiv. — Voir aussi : Baronius, *adnotation. in martyrolog.*

CAPACITÉ *en matière bénéficiale*. Ce mot dans un sens étendu s'entendait des qualités extérieures requises dans un ecclésiastique pour la possession d'un bénéfice.

Il y avait une capacité générale qui consistait à être ecclésiastique et régnicole ou naturalisé. Les lois exigeaient de plus d'autres capacités relatives aux différentes qualités des bénéfices. Ainsi pour posséder une cure ou autre bénéfice à charge d'âmes, il fallait avoir reçu la prêtrise, et avoir l'âge de 25 ans accomplis. Pour posséder un évêché, il était nécessaire d'être docteur, soit en théologie, soit en droit canonique, ou au moins licencié. Pour avoir des cures et vicaireries perpétuelles dans les villes murées, des dignités dans les églises cathédrales, les premières dignités des collégiales, il fallait être gradué. Voir **BÉNÉFICE**.

CAPISCOL. Nom d'un dignitaire dans un chapitre. Dans les uns, c'est le doyen; dans les autres, c'est le pré-chantre. Ce mot, selon Ménage, vient de *caput scholaræ*, et selon d'autres, de *caput chori*. Il est plus connu dans les chapitres de Languedoc et de Provence, que dans le reste du royaume.

CAPITOLINS. On peut rencontrer dans d'anciens monumens romains des dates qui ont pour point fixe, ou pour époque, les jeux capitolins; il faut donc savoir qu'outre les premiers jeux capitolins de Rome, institués par Camille, il y en eut d'autres qui furent fondés par Domitien, vers l'an 87. Ces derniers se célébrèrent tous les cinq ans, et ils ne furent entièrement abolis que sous l'empire de Constantin¹. Ils furent si célèbres, qu'on cessa de compter par lustres, et que l'on datait des jeux capitolins. Cet usage de dater ainsi dura jusque vers 230².

CAPITULAIRES. Les capitulaires de nos rois, si célèbres aux 8^e et 9^e siècles, sont des réglemens qui tirent leur dénomination de *capitula*, *capitulum*. Depuis le 4^e siècle jusque vers le milieu du 16^e, non sans exception, on appela *capitules* les canons des conciles, à cause de leur distinction comme en autant de petits chapitres; et la réunion de tous ces capitules formés

¹ Hardion, *Hist. Univ.*, t. vi, p. 348.

² *Antiq. Rom.*, l. v, c. 18.

dans une même assemblée, s'appelait *capitulaire*, au moins dès le 8^e siècle.

Les capitulaires n'étaient pas des lois pour la nation; ils n'étaient censés tels que lorsqu'ils avaient été agréés par le corps de la nation, ou par ses représentans. Dans un capitulaire de Charlemagne, on lit : « Generaliter omnes admonemus ut capitula quæ præterito anno legi *Salicæ*, cum omnium consensu addenda esse censuimus, jam non ulterius capitula sed tantum leges dicantur; imò pro *lege Salicâ* teneantur. » Et dans le troisième capitulaire du même empereur, de l'an 803, il est dit : « Ut interrogetur populus de capitulis quæ in lege noviter addita sunt. » Le peuple souscrivait, et le capitulaire passait en loi.

Les ordonnances de nos rois qui portent le nom de capitulaires, commencent à Charlemagne et finissent à la mort de Charles-le-Simple, en 929. Les plus anciens titres dont on ait connaissance depuis les capitulaires, ne commencent qu'à Louis-le-Gros, en 1100; encore jusqu'à St. Louis, si l'on excepte l'ordonnance de Philippe-Auguste, de 1190, ce ne sont que quelques chartes particulières pour des Eglises.

CAPUCHON ou **CAPUCE**. Partie de l'habit d'un moine qui lui couvre la tête. Le P. Mabillon dit que dans l'origine le *capuchon* était la même chose que le scapulaire. L'auteur de l'apologie pour l'empereur Henri VI distingue deux espèces de capuchons, l'un qui était une sorte de robe qui descendait de la tête jusqu'aux pieds, et dont on ne se couvrait que certains jours; l'autre était un camail qui ne couvrait que la tête et les épaules, et c'était précisément le scapulaire. L'assemblée d'Aix-la-Chapelle, en 817, ordonna que le capuchon de chaque moine serait de la longueur de deux coudées. La forme du *capuchon* est différente, selon les divers ordres qui s'en servent.

CAPUCINS. C'est une des nombreuses familles qui, comptant St. François pour père, font profession de pratiquer les conseils évangéliques. Le relâchement et la corruption s'étant glissés parmi les Franciscains, un membre de cette famille, nommé Mathieu Baschi, natif d'Urbino, résolut de rappeler la famille à la stricte observance de la règle. Après une vive op-

position de la part même de ses chefs, il parvint à fixer l'attention du Souverain Pontife Clément VII, qui approuva cette réforme en 1520, sous le nom de *frères ermites mineurs*, puis les confirma en 1525, leur donna la permission de s'établir partout, et les mit sous l'autorité d'un vicaire général. Le nom de *Capucins* leur vint du *capuce* qu'ils portaient sur leur tête.

L'ordre des Capucins, né presque en même tems que la réforme de Luther et de Calvin, rendit de grands services à l'Eglise; et empêcha surtout que la Réforme ne se répandit parmi le peuple. Par leur pauvreté, l'austérité de leur vie, ils furent une réfutation vivante de ce que disaient les protestans des richesses et de la vie licencieuse des évêques, des prêtres et de tous les sectateurs de l'Eglise romaine. Leurs prédications vives, animées, populaires; leurs quêtes qui les mettaient pour vivre dans la dépendance journalière des populations au milieu desquelles ils vivaient; les services qu'ils rendaient à toutes les personnes qui souffraient, et surtout leur dévouement pendant la peste qui désola l'Italie, les fit chérir du peuple; aussi, c'était aux Capucins que s'adressaient les pauvres des villes et des campagnes.

Les Capucins fondèrent aussi plusieurs missions dans le Levant et dans les Indes, où malheureusement vers la fin du siècle dernier, ils s'étaient mis en opposition ouverte avec les Jésuites; opposition qui ne fut pas sans scandale.

D'après leur institut même ils durent peu s'occuper de sciences, et cependant ils ont eu quelques écrivains de mérite, tels que le P. Yves, Bernardin de Picquigny, Athanase Molé, Bovérius, les auteurs des *psaumes expliqués*, etc.

Cet ordre eut cela de remarquable, que de ses quatre premiers généraux, l'un, le fondateur, l'abandonna pour une querelle sur la forme du capuce; le deuxième, Louis de Fossembrun, n'ayant pas été réélu, se fâcha et fut chassé de l'ordre; le quatrième, Bernardin Ochín, apostasia, se fit protestant, épousa une blanchisseuse et mourut misérablement en Moravie.

Leur *habillement* consistait en une robe de drap grossier de couleur brune, descendant jusqu'à mi-jambes, avec un capuchon mobile, allongé, pyramidal, lequel laisse le col nu, et des manches qui viennent jusqu'au bout des mains; une corde

de chanvre, terminée par trois nœuds, leur serre le milieu du corps; au-dessus est jeté un manteau assez court, sans doublure, et trouqué, par derrière; leurs pieds nus sont défendus seulement par des sandales de bois ou de cuir; leur tête est rasée, à l'exception d'une corolle qui la domine; mais le menton, les joues et les lèvres sont couverts d'une barbe épaisse.

Ils s'établirent en France en 1573, sur la demande de Charles IX; l'édit de leur établissement fut enregistré par le parlement en 1614. L'ordre des pères Capucins comptait dans le monde chrétien 48 provinces qui renfermaient 1,800 couvents, hospices ou chapelles, et près de 50,000 religieux. Il y avait en France treize de ces provinces :

- | | |
|---|-------------------------------|
| 1 ^o La 24 ^e , Paris | avec 42 couvens et 800 relig. |
| 2 ^o La 25 ^e , la Touraine | avec 33 couvens et 600 relig. |
| 3 ^o La 26 ^e , la Normandie | avec 30 couvens et 500 relig. |
| 4 ^o La 27 ^e , la Bretagne | avec 30 couvens et 600 relig. |
| 5 ^o La 28 ^e , Lyon | avec 55 couvens et 900 relig. |
| 6 ^o La 29 ^e , la Provence | avec 38 couvens et 460 relig. |
| 7 ^o La 30 ^e , la Lorraine | avec 34 couvens et 350 relig. |
| 8 ^o La 31 ^e , la Savoie | avec 22 couvens et 300 relig. |
| 9 ^o La 32 ^e , la Bourgogne | avec 18 couvens et 270 relig. |
| 10 ^o La 33 ^e , le Languedoc | avec 33 couvens et 460 relig. |
| 11 ^o La 34 ^e , l'Acquitaine | avec 34 couvens et 400 relig. |
| 12 ^o La 41 ^e , la Flandre | avec 32 couvens et 600 relig. |
| 13 ^o La 42 ^e , la Valonie | avec 33 couvens et 600 relig. |

Les pères Capucins existent encore en France; il y en a un couvent établi à Marseille, en 1814, dont le supérieur a défendu avec courage la liberté de porter le costume religieux, contre les arrêtés du gouvernement ¹.

CAPUCINES, autrement appelées *Filles de la Passion*. Ce sont des religieuses qui ont embrassé la règle de sainte Claire, c'est aussi ce qui les fait appeler *Clairistes*. La veuve d'un seigneur napolitain les institua à Naples en 1558; vivant d'aumônes, elles ont des frères convers qui font la quête pour elles. Elles furent établies à Paris en 1606, par Louise de Lorraine, veuve

¹ Un arrêt de la Cour royale d'Aix, du 29 juin 1830, a reconnu le droit qu'ont les Français de porter tel costume qui leur conviendra.

de Henri III. Elles n'avaient que deux maisons en France, une à Paris, et l'autre à Marseille; celle-ci subsiste encore.

CARDINAL. Le titre de cardinal est très-ancien, et on le trouve dès l'an 499. On dit même que dans le sixième canon d'un concile de Rome, tenu sous St. Silvestre en 324, il est fait mention de Cardinaux diares. Ce qu'il y a de très-certain, c'est que l'on trouve plusieurs fois ce mot dans les ouvrages de St. Grégoire; et que de quelques évêques dont les églises étaient ruinées, il faisait des cardinaux, évêques des autres églises¹. Mais ce titre ne signifiait alors autre chose qu'un clerc titulaire d'une église, soit qu'il fût prêtre ou évêque. On disait un *prêtre cardinal* ou un *évêque cardinal*, pour désigner un prêtre ou un évêque à qui l'on avait confié pour toujours le soin d'une église, par opposé à celui qui n'était chargé des mêmes fonctions qu'en commende pour un tems. Mais on ne connaissait point encore les cardinaux de l'Eglise romaine. Il n'est parlé pour la première fois de cardinaux évêques de l'Eglise romaine, que sous le pontificat d'Etienne IV en 750. Etaient-ils vraiment évêques avec un troupeau ou un territoire déterminé? c'est ce dont on doute; car Honorius III passe pour avoir le premier mis des évêques parmi les cardinaux dans le sacré collège vers 1220. Les cardinaux évêques dans le 11^e siècle en 1093, prirent séance dans les assemblées avant les autres évêques, même avant les archevêques et les primats; c'est l'époque du commencement de leur supériorité; jusque là ils s'étaient reconnus leurs inférieurs; les preuves en sont sensibles dans le concile de Rome de 993, et dans celui de Clermont; on y voit les cardinaux ne signer qu'après les évêques.

Au 9^e siècle et peut-être avant, ces sortes de cardinaux signaient les actes du concile ainsi que ceux qui le tenaient. On en voit un exemple en 853, dans un concile de Rome où ils signent: *Prêtres de la sainte Eglise romaine du titre de St. Clément, des douze Apôtres*, etc. On ne sait pas si avant l'an 963 ils ont signé, *cardinaux prêtres, cardinaux diares*; mais c'est ainsi qu'on voit leurs souscriptions dans un conciliabule de cette année, tenu contre Jean XII.

¹ Dupin, *Bibl. Eccl.*, C^{te} siècle.

Le titre de Cardinal a été donné aux eures, et même aux simples prêtres, et aux moines attachés à une église, jusqu'au 11^e et peut-être jusqu'au 13^e siècle ¹.

Au 12^e siècle, les cardinaux de l'Eglise romaine n'étaient point encore en honneur. Il semble même ² que lorsqu'un cardinal était promu à un évêché hors de l'étendue de la province de Rome, il ne prenait plus le titre de Cardinal. Cependant il fallait que ce fût une espèce de distinction dès le 11^e siècle, puisqu'Alexandre II accorda le titre de Cardinal à l'abbé de Vendôme, tant pour lui que pour ses successeurs. Les abbés de Vendôme jouissaient encore de ce titre de cardinal au tems du concile de Constance.

Les cardinaux du 14^e siècle ne croyaient pas pouvoir posséder des évêchés avec le cardinalat. « S'ils étaient évêques dans le tems de leur création, ils se démettaient aussitôt de leur évêché; ils possédaient seulement de simples eures et des dignités de cathédrales en commende ³. »

L'usage de faire changer de titre aux cardinaux ne remonte pas plus haut que le 15^e siècle ⁴.

Dans le siècle suivant les cardinaux, prêtres et diacres, se prévalurent de ce qu'ils coopéraient également à l'élection des papes, et s'arrogèrent la même prééminence que les cardinaux évêques. Ce n'est que depuis le 15^e siècle que les cardinaux ont dans l'Eglise le premier rang après le pape; et ce n'est que d'après les Etats tenus à Saint-Germain-en-Laye en 1561 que les princes du sang de France ont eu dans le royaume la préséance sur les cardinaux. Aux états qui furent tenus à Tours sous Louis XI, le cardinal de Sainte-Suzanne, évêque d'Angers, était à la droite du roi, et le roi de Sicile à la gauche ⁵.

On peut résumer cet article en quatre mots avec Amelot de la Houssaye ⁶. Leur grandeur commença sous Nicolas I; leur accroissement sous Alexandre III et Philippe-Auguste; leur pré-

¹ Ducange, *Gloss.*

² Vaissette, *Hist. de Languedoc*, t. II, p. 383.

³ *Ibid.* t. IV, p. 204.

⁴ Spind. *ad an.* 1410, n. 8.

⁵ Héricourt, *Lois eccl.*, part. I, p. 60, et part. IV, p. 304.

⁶ *Fra Paolo*, p. 572.

séance fixe sur les évêques sous Innocent IV du tems de Saint Louis, et leur égalité aux princes sous Boniface VIII et Philippe-le-Bel.

Les cardinaux furent toujours tirés de Rome ou d'Italie jusque vers 1380. Ils s'arrogèrent le droit d'élire seuls les papes après le concile de Latran, qui fut le dixième concile général, et cela à l'élection de Lucius III en 1181, à l'exclusion du clergé et du peuple de Rome, qui avait joui de ce droit depuis 1058. Ces derniers n'eurent plus que le droit de confirmer l'élection, encore leur fut-il ôté dans la suite.

Le nombre des cardinaux a varié pendant très-long-tems, car malgré le règlement du concile de Constance, qui ordonnait de ne pas passer le nombre de vingt-quatre, les papes suivans les portèrent bien plus haut, sans rien observer de fixe. Ce fut Sixte-Quint qui fixa le nombre des cardinaux à soixante et dix : six évêques, quarante-cinq prêtres et dix-neuf diaeres. Ce règlement fut prescrit par une bulle du 3 décembre 1586, laquelle a été observée par ses successeurs. Le même Sixte-Quint voulut empêcher par la même bulle qu'on élevât deux frères au cardinalat ; et Urbain VIII est le premier qui ait dérogé en faveur du frère du cardinal Richelieu en 1629.

Ce fut dans le concile de Lyon, en 1243, qu'Innocent IV donna aux cardinaux le chapeau rouge. Il n'y avait auparavant que les légats *à latere* qui portassent cette marque de distinction. Les cardinaux réguliers portèrent toujours celui de leur ordre jusqu'en 1591, que Grégoire XIV leur accorda aussi le rouge. Boniface VIII leur donna à tous la pourpre sur la fin du 13^e siècle. Quelques-uns l'avaient cependant déjà portée, surtout dans les légations. Le premier qui en usa ainsi fut le cardinal Pélage, dans sa légation de Constantinople en 1213. Enfin Paul II leur donna la calotte rouge, le cheval blanc, et la housse de pourpre, en 1464.

Les cardinaux s'appelèrent *illustrissimes* et *vénérabilissimes* jusqu'en 1630 au 10 de janvier, qu'Urbain VIII ordonna pour la première fois qu'ils seraient appelés *éminences*.

Il est passé en usage que la plupart des rois chrétiens ont le droit d'avoir un certain nombre de cardinaux de leur nation, que le pape nomme sur leur présentation. La France en nomme

quatre. Ils avaient, d'après le décret de Napoléon du 24 février (7 ventose) 1803, 45,000 francs de frais d'installation, et 30,000 francs de traitement, avec le droit d'être enterrés au Panthéon¹. Ce traitement fut maintenu sous la Restauration. A l'époque de la révolution de 1830, on le supprima²; depuis il fut remis en vigueur, mais il fut fixé seulement à la somme de 10,000 francs par le budget de 1836³. Sous la restauration, les cardinaux pairs de France prenaient rang au banc des ducs, et jouissaient des droits, honneurs et prérogatives qui y étaient attachés⁴.

CARMEL (ordre de Notre-Dame du Mont). Cet ordre militaire, fondé par Henri IV, le 31 octobre 1608, fut réuni à celui de saint Lazare de Jérusalem.

CARMÉLITES. Jean Soreth, 26^e général de l'ordre des carmes, et l'un de leurs réformateurs, obtint du pape Nicolas V. l'an 1452, la permission de fonder un couvent de femmes qui suivraient les règles de son ordre, et qu'on appela pour cela les *carmélites*. Mais la réforme de cet ordre et de celui des carmes est due à sainte Thérèse. Née en 1515, Thérèse de Cépède ayant pris à 22 ans le voile, dans le couvent d'Avila, introduisit d'abord dans son ordre, ensuite dans celui des carmes, une réforme qui dépassa la rigueur de la règle elle-même. L'obéissance, la pauvreté, la mortification y furent poussées jusqu'à un dévouement héroïque. Malgré tous les obstacles, elle réussit dans ses desseins : à sa mort, en 1582, plus de 17 couvents de filles et 15 d'hommes, observaient sa réforme. De l'Espagne, cette réforme s'étendit en Italie, en France et dans les Pays Bas. Ce fut le cardinal de Bérulle et M^{lle} Acarie qui établirent en France les carmélites. Détruites en 1789, elles furent rétablies à Paris, par madame Camille de Soyecourt; il y en a en ce moment trois couvents, qui édifient l'Eglise par leurs austérités et la défendent par leurs prières.

¹ Décret du 26 mars 1811.

² Ordon. du 21 octobre 1830.

³ Décret du 17 janvier 1836. En outre une somme de 55,000 fr. fut votée pour frais d'installation et d'établissement. *Loi* du 28 avril 1836.

⁴ Ordonnance du 8 janvier 1823.

CARMES ou **GRANDS CARMES**. S'il fallait en croire quelques écrivains jaloux de donner à leur ordre une origine fabuleuse, les carmes auraient été établis par le prophète Elie pendant sa retraite sur le mont Carmel ¹. Suivant ces auteurs, tous les prophètes, Tobie le fils, Pythagore, Numa Pompilius, Zoroastre et Jean-Baptiste, etc., auraient été des religieux carmes. Pour être plus historique, nous dirons que vers l'an 1185, un de ces guerriers que Godefroy de Bouillon avait conduits avec lui en Palestine, dégoûté des armes et du monde, se retira sur le mont Carmel, et y établit une pauvre demeure, auprès de laquelle vinrent se grouper quelques hommes pénitens comme lui. En 1209, un français, natif d'Amiens, Albert, patriarche de Jérusalem, et petit-neveu de Pierre l'Hermite, donna à la communauté naissante une règle composée de 16 articles, que le pape Honorius III confirma en 1226.

D'après cette règle, qui est par le fond celle de saint Basile, ils devaient habiter des cellules séparées, et y faire leur demeure, en y vaquant jour et nuit à la prière et au travail des mains; réciter les heures canoniales, ne posséder rien en propre, jeûner depuis l'exaltation de la croix jusqu'à Pâques, s'abstenir de viande en tout tems, garder un silence absolu depuis vêpres jusqu'à tierce du jour suivant, enfin obéir en tout à leur supérieur.

Les chrétiens ayant été obligés de quitter la Palestine, les carmes résolurent d'abandonner leur primitive habitation; ils partirent d'abord en 1238 dans l'île de Chypre et de Sicile. S. Louis les amena en France en 1259, d'où ils se répandirent en Allemagne et en Angleterre. Le changement de pays ayant nécessité quelques modifications dans la règle, elles furent approu-

¹ Voir *Historia Carmelitani ordinis ab Eliâ sanctissimo patriarchâ instituti in honorem et obsequium B. Virginis ac Dei genitricis Mariæ, ipsi revelatæ per R. P. Philippum à sanctâ trinitate carmelitam discalceatum. Lugduni, 1656.* — *Paradisus carmelitici decoris*, à M. Ant. Alegre de Cassenata, Lugd. 1627. — *Succession du saint prophète Elie en l'ordre des Carmes, en la réforme de Sainte-Thérèse*, par le R. P. Louis de Sainte-Thérèse, 1662. — *Dissertatio historico-theologica in quâ patriarchatus celeberrimi ordinis carmelitarum SS. prophetæ Eliæ vindicatur auct. R. P. Thomas aquinate à Sancto Joseph. Colonia: 1645.*

vées par Innocent IV en 1247. La vie cénobitique fut substituée à la vie érémitique, et le vœu de chasteté ajouté à celui d'obéissance. Les malheurs de l'Eglise ayant mis la discorde dans l'ordre, au 14^e siècle, pour y porter quelque remède, on jugea à propos de retrancher quelque chose de la règle. En conséquence Eugène IV leur permit de manger de la viande trois fois la semaine, de prendre leur repas en commun, de rompre le silence en certaines heures et de se promener dans leur cloître.

Mais plusieurs des anciens carmes, n'ayant pas voulu accepter ces adoucissements, s'appellèrent *observans*; tandis que les autres reçurent le nom de *conventuels*. Thomas Conecte, qui malheureusement expia dans les flammes d'un bûcher la trop grande liberté de ses paroles, fut le chef d'une réforme qui s'appela *congrégation de Montaux*. Jean Soreth, XXVI^e général, s'efforça en vain de supprimer les abus de l'ordre; il mourut empoisonné par ses religieux. La véritable réformatrice de l'ordre des carmes, fut une femme, Thérèse de Cépède, connue sous le nom de sainte Thérèse. Ce sont les religieux de cette réforme que l'on appelle *carmes déchaussés* ou *dechaux*.

CARMES DÉCHAUSSÉS ou DÉCHAUX. Ce sont ceux qui suivirent la réforme qu'introduisit, vers le milieu du 16^e siècle, sainte Thérèse aidée des pères Athanasé de Gênes, et Jean de la Croix. Cette réforme non-seulement fit revivre l'ancienne règle, mais en augmenta la rigueur; nudité des pieds, silence absolu, obéissance aveugle, discipline appliquée jusqu'au sang, jeûnes sévères et prolongés, pauvreté complète; c'est l'exemple que donnèrent d'abord de jeunes filles des premières familles et des hommes de ce 16^e siècle, dont le luxe était si avancé et les mœurs si libres.

Cette réforme, approuvée d'abord par Pie V, confirmée en 1580, par Grégoire XIII, fut divisée en deux congrégations, dont chacune avait son général et sa constitution particulière, celle d'Espagne composée de six provinces, et celle d'Italie qui comprend tous les couvens établis hors des états du roi d'Es-

¹ *Histoire générale des carmes et des carmelites déchaussés*, par le P. F. de Sainte-Marie; traduite de l'espagnol, par le P. Gabriel de la Croix, carme déchaussé. Paris, 1655 et 1666. — *Annales des carmes déchaussés en France*, par le R. P. Louis de Sainte-Thérèse. Paris, 1665.

gue. C'est vers le commencement du 17^e siècle qu'ils se répandirent en France, où ils avaient plusieurs maisons.

Leur *habit*. Le carme était sans barbe, tête rasée, la corolle garnie de cheveux et non interrompue. Il portait sur une culotte, une robe de drap brun, avec capuchon ample, un froc pectoral, court, arrondi et triangulaire sur le dos, avec un collier de drap noir et brun; cette robe avait des manches amples arrivant jusqu'aux mains, et était serrée par une ceinture noire passant sous le scapulaire. Leur manteau était de laine, blanc, d'abord chamarré de plusieurs bandes jaunes, qu'Honorius IV leur fit quitter; ce manteau était de la longueur de la robe, avec un capuchon très-lâche. Les carmes portaient en outre une chemise de toile, et une veste de laine.

Ces religieux vinrent en France avec Saint-Louis qui revenait de la Terre-Sainte; Philippe-le-Bel les établit à Paris. Ils comprenaient dans le royaume sept provinces sous les dénominations suivantes :

Narbonne,	19 monastères,	269 relig.
France,	19 monastères,	377 relig.
Guienne,	13 monastères,	196 relig.
Provençe,	20 monastères,	215 relig.
Toulouse,	18 monastères,	184 relig.
Gascogne,	18 monastères,	217 relig.
Tours,	25 monastères,	670 relig.

Leur congrégation comptait en tout 38 provinces et plus de 500 couvents, et près de 7,050 maisons.

Le convent de la place Maubert, à Paris, n'était d'aucun diocèse et dépendait directement du général, qui faisait sa résidence à Rome.

Il existe encore des carmes en France.

C'est dans l'ordre des carmes, qui professe une dévotion particulière à la sainte Vierge, qu'a pris naissance la confrérie du SCAPULAIRE. Voir ce mot.

Il a existé un tiers ordre des carmes à dater de 1477.

CAROLINS. Ce sont quatre livres, faits en 790, par ordre de Charlemagne, contre le 2^e concile de Nicée. Voici à quelle occasion : les actes de ce concile étaient parvenus dans les Gaules mal traduits en latin. Ainsi on y lisait que Constantin, évêque

de Chypre, avait donné son suffrage au concile en ces termes : « Je crois et j'embrasse par honneur les saintes et respectables » images, et je leurs rends le même service d'adoration qu'à la consubstantielle et vivifiante Trinité » ; tandis qu'il y a dans l'original grec, *je reçois et j'honore les saintes images, et je ne rends qu'à la seule Trinité suprême l'adoration de latrie*. Trompés par cette version infidèle, les évêques des Gaules assemblés à Francfort en 794, et à Paris en 825, condamnèrent le sentiment du concile de Nicée. Mais on eut enfin de meilleures traductions du concile, et il se trouva que les Latins étaient de la même opinion que les Grecs catholiques. Les livres Carolins ont été publiés en 1549, par du Tillet.

CAS PRIVILÉGIÉ. On appelait ainsi le crime commis par un ecclésiastique promu aux ordres sacrés, qui troublait l'ordre de la société civile, et devait être puni par des peines temporelles.

Dans les cas privilégiés, la procédure faite contre les ecclésiastiques était instruite conjointement par le juge d'Eglise et par le juge royal, et ce dernier devait à cet effet se transporter en la juridiction ecclésiastique. Chacun faisait rédiger l'instruction du procès par son greffier, et rendait sa sentence séparément.

Il n'y a plus maintenant de cas privilégiés en France, et les ecclésiastiques, quelque délit ou crime qu'ils aient commis, ressortent des tribunaux ordinaires.

CATHÉDRAIQUE, droit de deux sous d'or attribué autrefois à l'évêque à cause de sa dignité épiscopale, *propter cathedram episcopalem*, dans les visites de son diocèse. On appelait aussi ce droit *synodatique*, parce qu'il se payait au synode. Les évêques de France le percevaient encore du tems de Charlemagne. Ce nom a passé aujourd'hui aux droits des archidiacres et des doyens ruraux dans leurs visites.

CATHOLIQUE, surnom de la véritable Eglise. Il marque l'universalité de l'Eglise répandue dans tous les tems, dans toutes les parties et parmi toutes les nations de la terre. Ce titre lui a été donné dès les tems les plus voisins de celui des apôtres. S. Ignace, martyr, dit dans son épître aux catholiques de Smyrne,

¹ Lib. Carol. I, m, ch. 17.

ubi fuerit Jesus-Christus, ibi est ecclesia catholica. Dans la lettre des fidèles de Smyrne, rapportée par Eusèbe, il est fait mention de l'Eglise *catholique* et des prières que fit saint Polycarpe pour toute l'Eglise *catholique*.

Les patriarches ou primats d'Orient ont pris le titre de *catholique*, titre qui revient à celui d'*écuménique*, qui avait été accordé aux patriarches de Constantinople.

C'est le titre des rois d'Espagne depuis le quinzième siècle. Alexandre VI le donna à Ferdinand et à Isabelle pour avoir chassé les Maures de l'Espagne en 1492; Jules II le rendit héréditaire pour tous les rois d'Espagne en 1509. Selon Froissart¹, les ecclésiastiques le donnèrent à Philippe de Valois, parce qu'il avait défendu les droits de l'Eglise.

CATHERINE (ordre de sainte). Cet ordre fut institué en Russie, en 1714, par Catherine, épouse de Pierre-le-Grand, en mémoire de ce qu'elle le sauva avec son armée du danger de tomber entre les mains des Turcs sur les bords du Pruth, en faisant proposer au visir ses diamans et une somme considérable s'il voulait entrer en négociation avec le czar; ce qui fut accepté.

Les marques de cet ordre, sont une croix rouge, portée par une figure de sainte Catherine, et attachée à un ruban poncéau, liseré d'argent, sur lequel est le nom de sainte Catherine, avec ces mots *pro fide et patriâ*.

CATHERINE DU MONT SINAI (chevalier de sainte). Cet ancien ordre militaire fut fondé en 1063, à l'imitation de celui du Saint-Sépulchre, pour défendre contre les Arabes, les pèlerins qui allaient visiter le corps de sainte Catherine sur le mont Sinai.

Les chevaliers suivaient la règle de saint Basile, et portaient un habit blanc sur lequel était une croix faite en forme de roue percée de six pointes rouges sur un fond d'argent, et traversée par une épée teinte de sang.

CÉDULE. Les cédules, en latin *schedæ*, *schedulæ*, qui ont fait partie des actes diplomatiques, furent employées à divers usages. Les unes eurent quelques rapports aux requêtes²; d'autres

¹ Liv. I. Voir aussi *Paul Émile*, liv. VIII.

² *Concil.* t. VI I, col. 816.

sont de véritables actes d'appel : on en voit qui affectent la forme ordinaire des bulles ¹, et qui ont pour objet la réforme de quelques abus. Des expositions de foi sur les points contestés entre les grecs et les latins, furent appelées *cédules* au concile de Florence. L'acte des évêques de France qui s'excusent de n'avoir pu se rendre au concile de Latran ², sous Léon X, est qualifié *schedula*, cédule.

La confirmation d'un établissement en 1129 porte la même qualification. On a dit aussi *scheda testimonialis* pour un certificat que la bonne latinité appelait *attestatio*, et surtout *testimonium*, et que les tems de barbarie ont rendu par *certificatio*. *Bulleta* ou *bolleta*, qui se rend par *bulletin*, fut employé dans la même acception que *schedula*.

CÉLESTINS. C'est une des nombreuses familles de l'ordre de saint Benoît; le onzième fils d'un pauvre laboureur de l'Abbruzzi, en fut le fondateur. S'étant retiré dans une caverne du mont Mourrhon, il y eut bientôt des disciples imitateurs de sa vie austère; auxquels il donna une règle de conduite fondée sur celle de saint Benoît; elle fut approuvée par Urbain IV, en 1263, et ses disciples reçurent le nom *mourrhonites*. Grégoire X la confirma au concile général de Lyon en 1274. Mais le pieux instituteur ayant été nommé pape en 1291, sous le nom de Célestin V, ses religieux prirent le nom de *Célestins*.

Cet ordre se répandit principalement en Italie, en Allemagne et en Flandre, et fut appelé en France par Philippe-le-Bel, en 1300; il était divisé en 15 provinces, qui comptaient plus de 150 monastères. La France formait une de ces provinces avec 21 monastères.

Pour la règle, voir ce que nous avons dit de celle de saint Benoît au mot BÉNÉDICTINS.

Leur *habit* consistait en une robe blanche, un scapulaire et un chaperon noir; au chœur et hors du couvent ils portaient une *coule*, c'est-à-dire une robe descendant jusqu'aux pieds, avec manches et capuchon.

¹ Concil. t. viii. col. 1760.

² Ibid. t. xii, col. 169.

³ Ibid. t. xiv, col. 259.

⁴ Gallia Christ. Summ. t. iv, p. 537.

L'ordre des Célestins n'a point survécu en Allemagne aux efforts de l'hérésie, ni en France à notre révolution.

CELLERIER. Officier d'un monastère qui a soin du temporel, et que la règle de saint Benoît appelle *sicut pater monasterii*. On donnait autrefois ce nom, dans le chapitre des chanoines, à celui qui avait soin de faire distribuer aux chanoines le pain, le vin, l'argent, à raison de leur assistance au chœur, et qui était chargé du soin des autres affaires temporelles.

Les religieuses ont des *cellerières* dont l'office est le même que celui de cellier.

CELLES. Petites maisons, cellules. On a donné ce nom au désert de la basse Egypte, à cause de la multitude des solitaires qui y avaient bâti des cellules. On a encore ainsi appelé les maisons religieuses établies à la campagne pour avoir soin des biens des monastères dont elles dépendaient : on les nommait aussi *obédiences*.

CELLITES. Ordre religieux répandu surtout en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas. Les Cellites suivent la règle de saint Augustin. Leur institut les oblige d'enterrer et de servir les fous, et d'avoir soin des malades, surtout de ceux qui sont atteints des maladies contagieuses. En Italie on les nomme *Alexiens* ou *Mecciens*, d'Alexis Meccio, romain, leur fondateur. En Allemagne et dans les Pays-Bas, ils sont appelés *cellites*, sans doute de *Cella*, gens à cellules. Cet établissement utile, a beaucoup de rapport avec celui de nos Frères de la charité.

CELLULE, petite chambre d'un religieux. Le dortoir est partagé en plusieurs cellules. Les chartreux ont des petites maisons séparées, et composées de plusieurs chambres et d'un jardin ; le tout se nomme *cellule*.

La salle du conclave est divisée par des cloisons ou de petites cellules occupées par les cardinaux. Voyez CONCLAVE.

CÉNOBITE. Mot formé de deux mots grecs κοινός, et κηδε qui signifient *vie commune*. C'est un religieux qui vit en communauté sous une règle. Dans la dix-huitième conférence de Cassien, l'abbé Pammion parle de trois différentes sortes de moines qui étaient en Egypte : les *Cénobites* qui vivaient en commun : les *Anachorètes*, qui après s'être formés dans les communautés, se

retiraient dans la solitude, et les *Sarabites* qui n'étaient que de faux moines et des coureurs. Il rapporte l'institution des cénobites au tems des apôtres, comme un reste ou une imitation de la vie commune des premiers fidèles de Jérusalem. Saint Pacôme est cependant regardé comme ayant le premier formé des communautés réglées, et par conséquent comme l'instituteur de la vie *cénobitique*. Ce saint vivait au commencement du quatrième siècle.

CENSEUR des livres. La liberté de la presse doit-elle être entière, ou bien doit-il y avoir une censure pour les livres? c'est là une des questions les plus importantes de notre état social. Examinons d'abord ce qui a existé dans le passé.

L'Eglise ayant reçu de Jésus-Christ la mission de conserver la saine doctrine, a reçu en même tems celle de déclarer quelles sont les doctrines erronées, c'est-à-dire de condamner et de censurer les ouvrages qui paraissent. Elle a eu ce droit dès le commencement, avec ou sans le concours de l'autorité temporelle. Saint Léon en 443, Gélase en 494, Symmaque en 503, firent brûler de leur propre autorité les livres des Manichéens. Mais afin que ces condamnations fussent plus efficaces, l'autorité temporelle fit exécuter les décrets des conciles et des papes; ainsi en 325, Constantin ordonna de brûler les livres d'Avius, condamnés par le concile de Nicée; en 398, Arcadius proscrivit les livres d'Eunomius et des Manichéens, que l'Eglise avait censurés; en 431, Théodore le jeune, ceux de Nestorius, condamnés par le concile d'Ephèse; en 452, Marcien, ceux d'Eutychès, proscrits par le concile de Chalcédoine, etc., etc. Tous ces livres avaient été publiés avant d'être censurés. On crut avec raison qu'il serait plus efficace de censurer les livres avant qu'ils parussent; la chose parut d'abord d'autant plus facile, qu'on publiait alors peu de livres, et que la plupart avaient des moines et des prêtres pour auteurs; les supérieurs furent naturellement les censeurs des œuvres de leurs religieux, et les évêques de leurs prêtres. Les princes chrétiens sanctionnèrent de leur autorité les décisions des évêques. La règle de cette censure était que rien de ce qui était contraire à la foi orthodoxe, aux mœurs et à l'état ne devait être publié.

Pour revenir à ce qui est plus particulier à la France, les

évêques d'abord se chargèrent de ce soin; mais quand l'*Université de Paris* fut établie, sans renoncer à leurs droits, les évêques se déchargèrent de cette censure sur les docteurs de la *Faculté de théologie*. On ne sait au juste quand elle fut investie de ce privilège, qu'elle regarda dans la suite comme un droit. En effet, les papes le consacrèrent par leurs bulles, les rois par leurs ordonnances, les parlemens par leurs arrêts.

Comme nous l'avons dit, avant l'invention de l'imprimerie, cette censure était facile, et la correction était efficace; mais l'imprimerie ayant été inventée vers 1436, et importée en France vers 1470, la publication des livres prit bientôt une extension extraordinaire. La faculté de théologie étant en possession de les censurer, elle conserva ce droit. François I^{er}, en 1520, publia une ordonnance qui fait défense d'imprimer aucun livre, à moins qu'il ne soit approuvé par la faculté de théologie. Ce droit fut confirmé par Henri II^e, et par Charles IX^e.

Mais bientôt le nombre des livres augmentant, il fallut augmenter le nombre des censeurs. Or, on va voir comment insensiblement le droit de censurer les pensées des hommes, passa de l'autorité des évêques, c'est-à-dire d'hommes ayant autorité et juridiction sur les hommes de leur croyance, et parlant au nom de la mission divine qu'ils ont reçue de Jésus-Christ, passa, dis-je, à d'autres hommes, n'ayant aucun droit, aucune mission sur la religion et la philosophie, et parlant seulement au nom de leur science, laquelle est toujours sujette à contestation, ou au nom de l'autorité temporelle, laquelle n'a rien à voir ni à décider dans les croyances.

La censure des livres qui ne regardent pas la religion, et dans ce nombre, on comprit les livres de droit, de politique, d'histoire, de science, de littérature, fut confiée à des censeurs laïques choisis et nommés par les maîtres des requêtes; c'est-à-dire par une autorité laïque. Cette autorité laïque arriva bientôt à nommer aussi les censeurs ecclésiastiques. Mais la discorde se mit bientôt dans les rangs des uns et des autres. En 1624, la faculté de théologie se trouvant profondément di-

¹ Édit du 2 décembre 1547 et 27 juin 1551.

² Arrêt du conseil d'état du 17 septembre 1569.

visée sur la question de la prééminence entre le pape et le concile, les examinateurs accordaient ou refusaient le droit d'imprimer, suivant le parti qu'ils soutenaient. Après bien des débats, le docteur Duval, chef du parti ultramontain, obtint du roi Louis XIII, des lettres patentes, datées de 1624, nommant quatre censeurs et examinateurs de livres avec gages royaux de 500 livres chacun; Duval et trois de ses confrères furent investis de ce titre. La Faculté de théologie jeta les hauts cris, le parlement prit fait et cause pour elle, et les lettres patentes ne furent pas enregistrées. Cependant, bien que les censeurs sus-nommés donnassent leur démission, l'édit n'en fut pas moins maintenu; on accorda seulement à la Faculté que les censeurs seraient pris dans la maison de Sorbonne. Mais les disputes sur la grâce, ayant encore semé le trouble parmi les docteurs de Sorbonne, et chaque auteur faisant approuver son œuvre par un docteur de son parti, sans consulter la Faculté, un édit du roi, de 1629, accorda au chancelier le pouvoir de nommer telles personnes qu'il voudrait pour l'examen des livres; et en effet, en 1648, M. le chancelier Séguier créa quatre nouveaux censeurs, sans lettres patentes à viser par le parlement, et sans autre titre que la volonté du roi, chacun avec pension de 600 livres. On laissa cependant à la Faculté de théologie le droit de censurer les livres qui concernent la religion; mais la permission de la Faculté n'était plus nécessaire pour faire paraître un ouvrage, et sa censure ne s'exerçait que sur le livre imprimé. Depuis lors ce fut le chancelier, qui nomma, selon le plaisir du roi, les examinateurs de livres, qui tous portaient aussi le nom *censeurs royaux*, même ceux qui étaient de la maison de Sorbonne.

C'est en cet état que se trouvait la censure des livres, quand la philosophie du 18^e siècle commença ses attaques. Comme on le voit, l'autorité des censeurs, de divine était devenue humaine; elle ne put mettre à couvert la société; bien plus, elle se pervertit elle-même. C'est ainsi que les censeurs ecclésiastiques, étant tous gallicans ou jansénistes, laissèrent publier sans scrupule presque tout ce qui parut pendant les 16^e, 17^e et 18^e siècles contre l'autorité du chef de l'Eglise. D'autre part, les censeurs laïques étant devenus philosophes, laissèrent pu-

blier tout ce qui était dirigé contre l'autorité des rois et de la religion ; ou bien après avoir condamné les ouvrages, les théologiens et les magistrats fraternisaient et plaisantaient avec les auteurs. On sait que l'*Emile* de Rousseau, imprimé il est vrai à l'étranger, arrivait *en épreuves*, à l'auteur en France, sous le couvert de M. de Mallesherbes, directeur général de la librairie ; on connaît la fameuse *thèse philosophique* de l'abbé de Prades, approuvée par les docteurs théologiques de la Sorbonne. Une semblable contradiction annonçait évidemment un état de choses qui ne pouvait durer. Une catastrophe était imminente ; elle eut lieu. L'autel et le trône tombèrent en même tems.

A la suite de cette commotion, la liberté de la presse fut reconnue en principe, mais presque jamais en réalité. Pendant la révolution, tandis que licence entière était donnée en matière de religion, les écrivains politiques payèrent souvent de leur tête la permission qu'on leur avait donnée de dire leur opinion. Sous l'empire, une censure sévère et tyrannique pesa sur les journaux et tous les écrits politiques, religieux et scientifiques. Sous la restauration, la censure, rétablie et supprimée plusieurs fois, fut abolie en 1828, sous le règne de Charles X, qui deux ans après était forcé de quitter la France.

La charte de 1830 reconnaît la liberté de la presse ; et si elle a mis quelque restriction à la production de la pensée politique, la pensée religieuse est libre dans sa manifestation. La loi défend seulement toute publication pouvant porter atteinte à la religion et aux mœurs ¹. Les ouvrages qui y contreviennent sont déferés aux tribunaux, et c'est d'après leur jugement que leur circulation est permise ou défendue ². Telle est la barrière op-

¹ En fait de censure ecclésiastique, il faut pourtant observer qu'un évêque a le droit, soit comme auteur, soit comme surveillant et censeur des livres d'église, de concéder, même à prix d'argent, à un libraire, le privilège exclusif d'imprimer le catéchisme de son diocèse. Ceux qui l'imprimeront sans cette permission, seront poursuivis comme contrefacteurs.—*Décret du 28 mars 1805.*—*Arrêt du conseil d'Etat de 1^{er} juillet 1809.*—*Arrêt de la cour de Cassation du 30 avril 1825.*

² Il existe un catalogue des livres condamnés par les tribunaux depuis 1814 jusqu'en 1827, chez Pillet aîné, rue des Grands-Augustins, n° 7. Les prêtres devraient l'avoir pour obliger les officiers publics de faire dis-

posée en ce moment aux maux que peut produire la presse.

Dans un ouvrage comme celui-ci, nous ne pouvons faire un traité sur la censure ou sur la liberté de la presse. Nous dirons seulement que, si la liberté de la presse est un mal réel, il n'y aura pourtant jamais de censure utile et possible, que lorsque elle procédera d'une autorité ayant mission divine de juger les doctrines. Toute autre censure ne sera jamais exercée, que dans l'intérêt des différens partis, et aussi ne sera jamais efficace ni obligatoire en conscience.

CENSEUR ROMAIN. L'autorité de cette ancienne magistrature de Rome avait été, comme toutes les autres, absorbée par la puissance impériale; le titre même en avait été depuis long-tems aboli, lorsque l'empereur Dèce le fit revivre en faveur de Valérien, qui n'eut pas de successeur dans la censure. Constantin la rétablit en faveur de son frère Dalmace, qu'il créa censeur en 333; mais elle s'éteignit pour toujours dans la personne de ce même prince.

Ce n'est donc qu'aux deux époques ci-dessus que l'on peut trouver des actes non suspects des censeurs. Dans tout autre tems, ils seraient légitimement soupçonnés de faux depuis la destruction de la république.

CENSURE en fait de livres et de propositions qui regardent la religion, est la qualification donnée par les théologiens, à ce qui blesse la vérité dans les livres ou dans les propositions. On peut réduire aux neuf qualifications suivantes celles dont les Pères et les conciles se sont servis dans les propositions qu'ils ont condamnées.

Proposition hérétique, celle qui est contraire à la foi. *Proposition erronée*, celle qui est opposée à une proposition qui tient à la foi. *Proposition sentant l'hérésie*, celle qui présente d'abord à l'esprit un sens hérétique, quoiqu'elle ait un sens plus caché qui renferme la vérité. *Proposition captieuse*, celle qui présente une hérésie d'une manière indirecte. *Proposition téméraire*, celle qui est opposée au sentiment général des docteurs. *Proposition*

paraître tant d'ouvrages contre la religion et les mœurs qui sont colportés dans les campagnes.

malsonnante, celle énoncée dans des termes durs qui peuvent rendre la vérité odieuse à ceux qui l'écoutent. *Proposition dangereuse*, celle dont on peut aisément tirer des conséquences contraires à la foi. *Proposition scandaleuse*, celle qui peut induire en erreur les esprits faibles. *Proposition qui offense les oreilles pieuses*, celle contraire au culte que nous devons à Dieu et à ses saints.

CENSURE ECCLÉSIASTIQUE, peine publique dont un supérieur ecclésiastique punit un fidèle qui lui est soumis. Le droit canonique en reconnaît de trois sortes, l'excommunication, la suspension et l'interdit. Voyez ces mots.

Les canonistes distinguent les censures de droit, *à jure*, et les censures de fait, ou par sentence qu'ils appellent *ab homine*; mais dans les tribunaux en France, on ne reconnaissait pour véritables censures que celles qui étaient prononcées par sentence, après une procédure régulière. Sous l'ancien régime, par la clause 16 des libertés dites *gallicanes*, toute censure pouvant troubler la paix et la tranquillité publique était regardée comme abusive, et comme telle pouvait être déférée au parlement. Cette *liberté* avait fini par enchaîner l'Eglise; en effet, sous ce prétexte, toutes les fonctions ecclésiastiques, même celle de confesser et d'administrer les sacrements, étaient tombées au pouvoir des parlements, qui forçaient les évêques et les prêtres à leur obéir, par l'exil, la prison et la saisie du temporel.

Par l'article 5 de ces mêmes *libertés*, toutes bulles des papes, prononçant des censures contre les rois et les souverains, étaient rejetées et regardées comme non avenues; ce qui était se mettre au-dessus du chef de l'Eglise, même en ce qui concerno le spirituel.

L'Etat ne reconnaît plus en France de tribunaux ecclésiastiques. L'appel comme d'abus existe encore cependant, et ressort du conseil d'état¹, qui n'a pas plus d'autorité réelle dans cette matière que les anciens tribunaux; aussi les sentences prononcées par ce tribunal ont été jusqu'ici sans peine ni sanction.

Ceux qui ont le droit dans l'Eglise de porter des censures, sont, le pape dans toute l'Eglise, les évêques dans leurs diocèses, ou en leur nom, leurs vicaires généraux, leurs officiaux.

¹ Ordonnance de Louis XVIII, du 29 juin 1814.

et pendant la vacance du siège, le chapitre. L'archevêque n'a ce droit contre les sujets de ses suffragans, que dans le cas de l'appel ou en visite. Ceux qui ont juridiction *comme évêques* au for extérieur ont aussi le droit de censure, ainsi que les abbés bérés, les généraux, les provinciaux et les prieurs des ordres religieux, à l'égard des religieux qui leur sont soumis. Les évêques ne peuvent prononcer des censures contre des réguliers exempts de leur juridiction. En général, il n'y a que les supérieurs ecclésiastiques ayant la juridiction *extérieure* qui puissent porter des censures; ainsi les curés n'ont pas ce droit. Le pouvoir qu'a l'Eglise de porter des censures, est fondé sur ces paroles de Jésus-Christ : *quæcumque alligaveritis super terram erunt ligata et in cælo, et quæcumque solveritis super terram erunt soluta et in cælo.*

CÉRAUNION. Cette marque, assez commune dans les manuscrits, est une croix de Saint André, dont le centre est traversé d'une barre perpendiculaire, en cette forme ✕ ; elle désignait plusieurs vers improuvés de suite, ce qui évitait la peine de répéter des *oboles* à chacun.

CERCLE. Depuis le 11^e siècle inclusivement, et au plus tard, on aperçoit à la fin des bulles, pancartes ou privilèges, deux grands cercles concentriques. Au milieu du cercle interne est une croix qui partage l'aire de ce cercle en quatre parties égales. Au premier quart de ce cercle on lit *S.-Petrus*; au second, *S.-Paulus*; au troisième, le nom du pape avec ces deux sigles *PP*, qui signifient *papa*, et au quatrième, le chiffre romain qui désigne le rang que le pape tient parmi ses prédécesseurs de même nom. Dans l'espace qui est entre le premier et le second cercle, on lit circulairement la *sentence* ou *devise*, presque toujours tirée de l'Ecriture-Sainte, que le pape s'est appropriée. Les papes tracèrent d'abord de leurs propres mains cette sentence; ensuite ils en donnèrent la commission à leurs chanceliers, qui signèrent aussi assez souvent pour les papes. La *petite croix* qui se trouve au haut des cercles, très-souvent configurée par le pape même, faisait l'office de celle qui devait être avant sa souscription, qui n'en admettait pas ordinairement. Des bulles, pancartes ou privilèges sans devise ou sentence, depuis

le milieu du 11^e siècle, seraient suspectes; encore faut-il que ce soit celle que le pape s'était rendue propre, à moins qu'on n'ait des preuves contraires.

CERTIFICAT. Voyez CÉDULE.

CÉSAR. Le titre de César, jusqu'à Néron inclusivement, fut pris comme un nom de famille; mais les empereurs suivans en firent un titre de dignité. Ce titre fut affecté à l'héritier présomptif de l'empire, et depuis Maro-Aurèle jusqu'à l'empereur Valens, nul n'a été fait Auguste dans cet intervalle, qu'il n'ait été auparavant créé César.

Lucius Vérus est le premier qui fut appelé César avant d'être empereur. Le nom de César fut donc réservé comme un titre pour la seconde personne, et pour exprimer la seconde dignité de l'empire. Cet usage dura jusqu'à Alexis Comnène, qui créa une autre dignité supérieure à celle-là, en faveur de son frère Isaac Comnène, qu'il nomma *Sebastocrator*, qui signifie *Auguste souverain*, et à laquelle il donna le pas sur le César, qui ne fut plus que la troisième dignité de l'empire grec.

CHAIRE, espèce de tribune, où les prédicateurs dans nos églises annoncent au peuple les vérités de la religion.

Chaire, dans un sens figuré, désigne la prédication.

Chaire de Moïse, se prend aussi métaphoriquement pour la fonction d'enseigner, et pour l'autorité des docteurs de la loi : *écoutez ceux qui sont assis sur la chaire de Moïse, mais ne les imitez pas*, dit Jésus.

C'est suivant la même métaphore que l'on dit *chaire de pestilence*, pour désigner la vie licencieuse et les discours scandaleux des libertins, comme si ces impies avaient des tribunes d'où ils annonçassent leurs erreurs, ainsi que les prêtres du vrai Dieu ont les leurs, d'où ils annoncent les vérités de l'Évangile.

CHAISE STERCORAIRE. Chaise sur laquelle on élevait le pape nouvellement élu, en lui appliquant les paroles du psaume 112 : *Suscitans à terrâ inopem et de stercore erigens pauperem; ut colloset eum cum principibus, cum principibus populi sui*. Cette cérémonie, qui a duré jusqu'à Léon X, a été pour les protestans une occasion de débiter mille indécentes fondées sur la prétendue histoire de la papesse Jeanne, dont ils ont reconnu depuis la fausseté.

CHALUMEAU. Lorsque l'usage était de communier sous les deux espèces, on prenait le sang précieux par le moyen d'un chalumeau d'or ou d'argent. Cet usage s'était conservé en France dans les abbayes de Cluny et de Saint-Denis, où le diacre et le sous-diacre communiaient tous les dimanches sous les deux espèces.

CHAMBRE ECCLÉSIASTIQUE. Les chambres souveraines ecclésiastiques furent établies par l'assemblée de Melun en 1580. Elles étaient au nombre de neuf; Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouse, Bordeaux, Aix et Pau; elles partageaient entre elles tous les diocèses de France; elles étaient composées de conseillers, commissaires députés par chacun des diocèses de leur ressort. Pour l'ordinaire, elles avaient aussi quelques conseillers du parlement de leur province. Elles jugeaient souverainement de tous les différends qui concernent les décimes et subventions du clergé, et exerçaient leur fonction gratuitement.

Outre les neuf chambres souveraines ecclésiastiques, dont nous venons de parler, il y avait encore dans chaque diocèse un *bureau ecclésiastique* pour la répartition des décimes. Ces bureaux étaient ordinairement composés de l'archevêque ou évêque du lieu, d'un député du chapitre de la cathédrale, d'un ou de deux pour les autres chapitres, d'autant pour les réguliers et pour les curés, et quelquefois pour les abbés et prieurs commendataires. Les élections de ces députés variaient selon les diocèses. Le bureau ecclésiastique jugeait les différends qui s'élevaient au sujet des impositions du clergé; quand la somme dont il s'agit excédait 20 livres, il y avait appel aux chambres souveraines ecclésiastiques.

CHAMBELLAN. Parmi les grands officiers de la couronne qui assistaient à la confection des diplômes des rois de France, et qui les souscrivaient, on voit souvent la signature du *camerarius*. On n'est pas d'accord pour savoir s'il faut rendre ce terme par *chambellan* ou *chambrier*¹; ce qui est sûr, c'est que ce furent dans la suite deux charges distinctes. Celle de grand chambellan remonte très-haut; Grégoire de Tours en parle dé-

¹ Voir du Tillet, *Recueil des rois de France*, partie 1, pag. 46, 79, 395.

jà ; mais ce n'est qu'en 1174 que les attributions en furent réglées ; en 1401¹, on assigna pour la première fois, au grand chambellan, 2,000 francs d'or d'appointemens. Sous la Restauration ils étaient portés à 100,000 francs. La fonction du grand chambellan était, dit-on, de coucher au pied du lit du roi, quand la reine n'y était pas ; il avait la garde du sceau secret et du cachet du cabinet, et avait le maniement des deniers de la chambre du roi. Aux grands levers, il devait donner la chemise au roi ; au sacre, il recevait les bottes royales du grand prieur de Saint-Denis, et en chaussait le roi, auquel il mettait aussi la tunique, la dalmatique et le manteau royal. Dans les lits de justice, il était assis aux pieds du roi, etc., etc. ; il portait pour ornement extérieur de ses armes deux clefs d'or, dont le haut se terminait en couronne royale, mises en sautoir derrière l'écu². — Le dernier grand chambellan a été le prince de Talleyrand-Périgord. En 1830 cette charge tomba en désuétude quoique l'on assure que M. de Talleyrand a continué à en recevoir les appointemens de 100,000 francs.

La charge de *grand chambellan de l'empire* ne fut attachée à la maison de Brandebourg que depuis la fameuse diète de Mayence, en 1184. Dans cette assemblée, les grands officiers de l'empire, nommés par l'empereur, remplirent personnellement auprès de ce prince les fonctions de leur charge ; et depuis cette époque ils les perpétuèrent dans leur famille.

CHAMBRIER. D'abord une des cinq grandes charges de la couronne ; puis elle devint une charge privée, dont l'office était d'avoir soin de la chambre du roi. Par arrêt de 1224, le grand chambrier jugeait avec les pairs. Il tenait cette charge à fief et hommage du roi, comme le reconnut le comte d'Eu en 1270, à l'égard du roi saint Louis. Les princes de la maison de Bourbon possédaient cette charge de tems immémorial, jusqu'à la mort de Charles, dernier duc de Bourbon, en 1527, où le roi François I^{er} la donna à Charles, duc d'Orléans, son fils. A la mort de ce prince, en 1545, elle fut supprimée et remplacée par

¹ Lussan, *Histoire de Charles VI*, t. III, p. 450.

² Voir le *Dictionnaire de la noblesse de France*, par M. de Saint-Allais, t. I, p. 469.

les deux premiers gentilshommes de la chambre qui tombèrent sous la juridiction du grand chambellan. En 1850, il y avait quatre gentilshommes de la chambre, huit premiers chambellans et 32 gentilshommes de la chambre, et environ 260 gentilshommes de la chambre honoraires.

CHANCELIER. Les chanceliers étaient originairement chez les Romains, des écrivains ¹ ou des huissiers. On remarque que l'empereur Carin fit un chancelier préfet de Rome, et que le sénat fut choqué de voir de simples huissiers décorés de cette dignité. Chez les premiers français établis dans les Gaules, les chanceliers étaient des hommes publics, qui jouissaient déjà de quelque distinction à la cour de Franco dès le 6^e siècle, comme on peut en juger par les *lois ripuaires*. Au 8^e siècle, la charge de référendaire vint se confondre avec celle de chancelier. Erkambolde, l'un des chanceliers de Lothaire, est le premier qui, dans un précepte royal de 852, ait souscrit avec la qualification de *Regie dignitatis Cancellarius*.

Cette dignité n'eut d'abord que des droits fort bornés. Louis-le-Jeune commença par y attacher celui d'assister au jugement des pairs. Ce premier pas une fois fait, elle acquit bientôt ensuite d'autres degrés d'illustration. Frère Guérin, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, et évêque de Senlis, ayant été fait chancelier en 1223, pour en relever l'éclat, fit décider que le chancelier de France serait le premier de tous les officiers de la couronne, et qu'il aurait séance parmi tous les pairs du royaume. Philippe-le-Bel, en 1302, lui assigna un rang immédiatement après les princes du sang.

Pendant la plus grande partie du 13^e siècle, la chancellerie de France fut vacante; mais il y avait des officiers qui en remplissaient les fonctions, sans en porter le nom. Cet événement, qui arriva sous Louis VII, porta ce prince à introduire dans ses diplômes la formule *vacante cancellaria*, entrecoupée par son monogramme. La même formule fut employée par ses successeurs qui se trouvèrent dans le même cas. La charge de chancelier était alors la même que celle de garde des sceaux.

Les fonctions du chancelier ont été diverses et très-étendues.

¹ De l'e diplomatia, p. 113 et suiv.

Il faisait l'ouverture du parlement à la place du roi, avait inspection sur les monnaies, etc.; mais en 1536, Charles V, en qualité de Lieutenant du roi Jean, lui enjoignit de ne se mêler que du fait de la chancellerie; Philippe V lui défendit de passer aucune lettre, avec la clause *nonobstant toutes ordonnances contraires*, et pourtant Louis XIV en partant de Paris, en février 1678, dit aux députés du parlement, qu'il laissait sa puissance entre les mains de M. le chancelier, pour ordonner de tout en son absence. François I^{er} avait déclaré en plein parlement, qu'il n'avait aucune juridiction ni pouvoir sur le *chancelier de France*.

Mais tous ces privilèges furent supprimés par la révolution; sous la restauration, le chancelier de France était nommé à vie et présidait la chambre des pairs. En 1830, M. le comte de Pastoret était revêtu de cette dignité; M. Pasquier en a été pourvu en 1838, bien que M. de Pastoret ne fût pas mort¹.

Dès le 11^e siècle, les ducs et les comtes grands vassaux de la couronne, eurent aussi des chanceliers, à l'exemple de leur souverain.

En Italie, la charge de chancelier, qui n'était pas encore en honneur au 3^e siècle, devint considérable au 6^e. Outre qu'il avait la garde des actes et des titres publics, ainsi que l'inspection générale sur tout le pays, il était compté parmi les grands dignitaires, et avait grande part aux jugemens et au gouvernement.

En Allemagne, l'empereur Othon II, dans le 10^e siècle, avait deux chanceliers, l'un pour les affaires d'Allemagne, et l'autre pour celles d'Italie; ses successeurs en usèrent de même.

Au 11^e siècle, Guillaume-le-Conquérant institua en *Angleterre* un collège de secrétaires, dont le chef fut appelé chancelier.

CHANCELIER DES PAPES. Il est hors de doute que les papes eurent une chancellerie dès les premiers siècles de la liberté rendue à l'Eglise. A la vérité le chef ne porta pas d'abord le titre de chancelier; il fut connu successivement sous les noms de *notaire*, de *régionnaire*, de *bibliothécaire*, de *primicier*, de *secondicier*, de *sacellatre*, etc. Dans une bulle du pape Formose, de l'an 869, en faveur du monastère de Gigni, on trouve, peut-être pour la

¹ Voir *Dictionnaire de la noblesse*, par M. de Saint-Allais, t. 1, p. 241.

première fois, le titre de *chancelier du Saint-Siège apostolique*; dignité qui devint très-importante. Sous le pape Jean XIX, au 11^e siècle, cette dignité était attribuée spécialement à l'archevêque de Cologne, qui en faisait faire les fonctions par un autre. Loiseau¹ dit que Boniface VIII, à qui cette charge fit ombrage, la supprima et institua seulement un vice-chancelier; encore n'est-il mention de ce dernier que dans la collection des décrétales, appelée *sexta*. Aussi l'on peut poser en principe que le titre de chancelier du Saint-Siège, qui paraît après le 9^e siècle, ne serait point exempt de soupçon après le 13^e, et qu'il rendrait une bulle très-suspecte depuis le 15^e. En effet, depuis Innocent III, en 1213, les noms des Chanceliers disparurent pour toujours des bulles, et les plus solennelles ne firent plus mention que d'officiers subalternes, *chapelains, vice-chancelier*, etc.

VICE-CHANCELIER. Quoique Boniface VIII ait institué un vice-Chancelier pour remplir la place du Chancelier, il ne s'en suit pas que ce titre ait été inconnu auparavant. Presque tous ceux qui géraient pour le chancelier, en son absence, se qualifièrent ou étaient qualifiés *vice-chanceliers*. Cependant ce titre ne remonte guère au-delà du 12^e siècle.

En 1090, Hotesculicus, prêtre, prit la qualité de vice-chancelier, et il n'y a peut-être pas d'exemple plus ancien de cette dénomination. On remarque que Papinien, évêque de Parme, vice-chancelier sous Clément V et ses deux prédécesseurs, dans le 14^e siècle, est le dernier, qui ait réuni les charges de vice-chancelier et de bibliothécaire de l'Eglise romaine, et que Pierre, évêque et vice-chancelier sous Clément VI, est le dernier dont on trouve le nom dans les bulles.

On doit conclure de ceci que le titre de *Vice-Chancelier*, dans les dates des bulles antérieures au 11^e siècle, serait suspect, en observant qu'il faut toujours le distinguer de celui qui signait *ad vicem cancellarii*; car sous cette formule, il est antérieur au 11^e siècle; et que depuis le commencement du 15^e siècle, on ne doit plus rencontrer le titre de vice-chancelier. Depuis environ 1230, le titre de *Maître* doit précéder, dans les bulles, celui de

¹ *Des Offices*, l. iv, p. 318.

² Wading, t. vi, ad ann. 1303, n° 6, p. 16.

vice-chancelier, sans cela une pancarte paraîtrait suspecte. Voyez Maître.

CHANCELIER DES EGLISES. Le sixième concile général prouve¹ que dès le 5^e siècle au moins il y avait des chanceliers ecclésiastiques. La *Notelle* d'Héraclius, faite au commencement de ce siècle, est le plus ancien monument où il soit parlé de l'office des Chanceliers ecclésiastiques. On croit communément qu'ils faisaient alors les fonctions d'huissiers dans le sanctuaire de l'Eglise et de la justice, et que leur nom de *cancellarii* vient de ce qu'ils se tenaient *ad cancellos*, aux barreaux: c'était ordinairement des diaeres. Ces chanceliers étaient en même tems protonotaires dans presque toutes les Eglises d'Orient. En Occident, confondus d'abord avec les notaires, ils s'en distinguèrent dans la suite, au point de devenir leurs maîtres.

L'usage d'avoir des notaires ou chanceliers particuliers, passa aux chanoines, depuis le partage des biens fait entre eux et leur évêque; et de là aux monastères. On en trouve dès le commencement du 8^e siècle qui étaient chargés d'écrire les actes des évêques et des abbayes; c'est ce qui leur fit donner le nom de *scribes*, de *notaires*, etc. Quoique ces sortes de chanceliers fussent fréquens au 8^e siècle², ils le devinrent bien davantage, lorsque Charlemagne, par son premier capitulaire de 805, eut ordonné aux évêques, aux abbés et aux comtes d'avoir chacun leur notaire. Dans des tems postérieurs, on découvre des chanceliers d'abbés et des chanceliers de religieux. Les chanceliers avaient toujours droit d'inspection sur toutes les études et toutes les écoles.

CHANCELIER DES UNIVERSITÉS. C'était celui qui avait la garde du sceau de l'université, dont il scellait les lettres des différens grades, provisions et commissions qui se donnaient dans les universités. Chaque université avait son chancelier. Il y en avait même deux dans l'université de Paris; l'un était appelé le *chancelier de Notre-Dame* ou *chancelier de l'université*, et l'autre le *chancelier de Sainte-Genève*. Le premier était du chapitre de la cathédrale; le second était un religieux de Sainte-Genève. Autrefois il y avait à Paris deux célèbres écoles publiques. l'une

¹ Concil., t. vi, act. 9, col. 773.

² Ducange, *Gloss.*, t. iv, col. 1222.

dans la ville, gouvernée par l'évêque, qui avait sous lui un chancelier; l'autre sur la montagne de Sainte-Geneviève, gouvernée par l'abbé, qui avait aussi sous lui un chancelier; et voilà l'origine de ces dignités dans ces deux corps. Toutes les commissions de la cour de Rome pour les universités étaient adressées au chancelier.

CHANCELLADE. Nom d'une congrégation de chanoines réguliers de l'ordre de St.-Augustin. Plusieurs saints ecclésiastiques, dans la vue d'échapper aux dangers du siècle, se retirèrent en 1228 dans une solitude, à une lieue de Périgneux, auprès d'une fontaine appelée *Chancellade*. Ils embrassèrent la vie érémitique, sous la conduite de Foucaud, abbé de Cellefrouin, ordre de St.-Augustin. L'église qu'ils bâtirent fut appelée Notre-Dame de la Chancellade. En 1133, ils firent profession de la règle de St.-Augustin, et prirent l'habit de chanoines réguliers. Alain de Solminiach, abbé de la Chancellade, et ensuite évêque de Cahors, introduisit la réforme dans cette congrégation en 1623. Conformément aux lettres-patentes de Louis XIII, du mois de novembre 1629, les religieux de la Chancellade devaient, en cas de vacance de la dignité abbatiale, présenter trois religieux d'entre eux au roi, qui faisait choix d'un pour abbé.

CHANCELLERIE ROMAINE. Lieu où s'expédient les actes et les grâces que le pape accorde dans le consistoire, et singulièrement les bulles des archevêchés, évêchés, abbayes et autres bénéfices réputés consistoriaux.

La chancellerie romaine a suivi les accroissemens des bénéfices sur lesquels les papes ont exercé toutes sortes de pouvoirs. Le chancelier de l'église romaine était autrefois le premier officier de la chancellerie; mais cet office ayant été supprimé par le pape Boniface VIII, ou, selon quelques auteurs, par le pape Honoré III, le vice-chancelier est devenu le premier officier de la chancellerie. C'est toujours un cardinal qui remplit cette place. Le régent de la chancellerie est le second officier; c'est un des prélats de *majori parco*; c'est lui qui met la main à toutes les résignations, cessions et autres matières qui doivent être distribuées aux prélats de *majori parco*. Il met sa marque à la

marge du côté gauche de la signature, au-dessus de la mention de la date, en cette manière, *N. Regens*. C'est encore ce officier qui corrige les erreurs qui peuvent être dans les bulles expédiées et plombées; et pour marquer qu'elles ont été corrigées, il met de sa main en haut, au-dessus des lettres majuscules de la première ligne, *corrigatur in registro prout jacet*, et signe.

La chancellerie romaine est composée, 1° d'un *vice-chancelier*, qui est toujours un cardinal. L'expédition de tous les actes signés du pape, excepté de ceux qui sont sous l'anneau du pêcheur, lui appartient; 2° du *régent de la chancellerie*, commis par le vice-chancelier; c'est lui qui distribue les affaires dans les bureaux; 3° des *abréviateurs du grand parquet*, qui dressent la minute des bulles; 4° des *abréviateurs du petit parquet*, qui les taxent; 5° du *préfet des brefs taxés*, c'est un cardinal qui reçoit toutes les minutes et qui en signe les copies; 6° du *préfet de la signature de grâce*, c'est aussi un cardinal, dans les mains de qui passent toutes les suppliques. Quand le pape signe lui-même les suppliques, il met *fiat ut petitur*; le préfet ne met que *concessum ut petitur in præsentia domini nostri papæ N.* C'est à la chancellerie qu'on expédie encore à présent les actes de toutes les grâces que le pape accorde dans les consistoires; le cardinal vice-chancelier y dresse en peu de mots une minute de ce qui a été réglé; un des prélats de *majori parco* dresse la bulle; on l'envoie à un autre prélat, qui la revoit et qui la remet ensuite entre les mains d'un des scripteurs des bulles. Le premier officier de la chancellerie, après le vice-chancelier, est le *régent de la chancellerie*, qui reçoit les bulles après l'expédition, et qui s'assure si elles sont conformes aux règles et aux usages ordinaires de la cour de Rome.

CHANOINE. *Canonicus*, vient du mot grec κανών, *canon*, règle, et signifie proprement un homme réglé, qui vit selon la règle. Jadis l'on comprenait sous ce titre tous les clercs ou ecclésiastiques de l'Eglise; en ce moment il est restreint aux prêtres qui sont attachés aux cathédrales, forment le conseil de l'évêque, et à sa mort, et pendant la vacance du siège, exercent son autorité.

Leur origine se perd dans la nuit des tems ecclésiastiques; quelques auteurs en font remonter l'institution à ce passage

des *actes des apôtres*, où il est dit : « que les apôtres et les fidèles » qui se trouvaient à Jérusalem mettaient tout en commun et » vivaient ensemble dans la pratique de l'oraison et des bonnes » œuvres ¹. » Nous n'insisterons pas sur cette origine non plus que sur la question de savoir si cette vie commune n'a jamais été interrompue ; il nous suffit de savoir que pendant long-tems dans l'Eglise chrétienne, la plupart des prêtres qui dirigeaient les fidèles sous la direction de leur évêque, renonçaient à leurs biens, n'avaient rien en propre, et vivaient en commun ; car cela nous fait connaître une des causes qui ont élevé si haut le clergé chrétien dans l'esprit des peuples. C'était en effet un grand et éloquent spectacle que celui de voir tout le clergé d'une ville, d'une cathédrale, réuni dans le même lieu, mangeant à la même table, portant le même habit, dormant sous le même toit, ne possédant rien en propre, n'héritant d'aucun bien, n'ayant que l'usage, et un usage déterminé par l'évêque ou par une règle sévère, des biens qu'il possédait ou qu'il recevait des fidèles, employant tous ces biens à soulager les grandes infortunes publiques et privées, à la majesté du culte, à la construction des édifices sacrés. Oui, cela nous explique les largesses et les libéralités des rois, des seigneurs et des peuples ; cela nous explique la richesse des prêtres évangéliques, leurs travaux immenses, leur grande influence, et l'amour qu'ils conservaient dans le cœur des peuples et des rois. Car que dire à ceux qui sont riches seulement pour donner aux autres, et qui ne le sont pas pour eux-mêmes ? Et comme il y eut cependant diverses phases dans cette discipline ; comme surtout une pareille vie est faite pour servir d'exemple dans ce siècle, et pour expliquer bien des choses dans notre histoire ecclésiastique, nous allons tracer ici rapidement, siècle par siècle, en commençant par le 4^e, un exposé de cette vie canonique, et des principales villes et provinces où elle a été établie.

4^e siècle. S. Basile ² et S. Cyrille de Jérusalem ³ sont les pre-

¹ Voir l'*Histoire des Chanoines* (par le P. Raymond Chaponnel), in-12, Paris, 1699.

² *Epistola ad Theodorum canonic.*—*Const. asceticarum.* c. xix.—*Epist. ad Amphiloehium.* c. 6.

³ Dans la *préface de ses catéchèses*.—S. Chrysostome a aussi une homélie adressée aux chanoines.

niers qui se soient servis du nom de *chanoines* et de *chanoinesses* (καπουικολι et καπουικισσι) en parlant des Clercs qui étaient attachés au service des églises, y vivant en commun, et des vierges consacrées aux autels, et qui n'étaient pas *moniales* ou *religieuses*. Le concile de Laodicée (c. 15), celui de Nicée, parlent de *chanoines chantres* et de *clerics chanoines* attachés aux églises, ne posant rien en propre. Cependant il n'y avait point d'uniformité dans cette vie. Un des plus grands docteurs de l'Eglise, S. Augustin, vint l'y établir. Dès qu'il fut évêque, considérant le bien immense qui devait revenir à l'Eglise, de cette vie des prêtres qui la représentent, il l'établit dans son église; c'est ce qu'il fait connaître à son peuple lui-même. « Vous savez, lui » dit-il, que nous vivons tous dans une même maison, dite » maison de l'évêque, de telle sorte, que nous imitions autant » qu'il dépend de nous les saints dont il est dit dans les actes des » apôtres : personne ne possédait rien en propre, mais ils possédaient » tout en commun¹. — J'ai commencé, disait-il aussi, à vivre » selon la règle des apôtres². — Celui, disait-il encore, qui abandonne cette vie, viole son vœu, renonce à sa profession³. » Ailleurs il fait connaître par quels moyens il venait à bout de maintenir cette vie. « C'est à la vérité moi-même qui avais résolu, » comme vous le savez, de n'ordonner aucun clerc qui ne voulût » vivre avec moi : et quand il arrivait à quelqu'un après son ordination de vouloir quitter cette profession sainte, je le privais » de la cléricature⁴. »

Telle était la vie que S. Augustin proposa et imposa à ses prêtres; elle se répandit bientôt dans tous les diocèses, et répé-

¹ Nostis sic nos vivere in eadem domo quæ dicitur Episcopi, uti quantum possumus, imitemur eos sanctos, de quibus loquitur liber Act. apos. : nemo dicebat aliquid proprium, sed erant illis omnia communia. *Serm. 49 de diversis.*

² Vobiscum vivere capî secundum regulam apostolorum. *Ib.*

³ Qui societatem communis vite jam susceptam.... deserit à voto suo cadit, à professione sua cadit. *Ser. 49.*

⁴ Certe ego sum qui statueram, sicut nostis, nullum ordinare clericum, nisi qui mecum vellet manere; ut si vellet discedere à proposito, recte illi tollerem clericatum, etc. *Serm. de clericis.*

tons-le avec assurance, il ne faut pas chercher ailleurs la cause de l'immense influence du clergé dans les siècles suivans.

Nous trouvons le même genre de vie établi à Tagaste, à Milève, à Thiane en Afrique; S. Paulin de Nole, S. Hilaire d'Arles l'adoptent; cette vie était déjà reçue à Saint-Jean-de-Latran à Rome.

5^e siècle. En 442, le pape Gelase, qui avait été disciple de saint Augustin, amena avec lui, à Rome, un grand nombre de clercs d'Afrique, et les agrégea à ceux qu'il y avait déjà; ou les établit dans différentes églises qu'il fit bâtir. Nous les voyons aussi établis dans les églises de Limoges, du Mans, de Tours, de Paris, dans celles de S.-Pierre et de S.-Paul bâties à Paris par Clovis, et dans celle de Château-Landon par Childebert, à Aleth en Bretagne, à Reggio en Italie, et à Glascow en Ecosse. Un canon du premier concile d'Orange, tenu en 441, suppose que cette institution était générale ¹.

6^e siècle. Plusieurs conciles nous prouvent la continuation de la vie commune des clercs et des évêques. Le concile de Clermont, tenu en 555, veut « que les prêtres et diacres qui ne » sont *chanoines* ni dans une ville ni dans une paroisse, mais » desservent un oratoire ou de petites fermes de campagne, vien- » nent célébrer les principales fêtes avec leur évêque dans la » ville ». S. Grégoire en envoyant le moine Augustin en Angleterre, lui recommande d'établir cette vie commune; en France on fonda plusieurs abbayes de chanoines, entre autres celles de Ferrières, de S. Aubin, de S. Symphorien, de S. Remi de Reims, de S. Pierre et S. Paul du Mans; et nous voyons des chanoines

¹ Si quis alibi consistentem clericum ordinandum putaverit, prius definiat ut cum ipso habitet; nec cum sine consultatione ejus Episcopi, cum quo ante habitavit, ordinare præsumat. Canon 8.

² Si quis ex presbyteris aut diaconis, qui neque in civitate neque in parochiis canonicus esse dignoscitur, sed in villulis habitans, in oratorio sancto desserviens, celebret divina mysteria, festivitates præcipuas, domini Natale, Pascha, Pentecosten... nullatenus alibi, nisi cum episcopo suo in civitate teneat. Conc. Arvern. c. 14. Le concile de Tolède, tenu en 633, et celui de Tours, parlent des clercs qui habitaient avec l'évêque.

et abbés à la cathédrale de Bourges, et à l'église de Péronne en Italie.

7^e siècle. On trouve des preuves de la vie commune dans le 4^e concile de Tolède en 633, lequel permet « aux prêtres et lévites » qui, pour cause de maladie et d'âge ne pouvaient vivre dans la « maison commune, de se tenir dans un appartement séparé » ; S. Isidore appelle *acéphales* les clercs qui ne demeurent point tous ensemble sous la direction de l'évêque » ; nous trouvons aussi la vie canonique établie dans les Eglises de Reims, de Bourges, d'Agén, de Besançon, de Verdun, de Rouen, de Vienne, de Chartres, de Laon, de Cahors, de S.-Amand, et dans les Eglises de Cantorbéry, d'Utrecht, de Cologne et de Metz ».

Les clercs envoyés dans les campagnes avaient l'usage des oblations qui leur étaient faites, mais ils n'en avaient pas la propriété ; tout appartenait à l'évêque et à l'Eglise principale, qui suppléaient de la *manse* commune, lorsque les oblations n'étaient pas suffisantes.

On remarque cependant un certain relâchement introduit dans cette discipline ; ce qui donne lieu de distinguer les clercs entre *clerici* et *clerici canonici*.

8^e siècle. La vie commune et sans propriété propre se continue. Le concile de Vernon, tenu en 756, veut « que tout clerc habite » dans un monastère sous la règle régulière, ou qu'il soit sous « la main de son évêque dans l'ordre Canonique »¹. — Les capitulaires d'Aix veulent que tous les clercs soient ou moines ou chanoines². — Au reste le chap. suivant fait voir clairement ce que l'on devait entendre par moines ou chanoines, et vie canonique. « Que les ministres des autels du vrai Dieu honorent leur

¹ Voir conc. Toletan. c. 21 et 22.

² Hist. des chanoines, etc., p. 73.

³ Voir Chifflet, part. II. 151. — Sæcul. 1. Benedict. — Bed. Hist. eccl. I. 1, c. 3. — Surius, in Vita S. Odoeni, c. 16. — Apud Boll. t. 1. Vita S. Clari et n. 4. — Flodoard, I. II, c. 11.

⁴ Qui dicunt se tonsuratos esse propter Deum, in monasterio habitent sub ordine regulari, aut sub manu Episcopi sub ordine canonico. Concil. Vernen. Can. 12.

⁵ Clericos, qui se fingunt habitu vel nomine monachos esse, cum non sint, emendari jubet, ut vel veri monachi sint, vel veri canonici, cap. 77.

• ministère par la pureté de leurs mœurs ; s'ils sont *chanoines*,
 • par l'observance de leur règle ; s'ils sont *moines*, en s'acquittant
 • des obligations de leur profession ; et nous exhortons les uns et
 • les autres, ceux qui se sont dévoués à la vie *monastique*, à vivre
 • monachalement et d'après l'observance de leur règle ; ceux qui
 • entrent dans la *cléricature*, ce que nous appelons la *vie canonique*,
 • nous voulons qu'ils vivent selon leur règle ; et que l'évêque di-
 • rige leur vie, comme un abbé le fait de ses moines ¹ . »

D'après ces règles et ces prescriptions , la plupart des Eglises de France étaient régies par des *clercs* nommés *chanoines*, lesquels ne possédaient rien en propre et vivaient en commun ² ; nous trouvons la même réforme établie dans les Eglises d'Italie, à Florence, à l'évêché d'Yorck , à Wurtzbourg en Allemagne, dans les trois évêchés que Charlemagne érigea en Saxe ³, et enfin nous voyons fonder ou réformer pour des chanoines les abbayes du Mont-St-Michel ⁴, de S. Irrier en Perche, de S. Pierre d'Auxerre, de Liesse dans le Cambrais, et de la Celle.

Cependant il ne laissait pas que d'y avoir certains *clercs* qui vivaient seuls, ce sont ceux que l'on appelait *acéphales*, c'est-à-dire sans chef, et que les conciles par tous les moyens voulaient soumettre à la rigueur de la loi canonique. Comme ce nombre était assez considérable, et que d'autres étaient tentés de les imiter, Grodegang, évêque de Metz, mitigea la règle canonique dans laquelle il maintint bien la désappropriation des biens propres ⁵, et la vie commune, mais où il permit à chaque *clerc*

¹ *Ministri altaris Dei suum ministerium bonis moribus ornent, seu et alii canonici observantia ordinis, vel monachi proposito consecrationis... Simul et hoc rogare curavimus ut qui se voto monachicæ vitæ constrinxerunt monachicè et regulariter omnimodè secundum votum suum vivant; et similiter qui ad Clericatum accedunt, quod nos nominamus canonicam vitam, voluimus ut illi secundum suam regulam vivant; et Episcopus eorum regat vitam, sicut abbas monachorum. Capitul. c. 72 et 73.*

² *Clastrum quoque Clericorum construxi in quo omnes nunc sub uno conclavi manere noscuntur. Lettre de Ledadus de Lyon à Charlemagne. Author libri de restit. nobil.*

³ *Helmold. chron. slav. liv. 1, c. 3.*

⁴ *Mabillon, ad ann. 708.*

⁵ *Ut illi clerici qui de rebus ecclesiæ vivere cupiunt, res proprias*

d'avoir un pécule particulier dont il pût disposer à son gré ; ce pécule devait provenir non des biens de la communauté, mais des aumônes et oblations des fidèles et de l'usufruit de quelques propriétés ; à cette modification de la règle, il ajouta des pratiques de piété et des austérités tirées de la règle de S. Benoît.

Cette règle, qui fut la première écrite et arrêtée en forme de règle, se répandit dans quelques Eglises voisines, et dura assez long-tems ; mais tous les auteurs conviennent que cette permission d'avoir quelque chose de propre et d'en user à son gré, fut ce qui amena la ruine de la vie canonique des cleres.

9^e Siècle. Au commencement de ce siècle, le concile de Mayence, tenu en 813, s'occupa encore d'une manière spéciale de réduire tous les cleres sous la règle canonique de la vie commune, et de ne posséder rien en propre ; voici ses prescriptions : « Sur toutes choses, que les cleres chanoines vivent canoniquement, autant que la fragilité humaine le peut permettre, suivant la doctrine de l'Ecriture-Sainte et les avis des saints Pères, ne faisant rien sans la permission de leur évêque ou du maître qui leur a été donné ; qu'ils mangent et dorment dans le même réfectoire et dans le même dortoir lorsque cela sera possible, et que tous ceux qui reçoivent des distributions de l'Eglise, demeurent dans leur cloître, afin que chaque matin ils viennent à la lecture, et y apprennent ce qu'ils doivent faire ¹.—Quant aux cleres vagabonds ou acéphales, c'est-à-dire qui sont sans chef, ni sous un évêque, ni sous un abbé, ni dans le service du Seigneur, mais vivant hors de toute règle canonique ou régulière, sans qu'on puisse, à cause de

quas habent per instrumenta chartarum Deo et ecclesie, cui desserviunt, condonent, et sic rebus ecclesie licentiùs absque maxima culpa utantur. c. 31.

¹ In omnibus igitur quantum humana permittit fragilitas, decrevimus ut canonici clerici canonicè vivant, observantes divinæ scripturæ doctrinam et documenta sanctorum patrum, et nihil sine licentiâ episcopi sui, vel magistri eorum compositi, agere præsumant in unoquoque episcopatu ; et ut simul manducent et dormiant ; ubi his facultas id faciendi appetit, vel qui de rebus ecclesiasticis stipendia accipiunt, et in suo clauastro maneant et singulis diebus manè primo ad lectionem veniant et audiant quod eis imperetur. c. 9.

• leurs occupations séculières, les compter parmi les laïques, ou parmi les cleres, à cause de leurs liens religieux; leur vie houteuse et errante nous force à les regarder comme des vagabonds et des égarés; ne craignant personne, ils se laissent entraîner à cette licence qui leur permet de satisfaire leurs passions; comme les vils animaux, ils n'ont pour guide que leur libre désir, portant les marques de la religion, mais n'en observant pas les obligations, semblables aux centaures de la fable, ni hommes ni chevaux. Nous voulons que les évêques, en quelque endroit qu'ils trouvent de semblables cleres, les forcent sans retard à rentrer sous la garde canonique, et ne leur permettent plus de suivre cette vie vagabonde; que s'ils ne veulent pas obéir canoniquement à leur évêque, qu'ils soient excommuniés *.

Le concile ordonne en outre aux évêques de veiller à ce que les monastères des chanoines, des moines et des jeunes filles, soient situés dans un lieu convenable, et qu'ils renferment tout ce qui peut être nécessaire aux besoins de la vie, afin que les cleres ne soient pas obligés de vagabonder au dehors.

On voit par ces citations quel était le genre de vie du clergé, et sa position par rapport à son évêque.

Le concile de Tours, 813, de Paris, 829, de Thionville, 844, de Meaux, 846, d'Épernay, en 846, ordonnent que *les cleres renoncent à leurs biens, vivent, dorment et mangent sous le même toit.*

* De clericis vagis seu de acephalis, id est de his qui sunt sine capite, neque in servitio domini nostri, neque sub episcopo, neque sub abbate, sed sine canonicâ vel regulari vitâ degentes ut, in libro officio. c. n et ut, de eis dicit *Isidorus hisp.* : hos neque inter laicos aut sæcularium officiorum studia, neque inter clericos religio tenet divina, sed solivagos atque oberrantes, sola turpis vita complectitur et vaga; quique dùm, nullum metuunt, explendæ voluptatis sume licentiam sectantur, quasi animalia bruta, libertate atque desiderio suo feruntur, habentes signum religionis, non religionis officium, hippocentauris similes, nec equi nec homines. Tales omino ubicumque inventi fuerint, præcipimus ut Episcopi sine ullâ morâ eos sub custodiâ constringant canonicâ et nullatenus eos amplius ita errabundos et vagos secundum desideria voluptatum suarum vivere permittant. Sin autem Episcopis suis canonicè obedire noluerint, excommunicentur. C. 22.

Mulin les capitulaires de Louis-le-Débonnaire, en 816, avaient obligé tous les prêtres à s'y conformer, promettant de venir aux secours des évêques qui n'avaient pas les moyens de subvenir aux dépenses que cette vie exigeait.

A Rome, Eugène II fit bâtir des cloîtres près de chaque église, pour que les clercs y vécussent en commun, ce qui est aussi ordonné par Léon IV et Nicolas I^{er} ¹.

En Allemagne, l'église d'Utrecht, d'Heildesheim ² et de Cologne; en Espagne, celle de Cordoue ³, d'Urgel et de Barcelonne, se distinguent par leur ardeur à établir la vie canonique.

C'est de toutes ces communautés que l'on tirait les curés des petites villes et des campagnes; mais ils faisaient toujours partie des maisons canoniques, et en recevaient leur subsistance quand leurs cures ne pouvaient y pourvoir.

Il faut ajouter qu'il y avait aussi quelques chanoines jouissant de bénéfices ecclésiastiques, ce qui annonçerait le relâchement de la règle; on les appelait *simples clercs*.

10^e siècle. Dans ce siècle le relâchement augmente; un grand nombre de chanoines quittent la vie commune, et l'on voit pour la première fois apparaître la qualification de *chanoines séculiers*; les clercs qui vivent hors de la règle ne sont plus appelés *chanoines*; des abbés laïques, comtes et archi-abbés envahissent les abbayes des chanoines, et y établissent leurs femmes, fils, filles, chiens et soldats ⁴. Spire, Mayence, Worms, quittent la vie commune ⁵; en Angleterre, les chanoines prennent femmes ⁶; les moines remplacent les chanoines dans un grand nombre d'églises. Et pourtant l'ordre canonique ne s'éteint pas, et jette encore un grand éclat, surtout en France, dans les églises de Reims, de Paris, de Bourges, de Besançon, de Toul, et dans toute la Normandie; à l'étranger, les églises

¹ Gratianus, cap. *necessaria*, xii. — cap. *præter, distinct*, xxxii.

² Baluze, t. ii. Capitul. colon. 1451.

³ Ratramnus, *Spicil.*, t. ii.

⁴ Concil. *Troasianum*, de Troie, tenu en 909.

⁵ Gasp. Buschius, lib. 1, ch. *de episcopatus germ.*, p. 404.

⁶ *Hist. des chanoines*, p. 162.

de Veletri, de Constance ¹, de Brème ², d'Utrecht, de Frisingue, de Liège ³, de Cologne, d'Heildesheim, se conservent dans leur intégrité.

Bien plus on fonda de nouvelles maisons en France, à Atigny ⁴, à Lesigny en Auvergne ⁵, à Brive ⁶, à Limoges, à S. Pierre-en-val ⁷; Macon, Ax, Troyes réforment leurs Eglises ⁸.

L'évêque Burchard établit la vie commune des clercs en Esclavonie subjuguée par Othon, et les dix évêques de Hongrie suivent son exemple ⁹.

11^e siècle. Le relâchement et le désordre continuent, mais les papes, les conciles et les évêques, font tous leurs efforts pour ramener les clercs à la vie canonique. « Nous ordonnons, dit le concile de Rome, tenu en 1059, que tous les prêtres, diacres, sous-diacres, qui, obéissant aux ordres de nos prédécesseurs, mènent une vie de chasteté, habitent auprès des Eglises pour lesquelles ils ont été ordonnés, comme cela convient à des clercs religieux, qu'ils mangent et dorment en commun, et qu'ils possèdent en commun ce qui leur vient de l'Eglise, et nous les avertissons avec prières de se conformer à la vie apostolique, c'est-à-dire commune ¹⁰. » Le pape Grégoire VII ordonne « que chaque évêque, après avoir examiné les revenus de son Eglise, y établisse un nombre fixe de clercs, qu'il les oblige à avoir

¹ *Chron. Const.*, p. 976.

² *Adam Bremensis, hist. eccl.* l. II, c. 6.

³ *Anselm. Laod.*, c. 53. — *Hondius*, t. I, p. 205.

⁴ *Baluse, in app. ad Lupum ferrar.*

⁵ *Spicil.* t. II, p. 292.

⁶ *Ibid.* II. — *Baluse, Act. vet.*, c. 157.

⁷ *Gall. christ.*, t. II, p. 483.

⁸ *Antiq. de Macon*, pag. 236. — *Gall. christ.*, t. III, p. 679. — *Anselm. Laod.*, c. 58. — *Prompt. Treacenc.* p. 56.

⁹ *Vie de S. Etienne, roi de Hongrie.*

¹⁰ *Præcipientes statuimus ut ii prædictorum ordinum qui eidem prædecessori nostro obediens castitatem servaverunt, juxta ecclesias quibus ordinati sunt, sicut oportet religiosos clericos, simul manducant et dormiant, et quicquid eis ab ecclesiis venit communiter habeant; et rogantes monemus ut ad apostolicam, communem scilicet, vitam summo peré pervenire studeant. Canon 1.*

« tous leurs biens en commun, à se nourrir dans la même maison, à dormir sous le même toit; que si quelqu'un refuse de s'y soumettre, il permet de l'y contraindre par suspension de son office ou de son bénéfice, et même, s'il le faut, par une peine plus grave ¹. »

Pierre Damien disait en particulier aux clercs : « Comment pouvez-vous vous dire chanoines, si vous n'êtes pas réguliers ? vous voulez porter le nom de chanoine, qui signifie *régulier*, et ne pas vivre *régulièrement* ; vous faites gloire de partager les biens communs de l'Eglise, en refusant de posséder tout en commun dans l'Eglise ? cela n'est point conforme aux anciennes et perpétuelles règles de cette mère des fidèles ². »

Tous ces efforts ne furent pas sans résultat ; aussi la vie commune fut-elle rétablie, à Avignon, Alby, Carcassonne, Uzès, Arles, Le Mans, Maguelone, Narbonne, Toulouse, Cahors, Rhodés, Auch, à S.-Etienne de Dijon, à S.-Martin d'Epernay, à Bourges, etc.

Ainsi qu'aux abbayes de S. Antonin de Rouergue, de S. Saturnin de Toulouse, d'Airveau ou d'Orval, de S. Aubert de Cambray, de S. Waast d'Arras, de Falempin, de S. Vincent de Senlis, de S. Jean-des-Vignes, de S. Martin de Grenoble, de S. Croix de Mortare, de Benevent et de la Roue en Anjou, de Marbach, de Plankouet, de Nieuil, de S. Quentin et de S. Just à Beauvais, de S. Jean-en-Vallée, de Russcauville, de S. Séverin près Bordeaux, de S. Père d'Auxerre, de S. Paul de Besançon, etc.

Hors de France dans les Eglises de Veltri, d'Urbain de Flo-

¹ Statuimus ut facultatibus ecclesiarum vestrarum proventibus et impensis diligenter inspectis, in eis valeatis ponere numerum clericorum, et statuere ut bona eorum veniant in comune, et in una domo vescantur, atque sub eodem tecto dormiant ac quiescant. Si qui vero contradictores extiterint, licitum vobis sit per suspensionem officii ac beneficii, aut graviori etiam penâ, si opus fuerit, ad hanc observantiam compellere. c. *Quoniam, de vitâ et hon. cleric.*

² Planè quo pacto quis valeat dici canonicus, nisi sit regularis ? Vitam siquidem canonicam, hoc est regulare nomen habere, sed non regulariter vivere ; ambiunt ecclesiarum bona communia dividere ; aspernantes autem apud ecclesiam communiter habere. Enimvero non est hoc ecclesiarum primitivæ forma. *Epist.*

rence, de Fésule, de Cesène, d'Atino, de Spolete, de Sienne, de Pise, de Pérouse, de Luques, en Italie; dans celles d'Urgel, de Barcelone, de Girone en Espagne, etc., etc.

Cependant tous les chanoines ne se soumièrent pas à cette vie commune et à la désappropriation des biens, et c'est pour cela qu'on commence à voir la dénomination de *canonici regulariter viventes*, et de *canonici seculariter viventes*, que l'on appelait simplement *clerici* et *præbendati*; ce qui divisera dans le siècle suivant les chanoines en *réguliers* et *séculiers*.

C'est alors aussi que furent fondées plusieurs congrégations de chanoines dont les principales sont celles de S. Ruf, diocèse d'Avignon; la grande réforme d'Yves de Chartres en France, celle de Pierre de Honcstis dans le diocèse de Ravenne.

12^e siècle. C'est dans ce siècle que se fait la grande division des chanoines, en *réguliers* et en *séculiers*, ce qui en prépare la ruine. Ces derniers quittent définitivement la vie commune, et non-seulement gardent le propre de leurs biens, mais encore l'usage particulier des revenus de l'église qu'ils desservent, sous le nom de *prébende*. Il est utile de jeter un coup-d'œil sur les conséquences qu'ont eues ces changements.

Jusqu'alors la disposition des biens de l'église avait appartenu aux évêques, qui les distribuaient selon les conditions imposées par les canons. Ces conditions étaient qu'ils seraient partagés en 4 parties; la 1^{re} pour l'évêque, la 2^e pour être distribuée au clergé, la 3^e pour la fabrique des églises, la 4^e pour les pauvres. Par la suite des tems les évêques passèrent ces droits aux chapitres, aux congrégations, aux abbayes, avec les charges qui y étaient attachées; long-tems ces congrégations les possédèrent en commun; mais bientôt et surtout dans ce siècle les congrégations les partagèrent, sous le nom de *prébendes*, de *manſes*, de *prieurés*, à des individus, lesquels en disposaient à leur gré, et souvent très-mal. C'est pourquoi l'influence sacerdotale commença à déchoir; car les grands biens du clergé ne furent plus possédés par des hommes pauvres personnellement, menant une vie dure, régulière, utilement et ostensiblement occupés au bien des fidèles, de l'église, ou des arts religieux. Les chanoines *séculiers*, à part quelques vertus privées, n'avaient plus pour charge ecclésiastique que de chanter les offices de l'église; et les peu-

ples pensèrent bientôt qu'on pouvait les faire chanter à meilleur marché. Les chanoines réguliers, pour se soustraire au danger du relâchement et de la corruption, restreignirent leur règle, firent des vœux solennels, se renfermèrent dans leur cloître, et parurent, ostensiblement et aux yeux des peuples, plus occupés du soin de leur salut que de celui du peuple; or ce peuple pensa bientôt qu'il n'était pas nécessaire d'être si riche pour faire son salut. De là peu à peu l'indifférence et l'aversion; c'est là l'origine et la cause de cette haine qui s'infiltra peu à peu et qui aboutit en Allemagne d'abord, puis en Angleterre, puis en France, aux horribles catastrophes qui frappèrent le clergé, et lui enlevèrent tous ses biens, le plus souvent avec sa vie.

Nous allons esquisser rapidement l'état de l'ordre canonique durant ces siècles.

En France, presque tous les chanoines furent astreints, même par la force des censures, à la vie commune, et formèrent bientôt un ordre séparé des clercs ordinaires, sous le nom *chanoines réguliers de l'ordre de S. Augustin*, avec vœux solennels, reconnus et garantis par l'état, et sanctionnés par Innocent II, qui, dans le 2^e concile de Latran, les obligea tous à prendre cette règle. Presque toutes les Eglises s'y soumettent; la même chose se passe dans la plupart des royaumes de la chrétienté. C'est à cette époque aussi, que S. Norbert fonda les *clercs réguliers*, qui devinrent *chanoines réguliers*, après s'être unis à ceux de l'abbaye de Beaulieu; c'était une règle plus dure, mais aussi plus retirée et plus personnelle que l'ancienne règle canonique¹.

13^e siècle. Ce siècle est encore le beau tems des chanoines réguliers de S. Augustin; toutes les églises cathédrales de France embrassent cette règle; elle est reprise aussi dans celles de Spire, Worms, Mayence, Trèves, etc., forcées qu'elles étaient par le zèle des évêques et les décrets des conciles de Cologne² et de Saltzbourg³; d'ailleurs, une décrétale de Grégoire VIII⁴

¹ Voir *Optica regularium, seu Comment. in regul. p. nost. Augustini* auct. D. Servato de Lairuelz. Colon. Agrip. 1614.

² Tenu en 1260, can. 7.

³ Tenu en 1274; can. 6.

⁴ Cap. Quoniam, de vitâ et honestate clericorum.

autorisait les évêques à user de toutes les corrections de droit.

14^e, 15^e 16^e siècles. Mais cet état était en quelque sorte factice; aussi, dès le commencement du 14^e siècle, une décadence, que rien ne put contenir, se manifesta. En vain, Benoît XII fait des constitutions pour maintenir la régularité; la discipline ancienne, déjà si fortement ébranlée, tomba pour ne plus se relever.

L'Eglise de Reims, si long-tems l'exemple des autres, divisa ses revenus en *prébendes*, pour que chacun de ses chanoines vécût en particulier; celle de Cologne imita son exemple; le fameux Ximènes ne put retenir les chanoines de Tolède, ni S. Charles ceux de Milan, ni dom Barthélemy-des-Martyrs ceux de son église; et avant la fin du 15^e siècle, il n'y avait plus une seule église en Allemagne, dont les chanoines suivissent la règle canonique. Celle de Saragosse seulement en Espagne, et celles d'Agen et de Pamiers en France, restèrent dans la vie régulière.

Il est bien vrai que différentes congrégations furent formées, (celle de Château-Landon en France), mais elles ne durèrent qu'un siècle à-peu-près, après lequel les Eglises divisent les biens de la communauté en *offices claustraux*, dont les titulaires dépensent les revenus à leur gré; imprudens, qui ne voyaient pas que c'était prendre les biens de l'Eglise pour les livrer à l'exploitation et à la dilapidation des volontés et des passions particulières.

Aussi, c'est à cette époque que tout le clergé de l'Allemagne et de l'Angleterre perdit ses immenses biens.

17^e et 18^e siècles. En France, l'ordre canonique se maintint encore dans quelques abbayes; plusieurs saints prélats et abbés y opérèrent de salutaires et justes réformes. On doit distinguer surtout celle que le cardinal de la Rochefoucault établit dans l'abbaye de Sainte-Geneviève. Mais cela n'empêchait pas que la plus grande partie des biens du clergé était entre les mains de prélats ou de prêtres qui n'en faisaient pas un usage qui en nécessitât ou en fît comprendre la possession; il n'y avait plus cette application exclusive de la vie des prêtres possesseurs des biens ecclésiastiques au service des peuples;

on ne pouvait plus dire que le prêtre ne prenait de ces biens que ce qui lui était nécessaire pour sa nourriture et ses vêtements et le soutien d'une vie dure et dévouée. Chacun les administra comme il l'entendait; les chanoines n'avaient plus que des occupations peu nécessaires, peu utiles aux yeux des peuples; quelques chapitres ajoutaient à cette inutilité et à ces richesses la morgue d'une noblesse exigée (voir *Chapitres nobles*). Les raisons qui avaient légitimé ces richesses ou cette noblesse n'existaient plus; d'ailleurs, la fol se refroidissait et se perdait, l'incrédulité gagnait partout; un peuple se levait, jetant un coup d'œil de mépris sur la personne du prêtre, et d'envie sur ses biens. Une catastrophe était imminente, elle eut lieu. Dieu, dans ses desseins impénétrables, baptisa de nouveau de sang et de misère tout le clergé français.

Or il est utile de connaître quelle est l'idée que donnaient à cette époque de l'utilité des chanoines, les livres que composaient les hommes religieux, pour prouver l'utilité que l'Eglise retirait de l'ordre canonique. Nous allons donc copier le paragraphe du *Dictionnaire ecclésiastique* relatif aux chanoines ¹.

« *Chanoine*. Ecclésiastique qui vit selon la règle particulière du corps ou chapitre dont il est membre. *Chanoine* se dit plus particulièrement d'un ecclésiastique séculier qui possède un canonicat ou prébende dans une église cathédrale ou collégiale.

• Il y a néanmoins des communautés de religieux et de religieuses qui portent le titre de *chanoines* et de *chanoinesses*; mais ils sont distingués des premiers par la qualité de régulier qu'on ajoute à celle de *chanoine*. Voyez CHANOINES RÉGULIERS.

» Dans la première institution, tous les chanoines étaient réguliers, c'est-à-dire, qu'ils observaient la règle et la vie commune, sans aucune distinction. Mais avant l'an 1200 on avait quitté presque partout la vie commune; le partage des prébendes fut autorisé entre les chanoines, et il leur fut permis de jouir de leur patrimoine, indépendamment des revenus de l'E-

¹ *Dictionn. ecclésiastique et canonique portatif, ou abrégé méthodique de toutes les connaissances nécessaires aux ministres de l'église, et utiles aux fidèles qui veulent s'instruire de toutes les parties de la religion, par une société de RELIGIEUX et de jurisconsultes. Paris, 1766.*

glise. Tel est l'état présent de tous les chanoines séculiers des églises cathédrales et collégiales.

» Conformément à la règle 17 de la chancellerie romaine, et à la jurisprudence de différens tribunaux, il suffit d'avoir quatorze ans accomplis pour être chanoine dans une église cathédrale. Le grand conseil de Paris n'exige que 10 ans.

» Suivant l'esprit des réglemens ecclésiastiques, les chanoines qui ne sont pas au moins sous-diacres, n'ont pas de voix en chapitre, et ne peuvent donner leur suffrage pour l'élection d'un bénéficié, ni nommer aux bénéfices; mais si la nomination est attachée à la prébende d'un chanoine en particulier, il peut nommer au bénéfice, quoiqu'il ne soit pas dans les ordres sacrés.

» Les chanoines sont obligés, 1° de célébrer le service divin aux heures réglées par les statuts;

» 2° De veiller à la conservation des biens temporels du canonicat, pour lesquels ils ont en corps la faculté d'*ester en jugement*, et communément celle de nommer un syndic;

» 3° De se trouver aux assemblées capitulaires;

» 4° De résider dans le lieu où est située l'église dont ils sont chanoines.

» Ils ne peuvent dans chaque année s'absenter pendant l'espace de plus de trois mois, soit de suite ou en différens tems de l'année; et si les statuts du chapitre exigent une résidence plus exacte, ils doivent être observés. Les chanoines qui s'absentent pendant plus de trois mois dans le cours d'une année, sont privés des fruits de leur prébende, à proportion du tems qu'ils ont été absens; c'est la peine que les canons prononcent contre tous les bénéficiés absens en général. Un chanoine doit assister aux trois grandes heures canonicales qui sont, matines, la messe et vêpres, pour être réputé présent dans la journée, et avoir sa part des distributions qui se font chaque jour d'assistance. Les distributions manuelles qui se font aux autres offices, n'appartiennent qu'à ceux qui s'y trouvent réellement présens.

» Ceux qui étudient dans les universités fameuses, ou qui y enseignent, sont réputés présens, à l'effet de gagner les gros fruits, mais non pas les distributions manuelles. Il en est de

même de tous ceux qui sont absens pour le service de leur église, ou de l'état, ou pour quelqu'autre cause légitime. Les distributions manuelles affectées à l'assistance personnelle des chanoines et autres officiers des chapitres, ne sont pas saisissables. Le rang de chanoine se règle du jour de l'installation, et non du jour de la prise de possession.

» On appelle *chanoines capitulans* ceux qui ont voix délibératives dans l'assemblée d'un chapitre. Voyez CHAPITRE.

» *Chanoines-cardinaux*. Clercs qui, non-seulement observent la règle et la vie commune, mais qui sont attachés à une certaine église, de même que les prêtres le sont à une paroisse. Voyez CARDINAL.

» *Chanoine ad effectum*. Dignitaire auquel le pape confère le titre de chanoine sans prébende, à l'effet de pouvoir posséder dans une cathédrale la dignité dont il est revêtu. Voyez CANONICAT.

Chanoines expectans. Ceux qui, on attendant une prébende, ont le titre et la dignité de chanoine, voix au chapitre et une place au chœur. Suivant les *libertés gallicanes*, le pape ne peut créer de chanoine dans aucune église cathédrale ou collégiale, *sub expectatione futuræ præbendæ*. Mais il peut créer un chanoine à l'effet de posséder une dignité, un personnat ou office. Voyez CHANOINE AD EFFECTUM.

» *Chanoines forains*. Ceux qui font desservir leur chanoinie par des vicaires.

» *Chanoines héréditaires*. Laïcs auxquels des Eglises cathédrales ou collégiales ont décerné le titre et les honneurs de chanoines honoraires ou *ad honores*. Le roi de France, par le droit de sa couronne, est chanoine honoraire héréditaire des églises de Saint-Hilaire de Poitiers, de Saint-Julien du Mans, de Saint-Martin de Tours, d'Angers, de Lyon et de Châlons. Les comtes de Chatelux sont depuis 1423 *chanoines héréditaires* d'Auxerre; et les seigneurs de Chailly, depuis 1475, de Melun.

» *Chanoines jubilaires ou jubilés*. Ceux qui desservent leur prébende depuis cinquante ans. Ces chanoines sont toujours réputés présens, et jouissent des distributions manuelles.

» *Chanoines mensionnaires ou résidens*. Ceux qui desservent en personne leur église, en opposition aux chanoines forains.

» *Chanoines mitrés.* Ceux qui, par un privilège particulier accordé par le Saint-Siège, ont le droit de porter la mitre. Les chanoines de la cathédrale et des quatre collégiales de Lyon jouissent tous de ce droit.

» *Chanoines nobles.* Ceux qui sont attachés à certains chapitres où l'on ne reçoit que des personnes nobles. Voir *chapitres nobles*.

» *Chanoine pointeur.* Celui d'entre les chanoines qui est préposé pour marquer les absens et ceux qui arrivaient au chœur lorsque l'office était déjà commencé.

» *Chanoines réguliers.* Ecclésiastiques qui vivent en communauté, et sont engagés par des vœux solennels à l'observation de la règle d'un ordre religieux. Ces chanoines sont appelés *réguliers*, pour les distinguer des autres chanoines qui ont abandonné la vie commune, et ne font point de vœux. Ils en diffèrent encore, en ce qu'ils sont vraiment religieux, et par conséquent morts civilement, au lieu que les séculiers sont capables des effets civils. Les chanoines réguliers suivent presque tous la règle de saint Augustin, qui les assujettit à faire des vœux : il y a néanmoins plusieurs autres règles particulières. On compte en France pour chanoines réguliers, les *Prémontrés*, les *Génovéfins*, les *Antonins*, les religieux des ordres de saint Paul, de *Chancollade* et de la *Trinité*. Ces derniers sont plus connus sous le nom de *Mathurins*.

» *Chanoines sécularisés.* Ceux qui étant autrefois religieux ou chanoines réguliers, ont été mis dans le même état que les chanoines séculiers.

» *Chanoine-semi-prébendé.* Chanoine qui n'a qu'une demi-prébende.

» *Chanoine tertiaire,* celui qui ne touche que la troisième partie d'une prébende.

On voit par cet article qu'aucune des fonctions et obligations attribuées aux chanoines, n'était de quelque utilité ostensible, et pratiquée pour le bien du peuple chrétien; le dévouement au service, au salut des peuples, cause des dons de tous les biens, n'est pas même mentionné dans les livres faits par des Religieux. Faut-il s'étonner si l'opinion s'est si prodigieusement égarée sur le compte du clergé, et si son utilité a été méconnue ?

Lors du rétablissement du culte en France par le concordat

de 1803, les évêques et archevêques eurent seulement la faculté de créer un chapitre près de leur église; ils en ont profité successivement; toutes les cathédrales maintenant ont un chapitre composé de neuf chanoines pour les métropoles, et de huit pour les autres. Par la loi du 14 mars 1804, pour être chanoine, il fallait être prêtre et avoir subi un examen pour obtenir un *certificat de capacité*; une ordonnance du 25 décembre 1830, exigeait un brevet de *licencié en théologie*; mais ces ordonnances n'ont jamais été mises en pratique.

Le canonat se donne en général aux prêtres recommandables par leurs services passés, ou par leurs vertus et leur science actuelle. Leur devoir consiste à assister à l'office public; ils n'ont d'ailleurs d'autre droit, d'autre part au gouvernement que celui que l'évêque veut bien leur donner. Le chapitre n'est utile et nécessaire qu'à la mort de l'évêque, car alors sa juridiction passe au chapitre, qui l'exerce par les grands vicaires qu'il nomme.

Le traitement des chanoines est maintenant de 1500 francs par an¹.

Telles ont été les différentes phases de *l'ordre canonique*; il est à regretter que l'ancienne discipline ait été interrompue sur un point si important. C'est à l'autorité ecclésiastique à voir si quelque partie ne pourrait pas en être rétablie. Nous ne craignons pas de le dire, l'évêque qui obligerait tous les prêtres qui desservent une même église à vivre en commun et sous une règle douce, qui vivrait comme en famille avec le clergé de sa cathédrale, cet évêque rendrait un service signalé à l'église; il ferait cesser cette *vie isolée et solitaire*; qui fait que tant de prêtres cherchent dans le monde une distraction ou des sympathies, qui tourment souvent en scandale; il resserrerait les liens qui doivent unir le chef à ses collaborateurs, et que quelques-uns cherchent à rompre; il verrait recommencer et reflourir les grandes études ecclésiastiques, impossibles pour des prêtres isolés².

¹ Voir pour plus de détails *le Code ecclésiastique français*, par M. Henrion, p. 32, 36, 423, 427.

² Cet article était écrit quand nous avons lu dans les journaux l'article suivant : « Monseigneur Dupuch, évêque d'Alger, a réuni autour de lui, soit dans son palais, soit dans une maison attenante, tous les prêtres

CHANOINESSES. Les documens si détaillés que nous venons de donner sur l'histoire des Chanoines nous dispenseront de nous étendre sur celle des Chanoinesses ; car celles-ci ont suivi les autres dans leurs époques de perfection, de relâchement et de ruine. Il nous suffira de dire que l'on appelait en Orient *κονοιχαι*, *chanoinesses*, certaines *femmes dévotes* qui chantaient des psaumes avec les acolytes dans les convois. Les véritables chanoinesses ont commencé en Occident vers le règne de Pépin, en 755, quoique peut-être il ne s'agisse là que de *moines* ¹. Elles sont mieux désignées dans le concile de Francfort en 794, et de Châlons-sur-Saône en 813 ² ; mais elles ne reçurent de règles fixes que dans ce dernier concile ; le concile d'Aix, en 816, les obligeait à la continence et à la clôture, mais leur laissait la possession de leurs biens et le droit d'hériter. Ce dernier article fut supprimé par le concile de Rome de 1060. Bientôt le relâchement s'établit parmi elles, et amena la séparation en *chanoinesses régulières* et *chanoinesses séculières*.

Les *chanoinesses régulières* sont de véritables religieuses qui vivent sous la règle de Saint-Augustin, et qui ne diffèrent des autres religieuses que par leur titre honorifique. Il en existe encore plusieurs couvens en France et à Paris, entre autres celui de l'Abbaye-aux-Bois, dont les religieuses consacrent avec beaucoup de succès leurs soins à l'éducation des jeunes personnes ; elles ont dans la maison un pensionnat nombreux, outre des écoles gratuites pour les filles du peuple.

Les *chanoinesses séculières* étaient des jeunes personnes qui, sans renoncer à leur patrimoine, sans prononcer aucun vœu, possédaient de très-belles *prebendes*, logeaient dans des maisons séparées, mais renfermées dans un même enclos. L'abbesse

de la ville : ils forment ainsi une communauté faisant la prière et prenant les repas en commun. M. Dupuch les réunit en conférence, une fois par semaine, pour traiter soit de la vie ecclésiastique, soit de l'administration des sacremens » Ainsi voilà la vie commune des prêtres, qui deux fois est offerte en exemple à toute l'église, par l'église d'Afrique ! Honneur à monseigneur Dupuch, il se montre en cela digne successeur du grand Augustin :

¹ Concile de Veronnil.

² Canon 47.

seule et la doyenne faisaient vœu de chasteté ; les autres qui étaient dans la maison, étaient seulement astreintes à chanter tous les jours au chœur l'office canonical avec l'*habit* de l'ordre et l'*aumusse* sur le bras. Elles jouissaient d'ailleurs du privilège de cléricature, et étaient comprises dans l'état ecclésiastique. Toutes ces chanoinesses ont été supprimées en France à l'époque de la révolution. On verra le nom de quelques-unes de leurs maisons à l'article CHAPITRES ROYALES DE FEMMES.

Cependant on voit encore en France et principalement à Paris un grand nombre de jeunes personnes et de demoiselles plus âgées qui portent le nom de *chanoinesses*, avec le titre de *dame* et de *comtesse*. Elles sont presque toutes de l'ordre de *Sainte-Anne-de-Bavière*. Voici quelques détails sur la manière dont on obtient ce titre et sur les droits qui y sont attachés.

Cet ordre était un des plus anciens de l'Allemagne; quelques auteurs le faisaient remonter au tems des Templiers. Mais, comme les autres, il subit la décadence et devint de régulier, séculier. Les riches prébendes servaient de dot aux filles des maisons illustres; mais les dernières révolutions ont frappé cet ordre comme les autres. A la vérité, il fut conservé en Allemagne. En 1828 les titulaires touchaient encore leurs revenus jusqu'au premier mois de leur mariage; mais peu à peu le trésor a envahi tous leurs biens, et celles que l'on nomme aujourd'hui n'ont plus droit à une dot.

Cependant les chanoinesses résidant à Munich continuent à s'assembler à diverses époques de l'année. La reine, ou à son défaut la fille ou la sœur du roi, ou le roi lui-même, président l'ordre.

Le roi de Bavière, ne voulant pas restreindre ses faveurs aux limites de ses états, admet à l'honneur d'être chanoinesses les personnes des autres royaumes qui lui sont désignées comme dignes de faire partie de l'ordre. Celle qui aspire à cette faveur est alors appelée à produire ses titres : il lui est demandé de prouver la noblesse et l'ancienneté de son origine par des pièces authentiques qui sont soumises à l'examen du gouvernement de Bavière, ou à l'ambassade chargée de ses pouvoirs, et la demande passe sous les yeux du roi qui approuve ou refuse.

Ces chanoinesses ont à la cour de Bavière le rang des femmes de chambellan. Leur costume d'étiquette est élégant et noble : il est en *satins noirs* l'été, en *velours noirs* l'hiver : la robe et le manteau (qui s'attache à la ceinture) sont richement *brodés en paillettes noires* d'un très bel effet. La décoration de Sainte-Anne consiste en une *croix à quatre branches*, fond d'or rehaussé d'émail blanc et bleu ; une des faces porte l'effigie de sainte Anne avec cette inscription : *Sub tuum præsidium* ; l'autre est ornée de l'effigie de saint Pierre, et porte cette légende : *Patronus noster*. La croix est suspendue à une rosette de ruban *moiré bleu clair*, orné d'un *filet argent et jaune pâle*. Aux jours de solennités, on ajoute à la croix un large ruban également *bleu moiré bordé d'argent*, semblable, sauf le liseré d'argent, à celui que portent les chevaliers du Saint-Esprit : l'une de ses extrémités est ornée d'une longue frange d'argent à petites et à grosses torsades surmontée d'un nœud qui s'attache sur l'épaule ; ce ruban, placé transversalement sur la poitrine de gauche à droite, se termine au bas de la taille et se perd sous la ceinture.

On a dit à tort que le titre de chanoinesse s'achetait ; le gouvernement de Bavière, pour couvrir les frais de chancellerie et la valeur des décorations, exige il est vrai une rétribution, mais elle est trop peu importante pour qu'on puisse rien en induire contre la dignité de l'ordre. Les nouvelles chanoinesses non habitant dans le pays reçoivent leur brevet par l'entremise de l'ambassadeur de Bavière : il est accompagné des décorations et de lettres honorables. Munies de ces lettres, il leur reste encore à obtenir du souverain de leur nation l'autorisation de porter les insignes de l'ordre.

Ce titre de chanoinesse n'impose à la femme qui en est revêtue d'autre obligation que celle de la porter honorablement : il n'exige d'elle aucun engagement relatif au mariage. Les chanoinesses, en se mariant, peuvent même continuer à porter les décorations de leur ordre. On peut être nommée chanoinesse à tous les âges, au berceau comme à l'âge le plus avancé.

La pensée qui préside à l'institution de l'ordre des chanoinesses n'est pas seulement royale, elle est encore toute paternelle,

puisqu'elle a pour objet d'assurer à la femme qu'elle favorise, une position sociale qui lui permet de vivre avec convenance dans le célibat sans l'obliger à renoncer aux avantages d'un autre état.

CHANTRE. Celui qui chante dans le chœur d'une église. Mais ce mot est principalement consacré pour désigner le maître du chœur, qui est une des premières dignités d'un chapitre : c'est lui qui donne le ton aux autres en commençant les psaumes et les antiennes. Il est nommé dans les actes latins *primicerius*, *cantor*, *præcentor*, *chorales*. Le concile de Cologne de l'an 1620 lui donne le titre de *chorévêque*, à cause de son intendance dans le chœur. Dans les fêtes solennelles, il porte la chape et le bâton cantoral qu'il met dans ses armoiries pour marque de sa dignité. Il dirigeait autrefois les diacres et les autres ministres inférieurs pour le chant et les autres fonctions de leurs emplois. Celui de Paris avait une juridiction contentieuse sur tous les maîtres et maîtresses d'école de cette ville ; cette juridiction était composée d'un juge, d'un vice-gérant, d'un promoteur et autres officiers. L'appel des sentences allait au parlement.

Outre le grand-chantre, tous les chapitres considérables avaient d'autres chantres, pour soulager les chanoines. Leur établissement est dû à saint Grégoire, qui en fit un corps qu'on appelait l'École des *chantres*. Anastase le Bibliothécaire semble l'attribuer au pape Hilaire qui vivait cent ans avant saint Grégoire. Dans le concile tenu à Rome en 595, il est défendu de prendre des chantres parmi les diacres, qui ne doivent que lire l'évangile à la messe, vaquer à la prédication et à la distribution des aumônes.

Le chantre avait ordinairement, sous l'autorité de l'évêque, le soin des petites écoles de la ville.

CHAPE. Ornement d'église, que portent les chantres et même le célébrant, et quelques autres ministres, dans certaines parties de l'office. On l'appelle aussi *pluvial* : c'est le *penula* des anciens, ou leur manteau de pluie, qui avait un capuchon pour couvrir la tête.

Le chaperon que l'on voit à nos chapes prouve que c'est le même habit. On donne à ce vêtement le nom de *chape*, du mot latin *caput*, qui signifie tête, ou du verbe *capere* selon Isidore, parce qu'il

renferme l'homme en entier. Ce manteau était autrefois commun aux laïcs et aux femmes. On ne sait quand on a commencé à distinguer les chapes qui servaient à l'usage commun de celles qui ne servaient qu'au chœur, qu'on nomma *capæ chorales*. Innocent III, dans le concile de Latran, défend aux chanoines et autres clercs de porter des chapes à manches à l'office divin. Honoré, prêtre d'Autun, dit que les chapes sont les habits propres des chantres : *Capa propria vestis est cantorum*. Plus il y a de chapes ou de chantres à un office, plus il est solennel ; de là vient la distinction, dans plusieurs grandes églises, des fêtes à deux, à quatre chapes, etc. — Le *droit de chape* est un droit que devaient payer à certaines églises les nouveaux prélats et les abbés commandataires. La *chape* est aussi le vêtement de dessus, que les chanoines séculiers et réguliers portent au chœur pendant l'hiver.

CHAPEAU et CHAPERON. Comment juger sainement des antiques, c'est-à-dire des médailles, des sculptures, si l'on n'a au moins une idée succincte des façons de se mettre dans les siècles qui nous ont précédés ? C'est dans l'intention de jeter quelque jour sur cette partie de la Diplomatique, que l'on a parlé de la barbe, qu'on parlera des cheveux, et que, sous les mots génériques de *chapeau* et de *chaperon*, on traite à présent de ce qui regarde les vêtements de tête.

Le *chaperon*, qui était l'habillement de tête universellement en usage chez les Français, fut, sous Charlemagne, fourré d'hermine et de poil. Sous Charles V, on le fit descendre de la tête sur les épaules, et il fut réformé sous Louis XI.

Les *chapeaux*, qui remplacèrent le chaperon, commencèrent sous Charles VI, mais à la campagne seulement. Ils s'introduisirent dans les villes, pour les tems de pluie seulement, sous Charles VII. Ce prince est le premier de nos rois qui en ait porté. C'est avec cet affublement de tête qu'il fit son entrée dans Rouen en 1449. Sous Louis XI, les chapeaux furent à la mode en tout tems¹.

La mitre épiscopale, dit Bocquillot², n'a été en usage que

¹ Legendre, *Mœurs des Français* ; et Daniel, t. II, p. 1204.

² *Traité hist. de la liturgi sacrée.*

vers le 10^e siècle. Cependant il est très certain que l'usage des mitres, regardées, non comme une coiffure commune aux hommes et aux femmes, mais comme un ornement ecclésiastique, est plus ancien que le 10^e siècle. Dans les actes du VIII^e concile général, en 870, on trouve une lettre de Théodose, patriarche de Jérusalem, à S. Ignace de Constantinople, où il est dit que les prédécesseurs de Théodose l'ont toujours portée. A la vérité, la plus ancienne mitre qu'on connaisse, qui approche de celles des derniers tems, est du 10^e siècle. On la voit sur un sceau de 961 de Roricon, évêque de Laon, donné par Dom Mabillon¹. En Orient, les évêques, excepté les patriarches, n'en firent point usage. Quoique cet ornement ne fût pas commun à tous ceux d'Occident, dès le 11^e siècle, Alexandre II en accorda le privilège aux abbés de St.-Augustin de Cantorbéry et de Cave; et Urbain II, aux abbés du Mont-Cassin et de Cluny.

Les *bonnets carrés* furent inventés par un certain Patrouillet, dans le même tems à peu près que les chapeaux, au milieu du 15^e siècle.

Le *turban*, ou le *bonnet des Turcs*, est fort ancien. Il leur vient des anciens Asiatiques, si ce mot est pris pour la bande blanche que les mahométans portent autour de leur tête; mais si on le prend en son propre sens pour cette couverture de tête où l'on voit un bonnet un peu élevé, entouré plusieurs fois de grandes bandes, cette invention est attribuée au premier saphi de Perse, qui suivait la secte d'Ali, et voulut en 1370 distinguer ainsi des autres mahométans ses sujets et ceux de sa secte, en le leur faisant porter de couleur rouge.

Il est à remarquer en passant que la *peine du bonnet vert*, qui nous était venue d'Italie pour les cessionnaires et les banqueroutiers, s'était introduite en France à la fin du 16^e siècle; mais elle fut comme abolie au commencement du 18^e.

CHAPELAIN. Voyez ARCHICHAPELAIN.

CHAPELLE (Chevaliers de l'ordre de la) Chevaliers institués par le testament d'Henri VIII, roi d'Angleterre. Ils n'étaient

¹ *De re dipl.*, p. 135.

d'abord que treize ; mais leur nombre a été augmenté jusqu'à vingt-six. Ils remplissent les devoirs des chevaliers de l'ordre de la Jarrettière dans les services funèbres des rois d'Angleterre. Leur manteau est bleu ou rouge, avec l'écusson de saint Georges sur l'épaule gauche.

CHAPITRE. Communauté d'ecclésiastiques appelés *chanoines*, qui desservent une église cathédrale ou collégiale. Voir CHANOINE.

Le chapitre est ordinairement composé de plusieurs dignités, telles que celle de doyen ou de prévôt, de chantre, d'archidiaacre, et d'un certain nombre de chanoines.

Le chapitre d'une église cathédrale jouit de certains droits, privilèges et exemptions pendant la vacance du siège épiscopal, et même pendant que le siège est rempli. Les évêques sont en possession d'exercer seuls, et sans la participation de leurs chapitres, la plupart des fonctions appelées *ordinis*, et celles qui sont de la juridiction volontaire et contentieuse, comme de faire des statuts et réglemens pour la discipline de leurs diocèses. Mais lorsqu'il s'agit d'affaires qui concernent le chapitre en corps ou chaque chanoine en particulier, l'évêque est obligé de requérir le consentement du chapitre.

Le chapitre ne peut s'immiscer dans le gouvernement du diocèse, tant que l'évêque est en place ; et lorsque l'évêque est décédé, il ne le représente que pour la juridiction et non pour l'ordre ; ainsi il ne peut exercer aucune fonction du caractère épiscopal, comme donner la confirmation, les ordres, des indulgences, etc. La juridiction qu'exerce le chapitre *sede vacante* ne peut être exercée par le chapitre en corps ; mais il doit nommer à cet effet de grands vicaires et un official.

La disposition des bénéfices qui venaient à vaquer tandis que le siège épiscopal était vacant, n'appartenait point au chapitre ; elle était réservée à l'évêque futur.

L'administration du temporel de l'évêché *sede vacante*, était accordée au chapitre par le droit canonique ; mais en France, le roi, en vertu du droit de régale, faisait administrer ce temporel par des économes. Voir ÉCONOMAT.

Quelques chapitres prétendaient être exempts de la juridiction de l'évêque ; mais la plupart de ces exemptions avaient été déclarées abusives.

CHAPITRE se dit encore d'une assemblée de religieux et des membres d'une même communauté, pour délibérer de leurs affaires, ou dresser quelques réglemens de discipline. Les ordres de chevalerie, séculiers ou hospitaliers, tenaient aussi de tems en tems *chapitre*. Une ordonnance de Louis XI, du mois de septembre 1476, défendait sous de graves peines aux religieux du royaume d'en sortir pour aller à des chapitres généraux et provinciaux.

CHAPITRES NOBLES D'HOMMES. Parmi les chapitres des églises cathédrales ou collégiales, et des abbayes ou prieurés, il y en avait où l'on ne pouvait être admis sans fournir les preuves de noblesse ordonnées par leurs constitutions particulières ; en voici la nomenclature pour la France :

Ainay.	100 ans de noblesse paternelle.
Aix.	Preuve de naissance noble.
Amboise.	Preuve d'ancienne noblesse.
Bar (Saint-Maxe de).	3 degrés.
Baume-les-Messieurs.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Besançon.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Brioude (St.-Julien de).	<i>Idem.</i>
Gigny.	4 quartiers sans les alliances du côté paternel, et 4 du côté maternel avec les alliances.
Lescar.	Preuve de naissance noble.
Lure et Murback.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Lyon (St.-Jean de).	8 degrés, 4 paternels et 4 maternels, la ligne paternelle en remontant à l'an 1400, sans anoblissement connu.
Mâcon (St-Pierre de).	4 degrés, tant paternels que maternels.
Marseille. Voyez St.-Victor.	

Metz.	3 degrés.
Nanci.	4 degrés.
Saint-Chef. <i>Voyez</i> Saint-Pierre.	
Saint-Claude.	16 quartiers, 8 du côté paternel et 8 du côté maternel.
Saint-Diez.	3 degrés.
Saint-Maxe. <i>Voyez</i> Bar.	
Saint-Pierre et Saint-Chef de Vienne.	9 degrés du côté paternel et du côté maternel.
Saint-Victor de Marseille.	150 ans de noblesse.
Savigny.	4 degrés.
Strasbourg.	8 degrés de haute noblesse.
Toul.	3 degrés.
Vienne. <i>Voyez</i> St.-Pierre.	

CHAPITRES NOBLES DE FEMMES. — Voici maintenant les villes où il y avait des chapitres nobles de femmes :

Alix.	8 degrés paternels sans anoblissement, et 3 degrés maternels.
Andlaw.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels, sans mésalliance et d'ancienne chevalerie.
Argentière (l'), ou Notre-Dame de Coize.	8 degrés paternels et 3 maternels.
Avesne.	Comme Andlaw.
Baume-les-Dames.	<i>Idem.</i>
Blesle, en Auvergne.	4 degrés.
Bouxières-aux-Dames.	Preuves de noblesse d'ancienne chevalerie.
Château-Châlons.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Densin.	16 quartiers de noblesse ancienne et militaire.
Epinal.	200 ans de noblesse chevaleresque des deux côtés.
Estrun.	8 quartiers, 4 paternels et 4 maternels.
Leignenx.	5 degrés.
Lons-le-Saulnier.	8 quartiers paternels et 8 maternels.
Loutre.	Preuve de naissance noble.

Maubeuge.	4 quartiers, tant paternels que maternels.
Migette.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Montfleury.	4 degrés.
Montigny.	8 quartiers paternels et 4 maternels.
Neuville.	9 degrés paternels.
Poussay.	16 quartiers, 8 paternels et 8 maternels.
Remiremont.	200 ans.
Ronceray.	8 quartiers, 4 paternels et 4 maternels.
Saint-Martin-de-Salles.	8 degrés.

Toutes ces distinctions de naissance, peu conformes à l'esprit du christianisme, mais qui ont eu leur utilité et leur raison dans l'état de société qui leur avait donné naissance, ont dû disparaître quand cet état de société a pris fin. Maintenant, les plus nobles familles aiment souvent à confondre leur nom avec celui des plus pauvres dans des ordres, tous pauvres, ou consacrés au soulagement ou à l'instruction des peuples.

CHARDON (Notre-Dame du). Ordre militaire institué à Moulins en 1370, le jour de la Purification, par Louis II, duc de Bourbon, pour la défense du pays. Il était composé de vingt-six chevaliers distingués par leur noblesse et leur valeur. Le prince et ses successeurs devaient en être les chefs. Le *grand manteau* de l'ordre était de *bleu céleste*, doublé de *satins rouge*, le grand collier d'or pur du poids de dix marcs, fermant à boucle et ardoillons d'or par derrière. De ce collier pendait un *ovale*, dans lequel était l'image de la sainte Vierge, entourée d'un soleil d'or. Ils portaient toujours la ceinture *bleu céleste* avec ce mot brodé dessus : *Espérance*.

Il y a eu un *Ordre du Chardon*, ou de St. André du Chardon établi en Ecosse. Les auteurs ne sont point d'accord pour en fixer l'époque. La devise était *nemo me impunè lacesset*. Ce qui reste de cet ordre est la dévotion des Ecosais catholiques pour l'apôtre Saint André.

CHARITÉ. C'est le nom de plusieurs Ordres Religieux. Le plus connu est celui qui fut institué par S. Jean de Dieu, pour secourir les malades. Son Institut fut approuvé en 1520 par Léon X, et confirmé par Paul V en 1617. On connaît cet Ordre sous le nom de *Frères de la Charité*, qui, outre les trois vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté, font celui de s'employer au service des malades. Ils ne font point d'études et n'entrent point dans les ordres sacrés. Si quelqu'un parmi eux est admis à la Prêtrise, il ne peut parvenir à aucune dignité de l'Ordre.

CHARITÉ CHRÉTIENNE. Ordre Militaire établi par Henri III, Roi de France et de Pologne, en faveur des Soldats hors d'état de faire le service. Leur retraite était dans un hôtel au Faubourg-S.-Marceau, et les fonds pour leur entretien étaient assignés sur les Hôpitaux et les Maladreries de la France. Ceux qui étaient reçus dans l'Ordre portaient une croix sur le manteau au côté gauche; autour de la croix étaient ces mots en broderie d'or : *Pour avoir fidèlement servi*. Cet établissement n'eut point pour lors de succès par la mort prématurée du Prince fondateur; mais il a été exécuté avec gloire sous le règne de Louis XIV, par la fondation de l'Hôtel-Royal des Invalides.

CHARITÉ DE LA SAINTE VIERGE. Ordre Religieux établi dans le Diocèse de Châlons-sur-Marne, par Gui de Joinville, et approuvé sous la Règle de S. Augustin par les Papes Boniface VIII et Clément VI.

CHARITÉ DE NOTRE DAME (d'hospitalières de la). Simone Gaugnin, connue sous le nom de *Mère Françoise de la Croix*, institua un Ordre pour rendre aux personnes de son sexe les mêmes services que les Frères de la Charité rendent aux hommes. Elle fit deux établissemens dans Paris, l'un près la Place Royale, et l'autre à la Raquette, Faubourg S.-Antoine. M. de Gondi, Archevêque de Paris, donna à ces Religieuses la Règle de S. Augustin, et Urbain VIII approuva leur Ordre. Aux trois vœux ordinaires, elles joignent celui d'exercer l'hospitalité.

CHARITÉ (Sœurs de la), instituées par S. Vincent de Paul et madame le Gras. On les appelle *Sœurs grises ou servantes des pauvres*. Elles sont distribuées dans différentes Paroisses dans la Ville

et dans les campagnes, où elles instruisent les enfants des pauvres, visitent et soignent les malades, et leur fournissent les remèdes. Elles font des vœux simples après cinq ans de probation, et les renouvellent tous les ans le 25 mars. Elles sont sous la direction du Supérieur Général de la Mission de S. Lazare établi à Paris ¹.

CHARITÉ (Dames de). Société de Dames vertueuses établie dans un grand nombre de Paroisses en France pour connaître et soulager les besoins des pauvres. Cette Société doit être autorisée par l'Evêque : chaque Société a sa Supérieure, qui est ordinairement une Dame de rang ou d'une éminente vertu, et une Trésorière qui recueille les aumônes.

On voit à Paris et dans plusieurs Villes du Royaume un grand nombre d'autres établissemens de Charité, pour les pauvres honteux, pour l'éducation des orphelins, etc.

CHARTES. Après ce qui a été dit pour assurer aux dépôts des chartes ou archives (*voyez* ARCHIVES) tous les degrés de probabilité qu'elles méritent, il est inutile de tant insister sur les droits qu'ont à la créance et à la foi publique les chartes particulières qui y ont été déposées. *Voyez* CRITIQUE.

Le mot *Charte* est un terme générique qui, ainsi que beaucoup d'autres, comme *instrument*, *monument*, *enseignement*, *pages*, *diplomes*, *écritures*, etc., etc., est employé pour désigner un ancien titre. Outre ces termes relatifs à toutes sortes de pièces, les Anciens en avaient d'autres destinés plus particulièrement à caractériser une charte dans leurs idées : tels furent *evidentiæ*, qui s'entend surtout des chartes qui renferment des donations ; *apices* dont les Latins du moyen-âge qualifiaient les chartes en général ; et *titulus*, qui eut la même étendue de signification. Les preuves de cette expression ne sont pas rares depuis le 6^e siècle jusqu'au 12^e ².

Mais pour ne pas se perdre dans l'immensité de ces pièces antiques, on se restreint aux instrumens qui portent en titre, ou dans le corps de la pièce, le mot *charte*. C'est sous ce point de vue qu'il est question de les considérer, en donnant d'abord le

¹ Voir le nom et l'origine de toutes les Dames de la Charité au mot CONGRÉGATION.

² Baluze, *Capitul.*, t. II, col. 415, 477.

détail des objets pour lesquels ce terme était employé. Les degrés de respect dû à l'Église, à la Royauté, au Public et aux Particuliers, dicteront seuls l'ordre que l'on doit suivre. Il faut observer préliminairement que dans les neuf premiers siècles on se servait plutôt de *chartula* que de *charta*, et que dans les 11^e, 12^e et 13^e siècles, ce mot s'écrivait souvent *quarta*, *quartula*.

Détail des Chartes proprement dites, distinguées entre elles par leur objet.

CHARTES DE FIDÉLITÉ, D'OBEÏSSANCE, D'HOMMAGE. — Tout acte où l'on contractait quelque engagement, comme serment de fidélité, d'obéissance, d'hommage, etc., dès que la religion du serment y était interposée, se qualifiait *charta sacramenti*; ce qui revient aux *chartes jurées* d'Espagne. Si quelqu'un niait en Justice un fait qui ne pût être constaté, on l'obligeait au serment, et la sentence dressée en conséquence s'appelait *charta sacramentalis*¹. Presque tous ces titres étaient destitués de dates et de signatures, s'ils n'étaient pas joints à quelques autres pièces, surtout avant le 12^e siècle; et au 13^e ils prirent, à tous égards, la forme des autres actes. On sait que les Païens en général, et les Chrétiens, seulement depuis la conversion des Césars, jurèrent par la vie et le salut des Empereurs, jusqu'à la défense expresse qui en fut faite par Charlemagne².

CHARTES D'ABJURATION. Lorsqu'un Hérétique rentrait dans le giron de l'Église, on lui présentait une formule de foi spécialement opposée à son erreur, et il signait simplement. Cet acte fut appelé dans les premiers siècles *rétractation*³, et depuis, *abjuration*, parce que le coupable y joignait un serment. Ces deux formules furent assez bien rendues en latin par *sacramentum propriæ manus*. Un autre titre que l'on y voit encore souvent est le mot générique *juramenta*.

CHARTES DE MUNDEBURDE. Les chartes royaux de défense ou de

¹ Marculfe, *Append. Formul.* 2.

² *Leg. Longobard.*, l. III, tit. 24.

³ Tertul. *lib. de Trinit.*, p. 844, *edit.* 1616.

protection s'appelèrent *chartæ de Mandeburde*¹ ; mais dans le 11^e siècle, celles du même genre, accordées par un Évêque ou un Seigneur, pour mettre à l'abri du pillage quelque territoire d'une Église, étaient appelées *salvitates*².

CHARTES APENNES. S'il arrivait un désastre public qui fit perdre à une maison tous ses titres de possession, le Magistrat³, ou Gouverneur du lieu, faisait expédier deux chartes dites *apennes*, qui étaient à peu près des procès-verbaux du désastre ; ce qui les fit aussi appeler *chartæ relationis*. L'une était affichée en public, et l'autre délivrée⁴ à celui qui avait perdu ses titres. Alors ceux qui avaient essuyé le désastre présentaient au Prince cette relation par une adresse dite *notitia suggestionis* ; et le Roi y répondait par une charte dite *panchartæ*, au moins depuis le 9^e siècle ; par cet acte, le Prince confirmait les biens et privilèges dont on avait perdu les titres, mais sans rien spécifier. Les pancartes de Charles le Chauve sont les premières qui entrent dans le détail des biens ou terres. On dit que l'infortuné présentait au Prince la *relation* de son désastre ; car les *relations*, en général, étaient des espèces de requêtes, où, après avoir rendu compte d'un événement funeste, on implorait la protection de quelques personnes constituées en dignité. La signification primitive de ce mot s'est tellement étendue, que rien n'est plus commun, depuis le 4^e siècle, que les lettres sous le nom de *relation*⁵.

CHARTES BÉNÉFICIAIRES. — Sous le nom de chartes *bénéficiaires*, (*beneficiaræ*)⁶, on entend des donations faites par les Empereurs ou nos Rois des deux premières races, aux Guerriers, aux Nobles, et dans la suite aux Ecclésiastiques mêmes, à condition de vasselage ou de service militaire. Cette partie du domaine, pour lors appelée *benefice*, fut insensiblement transmise aux descendants des uns et aux successeurs des autres, du consentement des Princes.

Baluze, *Capit.*, t. II, col. 388.

¹ Martene, *Anecd.*, t. I, col. 271.

² *De Re Diplom. Suppl.*, p. 82.

³ Baluze, *Capitul.*, t. II, col. 463, 484.

⁴ Baluze, *Capit.*, t. II, col. 394.

⁵ *Gloss. de Ducange*, au mot *BENEFICIUM*.

Bientôt après, les terres, regardées comme des héritages propres par les particuliers, changèrent leur nom de *bénéfice* en celui de *fief*.

CHARTES DE DONATION. — La charte de donation a souvent porté en tête le nom d'*épître* ou *lettre*, et en avait réellement la forme, c'est-à-dire l'adresse et le salut. (Voir ÉPÎTRE.) Outre le nom *charta*, et plus souvent *chartula donationis*, dont elle se qualifiait, elle a pris une infinité de dénominations : — *charta transfusionis*, qui ne fut guère d'usage ; — *charta cessionis*, charte de cession ; — *charta usufructuaria*¹, charte de cession à usufruit ; — *semiplantaria*, de métayer ; c'était la cession d'un terrain pour y planter de la vigne, par exemple ; et au bout de cinq ans le propriétaire partageait avec le cultivateur qui avait fait tous les frais du plant ; — *legataria*, d'usage au 10^e siècle ; c'était une donation testamentaire : — *institutionis*², cette dernière était en vogue dès le 10^e siècle ; c'était le titre d'une fondation ou d'un établissement ; — *eleemosinaria*³, c'était une donation à titre d'aumône, qui vient du terme *alimonia*⁴, entretien, subsistance ; — *solutionis*⁵, c'était la quittance d'une redevance quelconque. Les chartes de donation et de dotation devinrent innombrables au 10^e siècle. C'est, au jugement des Savans, la seule ressource d'où l'on puisse tirer quelques lumières sur les événemens de ce siècle ignorant.

CHARTES DE TRADITION. — Il faut bien remarquer qu'il y avait très souvent une distinction réelle entre la charte de donation et la charte de tradition, en ce que la dernière était la charte d'investiture du bien que l'on avait donné. Elle s'intitulait *charta traditionis*. Voir INVESTITURE.

CHARTES DE CONFIRMATION. — La charte de confirmation, qui, au défaut des chartes de donation, prouve suffisamment⁶, la vérité

¹ De Re Dipl. Suppl.

² Concil., t. ix, col. 676; Preuves de l'Hist. de Lang., t. ii, col. 395.

³ Hist. de Lang., t. ii, col. 101.

⁴ Ibid. col. 114.

⁵ Ibid. col. 418.

⁶ Dumoulin, t. i, tit. 1, des Fiefs, § 8, n. 81.

de la donation, enchérissait sur les premiers titres. Dans les 11^e et 12^e siècles, elle suivait d'assez près les donations, parce qu'elle était faite, ou par le bienfaiteur même, ou par ses successeurs.

CHARTES DE VENTE. — Les chartes de vente portent ordinairement des titres très analogues à leur contenu'. *Charta obnoxiationis*² était une vente de soi-même et de sa famille; ce qui arrivait, ou dans des tems de famine, ou pour satisfaire des créanciers, ou pour solder une amende, ou pour restitution d'un bien mal acquis.

CHARTES PRESTAIRES ET PRÉCAIRES. — La charte prestaire, *prestaria*, était l'acte par lequel une Église ou un Monastère abandonnait à un particulier l'usufruit de quelques terres, à de certaines conditions. Voir ÉPITRES. — La charte précaire, *precaria*, était l'acte par lequel le particulier demandait ou acceptait cet usufruit. Ces deux sortes de chartes devinrent fréquentes dans les 8^e et 9^e siècles. Voir ÉPITRES.

CHARTES D'OBLIGATION. — La charte d'obligation et de caution, *charta cautionis*, obligeait à terme le débiteur devant le créancier. Voir ÉPITRES.

CHARTES DE GARANTIE. — Les chartes d'engagement et de garantie, *pignorationis*³, contenaient ordinairement une cession de terre jusqu'au remboursement de certaine somme.

CHARTES D'HÉRITAGE. — Les filles qui, selon la loi Salique, étaient exclues de l'héritage de tout bien en franc-aleu, entraient cependant en partage par une charte d'héritage, *hereditoria charta*⁴. C'était le père qui la donnait; il en faisait autant⁵, pour ses enfans inhabiles à hériter suivant les lois, parce qu'il n'avait pas pu assigner de dot à son épouse. Lorsqu'un père ne décidait

¹ *Preuves de l'Hist. de Lang.*, t. II, col. 257; et Baluze, t. II, col. 445, 471, 490, etc.

² *Ibid.* t. II, col. 422, 446, et *De Re Dipl.*, p. 80 et 81.

³ *Preuves de l'Hist. de Lang.*, t. II, col. 102, 457.

⁴ Baluze, *Capit.*, t. II, col. 461, 462.

⁵ *Ibid.* col. 465.

rien par son testament, les frères ou ayant-cause faisaient le partage, et l'acte qui en était dressé s'appelait *charta divisionis*¹.

CHARTRE DE CITATION. — Pour citer quelqu'un à un tribunal, on lui envoyait une chartre dite *charta audientialis*².

CHARTRE ANDELANE. — La chartre andelane³, et ses dérivés, s'appelaient ainsi de deux mots allemands, parce qu'elle était mise de la main du donateur dans celle du donataire.

CHARTRE DE DÉFI. — Le cartel de défi ou manifeste cassait les engagements contractés, et déclarait la guerre. On l'appelait *littera diffidentia*⁴, plutôt que *charta*.

CHARTRE NORMANDE. — La Chartre Normande est le titre ou la loi qui contient les privilèges accordés aux Normands. Elle fut octroyée par Louis X ou le Hutin, en 1315.

Les autres chartes qu'on omet ici, ou se rapportent aux épîtres, ou trouveront leur explication dans la suite. Voyez LETTRES, ÉPÎTRES, NOTICES, PIÈCES LÉGISLATIVES, PIÈCES JUDICIAIRES, CHIROGRAPHE, CYROGRAPHE, SYNGRAPHE, ENDENTURE, etc.

Il est à remarquer, en général, que dans la confection des anciennes chartes privées, les Romains, sous la domination de nos rois, suivaient le *droit Romain*; et les Gaulois, la *loi Salique*. Dans le 7^e siècle et le suivant, on fit assez d'usage à cet effet de quelques formules de Marculfe, suivant les circonstances qui les faisaient faire; mais l'on ne doit point exiger que toutes les chartres données sous la première race y soient conformes, vu que Marculfe a pris les formules sur les pièces qui lui sont tombées sous la main, et que sûrement il ne les a pas vues toutes. Les chartes privées d'Italie au 8^e siècle suivaient les mêmes formules qu'en France, à cela près qu'on y voit assez souvent les formules du droit Romain. Ces sortes de chartes furent beaucoup moins communes en France aux 10^e et 11^e siècles, que dans les

¹ *Hist. de Lang.*, t. II, col. 45.

² Baluze, *Capitul.*, t. II, col. 383, 395.

³ *Preuves de l'Hist. de Lang.*, t. II, col. 77.

⁴ *Preuves de l'Hist. de Lang.*, t. III, col. 527.

précédens et suivans. Les chartes des seigneurs particuliers du 12^e siècle font souvent mention du consentement de leur souverain et de celui de leur femme et de leurs enfans. L'esprit de chicane, qui dominait dans le 13^e siècle, introduisit dans les chartes des particuliers beaucoup de nouvelles clauses de précaution et de défiance, pour mettre les parties à l'abri de toutes surprises.

Détail des chartes distinguées entre elles par la forme.

CHARTES PARICLES. — Quoique les chartes *paricles* n'aient rien dans leur forme extérieure qui les distingue des autres, on croit devoir les mettre sous cet article, parce qu'elles ont donné naissance à quelques autres qui ont des caractères très distinctifs, et que d'ailleurs il ne s'agit point ici du fond ou de l'objet de la charte, mais du mot *paricle*.

Ce sont les *contrats* en général, et ceux d'*échange* en particulier, qui, dans le 9^e siècle, ont donné lieu aux chartes *paricles*, *chartæ pariclæ*, *chartæ paricolæ*; dénomination qui fait entendre aisément qu'on délivrait autant d'exemplaires du contrat qu'il y avait de personnes intéressées¹. Les formules de Marculfe², de Sirmond, de Jérôme Bignon³, d'Ison⁴, et les Angevines⁵, nous offrent des preuves de cette multiplication d'actes.

Les chartes *paricles*, qui ne furent jamais totalement abolies, se transformèrent quelque tems après en chartes *parties*, en chartes *ondulées*, en chartes *dentelées*, en *cyrographe*, etc.

CHARTES-PARTIES. — Les chartes-parties, *chartæ-partitæ*, ainsi appelées parce que la matière sur laquelle elles étaient inscrites, formait différentes parties d'un même tout divisé, remontent jusqu'au 9^e siècle. C'est un mot générique qui fut spécialement caractérisé par la manière de diviser les chartes.

¹ *De Re Dipl.*, p. 5, 6, 7.

² *Lib. II, cap. 23 et 24; Append. 17.*

³ *Cap. 26.*

⁴ A la fin de celles de Baluze, c. 14.

⁵ *De Re Diplom. Suppl.* p. 79.

Sur une même feuille de parchemin ou de vélin¹, on écrivait un acte en commençant un peu plus bas que le milieu de la feuille. L'acte étant dressé, on revirait la pièce de vélin, et du même côté on y transcrivait la même teneur de l'acte, encore un peu au dessous du milieu. Cela fait, on partageait exactement la feuille en deux : et c'est des différentes formes de section que ces chartes-parties prirent leur nom ; ou elles étaient coupées exactement droit ; et alors, pour reconnaître qu'elles avaient fait corps ensemble, avant de les diviser, on écrivait dans l'entre-deux des actes quelques mots en gros caractères, de façon qu'après la section, chaque partie avait la moitié de ces grandes lettres.

La même opération se faisait quelquefois en transcrivant les mots ou grandes lettres de haut en bas, et les actes de chaque côté dans la forme de nos colonnes d'*in-folio* ou *in-quarto* ; ou bien en suivant notre manière d'écrire, après avoir fait un acte au haut de la page, on écrivait ces gros caractères au milieu, et l'on transcrivait le second acte au dessous, de façon qu'une partie portait la moitié des lettres au bas de son acte, et l'autre les portait en tête. Cette méthode est plus rare que l'autre, à cause de la difficulté de placer alors le sceau ; mais au commencement on ne se servait point de sceaux.

Le mot le plus usité pour servir de symbole interlinéaire entre-coupé par la division des chartes-parties était le mot mystérieux *cyrographum*. C'est de ce mot que ces sortes de chartes ont pris le nom de *cyrographes*. On y joignait quelquefois une épithète, comme *memoriale*, *commune*, etc., ou le nom des contractans. Ce sont-là les symboles communs des anciennes chartes-parties. Dans la suite on employa toutes sortes de choses pour tenir lieu du *cyrographe*. Chez les Anglais les lettres de l'alphabet eurent beaucoup de cours au 14^e siècle². Cette mode avait commencé dès le 11^e siècle. Le signe de la croix ; des mots indéchiffrables ; une inscription édifiante, telle que : *In nomine Domini, Jhesus*

¹ *Hist. de Paris*, t. III, p. 67.

² *Hickes, Dissert. Epist.* p. 77.

Maria, Jesus, Jesu merci, Ave Maria, ou autres sentences au gré des contractans, remplacèrent très souvent le cyrographe. Depuis la conquête de cette nation par les Normands on y trouve aussi *charta cyrographata*, ou *indentata*, enfin *indentura*. On va voir ce que c'était. La France employa à peu près les mêmes cyrographes.

C'est la défiance qui avait donné lieu à ces sortes de chartes-parties, afin qu'en rapprochant un acte de l'autre endroit de la section, on pût aisément reconnaître qu'il en avait fait partie, et vérifier par là les engagemens des contractans : mais elle ne crut point encore avoir prévenu suffisamment tous les détours et toutes les finesses de la fourberie ; elle enchérit sur les précautions précédentes.

Au lieu de couper en droite ligne la feuille qui contenait les deux chartes, on en fit la séparation par un trait ondulé, d'où sont venues les chartes-parties dites *ondulées*, *undulatae*. Ensuite pour en multiplier les ondulations et rendre plus difficile la supposition, on les découpa dès le 10^e siècle en dents de scie ; ce qui fit des chartes dentelées ou à *indentures*, que l'on a nommées *charta indentata*, ou simplement *indentatura*, *indenture*, mots qui ont servi souvent de cyrographes, ainsi que ceux-ci, *c'est indenture*, *'tis indenture*, en anglais. Elles furent très en vogue en France dans le 14^e siècle entre les seigneurs, les ducs et les princes de la seconde classe.

L'usage des cyrographes simples est très ancien : le fameux Hickes nous en cite un chez les Anglo-Saxons de l'an 855¹. Mais ces sortes de chartes-parties ne s'étaient guère fait connaître en France qu'au 11^e siècle. Au moins Dom Mabillon n'en a-t-il pas trouvé d'antérieure à ce siècle, puisque le premier exemple qu'il en apporte², n'est que de l'an 1061.

Cet usage se soutint encore en Angleterre pendant le 13^e siècle, et peut-être même pendant le 14^e siècle, quoique celui des *indentures* eût prévalu dans ce dernier.

¹ *Dissert. Epist. p. 76, 77.*

² *De Re Dipl. p. 6.*

L'usage des endentures composées, c'est-à-dire des cyrographes coupées en zigzag ou en forme de scie, par excès de précaution, fut inventé à la fin du 10^e siècle, s'il faut en croire Ingulfe. Madox, fameux antiquaire anglais, n'a point connu en Angleterre de chartes dentelées, antérieures à l'an 1185. Il a pourtant en cela surpassé Hicke¹, et Rymer²; celui-là n'en connaissant pas avant 1208, et celui-ci avant 1197. Ce qui est surprenant, c'est que Dom Mabillon, qui en avait connu une en France de 1106, fait pourtant honneur aux Anglais de cette invention, et soutient³, sur le témoignage d'Ingulfe, qu'ils en usaient dès le 10^e siècle. Le texte de ce dernier auteur, susceptible d'une autre interprétation, prouve du moins que les endentures composées avaient cours en Angleterre dès le 11^e siècle. L'usage n'en devint général que sous Henri III, et on ne peut nier qu'il ne fût bien établi sous Henri II.

Les endentures composées durèrent jusque sur le déclin du 14^e siècle, tems auquel on commença à faire les endentures simples, c'est-à-dire sans lettres ou cyrographes. L'ancien usage ne fut pas pour cela totalement aboli, puisqu'on en voit un exemple en Angleterre en 1462. Les endentures simples, en forme d'ondulation, ont duré en Angleterre jusqu'à notre siècle; au lieu que la dernière de France qui ait passé par les mains de Dom Mabillon n'est que de l'an 1344. Dom Lobineau en cite cependant une qui se qualifie endenture, et qui est de l'an 1393⁴.

Selon Dom Mabillon⁵, on ne partageait pas seulement les chartes-parties ou dentelées en deux, en trois, en quatre, mais aussi en sept, et même en onze, ce qui est aisé à concevoir en admettant la longueur et la grandeur suffisante d'une feuille de vélin pour faire les onze actes.

Le premier degré d'authenticité ajouté aux chartes-parties après le cyrographe fut la signature des témoins, et le second fut

¹ Ling, septent. Thesaur. præf. p. 29.

Præ. p. 3, 94, 95.

² De Re Dip. p. 6.

³ Preuves de l'Hist. de Bretagne, col. 791.

⁴ De Re Dip. lib. 1, c. 2, n. 7.

d'y apposer un ou plusieurs *sceaux*. Jusqu'au 12^e siècle les *sceaux* y furent assez rares, même en France. Depuis, on y en voit en bas, aux côtés et en haut : ces deux dernières positions eurent lieu lorsque les endentures ou cyrographes se trouvèrent en bas, parce que les replis qu'on était obligé d'y faire pour fortifier le parchemin et soutenir l'attache du sceau auraient empêché de faire la vérification dans l'occasion. Dans ce siècle, où les cyrographes furent très communs, une partie était scellée du sceau du donateur, et délivrée au donataire, et l'autre exemplaire non scellé était gardé dans l'église Épiscopale.

CHARTES CHIROGRAPHES. — Le mot *chirographe* a été pris aussi pour chartes dentelées. L'ancienne acception de ce mot n'avait nul rapport à cette idée, puisqu'il signifiait une obligation signée du débiteur et remise entre les mains du créancier, ou simplement une signature. Ce qui faisait qu'avant Guillaume le Conquérant les Anglais appelaient *chirographes* toutes sortes de chartes, parce qu'elles étaient toujours signées, ou au moins marquées d'un signe de croix. Les Normands, après avoir conquis l'Angleterre, changèrent ce nom en celui de *chartes*, parce qu'ils rendirent vulgaire l'usage des *sceaux*. La dénomination de *chirographe* est peut-être venue aux chartes-parties, ou de son interprétation par *signature*, ou, par corruption, du mot cyrographie. Quoi qu'il en soit, c'est principalement au 12^e siècle que *chirographie* (*chirographum*) semble réduit à la signification de chartes dentelées, ou divisées par des lettres capitales.

CHARTES SYNGRAPHE. — Le mot *syngraphe*, auquel quelques auteurs ont voulu prêter la même idée sans fondement, doit entrer plutôt dans les chartes paricles¹, puisqu'il dénotait un acte souscrit du débiteur et du créancier, et gardé par tous deux.

Caractères intrinsèques et extrinsèques des chartes.

Après avoir parcouru les différentes dénominations des chartes par rapport à leur objet, et leurs différentes dénominations par rapport à la *forme*, il n'est pas hors de propos de parler de leurs caractères *intrinsèques* et *extrinsèques*.

¹ Erasm. *adag.* 78, *centur.* 1.

Par caractères *intrinsèques* ou internes, on entend toujours les caractères tellement inhérens aux chartes qu'ils se retrouvent même dans leurs copies; et par caractères *extrinsèques* ou externes, ceux qui sont tellement attachés aux originaux qu'ils ne se reproduisent nulle part, pas même dans les copies.

Les caractères intrinsèques, qui sont des signes si évidens de supposition ou de vérité, d'authenticité ou de suspicion, sont, le style propre aux chartes, les différentes manières successives d'orthographier le langage employé dans les chartes, les différentes époques de l'usage des pluriels et des singuliers, les titres d'honneur pris et donnés dans les souscriptions des chartes, les noms et surnoms, et le nombre distinctif des Princes de même nom, les diverses invocations tant explicites que cachées, les adresses, les débuts, les préambules avec leurs clauses tant déroatoires que comminatoires, les salutations ou l'adieu final, les formules générales, les annonces de précaution, les dates, les signatures, etc., etc.. Voyez chacun de ces articles à son rang.

Les caractères *extrinsèques* des chartes sont, les figures des lettres qui y sont employées, la forme et la matière des sceaux qui y sont apposés, et les matières sur lesquelles et avec lesquelles on a écrit les diplômes ou actes quelconques; ce qui comprend l'instrument dont on s'est servi pour écrire, la liqueur qu'on a employée pour faire sortir les lettres, et la matière subjective de l'écriture. — Voyez tous ces articles à leur place sous leur nom générique, et surtout au mot ÉCRITURE.

RENOUVELLEMENT DES CHARTES. — Les changemens de règne, ou les pertes des chartes mêmes, en ont souvent occasionné le renouvellement. Les plus anciens renouvellemens des chartes tirent au moins leur origine du premier siècle. Tibère, selon Suétone¹, ordonna que les concessions des empereurs précédens n'auraient plus de force sous leurs successeurs, si elles n'étaient renouvelées. Cette loi, qui contribua beaucoup à enrichir le trésor impérial à chaque mutation de prince, multiplia infiniment les diplômes dans tout l'empire.

¹ *In Tit.* cap. 8.

Il y eut plusieurs sortes de *renouvellemens* : 1° les princes intéressés firent suivre cette loi à la rigueur ; 2° ceux qui eurent plus d'humanité et moins d'avidité se contentèrent ¹ de confirmer par un seul diplôme ou édit tous les bienfaits de leurs prédécesseurs ; cette forme de renouvellement fut assez rare ; 3° on renouvela les titres, en se contentant de rappeler dans un nouvel acte les principaux articles d'un premier instrument ², et de le confirmer sans le rapporter tout au long ; cet usage fut assez suivi sous la première race de nos rois, et n'est pas rare au 12^e siècle ; 4° un acte qui portait attestation du prince, ou du juge, ou de l'évêque, qu'ils avaient vu telle charte ³, et que nul n'en devait révoquer la vérité en doute, forme la quatrième espèce de renouvellement, qui remonte au moins au 8^e siècle, et qui fut longtems réservée aux souverains ; c'est ce que l'on appelle *vidimus* (Voyez. *VIDIMUS*) ; 5° cette réintégration se faisait quelquefois par un seul diplôme du prince qui renouvelait et confirmait tous les titres ⁴, qui avaient péri dans un désastre public. On s'adressait aussi quelquefois aux papes pour en obtenir des titres nouveaux, ou au moins confirmatifs des biens et des privilèges dont on était alors en possession, et réparer par là la perte des chartes détruites par les guerres, les incendies, et souvent par la malice des personnes intéressées ⁵. Enfin la dernière espèce de renouvellement se faisait lorsque le prince ou le pape dans un nouveau diplôme ou une nouvelle bulle insérait ce qui s'était conservé d'un titre endommagé par vétusté ou autre accident, et y suppléait ⁶ les syllabes de manque en remplissant les vides par voie d'autorité. Il fallait cette précaution pour conserver aux chartes le pouvoir de faire foi en justice, spécialement lorsque ces lacunes tom-

¹ Plin. Jun., l. x. *epis.* 66.

² *De Re Dipl.* p. 27.

³ Lobineau, *Hist. de Bret.* t. 2, *præf.*

⁴ Sigonius, t. 1, col. 387.

⁵ Ratpert, *de Casibus S. Galli*, c. 5. — Brower, *Annal. Trevir.* t. 2, p. 454.

⁶ Frider. Hahnus, *præf. in Dipl. fund. Cænob. Bergensis.*

baient sur des parties intéressantes de l'acte ; car, quoique endommagées et pourries, elles ne perdent pas leur autorité, quand elles ne sont point viciées dans des endroits essentiels. C'est la décision de M. d'Expilli, président au parlement de Grenoble ¹. Le roi Jean en autorisa de semblables en 1365², en faveur des habitants de Talent, près Dijon ; et Charles V³ en fit de même en 1372, en faveur de ceux de Levigni, diocèse de Langres.

Ces actes de renouvellement, faits en France par l'autorité royale avant le 8^e siècle, seraient suspects ; l'usage même n'en devint commun qu'au 12^e. Depuis le 13^e, pour ne point donner lieu au soupçon, ils doivent porter en tête le mot *vidimus* pour la France, et *inspeximus* pour l'Angleterre. Ces *vidimus* ne rendent cependant point véritable une charte supposée. Voyez *VIDIMUS*.

Instruction du gouvernement pour la conservation des chartes.

Nous compléterons cet article sur les chartes par l'extrait suivant d'une instruction, adressée aux correspondans du comité historique des chartes, en recommandant à nos lecteurs de coopérer, autant qu'il sera en eux, à la découverte et à la conservation des manuscrits anciens.

« 1^o Toutes les fois qu'un manuscrit ou document inédit de quelque importance aura été découvert, on devra en donner avis au ministre de l'instruction publique, en ayant soin d'indiquer, dans une courte notice, son âge et sa date, son titre, sa forme ou son format, l'énoncé de la période historique embrassée par l'ouvrage, l'aperçu de ce qu'il contient, ses rapports avec les ouvrages imprimés les plus connus ; on dira, s'il est écrit sur parchemin, sur papier, sur papyrus d'Égypte ou sur écorce d'arbre ; de quel dépôt ou collection il est tiré ; on en donnera un *fac-simile*, dans le cas où il paraîtrait fort ancien ; et, dans tous les cas, on prendra copie des premières et dernières phrases, soit de

¹ *Plaidoy*. 5^e édit. p. 533.

² *Ordonn.* t. iv, p. 401.

³ *Ordonn.* t. v, p. 515.

l'ouvrage entier, soit, suivant les circonstances, des différens livres dont il se compose.

« 2° Si le manuscrit n'est pas daté, on examinera si les *raies* sur lesquelles s'appuient les lignes d'écriture *sont tracées à la pointe sèche* (avant 1200), *au plomb* (du 11^e au 14^e siècle), ou en *rouge* (du 14^e au 15^e siècle); si les *i* simples sont *accentués* (après 1200), ou *pointés* (après 1400); si l'*u* est surmonté d'un ou de deux *accens aigus* (du 10^e au 12^e siècle); si l'*æ* est formé d'un *a* et d'un *e* conjoints (avant 1200), ou d'un *e* simple (du 13^e au 15^e siècle), ou d'un *ç* (avant 1100); si les *chiffres* sont *arabes* (après 1200); à quelle distance les *signatures* des cahiers, si toutefois il y a des signatures, sont placées au-dessous de la ligne inférieure?

« 3° Quant à ce qui regarde plus spécialement les *chartes*, on aura soin d'indiquer si elles ont des *sceaux*; si les *sceaux* sont *plaqués* ou *pendans*; s'ils sont *ronds* ou *ovales*, en *cire* ou *pâte blanchâtre, verte* ou *rouge*; si les attaches sont en *soie* ou en *parchemin*.

« 4° Il ne faudra jamais s'en rapporter uniquement au titre des manuscrits, ni même à la table de leurs matières; mais on parcourra chaque manuscrit, pièce par pièce, feuille par feuille, page par page; on regardera avec attention les feuilles volantes, la reliure, les images et les notes diverses, qui peuvent avoir été ajoutées au commencement, à la fin, ou dans le courant de l'ouvrage. »

CHARTREUX. Religieux de l'ordre fondé par S. Bruno en 1086. Ces Religieux portent l'*habit blanc*, gardent une solitude perpétuelle, et l'abstinence totale de viande, même dans le cas d'une maladie dangereuse; ils observent un silence absolu qu'ils ne peuvent rompre que dans des tems marqués. Ils ne mangent en communauté que certains jours. S. Bruno ne leur a point laissé de règles particulières, et leurs statuts ne sont que des coutumes que Dom Guignes, leur cinquième général, avait recueillies. Ces coutumes n'ont eu force de loi que sous Dom Basile, leur huitième général, qui les a fait approuver par le Saint-Siège. Le général qui ne prend que le titre de Prieur de la Grande-Chartreuse, est à vie; il tient un Chapitre général tous les ans. Cet Ordre a donné

à l'église 50 évêques, 15 archevêques, 6 cardinaux, 2 patriarches et un grand nombre d'hommes de lettres et de savans.

Au moment de la révolution, il comptait 172 maisons dont 75 en France ; à cette époque, les Chartreux furent chassés de leurs maisons, dirigés sur Bordeaux, et entassés sur des bâtimens en attendant qu'on pût les transporter dans la Guyane. Ils périrent, pour la plupart, dans ces lieux infects. Dom Ephrem Couterel, échappé à la mort, revint en secret à la Grande-Chartreuse, où il se cacha jusqu'à la Restauration. Par une ordonnance du 27 avril 1816, Louis XVIII autorisa les anciens Chartreux à *ouvrir une maison de retraite* dans les bâtimens de la Grande-Chartreuse. C'est ainsi que les Chartreux ont recommencé en France ; il y a maintenant dans cette maison près de 80 personnes divisées en *religieux profès, novices, frères convers, et servans*.

CHARTREUSES. Religieuses qui suivent la règle des Chartreux, excepté qu'elles mangent tous les jours en commun. On ne comptait que cinq monastères de ces religieuses en France, dont trois auprès de la Grande-Chartreuse, un dans le diocèse d'Arras, et un dans celui de Bourges. Les Chartreuses étaient soumises au général des Chartreux.

CHASUBLE. Ornement que le prêtre porte par-dessus l'aube dans la célébration de *la messe*. La chasuble enfermait autrefois tout le corps, elle descendait jusqu'aux pieds, et elle se retroussait en plis sur les bras de chaque côté. Celles d'aujourd'hui sont ouvertes des deux côtés, et elles forment une espèce de scapulaire ; on en voyait encore des anciennes dans plusieurs églises, comme à la cathédrale de Sens. Dans l'église latine, l'évêque n'a point de chasuble distinguée de celle du simple prêtre ; mais chez les Grecs, celle de l'évêque est parascmée de croix. Bocquillot fait venir ce mot de *casula*, petite maison, parce que la chasuble enfermait entièrement un homme. C'était un habit commun aux clercs et aux laïcs. Les prêtres et les diacres en portaient dans l'usage commun ; mais ils en avaient de particuliers pour l'autel.

CHAUSSE (Ordre militaire de la) institué à Venise vers l'an 1532. Cet ordre n'avait ni règles ni constitutions, et les cheva-

liers ne faisaient point de vœux, mais ils se proposaient de combattre pour la foi et pour la République. Ce n'était, à proprement parler, qu'une association de jeunes nobles vénitiens, qui portaient une chausse longue, diversifiée de couleurs différentes, les unes en long et les autres en travers; cette association obtint de nouveaux privilèges l'an 1562.

CHEFCIER ou **CHEFECIER**. Nom d'une dignité dans les Églises; c'est le *Primicerius* qui était marqué le premier dans la table ou catalogue des ecclésiastiques, qu'on appelait *Cera*, parce qu'on écrivait anciennement sur des tables de cire; c'est comme si l'on eût dit *primus in cera*; cette étymologie est d'autant plus fondée, que le second qui était inscrit sur cette table est nommé *Secondicerius*. Saint Grégoire le Grand attribua au *Primicere* le droit de correction sur les clercs qu'il trouvait en faute, et la direction du chœur. On voit encore dans quelques collégiales le titre de *Chefcier*, donné à la première dignité du chapitre.

CHEFS-D'ORDRES et de **CONGRÉGATIONS**. Il y en avait, en France, seize, savoir :

Bourg-Achard, en Normandie, chef d'une réforme de chanoines réguliers de l'ordre de saint Augustin, établi vers l'an 1680, par le P. Dumoulin, mort en 1723.

La Chancellade, en Périgord, chef d'une congrégation de chanoines réguliers de saint Augustin, et qui était composée de six maisons.

La Grande-Chartreuse, en Dauphiné, chef de l'ordre des Chartreux.

Cîteaux, en Bourgogne, chef de l'ordre du même nom.

Clairvaux, en Champagne, chef d'une filiation très-nombreuse de l'ordre de Cîteaux.

Clugny, en Bourgogne, chef d'une congrégation de l'ordre de saint Benoît.

La Ferté, en Bourgogne, chef d'une des quatre filiations de l'ordre de Cîteaux.

Feuillans, dans le Comminges, chef de la congrégation de son nom.

Footevrault, dans le Saumurois en Anjou, chef de l'ordre de son nom.

Grammont ou *Grand-Mont*, dans la Marche, chef de l'ordre de son nom.

Morimont, dans le Bassigni, en Champagne, chef d'une des quatre filiations de l'ordre de Cîteaux.

Pontigny, en Champagne, chef également d'une des quatre filiations de l'ordre de Cîteaux.

Prémontré, dans le gouvernement de l'Isle-de-France, chef de l'ordre de son nom.

Saint-Antoine, en Dauphiné, chef de l'ordre de son nom.

Saint-Ruf, en Dauphiné, chef de l'ordre de son nom, et réuni depuis à l'ordre royal et militaire de N. D. du Mont-Carmel et de saint Lazare.

Sainte Geneviève, à Paris, chef de la congrégation de son nom.

CHER. Le titre de *Cher* ou de *Très-Cher*, donné à un évêque par le pape, est un signe de faux depuis le 13^e siècle, mais non pas avant.

CHEVALERIE et CHEVALIERS. Outre les titres de ducs, de comtes, de barons et de marquis, on en vit naître un autre sous les rois de la seconde race, qui fut la récompense de la vertu et de la valeur : c'est la dignité de Chevalier, *Miles*. Dès l'an 955, ce titre désignait un homme noble¹ ; et dès le 11^e siècle², c'était une grande marque de noblesse.

Le titre de *Miles*, chevalier-vassal, ou simplement *chevalier*, est très ordinaire dans les chartes. Au commencement, ce terme latin ne signifiait vraisemblablement que guerrier ou militaire ; mais depuis le 10^e siècle, cette dénomination, à laquelle on avait attaché une autre idée, prit faveur au point d'être ambitionnée par les princes et les souverains. Cependant, les nobles ne se sont guère qualifiés eux-mêmes chevaliers, *Milites*, qu'au commencement du 12^e siècle. L'opinion commune est que les lois de la

¹ *Annal. Bened.* t. III, p. 524.

² Guibert. *de Novigent.* l. VI, c. 3, n. 12.

Chevalerie commencèrent dès le règne de Henri I^{er}, roi de France. La réception des chevaliers se faisait de la manière suivante :

Le prince ou le seigneur, qui faisait un Chevalier, ceignait l'épée à l'aspirant armé de toutes pièces, l'embrassait, et lui donnait un coup sur l'épaule, en lui disant : *Je te fais chevalier au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit.*

L'âge pour recevoir la ceinture militaire était ordinairement celui de la majorité. Les monarques recevaient souvent de leurs inférieurs l'ordre de la chevalerie; témoin François I^{er}, qui reçut l'accolade du chevalier Bayard.

On peut distinguer cinq espèces de Chevaliers : 1^o les chevaliers de la haute noblesse ; 2^o les chevaliers Bannerets ou ceux qui possédaient des fiefs de chevalerie ou à bannières ; 3^o les chevaliers dont la chevalerie n'était que personnelle ; 4^o ceux qui n'étaient chevaliers que parce qu'ils entraient dans un corps de chevalerie ; 5^o les chevaliers de loix, gens de robe, différens des chevaliers d'armes. Ces derniers ne sont guère que du 14^e siècle, ou tout au plus de la fin du 13^e siècle ¹.

Dès le 12^e siècle, on qualifiait tous les nobles en général de chevaliers. Le 16^e siècle vit la fin de la chevalerie ; le funeste accident qui fit périr Henri II, en 1559, dans un tournoi, lui porta le dernier coup.

Il y avait encore la *chevalerie régulière*, qui était celle des ordres militaires, où l'on s'engageait de prendre un certain habit ; de porter les armes contre les infidèles ; de favoriser les pèlerins allant à la Terre-Sainte, ou de servir dans les hôpitaux.

CHEVEUX. La connaissance des modes relatives aux cheveux, ainsi qu'à la *barbe*, peut servir beaucoup à la critique des *scenaux*, et c'est sous ce point de vue qu'elle fait partie de la science diplomatique.

La mode de porter les cheveux longs finit avec le dernier roi de la race mérovingienne. C'était la mode sous cette dynastie, dit

¹ Pasquier, p. 87.

Agathias¹, de porter les cheveux longs et partagés des deux côtés sur le haut du front. C'était une prérogative attachée à la famille royale, et les sujets se les faisaient couper en rond; en sorte cependant qu'on distinguait à la chevelure ceux qui, par leur naissance, approchaient le plus du trône. Ainsi, les rois les portaient très longs, leurs enfans et parens de même, et la noblesse à proportion de son rang. Le peuple était plus ou moins rasé, et les serfs l'étaient totalement, du moins parmi les Bourguignons; mais l'homme payant tribut ne l'était pas tout-à-fait.

Pépin et Charlemagne méprisèrent les cheveux longs et flottans, et ils furent imités par leurs successeurs, dont la chevelure ne passe pas les épaules. On recommença sous Hugues-Capet à porter les cheveux plus longs.

Vers la fin du 11^e siècle, le luxe des cheveux avait pris une extension ridicule. Les hommes entretenaient leurs cheveux aussi soigneusement que les femmes. Les prêtres s'élevèrent contre cet abus. Le Concile de Rouen, tenu en 1096, défendit aux laïques et aux clercs de laisser croître leurs cheveux. Dans un Concile de Londres, St Anselme ordonna que tous les laïques portassent leurs cheveux si courts, qu'une partie de l'oreille fût découverte, et que leurs yeux ne fussent pas cachés. Ceux qui contrevenaient à cette prescription étaient éloignés de l'église. Godefroi, évêque d'Amiens, se distingua par son zèle sur ce point. Henri, roi d'Angleterre, et Robert, comte de Flandres, se soumirent à ces prescriptions².

Quant aux ecclésiastiques, l'Eglise leur a toujours défendu de porter les cheveux trop longs, et surtout de les soigner avec trop de soin, soit avec le fer, soit avec des cosmétiques³.

¹ Bonquet, *Recueil des Hist. des Gaules et de la France*. t. III, præf. p. 2.

² Voir Nicolaus monach., l. II, c. 29. — Orderic Vital, l. V, p. 318. — *Hist. de l'Eglise Gallicane*, l. XXIII, vers l'an 1108.

³ Voir *Conc. Mogun.* sub Leone IV, c. 15. — *Later.* III, in appendico c. IV. — *Eborac.* I. — *Lundi.* I, c. 18. — *Later.* V, s. 9, de reformatione Curie, c. II (en 1512). — *Tolet.* VII, c. 5.

Chiffres de tous les peuples.

CHIFFRES. Il y a deux choses à considérer dans les chiffres, les *figures* qui les expriment et leur *valeur* ; pour les figures, on a employé ou les *lettres alphabétiques* ou d'autres *signes particuliers*. La science des nombres, et surtout leur valeur de situation qui les décuple en avançant de droite à gauche, constituent une des plus belles inventions de l'homme. Mais à qui doit-on cette découverte ? Ici les sentimens ont été et sont encore partagés. On a cru assez longtems que c'était les Arabes qui avaient inventé et nos chiffres et la manière de s'en servir. Mais les travaux récents ont prouvé que déjà cette méthode était connue des Indiens et des Chinois. Il est probable que les chiffres inventés pour le besoin de diviser et de marquer le tems ont eu dans la haute antiquité un centre unique, d'où ils se sont répandus chez la plupart des peuples. Nos lecteurs ont déjà pu tirer cette conclusion des travaux que nous avons publiés pour prouver l'origine unique et la filiation des lettres ¹. Car si celles-ci ont la même origine, et si elles ont servi de chiffres, il s'ensuit que l'origine des chiffres est aussi unique. Nous ne pouvons traiter ici au long cette question ², mais nous allons offrir à nos lecteurs la figure des chiffres de la plupart des peuples, avec une indication sommaire de leur origine, et de la manière de s'en servir. Nos lecteurs y trouveront les élémens d'une comparaison plus approfondie, et les secours nécessaires pour lire les dates que l'on trouve sur tous les monumens et tous les manuscrits tant anciens que modernes.

CHIFFRES CHINOIS. A la naissance même du céleste empire, on trouve plusieurs systèmes de chiffres et de numération

¹ Voir le travail sur l'origine des A, des B et des C, ci-dessus, p. 151, 153, 215.

² Voir le curieux ouvrage de M. de Paravey : de *l'Origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres*, etc., avec VII tableaux in fol. chez Treuttel et Würtz, prix : 15 f.

qui pourraient bien donner la clef de tous les systèmes de calculs. D'abord nous apprenons que sous Hoang-ti fut inventé tout un système de *numération par 9*, et un peu après un *autre par 10*¹; plus tard encore sous Chi-hoang-ti, on mentionne l'invention d'une arithmétique *sextale*, ou *par 6*. Nous ne pouvons entrer dans l'explication de ces différens systèmes à peine indiqués dans les livres sur la Chine que nous possédons. Mais nous devons insister sur un fait, qui jetterait un grand jour sur l'origine des anciens alphabets, et expliquerait leur usage comme chiffres, et le nombre de 22 caractères, commun à tous les alphabets sémitiques.

Les Chinois ont, dès le commencement, divisé les jours en 12 heures et les mois en 10 jours; de ces deux cycles ou périodes de 12 et de 10, ils ont tiré de plus le cycle de 60, par lequel ils comptent leurs années. Ce qui ferait croire à cette origine, c'est que ces périodes de 12, de 10 et de 60² ont été employées en partie ou en totalité par les peuples les plus célèbres, les Babyloniens, les Égyptiens, les Grecs, dans leur astronomie; ils ont été placés au ciel dans les 12 signes du Zodiaque; enfin on les retrouve dans nos 12 heures, dans nos minutes et degrés divisés en 60. Or, il se rencontre que les 22 caractères qui désignent ces deux cycles de 12 et de 10, sont réunis et placés à la suite l'un de l'autre, à la fin du plus ancien *Dictionnaire Chinois* qui existe³. Ce serait de ces 22 signes que dériveraient la valeur numérale, la signification, la forme et le son des 22 lettres de l'alphabet sémitique, comme nous avons déjà essayé de le prouver d'après MM. de Paravey, Champollion et Salvolini⁴.

Ce n'est pas tout, nous trouvons encore que les Chinois ont connu la numération *décimale*, la valeur du *zéro* et la faculté de

¹ Voir pour plus de détails, et sur les noms donnés à ces systèmes de numération, *Chou-king*, préf. p. xcvi, et texte p. 174, 346, 352, etc. Le père Complet *Confucius, Sinarum philosophus*, p. xlii. — *Mémoires concernant les Chinois*, etc., t. II, 158, III, 236.

² Voir *Mémoires Chinois*, t. xiii, 236.

³ Dans le *Chou-Wen* et à la fin du *Dict. Chinois* de de Guignes.

⁴ Voir ci-dessus, p. 151, 153 et 213.

la position, qui decuple la valeur à mesure que les chiffres avancent d'une colonne de droite à gauche. Pour prouver cette assertion, nous allons donner ici la forme et l'explication de leur machine à calculer ou *abaque*, dite *soen-pan*, qui offre un véritable système de calcul décimal, et qui est encore en usage dans tous les pays du Nord et du Midi.

Comme on le voit (plaque IX, case A), la machine se compose d'une petite boîte, séparée en parties inégales par une ligne dite *usuelle*, parce que c'est sur elle que se font toutes les opérations; elle est traversée par des fils de fer ou de bois, au nombre ordinairement de 15, dans lesquels sont enfilées des *petites boules*, 2 dans le compartiment du haut, et 5 dans celui d'en bas. Chaque ligne, allant de droite à gauche, vaut 10 fois plus que celle qui précède; ce qui revient à notre système décimal. Mais aucune des 15 lignes n'est affectée à l'unité, aux dizaines, etc.; on prend l'unité à la ligne que l'on veut, et alors celle qui précède devient 10, l'autre 100, etc. Les 5 boules qui sont en dessous représentent les *unités* ou 1, et les 2 qui sont au-dessus représentent les *quintaines* ou 5. Cela entendu, voici comment l'on opère :

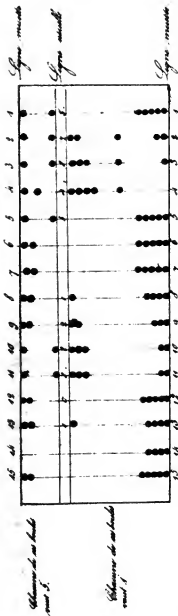
Si on veut marquer les nombres 54, 875, on commencera par abaisser sur la ligne du milieu ou *usuelle* une boule de dessus qui vaut 5; puis une boule des dizaines qui fera 50, et, en ajoutant 2 boules du bas, cela fera les 7 dizaines; puis on abaissera une boule des centaines qui fait 500, à laquelle, en joignant 3 boules d'en bas, on aura les 8 centaines ou 800. Puis on ajoute 4 unités de mille. Enfin, on abaisse 1 boule à gauche, ce qui fait 5 dizaines de mille, c'est-à-dire la somme exacte de 54, 875.

Que si l'on veut additionner un nombre à celui-là, on ajoute les unités aux unités, les dizaines aux dizaines comme nous.

Soit 53, 946 à ajouter au nombre précédent; on opère sur chaque ligne en commençant par celle des unités de cette sorte: 5 et 6 font 11; on pose 1 boule sur la ligne *usuelle*, n° 8, pour les unités, et on ajoute 1 boule de dizaines au nombre qu'il y a déjà sur la ligne n° 2 (laquelle boule nous avons laissée à mi-chemin pour ne pas confondre les deux opérations; mais on la réunit dans la pratique), il y aura ainsi 8 sur cette ligne; à ces 8,

Machine à Calculer des Chinois

1. 1. 1.

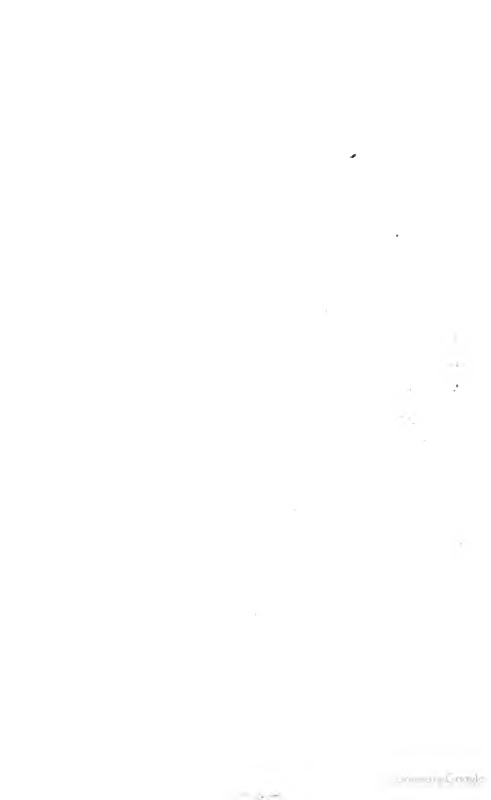


Signes des dizaines et des nombres des Chinois



Division de l'Empire en 21 provinces, page 57.

1841. Reproduction par l'Imprimerie de la Bibliothèque



en ajoutant 4 on a 12; on pose 2 boules des unités à côté de celle de la ligne n° 8 et 1 à celle des centaines du premier nombre n° 3, ce qui fait 9. A ces 9, en ajoutant 9, cela fait 18. On abaisse 1 boule de la ligne n° 10, à laquelle on joint 3 unités de cette même ligne, et l'on porte 1 boule à la colonne n° 4 qui aura ainsi 5; en y ajoutant 3, cela fait 8 pour la colonne n° 11; enfin, on additionne les 5 qui restent aux 5 du premier nombre, ce qui fait 10; on ne baisse rien sur les dizaines de mille, et l'on porte 1 boule des unités à la colonne des 100 n° 13, ce qui fait juste 108, 821. Cette opération est faite avec une rapidité extraordinaire par les Chinois. On observera ici comment la colonne des dizaines de mille, étant vide, a fourni l'idée de marquer le vide par un *point*, ou par un *zéro*.

Voici maintenant les *signes numériques* dont les Chinois se servent pour la pagination de leurs livres et autres supputations :

Caractères chinois servant de chiffres¹.

Unités.		Dixaines.		Centaines.		Mille.	
一 y	1	十 chy	10	百 pe	100	千 tsien	1,000
二 eul	2	十 chy	11	三 san	345	八 pa	8,000
三 san	3	一 y		百 pe		千 tsien	
四 sac	4	三 san	30	十 chy	5	萬 ouan	10,000
五 ou	5	十 chy		五 ou			
六 lou	6	Et ainsi de suite en mettant au-dessous le nombre qui représente les dizaines, et au-dessous celui qui représente les unités.		Et ainsi de suite, comme on l'a fait pour les dizaines.			
七 tsy	7						
八 pa	8						
九 kieou	9						

¹ Voir ces différens caractères dans la *Gramm. chinoise* d'Abel Remusat, p. 49 et 50, à la fin du *Dict. chinois* de de Guignes, et dans l'*Essai sur l'origine des chiffres et des lettres* de M. de Paravey, planche vii.

Outre ces caractères très simples, les Chinois en ont d'autres très compliqués pour exprimer les mêmes nombres ; ils en ont encore d'à peu près semblables dont se servent les commerçans, et qui au lieu d'être *horizontaux*, sont *verticaux* comme notre chiffre 1.

Nous nous sommes arrêtés au nombre de 10,000, il y a en outre des caractères différens pour les nombres, 100,000 etc. jusqu'à 100,000,000.

CHIFFRES ÉGYPTIENS. Ce que l'on connaît de la science des nombres chez les Égyptiens se réduit à pouvoir déchiffrer leurs dates. C'est encore une des plus belles conquêtes des égyptologues modernes ; aussi allons-nous ici offrir les formes et l'explication de toutes les figures qui servent à marquer les dates sur les monumens et les papyrus, dans leurs trois sortes d'écritures.

L'*écriture hiéroglyphique* avait un signe particulier pour chacun des nombres 1, 10, 100, 1,000 et 10,000. Pour exprimer 9, elle répétait 9 fois le signe 1 ; pour exprimer 90, 9 fois le signe 10 ; ainsi de suite, comme on le voit dans la planche 10, à la case A.

Pour l'*écriture hiérotique* et *dénotique*, nous donnons un exemple (plan. 10, case B) du système entier de numération des jours d'un mois ; aussi le faisons-nous précéder des signes qui ont rapport aux jours, aux mois et aux années renfermés dans la case B, de la planche 9.

Le n° 2 (case B) désigne *l'heure* ; le n° 3, *le jour* ; le n° 4, *le mois* ; le n° 5, *l'année* ; le n° 6, une *période indéfinie*. On remarque, dans toutes ces figures, *le soleil* exprimé par le *cercle* avec un *point* au milieu, parce que la division du tems est fondée sur le mouvement de cet astre. A *l'heure*, on a ajouté une *étoile*, pour marquer que c'était par l'heure de la nuit que l'on commençait à compter ; au *jour*, on a mis le signe 1 pour désigner un *soleil* ou un *jour* ; le *mois* est exprimé par le *croissant lunaire renversé* ou double ; l'*année* est caractérisée par une *branche de palmier*, parce que cet arbre pousse chaque année une de ses branches. La *période* ou *époque* est exprimée par un *sceptre* où est *suspendue la figure d'une grande salle*, parce que c'est là qu'à cer-



taines époques avaient lieu les grandes assemblées. Ce sceptre est *dantelé*, et chaque *cran* y indique une année. Enfin, le n° 7, tiré d'une stèle funéraire, marque la vie précise du défunt, qui est de : *années*, 77; *mois*, 9; *jours*, 20.

Nous y ajoutons encore *les signes* qui marquent les *mois* avec leurs noms à côté, *planche* 10, *case* C. On remarque qu'ils sont *partagés* en 3 séries de 4 mois chaque. La 1^{re} série comprend les premiers mois; ils sont désignés par le *croissant* de la lune et par un *bouquet de fleurs*, parce que c'était la saison de la *végétation*; la 2^e série marquait la saison des *récoltes*, et est désignée par une espèce de *grenier* ou d'*enclos*; la 3^e, la saison de l'*inondation*, est figurée par le caractère de l'*eau*. Après se trouve le signe des *jours épagomènes*, ou 5 *jours célestes*, qui terminent et complètent l'année vague égyptienne.

Enfin, nous donnons à la case B les signes *hiératiques* et *démotiques*, qui marquaient les chiffres, et nous les appliquons à tous les jours du mois.

Les chiffres *hiératiques* se trouvent sur tous les manuscrits provenant des temples, et les chiffres *démotiques* sur tous les contrats, lettres et autres écrits particuliers.

CHIFFRES HÉBREUX. Après les langues hiéroglyphiques, nous devons donner la première place à l'hébreu, comme à la tige de toutes les langues sémitiques. C'est là, en effet, que l'on trouve l'alphabet de 22 caractères, servant à la numération. Nous avons donné ailleurs quelques indications sur son origine et sa forme; voici maintenant comment cet alphabet était employé pour chiffre.

Unités.			Dizaines.			Centaines.			Mille.		
א	a	1	י	i	10	ק	q	100	מ		1000
ב	b	2	כ	k	20	ר	r	200	ב	ou מ	2000
ג	g	3	ל	l	30	ש	sch	300	ג	ou מ	3000
ד	d	4	מ	m	40	ת	t	400	ד	ou מ	4000
ה	h	5	נ	n	50	י	k.f.	500	ה	ou מ	5000
ו	w	6	ס	s	60	ק	m.f.	600	ו	ou מ	6000
ז	z	7	ע	a	70	י	n.f.	700	ז	ou מ	7000
ח	h	8	פ	ph	80	ק	ph.f.	800	ח	ou מ	8000
ט	th	9	צ	ts	90	ק	z.f.	900	ט	ou מ	9000

On remarquera sur ce premier tableau : 1- qu'arrivés au nombre 400, où finissent les 22 lettres de leur alphabet, les Hébreux, pour exprimer les autres nombres jusqu'à 900, ont employé 5 lettres *finales* ou alongées ; mais il paraît que ce système est assez récent ; primitivement, ils répétaient les signes déjà exprimés et disaient : 400 plus 100 font 500, etc.

2^o A la colonne des mille, on remarquera que, lorsqu'ils emploient deux lettres, la progression va comme leur écriture, de droite à gauche.

3^o On doit s'apercevoir que, dans ce système, il n'y a point de valeur pour le *zéro* ; en effet, il était inutile, puisque chaque lettre a une valeur de signification et non de position.

Comme les livres hébraïques sont assez répandus, nous joignons ici, pour la commodité de nos lecteurs, un deuxième tableau, qui donne la série des chiffres hébraïques jusqu'à 99.

א 11	כא 21	לא 31	מא 41	נא 51	סא 61	עא 71	פא 81	צא 91
יב 12	כב 22	לב 32	מב 42	נב 52	סב 62	עב 72	פב 82	צב 92
יג 13	כג 23	לג 33	מג 43	נג 53	סג 63	עג 73	פג 83	צג 93
יד 14	כד 24	לד 34	מד 44	נד 54	סד 64	עד 74	פד 84	צד 94
יז 15	כז 25	לז 35	מז 45	נז 55	סז 65	עז 75	פז 85	צז 95
יח 16	כח 26	לח 36	מח 46	נח 56	סח 66	עח 76	פח 86	צח 96
יט 17	כט 27	לט 37	מט 47	נט 57	סט 67	עט 77	פט 87	צט 97
יך 18	כץ 28	לץ 38	מץ 48	נץ 58	סץ 68	עץ 78	פץ 88	צץ 98
יט 19	כט 29	לט 39	מט 49	נט 59	סט 69	עט 79	פט 89	צט 99

Sur ce tableau, on remarquera, à la première colonne, que, pour signifier le nombre 15, les Hébreux ne mettent pas, comme l'analogie le voudrait, יד, mais טו, c'est-à-dire 9 plus 6, au lieu de 10 plus 5. La raison en est qu'ils n'ont pas voulu appliquer à un usage profane un des noms de Dieu, יי, יי.

Quant aux *nilles* et aux *myriades*, on a dû voir, sur le premier tableau, que les Hébreux les expriment de deux manières, ou en mettant *deux points* " , ou deux traits " , sur les unités, comme נ, qui vaut 1,000 ; ou en mettant avant ce chiffre celui

qui exprime combien de fois il doit être répété ; en sorte que les chiffres suivans signifient :

ספספ, 1,162. — ספספ, 100,062. — ספספ, 160,002. — ספספ, 162,000.

C'est de cette manière que sont marquées les dates sur les livres imprimés.

CHIFFRES INDIENS. Les Indiens ont maintenant pour signes des nombres les 10 caractères particuliers que nous donnons ci-après. Mais il est probable que, primitivement, ils se sont aussi servis des lettres de leur alphabet. Anquetil le dit expressément¹. Il est vrai que ces lettres sont au nombre de 50, rangées d'après leur consonnance; mais elles n'ont dû être primitivement que de 28, comme l'alphabet des Arabes et comme celui des Hébreux (si l'on y ajoute les 6 lettres finales). Une preuve particulière, c'est que, comme dans tous les alphabets sémitiques, le *men* מ y ressemble au *samech* ס. D'ailleurs, Mégasthène dit positivement que, de son tems, ils ne connaissaient pas les lettres². Aussi, quelques auteurs ont prétendu qu'ils devaient leur alphabet aux Chaldéens ou aux Arabes³. On en a encore une preuve en ce qu'ils donnent à leur machine à calculer le nom d'*abekt*⁴, c'est-à-dire qu'ils lui donnent le nom d'un alphabet dont les trois premières lettres étaient *a, b, g*, ou d'un alphabet sémitique, tandis que le leur commence maintenant par *a, d, i*. Voici la forme de leurs chiffres :

१, २, ३, ४, ५, ६, ७, ८, ९, ०.
1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Nous ne donnons pas d'autres exemples, parce que la manière de procéder avec ces caractères est tout-à-fait semblable à la nôtre.

CHIFFRES ARABES. Les Arabes ont deux sortes de signes de

¹ *Zend-avesta*, t. 1, p. ccxiii, t. iii, 436.

² Οὐδὲ γὰρ γράμματα εἰδέναι αὐτοὺς, ἀλλ' ἀπὸ μνήμης ἕκαστα διακρίσθαι. Strabon, l. xv, p. 709.

³ Al. Murray *Alphabet sanscrit tiré du Chaldéen*, dans *History of the European languages*, 1823.

⁴ Delambre, *Astron. moderne*, t. 1, p. 556.

numération : 1° Les lettres de leur alphabet ; 2° D'autres signes qu'ils appellent *indiens*. Nous allons faire connaître les uns et les autres.

Ordre et forme des lettres arabes employées comme chiffres.

ا	a	1	ي	i	10	ق	q	100	غ	ch	4000
ب	b	2	ك	k	20	ر	r	200			
ج	dj	3	ل	l	30	ش	sch	300			
د	d	4	م	m	40	ت	t	400			
ه	hé	5	ن	n	50	ث	ts	500			
و	w	6	س	s	60	خ	kh	600			
ز	z	7	ع	'a	70	ذ	dz	700			
ح	h	8	ف	ph	80	ض	dh	800			
ط	th	9	ص	s, q	90	ظ	dh	900			

Une chose essentielle à remarquer dans ce tableau, c'est que les lettres arabes ont la même *valeur* numérique que les lettres hébraïques, et cependant dans l'alphabet arabe ces lettres suivent un *ordre* bien différent de celui de l'alphabet hébreu. Il s'ensuit de là : 1° que les Arabes ont interverti l'ordre de leur alphabet primitif, tout en conservant à ces lettres leur valeur numérique ancienne ; on en a encore la preuve dans le nom qu'ils donnent à leur alphabet qu'ils appellent *a-bou-djid*, c'est-à-dire qu'ils le nomment par les trois premières lettres anciennes (comme nous disons l'*a-b-c*), au lieu des trois premières lettres actuelles qui seraient l'*a-b-t*.

2° On voit encore par ce tableau que les Arabes n'avaient primitivement à leur alphabet que 22 lettres, comme les Hébreux et les Syriens. Les lettres numérales, à partir de 500, n'ont été ajoutées qu'à une époque bien postérieure, et que M. de Sacy conjecture être au plutôt au 5^e siècle de l'Hégire (au 11^e siècle). Avant cette époque, pour exprimer les nombres au-dessus de 400, ils faisaient comme les Hébreux, et ajoutaient quelques-uns des signes des centaines précédentes, en disant : $400 + 100 = 500$ ¹.

¹ Voir d'autres preuves données par M. de Sacy, *Gramm. arabe*, t. 1. p. 8 et 89, éd. de 1831.

3^o On remarquera en outre que, comme dans l'hébreu, il n'y a point ici de signe signifiant le 0, parce que pour la même raison qu'en hébreu ce signe n'était pas nécessaire.

4^o Les signes, quand ils sont employés simultanément, suivent comme l'écriture et l'hébreu, la progression de droite à gauche.

5^o C'est principalement dans les ouvrages et les opérations astronomiques que les Arabes se servent de leurs lettres en qualité de chiffres. Dans les tables astronomiques, quand ils veulent exprimer qu'il n'y a aucune valeur dans une colonne, ils emploient le signe suivant τ qu'ils nomment *sapher*, c'est-à-dire *vide*, d'où vient notre mot *chiffre*.

Pour la pagination de leurs livres et leurs autres opérations arithmétiques, ils se servent d'autres *signes* qu'ils nomment eux-mêmes *indiens*, et d'où sont venus les nôtres que nous appelons *chiffres arabes*. Voici les 10 figures qui les composent :

1, 2, 3, 4, 5 ou 6, 7, 8, 9, 0
1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0

Nous ne donnons pas d'autre exemple, parce que, comme chez les Indiens, la manière de procéder de ces chiffres est la même que la nôtre.

Il faut remarquer ici : 1^o que lorsque les Arabes font usage de ce chiffre, ils suivent une progression de gauche à droite tout-à-fait contraire à celle de leur écriture, qui va de *droite à gauche*; ce qui prouve que ce système n'est pas arabe d'origine.

2^o En comparant ces signes aux chiffres indiens, on voit que c'est bien plus la méthode qui est la même, que les signes qui n'ont presque aucune ressemblance.

3^o Il faut dire la même chose en comparant ces chiffres avec les nôtres que nous disons *arabes*; c'est bien plus la méthode que les signes, qui est arabe; nous ne les avons employés qu'en leur faisant subir des modifications assez marquées.

CHIFFRES GRECS. Les Grecs ayant emprunté leurs lettres aux Phéniciens, c'est-à-dire aux alphabets sémitiques, ont dû nécessairement en recevoir leurs chiffres. Hérodote nomme les Babyloniens comme étant ceux dont ils ont reçu la division du

jour en 12 heures ¹, et on a la preuve de cette division dans un cadran solaire trouvé à Herculaneum, et où les 12 heures de la journée étaient marquées par les 12 premières lettres de l'alphabet grec ². Au reste, on ne voit pas qu'ils aient connu ou employé la valeur de position. Voici la manière dont ils employaient les lettres pour la numération :

¹ Hérodote l. II, n° 109.

² *Bull. des sciences hist.* de M. de Férussac, n° 268, t. I, p. 250.

TABLEAU DES CHIFFRES GRECS.

Unités.			Dizaines.			Centaines.			Mille.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	100	200	300
α	β	γ	δ	ε	ς	ζ	η	θ	ρ	σ	τ
10	20	30	40	50	60	70	80	90	1000	2000	3000
ι	κ	λ	μ	ν	ξ	ο	π	ι'	α	β	γ
11	12	13	14	15	16	17	18	19	4000	5000	6000
ια	ιβ	ιγ	ιδ	ιε	ις	ιζ	ιη	ιθ	ϕ	χ	ψ
21	22	23	24	25	26	27	28	29	7000	8000	9000
κα	κβ	κγ	κδ	κε	κς	κζ	κη	κθ	ω	π	
31	32	33	34	35	36	37	38	39			
λα	λβ	λγ	λδ	λε	λς	λζ	λη	λθ			
41	42	43	44	45	46	47	48	49			
μα	μβ	μγ	μδ	με	μς	μζ	μη	μθ			
51	52	53	54	55	56	57	58	59			
να	νβ	νγ	νδ	νε	νς	νζ	νη	νθ			
61	62	63	64	65	66	67	68	69			
ξα	ξβ	ξγ	ξδ	ξε	ξς	ξζ	ξη	ξθ			
71	72	73	74	75	76	77	78	79			
οα	οβ	ογ	οδ	οε	ος	οζ	οη	οθ			
81	82	83	84	85	86	87	88	89			
πα	πβ	πγ	πδ	πε	πς	πζ	πη	πθ			
91	92	93	94	95	96	97	98	99			
ια'	ιβ'	ιγ'	ιδ'	ιε'	ις'	ιζ'	ιη'	ιθ'			
κα'	κβ'	κγ'	κδ'	κε'	κς'	κζ'	κη'	κθ'			
λα'	λβ'	λγ'	λδ'	λε'	λς'	λζ'	λη'	λθ'			
μα'	μβ'	μγ'	μδ'	με'	μς'	μζ'	μη'	μθ'			
να'	νβ'	νγ'	νδ'	νε'	νς'	νζ'	νη'	νθ'			
ξα'	ξβ'	ξγ'	ξδ'	ξε'	ξς'	ξζ'	ξη'	ξθ'			
οα'	οβ'	ογ'	οδ'	οε'	ος'	οζ'	οη'	οθ'			
πα'	πβ'	πγ'	πδ'	πε'	πς'	πζ'	πη'	πθ'			

En se combinant les chiffres les plus forts se plaçant à la gauche des plus faibles.

Pour les 1,000 et dizaines de mille, ou myriades, il y avait plusieurs manières de les noter. D'abord on pouvait les écrire à la manière ordinaire jusqu'à π, qui valait 900,000; on en négligeant l'accent, sou-

vent omis, mettre à la droite du nombre les initiales $M\upsilon$, comme $\pi\lambda\theta M\upsilon$, pour représenter 999,000; ou bien encore inscrire le nombre des *myriades* au-dessous de l'initiale M , comme $\pi\lambda\theta^M$; ou enfin remplacer les initiales $M\upsilon$ par un point placé à la droite du nombre exprimant les *myriades*, comme $\pi\lambda\theta$. Comme anciennement on n'usait ni de points ni de virgules, les lecteurs étaient avertis que ce point remplaçait le M de *Myriades*.

Une autre manière de chiffrer fort semblable à celle des Romains, consistait à employer les lettres I , Π , Δ , H , X , M , indiquant toutes le nombre dont elles commencent le nom. Ainsi, I ($\iota\alpha$ pour $\mu\iota\alpha$) 1; Π ($\piέντε$) 5; Δ ($δέκα$) 10; H ou F ($ἑκατὸν$ ou $ἑκατὸν$ pour $ἐκατὸν$) 100; X ($χίλιοι$) 1,000; M ($μύριοι$) 10,000. Toutes ces lettres, hormis le Π , pouvaient se redoubler elles-mêmes jusqu'à quatre fois comme $IIII$, 4; $\Delta\Delta\Delta\Delta$, 40, etc.; ou se combiner avec les autres pour faire tous les nombres Π , 5; ΠI , 6; ΠII , 7; ΠIII , 8; $\Pi IIII$, 9; Δ , 10; ΔI , 11; ΔII , 12; etc.

Chacune des lettres Δ , H , X , M , renfermées dans un Π , se trouvait multipliée par 5. Ainsi, $\Pi\Delta$ vaut 10×5 ou 50; ΠH vaut 100×5 ou 500, etc. En général, une lettre renfermée dans une autre lettre représente le produit des nombres exprimés par ces deux lettres; ainsi, un M renfermé dans un Δ ou ΔM , vaut $10,000 \times 10$ ou 100,000, etc.

CHIFFRES ROMAINS. Les Romains ayant emprunté leur alphabet à celui des Grecs, ont dû aussi en recevoir le système de numération. Comme eux aussi ils ont employé les lettres pour compter; mais ils ont modifié la manière de s'en servir. Peut-être ont-ils subi en cela l'influence des systèmes de numération en usage chez les peuples qu'ils ont trouvés en Italie. Nous savons en effet qu'avant eux les étrusques employaient aussi leurs lettres comme chiffres, et que même ils les écrivaient comme les Hébreux de droite à gauche¹. Au reste, leur système de numération tel que nous allons l'exposer, n'est pas très ancien parmi eux. Pline nous dit² qu'il fut un tems où l'écriture était

¹ Gori, *difesa dell' alfabeto Etrusc.* p. 112.

² *Hist. nat.*, l. vii, c. 40.

très rare chez eux, et qu'alors ils marquaient les années avec des clous qu'ils plaçaient dans un lieu public. Mais quand l'usage de l'écriture fut devenu plus fréquent, ils prirent les 7 lettres suivantes : L. U ou V. X. L. C. D. M., qu'ils combinèrent comme on le voit dans le tableau suivant :

Tableau des chiffres romains.

Unités.	Dizaines.	Centaines.	Mille.
I	1 X	10 C	100 CD; M; $\overline{I}$; (X); $\overline{X}$; $\overline{M}$; =; 1,000
II	2 XX	20 CC	200 CXX ou $\overline{V}$ 5,000
III	3 XXX	30 CCC	300 CCCXX ou CXX, ou X. 10,000
III ou IV	4 XXXX ou XL	40 CCCC	400 CCCC ou CQQ 50,000
V	5 L	50 IC, ou D ou Q	500 CCCCXX 100,000
VI	6 LX	60 DC	600 CCCCXX 500,000
VII	7 LXX	70 DCC	700 CCCCXXX ou CMX 1,000,000
VIII	8 LXXX	80 DCCC	
VIII ou IX	9 LXXX ou XC	90 DCCC ou CM	

Il faut observer sur ce tableau : 1° que, comme les Chinois et les Égyptiens, les Romains prirent le signe *unique* pour signifier l'unité; ils le répétèrent jusqu'à 4; arrivés au 5, ils prirent le V ou U, qui était la cinquième voyelle de leur alphabet; avec son secours et celui de l'unité, ils allèrent jusqu'à 9. Pour le 10, ils prirent X, qui est identique au chiffre chinois, et qui donne le son de la dixième consonne de l'alphabet grec. Arrivés à 20, ils redoublèrent le signe X jusqu'à 50, pour lequel ils employèrent L. Avec ce signe et ceux qui précèdent, ils arrivaient jusqu'à 99, qu'ils écrivaient primitivement par LXXXVIII; ils exprimèrent ensuite 100 par le C, première lettre du mot *Centum*. Pour exprimer 500, ils renversèrent le C et mirent avant un I, de cette sorte : IC; dans la suite des temps, ils employèrent la lettre qui suivait le C, c'est-à-dire D, et même quelques auteurs usèrent du Q. Pour les 1,000, ils les exprimèrent de plusieurs manières : d'abord, ils placèrent un C devant le signe des 10, en cette sorte : CIO; ou ils se servirent d'un M, première lettre et abréviation du mot *Mille*, que l'on figurait aussi comme on le voit *planche 11, n° 3*; ou du signe de l'unité I, sur lequel ils mirent un trait $\bar{I}$, comme les Hébreux, les Arabes et les Grecs : ou du signe des Grecs X, qu'ils renfermaient entre deux crochets (X) ; ou du signe ∞ , que l'on prétend être formé du signe primitif CIO, dont les élémens furent unis ensemble; ou enfin de l' ω grec, peut-être à cause de sa ressemblance avec le signe précédent.

2° Il est à remarquer, pour les nombres 4, 9 et 900, que, toutes les fois qu'un nombre moindre est mis avant un autre qui est plus fort, il avertit qu'il faut retrancher le plus faible du plus fort; ainsi, au lieu de 4, on dit 5 moins 1.

3° On observera que, lorsque le C est combiné avec le I, il tourne toujours vers lui sa partie ouverte; au lieu de I, on trouve quelquefois dans les manuscrits L combiné avec le C; mais tout fait présumer que c'est là une faute de copiste. On trouve sou-

* C'est Priscien qui donne cette valeur, mais elle est fort douteuse : *de ponderibus et mensuris*. Voir Paul Manuce, *Comm. in Epist. ad Attic.*

vent l'unité I prendre cette forme dans ses combinaisons : Iul, ou clu.

4° On remarquera que les nombres composés croissent alternativement par *quintuple* ou par 5, et par *double* ou par 2. Ainsi on voit qu'on disait 1000, 5000, 10,000, 50,000, 100,000, etc.

5° On remarquera encore que le C devant le I multiplie le nombre par 2; CIO, deux fois 500, fait 1000; mais le C renversé, mis après un C renversé, multiplie le nombre par 10 : IC=500; ICC=5,000, etc.

On voit, par tous ces détails, que ce système de numération a été emprunté à différens peuples; et il ne faudrait pas d'autre preuve pour démontrer qu'à son origine, le peuple romain fut une agglomération de peuples très divers¹.

CHIFFRES DES PEUPLES MODERNES. Les combinaisons des caractères numériques grecs n'ont été bien connues des occidentaux qu'au 13^e siècle. Ce fut l'Archidiacre Jean de Basingetokos qui communiqua cette science en Occident vers l'an 1230.

Les lettres numérales grecques furent assez d'usage en France et en Allemagne dans les lettres formées des évêques, qui durèrent jusqu'au 11^e siècle: mais de tous les chiffres grecs, le plus usité chez les Latins fut l'épisème *Ϟ* qui prit insensiblement la forme du G avec une queue, *planche 11, n° 1*. Il paraît sous cette forme dans une inscription latine de l'an 296, et dans les manuscrits et les diplômes du premier âge. On le voit en usage dès le 5^e siècle dans les manuscrits latins: il vaut 6, et sa valeur est attestée par une infinité de monumens qui ne permettent pas de lui en donner une autre. Quelques savans, et Dom Mabillon même, s'y sont mépris, et lui ont donné la valeur du 5: mais ce dernier a reconnu sa méprise dans les *antiquités de S. Denys*. Ce qui aura pu occasionner leur erreur, c'est que cet épisème se trouve à la vérité sur les médailles de l'Empereur Justinien pour désigner le nombre 5: mais il est constant que les monétaires se

¹ Sur les chiffres des peuples du nouveau monde, voir M. de Humboldt, *monum. Mexic.* t. 1 p. 369, II, 227.

² *Ouvrage posthume*, t. II, p. 346.

sont trompés, et qu'ils l'auront confondu avec les U à queue (*ib.* n° 2); car cet épisème servait encore chez les Latins au 4^e siècle¹, avec la valeur du 6, mais sous une forme un peu altérée. Cependant dès ce siècle même et dans les suivans, s'il reparait dans les autres monumens de France et d'Allemagne, ce n'est presque plus que pour lui faire signifier le nombre 5.

Voici maintenant ce qui, dans la science des chiffres et de la numération, intéresse plus particulièrement la diplomatique ou la lecture de nos titres historiques.

Dans les anciens manuscrits on écrit 4 par IIII, et non par IV, 9 par VIIII, et non par IX, etc.; au lieu du V on écrivait quelquefois au 8^e siècle cinq unités de suite IIIII. Le *Demi*, *Semi*, était exprimé par un S à la fin des chiffres. Ainsi on écrivait CIIS pour 102 172. Cet S prenait quelquefois la figure du ϵ grec ou de notre 5, comme le n° 4, planche 11.

On trouve dans quelques anciens manuscrits ces chiffres LXL pour exprimer 90. Sous les Rois de la 1^{re} race on trouvait à peine, dans les dates des années, des nombres rendus tout au long dans les manuscrits : ils y sont toujours représentés en chiffres romains. Sous la 2^e race on avait coutume tant en France qu'en Allemagne de dater avec ces mêmes chiffres. Le même usage persévéra constamment sous la 3^e, au moins jusqu'au 15^e siècle : alors on commença en France à mêler les chiffres romains avec les chiffres arabes.

Les anciens espagnols se servirent des mêmes chiffres romains que nous. Voyez la planche 11, à l'article *Chiffres romains d'Espagne*. Vous y remarquerez sur-tout l'X dont le haut du jambage doit être en demi-cercle, et vaut 40 : il est particulièrement digne de remarque à cause des erreurs dans lesquelles il a jeté bien des savans. Du reste, le chiffre romain s'y est maintenu jusques dans le 15^e siècle.

Les Allemands ont long tems fait usage du chiffre romain à peu près comme on faisait en France. Les figures particulières usitées en Allemagne depuis le 8^e siècle jusqu'au 15^e sont gravées sur la même planche 11.

¹ Walter, *Lexicon Dipl.* tab. 225.

Dans les dates des chartes l'usage des chiffres romains fut également universel dans les différens pays : mais pour ne point tomber dans l'erreur, il faut observer que dans ces dates, ainsi que celles des autres monumens de France et d'Espagne, on omettait quelquefois le nombre *millième*¹, commençant la date par les *centaines* ; que dans d'autres on posait le *millième*, et l'on omettait les *centaines*² ; enfin que dans les bas âges on supprimait également le *millième* et les *centaines*, commençant aux *dizaïnes*³, comme l'on fait encore aujourd'hui, dans les lettres de peu d'importance, où l'on met 42 pour 1842.

Il est encore nécessaire d'observer que les anciens exprimaient souvent les nombres par des comptes ronds⁴, ajoutant ce qui y manquait pour les compléter, ou omettant le surplus. Cette manière de compter, qui n'est pas rare dans les livres sacrés, a passé de là dans les monumens.

Les anciens copistes et même les modernes ont fait souvent des fautes en rendant les chiffres romains, surtout dans les V, les L, les M, etc.

Pour la ponctuation après les chiffres romains, on a beaucoup varié, et il n'y a jamais rien eu de fixe.

On ignore quand a pu commencer l'ancien usage de l'o supérieur mis après le chiffre Romain : *anno M^o. L^o. VI^o.*

Quand aux chiffres anciens nommés arabes, leur origine et l'époque de leur introduction parmi nous sont assez peu connues. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils ne paraissent parmi nous, en France et dans les autres états de l'Europe, que vers le 13 siècle⁵. Ils ont subi depuis cette époque parmi les Européens le sort de l'écriture, c'est-à-dire que leurs figures n'ont pas moins varié que celles de nos lettres. Quelques-uns ont déferé à

¹ *De Re Dipl.*, p. 178.

² *Ibid.*

³ Baluze, t. iv, col. 1245.—Secousse, *Ordonn. des Rois*, t. iv p. 710.—*De Re Dipl.*, p. 178.

⁴ *De Re Dipl.*, p. 95. — Daniel, *Hist. de Fr.*, t. II, p. 180. — Schannat, *Vindic. archiv. Fuld.*, p. 36. — *Annal. Bened.*, t. III, p. 661.

⁵ *Gloss. de Duc ang.*, p. 66, *antiq. edit.*

Planude, moine grec, l'honneur de s'être servi le premier de ces chiffres : d'autres en donnent la gloire à Gerbert, premier Pape français, sous le nom de Silvestre II. Les Espagnols la revendiquent pour leur Roi Alphonse X, à cause de ses tables astronomiques dites *Alphonsines* ; mais les fondemens de toutes ces prétentions paraissent très peu solides. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils étaient en Europe avant le milieu du 13^e siècle. D'abord on n'en fit guère usage que dans les livres de mathématiques, d'astronomie, d'arithmétique et de géométrie. Ensuite on s'en servit pour les chroniques, les calendriers, et les dates des manuscrits seulement : car ces chiffres n'ont jamais été admis dans les diplômes ou chartes avant le 16^e siècle. Si l'on en trouvait quelques-uns avant le 14^e, ce serait un phénomène. Dans les 14^e et 15^e siècles, on pourrait, quoique assez difficilement, en rencontrer dans des minutes de notaires. Ces exceptions, s'il s'en trouvait, ne serviraient qu'à confirmer la règle qui ne leur permet de se montrer que dans les actes du 16^e siècle.

Ces chiffres ne parurent sur les monnaies, pour marquer le tems où elles avaient été fabriquées, que depuis l'ordonnance de Henri II rendue en 1549 ¹.

La figure de ces chiffres arabes n'était pas encore uniforme en France en 1534 ; et ce n'était que depuis 1500 que l'usage en était ordinaire en France, encore les entremêlait-on souvent de chiffres romains. Ce n'est même, si l'on en croit un historien moderne ², que depuis le règne de Henri III que l'on commença en France à se servir, en écrivant, de ces chiffres arabes. Les Russes ne s'en servent que depuis les voyages du czar Pierre-le-Grand, au commencement du 17^e siècle. Ils avaient été introduits en Angleterre vers le milieu du 13^e siècle, en 1233 ³, et portés en Italie vers le même tems. L'Allemagne ne les reçut qu'au commencement du 14^e siècle, vers 1306 ; mais, en général, la figure de ces chiffres n'est devenue uniforme que depuis 1534.

¹ Le Blanc, p. 371.

² Lobineau, préf. du second tome de l'*Hist. de Bret.*

³ Ward, *Observ. sur les écrits des Moder.*, t. XVIII, p. 252.

CHORÉVÊQUES. Ce nom vient du grec *Χωρεπισκόπος*, composé d'*ἐπίσκοπος*, évêque, et de *χώρος*, lieu ou champ; quand le titre de *chorévêque* se donne aux chantres, il semble qu'il doit venir d'*ἐπισκόπος* et de *χώρος*, chœur. On donnoit ce nom à ceux qui exerçaient les fonctions épiscopales dans les bourgs et villages. Ce n'est que dans le 4^e siècle de l'église qu'il est fait mention de ces *chorévêques*, que les Latins appelaient les *vicaires des évêques*. On ne voit, en France et en Allemagne, de *chorévêques*, que dans le 7^e siècle.

Les *chorévêques* n'étaient point ordonnés évêques; ils étaient seulement au-dessus des *prêtres* par leur dignité; et ce rang d'honneur était donné aux *évêques* qui ne pouvaient pas exercer les fonctions *épiscopales*. Leur droit était de gouverner, dépendamment de l'évêque, les villages où ils étaient établis, et ils avaient séance dans les conciles après les *évêques*. Ils pouvaient ordonner des clercs mineurs. Mais les conciles d'Ancyre et d'Antioche leur défendirent d'ordonner des *prêtres* et des *diacres*; ce qui a fait supposer qu'ils pouvaient ordonner des *sous-diacres*. Quelques-uns cependant, en Occident, s'arrogèrent le droit d'ordonner des *prêtres* et des *diacres*, de confirmer, de consacrer des vierges, et de faire les autres fonctions épiscopales. Mais les papes et les évêques de France s'opposèrent à cette entreprise.

Un concile assemblé à Paris, en 849, et composé des *évêques suffragans* des métropolitains de Tours, de Reims et de Rouen, fit un règlement, et déposa tous les *chorévêques* qui étaient en France.

Les *chorévêques* avaient souvent fixé l'attention des assemblées et des conciles tenus en France, ainsi que celle des ordonnances de nos rois. Charlemagne, en 803, de l'avis du pape Léon et de concert avec les évêques, les ayant réduits au rang des simples *prêtres*, leur défendit de faire aucune fonction épiscopale; et comme ils n'avaient que l'ordre de *prêtrise*, on déclara nulles les ordinations qu'ils faisaient.

Malgré ces réglemens, ils s'ingérèrent encore d'administrer le sacrement de confirmation, ce qui leur fut défendu en 829.

Les *chorévêques* ont cessé, dans le 10^e siècle, dans l'Orient et

dans l'Occident, où leurs noms et leurs fonctions ont été entièrement abolis. L'ordination des clercs est réservée aux *évêques*, qui ont donné à leurs archiprêtres et aux doyens ruraux une espèce de juridiction sur plusieurs curés.

Il y avait, en France, des *évêques* dont le diocèse était trop étendu, et qui commettaient, en certains lieux, des vicaires à qui ils donnaient une espèce de juridiction épiscopale; et ces vicaires étaient proprement ce qu'étaient autrefois les anciens *chorévêques*, comme, par exemple, le grand-vicaire de *Pontoise*, qui est dans l'archevêché de Rouen. Il y représentait l'archevêque; et aux ordinations près, il avait une juridiction épiscopale sur ce canton-là.

CHRÉTIEN (TRÈS). Le titre de *Très Chrétien* est depuis longtemps la dénomination caractéristique des rois de France. Grégoire III le donna à Charles-Martel ¹. Étienne II, qui vint en France, appela également Pépin *Roi Très Chrétien*, et c'est peut-être la première fois que ce beau titre a été donné à un roi de France par un pape. Mais ce n'est que sous le pontificat de Paul II, l'an 1469, que ce titre est devenu une expression de formule dans les bulles et les brefs apostoliques adressés aux rois de France. Dans la lettre du concile de Bâle à Charles VII, on reconnaît que les rois de France sont appelés *Très-Christiens* par l'excellence de leurs mérites envers l'Eglise. Dès le 12^e siècle ce glorieux titre leur avait été affecté, comme nous l'apprend Jean de Sarisbéri ². Ce titre n'est donc pas devenu propre aux rois de France, depuis Louis XI seulement, comme le dit le père Daniel. A la vérité, le pape Paul II est le premier des souverains pontifes qui se soit obligé solennellement à se servir de cette expression en parlant de nos rois; mais en cela il ne faisait que suivre l'antiquité. François I^{er} se donna à lui-même, dans quelques actes, le titre de *Très Chrétien*: je ne crois pas qu'avant lui on trouve aucun exemple de ce titre pris par nos rois.

CHRISME. Constantin le Grand, ayant reçu du ciel l'ordre de

¹ Godeau, *Hist. de l'Egl.* t. v, p. 282.

² *Epist.* 233.

porter le Labarum pour étendard ¹, en fit usage jusque dans ses diplômes : de là le *chrisme* que l'on voit dans les lettres des papes, des conciles et des rois. Il est presque toujours figuré comme on le voit ici ✠; c'est le monogramme abrégé de Jésus-Christ en lettres grecques. Cette figure, ainsi que des croix diversement conformées, sont moins un *nota* qu'une espèce d'invo-cation de notre Sauveur, et un témoignage de christianisme.

CHRIST (Ordre du). Ordre militaire fondé l'an 1318, par Denys I, roi de Portugal, pour animer la noblesse contre les Maures. Le pape Jean XXII le confirma en 1320, et donna aux chevaliers la règle de saint Benoît. Alexandre VI leur permit de se marier. Depuis ce tems la grande maîtrise est unie à la cou-ronne, et les rois de Portugal prennent le titre d'administrateurs perpétuels de l'Ordre du Christ. Les chevaliers étaient vêtus de *blanc*, et portaient sur la poitrine une *croix patriarchale de gueule*, chargée d'une autre *croix d'argent*.

CHRIST (Ordre du). Autre Ordre militaire établi en Livonie en 1205, par Albert, évêque de Riga. L'objet de l'institut était la défense des nouveaux chrétiens que les païens persécutaient. Les chevaliers portaient sur leurs manteaux une *épée* et une *croix* par-dessus, ce qui les fit aussi nommer les *Frères de l'Épée*. Cet Ordre fut uni aux chevaliers Teutoniques.

CHYPRE (Ordre de). Ordre militaire fondé en 1192, par Guy de Lusignan, roi de Chypre, pour la défense de cette île. Les chevaliers portaient un collier de *lacs d'amour de soie blanche*, entrelacé des *lettres R et S en or*, avec une *médaille d'or* pendante, où était gravée une épée, dont la lame était d'argent et la garde d'or, avec cette devise : *Securitas regni*.

CHYROGRAPHE. Voyez CHARTES-PARTIES.

CITEAUX (religieux bénédictins de), autrement dits *Bernardins*. Les grandes richesses avaient introduit le relâchement et des désordres déplorables dans l'ordre des bénédictins, comme on le voit dans la réforme faite en 910 à Cluny. Saint Robert, abbé de Molème, aidé de quelques autres moines, vint fonder, en 1098, à quatre lieues de Dijon, une maison qui prit le nom

¹ Lactan. *De mort. persecut.*, c. 40.

aucune addition, avec le travail des mains, le silence le plus strict, la solitude, renonçant aux dispenses et privilèges qui avaient été accordés à l'ordre des bénédictins par les papes.

Cette réforme fructifia; il y avait à peine 57 ans qu'elle était fondée, que déjà 500 maisons de bénédictins, de tous les pays de l'Europe, l'avaient adoptée. Elle prospéra encore plus quand saint Bernard, ayant embrassé la réforme de Cîteaux, fonda en 1115 la maison de *Clairvaux*, et lui donna un tel accroissement et un tel lustre qu'il fut regardé comme le père de l'ordre, et que les religieux de cette maison et ceux de *Cîteaux*, de la *Ferté*, de *Pontigny* et de *Morimond*, qui constituaient ce qu'on appelait les *quatre filles de Clairvaux*, furent appelés du nom de *Bernardins*. Comme tous les autres ordres, les *Bernardins* ou religieux de Cîteaux, éprouvèrent des oscillations de ferveur et de relâchement. Nous allons citer un extrait des différentes Bulles émanées du Saint-Siège, pour la réforme des mœurs, des études et de la discipline dans cet ordre.

1100. Paschal II met le couvent de Cîteaux sous sa protection spéciale, et défend à tout archevêque, évêque, empereur, roi, prince, duc, comte ou vicomte, de troubler en rien les religieux, sous peine, après trois monitions non écoutées, de perdre sa dignité, et d'être privé de la participation du corps et du sang de Jésus-Christ*.

1152. Le pape Eugène III approuve la constitution dite *charte de charité* (carta charitatis), par laquelle, en 1119, les monastères qui suivaient la réforme de Cîteaux s'unirent entre eux. Elle décidait d'abord que les biens des couvens ne seraient pas mis en commun, que chacun conserverait sa propriété et l'administration de ceux qu'il possédait; que la réunion n'avait pour but que de mener une vie plus parfaite, celle de la règle primitive de saint Benoît, sans commentaire. Les abbés avaient le droit et devaient faire des visites les uns chez les autres, avertir de ce qui pouvait être répréhensible; tous les ans devait être de *Cîteaux*. Il y rétablit l'ordre de saint Benoît à la lettre, sans

* Bull. *Desiderium*, dans le *Bull. mag.* t. 1, p. 30, édition de Luxembourg, 1727.

tenu un chapitre où les abbés étaient obligés d'assister; ce chapitre avait le droit de remontrance et même de destitution sur les autres abbés, même sur celui de Cîteaux. Ce fut donc une espèce d'aristocratie qui fut établie au lieu du pouvoir monarchique qui régissait Cluny¹.

1234. Nous donnons presque en entier la bulle suivante de Grégoire IX, qui peint bien et la situation de ces malheureux tems, et l'action protectrice de la papauté contre les injustices :

« Comme par suite du refroidissement de la charité dans le
 » grand nombre, l'iniquité a abondé de telle sorte, que l'impiété
 » de quelques-uns, brûlant comme un feu, s'exerce contre les
 » églises et les personnes ecclésiastiques, avec d'autant plus de
 » force qu'elle trouve plus rarement des opposans qui la défen-
 » dent des incursions des méchans, nous, à qui ont été confiés le
 » soin et la sollicitude de ces églises et de ces personnes, sommes
 » obligés de nous montrer avec plus de force, là précisément où
 » l'inhumanité des persécuteurs s'exerce avec plus de danger.
 » Aussi, considérant que quelques princes et nobles, à l'occasion
 » du droit de patronage, d'avouerie, ou de garde qu'ils préten-
 » dent avoir sur les monastères, granges, ou celliers des moines,
 » et souvent selon leur caprice; bien plus, que quelques prélats
 » des églises, qui devraient plutôt leur apporter secours qu'op-
 » pression, exigent de ces maisons du blé, du vin, des corvées,
 » des bêtes de charge pour l'édification et la défense de leurs châ-
 » teaux ou de leurs villes, et même pour leurs apprentissages,
 » tournois ou expéditions; bien plus, que quelques-uns viennent
 » manger des viandes dans ces maisons et y font entrer des
 » femmes, etc.... » Le pontife défend tout cela sous les peines les
 plus sévères².

¹ Bulle *Sucrosancta*, *ibid.*, t. 1, p. 34.

² Bulle *Quia refrigescite*, *ibid.*, t. 1, p. 76. Un historien rendant compte de cette bulle qui peint si bien l'état d'anarchie et d'oppression de ces tems, se contente de dire : Grégoire IX leur accorde une exemption des taxes; ainsi un acte de protection et de justice est présenté comme un privilège; c'est ainsi qu'a été écrite toute l'histoire de l'église de Jésus-Christ.

ibid. t. 1, p. 76.

1246. Innocent IV donne aux abbés le droit d'hériter des biens, meubles, immeubles (excepté des féodaux), auxquels les moines eux-mêmes auraient succédé s'ils fussent restés dans le siècle ¹.

1265. Clément IV règle l'administration de la maison de Cîteaux, à la mort de l'Abbé; donne aux moines seuls le droit d'élection; permet à l'abbé élu d'administrer sans attendre la confirmation du pape; ordonne aux quatre abbés des *filles de Cîteaux* de visiter tous les ans l'abbé principal, et émet différents statuts sur l'administration et l'emploi des biens temporels, écueil sans cesse renaissant de tous les ordres religieux possédant des terres ².

1335. Nous voici arrivés à l'une des plus belles réformes qui aient été faites dans les ordres monastiques. Nous allons donner une longue analyse de la célèbre bulle de Benoît XII, parce qu'elle fait bien connaître et l'éclat monastique au 14^e siècle, et l'organisation des études des moines, sur lesquelles on a communément si peu de détails.

Le pontife commence d'abord par rendre hommage aux services que l'ordre de Cîteaux rend à l'Église; il réunit les fonctions spirituelles de Marie aux occupations toutes matérielles de Marthe, joignant l'étude des lettres sacrées aux actions de la charité; il annonce ensuite qu'il a porté le joug de cet ordre dans sa jeunesse et que c'est en son sein qu'il est arrivé de charge en charge à celle du suprême apostolat. C'est là surtout qu'il a vu cependant qu'il y avait certains articles à expliquer ou à réformer, et d'après les vœux des abbés Guillaume de Cîteaux, Jean de la Ferté, Jean de Clairvaux et Reynald de Morimont, il juge à propos d'émettre quelques nouvelles règles, dont nous exposerons les principales, en les indiquant par les chiffres sous lesquels elles sont rangées dans la bulle

8. Obligation d'inscrire sur un registre spécial, tout ce qui

¹ Bulle *Devotionis*, ibid., t. 1, p. 88.

² Bulle *Parvus font*, ibid., t. 1, p. 134.

aura été fait d'un peu important dans chaque maison, afin qu'on sache toujours ce qui a été fait, par qui, et à quelle époque.

11. Que les abbés soient tenus tous les ans de rendre compte aux deux boursiers de la maison, des recettes et dépenses qu'ils ont faites.

12. Les visiteurs des couvens ne pourront faire durer leur visite au de-là de trois jours, sous peine de perdre leur place au chœur et au chapitre, pour les abbés, et de jeûner un jour par semaine au pain et à l'eau pendant six mois, pour les moines. D'ailleurs, défense est faite de recevoir quoi que ce soit, excepté ce qui est nécessaire pour le voyage.

26. Ordre aux abbés ou supérieurs, et moines, de se servir seulement d'étoffes de couleur *brune* ou *blanche*; et défense d'avoir des domestiques (*domicellos*) revêtus d'habits, ou robes de diverses couleurs (*partitis aut virgatis*).

27. Défense de toute recherche dans les vases d'argent, ornemens de lits, ou autre somptuosité.

28. Que tous les abbés des monastères, excepté celui de Cîteaux et des quatre filles principales, ne puissent mener avec eux plus d'un clerc séculier ou laïque, à cheval.

29. Défense de manger des viandes ou des potages, faits avec de la viande hors du monastère, ou dans les chambres particulières, excepté dans les infirmeries. Les contrevenans sont condamnés à jeûner trois jours, au pain et à l'eau et à la discipline en plein chapitre.

33. Prescription de dormir dans le dortoir commun, parce que l'usage d'avoir des chambres particulières, a introduit plusieurs malhonnêtetés et dissolutions.

35. Suppression de la coutume observée dans quelques monastères, de donner à chacun une certaine portion de blé, de pain, de vin et d'argent.

36. Qu'aucun revenu ou pension, ou argent quelconque, ne soit donné aux moines en particulier, pour leur nourriture ou leur vêtement, mais que tout soit mis en commun, et ce qui est nécessaire donné en nature.

37. Que ni les abbés, ni les couvens, ou officiers de l'ordre, ne

se partagent les revenus ; mais que tout soit mis en commun, sous peine de déposition pour les contrevenans.

38. Qu'aucun moine ou frère convers ne puisse monter à cheval, excepté les économes, procureurs ou gouverneurs de granges.

39. Plusieurs moines, ou frères convers, contre leurs vœux exprès amassaient de l'argent, et sous leur nom, ou sous un nom supposé, achetaient des droits, des fonds, des rentes, des pensions, des animaux, qu'ils donnaient à nourrir à d'autres, avec profit et lucre à payer à eux ou à d'autres en leur nom, ou bien, comme des trafiquants, passaient plusieurs sortes d'autres contrats ; courant ainsi après des profits honteux et poursuivant un pécule qu'ils cachaient et retenaient. Le pontife ordonne aux abbés de confisquer tous ces biens au profit du monastère.

Mais la principale réforme, et le plus curieux document sur l'état de l'ordre de Cîteaux, est celui qui concerne les études à faire dans les couvens. Nous allons les rapporter assez au long, parce qu'aucune histoire ne nous a aussi bien appris par quel moyen les études avaient été si florissantes dans les divers ordres religieux. Nous sommes encore en plein moyen-âge, cet âge que l'on voudrait représenter comme rempli d'ignorance et de barbarie ; or, voici ce qui se pratiquait pour les études.

Organisation des études des religieux de Cîteaux.

42. Voulant pourvoir à ce qu'il soit formé des professeurs de l'Ordre qui s'instruisent et se distinguent par l'étude de la sacrée théologie, afin qu'ils portent pour eux et pour l'Église des fruits de salut, de faveur, d'honneur et d'honnêteté, avec le secours du céleste agriculteur, etc. ; comme d'ailleurs on a déjà suffisamment pourvu aux premières études, nous ordonnons pour toujours qu'il y ait pour l'ordre de Cîteaux une université ou Collège pour l'étude des saintes pages, à Paris, à Exeter, à Toulouse, à Montpellier, à Salamanque et à Bologne, et de plus qu'il y ait une maison particulière à Metz pour les premières études en faveur des Allemands.

43. Le pontife détermine les provinces qui doivent envoyer leurs élèves à chaque université ; chaque province devant en-

voyer à l'université la plus voisine, à moins qu'elle ne préférât envoyer ses élèves au collège de Paris, parce que celle-ci est au dessus de toutes les autres, et comme la source de toutes les études¹. Il fallait choisir les élèves les plus dociles et les plus aptes, lesquels devaient arriver à Paris au 1^{er} octobre, et aux autres universités vers sainte Luce ou la Toussaint.

44. Tout monastère qui a 40 moines doit envoyer 2 étudiants à Paris; celui qui en a 30 en envoie 1; celui qui en a 18, au moins 1 aux universités provinciales.

45. Le docteur régent du Collège de Paris doit recevoir de l'ordre 80 livres *petits tournois*, et 25 de son propre monastère; le bachelier régent 25 de l'ordre, 25 de son monastère; le lecteur de la bible 10 de l'ordre, et 20 de son monastère; tout écolier 20 livres de son monastère. Dans les autres Collèges, les abbés ne devaient donner que 40 livres *tournois* aux docteurs de théologie, et 30 livres aux bacheliers qui professaient.

46. Obligation, dans chacun de ces Collèges, d'un professeur qui explique la bible *bibliquement*, c'est-à-dire *textuellement*, et qui devait recevoir, outre les 15 livres *tournois*, 100 sous (*solidi*) de la même monnaie, de son monastère.

47. Obligation, aux économes et cellériers, de jurer qu'ils ont fidèlement dépensé ces sommes, dont ils devront justifier l'emploi pardevant le régent, le bachelier, le proviseur, et sept écoliers choisis parmi les plus discrets.

48. Tout abbé qui aura différé deux mois de remplir ces obligations, sera condamné à les fournir doubles, moitié au profit de l'écolier, pour acheter des livres, et moitié pour la bourse du couvent; s'il diffère six mois, que l'entrée de l'Eglise lui soit interdite, et s'il persiste encore trois mois, qu'il soit suspendu des offices divins.

50. Que, si dans le Collège de Paris il se trouvait un étudiant qui parut apte à recevoir les grades de bachelier ou de docteur en théologie, alors les régens de la maison en feront un rapport

¹ Sed ad studium parisiense, quod est ceteris præcipuum et fons omnium studiorum, indistinctè mittantur ex omnium natione vel generatione. *Ib.* p. 245.

à l'abbé de Citeaux, lequel écrira au propre abbé de l'étudiant pour l'engager à le laisser continuer ses études.

51. Pour que les élèves se consacrent plus spécialement à la *théologie*, défense expresse est faite dans les Collèges de Citeaux, d'enseigner ou d'étudier les *droits canoniques*, ou d'aller les étudier au dehors. Le contrevenant doit être renvoyé à son monastère pour y être convenablement puni.

53. Et comme il convient et qu'il est très utile que l'étude de Paris fleurisse entre toutes les autres études, et soit continuée sans interruption, il est ordonné que le chapitre général de l'ordre y envoie des *docteurs*, des *bacheliers*, des *lecteurs de la Bible*, ainsi que des *proviseurs*, des *économés*, et autres officiers. Le chapitre général doit aussi pourvoir à ce que dans les autres Collèges il y ait toujours un *lecteur en théologie*, que les abbés recteurs doivent recevoir sous peine de censure. Le professeur ne devait s'y installer ni pompeusement, ni délicatement; mais professer *humblement et dévotement*; se nourrissant à la table commune, et se contentant d'un seul clerc pour serviteur.

54. Et comme c'est une chose honteuse et difforme, surtout pour un religieux, de venir s'asseoir sur la chaire doctorale avec vanité et sans instruction, il est ordonné à chaque professeur d'affirmer par serment, qu'à l'occasion de son installation, par lui ou par d'autres, il n'a pas été fait, en repas, habits ou autre chose, une dépense de plus de 1,000 *livres tournois d'argent*; et par le bachelier, qu'il n'a été fait pour son baccalauréat aucun repas ou fête quelconque.

55. Tout élève qui aura étudié pendant six ans en théologie, dans la maison de Paris ou de toute autre sus-citée, et aura été reconnu capable, pourra y faire un *cours de Bible*; et ceux qui auront étudié huit ans pourront enseigner les *sentences*.

56. Et ce, malgré le règlement de l'université de Paris qui dit : que personne ne pourra professer un *cours de Bible*, s'il n'a étudié sept ans; et un *cours de sentences* qu'après dix ans.

57. Ordre de lire cette bulle tous les ans dans le chapitre général et dans chaque monastère.

¹ Bulle *Fulgens*, ibid., t. 1, p. 209.

1475. Sixte IV défend aux religieux de porter des habits de couleur grise, et ordonne que les abbés ou moines soient habillés de blanc ou de noir seulement¹.

1565. Pie IV déplore le relâchement introduit à Citeaux. Depuis que les monastères et les priorés ont été donnés en *commende* à des personnes étrangères à l'ordre, et au moyen des exemptions de l'union, les religieux s'étaient soustraits à l'obéissance de leurs supérieurs, et le plus grand relâchement s'était introduit à Citeaux ; le frère Louis qui en était Abbé en ce moment, demande au pape de rappeler l'Ordre à ses anciens réglemens. Le pontife, accédant à sa demande, supprime tous les privilèges accordés aux différentes maisons, les soumet toutes à la visite des abbés ; casse le droit de visite donné aux évêques en tant qu'il empêcherait la visite de l'abbé ; ordonne que dans les abbayes commendataires il y ait une messe conventuelle, séparée de l'abbatiale, sous peine de séquestre pour le commendataire. Que tout religieux, d'un autre ordre, introduit dans un couvent, soit tenu d'en sortir ou de faire profession de l'ordre, et défend, pour l'avenir, toute union et suppression de couvent².

1570. Mais sept ans après, une nouvelle réformation générale est nécessaire. C'est Pie V qui va parler : L'état déplorable des monastères l'afflige ; l'ordre de Citeaux est réduit aux dernières extrémités ; dans une visite qu'il a fait faire en Sicile, on a trouvé les monastères abandonnés ou fermés, ou ouverts à tous, ou consacrés aux usages profanes. Malgré les injonctions faites aux abbés commendataires, les pauvres religieux manquent d'alimens et de vêtemens ; les abbés intrus absorbent tout ; le pontife vient remettre en vigueur la prescription faite par le concile de Latran, qui déclare que la 4^{me} partie, ou même la 3^{me} partie des biens du monastère soit consacrée ou à la fabrique, ou aux ornemens, ou aux pauvres ; en conséquence, il ordonne de réintégrer dans les couvens le nombre de moines voulu par les statuts, avec les meubles et ornemens d'église con-

¹ Bulle *Etsi cunctis*, ibid., t. 1, p. 399.

² Bulle *In eminenti*, ibid., t. II, p. 106.

vénables ; avec l'office de jour et de nuit ; que les aumônes , et les autres usages du couvent , soient rétablis ; que là , où les études ne peuvent être établies sur un pied convenable , il y ait toujours , outre les livres d'office , au moins la *Bible* et le *catéchisme ad parochos* , les *œuvres de saint Bernard* , et quelques autres pour l'honnête occupation des moines ; que les noviciats , la clôture sévère , l'éloignement des femmes , soient strictement observés ; que les commendataires étrangers qui refuseraient le nécessaire aux moines soient expulsés ; et parce que la *propriété* , *racine de tous les maux* là , où elle se glisse , pervertit tout bien , dans la règle , qu'elle soit abolie partout où elle a été introduite ¹.

1574. Grégoire XIII revient sur les désordres signalés par Paul V , renouvelle toutes les prescriptions , ordonnances et censures ; limite le droit de visite des évêques , le rend aux abbés , ordonne aux ordres mendiants qui s'étaient introduits dans les couvens Bernardins , d'en sortir immédiatement , ou de faire profession de l'ordre. Partout les abbés commendataires avaient supprimé les distributions et aumônes qui se faisaient à la porte des couvens. Le pontife ordonne qu'on les fasse de nouveau , selon les facultés de chaque maison ².

1653. Innocent X confirme toutes les règles et tous les privilèges accordés par ses prédécesseurs ³.

1654. En vain il avait été déclaré que les abbés commendataires n'auraient aucun droit de juridiction sur les moines des couvens qui leur étaient confiés ; ces abbés s'arrogeaient le droit de recevoir les vœux , de punir et même de chasser les religieux. Le même pontife ôte à ces abbés le droit d'instituer ou de destituer des prieurs , sous-prieurs ou officiers claustraux , de visiter les moines ou de les punir ⁴.

1657. Alexandre VII confirme la décision donnée en 1475 par Sixte IV , que l'abstinence de la viande n'était pas de l'essence

¹ Bulle *Ex innumeris* , t. II , p. 325.

² Bulle *Supernâ* , ibid. , t. II , p. 409.

³ Bulle *Exponi nobis* , ibid. , t. V , p. 485.

⁴ Bulle *Pastoralis officii* , ib. t. V , p. 490 , confirmée par la bulle *Exponi nobis* , d'Alexandre VII. ib. t. VI , pag. 61.

de la règle, et qu'il appartenait au chapitre général et à l'abbé d'en dispenser, et qu'ainsi les religieux pouvaient manger des viandes hors du monastère; d'où le chapitre général de 1481 avait déclaré non-seulement que l'usage de la viande était permis, mais même l'avait rendu en certains jours obligatoire dans les couvens pour *conserver l'uniformité*; de plus, en 1498, Alexandre VI avait étendu cette licence pour toute l'Espagne. Cependant quelques moines français conservaient des scrupules, et il y avait des disputes pour savoir si l'on avait pu contrevenir ainsi aux anciennes règles. Le pontife les fait cesser en décidant qu'on peut user de ces dispenses ¹.

1660. Sous prétexte d'introduire dans les monastères l'abstinence de la viande, quelques jeunes religieux passaient avec les anciens certains contrats ou promesses, par lesquels ceux-ci laissaient aux jeunes moines la libre administration des choses spirituelles et temporelles du couvent, et recevaient en dédommagement certaines pensions en argent ou en fruits, et l'exemption des offices du chœur. Le pontife casse toutes ces transactions comme nulles, comme contraires à l'esprit de pauvreté, qui ne peut disposer de rien ².

1661. La lutte contre l'usage des viandes continue; les opposans constituaient en France un parti qui s'appelait les *abstinens*; ils voulaient en ce moment priver les religieux qui usaient de la viande de leur voix active et passive; et le pontife est encore obligé de blâmer cette prétention ³.

1666. Toutes ces luttes annonçaient la décadence de l'ordre; une réforme générale était nécessaire, Alexandre VII y met la main; dès 1662 il charge Claude Vaussin, abbé de Cîteaux, de s'entourer des religieux les plus capables et de lui proposer des réglemens de réforme. Ils portent principalement sur les points suivans :

On recommande des visites exactes et sévères, sans faste et sans luxe; que tous les moines habitent dans les monastères et non

¹ *In supremi*, ib. t. vi, p. 59.

² *Exponi nobis*, ib., t. vi, p. 114.

³ *Nuper pro*, ib., t. vi, p. 148.

dans les châteaux, ou les granges des environs ; que les chapitres généraux se tiennent strictement tous les trois ans ; que tous ceux qui doivent y assister s'y présentent, et personne autre ; qu'on ait soin de tenir au complet, le proviseur, procureur, docteurs, régens, et autres officiers de la maison d'étude de Paris ; qu'on destitue tous les officiers qui ne remplissent pas strictement leurs obligations, et que l'on ne mette à leur place que des religieux qui *pratiquent l'abstinence* ; que le silence soit rétabli depuis complies jusqu'au chapitre du jour suivant ; que tous les couvens suivent celui de Citeaux pour la forme de l'office et du chant, qui est le grégorien ; on tolère que chaque religieux dorme dans une cellule séparée, mais qu'elle soit toujours ouverte de manière que l'abbé puisse y entrer ; qu'il y ait une lucarne à chaque porte, et que les religieux dorment revêtus de leurs *petits capuces blancs* ; que tout acte de propriété soit supprimé ; que ceux qui font vœu d'abstinence de la chair la gardent, et que ceux qui ne la suivent pas ne fassent gras que trois jours par semaine ; qu'aucun religieux ne puisse écrire ou recevoir des lettres ; qu'il n'y ait qu'un seul cachet dans chaque maison, celui du prieur, qui soit mis à toutes les lettres ; que les habits soient pauvres ; que les abbés ne portent pas leurs chapeaux dans le monastère, mais seulement leur *capuce*, de même que tous les moines ; qu'ils s'abstiennent des chemises ou collerettes de lin (*indusiis et collaribus*) ; qu'ils n'en aient que de laine, ainsi que leurs caleçons ; qu'aucun abbé ou moine n'entretienne sa barbe ou ses cheveux, ou laisse pousser une moustache à la lèvre supérieure ; qu'il ne conserve sur la tête que le cercle de cheveux qu'on nomme *couronne* ; que tous les jeunes moines qui ne sont pas aptes aux études apprennent un état, dont l'exercice leur fasse éviter l'oisiveté et l'ennui de la solitude ; qu'on ne reçoive que des novices d'une suffisante littérature, c'est-à-dire qui aient fait les études grammaticales et même philosophiques, si faire se peut, et qu'on ne les admette qu'après qu'ils se seront éprouvés chez eux dans le siècle, où les visiteurs leur donneront une pension suffisante, selon les lieux qu'ils habitent ; qu'ils fassent profession de toute la règle, l'abstinence de la viande seule exceptée

et laissée facultative ; qu'on établisse partout des séminaires ou professorats, où les novices soient placés pour s'y former à l'esprit de la règle, et qu'ils n'en sortent pour les études, les ordres ou les grades qu'avec des témoignages suffisans ; les visiteurs pourront à leur gré faire passer les novices et religieux d'un monastère à un autre, même avec la peine de la prison ; qu'aucun religieux ne puisse, sans de graves motifs, sortir du couvent, et aller dans les villes ou villages voisins ; que dans toutes les provinces de l'ordre on établisse deux maisons, l'une pour le noviciat, l'autre pour le professorat, et que l'on y entretienne des maîtres pour y former les novices, qui y seront envoyés de toutes les autres maisons de l'ordre ¹.

1670. Les monastères d'Allemagne, de Pologne, de Suisse, de Belgique et d'Espagne réclament contre ce dernier article, et demandent que les novices soient formés dans les couvens mêmes où ils doivent demeurer, et où ils font vœu d'une stabilité perpétuelle ; c'est ce que leur accorde Clément X ².

1605. Innocent XI décide que le droit de fixer l'époque de la tenue du chapitre général appartient à l'abbé de Citeaux seul, et que l'on doit y recueillir les voix par tête et non par filiation ³.

1689. Dans certains monastères, à force d'intrigues, on parvenait à faire élire pour abbés des individus qui n'étaient pas moines de Citeaux. Le pape Alexandre VIII renouvelle la défense qui avait été faite sur ce point, et l'étend à tous les monastères de l'ordre ; il casse ces sortes d'élections et prive les électeurs de leur voix active et passive ⁴.

1700. Innocent XII confirme les statuts dressés dans le chapitre général tenu à Rome le 11 mai 1699, et dont nous croyons devoir citer les suivans :

Comme l'espace de *trois ans* ne suffisait pas pour parcourir tous

¹ *In supremâ*, ib. t. vi, p. 226.

² *Exponi nobis*, ibid. t. vi, p. 324.

³ *Cum in causâ*, t. xi, p. 465.

⁴ *Debitum*, ibid. t. xii, p. 5.

les traités de *théologie scholastique*, ce cours durera quatre ans, pendant lesquels on devait étudier les différens traités dans l'ordre suivant : 1^{re} année, de *Dieu un et trine* ; — 2^e année, des *anges*, de la *béatitude* et des *actes humains* ; — 3^e année, des *vices* et des *péchés*, de la *Grâce* et des *vertus théologiques* ; — 4^e année, de l'*incarnation*, des *sacrements en général*, de l'*eucharistie* et de la *pénitence*.

Le cours de *théologie morale* devait être parcouru en trois ans, outre qu'il devait comprendre des *leçons d'Écriture sainte*, deux ou trois fois par semaine.

Les professeurs doivent s'attacher aux sentimens les plus communs et les plus probables ; et enseigner de manière à pourvoir à l'utilité des âmes plutôt qu'à faire briller leur esprit ; que si un étudiant vient à disputer par des paroles offensantes avec son professeur, soit en classe soit ailleurs, ou tramer quelque chose contre lui, qu'il soit sévèrement puni, et à la troisième fois qu'il soit chassé de l'étude ; que d'ailleurs les supérieurs ne leur donnent rien à faire qui puisse les distraire de leurs études ; qu'ils assistent eux-mêmes aux conférences et discussions qui se font toutes les semaines, et tous les mois ; que les élèves pendant leur récréation se réunissent en cercle, et qu'ils y dissertent, disputent et argumentent sur leurs leçons.

Les professeurs de *philosophie* doivent terminer leur cours dans trois ans, en y comprenant l'*éthique* ou la morale.

Quelques privilèges sont stipulés pour l'abbé sorti de charge, au lieu de rentrer au rang de simple religieux, comme voulait la règle primitive. Les supérieurs de chaque maison doivent donner tous les mois un dîner ou un souper à leurs moines dans le réfectoire des hôtes, pour les soulager un peu de l'aspérité des jeûnes, et des autres charges de la vie régulière¹.

Ce dernier statut n'est pas le moins singulier.

1718. Clément XI fixe à six ans d'intervalle la tenue des chapitres généraux qui, auparavant, se tenaient tous les trois ans. La

¹ *Esponi nobis*, ibid. t. xii, p. 359.

raison de ce changement est la dépense de ces réunions, les voyages, les absences qu'elles nécessitaient, etc. ¹.

1629. Benoît XIII rappelle tous les privilèges donnés à l'ordre par les différens pontifes, se plaint de ce que plusieurs avaient été ou mis en oubli, ou éludés, ou enfreints, et en ordonne le maintien pur et simple ².

1739. Clément XII remercie Dieu de ce qu'enfin tous les obstacles qui s'étaient opposés à ce qu'un chapitre général de l'ordre fût tenu à Citeaux, ont été levés, et confirme les différens réglemens qui y avaient été faits et que sa bulle ne rappelle pas ³.

Voici comment était divisé l'ordre des Citeaux en France et quels étaient ses revenus ⁴ :

Abbayes commendataires	194
Abbayes régulières	34
Abbayes de filles	188
En tout	328

Les revenus des abbayes commendataires s'élevaient à la somme de	1,350,700
Ceux des abbayes régulières à	341,500
Ceux des abbayes de filles à	853,700
C'est-à-dire à la somme de	2,545,700

Sur laquelle somme la Cour de Rome avait établi une taxe à payer à chaque investiture, et laquelle s'élevait pour les abbayes commendataires à	299,673
et pour les abbayes de filles à	12,800
Ce qui fait une somme de	312,473

D'après cet exposé on voit que la richesse a été la cause de la ruine de tous ces magnifiques établissemens de nos pères ; malgré les prescriptions des conciles, le zèle des papes, les efforts de quelques réformateurs, les biens des couvens n'étaient plus ap-

¹ *Cum, sicut accepimus*, ibid. p. 580.

² *In apostolicæ*, ibid. t. xiii, p. 380.

³ *Præclara*, ibid. t. xv, p. 280.

⁴ Tous ces calculs sont faits d'après la *France ecclésiastique* de l'année 1780.

propriés à l'usage pour lequel ils avaient été donnés ; ils n'étaient plus même possédés par des religieux. Sous le nom d'abbés *commendataires*, cardinaux, archevêques, évêques, prélats, aumôniers, abbés de cour, consumaient ces revenus dans le faste, la mollesse et quelquefois le scandale. Les choses en étaient là quand le souffle de la colère de Dieu souffla sur l'église de France et la ramena à sa pauvreté et à sa vertu primitives. Qu'elle les garde long-temps ; ce serait mal l'aimer que de lui souhaiter de nouveau toute cette *sollicitude des richesses*, attachée à ce que l'on appelle une dotation territoriale.

L'abbé de Cîteaux avait la juridiction ordinaire sur les quatre premières abbayes de son ordre, qui étaient la *Ferté*, le diocèse de Châlons ; *Pontigni*, dans celui d'Auxerre ; *Clairvaux* et *Morimont*, dans le diocèse de Langres. Ces quatre abbés étaient les Pères de l'ordre ; et par l'arrêt du conseil de 1681, ils ne pouvaient prendre d'autre titre. L'abbé de Cîteaux était le chef et le supérieur général de tous les monastères de son ordre, de même que des ordres militaires de Calatrava, d'Alcantara et de Montese en Espagne, d'Avis et de Christ, en Portugal. Il avait droit de convoquer le chapitre général de son ordre à Cîteaux ; il y présidait et dans l'intervalle il en avait tout le pouvoir.

Outre ces privilèges spirituels, l'abbé de Cîteaux avait encore en France une position politique, à raison de ses immenses richesses. A l'assemblée des états-généraux de Bourgogne, il tenait le premier rang après les évêques. Henri III, en 1578, lui accorda le rang de premier conseiller au parlement de Bourgogne.

Quatre papes, Eugène III, Grégoire VIII, Célestin IV et Benoît XII, ont été moines de cet ordre ; on en a tiré quantité de cardinaux et de prélats.

Quant au collège de Paris, dit des *Bernardins*, ce fut Mathieu Paris de l'ordre des Cîteaux qui obtint en 1244, du Pape Clément IV la permission de le bâtir ; en 1246, il acquit un fonds dans la rue du Chardonnet, par échange, avec l'abbé des chanoines de saint-Victor, où il bâtit ce collège, sous le règne de saint Louis. Le pape Benoît XII, natif de Toulouse et religieux de cet ordre, fit commencer le bâtiment de l'église de ces religieux,

en 1336. Le cardinal Guillaume le Blanc, aussi bernardin, la continua jusqu'au portail, et augmenta le collège d'une bibliothèque en faveur des écoliers, pour y étudier la théologie; aucun de ces bâtimens ne subsiste maintenant.

Les moines de Cîteaux de Clairvaux, de Pontigny, de la Ferté, et de Morimont, portaient une *robe blanche* avec un *scapulaire noir* par dessus, et une *robe noire* hors du cloître; lorsqu'ils officiaient ils étaient vêtus d'une *robe blanche* appelée *coule*, courte et large, à grandes manches, et chaperon de la même couleur; c'est ce qui fait qu'ils étaient appelés *moines blancs*, pour les distinguer des bénédictins de Cluny qui étaient nommés *moines noirs*.

Pour les services rendus aux lettres, à l'état et à l'Eglise, voir BÉNÉDICTINS ET RELIGIEUX.

CLAUSES. Dans le corps des actes de presque tous les siècles on rencontre des *clauses* dont il est intéressant pour la diplomatique de connaître les époques et les formules.

On peut distinguer plusieurs sortes de clauses à raison de leurs différens objets respectifs : les *clauses déroatoires*, *comminatoires*, *impératoires*, de *réserve*, de *précaution*, de *renonciation*, etc.

Les *clauses déroatoires*, qui dérogent à tout acte contraire ne sont pas rares : elles remontent aux premiers tems. C'est ce qu'on exprime actuellement et depuis bien du tems par le mot *nonobstant*, qui vient certainement de la clause *nonobstantibus appellationibus*, copiée sur les actes de la Cour de Rome, qui se glissa dans les lettres royales, les ordonnances et les contrats d'échange du 13^e siècle. Au 14^e ces clauses sont très-communes dans les diplômes de nos rois, où le *nonobstant* revient souvent. Dans le 15^e siècle on dérogeait non-seulement à tout acte existant, mais même aux actes à venir par cette formule assez commune, *nonobstant toutes les lettres impétrées ou à impêtrer, à ce contraires*.

Les clauses déroatoires n'ont été introduites dans les bulles que vers le 12^e siècle au plutôt; et quoiqu'elles soient fort anciennes, ce n'est guère que dans ce siècle qu'elles commencent à figurer ainsi que les autres clauses dans les diplômes des souverains.

Les *clauses comminatoires* ne furent pas seulement apposées par ceux qui ayant la force en main pouvaient les faire exécuter,

mais encore par des personnes privées. Sans doute que les lois y autorisaient les particuliers, et devaient leur prêter main-forte. D'ailleurs les princes y étaient intéressés, parce que le fisc et les ayant-cause partageaient le profit des aîendes. Pour donner plus d'énergie à ces sortes de clauses, les particuliers annonçaient souvent que c'était à Dieu ou à ses saints qu'ils faisaient les donations ¹, et que nulle puissance ne devait conséquemment en changer l'ordre.

Dans les premiers tems de la monarchie ², les particuliers infligeaient des peines pécuniaires aux violateurs de leurs actes : mais on ne voit pas que les rois de la première race aient eu recours à ce remède ; leurs successeurs l'ont employé plus communément. Les papes n'adoptèrent ce moyen que vers le commencement du 11^e siècle environ ; et Alexandre II substitua la peine pécuniaire aux anathèmes. Les clauses comminatoires ne reparaissent point au 12^e siècle dans les simples lettres des papes, et c'est presque pour ce tems la seule marque par où l'on puisse distinguer leurs lettres de leurs bulles ordinaires. Voyez MENACES.

Les clauses imprécatoires. Voyez IMPRÉCATIONS.

Les clauses de réserve, par lesquelles on déclarait ne faire tort à autrui, ni empiéter sur la juridiction ou les droits d'un tiers, ne doivent commencer à paraître dans les diplômes qu'au 12^e siècle. Celui de Louis-le-Gros de 1113 pour la fondation de Saint-Victor de Paris, s'exprime ainsi : *Salvâ autoritate, Salvo jure, Salvâ debitâ obedientiâ Senonensis Archiepiscopi et Parisiensis Episcopi.* On s'est presque toujours servi pour ces clauses de réserve, en usage dans les siècles suivans, de l'expression *Salvo jure, salvâ autoritate*, et en français : *Sauf le droit d'autrui*, ou *sauf notre droit et celui d'autrui*. On s'en sert encore dans les actes.

Les clauses de précaution ont été inventées pour la sûreté réciproque des parties. Voy. ANNONCE.

Les clauses de renonciation ne sont point rares dans les actes

¹ De Re Dipl. p. 214.

² De Re Dipl. p. 97.

depuis le 12^e siècle. La formule finale des actes de notaires : *renonçant, promettant*, etc., est encore un reste de l'usage des clauses de renonciation : celles d'aujourd'hui sont implicites, mais les autres étaient souvent détaillées.

On sait que, par un effet des libertés dites gallicanes, les clauses insérées dans les rescrits de la Cour de Rome ne sont pas toutes reçues en France ; on rejette celles qui sont contraires aux maximes du royaume, et les bulles papales ne sont reçues qu'avec cette clause : *Sans adopter*, etc.

CLÉMENTINES Recueil des Décrétales du pape Clément V, publié en 1317 par l'autorité du pape Jean XXII, son successeur. Ce recueil fait partie du Droit Canon : les matières canoniques y sont distribuées à peu près suivant le plan observé dans les Décrétales de Grégoire IX. *Voy. DÉCRÉTALES.*

On a aussi donné le nom de *Clémentines* à une collection de plusieurs pièces, attribuées faussement à saint Clément, évêque de Rome, mais vénérables par leur antiquité.

CLERC et **CLÉRICATURE**. On comprend dans le Droit Canon, sous le nom de *clerc*, tous ceux qui sont consacrés au service divin ; la *cléricature* est un engagement dans l'Église et dans la profession ecclésiastique. Le premier degré de la *cléricature* est l'état de simple tonsuré. Les degrés suivants sont les quatre ordres mineurs de *portiers, lecteurs, exorcistes et acolytes*. Au-dessus des ordres mineurs, sont les ordres sacrés ou majeurs de *sous-diaconat, diaconat et prêtrise*. L'*épiscopat* et les autres dignités ecclésiastiques sont encore des degrés au-dessus de la prêtrise. Ces différens degrés de *cléricature* composent ce qu'on appelle l'*hiérarchie ecclésiastique*. Les moines ne furent appelés à la cléricature qu'en 383, par saint Sirice, pape.

Il y avait, avant 1789, plusieurs privilèges attachés à l'état de clerc : ils consistaient :

- 1^o En ce que le clergé formait le premier ordre du royaume.
- 2^o En matière civile, lorsqu'il s'agissait d'actions personnelles, les ecclésiastiques avaient le privilège de ne pouvoir être traduits que par devant le juge d'église. En matière criminelle ils étaient

d'abord jugés par le juge d'église pour le délit commun, et par le juge royal pour le cas privilégié.

3° Ils n'étaient sujets en aucun cas à la juridiction du prévôt des maréchaux, et les présidiaux ne pouvaient les juger qu'à la charge de l'appel.

4° La contrainte par corps ne pouvait être exercée contre eux, à moins que ce ne fût pour crime de stellionat, ou autre délit qui les faisait juger indignes de jouir du privilège de cléricature.

5° Ils étaient exempts de tutelle, curatelle, collecte des impôts et autres charges semblables, et de la taille dans les pays où elle était personnelle.

Mais ces privilèges n'étaient accordés qu'aux clercs constitués dans les ordres sacrés, aux bénéficiers, ou attachés actuellement au service de quelque église.

Voici maintenant quels sont les privilèges des clercs engagés dans les ordres; ils sont exempts du service militaire, des fonctions de juré, de toute tutelle et curatelle, et leurs personnes sont insaisissables. Pour tout le reste ils sont soumis à la loi commune¹.

CLERCS réguliers; différentes sociétés de prêtres qui se formèrent dans le 16^e siècle, pour vivre en communauté, et s'occuper des différentes parties du ministère. Les unes faisaient des vœux absolus; les autres des vœux simples; et d'autres, telle que celle de l'*Oratoire* n'en faisaient point. Parmi les clercs réguliers, on comptait les *Théatins*, les *Jésuites*, les *Barnabites* ou *clercs de saint Paul*, ceux du *Bon Jésus*, de la *Mère de Dieu*, de *saint Mayeul* ou *Somasques*, les *Ministres des Infirmes* ou *de bien mourir*, ceux des *Écoles pies*, les *Oratoriens*, les *Doctrinaires*, les *Lazaristes*. Voy. ces noms.

CLERCS de la vie commune. Établis vers la fin du 14^e siècle, par Gérard Groot, ou le Grand, natif de Deventer, ville des Pays-Bas. Cette congrégation se répandit dans la Flandre, la Frise, la Westphalie, la Gueldre, le Brabant. Eugène IV et Pie V lui accordèrent des privilèges; mais elle n'a point subsisté. Les mai-

¹ Voir Henrion, *Code Eccles. franç.* t. II p. 582.

sons ont été ou changées en séminaires, ou données à d'autres congrégations.

CLUNY (religieux bénédictins de). Les ravages des Lombards, en Italie, des Sarrazins, en Espagne, des Normands, en France, les guerres perpétuelles, l'ignorance, avaient réduit au plus triste état l'ordre si florissant des Bénédictins. Presque tous les moines étaient dispersés, ou menaient dans les couvens une vie scandaleuse. Bernon, moine d'Autun, aidé de deux autres de ses confrères, Odin et Aldegrin, se proposa de remédier à ce triste état. Il commença sa réforme avec douze moines, dans l'abbaye de Cluny, qu'avait fondée, en 910, Guillaume, comte d'Auvergne et duc d'Aquitaine. Peu à peu, cette réforme se propagea, et fit renaitre l'ancienne régularité monastique. La congrégation de Cluny fut la première congrégation de plusieurs maisons de bénédictins unies sous un seul chef, et immédiatement soumises au pape; avant Cluny, quoique tous les moines suivissent la règle de saint Benoît, chaque abbaye était indépendante de l'autre, et soumise à son évêque ¹.

Comme nous l'avons fait pour la maison de Cîteaux, nous allons faire l'analyse des principales Bulles qui ont l'ordre de Cluny pour objet, et qui nous feront connaître les différentes phases de son histoire.

1120. Callixte II rappelle et confirme tous les privilèges de Cluny, et surtout celui de relever seulement du pontife de Rome, et d'être soumis à son seul examen; parce que, dit la bulle, dès sa fondation Cluny a été donné en propre au siège apostolique ².

1233. Nous ne pouvons mieux faire comprendre quel était à cette époque l'état déplorable de l'ordre de Cluny, qu'en traduisant le préambule suivant, que Grégoire IX place en tête de la bulle de réformation adressée à l'abbé de Cluny et aux différens abbés de l'ordre :

¹ Hermant. *Hist. des ord. rel.*, t. 1, p. 235.

² *Religionis monasticæ*, dans le *Bull. mag.*, t. ix, p. 10, édition de Luxembourg.

« Béhenioth, non content comme le bœuf de manger les pailles, mais désirant avidement des herbes choisies, fait la chasse avec instance aux âmes d'élite, non-seulement en dressant des embûches et des pièges à ceux qui marchent avec simplicité, mais encore en tendant des lacs et jetant des filets contre ceux qui se sont réfugiés dans la solitude pour y vaquer à la contemplation. En effet, nous nous sentons en secret accablés de douleur, et en public couverts de honte, quand nous voyons cet ordre de Cluny planté de la main de Dieu dans le paradis de l'Eglise, après avoir étendu ses rameaux de la mer à la mer, et produit si long-tems les fleurs les plus suaves et les fruits les plus abondans de vertu, changé maintenant en vigne d'amertume, ne produisant plus que des fruits sauvages qui agacent les dents, changé en piège et en ruine, en pierre d'offension et de scandale, aux deux maisons d'Israël, c'est-à-dire aux âmes contemplatives et aux âmes actives. Vos maisons en plusieurs endroits sont désolées comme après les ravages de l'ennemi; plusieurs sont abandonnées comme un ombrage dans une vigne, ou un abri dans un jardin, ou une ville qui est ravagée. »

En conséquence, le pontife leur impose les réglemens suivans :

Qu'un chapitre général se tienne tous les ans, où l'on traite sans égard pour personne du rétablissement de la règle première; que l'on y nomme des visiteurs pour corriger les couvens. Trois prieurs des Chartreux y seront reçus, non pour y exercer aucune juridiction, mais pour préparer et diriger les délibérations, et pour rendre compte au pontife de la diligence ou de la négligence des délibérans; que l'on n'y reçoive ou donne aucun présent; que tous les procès soient définis en dernier ressort par les chapitres généraux.

Que deux abbés et deux prieurs soient nommés pour visiter et corriger tous les ans l'Abbé même de Cluny; que tous ceux qui seront convaincus ou fortement soupçonnés d'avoir obtenu des bénéfices au moyen d'un accord ou don quelconque, soient cassés, et qu'ils ne puissent obtenir jamais dignité ou honneur dans l'ordre.

Et parce que certains abbés, pour empêcher les moines de se plaindre, les reléguèrent dans des monastères éloignés, les visiteurs devront se faire représenter le nom des moines sortis du monastère pendant l'année, s'informer des raisons qui les avaient fait éloigner, et punir l'abbé si ce départ était injuste.

Défense de conserver plusieurs prieurés, ou de demeurer seul dans un prieuré.

Que tous les moines mangent dans le même réfectoire, du même pain et de la même cuisine; défense de manger de la viande.

Qu'aucun moine ne puisse, dans le couvent ou au dehors, être sans sa cuculle et son froc, ou sans cuculle et chape régulière, non de couleur, non somptueuse, mais telle qu'elle ne passe pas le prix de 30 sous; et qu'aucun abbé ou prieur ne puisse aller à cheval sans croupière et selle régulière, de modique prix; ou qu'aucun moine à cheval ne porte des chapeaux de feutre, ou tous autres chapeaux, ou de chaussures non à courroies; que personne, en aucun lieu, ne fasse usage de tuniques, ou surtout de couleur, ou de peaux de bête, ou de chemises, ou de linges de lin, ou ne porte des habits fendus par devant ou par derrière; ou n'ait une chape pluviale, ou équipement pour son usage particulier.

Quant aux chevaux et domestiques, on permet à l'abbé de Cluny d'avoir seulement *seize chevaux*, et les autres abbés six; les prieurs conventuels, trois ou quatre, et les autres prieurs, deux. Que l'abbé et ses prieurs n'aient plus pour domestiques des enfans ou des nobles revêtus d'habits somptueux et de diverses couleurs, mais des hommes d'âge mûr et de mœurs honnêtes.

Défense aux abbés et prieurs de contracter des emprunts ou de faire des dettes, que du consentement de la famille qu'ils dirigent, et des hommes probes du lieu qu'ils habitent.

Excommunication pour les moines qui retiennent la propriété de quelque chose. ¶

Menace de l'indignation divine contre l'abbé de Cluny et les abbés et prieurs qui exercent contre leurs sujets des exactions et des extorsions, de telle manière que le nombre antique des moines est diminué dans la plupart des couvens, tandis qu'il

est évident que les biens ne leur ont été concédés par la pieuse dévotion des fidèles que pour diriger les moines qui leur sont soumis, et pourvoir à leur entretien, afin qu'ils puissent plus librement servir Dieu.

Et parce qu'on ne doit point faire labourer le bœuf encore trop jeune, défense de recevoir pour moines des enfans avant 15 ans accomplis; que toute femme soit éloignée du couvent et du chœur¹.

1289. Désirant, dit Nicolas IV, établir le bien de la paix et l'union d'une concorde stable parini les moines de Cluny, et voyant qu'il y avait dans la bulle de Grégoire IX certaines clauses qu'il était trop difficile d'observer, il juge à propos de les modifier dans les articles suivans.

Les moines de la France devront tenir le chapitre général tous les ans, mais ceux de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Allemagne et de la Lombardie ne seront tenus de s'y rendre que tous les deux ans. — Réglemens sur les élections des définiteurs et visiteurs, et recommandation d'observer les réglemens du chapitre général.

Cependant les réglemens n'obligeront pas sous péché mortel, mais seulement pour la peine, à moins que ces réglemens ne se rapportent à quelque observance essentielle de la règle. — Obligation pour l'abbé de Cluny de rendre compte de ses recettes et de ses dépenses; défense de donner les prieurés ou doyennés aux bâtards; défense de donner des bénéfices à d'autres qu'aux personnes qui font profession de l'ordre; la permission de manger de la viande laissée à la sagesse de l'abbé; défense à l'abbé d'excommunier, de jeter en prison ou de séquestrer un moine qui en aura appelé à l'abbé ou au chapitre général².

1563. Le concile de Trente, dans son décret sur la réformation des réguliers, recommande l'observation exacte des trois vœux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté, et la vie commune; il défend

¹ Behemoth, ibid., t. 1, p. 74.

² Regis pacifici, ibid., t. 1, p. 161.

à tous réguliers de tenir ou posséder, même au nom du couvent, aucuns biens, meubles ou immeubles, pas même pour en avoir simplement l'usage, l'administration ou la cominende, mais il veut seulement que tout soit administré par les officiers des couvens.

Le concile accorde pourtant à tous monastères d'hommes et de femmes, même mendiants, la permission de *posséder des biens fonds*, excepté aux religieux de Saint-François, capucins et mineurs de l'observance.

Aucun régulier, sous prétexte de prêcher ou d'enseigner, ne pourra se mettre au service d'aucun prélat, prince, université ou communauté; mais tous devront être réintégrés dans leur couvent.

Ordonne qu'une stricte clôture soit rétablie dans les maisons des religieuses, qui ne pourront, sous aucun prétexte, sortir de leur couvent, et leurs couvents devront, autant que possible, être établis dans l'enceinte des villes.

Ordonne que tous les supérieurs et supérieures soient élus à la majorité des suffrages et au scrutin secret; que l'abbesse, prieure ou supérieure soit âgée au moins de 30 ans, et n'ait qu'une seule maison à régir.

Soumet à la juridiction de l'évêque tous ceux qui, dans les monastères, exercent des fonctions curiales sur des séculiers autres que les domestiques de la maison, exceptant toutefois le monastère de Cluny et toutes ses dépendances, et les autres maisons chefs d'ordre; à l'évêque aussi le droit de régler toutes les préséances, entre les différens ordres.

Il fixe la profession à 16, et, après une année de noviciat; les filles devront avoir 12 ans; et ordre est donné aux évêques de visiter chaque novice, et de s'informer d'elle si elle n'a pas été contrainte ou séduite, et si elle sait ce qu'elle fait; anathème contre ceux qui forcent quelqu'un d'entrer en religion, ou qui l'en empêchent.

Obligation des visites annuelles pour corriger les maisons.

Le concile déplore de voir tant de monastères donnés en *commende*, et voudrait les voir rentrer sous la discipline com-

mune; cependant, vu la dureté et la difficulté des tems, ordonne que, dans les maisons en cominande, on nomme des supérieurs exemplaires et capables, et que dorénavant on ne nomme que des sujets de l'ordre, ou qui dans six mois en fassent profession¹.

1695. Innocent XII s'occupe encore de réformer Cluny; voici ses principales prescriptions :

Qu'on ne reçoive dans les couvens de Cluny aucun moine d'un autre ordre, régulier ou religieux mendiant, que du consentement de l'abbé de Cluny et du siège apostolique, avec l'agrement des religieux qui doivent le recevoir, et qu'après avoir fait au moins un noviciat d'un an, et avoir été déclaré capable par un scrutin secret.

5. Qu'aucun abbé ou prieur comendataire ne s'avise de recevoir des moines de son autorité privée, mais que tout moine soit reçu, d'après la règle, par les moines du couvent où il doit entrer; qu'aucun d'eux non plus ne puisse disposer d'aucun des biens ou revenus du couvent, dont la disposition doit appartenir au couvent et moines du même monastère, et cela nonobstant toute coutume contraire, qu'il faut plutôt appeler corruption que coutume.

6. Qu'aucun moine, même nommé par le saint siège ou par les collateurs ordinaires des bénéfices, ne puisse être admis dans l'ordre en vertu de ces provisions, mais qu'il soit obligé de faire un noviciat d'un an, et subir ensuite l'épreuve de l'examen et du scrutin des moines du couvent : s'il est refusé, il devra se retirer de l'ordre, et céder le bénéfice dans les six mois.

7. Aucun ne pourra faire son noviciat ailleurs que dans les maisons désignées spécialement à cet effet par le chapitre général de l'ordre.

8. On choisira dans chaque province les monastères les plus convenablement situés, et l'on y établira 10, ou au moins 8 moines, afin que le service divin puisse s'y faire décentement; et si les revenus du couvent sont insuffisans, que l'on y pourvoie par suppression ou union d'offices.

¹ *Conc. Trid. Ses. 25, de regularibus, c. 1 et 11.*

9. Voici quelques règles pour l'application des manses et l'union des offices.

On ne pourra rien demander, pour la *portion monachale*, aux prieurés et monastères qui depuis quarante ans n'ont jamais fourni aucune manse ou portion monachale, et dont les revenus nets ne s'élèvent pas à 1,200 livres. Et comme cet article ne peut manquer de susciter de nombreuses discussions, on prie le pape d'user de son pouvoir pour faire faire au plus vite un inventaire des revenus de chaque couvent.

10. Défense pour l'avenir de payer aux moines, des pensions pour leur nourriture ; mais que tout soit mis en commun et administré par les celleriers et procurateurs, lesquels pourvoiront aux besoins matériels de chaque moine, avec obligation de rendre compte à l'abbé ou au chapitre au moins tous les ans.

11. Ordre de tenir tous les trois ans les chapitres généraux, long-tems interrompus, et qu'on n'y admette que les abbés, prieurs et doyens des couvens.

12. Pouvoir donné aux visiteurs d'envoyer les moines dans les couvens de la même province, et même dans d'autres provinces, si les abbés de Cluny et les chapitres généraux l'ordonnent.

14. Le collège de l'ordre, fondé à Paris, ne pourra plus être donné entitre de bénéfice, mais sera administré sous l'autorité de l'abbé de Cluny ; cependant le sieur Louis Moreau, titulaire actuel, qui a si bien mérité de l'ordre, ne pourra en être retiré ; personne en outre ne pourra se loger dans ce collège, excepté ceux qui le dirigent, et les écoliers qui y sont élevés.

15. Comme l'ordre de Cluny doit plus à la noblesse française que tout autre ordre, il y aura un certain nombre de monastères où seront reçus seulement ceux qui auront fait des preuves indubitables de noblesse.

16. Obligation de porter l'habit de l'ordre, la robe, le scapulaire sur la robe, pendant de telle manière, devant et derrière, qu'il paraisse tout à fait sans globules ; défense de manger ou boire dans les tavernes, ou de sortir sans la permission du prieur ; rétablir partout la vie commune.

18. Plusieurs moines, pour se donner le plaisir de voyager, et de sortir du monastère, suscitaient des procès : ordre que tous les procès des moines soient terminés par le jugement des visiteurs, avec appel à l'abbé de Cluny. — Rétablir les couvens ruinés.—Défense de laisser entrer les femmes.—Plusieurs religieux, pour ne pas montrer leur tonsure, portaient des perruques; ordre de les supprimer.

23. Après que les novices auront fait leur année de noviciat, ils mèneront encore pendant deux ans la vie régulière dans les mêmes monastères, avant d'être envoyés dans les collèges. On désigne pour noviciats les prieurés de Saintes, de Charlieu, d'Abbeville, de Nogent-le-Notrou, et de Nanterre, et pour la stricte observance, la *sacrée* abbaye de Cluny, et les prieurés de Sainte-Marie, de la Charité, et de Saint-Martin-des-Champs, de Paris.

24. Déplorable état de relâchement et de ruine de quelques abbayes. — Défense aux moines du port et de l'usage des armes, de toutes chasses et de tous jeux de hasard ¹.

En 1789, l'Ordre était divisé en deux branches: l'une connue sous le nom d'*ancienne Observance*, et l'autre sous le nom d'*étroite Observance*, ou d'*Observance réformée*. La bulle d'érection de l'abbaye de Cluny l'exemptait, ainsi que son territoire de la juridiction de l'Évêque; cette exemption avait même été confirmée par le Concile de Trente : mais peu avant 1789, un arrêt du conseil la soumit à l'évêque de Mâcon. Elle était tenue en commande par un abbé nommé par le roi ; cet abbé était le chef des deux observances, et prenait le titre d'*abbé, supérieur général, et Administrateur perpétuel de tout l'ordre de Cluny*. Il était en cette qualité conseiller-né au Parlement de Paris. En 1780, c'était le cardinal de la Rochefoucault qui était abbé de Cluny depuis 1757, avec un revenu de 50,000 li.

L'église de Cluny était une des plus grandes de la France, elle avait 600 pieds de long sur 120 pieds de large; il y avait aussi une bibliothèque célèbre par ses manuscrits. Mais l'église et le

¹ *Pastoralis officii*, *ibid.*, t. xii, p. 243.

couvent, pillés trois fois par les calvinistes, ont été démolis au commencement de ce siècle¹.

Cette congrégation a donné trois souverains pontifes à l'église : Grégoire VIII, Urbain II, Paschal II, et un grand nombre de cardinaux et de prélats.

Les religieux de Cluny étaient appelés dans plusieurs canons, *moines noirs*, parce que leur habit était de cette couleur, et pour les distinguer des religieux de Cîteaux, dont l'habit était blanc, et qui pour cette raison ont été nommés *moines blancs*.

Les études des moines de Cluny étaient organisées à peu près comme celles de Cîteaux (voir ce mot). Comme les Bernardins, ils avaient à Paris un collège qui avait été fondé en 1269 par Yves de Vergy, au coin de la place de Sorbonne ; il fit aussi construire le réfectoire, la cuisine, le dortoir et la moitié du cloître. L'église, l'autre moitié du cloître, le chapitre et la bibliothèque, furent construits par Yves de Chassant, son neveu et son successeur en cette abbaye. L'hôtel de Cluny est tout ce qui en reste. Voir BÉNÉDICTINS ET RELIGIEUX.

COLLATION DE BÉNÉFICES. Voyez BÉNÉFICES.

COLLEGE. En général, ce nom est donné à une assemblée de certains corps ou sociétés. Chez les Romains, il y avait un collège des augures ; celui des jeux capitolins, celui des artisans, des charpentiers, des potiers, des fondeurs, des serruriers, des ingénieurs, et beaucoup d'autres. Ce fut Numa qui divisa le peuple romain en collèges. On dit, à Rome, le collège des cardinaux ; en Allemagne, le collège des électeurs, et le collège des princes ; et en France, on disait le collège de l'amirauté.

Les Romains en établirent en beaucoup d'endroits, et surtout dans les Gaules. Les plus fameux furent ceux de Marseille, de Lyon, d'Autun, de Besançon, etc. Les mages, chez les Perses ; les gymnosophistes, chez les Indiens ; les druides, chez les Gaulois, enseignaient les sciences à la jeunesse. Quand la religion chrétienne fut établie en France, il y eut presque autant de collèges qu'il y avait de cathédrales, de chapitres et de monastères ; mais ces col-

¹ Voir *Hist. de l'abbaye de Cluny*, par M. Lorain, vol. in-8. 1840.

lèges ne commencèrent guère que du tems de Charlemagne. On y apprenait aux enfans les psaumes, la musique, l'arithmétique, la grammaire, etc.

Sous différens prétextes, les cathédrales, les chapitres et les monastères abandonnèrent en grande partie l'enseignement de la jeunesse; et c'est de cette époque qu'ils commencèrent à perdre leur influence.

A l'époque de la révolution, il y avait, à Paris seulement, 44 collèges, où la plupart des étudiants étaient reçus et élevés gratuitement. Parmi ces collèges on distinguait ceux de la *Sorbonne* fondé en 1252, et qui subsiste encore; des *Bernardins* ou de *Cîteaux* fondé en 1244; des *Cordeliers* fondé en 1253; de *Cluny* fondé en 1269; le *Collège Royal de France* fondé par François I^{er} en 1530, pour y enseigner toutes les langues et tous les arts, et qui subsiste encore avec éclat; celui des *Jésuites* fondé en 1563, et le *collège Mazarin* ou des *Quatre-Nations* fondé en 1688.

COLLIER (ordre du), ou de S. Marc, que le doge de Venise et le sénat donnaient à ceux qui se distinguaient par quelque belle action, soit citoyens ou étrangers. Les chevaliers n'avaient point d'habit particulier, ils portaient seulement au cou une chaîne d'or, à laquelle était attachée une médaille d'or, où était représenté le lion ailé de la république.

COMMENDE. Du mot latin *commendare*, confier. Dans l'origine, lorsqu'une Eglise était vacante, l'évêque la confiait à un ecclésiastique voisin; de même, lorsqu'un bénéfice ne pouvait être desservi par un véritable titulaire, on en donnait la simple administration à un ecclésiastique. D'après le droit, on ne devait pas donner cette administration pour plus de six mois; mais de grands abus s'introduisirent dans cette matière; il arriva bientôt qu'au moyen de la *commende*, donnée à vie, la plupart des bénéfices réguliers passèrent sous le pouvoir des rois qui les donnaient à des ecclésiastiques séculiers de familles nobles. Les commendes étaient devenues un moyen de conférer les bénéfices à des personnes qui n'avaient pas les qualités pour en avoir les titres. En vain les papes réclamèrent; les abus allèrent toujours en croissant,

et à l'époque de la révolution, c'était un des plus grands scandales de l'Eglise.

COMMITTIMUS. On entend par ce mot latin, que l'on a presque francisé, le droit et privilège dont jouissaient quelques officiers de la maison du roi et autres, d'évoquer toutes leurs affaires en première instance aux requêtes du palais, ou à un tribunal particulier. Cet usage n'a pas commencé vers l'an 1367, comme quelques-uns le prétendent; car on en trouve un exemple, qui est au moins un des plus anciens, s'il n'est pas le premier, dans une charte de Henri I, en faveur de l'abbaye de S. Evroult, donnée en 1113, et rapporté par Ordéric Vital : *Et ne quis ad placitum monachos., nisi in curia Regali provocaret, generali autoritate prohibuit*. On peut donc assurer que, depuis le 12^e siècle inclusivement, de pareilles clauses de *committimus* ne peuvent porter aucun préjudice aux pièces qui les renferment.

COMPÉTENS. On appelait ainsi dans la primitive Eglise, ceux des catéchumènes qui étant suffisamment instruits, demandaient à recevoir le baptême. On les admettait par le signe de la croix et par l'imposition des mains; on leur expliquait le symbole et les mystères que l'on cachait avec soin aux infidèles. On les appelait encore *electi*, élus.

COMPTES (Chambre des). Cette cour, regardée comme un tribunal où l'on examinait les comptes des revenus du souverain, est aussi ancienne que la monarchie. C'était une partie des fonctions du conseil du roi, qui s'en acquittait par un certain nombre de ses membres qu'il députait *ad hoc*. On ne peut fixer l'époque de la séparation et distraction de la *Chambre des Comptes* du corps du *Conseil Privé*, ni de sa résidence à Paris. Il est seulement certain qu'elle n'était pas sédentaire en 1226, et qu'elle l'était avant 1300 ¹.

On voit des *maîtres des comptes* dès Philippe le Bel en 1307 ils sont expressément nommés sur les tablettes de circ que l'on

¹ Dans du Chesne, l. XII, p. 840.

² *Journal des Savans*, nov. 1765.

conservait à l'abbaye Saint-Germain-des-Prés. Les *correcteurs des comptes* sont des charges créées par Charles VI, en 1410, par édit du 14 Juillet. Les *auditeurs de la Chambre des Comptes*, très anciens et déjà qualifiés, reçurent par l'édit de 1552 un degré d'illustration de plus ¹.

COMPUT. On appelle ainsi, en terme ecclésiastique, la manière de supputer les tems. Les diverses parties de cet ouvrage qui roulent sur la même matière, paraissent entrer suffisamment dans le détail des objets principaux; c'est pourquoi on se borne ici aux tems qui ont précédé la venue du Messie.

On a beaucoup varié dans les derniers siècles, sur le calcul des tems avant Jésus-Christ. Les uns, et c'est l'opinion la plus commune, quoique peut-être la moins fondée, mettent 4000 ans seulement avant Jésus-Christ, au lieu de 6000 qu'admettent les autres. Eusèbe de Césarée a été le premier entre les anciens, qui ait commencé à abrégér ce calcul. L'Eglise d'Antioche, si l'on en croit Hésychius, comptait 5000 ans depuis la création du monde jusqu'à Jésus-Christ, ainsi que saint Clément, saint Ambroise, saint Hippolyte, etc. Dans le 3^e siècle on commença à ne compter que 5500 ans; et la fameuse chronique de Jules Africain fut en partie cause de ce changement. Il acheva cet ouvrage l'an 221 de Jésus-Christ. Ce système devint commun en Egypte, et surtout à Alexandrie, vers le commencement du 5^e siècle. Il fut depuis appelé *l'ère d'Egypte* ou la *période d'Alexandrie*. Le Concile in Trullo, en 692, y ajouta 8 ans, et cette époque fut nommée la *période de Constantinople*, ou *l'ère Romaine*. Vers le commencement du 5^e siècle, les Eglises d'Occident, entraînées par la chronique d'Eusèbe, suivirent son calcul, qui n'admettait que 5199 ans avant Jésus-Christ. Rome l'adopta, et Bède est le premier qui ait osé le rejeter pour introduire celui du texte hébreu et de la Vulgate. Adon, qui vivait dans le 9^e siècle, est le premier qui ait imité Bède. Enfin, ce n'est proprement que vers la fin du dernier siècle, que quelques protestans s'attachèrent à la supputation

¹ *Journal des Savans*. nov. 1765.

des Juifs, et en formèrent le comput commun ¹. Voyez CALENDRIER, ANNÉE, etc.

COMTE. Le titre de comte remonte au moins aux premiers empereurs, qui nommèrent leurs conseillers *comites*, compagnons. Dès le tems d'Auguste, on voit des sénateurs choisis pour son conseil avec le titre de *comites Augusti*. Il en est cependant qui pensent que le mot *comes*, comte, vient de *comedere*, et qu'il désignait ceux qui mangaient avec l'Empereur, ou qui avaient droit de *bouche en Cour*, comme on s'exprimait. Quoiqu'il en soit, c'était plutôt alors une dénomination qu'un titre. En 253, le mot *comes* commençait à passer pour une dignité ². Ainsi le titre de comte ne doit pas tout-à-fait son origine à Constantin le Grand. Mais ce prince en illustra la dignité au point de la mettre même au-dessus des ducs en 330 ³. On peut dire que les comtes étaient les courtisans et les geus de la suite du prince : c'est pourquoi on appela sa cour *comitatus* ⁴. Dans le 4^e siècle ils commencèrent à devenir militaires ; et au 5^e, il était établi que les gouverneurs de province se décorassent de la qualité de duc, et les gouverneurs des villes ou d'un seul diocèse, de la qualité de comte.

Un véritable Comte devait posséder une terre érigée en *comté*; et porter dans ses armes une *couronne perlée* ou un *bandeau circulaire orné de trois pierres précieuses, et surmonté ou de trois grosses perles*, ou d'un rang de perles qui se doublent ou se triplent vers le milieu et le bord supérieur du bandeau, et sont plus élevées que les autres. — Ce titre est immédiatement au-dessous de celui de *marquis*, et au-dessus de celui de *vicomte*.

COMTES DU PALAIS ET PALATINS. Nos rois de la première et seconde race, en parlant d'un de leurs comtes, le qualifiaient *comes palatii nostri*, et au 9^e siècle, *comes sacri palatii*, comte du sacré palais. De ces titres à celui de comte palatin, il n'y

¹ Pezron, *Défense de l'antiquité des tems*, ch. 1.

² Tillem. *Hist. des emp.*, t. III, p. 389.

³ *Histoire du bas empire*, t. 1, p. 524.

⁴ Aut. Matthæus, *de nobil. part.* cap. 10.

avait qu'un pas à faire, et au 11^e siècle il était déjà fait. Les empereurs, les rois d'Espagne et d'Angleterre ont aussi en leurs comtes palatins. Dans le 12^e siècle, plusieurs seigneurs, tels que les comtes de Chartres, de Champagne, de Brie, de Blois, de Toulouse, de Flandres, s'intitulaient encore *comtes palatins*¹ : mais l'ancienne maison de Chartres et de Blois est la seule qui ait continué de s'arroger ce titre dans la personne de son aîné.

Les comtes du palais, sous les première et seconde races, étaient les chefs de la justice. Les diplômes royaux appelés *préceptes*, et ceux qui avaient trait à la forme judiciaire, ou qui renfermaient des jugemens, étaient énoncés par des comtes du palais, au moins depuis le 8^e siècle : les archichapelains-chanceliers ne délivraient que les diplômes ecclésiastiques.

Il est constant et démontré qu'il y eut plusieurs comtes du palais à la fois². Ces Comtes augmentèrent en puissance à mesure que les rois méritèrent mieux le surnom de fainéans. Vers le 10^e siècle ils partagèrent pour ainsi dire entre eux les provinces : de là, les comtes de Toulouse, de Blois, de Champagne, de Flandre, etc. ; et tous se qualifiaient *comtes du palais* ou *palatins*.

COMTÉS. Les *comtes* simplement dits, abusant de la faiblesse et des derniers rois de la seconde race, firent des principautés des lieux et des villes où ils commandaient auparavant par commission, et dès lors ils ajoutèrent à leurs noms celui de leurs comtés. Ce n'est que depuis le 9^e siècle, et surtout depuis l'hérédité des fiefs, que dans les actes on a distingué les lieux par *comtés*, *comitatus*. Louis le Debonnaire rendit le comté de Paris héréditaire en faveur de Bégon, son gendre : mais Charles le Chauve fut le premier qui autorisa, par un capitulaire, la succession des comtés dans les familles.

Le titre de *comté* était attaché aux évêchés de Beauvais, de Châlons et de Noyon, dont les titulaires étaient *comtes-pairs ecclésiastiques*.

Les chartes où il serait fait mention de *comtés* possédés en

¹ Brussel, *des Fiefs*, p. 377.

² *De re Diplomaticâ*, p. 117.

propre et par forme d'héritage, et qui seraient antérieures à Charles le Simple en France, et à Henri l'Oiseleur en Allemagne, pourraient à juste titre passer pour fausses. Il en faut excepter en France Bégon, comte de Paris.

Pour abolir les comtés souverains, et empêcher que les comtés en général ne se multipliasent trop, Charles IX ordonna, en 1564, que les comtés et duchés retourneraient à la couronne au défaut d'enfants mâles.

COMTESSE. Avant le 8^e siècle, le nom de *comitissa*, comtesse, ne se trouve point dans les titres.

CONCEPTION de la *bienheureuse Vierge Marie immaculée* ; ordre militaire, dit aussi de la *milice chrétienne*, fondé par Ferdinand, duc de Mantoue, Charles, duc de Nivernais, et Adolphe, comte d'Alban, et approuvé ¹ le 12 février 1623, par Urbain VIII. Les frères devaient être toujours prêts à combattre sur terre et sur mer *les infidèles* et *les ennemis de la sainte Eglise romaine et de la foi catholique*. Ils devaient être nobles, vivre sous la règle de saint François et faire profession de chasteté conjugale, de pauvreté, d'obéissance et de fidélité au siège apostolique et au souverain pontife, à la juridiction duquel ils étaient seulement soumis. Leurs revenus pris sur les biens ecclésiastiques ne devaient pas dépasser 300 écus romains. — Le duc de Nevers fut créé en même temps grand-maître.

Il ne paraît pas que cet essai tardif, pour renouveler les grands ordres militaires, ait prospéré ou ait été d'un grand secours pour l'Eglise.

CONCILE. Assemblée légitime des pasteurs de l'Eglise pour régler ce qui concerne la foi, les mœurs et la discipline. On en distingue de trois sortes : 1^o les *généraux* ou *œcuméniques*, représentant l'Eglise universelle, lesquels, quand ils sont présidés ou approuvés par les papes, sont d'un commun accord infaillibles. Les évêques seuls y ont voix délibérative. — 2^o Les *provinciaux*, où se trouvent les évêques d'une métropole avec le clergé, c'est-à-dire les abbés, les doyens, les chanoines et les curés. Leur au-

¹ Par la Bulle, *Imperscrutibilis*, dans le *Bull. mag.* t. iv, p. 37.

torité est irréfutable, quand ils sont approuvés par le pape. 3^e Les diocésains ou *épiscopaux*, appelés aussi *synodes*, et composés de l'évêque et de son clergé.

Il est essentiel d'observer qu'en ce qui touche la foi, les conciles ne procèdent pas par *discussion*, *raisonnement*, mais par *témoignage*. Les évêques y viennent témoigner de la foi qui est reçue dans leurs Eglises. Ce n'est donc pas eux, ni les pères, ni les papes qui ont fait ou qui sont notre symbole; notre croyance vient de Dieu. Ils sont chargés de la conserver, et les décrets des conciles constatent seulement quelle est cette foi, dans quels termes il faut l'énoncer, et quelles sont les opinions qui y sont contraires.

CONCLAVE. Par ce mot on entend, ou l'assemblée des cardinaux pour l'élection d'un pape, ou le lieu dans lequel ils s'assemblent.

Le conclave fut établi à l'occasion de l'élection du successeur de Clément IV, mort à Viterbe en 1268. Les cardinaux ne pouvant s'accorder sur cette élection, voulaient se retirer de Viterbe. Les habitans, par le conseil de S. Bonaventure, les enfermèrent dans le palais, en leur disant qu'ils ne sortiraient point qu'ils n'eussent donné un chef à l'Eglise. C'est en conséquence de cette conduite, que dans le concile de Lyon, qui se tint en 1274, on fit, relativement au conclave, une constitution qui est suivie à quelques changemens près. Les cardinaux doivent, douze jours après la mort du pape, s'assembler dans le palais du Vatican, où l'on a pratiqué des cellules pour autant des cardinaux qui doivent concourir à l'élection. Les cardinaux doivent rester ainsi assemblés jusqu'à ce que l'élection soit faite. Ils vont deux fois par jour au scrutin.

CONFALON ou *Gonfalon* (confrérie du). Ce mot, qui vient de l'italien *confalone*, signifie *étendard*. Cette confrérie fut établie par quelques citoyens romains, ou, selon d'autres, par Clément IV, en 1264 ou 1267, pour la rédemption des chrétiens captifs chez les Sarrasins. Grégoire XIII confirma cette confrérie en 1476, l'érigea en archi-confrérie l'an 1583, et lui accorda beaucoup de privilèges. Sixte V fixa un revenu pour le rachat des cap-

tifs. Cette confrérie, qui fut la première et le modèle de toutes les autres, a pris son nom du gonfalon ou de la bannière qu'elle porte aux processions, et sur laquelle est l'image de la Vierge, sa patronne. Il y avait une de ces confréries à Lyon, associée à celle de Rome.

CONCURRENS. Il n'est pas étrange de rencontrer là date des *concurrrens* dans les tems où les notaires, tabellions et autres, faisaient un grand étalage de la science des dates dans leurs actes : voici ce qu'on entend par ce terme.

Les *concurrrens* ont été institués pour réunir sous un seul point de vue le nombre de jours qui restent en sus des 52 semaines de l'année, jusqu'à ce qu'ils puissent former une semaine entière ; il ne peut donc jamais y avoir que 7 *concurrrens*. L'année est composée de 365 jours et six heures : il ne faut que 364 jours pour former les 52 semaines. Il reste donc tous les ans 1 jour et 6 heures, ce qui fait pour la première année 1 jour de *concurrent*. La deuxième année en donnera 2 de *concurrrens*, plus 12 heures ; la troisième en fournira 3 de *concurrrens*, plus 18 heures ; la quatrième en donnant 4 jours, plus 24 heures, donne par conséquent 5 jours de *concurrrens* ; la cinquième fournit le 6^e *concurrent* ; et la 6^e année, la semaine est plus que complète. De là l'on voit que dans les années bissextiles il y a deux *concurrrens*. Par la correction du calendrier grégorien les *concurrrens* ont été abolis dans le comput ecclésiastique, ainsi que les *réguliers*. Voyez *RÉGULIERS*, *CYCLE*, *ÉPACTE*.

CONFESSEUR DU ROI. Le titre de confesseur du roi, pris par un évêque en 1475, fut un titre nouveau. Il se trouve dans un acte de l'ouverture de la chaise de Saint-Ursin ¹.

CONFRÉRIE. On appelle ainsi une réunion ou association de plusieurs personnes. Les confréries sont très-anciennes dans l'Eglise et dans l'Etat. Toute la société catholique, les arts, les métiers, etc., étaient réunis en confréries. Elles avaient toutes pour but d'aider les membres qui les composaient, ou le prochain, dans leurs besoins temporels, comme rachat des captifs, délivrance des prisonniers, instruction des peuples, soin des orphelins, etc.,

¹ *Gall. Christiana*, t. II, p. 27.

etc. ; et les papes, qui les approuvaient, y ajoutaient de plus les grâces spirituelles. On avait donc réalisé alors ce que les *sociétaires* modernes cherchent depuis si long-tems. Mais il est douteux qu'ils arrivent aux résultats qui avaient été obtenus tout naturellement par les institutions catholiques.

Toutes les confréries furent supprimées en France par la loi du 18 août 1792 ; tous leurs biens furent enlevés violemment aux anciens membres, et vendus. Ce qui en resta fut, en 1810, attribué aux fabriques. Cependant, dès 1804, un décret du 22 juin¹ permit à quelques-unes de se reconstituer. Les confréries ne peuvent être établies qu'avec la permission de l'évêque. La confrérie la plus considérable est celle de l'*Immaculée Conception*, établie récemment à Paris, par M. Desgenettes, curé des Petits-Pères, et ayant pour but de prier pour la conversion des pécheurs.

On appelle *archi-confréries*, les confréries qui ont le droit d'en établir d'autres qui leur sont aggrégées.

CONFRÈRE de la Passion. Les confrères de la *Passion* étaient des comédiens ainsi appelés, parce qu'ils représentaient les mystères de la passion. Cette confrérie fut, en 1402, autorisée et mise sous la protection du roi Charles VI. On éleva un théâtre dans la grande salle de l'hôpital de la Trinité. Peu de tems après, une autre société se forma sous le nom d'*Enfans sans soucis*, et fit dresser aux halles un théâtre sur lequel ils représentaient des pièces qu'ils appelaient *sotties*. Les sujets étaient pris des aventures les plus plaisantes qui se passaient dans la ville. La confrérie de la Passion ne put se soutenir qu'en adoptant cette troupe, qu'on appelait encore la *joyeuse institution*. Elle dura jusqu'au moment où l'on défendit, en 1548, les représentations des *Mystères*. — C'est cette confrérie de la Passion, qui est le berceau de la scène française.

CONGRÉGATIONS. Assemblée ou société de diverses personnes formant un corps ecclésiastique. On donnait plus particulièrement ce nom à des sociétés spéciales de religion, faisant partie d'un

¹ Voir aussi les décrets des 25 janv. et 11 mai 1807.

ordre entier, comme la *congrégation de Saint-Jannes et de Saint-Marc*, faisant partie du grand ordre des Bénédictins. Voici quelques-unes des congrégations les plus célèbres fondées en France :

1592. *CONGRÉGATION des prêtres de la Doctrine chrétienne*, fondée par César de Bus, confirmée en 1597 par Clément VIII et ayant pour objet *l'instruction des pauvres, des ignorans et des gens de la campagne*. A l'époque de la révolution, elle comptait trois provinces, Avignon, Paris, Toulouse, qui comprenaient 15 maisons et 26 collèges.

1611. *CONGRÉGATION des prêtres de l'Oratoire*, fondée par le cardinal de Bérulle, confirmée en 1613 par Paul V, et ayant pour objet de *rétablir la discipline ecclésiastique, et de former des prêtres pour diriger des collèges, des séminaires et même des cures*. Les prêtres de l'Oratoire ne faisaient point de vœux, ils ne contractaient d'autre obligation que celle de vivre conformément à leur état. A la destruction des jésuites, les oratoriens furent chargés de la plupart de leurs collèges. L'Oratoire a produit plusieurs hommes célèbres; malheureusement il s'est fait distinguer encore par son obstination dans le jansénisme, et par la part qu'ont prise quelques-uns de ses membres aux crimes les plus honteux de la révolution.

1626. *CONGRÉGATION des prêtres de la Mission*, dits aussi *Lazaristes*, fondée par Saint-Vincent-de-Paul, approuvée en 1632 par Urbain VIII, pour un triple but : 1° *évangéliser le peuple dans les campagnes*; 2° *diriger les séminaires*; 3° *envoyer des missionnaires en pays étrangers*. A la révolution, les Lazaristes dirigeaient 49 séminaires; supprimés en 1792, ils furent relevés par un décret en 1804, puis supprimés de nouveau en 1809; enfin, rétablis par ordonnance du 3 février 1816, ils sont rentrés dans l'exercice des trois œuvres pour lesquelles ils avaient été établis.

1632. *CONGRÉGATION des missionnaires du Saint-Sacrement*, fondée par Christophe d'Authier de Sisgau, confirmée en 1647 par Innocent X, ayant pour but le *rétablissement de la discipline et la réforme du clergé*, et dirigeant dans ce but des séminaires et des collèges.

1633. *CONGRÉGATION des prêtres du Calvaire*, fondée par Hubert

Charpentier, dans le but d'honorer Jésus-Christ et de prêcher la foi; et en particulier de convertir les protestans par la parole; ils s'étaient établis au mont Valérien, à Paris.

1641. CONGRÉGATION des prêtres de Saint-Sulpice, fondée par Jean-Jacques Olier, ayant pour but de rétablir la discipline parmi le clergé, et de renouveler la piété parmi les fidèles; et pour cela, ils se consacraient à élever les jeunes ecclésiastiques et à diriger les séminaires de la France. Supprimés en 1792, ils furent rétablis par ordonnance du 3 avril 1816. — Les Sulpiciens dirigent encore un grand nombre de séminaires en France.

1643. CONGRÉGATION des prêtres de Jésus et de Marie, appelés communément Eudistes, fondée par le père Jean Eudes, oratorien, consacrée à diriger les séminaires et à faire des missions, d'abord à Caen et puis en différens diocèses. — Les Eudistes, réunis en 1826 par l'un d'eux, l'abbé Blanchard, dans la maison du Pont-Saint-Martin, à Rennes, ont recommencé et continuent leurs travaux.

1663. CONGRÉGATION des prêtres des Missions étrangères, fondée par le père Bernard de Sainte-Thérèse, et approuvée par lettres patentes du 27 juillet 1663, consacrée à porter la connaissance de l'évangile dans les pays infidèles. Ces prêtres, dispersés par la révolution, se réunirent de nouveau en 1804; mais ils furent supprimés de nouveau en 1809, ainsi que la pension de 15,000 francs qui leur avait été assignée. Enfin, réunis encore en 1815, ils reprirent toutes les œuvres pour lesquelles ils avaient été créés, c'est-à-dire, convertir les idolâtres, soutenir les nouveaux chrétiens, former un clergé composé des naturels du pays. Ils ont dans ce moment dans le Tong-King un séminaire et 6 collèges; en Cochinchine, un séminaire, 2 collèges; en Chine, dans le Sse-tchuen et le Fo-kien, plusieurs collèges; dans le royaume de Siam, 1 collège de Siamois à Bangkok, 1 collège de Chinois à Poulô-Pinang; à Pondichéry, 1 séminaire pour les Indiens, 1 collège pour les colons. — Maison de correspondance et séminaire à Macao.

1681. CONGRÉGATION des frères des écoles chrétiennes, fondée par Jean-Baptiste de la Salle, de la ville de Reims, destinée à enseigner aux enfans du peuple, et gratuitement, la lecture, l'écriture,

le calcul et les principes de la religion. La première école fut établie à Reims; c'est en 1684 que les élèves firent des vœux et s'appelèrent *frères des écoles chrétiennes*, avec un statut particulier. Ces vœux sont pour trois ans. Ils s'établirent à Paris en 1688, et de là dans toute la France. Quand ils furent supprimés en 1792, ils avaient en France 121 maisons occupées par plus de 1,000 frères; alors ils passèrent en Italie. En 1799 il ne restait que 2 maisons : celles de Ferrare et d'Orvietto, composées de 15 frères. — Mais dès 1805 ils reprirent leur habit et recommencèrent leur utile mission qui n'a cessé de prendre des accroissemens. En 1830 ils comptaient 240 maisons dont 192 en France, 2 à Bourbon, 1 à Cayenne, 5 en Italie, 5 en Corse, 1 en Savoie et 4 en Belgique, avec plus de 2,000 frères. Tracassés d'abord par les ennemis de la religion, ils ont vu enfin leurs services dignement appréciés, et constituent en ce moment la plus belle œuvre qui existe pour la moralisation des classes pauvres.

1703. *CONGRÉGATION du séminaire du Saint-Esprit*, fondée par l'abbé Desplaces, de Rennes, pour former des prêtres pour les missions, pour diriger les séminaires, et pour aider dans leur vocation ecclésiastique des jeunes gens peu aisés, mais dont la vertu et l'aptitude aux sciences promettaient d'utiles services. Bientôt ils se consacrèrent aux missions de la Chine, des Indes, du Canada et de l'Acadie; depuis 1776, ils ont des maisons à Cayenne et à la Guyanne française, à Gorée, sur le fleuve Gambie, et à Saint-Louis, au Sénégal. Ces prêtres furent rétablis par ordonnance du 3 février 1816, avec une pension de 5,000 francs. — Ces fonds ont été retirés en 1830, mais l'œuvre n'en continue pas moins.

1815. *CONGRÉGATION des prêtres des missions de France*, fondée par l'abbé Legris-Duval, et MM. Rausan et de Forbin-Janson. Son but était d'évangéliser la France entière. Autorisés par ordonnance du 25 septembre 1816, ils ont été supprimés depuis 1830; cependant ils subsistent encore et s'occupent toujours de leur louable mission.

1821. *CONGRÉGATION des frères de Saint-Joseph*, de Reuillé-sur-Loir, fondée par M. du Jarrié, curé de cette paroisse, et approu-

vée par ordonnance du 25 juin 1823 : ils sont *consacrés à l'éducation du peuple des campagnes* : ils possèdent en ce moment plus de 47 établissemens dans le diocèse du Mans et aux environs. — Une autre *congrégation de frères de Saint-Joseph* fut aussi approuvée en 1823 dans le diocèse d'Aniens. Ce sont des clercs laïques : ils *aident les curés* dans l'administration des sacremens , l'enseignement du catéchisme, le chant de l'office divin, etc.

1822. *CONGRÉGATION de l'Instruction chrétienne ou des petits-frères*, fondée par M. l'abbé Jean de la Mennais, pour *l'instruction des enfans pauvres de la Bretagne* : elle fait en ce moment beaucoup de bien. — Une congrégation à peu près semblable a été établie par M. l'abbé Fréchalard ; les frères tiennent les écoles dans les campagnes et servent de chantres aux curés. — Il existe encore beaucoup d'autres associations de prêtres fondées dans la provinces pour l'instruction et la moralisation des peuples, mais nous ne pouvons les citer toutes.

CONGRÉGATION DE FEMMES. Depuis que le Christianisme a relevé la femme de l'état d'esclavage ou d'abjection dans lequel le paganisme l'avait réduite, on sait que partout où il y a des maux à guérir, des afflictions à consoler, des bonnes œuvres à faire, on trouve toujours des femmes : c'est ce qu'il faut dire principalement des femmes catholiques. Il serait inutile de parler ici des *sœurs de Charité*, cette création unique du catholicisme ; jamais l'action chrétienne n'a été plus générale, plus étendue, plus fructueuse. Non contentes d'exercer leur zèle dans les hôpitaux de la France, les sœurs catholiques tiennent en leur main l'éducation des jeunes personnes, depuis les filles du peuple jusqu'à celles du rang le plus élevé. Qu'il soit permis de dire que c'est de la France qu'elles sortent et qu'elles se répandent partout, en Amérique, dans les îles les plus éloignées ; et maintenant une nouvelle carrière vient de s'ouvrir devant elles : c'est celle de la conversion des Arabes et des Mahométans. Le peu de civilisation réelle et véritable qui s'établit à Alger, à Constantine, à Smyrne, à Constantinople, vient des *sœurs de Charité* qui sont

allées s'y établir. Nous nous bornons ici à donner leur nom et l'ordre chronologique de leur établissement.

- | | |
|---|--|
| 1607. Filles de Notre-Dame, à Bordeaux. | 1679. Sœurs de la Charité d'Évron. |
| 1607. Hospitalières de Notre-Dame-du-Refuge, à Nancy. | 1688. Filles du Bon-Pasteur. |
| 1624. Hospitalières de la Charité de Notre-Dame. | 1699. Sœurs de Saint-Paul. |
| 1625. Filles de la Croix. | 1702. Tiers-ordre du Carmel. |
| 1629. Hospitalières de Loches, en Touraine. | 1716. Filles de la Sagesse. |
| 1630. Congrégation de la Miséricorde de Jésus. | 1720. Filles du Bon-Sauveur, à Caen. |
| 1630. Filles de la Providence et de l'Union chrétienne. | 1762. Sœurs de la Providence, en Lorraine. |
| 1633. Filles de la Charité. | 1762. Sœurs de la Présentation. |
| 1636. Filles de Sainte-Geneviève. | 1805. Ursulines de Chavagnes. |
| 1638. Hospitalières de Saint-Joseph. | 1806. Sœurs de Saint-André ou de la Croix. |
| 1641. Congrégation de Notre-Dame de la Charité. | 1807. Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie ou de Sainte-Chrétienne. |
| 1643. Hospitalières de la Flèche. | 1807. Dames de Sainte-Sophie. |
| 1645. Sœurs de Sainte-Agnès. | 1807. Sœurs de Saint-Joseph de Lyon. |
| 1650. Sœurs de Saint-Joseph, au Puy. | 1820. Sœurs de la Providence, dans le Maine. |
| 1660. Hospitalières de Saint-Thomas-de-Villeneuve. | 1820. Sœurs de la Providence, autrement dites de Saint-André. |
| 1666. Dames de Saint-Maur. | 1820. Dames de Lorette. |
| | 1827. Congrégation de Notre-Dame-de-Bon-Secours. |

Toutes ces sœurs s'occupent ou de soigner les malades, ou de donner l'instruction aux jeunes filles, ou de visiter ou recueillir les pauvres, et souvent de ces trois objets à la fois.

CONJONCTION DE LETTRES. On met une différence entre *conjonction* et *liaison* de lettres. Cette disparité consiste en ce que les lettres liées ne perdent aucun de leurs traits par leurs liaisons, au lieu que les lettres conjointes en perdent quelques-uns, ou deviennent communs à deux lettres par la conjonction.

Les lettres conjointes ne se montrent régulièrement qu'à la fin des lignes des manuscrits de la plus haute antiquité, surtout

quand ils sont écrits en vers ou en versets. La conjonction *N* mise pour *et* y a souvent lieu. Dans l'écriture onciale, depuis le 6^e siècle jusqu'au 10^e siècle, les conjonctions se multiplient indifféremment vers le commencement, au milieu et à la fin des lignes. La conjonction ne se trouve ordinairement que dans les écritures cursives et minuscules anciennes. Elle entraînait même quelquefois dans la composition des mots ¹, on écrivait *re&in* pour *retinet*. Les manuscrits et les diplômes fournissent beaucoup d'exemples de cette manière d'écrire qui cessa au 12^e siècle. Il en est de même de la conjonction de ce même mot *&*, *et*; elle cessa pareillement au 12^e siècle; en sorte que ces deux conjonctions, faisant partie d'un mot, annoncent un temps supérieur au 13^e siècle.

CONJONCTION *ae*. Ces deux lettres, regardées comme diphthongues, c'est-à-dire jointes ensemble sous les formes *Æ* et *æ*, sont des premiers temps, quoiqu'en disent Saumaise ² et Corningius ³. Le premier avance que ces liaisons ne se remarquent point dans l'antiquité, et qu'elles ne sont que du moyen-âge. Le docte Allemand pose en principe qu'elles n'ont commencé que long-temps après le 9^e siècle. L'autorité de ces deux savans a entraîné plusieurs auteurs dans cette erreur contraire à une infinité de monumens.

Beaucoup d'autres savans paraissent fondés à croire que ces figures *Æ* et *æ* sont de la première antiquité. Le premier caractère se trouve sur les anciennes médailles consulaires ⁴, sur celles des Empereurs ⁵, et sur les inscriptions du même temps ⁶. On le trouve également dans des manuscrits des 4^e, 5^e et 6^e siècles, en lettres capitales ⁷.

Dans les manuscrits en onciale, minuscule ou cursive, le second caractère prend toutes sortes de formes ⁸, notamment les figures

¹ *De Re dipl.* p. 53.

² *Epist. ad Sarruviam.*

³ *Censura Diplom. Lindav.* p. 316.

⁴ *Veron. illustr.* col. 330.

⁵ *Regum select. numism.* p. 115. — *Antiquit. expl.* t. III, p. 208.

⁶ *Antiq. Rom.* t. III, p. 52.

⁷ *Nouv. Dipl.* t. III, p. 556.

⁸ *Nouvel. Dipl.* ibid.

LATTARI CONPOLYTES OU MOYOPRIMATIQUES

[illegible]

ℓ æ æ ; mais la plus ordinaire est celle de l'e avec cédille ç . Il faut cependant avouer qu'on a très-souvent employé dans tous les tems l'e simple pour la diphthongue æ.

La plupart des savans croient même que depuis le 12^e siècle inclusivement , jusqu'au tems de l'imprimerie, l'æ a toujours été remplacé par l'e avec cédille, mais c'est trop avancer. A la vérité, depuis le commencement du 12^e siècle, l'e simple prit tellement le dessus, que les diphthongues æ et æ devinrent fort rares; mais elles ne furent pas entièrement abolies, comme il est facile de s'en convaincre par des sceaux authentiques des 13^e, 14^e et 15^e siècles, donnés par Dom Calmet ¹. Il faut donc dire seulement que l'usage de cette diphthongue a été extrêmement rare dans les bas siècles sur les marbres et sur le bronze, et que son existence reconnue sur ces monumens peut en faire soupçonner également l'existence, au moins comme possible, dans les manuscrits.

La planche 12 que nous donnons ici représente les *conjonctions* des lettres les plus ordinaires dans l'écriture posée.

CONSTITUTION. Le terme de constitution, *constitutum*, a été employé, dès les premiers tems de l'Empire, pour signifier des *ordonnances*. Les empereurs de Constantinople suivirent cet usage ², et les empereurs français et allemands les imitèrent ³. Les conciles, les papes et les évêques exposèrent bientôt leurs volontés sous ce titre : celles des conciles n'étaient souvent que des décrets comminatoires ⁴, ou des sentences afflictives ⁵ : celles des papes sont quelquefois portées sous peine d'excommunication : celles des évêques ou des légats, pour leurs ressorts, n'ont rien qui les distingue des statuts de discipline. Voyez STATUTS.

CONSULS. Après l'établissement du siège de l'empire à Constantinople, les deux consuls étaient ordinairement mi-partis de l'un et l'autre empire. La préséance ne dépendait entre eux que

¹ *Hist. de Lorr.*, pl. 9, 10 et 11.

² *Concil.* t. III, col. 263.

³ *Ibid.* t. VI, col. 1779.

⁴ *Ibid.* t. XII, col. 144.

⁵ *Concil. Parisiens.* ad. an. 575.

(ci-dessus) des autres dignités dont ils étaient revêtus. Les deux empereurs d'Orient et d'Occident en dataient souvent réciproquement leurs lois, qu'ils s'envoyaient, pour qu'elles fussent observées dans les deux empires.

L'usage des empereurs de prendre le consulat en prenant le titre d'Auguste ne subsistait plus en 409 ; mais ils le prenaient l'année d'après le commencement de leur règne.

La dignité de consul fut abrogée par Justinien en 541, et confondue dans la dignité impériale. Il y avait 1049 ans que le consulat durait sans interruption, ayant commencé 509 ans avant Jésus-Christ. Dès lors, consul et empereur fut la même chose : et les empereurs furent comme consuls perpétuels pendant environ quatre siècles ; car, quoique Justin le Jeune recréât le consulat le premier janvier 567, et qu'il fit au peuple les honneurs de cette charge qui consistaient en largesses, cependant il réunit pour toujours en sa personne, et en celle de ses successeurs, les titres d'empereur et de consul ; de façon que les empereurs étant consuls perpétuels, ne marquaient plus qu'ils l'étaient pour la 3^e ou 4^e fois, mais énonçaient telle ou telle année de leur consulat, ou d'après leur consulat. Cette dernière formule revenait au même : c'était la date de l'année après la prise de possession du consulat.

En l'année 668, Constantin Pogonat voulut aussi que le consulat fût inséparable de l'empire ; ce qui dura jusqu'à Constantin Porphyrogénète, en 912.

De ce que Justinien avait confondu les deux dignités d'empereur et de consul, il faut conclure que ce prince, en donnant aux enfans de Cloris la qualité de consuls, leur donnait en même tems la qualité d'empereurs. Le titre de consul ne put se maintenir avec éclat au-delà du 9^e siècle. La multitude des grands et des petits souverains qui se l'arrogèrent, l'avilit sans doute aux yeux des empereurs. Ce titre étant devenu trop commun, ces empereurs le quittèrent vers l'an 900¹. Le titre de consul resta à presque tous les magistrats des villes, lorsqu'à cette époque

¹ Pagi, *Disert. Hypoétique sur le Consulat*.

les souverains n'en voulurent plus. Le changement du consulat en *échevinage* a été fait par Catherine de Médicis en 1556, dans plusieurs villes du royaume ¹.

L'établissement des *communes* en France, au 12^e siècle, donna naissance aux magistrats municipaux des villes, appelés *consuls*, ou *maïres*, ou *échevins*. Ce titre de consul ne fut guère d'usage que dans les provinces méridionales.

La juridiction des juges et consuls des marchands fut créée par un édit de Charles IX, en 1563. Voyez DATE DES CONSULS.

Le *consulat* fut rétabli en France le 10 novembre 1799. Bonaparte fut nommé *consul* pour 10 ans, puis pour 20 ans le 6 mai 1802, enfin à vie le 2 août suivant. Mais cette dignité finit quand il fut nommé empereur le 18 mai 1804.

CONTRAT. Les contrats et transactions forment une partie considérable des archives en général, et méritent par là qu'on en fasse une mention particulière. Ce furent les contrats en général, et ceux d'échange en particulier, qui donnèrent naissance aux chartes-parties. Voyez CHARTES-PARTIES. Il était dans l'ordre de la prudence que l'on prit des mesures contre un contractant infidèle à ses engagemens, et qu'au moyen des chartes divisées ou dentelées, on ne pût changer ou altérer les termes des transactions.

Les transactions étaient souvent appelées *constitutiones*, parce qu'elles renfermaient certains réglemens pour servir de fondement à l'accord qui venait d'être fait entre les parties. Au 14^e siècle, l'usage commun était de les appeler *accoratum* ².

Les contrats ont été appelés *contractus*, *conventio*, et souvent *convenientia* ³, *conventions*, ou autres termes approchans ; mais on n'a pas fait difficulté d'appeler le contrat d'échange *concambium*, *conscambium*, *commutatio*, ou autres termes analogues. Cette sorte de contrat, passé au 9^e siècle entre les ecclésiastiques, dé-

¹ Savaron, *Orig. de Clermont*, p. 115.

² *Gall. Christ.*, t. iv, p. 892.

³ Molin, t. iii, pars quinta ; *Quæst.* 885 *Joann. Galli.*

⁴ *De Re Dipl.*, suppl. p. 83.

bute ordinairement par *auxiliante Domino*. Les pactes, *chartæ, pacti, pactum, pactio*, sont mis par les formules angevines¹ au nombre des chartes les plus remarquables.

Les lettres d'accord furent désignées par les mots *concordium, concordia*.

Les contrats de mariage, aux 11^e, 12^e et 13^e siècles, s'appelaient *chartæ nuptiales, chartæ conjugales*. C'était en quelques cantons un droit de seigneur de conserver le dépôt de ces contrats sous le nom de *tabulæ matrimoniales*; mais quelquefois ces seigneurs mêmes en confiaient la garde à une abbaye². Ces contrats devinrent assez fréquens dans le 13^e siècle.

On croit que l'institution des contrats de rentes constituées date de 1417, et qu'elle fut approuvée du pape Martin V. Voyez BAUX, TRAITÉS.

CONTRE-SCÉL. La matière des contre-scels intéresse trop la Diplomatique pour ne point traiter de ce qu'il est nécessaire de savoir sur cet objet, relativement à la vérification des actes antérieurs au 16^e siècle.

On entend par *contre-scel* la figure imprimée au revers du sceau principal. Il s'agit donc ici de l'empreinte et non de la matière du sceau.

Sans accéder à la distinction de dom Mabillon, l'on comprend sous le mot de *contre-scel* tout *revers de sceau*, fût-il d'une grandeur égale à celle du sceau même; on ne regarde cependant pas comme *contre-scel* le revers des bulles de métal, parce que cette espèce de sceaux est ordinairement figurée des deux côtés.

Les *sceaux de cire* de la première et seconde races de nos rois n'offrent point de *contre-scel*; au lieu que ceux des princes lombards, quoique plaqués³, en eurent dès le 10^e siècle. Les *contre-scels* remontent donc au 10^e siècle en Italie, au lieu qu'ils ne sont que du 11^e en France. On peut distinguer dans les *contre-scels*, leur *dénomination*, leur *grandeur*, leur *legende* et leur *empreinte*.

¹ *De Re Dipl.*, suppl. p. 83.

² Ducange, *Gloss.*

³ Gattola, *Accession ad Hist. abb. Casinens.*, p. 108.

Il n'est pas rare de rencontrer des contre-scéls qui s'annoncent pour tels par le mot *contra-sigillum*, qu'ils portent en tête de leur légende. On y voit aussi souvent *sigillum minus*, lorsque le contre-scel est plus petit que le sceau, et même dans ce dernier cas, le mot générique *sigillum*; mais la dénomination *secretum* ou *sigillum secreti*, pour exprimer un contre-scel, n'est pas aussi ancienne que le contre-scel même.

Les contre-scéls lombards sont tous de la même grandeur que les sceaux dont ils font le revers. En Angleterre, saint Édouard le Confesseur en avait un semblable vers le milieu du 11^e siècle. Que les sceaux soient plaqués ou pendans, les contre-scéls peuvent être d'une grandeur égale. L'usage le plus commun cependant était que le contre-scel fût plus petit que le sceau. Les contre-scéls plus petits, autrement appelés les *petits sceaux* ou *cachets*, ne furent pas inconnus au 11^e siècle, puisque l'empereur Henri III, mort en 1056, scella de son sceau secret ou cachet, par préférence, un diplôme qu'il accorda aux religieuses de Nivelles¹. Le roi Louis le Jeune introduisit en France l'usage du petit sceau ou cachet, pour contre-sceller. La mode s'en établit vers le milieu du 12^e siècle, à la cour des comtes de Flandres²; mais elle ne passa pas avant ce tems-là aux seigneurs qui n'étaient pas souverains : elle ne prit chez les Anglais, dit Dugdale, que vers 1218. Alexandre I, roi d'Écosse, introduisit le contre-scel à sa cour³; mais ce fut un contre-scel d'une grandeur égale à celle du sceau principal. Ni lui, ni les rois d'Angleterre du même tems ne se servirent jamais du petit sceau secret conjointement avec le grand.

Les cachets ou contre-scéls des évêques paraissent plus anciens que ceux des seigneurs laïques. On voit un archevêque de Rouen, Hugues d'Amiens, qui en avait un dès 1145⁴. C'est le premier prélat connu qui en ait usé. Plusieurs autres exemples constatent l'existence des contre-scéls ecclésiastiques au 12^e siècle.

¹ Heineccius, p. 77.

² Vredius, p. 17, 19.

³ *Select. Dipl. et numism. Scotiæ Thesaur.*, præf., p. 51.

⁴ *De Re Dipl.* p. 147.

M. le Moine prétend que les marques du pouce, enfoncées un peu plus qu'à fleur dans l'envers d'un grand sceau de cire encore fraîche et inolle, servirent quelquefois de contre-scel; que le nombre de ces enfoncemens ne fut point arbitraire, et que le sceau de Thomas de Bourlemont, évêque de Toul, de l'an 1331, portant au revers cinq cavités, offre un des plus anciens contre-scels de cette nouvelle espèce. Pour prouver que ces marques du pouce n'étaient point arbitraires, il rapporte trois sceaux pendans à un même acte, dont le plus honorable porte en forme de contre-scel deux empreintes de pouces, celui qui le suit dans l'ordre de dignité n'en offre qu'une; et le troisième, qui est d'un prieur conventuel, n'en porte aucune¹.

On se servit quelquefois du petit sceau seul pour sceller²; mais aux 13^e et 14^e siècles il ne passait pas encore pour authentique dans certaines provinces de France, ou, pour mieux dire, on n'était pas d'accord sur son autorité. Charles VI déclara³ que des lettres-patentes ou tous autres actes faits et signés de sa main, et scellés de son sceau secret, auraient autant d'autorité que s'ils étaient scellés de son grand sceau.

Les seigneurs séculiers de haute noblesse eurent aussi de petits sceaux, surtout aux 13^e et 14^e siècles. Pris séparément, ils devinrent authentiques à mesure que ces seigneurs, ainsi que les évêques, cessèrent de se faire représenter sur leurs grands sceaux. Ce changement paraît avoir commencé dès le 13^e siècle, quoiqu'il n'ait été consommé qu'au 15^e: ce fut alors qu'on ne vit plus guère que des armoiries sur les sceaux. Voyez ARMOIRIES.

Les légendes des contre-scels ont ou n'ont point de connexion avec celles du sceau; on rencontre l'un et l'autre indifféremment. Quelquefois il est des contre-scels singuliers qui n'ont aucune connexité avec le grand sceau, et qui cependant ne peuvent servir sans lui, tels sont ceux sur lesquels on lit quelquefois des versets de psaumes. On retrouve aussi quelquefois sur les con-

¹ *Dipl. pratiq.* p. 88.

² *Ordonn. du Louvre*, t. II, p. 301. — *Hist. de Langued.* t. IV, preuves, p. 199. — *Ordonn.* t. III, p. 552. — *Thesaur. Ancet.* t. I, col. 1784.

³ *Ordonn.* t. VIII, p. 594.

tre-scels, mais en petit, la même légende ou à peu près que celle qu'on lit sur le sceau. Quoique l'usage des légendes sur le contre-scel fût ordinaire, il ne faudrait point être surpris d'en rencontrer qui ne portassent aucune inscription quelconque.

Les empreintes des contre-scels ont varié autant que les sceaux. Voyez ARMOIRIES. Quelquefois même c'est le sceau principal en petit.

Les contre-scels n'offrent rien de bien extraordinaire, sinon qu'il est difficile alors de bien distinguer quel est proprement le contre-scel. On appliquait un contre-scel au revers d'un contre-scel qui devenait par là le sceau principal.

CONTRE SEING. Un acte contre-signé est celui sur lequel un officier public met son seing pour en attester la vérité. Non-seulement les diplômes des rois, mais ceux des grands, tant ecclésiastiques que séculiers, furent certifiés par des contre-seings. C'était des référendaires, des chevaliers, des chapelains, des tabellions, des notaires, des secrétaires, des bibliothécaires, des archivistes, des greffiers, de simples écrivains qui faisaient les fonctions d'hommes publics.

Parmi les caractères qui distinguent les contre-seings, il y en a deux que l'on peut fixer à peu près. Le premier renferme la formule *obtulit*, contenue dans la souscription de celui qui contre-signe. Les référendaires souscrivaient ainsi, parce qu'ils présentaient au roi le diplôme à signer. Cette formule ne s'étend pas au-delà de la première race, et n'y fut pas même invariable : on ne la trouve que dans des donations, des confirmations, des privilèges et des préceptes. Mais les jugemens portés au nom du roi ne furent jamais contre-signés par la formule *obtulit*.

Elle fut remplacée par la clause *recognovit*, qui est le second caractère des chartes contre-signées. Cette dernière fut commune aux diplômes Mérovingiens, Carlovingiens et Capétiens, jusqu'à Philippe I inclusivement. Elle désignait la vérification nécessaire pour éviter les surprises. Sous la 1^{re} race, elle était consacré pour les jugemens, et tout au plus pour les exemptions d'impôts, de péages, et autres droits qui regardaient les intérêts du

roi : sous les 2^e et 3^e races, elle parut indistinctement dans toutes sortes de chartes royales, mais non pas universellement.

Ces deux formules, écrites de la main des référendaires ou des chanceliers, sont toujours précédées simplement de leur nom propre, sans être accompagnées d'aucun titre quelconque, mais bien d'un paraphe en forme de *buche*. Elles sont toujours suivies du mot *subscripsit*, dont la plupart des caractères, formés tantôt en notes de Tiron, tantôt en lettres ordinaires, sont presque toujours indéchiffrables. Cette vérification se faisait quelquefois par les substitués auxquels les référendaires et grands chanceliers avaient commis l'exercice de leurs fonctions ; alors ces chanceliers en sous-ordre l'annonçaient dans leur contre-seing. Sous la première race leur formule était simple : *N. ad vicem* ou *vice N. recognovit*. Sous la seconde race, ils y joignirent les titres à peu près en cette sorte : *N. regie dignitatis cancellarius ad vicem Herivei archiepiscopi, summiq.ue cancellarii, recognovit*.

Les chanceliers des évêques ou des abbés authentiquaient aussi les actes de leur maître, assez communément par la formule *relegi et subscripsi*, qui avait pris un peu après les commencemens de la troisième race. Au 10^e siècle on trouve, dans plusieurs chartes, des contre-seings de chanceliers ecclésiastiques, qui relisaient et reconnaissaient les actes. A cette formule succéda cette autre : *data per manus N. cancellarii*, prise sur le modèle des bulles consistoriales. Elle commença dès le 11^e siècle, et ne cessa qu'avec le 13^e. Dès le 14^e on ne trouve plus aucune formule, mais seulement en abrégé, ou tout au long, le nom de celui qui était chargé de l'expédition. Voyez NOTAIRES.

En deux mots, les diplômes Mérovingiens sont signés du roi, et contre-signés avec la formule *obtulit* ; mais les jugemens qu'ils rendaient furent seulement vérifiés par leurs référendaires avec la clause *recognovit*. Une charte, qui, sous Charlemagne et ses successeurs, serait contre-signée avec la clause *obtulit*, serait suspecte ; et les chartes, même royales, qui depuis la fin du 12^e siècle, porteraient en vérification la clause *recognovit*, ne devraient pas faire foi.

Les actes des prélats peuvent bien avoir été vérifiés par des

chanceliers dès le 10. siècle ; mais contre signés par leur secrétaire avant le 15^e, ils ne seraient point exempts de suspicion.

CONVENTUEL, ou qui *concerne un couvent*. Religieux *conventuel*, c'est-à-dire membre d'un couvent ; biens *conventuels* ou appartenant au couvent. — On appelait en outre *conventuels* des religieux de saint François, qui possédaient des fonds et des rentes. Voir FRANCISCAINS.

CONVERS ou *frères laïcs*, enjets que l'on admet dans les maisons religieuses pour les employer aux fonctions temporelles ; ils ne reçoivent aucun des ordres sacrés, et ne chantent point au chœur. Dans les premiers tems, et jusqu'au 11^e siècle, on nomma *convers*, *conversi*, c'est-à-dire convertis, tous les adultes qui embrassaient la vie monastique, pour les distinguer des *oblats*, qui étaient des enfans que les parens engageaient dans les monastères, en les offrant à Dieu dès l'enfance. Le père Mabillon, dans sa *préface* du 6^e siècle de l'ordre de St-Benoit, dit que ce fut dans le 11^e siècle que Jean I, abbé de Valombreuse, reçut le premier des laïques ou *frères convers*, distingués par état des *moines* du chœur qui dès-lors étaient dans la cléricature. Les *convers* ne peuvent posséder des bénéfices. — L'état des *converses* chez les religieuses est le même que celui des *convers* chez les religieux.

COPIES. On distingue deux sortes de copies des chartes ou diplômes anciens : celles qui étaient tirées à quelques jours de distance sur les originaux, et qui en tiennent lieu à juste titre, comme on en voit un exemple au fameux concile de Florence¹ ; et celles qui, tirées à plus de distance, méritent mieux ce nom, quoique presque aussi anciennes que les originaux. Ce qui occasionna un grand nombre de copies des diplômes fut le renouvellement de ces mêmes actes ordonné par les princes. Voyez CHARTES (Renouvellement des), et VIDIMUS.

Il n'est point aisé de distinguer ces dernières copies des originaux : voici cependant quelques moyens de juger de leur différence ; mais le goût et le tact délicat d'un habile antiquaire sont encore plus sûrs.

¹ Hist. Concil. Florent. p. 306.

Différence entre les originaux et les copies.

La pièce fait-elle mention de l'apposition du sceau, examinez s'il y reste encore, ou s'il paraît quelque indice qu'il y ait été mis. Il y a eu deux manières de l'apposer : ou en placard comme nous le faisons à nos lettres, ou pendant à des courroies passées par une incision dans la charte. L'indice de la première façon est une couleur différente, ordinairement brunâtre sur l'endroit de la charte où le sceau a été apposé. L'indice de la seconde est l'incision, les lacs de soie, les courroies de cuir, les lempisques de parchemin, les replis de la pièce pour consolider l'incision, etc., etc. Si le sceau s'y trouve, ou que quelques-uns de ces indices s'y manifestent, c'est un original; si l'on n'en aperçoit aucun, c'est une copie, mais copie du tems même de l'original, puisqu'on suppose qu'elle n'en saurait être distinguée par l'écriture.

Quand même l'apposition du sceau n'y serait point annoncée, si la charte en est munie, ou qu'elle en conserve des vestiges, elle est originale. Si les pièces dépourvues de sceaux sont souscrites de différentes mains, soit signatures réelles, soit des croix, mais d'écriture visiblement disparate, elles sont originales. Supposez ainsi l'omission du sceau, pourvu qu'il ne soit pas annoncé, les signatures réelles suffiront en général pour certifier qu'une pièce est originale; mais l'absence de ces deux choses ne suffit pas pour prononcer que les actes passés, depuis le milieu du 11^e jusqu'au milieu du 12^e siècle, ne sont point originaux, parce que dans cet espace de tems on n'y regarda pas de si près.

L'annonce du sceau, dont cependant on ne découvrirait aucun vestige, manifeste ordinairement une copie; on dit *ordinairement*, parce qu'il a pu arriver que, lorsqu'on aura fait mention du sceau, l'écrivain ait pris pour modèle d'anciens diplômes où cette formule se trouve; ou parce qu'il sera survenu quelque accident qui aura empêché de mettre la dernière main à l'original; ces raisons sont plausibles, surtout lorsque le monogramme du prince s'y trouve. S'il était question de concessions peu considérables, toutes ces règles ne doivent point être exigées à la rigueur, jusque vers le 13^e siècle environ, surtout en Normandie, qui

sortit à peine, au 11^e siècle, de la barbarie, et dont les diplômes les plus solennels ne différaient quelquefois des simples actes que par une courroie attachée au bas, serrée de plusieurs nœuds, qui tenaient lieu de sceaux et de signatures.

Quoique pour l'ordinaire ce fût la même main qui transcrivait les originaux et les copies, les dernières en général sont beaucoup plus sujettes à être défigurées par des fautes que les premiers, dans lesquels il s'en trouve cependant.

Au reste, il ne faut pas supposer gratuitement que les notaires aient jamais eu la témérité d'imiter l'empreinte de l'anneau royal, ou d'affecter de rendre trait pour trait les signatures réelles. On en trouve cependant de cette seconde espèce figurées dans les copies; ce qui les rend très difficiles à distinguer des originaux dans les tems où l'usage de sceller et de signer soi-même n'était pas ordinaire. Jusqu'au commencement du 11^e siècle, les notaires se dispensaient même d'énoncer dans les pièces que c'étaient des copies.

Autorité des copies.

Pour qu'une copie fasse autorité, il faut, ou que l'antiquité en soit décidément reconnue¹; ou qu'elle ait été tirée par l'autorité du juge, ou souscrite par une personne publique qui en certifie la conformité avec l'original²; ou qu'il soit prouvé que la copie a été levée contrairement³; ou qu'elle ait été authentiquée par le souverain, solennité qui fait qu'elle ne diffère alors en rien de l'original⁴; ou qu'elle ait été attestée par des chefs des cours souveraines⁵, ou par des maîtres des comptes, en ce qui concerne les copies des pièces tirées des archives de leur tribunal⁶. Avec chacune de ces qualités en particulier, les copies font preuve, et ont autant de force que l'original même; On voit même que, dans

¹ Dumoulin, t. 1, col. 517, n. 41.

² Ibid., n. 40, 45.

³ Ibid., n. 71.

⁴ *Lois civil.*, t. 11, l. 3, tit. 5, sect. 2, n. 10.

⁵ Weincker, *Collect. Archiv.*, p. 48.

⁶ Dumoulin, *ibid.*, n. 28.

le 14^e siècle, il est dit à la fin de quelques lettres royaux¹, que les copies qu'on en fera vaudront l'original.

Ce qui donne un grand poids aux copies qui nous restent des titres anciens, c'est que, dès le 13^e siècle, si elles étaient intéressantes, comme des privilèges, par exemple, on les vérifiait sur les autographes².

Fautes dans les copies.

Lorsque l'on est embarrassé sur des copies, il faut consulter les originaux, si l'on en a, ou les copies authentiques qui les remplacent de droit; et alors ces pièces doivent être admises ou réprochées, selon qu'elles s'accordent ou ne s'accordent pas dans les différens points de comparaison. Cette comparaison devient alors essentielle; car l'on ne doit point décider de la fausseté des originaux sur la seule inspection des copies. Celles-ci sont sujettes à plusieurs fautes, à raison surtout de l'éloignement de l'original et du rang qu'elles tiennent dans le nombre des copies. Une faute de chronologie qui pourrait souvent rendre les originaux suspects, ne ferait rien dans les copies, et l'on n'en doit légitimement rien conclure.

Une copie authentique peut décider de l'original.

Cependant si elles étaient authentiques, et immédiatement tirées sur l'original, des anachronismes et d'autres défauts grossiers qui s'y rencontreraient, jetteraient un violent soupçon sur l'original, qu'on suppose ne pouvoir être représenté; parce que le savoir et la bonne foi des personnes publiques et des reviseurs doivent se présumer, quoique, absolument parlant, ils eussent pu être en défaut, au moins quant au premier article. A cette exception près, on peut juger de la vérité des originaux par les copies, surtout si les copies ont été prises chacune en particulier sur l'original, comme le furent les *vidimus* et les renouvellemens. Voyez CHARTES.

¹ Ordonn., t. vi, p. 403.

² Fleury, *Hist. Eccles.*, t. xviii, l. 88, p. 479.

Si les différentes copies, prises séparément, portaient toutes les mêmes fautes, il serait plus naturel alors de rejeter les fautes sur l'original, que d'en accuser les copistes, qui n'ont pas tous les mêmes intérêts.

La simple copie ne décide rien.

Cet objet demande une scrupuleuse attention ; car il est extrêmement rare et difficile de pouvoir, sur les seules copies, juger aussi bien au désavantage qu'à l'avantage des originaux. La raison de cette disparité vient de ce qu'une copie peut avoir tous les caractères intrinsèques qui ne contredisent en rien les usages, formules, style, etc., du tems qu'elle rappelle, et portent à prononcer avantageusement sur la vérité de l'original, qu'on suppose cependant être faux ; tandis qu'une foule de fautes, même un peu considérables, dans les copies, ne suffiraient pas pour convaincre de faux un original. Bien plus, si les copies étaient tellement dépravées, soit par malice, soit par ignorance, soit par des corrections conjecturales, qu'on ne pût y reconnaître le texte primitif ; alors elles ne prouveraient ni pour ni contre les originaux : car les fautes des copies ne prouvent pas plus la supposition des originaux que celle des copies mêmes. S'il en était autrement que deviendrait l'Écriture Sainte, les ouvrages des saints Pères, le Code, etc., dont on n'a depuis longtemps que des copies qui n'ont pas été à l'abri des fautes et des méprises ?

Mais, dira-t-on, si les vices dont une copie serait infectée ne suffisent point pour asseoir un jugement fixe sur la fausseté de l'original, ne s'ensuit-il pas qu'on ne pourrait non plus prononcer sur la vérité de l'original, à raison des qualités avantageuses dont la copie serait revêtue ? Car on peut supposer un faussaire assez habile pour avoir fabriqué une charte assortie aux formules, au style, aux usages, à l'histoire du siècle auquel elle est attribuée, et dont il ne reste que des copies : or, les copies ne peuvent transmettre que ces caractères intrinsèques (*voyez CHARTES*) ; et les caractères extrinsèques, qui sont incommunicables aux copies, et qui décèleraient bientôt la fourberie aux

yeux des connaisseurs, ne se trouvent que sur l'original qui est supposé perdu. On ne pourra donc jamais juger de la vérité de l'original par la copie, quoiqu'on puisse quelquefois par ce moyen juger de la fausseté des originaux. On répond d'abord, conséquemment aux principes ci-dessus, que ces sortes de copies quelconques militent en faveur des originaux. On répond, en second lieu, que cette supposition, que les ennemis acharnés des diplômes voudraient trouver vraisemblable, n'est qu'un être de raison qu'il est moralement impossible de réduire à l'acte. Car comment supposer qu'un homme, aussi habile et aussi adroit qu'on le voudra, ait pu faire, dans ces tems d'ignorance où nous le plaçons, ce qu'un génie versé dans l'antiquité, avec toutes les lumières que notre siècle a acquises, ne ferait peut-être pas sans broucher en quelque point, comme contre l'histoire, ou contre la topographie, ou contre l'existence des donateurs ou des témoins, ou contre la nomenclature des personnes, ou contre d'autres chartes véritables conservées en des endroits inconnus que l'on ignore, ou contre les dates, les qualités, les possessions et jouissances, les droits, les circonstances, les dépendances, etc., etc., etc.? Une pareille supposition n'est pas admissible.

Règles concernant les copies.

De tout ce qui vient d'être dit sur les copies, il faut conclure : 1° que l'on peut communément juger du contenu des originaux ou de leur substance par les copies ; 2° que la conformité de plusieurs copies entre elles, pourvu qu'elles ne soient point tirées les unes sur les autres, mais sur l'original, ou sur des copies authentiques, assure le contenu de l'original, quelques prétendus défauts qu'on croie y trouver ; 3° que si ces défauts étaient réels dans les copies, il ne s'ensuit pas qu'on doive les attribuer à l'original, mais qu'il est plus raisonnable de les mettre sur le compte des copistes, à moins que la copie ne fût authentique, et *vidimée* ou collationnée selon les règles ; car une copie ne prouve rien contre un original, s'il n'est sûr qu'elle lui soit conforme ; à plus forte raison, si l'on peut voir par soi-même qu'elle en diffère ; 4° que les fautes légères d'une copie, dont les formules et les faits

historiques sont exacts , prouvent en faveur de l'original , et en attestent la vérité ; 5° que l'authenticité de la copie , jointe à ces autres petits avantages , doit bannir absolument tout soupçon ; 6° que les copies, même non authentiques, peuvent faire juger de la vérité d'un autographe qui ne subsiste plus, pourvu qu'elles soient remplies de faits historiques , et qu'elles soient anciennes au moins de deux siècles ; 7° que les copies authentiques peuvent n'avoir pas une ressemblance entière et parfaite avec les originaux ; mais que toute copie dressée par l'autorité publique est censée conforme à l'original dans tous les points essentiels ; 8° qu'il n'est pas extraordinaire que des copies soient fautives ; mais que ces fautes des copies ne doivent point être rejetées sur l'original, ni même rendre les copies suspectes, et qu'on doit les attribuer à l'ignorance , à la négligence ou à l'inadvertance des copistes ; 9° enfin que tout le monde convient que les copistes ont pu se tromper ; mais que cette possibilité ne suffit pas pour dire qu'ils se soient réellement trompés : il faut des faits qui constatent l'erreur ou la falsification.

CORDELIERS ou *frères mineurs*, religieux de l'ordre de saint-François d'Assise , institués vers le commencement du 13^e siècle , et approuvés par le 4^e concile de Latran. Les cordeliers sont habillés d'un gros *drap gris* ; ils ont un petit *capuce* ou *chaperon* , un *manteau* de la même étoffe et une *ceinture de corde* nouée de trois nœuds, origine du nom de *cordeliers* qu'on a donné à ces religieux. Ils se nommaient originairement *Pauvres Mineurs* ; mais ce mot de *pauvres* fut supprimé , et on y substitua celui de *Frères*. Ces frères mineurs sont aussi appelés *Franciscains* , du nom de saint François d'Assise, leur instituteur.

Les cordeliers s'établirent en France en 1216 ; cet ordre , qui est au nombre des ordres mendiants, avait, dans le royaume , environ 284 couvens d'hommes, distribués en huit provinces, dont trois grandes qui avaient seules droit au gouvernement de leur collège général de Paris.

Les cordeliers sont les premiers qui aient renoncé à la propriété de toutes possessions temporelles. Ils pouvaient étudier dans la faculté de théologie de Paris, et parvenir au doctorat.

Plusieurs d'entre eux, revêtus de ce titre, se sont distingués en Sorbonne.

Parmi les statuts des cordeliers, il y en avait un qui leur défendait de recourir à l'autorité des juges séculiers, mais ce statut avait été déclaré abusif par différens arrêts et réglemens. *Voir FRANCISCAINS.*

Cordelières, religieuses du même nom que les cordeliers, et qui portent également la ceinture de corde nouée. Elles avaient 123 couvens en France.

CORDON de *S. François*, corde garnie de nœuds que portent différens ordres religieux qui reconnaissent saint François pour leur instituteur. Plusieurs de ces ordres, comme les *cordeliers*, les *capucins*, les *récollets*, le portent blanc; celui des *pénitens* ou *picpus* est noir. Il y a eu une *Confrérie du cordon de S. François* instituée en l'honneur des liens dont Jésus-Christ fut attaché. Le pape Léon X avait approuvé la pratique de porter le cordon de *S. François*, et y avait annexé des indulgences.

COR-ÉVÊQUE. *Voir* CHORÉVÊQUES

CORPS de *droit*. Collection des différentes parties du droit. Il y a le corps de *droit civil* et le corps de *droit canonique*. Le premier est la collection des différens livres de droit composés par ordre de l'empereur Justinien. Le second comprend le *décret de Gratien*, les *décrétales de Grégoire IX*, le *Sexte*, les *Clémentines*, les *Extravagantes communes*, les *Extravagantes de Jean XXII*.

Corps des Canons. Collection ou Code des canons des apôtres et des conciles. Voyez DROIT CANONIQUE et CANON.

COULE. Robe à l'usage des *Bernardins* et des *Bénédictins*. Ces derniers la nomment communément *chape*; les autres ont retenu le nom de *coule*. Cette robe descend jusqu'aux pieds; elle a des manches et un capuchon, et sert dans les cérémonies. Les *Bernardins* ont deux sortes de coules, une *blanche*, dont ils se servent lorsqu'ils assistent à l'office divin, et une *noire* qu'ils portent dans les visites du dehors. La coule était originairement un capot que portaient anciennement les paysans et les pauvres. Les fondateurs des ordres religieux ont adopté cet habillement par humilité.

COULEURS. L'Église latine affecte cinq couleurs à ses divers offices. Ces couleurs sont : le *blanc*, le *rouge*, le *vert*, le *violet* et le *noir*.

Le *blanc* est pour les mystères de Notre-Seigneur, excepté le Vendredi Saint, pour les fêtes de la Sainte-Vierge, des anges, des vierges, etc. — Le *rouge*, à Paris, pour les fêtes du Saint-Esprit, les solennités du S. Sacrement, les offices de la Passion, pour les apôtres, excepté saint Jean, et pour les martyrs ; mais dans les églises où l'on suit le bréviaire romain, on se sert du blanc aux solennités du S.-Sacrement. — Le *vert*, à Paris, pour les fêtes des pontifes, docteurs, abbés, moines, etc. ; à Rome, c'est du blanc, de même que pour les veuves. — Le *violet* sert en Avent et en Carême, aux Vigiles, aux Rogations, aux Quatre-Temps, et dans tous les tems de pénitence. — Le *noir* ne sert que dans les offices des morts, les services pour le repos de leurs âmes, et dans toutes les cérémonies lugubres. Il est encore d'usage à la distribution des cendres. — Les étoffes d'or et d'argent et les broderies d'or et d'argent, quand elles couvrent entièrement le fond, s'emploient indifféremment pour toutes les couleurs et dans toutes les solennités.

COURONNE. A l'article des sceaux on parlera assez amplement des couronnes ; on se contentera seulement de faire ici deux remarques pour l'intelligence des médailles, l'une sur les couronnes des empereurs romains, l'autre sur celles de nos rois.

Les couronnes des empereurs étaient presque toujours de laurier en forme de bandeau. Justinien fut le premier empereur qui prit une couronne fermée : les couronnes radiales n'étaient données qu'aux princes qu'on mettait au rang des dieux, soit avant soit après leur mort ; et Néron fut le premier qui la prit pendant sa vie¹.

Nos rois de la première race ont porté successivement des couronnes de quatre sortes : la première était un *bandeau couvert de perles* ; la seconde un *cercle d'où s'élevaient des pointes en forme de rayons* ; la troisième un *bonnet enrichi de pierreries*, dont le bord

¹ *Science des Médailles*, instruct. 9^e.

était couvert de perles; et la quatrième un *mortier*, tel que les présidents le portent encore : cette dernière forme a été en usage, au moins jusqu'à saint Louis. Après ce prince, elle varia jusqu'à Charles VII, qui lui donna la forme qu'elle a aujourd'hui.

COURONNES, marques de dignité sur les écus d'armoiries.

La *couronne* du roi est un cercle de huit fleurs de lys, formé d'autant de demi-cercles qui soutiennent une double fleur de lys.

La *couronne* du dauphin est un cercle de huit fleurs de lys, formé de quatre dauphins en demi-cercles, dont les queues soutiennent une double fleur de lys. Ce n'est que depuis le règne de Louis XIV qu'ils la portent fermée.

La *couronne* des enfans de France est un cercle surmonté de huit fleurs de lys; la *couronne* des princes du sang est semblable.

La *couronne* ducal est un cercle à huit grands fleurons resendus. La plupart de ceux qui portent cette couronne la mettent sur une toque de velours rouge, terminée par une perle, à cause de leur titre de prince, ou de ce qu'ils prétendent descendre de maison souveraine.

La *couronne* de marquis est de quatre fleurons et de trois perles en manière de trèfle entre chaque fleuron.

La *couronne* de comte est un cercle d'or, à seize grosses perles au-dessus.

La *couronne* de vicomte est un cercle d'or, à quatre grosses perles au-dessus.

La *couronne* de baron est un cercle sur lequel se trouvent, en six espaces égaux, des rangs de perles, trois à trois en bande.

La *couronne* des vicaires est un cercle sur lequel il y a quatre croix élargies aux extrémités, pour désigner qu'ils ont été établis afin de soutenir les droits de l'Eglise.

Aucunes *couronnes* de barons, comtes ou marquis, ne pouvaient être mises sur les armes, sans y être autorisées par lettres-patentes en due forme, sous peine de 15,000 fr. d'amende¹.

¹ Arrêt du parlement, août 1663.

Couronnes étrangères.

Le pape porte sur son écu une *tiare*, espèce de mitre environnée de trois *couronnes* à fleurons l'une sur l'autre, la troisième terminée par un globe surmonté d'une croix, le tout d'or; sur le derrière et au bas de la mitre, il y a deux pendans.

L'empereur a sur ses armoiries une *toque* en forme de tiare, avec un demi-cercle qui soutient un globe cintré, sommé d'une croix, le tout d'or; il y a en bas deux pendans ou fanons.

Le roi d'Espagne porte sur l'écu de ses armes une *couronne* dont la forme est semblable à celle de France, excepté qu'au lieu de fleurs de lys il y a des fleurons et un globe terminé par une croix pour cimier.

Les *couronnes* des autres rois de l'Europe sont assez semblables à celle du roi d'Espagne.

La *couronne* du grand-duc est un cercle à une fleur de lys épanouie à chaque face, et nombre de rayons aigus.

La *couronne* de l'archiduc est un cercle à huit fleurons autour d'une *toque* d'écarlate, et un demi-cercle dessus, de dextre à sénestre, garni de perles, qui porte un globe cintré surmonté d'une croisette.

Les *couronnes* des électeurs de l'empire sont en manière de *toque* écarlate, rebrassée d'hermine, diadémée d'un demi-cercle couvert de perles, surmonté d'un globe terminé par une croisette.

Le doge de Venise portait sur ses armes et sur sa tête, les jours de cérémonies, une *toque* ducale d'étoffe d'or, avec quelques rangs de perles.

Les Romains avaient huit sortes de *couronnes* pour récompenser les actions de valeur :

1^o L'*ovale*, qui était de myrthe, pour les généraux qui avaient vaincu sans effusion de sang. Ils étaient honorés du petit triomphe, qu'on appelait *ovation*;

2^o La *navale* ou *rostrale*, qui était un cercle d'or où il y avait des proues et poupes de navires gravées, pour un capitaine ou un soldat qui avait le premier sauté dans un vaisseau ennemi;

3^o La *vallaire*. C'était un cercle d'or ou d'argent, relevé de pals ou pieux, pour un soldat qui avait le premier forcé la palissade des ennemis ;

4^o La *murale*. C'était un cercle d'or ou d'argent, sommé de tours, pour celui qui le premier avait monté sur la muraille d'une ville assiégée, et y avait arboré l'étendard ;

5^o La *civique*. C'était une branche de chêne avec les glands, ou bien d'yeuse, pour celui qui avait sauvé la vie à un citoyen ;

6^o La *triomphale*. C'était une branche de laurier (dans la suite on la fit d'or) pour un général qui avait gagné une bataille ou conquis une province ;

7^o L'*obsidionale* ou *graminée*, parce qu'elle se faisait d'une herbe appelée *gramen*, qu'on cueillait sur le lieu même. On la donnait aux généraux qui avaient forcé une armée de décamper ;

8^o La *castrense*, qui se faisait d'or ou d'argent, et avait à l'entour des pieux de palissade qui faisaient comme autant de rayons. Elle se donnait à celui qui avait forcé le camp ennemi, ou qui avait gagné des tranchées et barrières où l'ennemi s'était fortifié.

COUSIN. Avant le 13^e siècle, les rois n'appelaient personne leur parent ou leur cousin s'il ne l'était en effet. Louis XI est le premier qui ait traité de cousin le comte de Danmartin, grand-maitre de France, quoiqu'il n'y eût entre eux ni alliance ni parenté. Depuis ce tems-là le titre de *cousin* n'est à la cour qu'une distinction accordée au rang et à la qualité. Henri II est le premier de nos rois qui ait décoré les maréchaux de ce titre d'honneur.

COUTRES. Officiers ecclésiastiques des églises cathédrales, dont les fonctions consistaient principalement dans la garde des choses appartenant à l'église. Ils étaient tenus de sonner les eloches pour rassembler les chanoines aux heures canoniales, de prendre soin du luminaire, et de garder les clefs de l'église. Peu d'églises cathédrales en France avaient conservé ces officiers.

COUVENT. Du latin *conventus* ; c'est une maison habitée par des religieux ou des religieuses, et érigée par qui de droit pour y entretenir une conventualité. En France, il fallait, pour ériger un couvent, la permission de l'évêque diocésain, et l'autorisation du

roi, enregistrée au parlement ¹. Les supérieurs et supérieures des couvens s'appellent *prieurs* et *prieures*, excepté dans l'ordre de saint François, où ils portent le titre de *gardiens*; les *abbés* et *abbesses* étaient ceux qui gouvernaient les abbayes fondées par les rois ou les seigneurs; ils avaient encore sous eux des *prieurs* et des *prieures*. Voir MONASTÈRE.

Les couvens ont été, pendant les invasions, et l'ignorance du moyen-âge, les sanctuaires où se sont conservés les lettres et les arts sacrés et profanes. Sous ce rapport c'est d'eux que découle toute la civilisation moderne. C'est aussi ce que tous les hommes de science commencent à voir et à soutenir.

CRITIQUE DES DIPLOMES. Indépendamment de toutes les règles particulières de critique, répandues dans cet ouvrage, on va réunir sous un seul point de vue les règles générales, qu'il est essentiel de suivre dans l'examen des diplômes, et sans lesquelles on courrait infailliblement risque de se méprendre lourdement.

Règles concernant la vérité des diplômes

Il est moralement impossible qu'une charte soit fausse lorsqu'elle est revêtue de tous les caractères qui lui sont propres; car, quoiqu'absolument parlant il n'existe point de chartes qui n'aient pu être contrefaites par un habile faussaire, on n'en peut juger que par ses caractères, et on les suppose tous réunis pour en constater la vérité. Une charte est revêtue de tous les caractères de vérité, lorsqu'elle n'en renferme aucun qui ne puisse se rapporter au siècle auquel elle doit appartenir, et aux personnes qui doivent l'avoir dressée; peu importe que ces caractères aient été plus ou moins en vogue. D'où il faut conclure que la moindre vraisemblance qui peut s'étendre à tous les caractères d'une pièce, la justifie de toute accusation de faux. La raison en est qu'on doit présumer de la vérité d'une pièce, tant qu'on n'en peut démontrer la fausseté par des moyens convaincans, ou du moins fort probables, et que d'ailleurs les titres anciens,

¹ Arrêt du mois d'août 1749.

non convaincus de faux, servent de principes, et ne se démontrent pas. De plus, on ne peut tirer aucune preuve de faux d'un usage qui n'est pas décidément connu pour invariable. Ainsi un titre qui contient des dispositions inconnues ou rares dans le siècle auquel on l'attribue, n'est pas faux dans le premier cas, ni suspect dans le second; car toute pièce qu'on ne saurait attaquer que par des argumens négatifs, des possibilités, des présomptions, des conjectures, des vraisemblances, est dès lors déchargée de l'accusation de faux; il faut d'autres titres ou d'autres autorités, si pressantes et si précises, qu'elles puissent anéantir ou balancer les titres et les autorités contraires.

Il est des chartes vraies qui contiennent des faux exposés, et des chartes fausses qui en contiennent de véritables. Cette contradiction vient de ce que les Notaires ou Référéndaires ont dressé ces actes sur des mémoires fournis par les parties, et qu'ils les ont employés sans les examiner; il en est de même encore à présent.

Il suit de ces principes, qu'il y a peu d'anciens diplômes qu'on puisse convaincre de faux.

Règles concernant la fausseté des diplômes.

Il est moralement impossible qu'un acte qui porte tous les caractères de fausseté soit vrai. Une charte porte tous les caractères de fausseté, quand elle n'en offre aucun qui puisse convenir au siècle et aux personnes dont elle s'annonce. L'incompatibilité des caractères entre eux, d'un seul même avec la pièce dans laquelle il concourrait, en prouve également la fausseté. Il faut cependant avoir égard au siècle; car ce qui est preuve de vérité dans l'un, est souvent preuve de fausseté dans l'autre. Ainsi pour être critique non récusable des diplômes, il faut connaître les usages de chaque siècle; et alors les pièces fausses deviennent aisées à reconnaître.

Ce qui constitue la différence des usages des siècles a pourtant commencé à un point, ou par une nuance, peu sensible d'abord; il faut donc prendre garde de qualifier de faux le titre où l'on trouvera ce point commençant, ce premier usage. Il faut un commencement à tout; et, en fait de mode, on ne tranche pas net du blanc au noir.

Un moyen de faux légitime et suffisant, du moins en apparence, ne saurait être détruit, jusqu'à lever tout soupçon fondé, que par des faits contraires aussi formels que coustans, lorsqu'il ne s'agit point d'une pièce authentique. Les allégations ne portent jamais coup : ainsi une pièce ne doit pas toujours passer pour fausse, parcequ'elle est ainsi traitée dans les monumens anciens ; elle ne doit pas même être mise au rang des pièces supposées, par cela seul qu'elle contient des choses fausses et fabuleuses. Combien pourrait-on citer de médailles, frappées depuis un siècle par la flatterie, qui n'aient pas avancé de faux ou exagéré des faits ? Encore moins doit-on rejeter des actes parcequ'ils énoncent des faits uniques ou extraordinaires ; c'est plutôt une preuve de leur sincérité ; un imposteur ne va pas chercher des choses incroyables pour se faire croire.

La contradiction de quelques objets avec l'histoire semble, en fait de critique, avoir un grand avantage sur tous les autres moyens de faux. Un original qui pêche *essentiellement* contre l'histoire, mérite d'être rejeté sans autre examen ; on dit *essentiellement*, car des chartes peuvent paraître donner atteinte à l'histoire, tandis qu'elles ne servent qu'à l'éclaircir, et quelquefois même à la redresser.

L'opposition manifeste de la date avec l'écriture de l'acte équivaut aux anachronismes les plus monstrueux, au lieu que leur parfait accord n'opère qu'une très grande probabilité, qui pourrait même disparaître devant d'autres défauts essentiels, ou devant grand nombre de vraisemblances défavorables. Des actes qui se contredisent sur le fond et l'essence des choses ne sont pas croyables, à moins que l'on ne démontre la supposition d'une des contradictions. Le défaut de vraisemblance est un titre de réprobation ; mais il n'est que trop ordinaire d'abuser de ce point de critique. La mort de tous les témoins qui ont souscrit une pièce fort récente, forme une présomption de faux moins équivoque.

Les témoins inconnus, dans un acte dressé en un lieu où l'on ne manque pas de témoins connus, n'annoncent rien de plus favorable.

Des incisions, des taches sur un endroit important, portent encore l'empreinte de la mauvaise foi, etc., etc.

En deux mots, pour déclarer juridiquement des pièces fausses, il faut des preuves authentiques de trois sortes ; *preuves littérales*, *preuves testimoniales*, preuves fondées sur des *indices indubitables et plus clairs que le jour*. Toute règle qui enveloppe les vraies chartes dans la condamnation des fausses doit être réprouvée ; et toute règle qui fait grâce aux faux titres est fausse elle-même.

Règles concernant la suspicion.

Les diplômes faux ne portent pas toujours avec eux des témoignages évidens de falsification. Certains indices font plus souvent naître des soupçons. L'homme à préjugé franchit le pas, et se décide ouvertement contre l'acte ; mais l'esprit sage reste en suspens.

Pour ne raisonner qu'avec justesse, il faut être instruit des vérités suivantes : La conjecture est susceptible de plus ou de moins de vraisemblance, suivant que ses motifs sont plus ou moins nombreux, plus ou moins solides ; le soupçon est pareillement susceptible d'une infinité de degrés. La conjecture ne balance l'autorité, que lorsque la première est très forte et l'autre chancelante. Le silence des auteurs contemporains n'affaiblit pas un fait, à moins qu'ils n'en disent rien, lorsque leur matière demandait qu'ils en parlassent. Ce qui est douteux simplement, ne doit pas être regardé comme faux ; ni ce qui est simplement suspect, comme supposé. En ce qui concerne les faits, toutes choses égales, l'auteur connu doit être préféré à l'anonyme, l'ecclésiastique ou le religieux au laïque, l'homme en place au simple particulier, le contemporain à celui qui ne l'est pas, et le désintéressé à celui qui a le défaut contraire.

Il y a trois sortes de soupçons ; le *simple*, le *légitime* et le *violent*. Le soupçon *simple* est un jugement défavorable, mais appuyé seulement sur des chimères et sur de simples possibilités ; aussi, quelque multipliés qu'ils soient, ils ne peuvent jamais parvenir à former une certitude de faux. Le soupçon *légitime*, par lequel l'esprit n'est ni totalement en suspens, ni totalement décidé à affirmer l'erreur ou la vérité, mais flotte indécis entre l'une et l'autre, donne atteinte à la sincérité d'une pièce ; parcequ'il est ordinairement fondé sur l'inobservation des usages constans au siècle

dont il s'agit. Le soupçon *violent*, qui entraîne l'esprit sage à nier la vérité d'un fait ou d'une charte, invalide le titre et rend nulle la preuve qu'on en tire ; parce qu'il est appuyé ou sur la réunion de plusieurs soupçons légitimes, ou sur la contradiction, du moins apparente, des faits énoncés avec des histoires contemporaines dont l'autorité serait reconnue. Le soupçon *simple* ne mérite pour réponse que d'autres conjectures ; le *légitime* ne peut se détruire que par des faits non simplement possibles en eux-mêmes, mais moralement possibles, c'est-à-dire dans les circonstances dont il est question ; le soupçon *violent* est détruit par des faits positifs, qui démontreraient, par exemple, dans les siècles voisins, quelques exceptions à l'usage qu'on présumerait invariable.

Il ne faut cependant pas s'y tromper : une pièce aura toutes les apparences de faux, sans en avoir la réalité, quand elle sera susceptible des plus violens soupçons, quoiqu'il ne soit pas moralement impossible qu'elle soit vraie. Combien de découvertes ne fait-on pas tous les jours dans l'histoire et dans la connaissance des usages, qui, en croissant de jour en jour, pourraient donner des lumières pour une défense légitime !

Toutes règles de critique, prises en général, qui ne cadrent pas avec celles que l'on vient de donner, ne peuvent servir qu'à induire en erreur ; elles seront sûrement insuffisantes pour assigner le degré de crédibilité que chaque titre ancien a droit d'exiger en particulier. Les ennemis des communautés, les Simon, les Lenglet, etc., les auteurs du *nouveau pyrrhonisme historique*, les Gerinon, les Hardouin, etc., les *Encyclopédistes*, enfin, les demi-antiquaires, n'ont que trop multiplié les règles fausses de critique. L'assurance avec laquelle ils les donnent peut faire illusion à des esprits superficiels amis de la nouveauté ; mais elle n'en impose pas à ceux qui pèsent tout au poids du sanctuaire.

CROISIERS ou *Religieux Porte-Croix* : c'est le nom d'une Congrégation de chanoines réguliers, institués pour honorer le *Mystère de la Croix*. Il y a trois Ordres qui ont porté ou qui portent encore ce nom ; l'un en Italie, l'autre dans les Pays-Bas, et le troisième en Bohême. Les Croisiers de France et des Pays-Bas, furent fondés en 1211, par Théodore de Celles. Ils étaient plus

connus sous le nom de Chanoines réguliers de Sainte Croix. *Voy. SAINTE-CROIX. (Chanoines réguliers de)*

CROIX. (*Filles de la*) Filles vivant en communauté, dont l'occupation est de tenir des écoles chrétiennes, et d'instruire les jeunes personnes de leur sexe. Cet institut commença en 1625, à Roye en Picardie; et s'est répandu de là à Paris, et dans d'autres villes. Il a deux congrégations des Filles de la Croix : les unes font les trois vœux simples de pauvreté, de charité et d'obéissance; les autres ont conservé toute leur liberté.

CROIX (*Ordre de la*) ou *Croisade*. Ordre de chevalerie composé seulement de dames, et institué en 1668 par l'impératrice Éléonore de Gonzague, femme de l'empereur Léopold, en reconnaissance de ce qu'elle avait recouvré une petite croix d'or, dans laquelle étaient renfermés deux morceaux de bois de la vraie Croix.

CUCULLE. C'était autrefois une espèce de cape propre aux voyageurs¹. On l'appelait aussi *coule*; ce nom a passé chez les moines. *Voyez COULE.*

CUSTODE. Officier ecclésiastique dont la fonction est de garder le trésor, les ornemens, les vases sacrés, les livres, de prendre soin de tous les meubles qui sont à l'usage de l'Église, d'ouvrir et de fermer les portes. Il y avait un office de cette espèce dans l'Église de S. Omer. Dans le chapitre de Lyon, il y a un chanoine qui a le titre de *Grand Custode*.

CUSTODE, dans certaines églises est la même chose que *curé*. L'Église paroissiale de Sainte-Croix de Lyon, qui est la première paroisse de la ville, et unie à l'église cathédrale dont elle fait partie, était desservie conjointement par deux curés, qui étaient qualifiés *Custodes de Sainte-Croix*.

CUSTODE. On a donné aussi ce nom à certains Supérieurs de quelques ordres religieux, comme les Capucins, les Recolets. Ils visitent la partie d'une province appelée *Custodie*. Chez les Recolets, le custode est le supérieur d'une petite maison.

CUSTODE se dit encore du Saint-Ciboire, où l'on garde les hosties consacrées.

¹ D. Mabillon, *præf. Act. sanct. Bened.* sec. 5, n. 59.

CYCLE. Le cycle a servi de dates dans les diplômes et les chartes, surtout aux 12^e et 13^e siècles, teins d'ignorance, où l'on donnait un rang distingué parmi les gens de lettres à ceux qui étaient versés dans la science du comput ecclésiastique; c'est ce qui nous détermine à donner quelques notions des cycles usités.

CYCLE DE 19 ANS. Le cycle de 19 ans, appelé *nombre d'or* parce qu'on l'écrivait en caractères d'or dans les calendriers, fut inventé par Méton, Athénien, 432 ans avant Jésus-Christ. Ce nombre de 19 servait à marquer la 1^{re} lune et par conséquent toutes les autres de chaque année. Ce cycle était fondé sur ce que l'on croyait qu'au bout de 19 ans la lune se trouvait précisément au même point de l'année solaire; de sorte que s'il y avait eu nouvelle lune le 1^{er} janvier à 6 heures du soir juste, 19 ans après elle ne devait pas manquer au même jour et à la même heure. Cependant, après bien des années, l'expérience fit reconnaître clairement qu'il s'en fallait de 1 heure 27 minutes et quelques secondes que 19 années solaires ne fussent d'accord avec 19 années lunaires, malgré les 7 mois intercalés répartis sur le tout; de façon que depuis le concile de Nicée jusqu'en 1582 il y avait 4 jours de mécompte. Pour remédier à cet inconvénient, les Épactes (voyez ÉPACTES) furent substituées à ce cycle ou au *nombre d'or*; et il n'eut plus d'autre usage dans le calendrier réformé, que de servir à les trouver.

CYCLE LUNAIRE. On confond ordinairement le cycle de 19 ans avec le *cycle lunaire*, parce que tous les deux ont même origine, même nature, mêmes révolutions, même effet. Cependant il y a quelques différences : 1^o en ce que le premier devance le second de 3 années; ainsi l'on compte la 6^e de celui-là, lorsqu'on ne compte que la 3^e de celui-ci; 2^o en ce que le commencement du cycle de la lune se prend du 1^{er} de janvier, et que celui de 19 ans n'a pas coutume de commencer avant mars. La troisième différence consiste aussi dans la manière de les trouver.

Manière de trouver le nombre d'or et le cycle lunaire.

Pour trouver le *nombre d'or*, il faut ajouter 1, et retrancher tous les 19 ans de l'ère de Jésus-Christ, le surplus sera l'année du nombre d'or; ou s'il n'y a point de surplus, ce sera la 19^e année de ce cycle; au lieu que pour trouver l'année du *cycle lunaire*

il faut faire la même opération en retranchant 2. La raison en est que Jésus-Christ est né la 2^e année du nombre d'or, et la 18^e du cycle lunaire. Ces deux cycles se montrent tour à tour et quelquefois même ensemble dans les chartes des 10^e, 11^e et 12^e siècles; mais en général on ne les a jamais assez bien distingués; ce qui jette souvent dans l'erreur.

CYCLE SOLAIRE. Le *cycle solaire* de 28 années n'a été inventé que pour marquer les 7 jours de la semaine, au moyen des 7 premières lettres de l'alphabet. L'ordre de ces dernières se change d'année en année en *rétrogradant*. Si donc une première année a G pour lettre dominicale, la seconde doit avoir F; la troisième E; la quatrième, en qualité de bissextile, D C; en sorte que la première de ces deux lettres ne soit en usage que jusqu'au 24 février, et que l'autre prenne sa place pendant le reste l'année. Si l'année était composée de 52 semaines justes, la révolution serait fixe et invariable, en sorte que la lettre qui aurait servi à marquer le Dimanche, par exemple le marquerait toujours; mais il reste 1 jour et 6 heures moins 11 minutes pour parler correctement (voyez **BISSEXTILE**). Ce jour occasionne la rétrogradation des lettres, et les 6 heures qui, au bout de 4 ans, forment un jour, donnent lieu à ce qu'on appelle *année bissextile*; c'est-à-dire que chaque 4^e année est composée de 366 jours au lieu que les trois autres ne le sont que de 365. C'est ce qui empêche aussi que tous les 7 ans le même ordre de séries et de lettres dominicales ne se renouvelle. Il faut 7 révolutions complètes de 4 années pour remettre les unes et les autres dans le même rang et la même disposition qu'elles avaient entre elles. De là, cette révolution de 28 ans connue sous le nom *cycle solaire*. Voy. **CYCLE PASCHAL**, **ÉPOCLOGIQUE**.

EXPLICATION

Des Abréviations commençant par la lettre C que l'on trouve sur les Monumens et les Manuscrits.

- C. — Cæsar, Caia, Cains, Causa, Censor, centum, centuria, civis, civitas, clarissimos, colonia, colonus, comitia, condemnno, conjux, consul, curavit, etc.
- CA. AM. — Causa amabilis.
- CA ou CAM. — Camillus, Camilla tribus.
- CAE. AVGG. — Cæsares augusti.
- CÆSS. — Duo Cæsares.
- CÆSSS. — Tres Cæsares.
- CA. M. — Causa mortis.
- CAR. COIV. — Carissimæ conjugi.
- CARIS. — Carissimus.
- CB. — Corymbus.
- C.B. — Commune bonum, civis bonus.
- CC. — Ducentum.
- C. C. — Calumniæ causâ, cessit calumniæ, causa contractâs, circum, concilium cepit.
- C.C.C. — Calumniæ cavendæ causâ.
- C. C. C. AVG. LVGD. — Colonia copia Claudia Augusta Lugdunensis.
- C.C.C.D.P. — Tercentum duplex.
- C.C.C. T.P. — Tercentum terræ pedes.
- C. C. D. — Curatum consulo Decurionum.
- C.C.E. — Causa conventa est.
- C.C.F. — Caius Cæii filius.
- C.CL.R. — Causam claram regi.
- CC.VV. — Clarissimi viri.
- CD. — Condignum, quadraginta.
- C.D. — Commitialibus diebus.
- CD.C. — Quadringentis condemnatus.
- CEL. — Celcres.
- CEN. — Censor, centuria, centurio.
- CEN.A. — Censoris arbitratu.
- CEN. ou CENS.PP. — Censor perpetuus.
- CENT. — Centuria, Centurio.
- CENTV. — Centuriones.
- CERTA. QUINQ. ROM.CO. — Certamen quinquennale Romæ conditum.
- C.F. — Cæii filius.
- C.F.R. — Causa filiz regis.
- CH. — Cohorta.
- C.H. — Custos hortorum, Custos hæredum.
- CIC. — Cicero.
- C.I.C. — Caius Julius Cæsar.
- CI. ou CIPP. — Cippus.
- C.III.IN. — Cubitos tres invenies.
- C.II.IV.P. — Cubitos duos invenies plumbum.
- C.I.O.N.B.M.P. — Civium illius omnium nomine bene merenti fecit.
- CIV. — Civitas, civis, ejus.
- C.IV. — Causa justi.
- CKL.C.S.L.F.C. — Carissimæ conjugi loco concessio sibi libenter fieri curavit.
- CL. — Claudius ou conlibertus.
- C.L. — Cæii libertus, ou Caius libertus, ou Caia liberta.

- CLA. ou CLAUD. — Claudia tribu.
 CLB.CL. — Conlibertæ clarissimæ.
 CL.F. — Clarissima filia, ou lænina.
 CLI. — Claudius.
 C.LIB. — Cui libertus ou liberi.
 CLM.MIS.PR. — Classis misenensis prætoria.
 CLV. — Cluentia, cluvia, clustumina tribu, pour crustumina.
 CL. V. — Clarissimus vir.
 C.M. — Centum millia ou civis multus.
 CM. — Comus ou causa mortis.
 C.MAR.P. — Caput margine pleno.
 CME.XII. — Camelos duodecim.
 C.M.F. — Curavit monumentum fieri.
 C.ML. — Centum millia ou crenatum multum.
 CMS. — Comis.
 C.M.S. — Causa mali sui.
 CN. — Cneus.
 C.N. — Caius noster.
 CN.F. — Cnei filius.
 CN.L. — Cnei libertus.
 CO. — Conjugi ou controversia.
 C.O. — Civitas omnis.
 COH. — Cohors.
 COH.I ou II. — Cohors prima ou secunda, etc.
 COH.I.PR.G. ou GEM. — Cohors prima prætoriana gemina.
 COL. ou CL. — Colonia, coloni, Collega, columen, collina tribu.
 COLL. — Collegæ, collegia.
 COLL.FAB. — Collegium Fabrum.
 COM.OB. — Comitia obdurata.
 CONIV.OBSEQVE. — Conjugi obsequentissimæ.
 CONIV. — Conjunxit.
 CONIVG.M. — Conjugii Mercurii.
 CON. — Consularis.
 CONLIB. — Conlibertus, conliberta.
 CONOB. Constantinopoli obsignata.
 CON.SEN.E OR.P Q.R. — Consensu senatûs, equestris ordinis, populi romani.
 CONS. ou CS. — Consiliarius.
 CONTVB. — Contubernalis.
 CON.V.PRO — Conjugiviro probo.
 CONX. — Conjunxit.
 COR. — Cornelius, Cornelia, Cornelia tribu.
 CORN.AVRS. — Coronas aureas.
 CORN.R.F. — Corneliæ regis filiz.
 CORP. — Corpus.
 COS. — Consul.
 COS.DES. — Consul designatus.
 COS.QVAR. ou IIII. — Consul quarto.
 COSS.DESIG. — Consules dignati.
 COST.CUM.LOC.H.S. æ. D. — Custodium cum loco sestertiis mille quingentis.
 C.P. — Civis publicus.
 C.P.C.P. — Causa petitionis causam posuit.
 CPRSS. — Cupressi.
 CPS. — Capsa.
 C.R. — Civis romanus.
 CR. — Creticus, Crispus, contractus, contrarius.
 C.R.C. — Cujus rei causâ.
 C.R.C.P. — Cujus rei causâ promittit.
 CS. — Causa, communis, ejus.
 CS.A. — Cæsar Augustus.
 C.S.F. — Communi sumpta fecit.
 C.S.FL. — Cum suis filiis.

C.S.H.—Cum suis hæredibus.	CUNC.—Conjux.
C.S.H.—Communi sumptu hæredum.	CUR.CAL.—Curator calendarii.
C.S.H.S.S.V.T.L.—Communisepulchro hic siti sunt, sit vobis terra levis.	C.V.—Centum viri, clarissimus vir, causa virginum.
CS.IP.—Cæsar imperator.	CVL.—Cultores.
C.SP.E.—Cum suâ pecuniâ est.	CVR.—Curionum, cnriarum, cursor.
CSS.—Consulis, consulares.	C.X.IN.ARG.—Cubitos decem invenies argentum.
C.S.S.—Cum suis servis.	C.XX.IV.AVR.M.—Cubitos viginti invenies aurum mirabile.
CST.—Controversiæ.	
CT.V.O.A.B.—Civitas vitæ omnia aufert bona.	

D

Comme nous l'avons fait pour les lettres précédentes, nous allons examiner jusqu'à quel point il est probable que le D, ou la 4^e lettre sémitique; tire son origine des écritures hiéroglyphiques, c'est-à-dire du chinois et de l'égyptien.

Origine chinoise et égyptienne du D sémitique.

La 4^e heure, ou le nombre 4, exprimée en sémitique et en grec par un D ou par la 4^e lettre de l'alphabet, comprend chez les Chinois de 5 à 7 heures du matin de nos heures, et est représentée par le caractère 𠂔 (fig. 1 planche 13) et par les variantes 2 et 3.

Il se prononce *mào* en chinois, *meo* et *tro* en cochinchinois, et *boo* par les Japonais, qui ont changé le M en B, ce qui se fait dans toutes les langues. Il signifie *fleurir*, et il est rangé sous la clef *isie* (la 26^e), *couper*, *diviser*, *enfermer*.

Cette 4^e heure était celle où s'ouvraient les portes du jour et celles des maisons, des villes, des écuries, etc.

Il est vrai que le caractère *mào* ne représente plus guère l'idée de portes; mais nous retrouvons cette idée et la figure des portes dans les formes de l'ancienne écriture chinoise n^{os} 4, 5, 6, qui représentent des portes à deux battans ouverts; dans les n^{os} 7, 8, qui paraissent représenter des *clayonnages*; et les n^{os} 9 et 10, qui sont aussi des portes ouvertes. Ainsi donc, la 4^e heure dans l'écriture hiéroglyphique chinoise renfermait la notion, l'idée et la figure d'une porte, ouverte ou fermée.

Or, en hébreu, et dans les langues sémitiques, la 4^e heure est marquée par une lettre 𐤄, la 4^e, laquelle se nomme *porte*, c'est-à-dire *daleth*, 𐤃. Pour dire la 4^e heure, les Hébreux disaient donc *porte*, c'est-à-dire qu'ils nommaient la figure même que les Chi-

* Littera 𐤄 significat *januam*, *tabulam*, quâ ostium clauditur; quam figura refert. *Lexicon pentaglotton* de Schindler, à la lettre D.

nois employaient pour marquer leur 4^e heure. Il est difficile de regarder cette rencontre d'idées et de choses comme fortuite; elle a dû nécessairement avoir sa raison dans une origine commune.

Quant à la *forme*, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur la planche 13, qui est celle que M. de Paravey a donnée; et les formes de tous les D sémitiques que nous publions dans la planche 14, pour voir qu'il y a eu des rapports évidens entre les signes hiéroglyphiques des Chinois et les plus anciens alphabets sémitiques et orientaux.

Dans l'*égyptien*, nous trouvons pour figurer le D ou le T, en écriture hiéroglyphique, les formes, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, (pl. 13.) qui ne ressemblent guère à une porte, excepté peut-être les deux dernières, que M. Salvolini appelle des *bornes*; mais, dans l'écriture *démotique*, nous trouvons les deux formes 8, 9, 10, qui offrent une grande ressemblance avec plusieurs des alphabets sémitiques, notamment les I, II, III, IV, et surtout avec le A grec¹.

D des alphabets des langues sémitiques, d'après la division du tableau ethnographique de Balbi (planche 14).

I. LANGUE HÉBRAÏQUE, divisée,

1^o En *hébreu ancien* ou *hébreu pur*, lequel comprend :

Le 1^{er} alphabet, le *samaritain*².

Le 2^e *id.* publié par Édouard Bernard.

Le 3^e par l'*Encyclopédie*.

Le 4^e, celui des *médailles*, donné par M. Mionnet.

Le 5^e, publié par Duret.

Le 6^e, l'alphabet d'*Abraham*.

¹ Voir son ouvrage, *essai sur l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres*. Planche n^o III.

² Voir les deux alphabets égyptiens publiés dans les *Ann. de Phil.*, t. II, p. 430, et t. I, 5^e série, p. 299, et de plus la *Lettre à M. Dacier* de M. Champollion, et l'*Analyse grammaticale*, etc. de M. Salvolini, *alphabets* nos 162, 165.

³ Nous ne croyons pas devoir répéter ici quels sont les ouvrages ou les auteurs qui nous ont fourni ces divers alphabets; ceux qui voudront les connaître pourront recourir à la page 51, où nous avons traité des A.

Le VII^e, l'alphabet de *Salomon*.

Le VIII^e, d'*Apollonius de Thyane*.

2^e En chaldéen ou *hébreu carré*, lequel comprend :

Le IX^e, celui qui est usité aujourd'hui dans les livres imprimés.

Le X^e, dit *judaïque*.

Le XI^e, usité en *Perse* et en *Médie*.

Le XII^e, usité en *Babylonie*.

3^e En hébreu *rabbinique*, lequel comprend :

Le XIII^e, le *chaldéen cursif*.

Une deuxième division de la *langue hébraïque* comprend le *phénicien*, qui est écrit avec les trois alphabets suivans :

Le XIV^e, d'après *Édouard Bernard*.

Le XV^e, d'après *M. Klaproth*.

Le XVI^e d'après l'*Encyclopédie*.

Une troisième division comprend la *langue punique*, *l'archédonique* ou *carthaginoise*, laquelle était écrite avec

Le XVII^e, d'après *Hamaker*.

Le XVIII^e, dit *Zeugitain*.

Le XIX^e, dit *Mélitain*.

Le XX^e n'a point encore de D.

II. La langue SYRIAQUE ou ARAMÉENNE, laquelle comprend :

Le XXI^e, l'*Estranghelo*.

Le XXII^e, le *Nestorien*.

Le XXIII^e, le *Syriaque ordinaire*, dit aussi *Maronite*.

Le XXIV^e, le *Syrien des chrétiens de saint Thomas*.

Le XXV^e, le *Palmyrénien*.

Le XXVI^e, le *Sabéen*, *Mendaïte* ou *Mendéen*.

Le XXVII^e, et le XXVIII^e, dits *Maronites*.

Le XXIX^e, le *Syriaque majuscule*, et *cursif*.

III. La langue MÉDIQUE, laquelle était écrite avec

Le XXX^e, le *Pehlvi*, lequel est dérivé,

Du XXXI^e, le *Zend*.

IV. La langue ARABIQUE, laquelle est écrite avec

Le XXXII^e, dit l'*Arabe littéral*, et

Le XXXIII^e, dit le *Couphique*.

V. La langue ABYSSINIQUE ou ETHIOPIQUE, laquelle comprend, 1^o l'*Axumite* ou *Gheez ancien*; 2^o le *Tigré* ou *Gheez moderne*; 3^o l'*Ahmarique*, lesquelles langues s'écrivent toutes avec

Le XXXIV^e alphabet, l'*Abyssinique*, *Ethiopique*, *Gheez*.

Enfin vient le *Copte*, que Balbi ne fait pas entrer dans les langues sémitiques, mais qui cependant doit y trouver place, et qui est écrit avec

Le XXXV^e alphabet, le *Copte*,

D grecs anciens. (*Planche 14.*)

Nous ne ferons que quelques remarques sur ces D. La seule inspection des 19 premiers alphabets sémitiques prouve combien est grande la ressemblance des uns et des autres.

Quant à leur âge, les D rangés sous le n^o 1 comprennent, d'après dom de Vaine, les tems les plus anciens de la Grèce jusqu'à Alexandre; sous le n^o 2, ceux depuis Alexandre jusqu'à Constantin; sous le n^o 3, depuis Constantin jusqu'à la ruine de Constantinople; sous le n^o 4, se trouvent quelques δ cursifs du 6^e siècle, ce qui prouve qu'ils remontent au-delà; sous le n^o 5, nous avons mis quelques D majuscules et cursifs, extraits de la nouvelle édition du *Thesaurus Linguae graecae*, publiée par M. Didot, mais dont les éditeurs ont négligé d'indiquer l'âge.

En Grèce, les Doriens et les Béotiens mettaient un double δδ au lieu du ζ; ils disaient θεπίδδεν au lieu de θεπίζεν.

Formation du D latin capital, oncial, minuscule et cursif.

Les latins, d'après dom de Vaine, auraient emprunté leur D au Δ grec, qu'ils auraient tourné en tout sens; mais il est plus exact de dire qu'ils ont emprunté leur D, que l'on trouve sous cette forme dans leurs plus anciens monumens, aux Ioniens, qui l'avaient aussi sous la forme de D. D'après Scaliger^{*}, et même d'après quelques monumens, ce serait la forme la plus ancienne;

^{*} *Animadversiones* in Eusebium.

le Δ, à trois côtés égaux, serait plus moderne. Quoi qu'il en soit, voici la filiation qu'en donne dom de Vaine :

Les Latins arrondirent d'abord au côté du Δ grec, puis deux ; ce qui leur donna le D capital et le *d* minuscule, qui prirent aussi les différentes formes que présentent les figures 2, 3, 4, 5 de la *planche* 13. Des deux derniers 4 et 5 est venu le D cursif (*fig.* 6), fait d'un seul trait arrondi partout, et de celui-ci le petit *d* (*fig.* 7), que notre imprimerie a retenu.

Le D majuscule, aussi exhaussé qu'étréit, s'introduisit en France depuis l'an 1000. Les écritures allongées lui accordèrent un rang qu'elles commençaient à refuser au *d* cursif. Il s'y était déjà glissé en Allemagne dès le 10^e siècle ; et depuis le milieu du 11^e, il devint même plus invariable dans la même écriture allongée, qu'en France. Cette forme vacilla pendant le 13^e siècle, et ne se soutint que dans les bulles des papes, quoiqu'avec des variations étonnantes.

D oncial latin.

Le D oncial, (*fig.* 8), n'était pas tellement propre aux Gaules, qu'on n'en usât aussi en Italie. On employa partout le même D ; avec cette différence, que les uns en inclinaient un peu la tête (*fig.* 9), et que d'autres la relevaient en pointe ou en crochet (*fig.* 10). Ils se montrèrent au 6^e siècle sur les médailles de Tibère couronné empereur en 578. On les trouve tous figurés de même sur un diplôme d'Othon III ; mais ils se trouvent mêlés avec les *d* droits (*fig.* 11), dans quelques manuscrits d'Allemagne du 8^e siècle. On retrouve encore le même *d*, mais moins élégant, après le règne de l'écriture onciale.

d minuscule.

La minuscule des manuscrits emprunta souvent le même *d*. Les manuscrits et les diplômes saxons n'ont point cessé d'en faire usage depuis le 7^e siècle jusqu'à Guillaume le Conquérant, et même après ; car du milieu du 11^e siècle jusqu'au milieu du suivant, les *d* ronds et droits se trouvèrent à peu près mi-partis dans les écritures minuscules anglaises. En Écosse le dernier dominait. Après cette dernière époque, les *d* ronds reprirent le dessus dans les chartes d'Angleterre et d'Ecosse.

Au 10^e siècle, l'écriture lombardique, soit serrée, soit brisée, l'adopta avec tant de constance qu'il ne laissa aucun accès au *d* droit (*figure 11*). En France, depuis l'an 1050, les manuscrits reçurent presque indifféremment ces deux caractères, jusqu'à ce que le *d* rond, quoique plus récent, eût fait presque totalement oublier l'ancien *d* droit; ce qui n'arriva que sous saint Louis. Dès le règne de Philippe Auguste, on ne voit plus ce mélange dans les diplômes, si ce n'est dans quelque reste de l'écriture allongée, où le *d* rond avait cependant encore la grande vogue. Le *d* droit ne reparut guère dans les manuscrits avant l'an 1450; et, un siècle plus tard, on trouvait encore le *d* rond dans des manuscrits entiers.

En Espagne, dès le 11^e siècle au plus tard, on trouvait également ces *d* dans la minuscule. Au 10^e siècle, ce mélange n'avait pas encore lieu dans les chartes de ce royaume; il ne s'y introduisit que vers la fin du 11^e siècle, et y persista jusqu'au 13^e inclusivement; alors le *d* rond y régna seul, comme il avait fait ailleurs au 14^e siècle. Il tenait du delta grec (*fig. 12*).

On peut dire, en général, par rapport au *d* rond (*fig. 6*), et au *d* droit (*fig. 11*), que leur mélange est plus grand dans les manuscrits de la fin du 11^e et du 12^e siècle entier, que dans les tems voisins, antérieurs et postérieurs. Auparavant, le *d* droit était plus ordinaire; mais, depuis le milieu du 12^e, et même plutôt, lorsqu'il s'agit de chartes, l'avantage est pour le *d* rond. Il y domina sans rival depuis ce siècle. D'abord il éleva la queue beaucoup plus haut qu'il ne l'avait fait dans l'onziale; mais aux 13^e et 14^e siècles il ressemblait assez au petit delta grec (*fig. 13*), mais contourné comme la *figure 14*.

d cursif et allongé.

Il y a deux sortes de *d* qui ont servi à l'écriture cursive, ce sont les mêmes que ceux qui entraient dans la minuscule, à très peu de différence près, le *d* rond et le *d* droit. Ces deux *d* diffèrent essentiellement entre eux, en ce que le rond n'a jamais ni pied ni éperon, et que la haste du droit s'élève perpendiculairement. Le pied du *d* droit est, aux 7^e, 8^e, 9^e et 10^e siècles, porté plus bas que

le niveau de la ligne, et c'est presque la seule lettre qui excède la ligne en dessus et en dessous; du moins n'en est-il aucune qui le fasse plus régulièrement. Jusqu'au 10^e siècle, son pied se relève un peu vers la droite, soit en angle, soit en courbe. Au 11^e siècle, c'est vers la gauche qu'il le porte en forme de queue. Vers 950, l'usage, déjà accrédité, depuis le commencement du siècle, de le terminer au niveau de sa panse, s'établit au point de remplacer bientôt tous les autres.

En France, dans l'écriture allongée du 10^e siècle, la panse de ce *d* est faite en voûte ou spirale. En Allemagne, au contraire, après être montée en serpentant, elle redescend intérieurement de même. Au 11^e siècle, ce *d* perdit quelquefois son éperon; alors il est censé transformé en *d* rond. Tout ce qu'on a dit de la haste du *b* est pareillement applicable au *d*, et ne sert pas moins à fixer l'époque des manuscrits.

Le *d* rond s'éleva d'abord verticalement, comme la *figure* 15, ensuite obliquement vers la gauche; cette manière eut ses partisans jusqu'au milieu du 13^e siècle. La queue, un peu relevée comme dans l'onciale, *figure* 10, était cependant plus ordinaire. Dès le commencement du 13^e siècle, s'introduisit une autre forme qui prévalut enfin; c'était le delta des Grecs, remonté, *fig.* 16; puis on rabattit cette queue en rondeur, *fig.* 17, 18, 19. Quand cette queue, au lieu d'être en dehors, rentrait avec le même contour en dedans par un plein très marqué, c'est un indice du 13^e ou 14^e siècle. Vers le milieu du 14^e, il eut quelquefois la forme d'un 8, comme les figures 20 et 21, mais au 15^e siècle, on voit le delta grec dans la forme la plus exacte, *fig.* 12. Pendant ces derniers siècles, et dans les manuscrits qui n'étaient point en cursive, il existait sous la forme d'un hexagone avec une très petite queue à l'angle gauche supérieur.

D latin capital des inscriptions. (*Planche* 14).

La 1^{re} division du D des marbres et des bronzes est anguleuse. Les subdivisions 2 et 3 remontent jusqu'à l'antiquité la plus reculée; la 3^e dure jusqu'au 11^e siècle; les autres ne descendent guère au delà du 9^e siècle.

La 11^e division offre des D aigus, ils sont pour la plupart d'une

haute antiquité. Il faut noter que les D en forme de B de la 2^e subdivision nous viennent d'Espagne, et datent du 7^e siècle.

La III^e division représente les D majuscules ordinaires; la 1^{re} subdivision désigne le siècle d'Auguste ou les tems voisins, par des D dont le sommet est en ligne droite horizontale; les suivantes descendent à peine au moyen-âge.

La IV^e division, dont les D sont ouverts ou à haste prolongée, est presque toute supérieure au 10^e siècle.

La V^e division du D en forme de P, d'O, etc., est des plus antiques dans les subdivisions 1^{re} et 2^e. La 3^e, où l'on voit le *th* anglo-saxon souvent employé sous les rois Mérovingiens et Visigoths, dans les 6^e et 7^e siècles, est du moyen-âge, ainsi que la 7^e et la 4^e; la 5^e et la 6^e sont des bas-tems.

Toutes les figures de la VI^e division doivent être reléguées aux bas siècles.

Il en est peu de la VII^e division, à queue notablement prolongée, qui ne soient antérieurs au 10^e siècle.

Dans la VIII^e division, on voit des D de forme onciale ou ronde, et des *d* cursifs des derniers tems. La 1^{re} subdivision ne descend pas au-dessous du 8^e siècle. La 2^e est renfermée entre le 5^e et le 11^e. La 3^e est encore ancienne. La 7^e est moderne; et la 8^e est gothique, reconnaissable à ses angles.

La IX^e division du D en forme d'*a*, ou du *d* d'imprimerie, offre le *d* romain en petit; il s'en trouve dans des inscriptions du 4^e siècle.

D latin capital des manuscrits.

Sur le D capital des manuscrits, on observera que la capitale se distingue de l'onciale dans les IV premières divisions; que l'onciale revendique la V^e, et que la VI^e doit être attribuée au gothique moderne.

d minuscule latin et *d* cursif des diplomes. (Planche 15).

Nous croyons inutile de nous étendre sur l'explication de cette planche; elle est dans son texte même, où nous avons mis avec les nombreux exemples, l'indication des peuples auxquels appartiennent ces écritures, et où nous avons marqué par des chiffres romains les différens siècles auxquels elles correspondent.

Changement du D en d'autres lettres

Le D grec a été remplacé en latin par un B comme *Bis*, au lieu de δις, *bonus*, au lieu de *duonus*; ou par un L, ἄλσχυς, *alacris*; Οδυσσεύς, *Ulyses*, d'où l'ancien latin disait *dacrumæ*, au lieu de *lacrumæ*, *capitodium*, au lieu de *capitolium*, et les dérivés, *odor* de *olor*, *meditor*, de μελέτω. — Le D était aussi remplacé par le T; d'où l'on écrivait *at* pour *ad*, *set* pour *sed*, *Alexanter* pour *Alexander*; par un R, comme *ar* pour *ad*, *arvenas* pour *advenas*. De plus, on l'ajoutait à la fin d'un mot par euphonie, comme *med erga* pour *me ergt*. Le changement du D en T, c'est-à-dire de lettres du même organe, est fréquent dans toutes les langues; Martinus en donne de nombreux exemples¹ pour l'allemand, le saxon, le Belge, les Francs, les Anglais, les Frisons, et même chez les Hébreux, d'après saint Jérôme². Nous croyons inutile de les citer³.

DAMOISEAU. Le titre de Donzel ou Damoiseau, *Domicellus miles*, se trouve, dès 1078, si l'on en croit les auteurs de l'Histoire généalogique de France.

DATERIE. La Daterie de Rome et la Chancellerie n'étaient d'abord qu'une même chose: le grand nombre d'affaires les a fait partager en deux tribunaux. Voy. CHANCELLERIE ROMAINE. Il ne sera question ici que de la Daterie.

Pour l'expédition d'une bulle ou dispense, on s'adresse au Cardinal Dataire par une supplique ou requête; il la souscrit en ces termes, *Annuï Sanctissimus*. On dresse une seconde requête avec les clauses et les restrictions qui doivent être insérées dans la bulle; on la présente au Sous-Dataire qui écrit au bas le sommaire de ce qui y est contenu, et la donne au Dataire. Ce dernier présente la supplique au Pape, qui la signe en accordant la grâce par ces mots, *Fiat ut petitur*. Après l'enregistrement des suppliques et d'autres formalités, on dresse la minute de la bulle au

¹ Voir son *Lexicon philologicum*.

² *In Jerem.* c. 29.

³ Voir l'excellent ouvrage de M. le chanoine Bondil *Introduction à la langue latine au moyen du français*, où se trouve un traité complet du changement des lettres.

Parquet des grands abrégiateurs, et l'un des cent Écrivains Apostoliques la couche sur le parchemin. Tous en corps ils taxent ce qui doit leur être payé, à raison de l'importance de la bulle. C'est une chose remarquable, que les bulles qui sortent de la Daterie passent par les mains de plus de mille personnes, distribuées dans quinze Bureaux, et que l'on paie à proportion de ce que l'on a donné aux Écrivains Apostoliques, leur taxe servant de règle aux autres.

Par rapport à la Diplomatique, les Dataires et Sous-Dataires ont souvent souscrit des bulles ; mais on ne doit point voir cette souscription avec ces titres dans les 14 premiers siècles ; 150 ans après, ces titres rendraient encore les bulles suspectes. Le nom de *Prodataire* parut dans les bulles de Sixte-Quint pour la première fois.

Définition et étymologie des dates.

DATES. Par le mot *dato* on entend l'annotation du lieu et du tems où les diplômes, les actes, les lettres, etc., ont été donnés ou écrits sous la formule ordinaire, *Donné ce, etc., en, etc.* Du mot latin *data* ou *datum* est venu le mot *date*. On sous-entendait toujours ou *epistola*, ou *charta*, ou *edictum*, ou *diploma*.

Pour suivre un certain ordre et répandre plus de jour sur cette matière, il est à propos de diviser les dates en quatre classes : *dates de tems*, *dates de lieu*, *dates des personnes*, *date des faits*. Ces quatre classes renferment à peu près toutes les sortes de dates dans le détail desquelles on va entrer.

Il faut observer préliminairement que les anciennes chartes aiment les comptes ronds, qu'elles complètent ceux qui ne le sont pas, et négligent l'excédant.

DATES DE TEMS. Parmi les dates du tems on en distingue d'abord de deux sortes, les unes vagues et indéterminées, et les autres spéciales. Les premières n'annoncent qu'une suite indéfinie d'années, par exemple, *regnante Domino nostro Jesu Christo*, pour désigner que c'est depuis l'établissement du christianisme. Cette formule ne devint ordinaire qu'au 3^e siècle dans les actes des martyrs. Elle devint aussi d'un usage commun dans les chartes depuis le 7^e siècle jusqu'au 12^e ; mais alors il était rare qu'elle ne

fût accompagnée d'aucune autre note chronologique. L'on datait également, d'une manière un peu moins vague, dans les chartes du moyen-âge : *Sous le règne d'un tel.... Sous le pontificat d'un tel....*

Les dates spéciales de tems déterminent l'année, le mois, la semaine, le jour, et quelquefois même, quoique assez rarement, l'heure et le moment de la confection des actes. Toutes ces époques sont d'une utilité singulière pour la connaissance de l'antiquité ; mais elles sont exposées à bien des discussions et des difficultés, comme on en pourra juger par le détail suivant.

DATE DU MONDE. La date du monde ou de la création de l'univers fut toujours la date favorite des pères et autres écrivains Grecs ; ils l'employèrent universellement. Il faut seulement observer qu'ils ont toujours commencé invariablement leurs années au 1^{er} septembre, ainsi que l'indiction, quand ils en usèrent.

DATE DE L'INDICTION. La plus ancienne des dates de tems, qui eurent cours en Occident, est celle de l'indiction. Voyez **INDICTION**. Comme l'on compte quatre sortes d'indiction : la *Julienne*, qui doit son institution à Jules César ; la *Constantinopolitaine*, qui avait cours avant Justinien ; l'*Impériale* ou *Césarienne*, qui part du 24 septembre ; et la *Romaine* ou *Pontificale*, commençant au 1^{er} janvier, qui donna l'exclusion à la précédente, et qui fut suivie, surtout dans les bulles des papes, au moins depuis le 9^e siècle jusqu'au 14^e, quoiqu'avec bien des variations ; il n'est point étonnant que les dates de l'indiction varient à raison des points fixes d'où on les fait partir.

Quoiqu'on ne doute pas que depuis Constantin on ait souvent compté les années par les indictions (on parle de l'indiction Impériale ou Césarienne), il ne s'en trouve cependant aucune date antérieure à l'empereur Constance ; et même, avant le concile tenu à Rome en 342, sous le pape Jules I^{er}, aucun auteur latin ne fait mention de la date des indictions, et saint Ambroise n'en parle, que comme d'un usage récent¹. Saint Athanase est le premier auteur ecclésiastique qui ait employé cette date. Elle fut adoptée par

¹ *De Noë et Arcé, cap. xviii, n. 60.*

les rois de France de la 2^e race, et par eux transmise aux empereurs allemands. Dom Mabillon¹ la fixe à l'empire de Charlemagne pour l'usage des Princes ; mais il convient qu'avant le 8^e siècle l'indiction eut cours en France et dans les Conciles et dans les monumens, on pourrait y ajouter les titres et les chartes ; car, dès le 5^e siècle, Victorius y introduisit, avec son cycle paschal, les indictions, qui dès lors sont souvent fautives, ou du moins très embarrassantes. De plus il est probable que les Gaulois suivirent l'usage des Romains qui les dominaient.

Cette date fut introduite chez les Anglais², lors de la mission de saint Augustin par saint Grégoire.

Date de l'Indiction dans les Bulles.

Les dates en général n'ayant commencé dans les lettres ou rescrits apostoliques, qu'aux Décrétales sous saint Sirice, il n'y faut pas chercher plus haut des dates de l'indiction. Une lettre du pape Félix, de l'an 490, nous fournit l'exemple le plus ancien d'une pareille date. Neuf ans après, elle reparut dans une lettre du pape Symmaque. Saint Grégoire n'est donc pas le seul qui s'en soit servi dans ses lettres, comme l'assure Dom Ceillier³. Pendant les 7^e, 8^e, 9^e, 10^e et 11^e siècles, la date de l'indiction se montre dans les bulles, les lettres et les privilèges des papes. Mais il faut observer que, surtout depuis Grégoire VII, les papes se servirent plus volontiers de l'indiction Romaine, qui commence au 1^{er} janvier ; et que depuis Léon IX l'indiction commença plus rarement au 1^{er} janvier qu'au 1^{er} septembre. Cette règle, quoique assez générale, souffre cependant nombre d'exceptions. Dans le 11^e ainsi que dans le 12^e siècle, jusqu'après Urbain III, la date de l'indiction fut exclue des petites bulles. Grégoire VIII l'y remit ; mais son successeur l'en retraucha, et fut imité par ceux qui le suivirent.

¹ *De Re Dipl.* p. 187.

² *De Re Dipl.* p. 178.

³ T. XVII, p. 223.

rent. Dans le 13^e siècle, les variations qu'occasionnèrent les différents points d'où l'on faisait partir l'indiction, continuèrent comme dans le précédent, même dans les bulles consistoriales.

Indiction dans les actes ecclésiastiques.

La date de l'indiction était déjà très en vogue dans les actes ecclésiastiques du 8^e siècle. Pendant les 9^e, 10^e et 11^e siècles, on s'y servit quelquefois de l'indiction Constantinienne, tant en France et en Allemagne, qu'en Angleterre et même en Italie; cependant, même aux 12^e et 13^e siècles, l'indiction Romaine était toujours de mode; mais aux 14^e et 15^e, l'indiction Impériale commençant au 24 septembre, fut plus suivie en France, en Allemagne et en Angleterre.

Indiction dans les Diplômes et autres actes laïques.

Il est constant que dans les diplômes et les autres actes laïques, il n'est fait aucune mention de la célèbre époque de l'indiction avant le règne de Constantin; que l'Italie, au 5^e siècle, commençait l'indiction au 1^{er} septembre¹; que les rois Mérovingiens n'ont guère employé la date de l'indiction dans leurs diplômes; que dans le 7^e siècle elle était d'usage en Angleterre²; que dans le 8^e elle y était commune dans les chartes privées; et qu'elle se montre en ce siècle dans les diplômes de nos rois, ainsi que dans quelques chartes particulières de France et d'Italie³. L'indiction Grecque qui commençait au 1^{er} septembre, et la Romaine qui partait du 1^{er} janvier, furent indifféremment adoptées par les rois carlovingiens⁴; mais aux 10^e et 11^e siècles, l'indiction prise du mois de septembre fut générale et la plus usitée dans les chartes en France, en Angleterre et en Allemagne. Cependant les Français, dans ce dernier siècle, à l'exemple de la cour de Rome, commençaient souvent l'indiction au 1^{er} janvier, et la finissaient

¹ Du Cange. *Gloss. Latin.* t. III, col. 1395.

² Hickes, *Dissert. epistol.* p. 80.

³ *Annal. Bened.* t. II, p. 109.

⁴ Vaissette, *Hist. de Lang.* t. I, p. 748.

avec l'année. Dès les commencemens du 12^e siècle, l'usage de cette date devint rare dans les *lettres royales* de France; elle y fut totalement abolie sous Louis-le-Jeune, et en général l'indiction ne se soutint assez bien qu'en Italie. Excepté cette partie de l'Europe, elle devint encore plus rare partout au 13^e siècle; et lorsqu'on s'en servait en Allemagne, on usait de la Césarienne, ainsi que dans les actes notariés de France du 14^e siècle et des suivans.

Il est à conclure de cet article que nos rois mérovingiens ont très sobrement usé de l'indiction, date qui se trouve assez communément dans les chartes des rois d'Angleterre du 7^e siècle; que les diplômes de Charlemagne ne doivent point être rejetés par cela seul qu'ils seraient datés de l'indiction; qu'on ne doit pas facilement soupçonner de faux les diplômes où l'indiction ne s'accorde pas avec les années de J. C., puisque tous les savans conviennent qu'il y a un grand nombre d'actes sincères dont l'indiction est fautive et très embarrassante; que l'indiction Romaine fut suivie avec quelques variations, au moins depuis le 9^e siècle jusqu'au 14^e, dans les actes laïques; et que l'indiction Constantinienne devint la plus commune en France et en Angleterre aux 14^e et 15^e siècles; que la date de l'indiction ne peut être antérieure au 4^e siècle dans les actes ecclésiastiques, ni au 5^e dans les lettres des papes; mais que, depuis le milieu de ce siècle, l'usage ou l'omission de l'indiction ne décide ni pour ni contre la vérité des mêmes actes; qu'on doit trouver cette date, sous peine de suspicion, dans les bulles privilégiées des 12^e, 13^e et 14^e siècles; que, depuis Eugène IV, les bulles ou brefs qui, dans leur date propre, et non dans celle de leur certificat, marqueraient l'indiction, prouveraient par là leur fausseté; enfin, qu'on ne peut rien conclure des divers commencemens de l'indiction.

L'indiction Romaine a prévalu depuis long-tems dans l'Eglise; ce n'est cependant que depuis le pontificat d'Innocent XII qu'on a repris ce calcul dans les grandes bulles.

¹ Muratori, *Antiq. Ital.* t. III, col. 59. — Gattola, *Accessiones ad Hist. Cassinens.* p. 40.

DATES DU CYCLE, DU TERME PASCAL, DE L'ÉPACTE, DES CONCURRENTS, etc. Dans les tems où l'on donnait un rang distingué parmi les gens de lettres à ceux qui étaient versés dans la science du comput ecclésiastique, on vit éclore dans les actes des dates de toute espèce; tout fut mis à contribution par l'envie de se distinguer; *cycle, terme pascal, épacte, concurrents*, etc. Voyez chacun de ces mots en particulier.

Les dates commencèrent, au moins dès le 9^e siècle, à se montrer dans les actes ecclésiastiques; et au milieu de ce siècle, elles s'introduisirent dans les chartes privées. Au 12^e et 13^e siècles, elles se montrent, tant dans les uns que dans les autres, avec une sorte d'affectation bizarre. Louis-le-Jeune, qui avait retranché de ses diplômes la date de l'indiction, y supplée quelquefois par celle des concurrents et de l'épacte. On ne peut rien conclure de ces sortes de dates dans les actes, sinon qu'elles deviennent plus rares depuis le 14^e siècle, à proportion que les actes s'approchent de notre tems.

Les plus anciens monumens qui prouvent l'usage des épactes dans les dates ne remontent qu'au 8^e siècle; au 11^e il n'était pas rare de voir des chartes datées de deux épactes différentes, la majeure et la mineure.

DATE DES OLYMPIADES. On trouve dans quelques titres, des dates d'olympiades; mais comme ce n'était point les anciennes olympiades grecques qu'on avait en vue, et que ce n'était autre chose que la durée d'un règne, divisée en autant de quatre années qu'il était possible, cette sorte de date rentre par là dans la classe des *dates des personnes*.

DATE, OU ÈRE DES TURCS. En traitant les dates des ères, on se renferme toujours dans ce qui est de l'objet présent; en conséquence on ne croit pas devoir parler de l'ère des *Martyrs* ou de *Dioclétien*, de l'ère d'*Antioche*, de l'ère d'*Alexandrie*, et d'autres dont jamais peut-être il ne fut fait mention dans les chartes. On ne traite, en passant, de l'ère des Turcs, que parce qu'il se trouve quelques chartes datées de l'ère des Arabes. On l'appelle *hégyre*, d'un mot arabe qui signifie *fuite*: c'est en effet l'époque de la fuite de Mahomet de la Mecque à Médine, arrivée le

16 juillet, l'an de J. C. 622. C'est Omar III, empereur des Sarrasins, qui ordonna que l'on compterait les années du jour de l'hégyre. Notez que l'année des Arabes est lunaire, et composée de douze lunes justes.

DATE, OU ÈRE DES ARMÉNIENS. La connaissance de l'ère des Arméniens n'est utile à la diplomatie, que parce qu'on la trouve dans quelques titres écrits en français, sous la dénomination de *lettreure* : elle commence au 9 de juillet de l'an de J.-C. 552.

DATE, OU ÈRE DE PISE. L'ère de Pise, qui ne diffère de notre ère commune qu'en ce qu'elle la précède d'un an, a été quelquefois suivie en France, particulièrement dans les dates du 12^e siècle.

DATE, OU ÈRE D'ESPAGNE. L'ère d'Espagne commence 38 années complètes avant la naissance de Notre Seigneur ; c'est l'époque de la réduction de l'Espagne sous l'obéissance d'Auguste. Ou cette date était citée toute seule dans les actes du pays, ou on l'accompagnait de la date de l'ère chrétienne jusqu'à ce que celle-ci l'emporta sur l'autre vers la fin du 12^e ou dans le 13^e siècle. Dans le 14^e, les Espagnols cessèrent de se servir de leur ère, et lui substituèrent l'année de l'incarnation : elle fut totalement abandonnée en Aragon l'an 1359. Dès 1350, Pierre IV d'Aragon l'avait même défendue dans les royaumes de Castille et d'Aragon : elle fut entièrement proscrite en 1384. Le Portugal n'abandonna l'ère espagnole, et ne se détermina à suivre l'usage commun que dans le 15^e siècle, en 1415.

DATE, OU ÈRE CHRÉTIENNE. L'ère chrétienne se produit dans les actes sous tant de formes et de noms, qu'il est nécessaire d'en avoir des idées claires. *An de grâce, an de la nativité, de la circoncision, de l'incarnation, de la trabeation* (trabeâ carnis indutus)¹, telles étaient les différentes dénominations de l'ère chrétienne, et tel est l'ordre qu'il est à propos de suivre en la discutant. Il faut observer seulement, avant tout, que l'ère vulgaire en général devint très fréquente en France depuis le milieu du 8^e siècle, mais qu'elle ne fut pas d'un usage ordinaire dans les

¹ Du Cange, *Gloss.*

chartes royales avant Hugues Capet; que l'ère chrétienne, qui avait commencé à faire date en Espagne dès le 11^e siècle, n'y fut suivie uniformément qu'après le milieu du 14^e; que ce ne fut que vers 1415 que les rois de Portugal commencèrent à se servir¹ de l'ère chrétienne pour compter leurs années; que cette époque, qui était déjà de quelque usage dans les dates des Grecs, n'a été ordinairement employée dans l'Orient et dans la Grèce que depuis la prise de Constantinople par Mahomet II en 1453; que cette ère vulgaire, dont nous faisons usage aujourd'hui, est celle qui place l'année de l'incarnation à la 754^e année de la fondation de Rome; qu'elle commença l'année à quatre points différens, ou au 1^{er} janvier, ou au 25 mars, qui est proprement l'époque de l'incarnation, ou au 25 décembre, qui est celle de la nativité, ou à Pâques. L'introduction de cette ère vulgaire ne dérangerait rien sous la 1^{re} race de nos rois et une partie de la 2^e, par rapport au commencement de l'année, qui était fixé pour lors au mois de mars ou à Pâques².

Au de Grâce.

La date de l'*an de grâce*, que l'on rendait en latin par la formule *anno gratiæ*, fut de quelque usage depuis le 12^e siècle. Elle fut ainsi appelée parce qu'elle partait du jour de la naissance du Sauveur; elle commença alors à se montrer dans plusieurs chartes. Au 13^e siècle, lorsque l'on datait de l'année courante, on se servait assez de la formule *l'an de grâce*; elle fut même une des plus ordinaires en France et en Allemagne. Au 14^e, elle se montre très communément dans les actes des laïques; et elle a toujours continué d'être mise jusqu'à notre temps. La seule règle que l'on peut tirer de cette date, c'est qu'elle rendrait suspect un acte qui serait daté de l'an de grâce avant le 12^e siècle.

Au de la Nativité et du Seigneur.

Tout ce que l'on peut dire de la date de la nativité, *anno à nativitate*, dont on fit usage pour exprimer que l'on partait du

¹ *De Re Dipl.* p. 177.

² *De Re Dipl.* p. 172.

commencement du christianisme, ou de la loi de grâce, c'est que dans le Languedoc et les pays voisins on la confondait souvent, dans le 12^e siècle, avec celle de l'incarnation; c'est qu'elle devint la plus ordinaire aux 14^e et 15^e siècles. On en datait sûrement dans les tems où l'année commençait au 25 décembre (*voyez ANNÉE*); mais on ne l'exprimait pas toujours ainsi. Dès le 9^e siècle, on avait vu dans les actes laïques une semblable date sous une formule à peu près pareille; c'était l'an du Seigneur, *anno Domini*. On en trouve un exemple dans la charte de fondation de l'abbaye de Bonneval près de Castel-Sarrazin, l'an 847¹. Cette date était une expression générale pour rendre ce que l'on entendait par la date de l'incarnation. Denys-le-Petit, au 6^e siècle, passe communément pour avoir introduit le premier l'usage de compter les années depuis la naissance ou l'incarnation de Jésus-Christ.

An de l'Incarnation.

La date de l'incarnation, *anno ab incarnatione*, la plus commune au 12^e siècle, comença à être en usage au moins avec la 2^e race, et le concile de Leptines n'est pas le premier, comme l'ont avancé plusieurs écrivains, qui ait daté de l'incarnation, puisqu'on trouve cette date dans un capitulaire de Carloman de l'an 742². Plusieurs savans, Simon³, Le Cointe⁴, Muratori⁵, Lenglet du Fresnoi⁶, etc. etc., se sont trompés sur l'origine de cette date, et en ont entraîné plusieurs autres dans leur erreur, comme Rousseau de la Combe⁷, Carleucas⁸, Ménard⁹. Il n'y

¹ Vaissette, *Hist. de Lang.* t. 1, *Preuves*, col. 94.

² *Acta SS. Bened.* sæc. 3, part. 2, p. 48.

³ *Hist. des Revenus ecclés.* t. II, p. 271.

⁴ *Ad ann.* 817.

⁵ *Antiq. Ital.* t. III, col. 34.

⁶ *Méthode pour étudier l'histoire.*

⁷ *Recueil de Jurisprudence*, part. 1, p. 101.

⁸ *Essai sur l'Hist. des Belles-Lett.* part. 2, p. 78.

⁹ *Hist. des Evêques de Nîmes*

a qu'à suivre, par rapport à cette date, les bulles, les diplômes et les chartes ; rien ne peut mieux éclaircir la matière.

An de l'Incarnation dans les Bulles.

La date de l'année de l'incarnation se trouve quelquefois dans les bulles privilégiées du 9^e siècle ; mais elle n'eut un assez grand cours dans les bulles, que sur la fin du 10^e ; on la trouve dans ce siècle à la date du chancelier ou bibliothécaire, mais non pas à celle de l'écrivain de la bulle. Voyez ci-après *date des bulles*. Au 11^e siècle, on ne l'admettait encore que dans les bulles les plus solennelles. Il faut observer que depuis Léon IX, qui rendit cette date plus commune, les bulles commencèrent plus souvent l'année de l'incarnation au 25 mars qu'au 1^{er} janvier. Cette règle, quoique plus générale, à prendre les choses en total, souffre cependant nombre d'exceptions ; jusqu'à Nicolas II inclusivement, on rendait le plus souvent cette date par *anno Domini*, l'an du Seigneur ; et ce n'est que sous son successeur qu'on usa invariablement du terme d'*incarnation*.

Au 13^e siècle, les variations sur le point fixe de l'année de l'incarnation, que l'on commença ou au 1^{er} janvier, ou au 25 décembre, ou au 25 mars, ou même à Pâques, continuèrent comme dans les précédens ; mais cette sorte de date, dans les 13^e et 14^e siècles, ne fut pas, à beaucoup près si commune que dans le 12^e. Dans le 15^e, Eugène IV, sur la représentation de Blondus de Forti, secrétaire du consistoire, renouvela la date de l'incarnation, qui était tombée dans une espèce de désuétude, et voulut qu'on fût exact à l'insérer dans les bulles et rescrits. Il n'est pas l'auteur de cette date, comme l'ont avancé plusieurs écrivains, mais seulement le restaurateur. Cette date, depuis ce pape, a subsisté jusqu'à nos jours dans les bulles proprement dites, ou scellées en plomb ; car les brefs de ce pape, ou plutôt les lettres qui préparèrent les voies aux brefs, ne la portent point, non plus que les *motus proprii* des siècles suivans.

An de l'Incarnation dans les Actes ecclésiastiques.

Les dates des lettres et autres titres ecclésiastiques ont toujours varié sur l'époque du commencement de l'année, comme on l'a vu

dans l'article précédent. Les actes du concile de Twiford, en Angleterre, tenu en 685, sont un des plus anciens monumens où se trouve la date de l'incarnation. Elle se montre dans presque tous les actes ecclésiastiques du 8^e siècle; dans le 9^e elle n'est pas moins ordinaire; mais on la prend souvent pour le jour de la naissance de Jésus-Christ. La plus commune des dates du 10^e est celle de l'incarnation du Seigneur; mais elle est diversement exprimée, et ne paraît jamais seule. En Italie, les termes plus ou moins, *plus minusve*, accompagnent quelquefois cette date. Dans le 11^e siècle, elle fut également suivie; mais on continua à l'exprimer diversement, et à varier sur l'époque, ainsi que dans les 12^e, 13^e et 14^e. Dans ce dernier siècle, les Espagnols la substituèrent à la date de leur ère; et les Portugais dans le 15^e, mais sans exprimer toujours la formule *ab incarnatione*.

AN DE L'INCARNATION dans les Diplomes et Chartes.

La date de l'incarnation ou de J.-C. ne doit point paraître dans les diplômes de nos premiers rois, à moins qu'elle n'y ait été fournie par une main ignorante. Les rois d'Angleterre commencèrent dès le 7^e siècle à dater leurs diplômes des années de l'incarnation¹. Une charte privée, qui contient une donation faite à l'Église de Dijon par Ermenbert, est datée de l'incarnation². Quoique cette date ne fût pas encore en usage en France, il n'est guère probable qu'elle n'y ait pas été du tout employée dans le 7^e siècle, puisqu'elle l'était en Angleterre. Dans le 8^e siècle, la date de l'incarnation fut assez commune dans les diplômes et chartes de ce dernier royaume; mais en France, si cette date se rencontre dans les diplômes de Charlemagne, dernier roi de ce siècle (ce que contredisent plusieurs diplomates), elle s'y rencontre bien rarement, et, comme dit Dom Mabillon³, peut-être dans les diplômes d'État et de la première importance; cependant elle se montre dans un diplôme accordé à l'abbaye de Saint-Arnould de Metz en 783. Charles-le-Gros n'est donc pas le premier qui ait introduit,

¹ Casley, *a Catalog. of the Manuscr. plat. 2.*

² Perard, *Hist. crit.* p. 7.

³ *De Re Dipl.* p. 190.

comme on le prétend quelquefois, la date de l'incarnation dans les diplomes des rois et des empereurs : on peut seulement dire qu'il est le premier qui ait ordinairement daté ses diplomes de l'incarnation, et qu'avant lui cette date était rare dans les diplomes royaux.

Dans le 10^e siècle, la date de l'incarnation fut générale en France, en Allemagne, en Angleterre.

Dans le 11^e, depuis la mort de Guillaume-le-Conquérant, en 1087, la date de l'année de l'incarnation est assez rare dans les chartes anglo-normandes, au lieu qu'elle se trouve dans les chartes anglo-saxonnes.

Dans le 12^e siècle, elle était ordinaire dans les diplomes et les chartes privées de France ; elle n'y était pas rare dans le 13^e ; mais en Normandie et autre part, au lieu de l'*an de l'incarnation*, on mettait quelquefois l'*an du Verbe incarné*. Depuis le 14^e siècle, on a souvent retranché le mot *incarnationis*, en datant simplement *anno*, etc.

D'après ce que l'on vient de voir, on peut poser en principe, 1^o que la date de l'incarnation, antérieure aux commencemens du 6^e siècle, serait une preuve de faux ; 2^o que depuis l'an 740, cette date ne doit faire naître aucun soupçon contre les actes des Conciles, même en France ; 3^o que nos rois mérovingiens n'ont jamais daté des années de J.-C. en aucune façon, quoique de pareilles dates se trouvent assez communément dans les diplomes des rois d'Angleterre ; 4^o que les diplomes de Charlemagne ne devraient point être rejetés parcequ'ils seraient datés des années de l'incarnation ; 5^o qu'avant Charles-le-Gros, la date de l'incarnation était rare dans les diplomes de nos rois, et que, depuis elle y fut fréquente ; 6^o que, dans les bulles, cette date, avant le 7^e siècle, ne doit pas paraître exempte de suspicion ; Dom Mabillon ne l'avait rencontrée dans aucune bulle non suspecte antérieure à Léon IX ; cependant il ne faut pas faire un principe d'un argument aussi négatif, on peut seulement en inférer que cette date, jusqu'à ce pape, n'y fut point commune ; 7^o que depuis le commencement du 12^e siècle, une bulle privilégiée doit porter la date de l'incarnation ; mais qu'une simple bulle ainsi da-

tée, depuis 1159 jusqu'en 1250 environ, serait très suspecte; au lieu que cette date se montra ensuite indifféremment, quoique rarement, jusqu'à Eugène IV; que depuis ce pape elle ne souffre point d'autre exception, que celle de certaines bulles hétéroclites qui unissent la suscription des bulles avec les dates des brefs, et la suscription des brefs avec les dates des bulles; et que, ce cas excepté, une bulle depuis le 15^e siècle, qui n'énoncerait pas le terme d'incarnation, serait suspecte; 8^o qu'on ne peut rien conclure des différentes manières de commencer les années de l'incarnation; que cependant une bulle qui s'attacherait encore au calcul de l'ère de Pise, après le milieu du 12^e siècle, deviendrait suspecte, et, depuis le commencement du 13^e, pourrait passer pour fausse; 9^o qu'on peut voter d'une pareille censure une bulle, depuis le 12^e siècle exclusivement, dont la date de l'Incarnation anticiperait de neuf ou de seize mois le calcul des Français. (Voyez ANNÉE.)

An de la Trabéation.

La date de la trabéation, *trabed carnis indutus*, que l'on trouve dans quelques actes ecclésiastiques des 11^e et 12^e siècles, est la même que celle de l'incarnation; il n'y a que l'expression qui soit différente.

An de la Passion de Jésus-Christ.

On met tout de suite la date de la passion de J.-C. quoiqu'elle paraisse devoir entrer dans une autre classe de dates, parceque, dans le 11^e siècle, où on la voit fréquemment dans les actes ecclésiastiques, elle est quelquefois confondue avec l'année de l'incarnation. L'une et l'autre devaient naturellement différer de 33 à 34 ans; cependant, comme l'on n'était point d'accord sur la durée de la vie de Jésus-Christ, celle de la passion fut sujette à beaucoup de variations.

An du règne de Jésus-Christ.

C'est pour la même raison qu'on place ici la date du règne de Jésus-Christ. On a vu plus haut que c'était une date générale pour marquer simplement le tems du christianisme, sans autre note chronologique; mais il fut bien plus commun de la voir accompagnée de la date de l'année propre, comme qui dirait *l'an du règne de J.-C. tel*. La lettre encyclique que l'Eglise de Smyrne

écrivit à toutes les autres églises, vers l'an 166, sur le martyre de saint Polycarpe, est le plus ancien monument où l'on trouve la formule *regnante Jesu Christo*, si usitée dans les actes du moyen-âge. On la trouve dans le 9^e siècle, et même auparavant, ainsi que dans les 10^e et 11^e inclusivement. Depuis ce dernier siècle, elle ne doit plus se montrer ; c'est la seule règle qu'on en puisse déduire ; elle rentre alors dans ce que nous avons dit de la date de l'incarnation.

Dans la classe des *dates du tems* sont comprises les dates des mois, des jours et des heures, ainsi que celles des fêtes, des dimanches et des fêtes. On va voir ce que chacune peut répandre de lumière sur la Diplomatique.

DATES DU MOIS. Il y a des chartes qui se trouvent datées du mois sans l'être du jour ; mais la date du jour est toujours accompagnée de celle du mois. Depuis l'an 1000 jusque vers le 15^e siècle environ, l'on datait du mois assez singulièrement en Italie et en quelques autres endroits ; on partageait chaque mois en deux parties égales dans les mois de 30 jours, et inégalement dans les mois de 31 jours ; en sorte que dans ceux-ci la première partie était de 16 jours, et la seconde de 15. On caractérisait la première partie d'un mois quelconque par ces mots, *intraunte* ou *introeunte mense* ; et la seconde par ceux-ci, *mense exeunte*, *stante*, *instante*, *astante*, *restante*. Les jours de la première portion du mois étaient marqués 1, 2, 3, etc., selon l'ordre direct ; ceux de la seconde suivaient l'ordre rétrograde, à la romaine : ainsi la date *XV die exeunte Januario* était le 17 de janvier ; *XIV die exeunte*, le 18 ; *XIII exitus Januarii*, le 19 ; et ainsi de suite. On rencontre même, en France, dans les actes publics, nombre d'exemples de ces dates. On trouve la date du mois dans les premiers siècles, entre autres dans la lettre encyclique de l'église de Smyrne de l'an 166. Sans être constante, elle s'est montrée dans chaque siècle ; et dans le 12^e on data encore, dans quelques actes ecclésiastiques, du jour du mois entrant ou finissant, ainsi que du commencement, du milieu et de la fin du mois. Cette date est une de celles qui furent le plus universellement suivies, et on l'observe encore aujourd'hui rigoureusement.

DATES DES SEMAINES ET DES JOURS. Il est rare que les semaines entrent dans la date des chartes ; au moins on n'en connaît pas d'exemple, à moins que l'on ne mette de ce nombre les dates des dimanches et des fêtes, dont il sera question ci-après. Mais la date du jour fut très-usitée. La différente manière de commencer le jour, ou à minuit, ou à midi, ou au coucher, ou au lever du soleil, peut faire que deux chartes datées du même quantième l'aient été eu deux jours différens ; mais elle ne peut pas opérer dans les dates une différence de plus d'un jour.

Les dates romaines des calendes, des nones et des ides, sont une matière qui a été si souvent rebattue, qu'il parait inutile d'en expliquer la nature ; il suffira d'avertir que cette sorte de date fut la plus commune jusqu'au 13^e siècle, et que vers ce tems on substitua généralement notre manière plus simple et plus naturelle. Il est cependant bon d'observer qu'au lieu de compter à rebours, par exemple, le 4 des nones de janvier, le 8 des ides, le 19 des calendes, pour le 2, le 6 et le 14 de ce mois, on disait quelquefois le 1^{er} des nones de janvier, et ainsi jusqu'à 4 ; le 1^{er} des ides, et ainsi jusqu'à 8 ; le 1^{er} des calendes, et ainsi jusqu'à 19.

La date du jour du mois se trouve dans les plus anciens monumens diplomatiques, tant ecclésiastiques que laïques, et est même la plus ordinaire dans les premiers siècles. Un diplôme de l'empereur Galba, le seul que l'on connaisse du 1^{er} siècle, inscrit sur deux tables de cuivre attachées ensemble en forme de feuilles de livres, est daté du jour du mois. La lettre de saint Ignace aux Romains, du 2^e siècle, porte la date du jour par les calendes, ainsi que la lettre encyclique de l'église de Smyrne dont il a été parlé ci-dessus. En un mot, c'est une des dates qu'on trouve le plus universellement, tant dans les rescrits des empereurs, et des rois de France même de la première race, que dans les bulles, dans les actes ecclésiastiques, et dans les chartes privées de tous les siècles, lorsque ces titres portent des notes chronologiques du tems où ils ont été formés. Aux 13^e et 14^e siècles, elle n'était pourtant point encore regardée comme assez essentielle, pour qu'on ne l'omit pas quelquefois. Les seules observations que l'on puisse faire sur ce te date, c'est que, 1^o dans le 5^e siècle, et probable-

ment auparavant, les édits et les rescrits des empereurs offrent quelquefois deux dates de jour : celle du jour où ils ont été donnés, et celle du jour de leur réception. 2° Les bulles originales ont presque toujours exactement marqué la date du jour du mois. Pendant les cinq à six premiers siècles, cette date s'exprimait par les calendes, les nones et les ides ; mais depuis la fin du 6^e jusque vers la fin du 11^e, quelques bulles nous offrent le quantième du mois à notre manière. Cette manière, depuis l'an 1450, fut réservée pour les brefs, et celle des calendes pour les bulles.

DATE DE L'HEURE. La date de l'heure est une des plus rares dans les actes quelconques ; on la voit cependant, dès les premiers tems, dans la lettre encyclique de l'église de Smyrne au sujet du martyr de saint Polycarpe. Depuis ce tems jusqu'au 13^e siècle, où l'on commença à la marquer dans les dates des chartes¹, on ne la trouve presque plus. Dans un acte de la fin du 14^e siècle, elle se trouve singulièrement exprimée ; on la lit ainsi : *die sextâ Augusti horâ quasi post occasum solis, diē tamen adhuc existente, adeò quòd una littera posset legi*². Cette manière de rendre l'heure du crépuscule est originale.

DATES DES FÉRIES, DIMANCHES ET FÊTES. Les dates des fêtes, dimanches et fêtes se rencontrent de tems en tems dans les chartes, même avant le 9^e siècle ; de là au 13^e, elles parurent plus fréquentes ; mais depuis cette époque, c'est-à-dire depuis le 13^e, elles devinrent presque générales. Auparavant, il était rare de dater du lundi, mardi, mercredi, jeudi, etc. ; on aimait mieux se servir du nom de *férie seconde*, *troisième*, *quatrième*, *cinquième*, etc. Ce n'est aussi que depuis le commencement du 13^e siècle, qu'il devint ordinaire de dater d'un tel jour devant ou après tel dimanche, telle fête, ou tel jour de son octave.

C'est dans des pièces du 9^e siècle, que l'on a rencontré, pour la première fois³, les dates des dimanches et des fêtes ; on n'en a

¹ *Ampliss. Collect.* t. 1, col. 1347.

² *Dipl. Pratiq.* p. 111.

³ Pérard, p. 22. — Baluze, *Capitul.* t. 11, col. 587. — *Nouv. Traité de Dipl.* t. v, p. 460.

point encore trouvé d'exemple antérieur; mais dans le 11^e siècle elles ne sont point rares, non plus que dans le 12^e. Dans ce dernier siècle, où l'on fit usage de la date des séries, la date du dimanche est quelquefois désignée par les premiers mots de l'introît de la messe du jour, comme l'on dit encore le dimanche *Judica*, le dimanche *Latare*. Ce dernier usage fut fort commun dans le 13^e siècle, et ne fut point inusité dans le 14^e. Ceci regarde les actes ecclésiastiques; car autrement la première proposition de cet article serait fautive, puisque l'on connaît un diplôme accordé à l'abbaye de Saint-Arnould de Metz en 783, où l'on trouve une date d'un jour de fête. Il est vrai que, dans les actes laïques du 9^e siècle, ces dates de fêtes et dimanches n'étaient point rares, et que de là jusqu'au 13^e, on en trouve des exemples de plus d'une espèce. Il suffit d'en citer un dont la rencontre pourrait embarrasser. Dans l'histoire du Dauphiné¹, on trouve un diplôme de Humbert premier, daté de l'an 1302, *in die dominicâ carnis privii novi*. Il y avait alors *dominicâ carnis privii novi*, et *dominica carnis privii veteris*. *Dominica carnis privii* veut dire en général le dimanche gras. On distinguait le nouveau et l'ancien parce qu'avant qu'on eût avancé la quadragésime de quatre jours, pour compenser les dimanches que l'on ne jeûnait pas, le dimanche qui est actuellement le premier dimanche de carême, était alors le dimanche gras. Ayant été compris dans la sainte quarantaine, on le compta toujours en quelques pays pour le dimanche gras ancien, et le dimanche de la quinquagésime pour le dimanche gras nouveau.

DATE DE LA LUNE. Depuis le 9^e siècle, et surtout depuis le 11^e où l'on commença à étudier avec ardeur le calcul ecclésiastique, on rencontre des dates du jour de la lune, des fêtes mobiles, et d'autres notes chronologiques qui ne sont point assez spécifiées pour faire connaître tout de suite le quatuorzième qu'elles veulent indiquer. Il faut alors avoir recours au célèbre ouvrage de l'*Art de vérifier Les dates*; c'est un calendrier perpétuel dans lequel on trouve la nomenclature de toutes les dates des chartes et des chroniques.

¹ Valbonais, t. II, p. 119.

DATES DU LIEU. Après avoir parcouru ce qui regarde les *dates de tems*, il est à propos de jeter un coup-d'œil rapide sur les *dates de lieu*, pour passer de là aux *dates des personnes*. La date du lieu apprend dans quelle ville, dans quelle place, dans quel château un diplôme a été dressé. Avant le 12^e siècle, il était rare, qu'après avoir daté d'une ville, on spécifiât le palais où la pièce avait été donnée ; mais dans ce siècle, on détermina le lieu précis de la confection de l'acte. Au 13^e, on porta l'exactitude jusqu'à marquer la salle dans laquelle on l'avait passé. Au reste, cette date du lieu n'était point exigée par les lois romaines, et n'est requise que depuis l'ordonnance de 1462, confirmée par celle de Blois, qui ordonne que les notaires mettront le lieu et la maison où les contrats sont passés ; par conséquent les actes antérieurs font foi, sans l'observation de cette date.

Date du lieu dans les Bulles.

Ce n'est que dans le 9^e siècle, que l'on commence à trouver dans des bulles la date du lieu. Celles où l'on en voit les premiers exemples, sont de Jean VIII. Cette date, qui n'était jamais passée en coutume dans les rescrits apostoliques, et qui n'y avait paru que de loin en loin, vers le milieu du 11^e siècle, devint constante ; et dès le 12^e, elle y devint invariable ; on doit l'y voir dans toutes les bulles postérieures.

Date du lieu dans les Actes ecclésiastiques.

On commence dès le 9^e siècle à apercevoir la date du lieu dans les actes ecclésiastiques. Il est question ici de la date spéciale du lieu ; car il n'est guère probable que l'on puisse caractériser ainsi le terme *publicé*, que l'on trouve dans quelques dates des chartes de ce siècle, par lequel on voulait noter qu'elles avaient été données *publiquement*. Quelques-uns pensent cependant que ce terme désignait, dans les diplômes de nos rois, le palais du prince, qui était regardé comme une maison publique de justice. Les actes ecclésiastiques portent encore la date du lieu dans les 10^e et 11^e siècles. Dans le 12^e, elle y fut bien plus com-

* Guénois, *Confer. des Coutumes*, fol. 116.

mune : mais dans le 13^e, elle n'était point encore générale, non plus que dans le 14^e.

Date du lieu dans les Diplomes et Chartes privées.

La date du lieu dans les actes laïques est bien antérieure à ce que nous venons de voir. Les lois des empereurs du 4^e siècle la portent expressément, quoique non invariablement. Leurs éditset rescrits, dans le 5^e siècle, ont assez souvent la même note locale. Dès le 7^e, les diplomes de nos rois l'offrent assez communément ; mais le terme de *palais* est plus rare dans ces dates sous les Mérovingiens, qu'il ne le fut sous les Carlovingiens. Dans le 9^e siècle, elle fut si usitée, que l'on voit des chartes privées qui ne portent point d'autre date. De là jusqu'à nos jours elle ne doit faire naître aucune difficulté ; mais ce qui pourrait en occasionner, c'est, par exemple, que dans le 14^e siècle on trouve des ordonnances portant le nom du roi Jean, et qui sont datées de Paris, dans un tems où il est certain qu'il n'y était pas. Cependant ces actes ne doivent pas pour cela être suspects, puisqu'ils sont déposés dans des registres publics, respectables par leur antiquité. Il vaut mieux en faire une règle, et poser en principe que les lettres royaux des 14^e, 15^e et 16^e siècles ne doivent point être suspects pour porter la date d'un lieu où le roi ne pouvait être¹.

En général, la date du lieu est très ancienne, quoique inconsistante ; et l'omission de cette date ne doit faire naître des soupçons que depuis le commencement du 12^e siècle.

DATE DES PERSONNES. Sous le nom de dates des personnes, on comprend toutes celles qui ont assigné l'époque de l'élévation de quelqu'un à une dignité, ou qui partent de ce point. Ainsi les dates des Consuls ou du Consulat, les dates des Empereurs, ou de leur élévation à l'Empire, les dates des Papes ou des évêques, ou de leur exaltation au Pontificat, les dates des Rois, ou de leur règne, etc. etc., vont faire la matière des discussions suivantes, essentielles à la Diplomatique.

DATE DU CONSULAT. Tout acte public était nul par les lois romai-

¹ Voyez le *Nouveau Traité de Diplomatique*, t. iv, p. 664, qui démontre cette règle par des faits incontestables.

nes, s'il ne portait la date du jour et du consul ; mais cette loi ne regardait que les actes originaux , et l'authenticité des copies ne dépendait pas de ces dates. Au lieu de la date des consuls, on ne datait quelquefois que de telle année après le consulat de tel et tel ; ou bien, surtout depuis le 5^e siècle, on ne nommait qu'un consul dans les actes faits en Occident ; et alors il était question du consul d'Occident. (*Voyez CONSUL*). Il faut suivre, pour éclaircir cette date, ce que les bulles, les actes ecclésiastiques, les diplômes, et les chartes privées peuvent fournir de lumière de siècle en siècle.

Date du Consulat dans les Bulles.

Les quatre premiers siècles ne fournissent aucune pièce d'examen sur cet objet. Les lettres des papes du 5^e datent après le quantième du mois du Consulat ou après le Consulat. Pendant ce siècle et le suivant, il arriva plusieurs fois qu'il n'y eût qu'un Consul ; mais, indépendamment de cette raison, depuis la fin du pontificat de Gelase, il est très rare de trouver des lettres des papes datées de deux consuls, parcequ'en Orient on datait du consul d'Orient et en Occident du consul d'Occident.

Sous le pape Vigile, vers le quart du 6^e siècle, commença la fameuse époque d'après le consulat de Basile, dont on ne cessa de se servir qu'en 567.

- Les bulles privilégiées du 7^e siècle nous offrent ordinairement la date du Consulat des empereurs, et elles n'en doivent point montrer d'autre dans cette espèce ; car toute bulle postérieure au commencement du 7^e siècle, qui porterait la date d'un ou de deux consuls, autres que les empereurs, devrait être déclarée fautive. Les papes suivirent le même usage dans quelques pièces du 8^e et même du 9^e siècle, malgré la restauration de l'empire d'Occident. Mais la dernière fois qu'on ait trouvé dans les bulles des traces du post-consulat des empereurs, c'est dans une bulle du pape Formose ; aussi vers la fin de ce 9^e siècle, la date de leur consulat, ou post-consulat, disparut entièrement, au point qu'une bulle, portant l'une de ces deux dates, serait suspectée au 10^e siècle, violemment soupçonnée au 11^e, et réputée fautive au 12^e.

Date du Consulat dans les Actes ecclésiastiques.

Les actes sincères du martyr de saint Ignace¹ portent la date des consuls : c'est le plus ancien monument ecclésiastique où cette date soit marquée. Dans le même 2^e siècle, la lettre encyclique de l'église de Smyrne à toutes les autres églises, nous offre la date du proconsulat, qui ne fut rien moins que commune. Dans le 4^e siècle, ces actes, excepté les professions de foi, portent assez exactement la date du jour et du Consul. Le concile d'Afrique, tenu sous Innocent I, au 5^e siècle, en fit une loi dans son 56^e canon, pour les lettres d'ordination. Cet usage était alors suivi dans les Gaules, quoiqu'elles ne fissent plus partie de l'Empire.

Au 8^e siècle, la date du post-consulat était employée encore dans les pièces ecclésiastiques ; mais la date des règnes l'éclipsa petit à petit dans le siècle suivant.

Date du Consulat dans les Diplômes et Chartes.

Les lois impériales des quatre premiers siècles sont datées du jour, du mois, du lieu et des consuls. C'était toujours alors des consuls ordinaires dont il était question, et jamais des consuls subrogés. Quelquefois cependant l'une de ces dates manque, et les consulats des empereurs sont les dates où il y a le plus de confusion. Mais dans les lettres des particuliers du 1^{er} siècle, celle des consuls est la plus rare, quoiqu'on en trouve des exemples, et celle du jour du mois est la plus ordinaire. Mêmes usages au 5^e siècle ; mais après le milieu de ce siècle, il était ordinaire de ne dater que d'un seul consul. Une remarque essentielle, c'est que l'on a des preuves certaines que les actes publics de ce siècle n'étaient pas toujours datés des consuls ordinaires. On exprimait quelquefois la vacance du consulat par cette formule originale : *Sous les consuls que nommeront les Augustes*. Dans le 6^e siècle, les Romains dataient plus souvent des consuls et du post-consulat, que les Gaulois, à qui cette date n'était cependant pas étrangère dans les chartes privées. Car jamais nos premiers rois, qui voulaient sans doute marquer leur indépendance, n'ont daté des consuls. C'est la seule règle que l'on puisse, tirer, sans exception, de la date du consulat dans les actes laïques.

¹ Voir Dom Ruinart, p. 22, 2^e édition.

DATE DU PONTIFICAT DES PAPES ET DES ÉVÊQUES. Avant le 9^e siècle, les dates du Pontificat des papes et des évêques étaient rares; mais depuis l'érection des grands fiefs en souveraineté les évêques se crurent en droit d'aspirer à la même élévation, et d'affecter le même honneur. Ils datèrent de leur épiscopat; et on vit des rois mêmes se servir de cette nouvelle manière de dater, qui avait déjà passé en coutume dès le 11^e siècle. Comme dans le 13^e on faisait parade d'une foule de dates, on y mit quelquefois jusqu'à celles des abbés, des archidiacres, etc. etc.

Date du Pontificat dans les Bulles.

Dès le 7^e siècle, la date du pontificat des papes était en usage, quoique non constant, malgré ce qu'en disent nombre de critiques, qui reculent cette époque jusqu'à la donation que Pépin fit au pape en 755, de la seigneurie temporelle de Rome, de l'exarchat de Ravenne, de la Pentapole, etc. etc. Le 8^e siècle rendit cette date plus commune; mais alors on la prit plus ordinairement du jour de leur ordination ou consécration, jusqu'au commencement du 12^e siècle; et depuis, du jour de leur élection. Au 9^e siècle, cette date y devint plus fréquente; au 10^e elles s'accrédita au point qu'il n'est presque plus de privilège où elle ne se trouve; au 11^e siècle elle était en même honneur, et, sans la prodiguer dans les bulles de peu d'importance, on l'admettait dans les plus solennelles. Dans les siècles suivans, mais constamment depuis Eugène IV, cette date doit paraître dans les bulles. Il faut observer que, depuis le 14^e siècle au moins, la chancellerie romaine comptait les années du pontificat, non du jour de l'élection, mais de celui du couronnement.

Avant le 6^e siècle, la date du pontificat dans les bulles prouverait donc la supposition, et pendant ce siècle, elle donnerait lieu au soupçon. Elle ne commence pas aux investitures, sur le déclin du 11^e siècle, comme quelques-uns le prétendent, puisque les 8^e, 9^e, 10^e et 11^e siècles, en fournissent des exemples. Depuis cette dernière époque, elle est nécessaire sous peine de suspicion dans les bulles pancartes, et dans les simples bulles, seulement depuis l'an 1220.

Depuis le 8^e siècle inclusivement jusqu'au 15^e, les dates de l'épiscopat, de l'ordination ou du pontificat des évêques furent com-

munes dans les actes ecclésiastiques ; au 11^e siècle, la plupart des prélats datèrent leurs chartes de l'année de leur élévation. Au 12^e, on trouve des pièces datées, non-seulement du pontificat et de l'ordination, mais même de la mort des prélats. Au 13^e, la date de l'épiscopat était encore très fréquente ; elle diminua au 14 pour finir au 15^e.

On peut observer en passant que les ducs, comtes et marquis suivirent l'exemple des prélats, et s'arrogèrent la même prérogative.

DATE DU RÈGNE DES EMPEREURS ET DES ROIS. Quoique de toutes les notes chronologiques, la date du règne des Souverains soit peut-être la plus ancienne, comme le prouvent les médailles ; cependant ce fut Justinien qui le premier, profitant du long espace de tems qui s'écoula sans consuls, établit la mode de dater du règne des Empereurs, et ordonna de marquer dans tous les actes publics l'année de son empire, sans préjudice des autres dates. Cette nouvelle formalité a dû commencer dans les actes publics la 11^e année de Justinien, indiction première, c'est-à-dire, au 1^{er} septembre de l'an de J.-C. 537. Les rois barbares qui s'étaient établis sur les débris de l'empire, et en particulier les monarques français, l'avaient précédé dans cet usage. Cependant l'époque fixe de l'année du règne ne fut pas toujours strictement marquée dans les diplômes. Quand cette date avait lieu, les Mérovingiens l'annonçaient eux-mêmes : *Donné telle année de notre règne*. Cette formule fut d'usage jusqu'à Louis le Débonnaire. Sous les Carlovingiens, jusqu'aux trois premiers règnes de la 3^e race, les notaires exprimaient eux-mêmes qu'ils faisaient l'acte sous l'année d'un tel roi. Après Philippe I, on revint à peu près à l'ancien usage des mérovingiens. Les grands feudataires de la couronne dataient également du règne des rois de France, preuve qu'ils en reconnaissaient la suzeraineté.

Pendant un interrègne, on datait de la mort du prince précédent, et cela était dans toutes les règles. Mais dater de la mort

¹ *De re dipl.* p. 213. — Lobineau, *Hist. de Bret.*, t. II, p. 316.

² Longuerue, *Annal. Franc. inter Gallic. scriptor.* Bouquet, t. III, p. 705.

d'un roi pendant le règne d'un autre, c'est ce qui est surprenant et qui n'est cependant pas sans exemple ¹.

Les dates des règnes ont été sujettes à des variations sans nombre. Souvent elles ne semblent s'accorder, ni entre elles, ni avec ce que l'histoire nous enseigne; et de là des demi-antiquaires se sont crus en droit de rejeter une infinité de titres vrais, sur ce que la date ne leur paraissait par juste. Pour applanir cette difficulté, il faut savoir ², que le règne d'un seul roi formait plusieurs époques; ainsi l'on parlait, tantôt du règne de Charlemagne sur les Français, tantôt du règne de Charlemagne sur les Lombards, et tantôt de l'empire de Charlemagne. Pour un autre prince, on datait de son sacre, qui s'était souvent fait du vivant de son père, de son avènement à la couronne, de son mariage, de la conquête de plusieurs royaumes en différens tems, etc., etc. Quelques-uns comptaient, selon la révolution complète d'une année de règne, d'autres les supputaient caves, c'est-à-dire que, le prince étant parvenu à la couronne au milieu ou à la fin d'une année civile, on la réputait toute entière, quoiqu'incomplète. Enfin l'époque qu'avait en vue le notaire était très souvent connue; quelquefois elle a été très longtems incertaine, et ne s'est manifestée que dans la suite, par la découverte de quelques pièces qui n'avaient point encore paru; ou elle est demeurée inconnue, et se découvrira peut-être quelque jour. On va voir des preuves de ces variations en parcourant les usages des pièces ecclésiastiques et laïques respectivement à cette date.

Dates des Empereurs dans les bulles.

Le pape Vigile fut le premier des souverains pontifes qui introduisit dans ses bulles la date du règne des empereurs. Elle se perpétua depuis Vigile jusque vers le milieu du 11^e siècle. Auparavant les papes n'avaient jamais daté de l'empire de qui que ce soit. Dans le 7^e siècle, les bulles un peu solennelles font mention de cette date, ainsi que de celle de leur consulat ou post-consulat. Cependant les dates des années des empereurs étaient quelquefois omi-

¹ Vaissette, *Hist. de Lang.*, t. 1, p. 554.

² Cochin, t. 11, 260, 395, 391.

ses. Dans le 8^e siècle, cette date fut également suivie : on voit même une bulle d'Adrien I, datée en même tems des années de l'empereur grec et du patriciat de Charlemagne. Depuis le rétablissement de l'Empire d'Occident par nos rois, les dates de leur couronnement succédèrent à celles des empereurs grecs, dont il ne fut plus mention dans les bulles. La date des années des empereurs se retrouve encore communément au 10^e siècle. Au commencement d'Othon, les papes recommencèrent à dater des années des empereurs ; ce qu'ils avaient interrompu pendant l'inter règne : mais, depuis cette époque, la date du règne des empereurs ne fut plus si fréquente. On voit une bulle de Léon VII datée du règne de Louis d'Outre-mer ; ce qui est très-extraordinaire ; on présume que c'est parceque le privilège qu'il accorde est pour l'Eglise de Saint Martin-de-Tours.

Depuis l'an 1038, il ne fut plus question de date des années de l'Empereur, même dans les bulles privilèges les plus solennelles ; d'où il faut conclure que toute bulle datée de l'année d'un empereur, après le 11^e siècle, serait fausse, si elle ne pouvait être excusée par quelques raisons appuyées sur des faits constans. De ce qui a été dit plus haut, on peut inférer encore que l'omission de la date des empereurs dans les bulles, depuis le milieu du 6^e siècle jusqu'au milieu du 11^e, ne doit leur porter aucune atteinte ; qu'une bulle antérieure au 6^e, et postérieure au 8^e, portant la date des Empereurs de Constantinople, serait au moins très suspecte ; qu'elle serait évidemment fausse, si elle portait la date de l'empereur d'Occident depuis 919 jusqu'en 962, puisqu'il n'y en eut point.

Dates des Empereurs dans les Actes ecclésiastiques.

Dès le 6^e siècle, les églises d'Espagne et de France avaient déjà commencé à dater leurs actes du règne de leurs rois, comme on le voit par le concile de Tarragone, de 516, et par le cinquième concile d'Orléans, qui est le premier qui ait daté du règne de nos souverains. On dit qu'il est le premier ; car le concile d'Agde de 506, antérieur à celui d'Orléans, date du règne d'Alaric, roi des Visigots, sous l'empire duquel était cette ville. Cette date se soutint constamment, mais non pas universellement, dans tous les siècles suivans ; dans le 11^e, elle était même presque sans exception.

Dates des Empereurs dans les Diplomes et Chartes.

Il a été dit que Justinien avait ordonné le premier que la date des années des empereurs fût marquée dans les actes publics, et ce fait est certain ; mais quoiqu'elle ne fût pas prescrite plus-tôt, cela n'empêche pas que cette date ne pût paraître antérieurement à Justinien, soit sur les médailles, soit sur d'autres monumens quelconques. Tout le monde convient ¹, qu'il y a bien des fautes dans les dates des lois impériales ; et cela peut venir en partie de la différente manière d'envisager les règnes des empereurs. Au 2^e et en partie au 3^e siècle, le règne des empereurs se compte, pour l'ordinaire, du tems qu'ils ont pris le titre d'Auguste, et non pas de celui où ils ont été reconnus pour empereurs par le sénat ; mais à la fin du 3^e siècle, et dans le 4^e, on compte leur règne du tems qu'ils ont été faits Césars.

Aux cinquième et sixième siècles. Les diplomes de nos premiers rois, outre la date du jour à la mode des Romains, ajoutent la date de leur règne, ce qui leur est particulier, et ils excluent les dates des empereurs, pour marquer leur indépendance. Les dates des chartes privées des Romains et des Gaulois, dans le 6^e siècle, étaient à peu près les mêmes, et ne différaient que parce que les uns dataient plus souvent du consulat des empereurs, et les autres plus souvent du règne de leur roi. Cette dernière date cause souvent bien de la confusion, l'année d'un prince ne commençant pas toujours lors de son avènement au trône, mais quelquefois avec l'année civile : en sorte que tantôt il faut compter les règnes par les années courantes, et tantôt par les années révolues.

Au septième siècle. Au 7^e siècle, la date des règnes de nos rois devint si commune, que souvent elle se trouve toute seule dans les diplomes. En Italie, on datait encore, dans ce siècle, des années des empereurs ².

Au huitième siècle. Dans le 8^e siècle, Charlemagne, jusqu'à l'an 800, data de son règne en France, et de son règne en Italie ; les commencemens de ces deux règnes ont plusieurs époques diffé-

¹ Tillem. *Hist des Emp.*, t. III, p. 621, 629, 639.

² Allat. *Animad. in Antiquit. Etrus.*, p. 67.

rentes, qui embarrassent très souvent. La mort de son père Pépin, son couronnement, la mort de son frère Carloman, qui le fit régner seul, sont autant de points d'où l'on est parti pour dater de son règne en France. Pendant les interrègnes, ou sous des princes qu'on ne reconnaissait pas pour rois, les chartes privées de ce siècle, où la date des règnes était fort en usage, dataient de telle année après la mort du dernier roi.

Au neuvième siècle. Dans les siècles suivans, mais surtout au 9^e, en France et en Allemagne, les règnes des princes se comptent fréquemment en marquant une nouvelle année de règne, au commencement de l'année civile, qui se prenait alors à la fête de Noël. Ainsi un prince étant monté sur le trône le 20 décembre, par exemple, on datait jusqu'au 25 de la première année du règne; et au 25, on commençait à dater de la seconde année, parceque l'on n'avait égard qu'à l'année civile, et non à la révolution de 365 jours depuis le commencement du règne. Outre cette façon de compter les années des règnes dans le 9^e siècle, on partit encore de différentes époques pour en dater; ainsi l'on distingue deux époques dans les dates des diplômes de Louis-le-Débonnaire. Il ne comptait les années de son règne sur l'Aquitaine, que depuis la fête de Pâque de 781, jour auquel il avait été couronné roi à Rome, quoiqu'il eût été nommé roi d'Aquitaine dès sa naissance. La seconde époque est celle de son empire, qu'on fixe au 28 janvier 814, quoiqu'il eût été couronné empereur au mois de septembre 813.

On distingue au moins quatre époques du règne de Lothaire dans les dates de ses diplômes. La 1^{re} se prend au 31 juillet 817, quand il fut associé à l'Empire par Louis-le-Débonnaire. La 2^e comence en 822, temps où il fut envoyé dans le royaume d'Italie. La 3^e part de l'an 823, lorsqu'il reçut la couronne impériale des mains du Pape. La 4^e est prise de l'an 840, où il succéda à l'Empire après la mort de son père.

Les dates des diplômes de Louis II, fils de l'empereur Lothaire, ont aussi quatre époques différentes. La 1^{re} est de l'an 844, lorsqu'il fut déclaré roi d'Italie. La 2^e est de l'année 849, quand il fut associé à l'empire par son père. La 3^e se prend au 2 dé-

cembre 849, jour auquel il fut sacré empereur. La 4^e part de l'an 855, lorsqu'il succéda à son père le 28 septembre.

On compte jusqu'à six époques du règne de Charles-le-Chauve constatées par des dates. La 1^{re} est de l'an 837, lorsque son père lui donna le royaume de Neustrie; la 2^e, de l'an 838, lorsqu'il fut fait roi d'Aquitaine; la 3^e de 839, lorsqu'il reçut le serment de fidélité des seigneurs de ce royaume; la 4^e, de l'an 840, lorsqu'il succéda à Louis-le-Débonnaire; la 5^e, de l'an 870, le 9 septembre, lorsqu'il fut couronné à Metz roi de Lorraine; enfin la 6^e de l'an 875, le 25 décembre, lorsqu'il fut couronné empereur.

Charles-le-Gros employa également diverses époques dans ses dates. La 1^{re} part de la mort de son père le 28 août 876; la 2^e, de l'an 879, quand il fut fait roi de Lombardie; la 3^e, de Noël 880, jour auquel il fut couronné empereur; la 4^e, du 20 janvier 882, jour de la mort de son frère Louis, roi d'Austrasie ou de la France orientale; la 5^e, de l'an 884, époque de la mort de Carloman roi de France.

Louis de Bavière date aussi de diverses époques. La 1^{re} est de la fin de l'an 825, la 2^e, de l'an 833 ou 834, la 3^e, de l'an 838, et la 4^e, de l'an 840.

Les savans admettent plusieurs époques de commencement de règne dans les diplômes du roi Eudes. Les deux principales sont les années 887 et 888. Cette dernière est l'époque de son couronnement.

La 1^{re} époque du règne d'Arnould est du mois de novembre de l'an 887, lorsqu'il fut déclaré roi de Germanie, après la déposition de Charles-le-gros: la 2^e est de l'an 894, lorsqu'il passa en Italie; la 3^e est l'année de son élévation à l'Empire en 896.

Les autres rois datent plus communément d'une seule époque, c'est le commencement de leur règne.

Une observation essentielle relative à cette matière, c'est que les souverains n'étaient pas toujours reconnus, aussitôt leur exaltation, dans toutes les parties du royaume; c'était quelquefois deux, trois, quatre ans plus tard. C'est ainsi que le commencement d'un même règne change d'époque dans divers pays.

* Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. 1, p. 154.

La plus ordinaire des dates usitées dans les chartes privées au 9^e siècle est celle des règnes des rois et des empereurs. Nous avons déjà vu qu'on datait de la mort d'un roi. Dans ce siècle, on datait *du règne de Jésus-Christ*, *regnante Christo*, *dans l'attente d'un Souverain*. Cette formule fut même usitée dans des pays qui avaient leur roi, mais qui ne l'avaient pas encore reconnu.

Au dixième siècle. Plusieurs souverains du 10^e siècle datèrent leurs diplômes de différentes époques de règne. Carles-le-Simple en employa quatre : la 1^e le 28 janvier 893, année de son couronnement ; la 2^e, le 3 janvier 898, année de la mort du roi Eudes où il devint alors maître de toute la monarchie française ; la 3^e le 21 janvier 912, année de la mort de Louis de Germanie, où il commença à régner sur la Lorraine ; la 4^e, l'an 900, lorsqu'il fut reconnu dans la Septimanie et l'Aquitaine.

Raoul date de l'année de son couronnement 923.

Louis-d'Outremer date de son sacre en 936, quelquefois de la mort de son père Charles-le-Simple en 929.

Lothaire, fils de Louis-d'Outremer, data fort rarement ses diplômes de son association à la royauté en l'an 952, du vivant de son père, mais communément de son couronnement, l'an 954.

Louis V, fils de Lothaire, et le dernier roi de la seconde race, fut associé l'an 979 à la royauté par son père, avec lequel il accorda quelques diplômes ; on n'en connaît pas qu'il ait donné depuis la mort de Lothaire..

Sous la 3^e race, les diplômes varient beaucoup dans les dates. Ceux d'Hugues-Capet sont datés de son élection l'an 987 ; et lorsqu'il eut associé au trône son fils Robert en 988, la plupart de ses diplômes sont datés et signés de l'une et de l'autre époque.

Il ne faut pas perdre de vue que la révolution des années d'un règne ne se prenait pas toujours lors du couronnement, mais au 1^{er} jour de l'année civile, en faisant des années incomplètes.

L'observation qu'on a faite sur les chartes privées du siècle précédent a encore lieu dans celui-ci. Les rois n'étaient pas toujours reconnus par toutes les provinces de leur domination aussitôt après leur couronnement ; en conséquence on datait *du règne de Jésus-Christ dans l'attente d'un roi*, ou d'après la mort du dernier

souverain. En Italie, la date du prince régnant est toujours d'usage.

Les empereurs d'Allemagne, au même siècle, datent le plus communément de leur exaltation au trône ; mais comme ils ne portaient le titre d'empereurs qu'après avoir été couronnés tels, alors ils datent quelquefois de l'époque où ils ont reçu la couronne impériale. Quelques-uns ont plusieurs autres époques, à raison des acquisitions qu'ils faisaient, tant par succession que par droit de conquête.

Au onzième siècle. C'est dans le 11^e siècle surtout que l'on commença à étudier beaucoup le calcul ecclésiastique ; il est évident, par les dates accumulées dans les chartes, qu'on se piquait alors d'habileté dans cette science. Mais les différentes manières de compter les années, et les variations si fréquentes dans les dates des règnes de nos rois, font encore aujourd'hui la croix des chronologistes. Les diplômes nous font souvent appercevoir plusieurs points fixes, en partant de certains faits qui méritent de faire époque. Mais il y en a d'autres, et en grand nombre, qui, soit par erreur des copistes, soit à cause des différens tems où nos rois étaient reconnus successivement par leurs provinces et leurs sujets, soit en conséquence des différentes manières de commencer les années civiles et les années des règnes, soit par l'ignorance où nous sommes de ce qui a pu servir d'époque, datent de certains points qui ne sont propres qu'à jeter actuellement dans l'embarras ceux qui voudraient accorder tous ces calculs. Cette observation, qui est le fruit de la lecture d'une foule de diplômes, a surtout lieu dans ce siècle, quoique le précédent ne soit pas exempt de pareils inconvéniens. On se contentera de rapporter les époques fixes de ce siècle, ou qui ont été le plus suivies dans les dates. Les diplômes qui seront datés autrement, entreront dans la classe de ceux que regarde l'observation antérieure.

La 1^{re} époque du règne du roi Robert est le 30 décembre 987, jour auquel il fut sacré. On rapporte plus communément ce sacre au 1^{er} janvier 988, et l'on confond mal à propos ces deux époques, parcequ'on comptait l'année du règne par l'année civile. La 3^e se prend à la mort d'Hugues-Capet, qui avait associé Robert au trône ; elle arriva le 24 octobre 996 ; c'est la plus célèbre et la plus sui-

vie. Une 4^e, assez rare, est celle qui part du second sacre de Robert à Reims en 990 ou 991.

Henri I fut sacré à Reims le 14 mai 1027, du vivant de son père; il lui succéda le 20 juillet 1031 : voilà les deux seules dates qui partent de points connus et fixes.

Les chartes les plus incontestables varient entre elles sur le règne de Philippe I^{er} dont on compte au moins quatre époques. La 1^{re} se prend au jour de son sacre, le 25 mai 1059; la 2^e, à la mort du roi Henri son père, le 4 août 1060; la 3^e, au tems auquel Philippe prit par lui-même le gouvernement du royaume en 1061; la 4^e, à la mort du comte Baudouin, son tuteur, en 1067.

Les diplômes de l'empereur Henri II sont datés de deux époques, du 6 juin 1002, jour auquel il succéda à son père Othon III, et du 14 février 1014, jour où il fut couronné empereur. Son successeur Conrad II compta également de son exaltation au trône et de son couronnement comme empereur. Henri III y ajouta les époques de son association au trône par Conrad III, et de son couronnement, à Soleure, comme roi de Bourgogne, en 1038. Henri IV compte de l'an 1054, lorsqu'il fut désigné et couronné roi de Germanie; du 5 octobre 1056, jour auquel il succéda à son père; et du 31 mars 1084, jour auquel il reçut la couronne impériale.

Les rois d'Espagne datent rarement de leur règne. Jusqu'à Édouard-le-Confesseur, on n'apperçoit guère cette date dans les diplômes des rois d'Angleterre. Ceux de Guillaume-le-Conquérant offrent deux époques; celle de la mort du roi S. Édouard, le 5 janvier 1066; et celle de son couronnement dans l'Abbaye de Westminster, le jour de Noël suivant.

Dans les chartes privées, la date des règnes est toute commune.

Au douzième siècle. Les dates des règnes de nos rois partent encore, dans le 12^e siècle, de différens points dont il faut connaître au moins les plus usités.

Louis-le-Gros compta les années de son règne, de son association au trône de son père encore vivant, et de son sacre après la mort de son père; la première époque est fixée à l'an 1099, et la

seconde au 3 août 1108; il y a des diplômes datés de ces deux points. Dans la 1^{re} époque, on datait souvent les actes du règne du père et du fils tout ensemble, et quelquefois du règne de l'un d'eux séparément; dans la 2^e plusieurs dates partent précisément du mois d'août 1109, et non du commencement de l'année civile; en sorte que des actes passés en 1109 datent encore de la première année du règne de Louis VI. Il est singulier que Louis-le-Gros ait quelquefois joint dans ses diplômes, aux années de son règne, celles de la reine son épouse¹; il ne l'est pas moins qu'il y ait donné place aux années de son fils aîné Philippe, et surtout à celles de Louis-le-Jeune, après leurs sacres respectifs en 1120 et 1131², et qu'il ait fait mention, dans ses dates, du consentement de ses enfans³.

Louis VII, sacré le 15 octobre 1131, prit l'administration du royaume en 1135 pendant la longue maladie de son père, à qui il succéda le premier août 1137 ou 1136. Toutes ces époques ont servi de points d'où sont parties les dates de ses diplômes. D'ailleurs, il fut couronné quatre fois: la première à son sacre, et les trois autres à ses trois mariages successifs; ce qui a peut-être fait encore quatre époques. Il data aussi de la naissance de son fils Philippe-Auguste; et quelquefois la date du règne ne se trouve point dans ses diplômes. Philippe-Auguste, sacré à Reims le premier novembre 1179, couronné une seconde fois à Saint-Denis le 29 mai 1180, succéda à son père le 18 de septembre de la même année. C'est de ces trois époques que les diplômes et les histoires comptent les années de son règne. Dans plusieurs originaux, la date du règne fut pourtant omise.

Les grands Vassaux de la couronne ne donnèrent guère alors d'autres marques de dépendance envers nos rois, que de dater les chartes des années de leur règne; encore ne le font-ils passsouvent; et lorsqu'ils le font, ils y ajoutent celles de quelque autre souverain.

¹ Duchesne, *Généalog. de Dreux*, p. 5.

² Vaissette, t. II, *Preuves*, p. 474.

³ Félibien, *Preuves de l'histoire de St. Denis*, p. 95.

Les empereurs d'Allemagne de ce siècle continuent de dater de deux époques ; de leur élévation au trône de Germanie, et de leur couronnement comme empereurs. Il ne faut excepter que Conrad III, qui ne data jamais que des années de son règne, même après avoir reçu la couronne impériale.

En Espagne, les dates du règne sont encore rares ; mais elles ne le sont pas dans les chartes des rois d'Angleterre et d'Écosse.

Cette date se soutient toujours dans les chartes privées.

Au treizième siècle. Dans le 13^e siècle, on distingue assez bien les diplômes solennels de ceux qui le sont moins, par la date du règne, dont ces derniers sont destitués.

Le couronnement de Philippe Auguste, du vivant de Louis le Jeune son père, le premier novembre 1179, et la mort de ce dernier, forment les deux époques des dates de son règne.

Louis VIII, le premier roi capétien qui n'ait pas été couronné du vivant de son père, ne date que du commencement de son règne.

Quoique saint Louis n'ait été déclaré majeur que le 25 avril 1236, il data toujours ses diplômes de la mort de son père, et de l'année de son couronnement en 1226.

Philippe III date de son couronnement en 1270.

Philippe IV met très-rarement la date de son règne ; la date de l'année courante lui suffit.

L'empereur Frédéric II date de quatre époques ; 1^o de son couronnement, à Palerme, comme roi de Sicile, en 1198 ; 2^o du jour de son élection pour succéder au royaume de Germanie en 1212, et non pas du jour de son couronnement ; 3^o du 22 novembre 1220, jour auquel il reçut à Rome la couronne impériale ; 4^o de son titre de roi de Jérusalem ; il commença cette espèce de règne en 1226, du vivant de Jeanne de Brienne. La date du règne en général ne paraît cependant pas dans tous les diplômes de ce prince.

L'empereur Philippe et ses successeurs datent de leur couronnement.

Les années des règnes sont assez communément omises dans les diplômes des rois d'Espagne ; ceux d'Angleterre sont beau-

coup plus exacts à cet égard; ils partent ou de leur couronnement, ou de l'année où ils ont été reconnus pour rois. Cette date n'est point invariable dans les diplômes d'Écosse.

Parmi les dates des chartes privées, celle du règne des princes souverains est ordinaire; mais quelquefois, comme en Normandie, elles ne sont datées que du lieu, du jour et de l'année courante. En Angleterre, on y emploie assez souvent la date du prince régnant.

Au quatorzième siècle. Le 14^e siècle ramène insensiblement les dates des règnes à une unité d'époque.

Louis X, quoique roi de Navarre dès 1307, ne date ses diplômes que de son règne sur les français, c'est-à-dire de l'an 1314, après la mort de son père.

Après la mort de Louis X en 1316, la régence du royaume fut déferée à Philippe-le-Long son frère. Dans l'intervalle depuis le 8 juin 1316 jusqu'au 9 janvier de la même année (l'année commençait à Pâques), jour de son couronnement, il donna quelques diplômes en qualité de régent. Mais ces deux rois et plusieurs de leurs successeurs de ce siècle ne datent point de leur règne; on y voit seulement les dates communes du lieu, du jour, et de l'année courante. Il n'y a guère que quelques diplômes de Jean II et de Charles V où l'année du règne se rencontre.

Les empereurs dataient souvent de l'année de leur règne, mais par une seule époque; ils y joignaient seulement la date du lieu, du jour, et de l'année courante. Les rois d'Espagne et de Sicile datèrent à peu près de même. Les chartes des rois d'Angleterre n'ont rien de bien différent des autres; on remarque seulement qu'Édouard III datait quelquefois de ses règnes en France et en Angleterre.

En France ainsi qu'en Angleterre, les chartes privées étaient quelquefois, dans ce siècle, datées du règne des monarques respectifs.

Au quinzième siècle. Dans le 15^e siècle, on voit Charles VII, Louis II, ainsi que ses deux successeurs, dater de leur règne, mais toujours d'une seule époque; au lieu que les empereurs d'Allemagne datent encore de plusieurs époques; de leur avène-

ment aux trônes des Romains, de Hongrie, de Bohême, etc., et de leur couronnement impérial. Mais alors elles sont, ainsi que dans le siècle suivant, spécifiées par les formules communes : *De notre règne en Hongrie, l'an, etc. De notre règne sur la Bohême, l'an, etc.*

Au seizième siècle. Dans les diplômes de nos rois du 16^e siècle, on trouve presque toujours les dates du lieu, du jour, de l'année courante, et du règne.

DATES HISTORIQUES. Les dates du tems, des lieux et des personnes ne sont pas les seules notes chronologiques que les anciens aient employées pour fixer l'âge des pièces qu'ils devaient laisser à la postérité ; ils y ont joint des notes historiques, qui, à l'avantage de la date, joignaient celui de rappeler des faits intéressans ; ainsi l'on montre dans l'église de sainte Léonide de Milan un monument du 5^e siècle, daté de l'an 104 de l'église catholique. Muratori ¹ croit que c'est l'époque du jour où les ariens rendirent cette église aux catholiques. C'est une des plus anciennes dates historiques que l'on ait encore rencontrées. Au 11^e siècle, cette sorte de date n'était point rare dans les actes ecclésiastiques, non plus qu'au 12^e et aux suivans ; on s'en servait aussi dans les chartes laïques. On trouve une de ces dates historiques dans un diplôme accordé à l'abbaye de saint Arnould de Metz en 783. Elles devinrent assez ordinaires dans le 11^e siècle et dans le 12^e ; on connaît une charte de 1105 qui date de l'apparition d'une comète ², et dom Vaissette ³ nous en fournit une autre bien plus ancienne ; elle est conçue en ces termes : *anno quo infideles Franci regem suum Carolum inhonestaverunt*. Elle marque l'époque de la déposition de Charles-le-Simple, et fait voir que le Languedoc n'obéissait point à la France, et que les colons de la Septimanie, ne se regardaient point comme français (c'était vers 920). L'époque des doua-

¹ *Thes. nov.* t. iv, p. 1954.

² *Annal. bened.*, t. v, p. 478.

³ *Hist. de Lang.*

tions, des confirmations, des augmentations, était quelquefois notée sur le même acte en forme de date ¹.

Il ne reste plus, sur les dates proprement dites, qu'à remarquer qu'elles étaient et qu'elles sont encore presque toujours exprimées en chiffres romains ou arabes; qu'Urbain VIII ordonna que désormais les lettres apostoliques énonceraient le jour du mois *tout au long*, et non *par chiffres*; et que, depuis le 9^e siècle, on omit quelquefois dans la date le millième et les centièmes, et cela jusqu'au 16^e siècle inclusivement. Dans les lettres indifférentes, on voit encore à présent des exemples de cette omission.

Après avoir parcouru les différentes sortes de dates, il est indispensable de parler de leur *fréquence* ou de leur *rareté* dans les différens siècles; des erreurs qui s'y sont glissées, et de ce que l'on doit en conclure; des *formules* par lesquelles on voulait faire apercevoir qu'il s'agissait de la date, et de leur *place* ordinaire dans les actes.

Fréquence et rareté des dates dans les différens siècles.

On trouve un nombre de titres sans dates, ou qui n'en ont que d'imparfaites; ce qui devint plus fréquent au 12^e siècle, que dans tous les autres; mais ce n'est pas une raison suffisante de réprobation, s'il n'y en a point d'autre. Tous les savans antiquaires ² conviennent qu'il n'y eut jamais de loi qui astreignît les français à ces notes chronologiques, et qu'en conséquence ils ne doivent pas être inquiétés sur une pareille omission.

Dans les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e siècles. Il a déjà été observé que les dates ne commencent dans les bulles qu'aux Décrétales sous saint Sirice; elles sont souvent omises dans les pièces des écrivains du 1^{er} siècle; mais dès le 2^e, on voit les lettres des pères apostoliques datées à la manière des romains; tels sont la lettre de saint Ignace, et les actes de son martyre; la lettre encyclique de l'église de Smyrne, de l'an 166, sur le martyre de saint Polycarpe, datée du mois, du jour, de l'heure, du pontificat, du proconsulat, et du règne de

¹ *De re dipl.*, p. 213.

² Fontanini, *Vindic. dipl.*, p. 239. — *De re dipl.*, p. 210, 211, 212. — Cochin, t. vi, p. 270.

Jésus-Christ. Cependant le très grand nombre des actes de ce siècle, ainsi que du 3^e, ne présentent point de dates. Les actes ecclésiastiques du 4^e, excepté les professions de foi, en offrent assez souvent.

En fait d'actes laïques, les dates, dans le premier siècle, étaient souvent omises; on les trouve cependant quelquefois dans les pièces intéressantes; tel est un diplôme de Galba qui contient un honnête congé de quelques soldats vétérans; il est daté du jour, du mois et des consuls. Dans le 2^e siècle, les dates ne sont ni uniformes ni constantes. Dans le 3^e, elles se montrent davantage. Dans le 4^e, les lois et édits des empereurs sont toujours datés; mais l'une des trois dates en usage, c'est-à-dire du jour, du lieu ou des consuls, manque quelquefois.

Aux cinquième et sixième siècles. Les dates sont encore rares aux 5^e et 6^e siècles dans les bulles; elles deviennent plus communes dans les actes ecclésiastiques, ainsi que dans les rescrits des empereurs; et nos premiers rois en faisaient un usage assez fréquent.

Au septième siècle. Depuis le 7^e siècle jusqu'à nous, on ne trouve presque point de bulles qui ne portent avec elles les dates qui conviennent aux tems où elles sont expédiées; mais, dans les actes ecclésiastiques de ce siècle, l'ordre et le nombre des dates varient aussi beaucoup. Les diplômes de nos rois mérovingiens sont communément datés.

Au huitième siècle. On s'aperçoit, au 8^e siècle, du progrès que faisaient les dates dans les actes ecclésiastiques; elles furent très usitées dans les diplômes de nos rois, et elles se trouvent ordinairement jusques dans les chartes privées.

Aux neuvième et dixième siècles. Quoique dans les 9^e et 10^e siècles on commençât à multiplier le nombre des dates dans les pièces qui regardaient les églises, l'omission de toute date n'est cependant pas rare; on trouve même un nombre de diplômes royaux et impériaux, ainsi que de chartes privées, qui en sont totalement destitués, ou qui n'en portent qu'une seule, ou qui n'en ont que d'insuffisantes.

Aux onzième et douzième siècles. Les 11^e et 12^e siècles ont

donné pour cette partie dans des excès. Si les chartes ecclésiastiques non datées sont communes en France, en Allemagne, et surtout en Angleterre et en Normandie, celles qui attestent l'usage contraire le sont encore davantage; et, dans ce dernier cas, les dates étaient variées et multipliées à l'infini. On en peut dire autant des chartes privées de ces deux siècles. Les chartes des rois d'Angleterre sont quelquefois datées, et quelquefois ne le sont pas, ou ne le sont qu'imparfaitement, et les dates en sont historiques.

Aux treizième et quatorzième siècles. Malgré la manie des dates, qui avait pris dès le 11^e siècle, on trouve encore dans les 13^e et 14^e, des pièces originales, tant ecclésiastiques que laïques destituées de dates; dans la plupart elles y sont assez souvent abrégées; et l'on en voit qui n'ont que la date de l'année. En Italie, dans les chartes privées du 13^e siècle, elles étaient quelquefois multipliées avec une sorte d'affectation; et en Angleterre pour l'ordinaire on ne trouve aucune note chronologique.

Comme l'on commença dans le 14^e siècle à passer les actes par-devant les notaires; alors, sur la fin de ce siècle, les dates se montrèrent plus régulièrement, quoiqu'avec presque autant de variété que dans les siècles précédens. Mais dans le 15^e, du tems de Louis XII, et même auparavant, on ne voit guère de lettres missives avec la date de l'année.

Cette perquisition des dates de siècle en siècle conduit naturellement à poser en principe que l'omission entière des dates n'est pas ordinairement une preuve de faux, ni même de suspicion. A la vérité, les lois romaines ordonnaient certaines dates; mais, dans quelques siècles suivans on ne s'y crut point obligé. A plus forte raison l'omission d'une ou plusieurs des dates reçues dans le tems ne doit-elle pas causer le moindre doute.

Erreurs dans les dates.

L'erreur dans les dates des diplômes ou chartes ne doit pas les faire regarder pour cela comme supposés ou suspects. En effet, combien de inécomptes de cette espèce ne trouve-t-on pas, et

dans des inscriptions ¹, et dans des manuscrits ², et dans des lois ³, et dans des conciles ⁴, et dans des auteurs sans nombre! On doit les rejeter sur les écrivains ou secrétaires, plutôt que d'en inférer la falsification. A plus forte raison, des anachronismes dans les diplômes viennent-ils de l'inattention ou de l'inexactitude du secrétaire. D'ailleurs, le peu d'uniformité dans la manière de dater anciennement les chartes parmi les différens peuples, a pu et a même dû donner lieu de bonne foi à ces fautes de chronologie. Mais que l'on convienne de ces erreurs et qu'on les suppose réelles, elles ne sont pas ordinairement une raison légitime de rejeter les actes où elles se trouvent.

La saine critique doit être extrêmement réservée dans ses jugemens par rapport aux dates; il ne faut pas confondre l'erreur avec les variations. Les *années des consuls*, par exemple, sont presque incertaines par les variations des fastes consulaires; les années de l'incarnation et les années civiles le sont également par les différentes manières dont chaque nation les a comptées, et par les divers commencemens que les peuples leur ont assignés; les indictions le sont aussi par les différens points d'où on les fait partir; les règnes eux-mêmes, quoique certains, n'ont pas laissé, par leurs différentes époques, de jeter une confusion extraordinaire dans la chronologie. Toutes ces variations, celles surtout du commencement de l'année, qui n'était point uniforme dans les pays mêmes où cette manière de compter était le plus en vogue, doivent rendre extrêmement circonspect et réservé quand il est question de prononcer sur la fausseté des actes, où l'on suit des supputations si embarrassantes.

Au reste, les dates pourraient être réellement fausses, et la pièce où elles se trouvent, très authentique; il en est mille exem-

¹ *Monum. de la monarc. franç.*, t. II, p. 284. — Valbonais, *Hist. du Dauphiné*, t. I, p. 306.

² *Thes. anecd. noviss.*, t. I, *Dissert. isagog.*, p. 19. — Dubos, *Hist. critiq.*, t. I, p. 486, 512.

³ *Tillem.*, t. VI, p. 57.

⁴ *Hist. de Langued.*, t. II, p. 525.

ples qu'il serait facile de conduire jusqu'à notre siècle même; il suffira d'en donner un que présente un acte des plus solennels, c'est le diplôme fameux du couronnement de Pétrarque au Capitole. Cet événement se passa le jour de Pâques 1308, et l'acte est daté *V^o idus Aprilis*; il fallait mettre *VI^o idus*, parce que c'était le 8 d'avril.

Quelles sont donc les règles certaines qui peuvent guider le critique dans le jugement qu'il doit porter des dates? Outre celles qui sont déjà distribuées dans les différents paragraphes de cet article, on en va donner encore quelques-unes qui ne sont pas moins fondées.

Les dates de l'incarnation, de l'indiction, du règne, qui ne seraient fautives que d'un ou de deux ans, ne doivent pas porter préjudice aux chartes; car il y a en tant de variations dans la manière de compter et dans le point d'où l'on partait, qu'il n'est point étonnant que quelques écrivains ou notaires s'y soient mépris, ou aient eu une façon particulière de dater dont nous ne sommes point au fait.

On aurait tort de s'inscrire en faux contre des titres du même lieu et du même tems, qui varieraient dans leurs dates; car, de ce qu'une certaine date se trouve dans un acte, on peut bien conclure qu'elle était aduise dans le lieu, mais on ne doit pas en inférer qu'elle fût alors seule en vogue. De là il résulte que, malgré le témoignage précis d'auteurs qui prouveraient qu'en certains lieux et en certains tems on commençait l'année de telle et telle manière, on n'en pourrait pas toujours conclure que tous les actes de ces lieux et de ces tems, de quelque espèce qu'ils fussent, dussent porter cette date.

Les variations dans les dates du règne d'un même prince ne prouvent point la fausseté des diplômes où elles se trouvent; car le système des variations dans les époques des règnes est le seul véritable, et tous les critiques conviennent que ce serait une témérité de tirer de là un moyen de faux. Quand il passera pour constant que les années d'un règne ne furent comptées que d'une seule époque, alors on pourra tirer un moyen légitime de suspicion d'une variation de date; mais pour avoir cette certitude, il

faudrait avoir vu tous les diplômes du règne dont il s'agit; ce qu'on ne peut pas même supposer.

Pour concilier les dates des règnes, il faut examiner s'il n'est question que d'une année commencée ou incomplète; si la première année du règne est comptée suivant l'année civile, ou après la révolution de douze mois depuis le couronnement. Si, après toutes ces précautions les dates annoncent des époques de règne évidemment contraires à l'histoire constante du tems, alors elles doivent être rejetées, ainsi que les pièces mêmes qui tombent dans le discrédit; mais on dit *évidemment contraires à l'histoire*; car il ne faut pas toujours regarder des chartes comme supposées, parce que leurs dates semblent se contredire, et ne s'accordent pas avec celles de quelque auteur contemporain.

Les dates générales et uniques ne fournissent nul moyen de suspicion, ni par leur généralité, ni par leur unité. Une date singulière, s'il était moralement impossible que l'écrivain du tems l'eût employée, taxerait de faux la charte où elle se trouverait. S'il n'y avait positivement que la date qui ne s'accordât pas avec le tems de l'écriture de la pièce, on ne devrait en rejeter la faute que sur l'inadvertance de l'écrivain qui aurait mis un siècle pour un autre, ou sur la simplicité de celui qui aurait ajouté la date après coup par trop de précaution.

Les dates fautives des copies ne portent point préjudice à l'original, parce qu'elles ne proviennent souvent que de l'ignorance ou de l'inadvertence des copistes.

Les additions de dates vraies ou fausses, même dans les originaux, ne doivent inspirer aucun soupçon, surtout lorsqu'elles sont d'un usage postérieur à l'acte; le possesseur de la pièce aura cru corriger un défaut dans son acte, faute de connaître les usages reçus dans le tems de la confection de la pièce.

Une bulle, surtout dans le moyen-âge, dressée et datée en des tems différens, n'est point suspecte. On en vit des exemples vers le 11^e siècle, et depuis. On voyait assez souvent la même chose au 14^e siècle sur les ordonnances de nos rois ¹, parce qu'on

¹ *Ordonn. des rois de France*, t. III, préf., p. 6.

datait du jour auquel elles avaient été scellées. Les diplômes eux-mêmes peuvent avoir été faits sous un roi, et datés sous son successeur, parce que la mort du premier aura mis obstacle à l'entière confection de l'acte.

Place des dates.

La place des dates dans les actes quelconques fut toujours variable, tantôt après, tantôt avant les signatures ; rien de moins fixe, surtout depuis l'invasion des barbares. Les romains, avant les empereurs, commençaient leurs décrets par la date. On en trouve encore des exemples au 3^e siècle. Depuis le milieu du 8^e jusqu'au 11^e, on la trouve assez communément à la tête des actes synodaux. Nos rois mérovingiens la plaçaient toujours au bas du diplôme, et ce fut en général l'usage le plus commun. Cependant dès le 9^e siècle les chartes privées d'Italie les plaçaient quelquefois après l'invocation initiale ; dans les 13^e et 14^e siècles, on les voit dans ce pays à la tête des actes, lorsque ces dates étaient prolixes et multipliées ; et à la fin du texte, lorsqu'elles étaient plus simples. En Allemagne, dans le même tems, on les trouve ordinairement placées à la suite d'une nombreuse liste de témoins. Ces deux usages ont toujours eu cours, et l'ont encore parmi nous.

Formules des dates.

On a dit que le mot date venait des termes latins *data* ou *datum*, et qu'on sous-entendait *epistola* ou *diploma*. Dans le moyen-âge, au lieu du mot *donné*, on se servait des mots *fait* ou *écrit*. Les rois de la 1^{re} race se bornaient à l'expression *data* ou *datum* ; mais ceux de la seconde ajoutaient à celle-ci *actum* ou *acta*.

Les dates des lettres des papes, depuis les premiers tems jusqu'au 10^e et 11^e siècle, commencent presque toujours par *data*, rarement par *datum*. Mais il faut observer que depuis la plus haute antiquité jusqu'au commencement du 12^e siècle, les privilèges des papes, ou les bulles consistoriales, se distinguent par deux formules de dates ; l'une de la main du notaire chargé de les dresser, avec la formule *scriptum per manum*, etc., elle consistait dans le mois et l'indication ; l'autre du bibliothécaire ou chancelier, qui avait soin de les revêtir des marques convena-

bles d'authenticité, par la formule *data*; et elle marquait les années de l'Incarnation, du pontificat du pape, et du règne des empereurs conjointement ou séparément. Ces doubles formules de dates se soutenaient encore pendant le 11^e siècle, quoiqu'on se bornât souvent à l'une des deux. Mais sur la fin de ce siècle, la première disparut, et la seconde devint seule d'usage, en sorte qu'elles rendraient très-suspecte une bulle après le milieu du 12^e siècle, et fausse depuis le commencement du 13^e.

Dans les lettres des écrivains laïques du premier siècle, on trouve quelquefois la formule *data* ou *datum* exprimée tout au long ou en abrégé.

Outre ces formules propres à l'expression des dates, on les trouve souvent précédées ou suivies d'invocation, soit implicite, c'est-à-dire en monogramme, ou en traits énigmatiques, soit explicite sous cette formule à peu près : *In Dei nomine felicitur amen*. Cette formule fut d'un usage très-fréquent dans les diplômes de nos anciens rois, surtout depuis le commencement du 8^e siècle jusqu'à Hugues Capet inclusivement. Elle était usitée chez les romains, dont les francs l'avaient sans doute empruntée. Elle devint plus rare dans les bulles depuis le 10^e siècle; et l'on se contenta souvent du dernier mot *amen*.

En général, une date dont les formules n'auraient nul rapport avec celles de son siècle, rendrait un acte très suspect, surtout si elles convenaient parfaitement à un siècle postérieur.

DAUPHIN. Guigues André, souverain du Dauphiné, est le premier qui se soit fait un titre d'honneur de celui de *dauphin*¹; on croit communément que c'était vers l'an 1040. M. Valbonais² rapporte un acte de 1140 où l'on trouve ce titre donné à un prince du même nom, qui était sans doute Guigues IV, *Guigo comes qui vocatur Delphinus*. Ce titre passa à l'héritier présomptif de la couronne de France, en 1349, par accord consenti par le souverain du Dauphiné et Philippe de Valois.

L'époque du titre de Dauphin d'Auvergne, que la maison d'Au-

¹ Chorier, *Hist. du Dauph.*, t. II, p. 38.

² *Hist.*, p. 2, 3.

vergne a tiré de celle de Viennois, n'est que du commencement du 13^e siècle ou environ, si l'on en croit Chorier *. Cependant il pourrait dater de la fin du 12^e siècle ; car le premier qui paraisse sous le nom de Dauphin dans la maison d'Auvergne est le fils aîné du comte Guillaume V, et c'est dans un acte de 1167.

DÉBUT ou formules initiales des bulles, des actes ecclésiastiques, des diplômes et des chartes.

Début des Bulles.

Le début des rescrits apostoliques consiste dans l'*invocation*, la *subscription*, l'*adresse*, le *salut*, et le *sceau* d'invariabilité par la formule *in perpetuum* ou autre. On voit toujours ces quatre ou cinq caractères au commencement des bulles, ensemble ou séparément, selon qu'elles sont plus ou moins solennelles. Voyez chaque mot en son rang.

Début des actes ecclésiastiques.

Aux premier, second et troisième siècles. Les lettres des Pères apostoliques des trois premiers siècles sont, dans leur début, conformes à celles des apôtres leurs maîtres ; les formules initiales sont presque les mêmes, c'est-à-dire qu'elles commencent par le nom de la personne qui écrit, avec ses titres et qualités, et par l'adresse et le salut.

Au quatrième siècle. Dans le 4^e siècle, l'usage s'établit parmi les évêques de commencer leurs lettres par l'invocation de J. C., suivie des titres, de l'adresse et du souhait.

Au cinquième siècle. Dans le 5^e siècle, les débuts furent les mêmes, à cela près que les auteurs mirent leur nom tantôt au commencement du souhait ou salut, tantôt à la fin.

Aux sixième, septième et huitième siècles. De là jusqu'au 8^e siècle, il n'y eut presque point d'autre changement ; mais alors les formules initiales furent sujettes à mille variations. Ce qu'on peut dire de plus particulier, c'est que, depuis le milieu de ce siècle

* T. II, p. 104.

jusqu'au 11^e, la plupart des actes synodaux commencent par la date de l'Incarnation, quelquefois précédée de l'invocation.

Au neuvième siècle. Ces observations sont également faites pour le 9^e siècle ; ce que l'on y voit seulement de particulier, c'est que les contrats d'échange entre les ecclésiastiques débutent ordinairement par *Auxiliante Domino* ; et que les particules illatives *igitur, ergo*, etc. sont souvent les premiers mots des chartes.

Au dixième siècle. Le début des actes du 10^e siècle fut également sujet aux variations. On voit en tête tantôt une invocation implicite ou explicite, surtout depuis l'an 946, tantôt les dates, tantôt la suscription, tantôt tout uniment : *Notum sit ; noverint omnes ; sciunt omnes*, etc.

Au onzième siècle. Mêmes variétés dans les formules initiales des actes du 11^e. Si les chartes qui commencent par les invocations ne sont point rares, celles qui commencent *ex abrupto* par la suscription ne le sont pas davantage ; d'autres vont droit au but, *sciunt omnes, noverint*, etc., ou bien elles débutent par les dates.

Au douzième siècle. Les actes du 12^e siècle ne diffèrent des formules initiales du précédent qu'en ce qu'on les voit plus communément débiter par des préambules édifiants.

Au treizième siècle. Mais ces préambules, ainsi que les invocations et les autres indices de la piété chrétienne, deviennent plus rares au commencement des actes du 13^e siècle, et les anciennes formules initiales en furent communément bannies. Cependant on peut encore les réduire à cinq principales, qui sont 1^o l'invocation accompagnée de la suscription ou de la date ; 2^o la simple suscription souvent précédée des mots *ego, nos* ; 3^o *notum sit, noverint universi, sciunt omnes* ; 4^o les dates suivies de la suscription ; 5^o un préambule fort court ou la formule initiale des épîtres. Les chartes qui commencent par une invocation sont en petit nombre ; et celles qui portent en tête la suscription débutent quelquefois par le nom de l'auteur, dont il n'y a souvent que la lettre initiale ; alors on met les mots *ego* ou *nos*.

Au quatorzième et quinzième siècles. Les formules initiales des actes ecclésiastiques du 14^e siècle reviennent toutes à celles du pré-

cèdent, ainsi que celles du 15^e, à cela près que dans ce dernier les actes, passés pardevant les notaires apostoliques ou impériaux, débutent communément par l'invocation suivie des dates.

Au seizième siècle. Dans les pièces du 16^e mêmes débuts que dans les siècles précédens.

Début des pièces laïques.

Dans les cinq premiers siècles. Les lettres des écrivains du premier siècle débutent toutes dans le goût cicéronien, *Tullius Cicero*, *Marco Antonio salutem*, où l'on voit la suscription, l'adresse et le salut ou le souhait. Le début du premier diplôme qu'on connaisse et qui est de l'empereur Galba, est dans le même goût : *Sergius Galba... Veteranis...* Il est probable que dans les 2, 3, 4 et 5^e siècles on suivit la même mode ; les pièces justificatives des usages de ces tems sont trop rares pour fournir des exemples contraires. Les monumens de la jurisprudence ancienne des Romains nous offrent cependant quelques décrets qui commencent par les noms des magistrats en charge ou par des dates.

Au sixième siècle. Dans le 6^e siècle, quelques monumens de Justinien débutent par l'invocation de J.-C.¹. On la voit aussi, mais implicite, à la tête des diplomes de nos rois mérovingiens ; elle y est toujours suivie de la suscription composée du nom du roi et du titre d'*homme illustre*. C'est ainsi que commence le premier diplôme donné par Clovis, qui fait une donation au monastère de Réomay, soumis alors à la règle de saint Macaire ².

Au septième siècle. Les édits et les lettres des empereurs du 7^e siècle commencent par des invocations distinctes et écrites tout au long, ainsi que les diplomes des rois lombards ; mais, chez les Français et les Anglais, le début par une invocation implicite est le plus commun : elle était suivie de la suscription et des titres.

Au huitième siècle. Toute la différence qu'il y eut dans le début des diplomes de nos rois de la seconde race au 8^e siècle, c'est que

¹ Banduri, *Numism. Imp.*, t. II, p. 637.

² Perard, *Hist. critique*, t. II, p. 455.

l'invocation initiale était formelle, ainsi que celle des rois lombards ; Pépin la mit en monogramme. Les formules initiales des diplômes des rois anglo-saxons étaient alors inconstantes ; tantôt ils commençaient par l'invocation, tantôt par la suscription et tantôt par le préambule.

Les chartes des particuliers en France, lorsque ce sont des donations, commencent assez par l'adresse ou par le préambule. En Italie, le début par l'invocation était plus usité qu'en France. En Allemagne elles commençaient ordinairement par *ego in Dei nomine*.

Au neuvième siècle. Tous nos rois du 9^e siècle, compris Charlemagne, depuis son élévation à l'empire en l'an 800, commencent leurs diplômes par des invocations formelles, presque toujours différentes les unes des autres et par la suscription. Les rois anglo-saxons les commencèrent par la formule épistolaire en donnant le salut.

Les chartes privées de France commencent pour l'ordinaire par l'invocation suivie de la suscription, souvent par un préambule édifiant. Les actes délivrés par des princesses tiennent en cela des chartes privées. L'usage d'Italie est de commencer les chartes privées par une invocation suivie de la date du règne des rois ou des empereurs.

Au dixième siècle. Les rois de France du 10^e siècle copièrent la forme du début des diplômes de leurs prédécesseurs ; mais ils ne conservèrent pas les mêmes expressions dans leur invocation ni dans leur suscription. Les ducs et les comtes souverains commencèrent souvent leurs chartes par des préambules suivis de leurs titres ou suscriptions ; plusieurs cependant affectèrent les formules initiales des diplômes royaux.

Les empereurs d'Allemagne, les rois d'Italie, d'Espagne et d'Angleterre, suivirent la même marche que les nôtres dans le début de leurs diplômes.

Les chartes privées d'Italie commencent assez fréquemment par l'invocation ; mais en France ces sortes de pièces privées, lorsque ce sont des donations pieuses, débutent assez souvent par une espèce d'appréhension de la fin du monde : *Mundi ter-*

nimo appropinquante; Mundi senio sese impellente ad occasum, etc.

Au onzième siècle. Les invocations formelles suivies des suscriptions continuent de faire le début des diplômes de nos rois dans le 11^e siècle, jusqu'à Henri I^{er}; car ce prince introduisit une nouvelle forme initiale qui fut imitée de ses quatre successeurs immédiats. Après l'invocation ils se servirent de la formule *Gloriosæ matris Ecclesiæ filii noverint*, etc.; suivait ensuite un long préambule, puis la suscription ordinaire commençait singulièrement par *Igitur hæc et hujusmodi ego*, etc.

Les chartes des ducs et des comtes feudataires imitent de fort près celles de nos rois.

Les rois de Germanie et les empereurs usèrent, à bien peu de chose près, des mêmes formules initiales que les rois de France.

Les rois d'Espagne et d'Angleterre débutent par une invocation formelle ou cachée. Quelques-uns de ces derniers y font entrer l'une et l'autre; mais la plupart des diplômes anglais retiennent la forme épistolaire. On les adresse aux archevêques, évêques, abbés, comtes, etc., et on leur souhaite le salut.

Les chartes des seigneurs débutent souvent par des prologues ou par des dates suivies de la suscription. Celles qui commencent par la suscription sont très-communes. Les chartes qui commencent par *Notum sit*, et d'autres termes équivalens, sont en grand nombre; on n'est pas en peine d'en trouver qui commencent par des invocations extrêmement variées.

Au douzième siècle. Les diplômes de nos rois du 12^e siècle débutent par l'invocation et la suscription; il n'y a d'exception que quelques diplômes de Philippe-Auguste, qui commencent par la suscription suivie de la formule *Noverint*, etc.

Les ducs, les comtes et les grands vassaux imitèrent nos rois, en mettant à la tête de leurs chartes l'invocation suivie de la suscription: ils débutèrent cependant quelquefois par la suscription ou par les dates.

Les diplômes des empereurs commencent tous par l'invocation. Ceux des rois de Sicile varient: c'est tantôt la suscription, tantôt l'invocation, etc., quelquefois la date, que l'on voit en tête.

Les rois d'Espagne mettent conjointement à la tête de leurs di-

plomes des invocations implicites, et des invocations explicites.

Les rois d'Angleterre font servir de début à leurs diplomes, tantôt l'invocation, tantôt la suscription : la forme épistolaire avec l'adresse et le salut aux prélats et aux seigneurs, y est pourtant encore assez commune, ainsi qu'en Écosse, où les diplomes royaux sont tous destitués d'invocation, et commencent souvent par la suscription.

Comme les formules initiales des chartes privées étaient l'effet du caprice des notaires, elles varièrent beaucoup : cependant elles reviennent toutes à peu près à celles du siècle précédent, surtout par rapport aux invocations.

Au treizième siècle. — Il faut distinguer dans le 13^e siècle les diplomes solennels, de ceux qui le sont moins. Les premiers débutent par l'invocation, la suscription, et la notification *Noverint, sciant*. La plupart des diplomes de Louis VIII suivent cette mode, ou sont en forme de lettres. Saint Louis suit plus communément la première manière ; cependant la formule initiale de ses établissements, publiée en 1270, est conçue en ces termes : *Loeys Rois de France par la grace de Dieu.... à tous bons Chrétiens habitans el royaume et en la Seignorie de France, et à tous autres qui y sont présens et avenir, salut en Notre Seigneur*. La pragmatique sanction de saint Louis, datée de Paris du mois de mars 1269, l'année commençant à Pâques, porte en tête la suscription *Ludovicus Dei gratiâ Francorum rex*, suivie de la formule *Ad perpetuam rei memoriam*, empruntée des bulles pontificales.

Les chartes des différens princes souverains français débutent, pour la plupart, par la suscription au singulier ou au pluriel. Les plus solennelles de quelques-uns d'entre eux, comme des ducs de Bretagne et des comtes de Toulouse, offrent une invocation en tête.

La suscription ou l'invocation forment séparément le début des diplomes des empereurs d'Allemagne. Les rois d'Espagne varient de même dans leur formule initiale. Ceux d'Angleterre sont plus constans à commencer par leur nom ou suscription ; et ceux d'Ecosse ne souffrent aucune exception sur cet article.

Les chartes privées varient à l'infini leurs formules initiales ; le très grand nombre commencent sans invocation par la suscrip-

tion *ego N*, ou seulement *N*. En Italie, les laïques débutent, ou par les dates, ou par une invocation suivie des dates, parmi lesquelles se trouvent les années des empereurs, des rois, et du pontificat des papes, ou par la suscription.

Au quatorzième siècle. — Les diplômes prennent une nouvelle forme dans le 14^e siècle. Une suscription simple sans invocation quelconque fait tout le début de ceux de nos rois. Elle était assez communément suivie d'un préambule, qui, surtout sous le règne de Charles V, depuis 1369, est souvent pompeux et oratoire, et presque toujours un obscur galimatias. Sans doute que ses secrétaires désiraient flatter le goût du prince pour les belles-lettres.

Dans les siècles précédens, on mettait son nom à la tête des lettres qu'on écrivait; ce qui formait la suscription; Charles V en fit la clôture des siennes. Au reste, les lettres royaux ont très souvent la forme de notification : *N. sçavoir faisons à tous présents et à venir*, ou la forme épistolaire avec le salut à ceux à qui on les adresse.

Les grands, qui se plaisent toujours à imiter les rois, ne nous offrent plus à la tête de leurs chartes aucune invocation; c'est la suscription qui en fait le début, ainsi que des diplômes des rois d'Angleterre et d'Ecosse. Les empereurs d'Allemagne et les rois d'Espagne nous fournissent bien peu d'exceptions contraires.

Les actes des particuliers, passés par devant les notaires apostoliques, commencent ordinairement par des invocations, ainsi que les testamens. Les autres actes débutent par la notification : *Noverint, etc. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou oront.... sachent, etc.* Les chartes dentelées commencent quelquefois par la date.

Au quinzième siècle. — Tous les actes laïques du 15^e siècle, comme ceux du précédent et du suivant, renferment leur début sous trois formules. C'était, ou la suscription, ou l'adresse en forme de lettres : *A tous présens et à venir salut, etc.*, ou la notification, *Noverint universi, sciant omnes, etc.* Voici cependant quelques exceptions. Édouard IV d'Angleterre, premier roi de la maison d'York, commence souvent ses diplômes par le mot *Rex* tout seul, suivi de l'adresse ou de la notification. Édouard V

emploie le même style. Une lettre de Richard III adresse la parole au pape Sixte IV contre l'usage ancien, *Beatissime pater, etc.*

La plupart des actes des seigneurs et des particuliers de ce siècle ont été passés par devant les tabellions et les notaires publics, dont les formules propres ont été recueillies et publiées par divers auteurs.

Toutes ces variations successives sur le début des pièces diplomatiques, prouvent qu'on ne peut ordinairement en juger par leurs formules initiales, qui dépendaient du caprice des notaires et des écrivains. *Voy. INVOCATION, SUSCRIPTION.*

DÉCLARATION. Les interprétations des édits ou des ordonnances de nos rois sont appelées *déclarations*. A peine remontent-elles au-delà de François I. Elles sont datées du jour, au lieu que les édits ne le sont que du mois.

DÉCRET. Ce mot se dit en général de ce qui a été statué ou réglé par les supérieurs; on l'applique en particulier à une collection de canons faite par Gratien, formant la première partie du **DRÖIT CANONIQUE**; voir ce mot.

DÉCRÉTALES. On donne ce nom aux épîtres et lettres des papes en réponse aux questions doctrinales qui leur ont été faites. Les *décrcétales* de Grégoire IX forment la 2^e partie du **DRÖIT CANONIQUE**; voir ce mot.

On appelle *fausses décrétales* un recueil d'anciens canons dont on a beaucoup parlé. Les protestans et aussi Fleury et tous les écrivains gallicans ont beaucoup exagéré la funeste influence que, d'après eux, ces canons ont eue sur la discipline ecclésiastique. Des recherches plus exactes et plus impartiales ont prouvé que ces *décrcétales*, fausses quant à la source où l'auteur prétend avoir puisé ces pièces, ne sont pas fausses quant aux points de discipline ou de doctrine qu'il voulait établir. Ce qui fit que personne ne réclama contre lui, c'est qu'il conseillait de faire ce qui était pratiqué, on avait été pratiqué avant lui, ou était fondé sur une logique exacte. On le prouve surtout en ce qui concerne la puissance du pape et des métropolitains *

* Voir l'article inséré dans les *Annales* sur les *fausses décrétales*

DEGRÉS D'ÉTUDE. Rang que l'on obtient dans une université. On distinguait en France quatre sortes de degrés, degré de *maître-es-arts*, degré de *bachelier*, degré de *licencié*, degré de *docteur*. La pragmatique et le concordat avaient déterminé un tems précis d'études pour chaque degré. Aucun gradué ne pouvait faire usage de ses degrés à l'effet de requérir des bénéfices, s'il n'avait étudié pendant cinq ans dans une université.

Pour obtenir des grades dans l'université de Paris, il fallait avoir étudié deux ans en philosophie, trois ans dans une des facultés supérieures, avoir copié les cahiers que les professeurs dictaient pendant ce tems, et avoir obtenu le degré de *maître-es-arts*. On n'était dispensé d'écrire les cahiers qu'en présentant un certificat de médecin, qui attestait que l'exercice de l'écriture était nuisible à la santé ; et celui qui avait cette dispense devait présenter les cahiers de ses professeurs, écrits d'une autre main.

On pouvait prendre le degré de *maître* ou de *docteur-ès-arts* après deux ans de philosophie.

Les *séculiers* ne parvenaient au *baccalauréat en théologie*, qu'après cinq ans d'étude, tant en philosophie qu'en théologie, et après avoir eu le degré de *maître-ès-arts*. Il fallait pour cela une attestation de vie et mœurs, des lettres de tonsure, l'extrait baptismal, être né en légitime mariage, et avoir atteint l'âge de 22 ans. On suppliait alors *pro primo cursu*, ou le premier examen. Le second devait être sur cinq traités de théologie. On n'obtenait le degré de *Bachelier* qu'après avoir soutenu, dans la même année, une thèse de cinq heures, appelée *tentative*.

Les *réguliers* qui aspiraient au *baccalauréat*, devaient produire une attestation de trois ans d'études. Les *prémontrés* et les *mendiants* étaient obligés de prouver qu'ils avaient fait deux ans de philosophie à Paris, sous un professeur de leur ordre, *bachelier* de Paris. Ils étaient reconnus *maîtres-ès-arts*, quand ils avaient subi les examens convenables devant les docteurs de leur ordre, que la faculté de théologie avaient chargés de ce soin. Les *jacobins*

t. VIII, pag. 431, et dans l'*Université catholique*, t. XIII, pages 121, 194 et 264.

étaient reçus maîtres-ès-arts dans leur couvent de la rue Saint-Jacques, par la *faculté de Roberus*, qui n'était composée que des jeunes étudiants en théologie dans ce collège, à l'exclusion des prêtres.

Un bachelier n'était admis à la *licence* qu'au bout de 18 mois à dater du jour où il avait reçu ce degré ; et il subissait deux examens. La faculté de théologie n'admettait, dans un cours, que 5 jacobins, 4 cordeliers, 3 carmes et 3 augustins. La licence durait deux ans. On était obligé de payer une amende, quand on n'assistait pas aux thèses ; une absence de deux mois faisait renvoyer le sujet à une licence suivante. On soutenait trois thèses pendant ce cours, la première durait 5 heures ; on la nommait *minor ordinaria* ; elle roulait sur la controverse : la seconde, *major ordinaria*, durait 10 heures ; elle devait avoir trois colonnes sur l'écriture sainte, trois sur les conciles, et trois sur l'histoire ecclésiastique. La *sorbonique* durait 12 heures sans interruption, on y traitait de la théologie scholastique, des matières de la grâce, de l'incarnation et des actes humains. Elle n'avait lieu que depuis *Maironis*, cordelier provençal, qui, ayant été refusé en 1515, demanda à donner des preuves de sa capacité, en soutenant thèse pendant 12 heures, seul et sans président. La faculté en avait fait une loi formelle par sa conclusion du 4 septembre 1688.

Les deux ans de licence révolus, les bacheliers obtenaient *missionem à scholâ* ; et, dans une seconde assemblée, ils signaient et juraient d'observer les articles de la faculté, sur la foi.

Le licencié, qui voulait être reçu *docteur*, faisait un acte de *vesperies*, qui n'était que de pure cérémonie : sa thèse devait avoir six colonnes ; deux sur l'écriture sainte, deux sur l'histoire ecclésiastique, et deux sur la morale. Le lendemain à 10 heures, il recevait le bonnet de docteur dans une salle de l'archevêché, par les mains du chancelier ou sous-chancelier de Notre-Dame. On y soutenait une thèse aulique sous sa présidence ; ensuite il allait jurer à l'autel des martyrs de l'église métropolitaine de défendre la foi jusqu'à l'effusion de son sang.

Un docteur n'avait droit d'assister aux assemblées de la faculté, qu'après avoir soutenu une thèse de 5 heures, qu'on nomi-

maît *resumptæ*. Il fallait pour la soutenir être docteur depuis 5 ans. Cette thèse en six colonnes, roulait sur les points les plus difficiles de l'écriture-sainte, et les plus contestés par les hérétiques : les évêques en étaient dispensés. *Voyez* DOCTEUR.

Le plus ancien des docteurs présidait dans les assemblées de la faculté, et chacun y était assis selon son rang de réception. Parmi les réguliers, deux dans chaque famille opinaient, *ex capite*.

On faisait jurer aux argumentans, et aux répondans, de ne point se communiquer les difficultés et les réponses. Les trois docteurs qui signaient les thèses, avant qu'on les imprimât, étaient responsables de ce qu'elles pouvaient contenir de répréhensible.

A l'égard de la *faculté de droit*, on avait réduit à 15 mois le tems d'étude nécessaire pour parvenir aux degrés de cette faculté. A la fin de la première année, l'étudiant subissait un examen sur les *Institutes* de Justinien. Il soutenait sa thèse, *pro baccalaureatu*, dans le premier trimestre de la seconde année ; et à la fin de la troisième il était admis au degré de *licencié*. Les actes probatoires étaient un examen sur les *Institutes* de Justinien, sur quelques livres du *Digeste* et sur les élémens du *droit canonique* et une *thèse* de trois heures. On tirait au sort la matière de la thèse ; c'était d'un côté un titre de *décrétales* de Grégoire IX, et de l'autre un titre de *droit civil*. Il y avait encore un examen en forme de thèse sur le *droit français*.

On pouvait prendre ses degrés de *bachelier* et de *licencié* en *droit canon* ou en *droit civil* seulement ; mais la dépense étant égale, on les prenait *in utroque jure*.

Ceux qui voulaient être *agregés* à la faculté, ou qui aspiraient à une des douze places des *docteurs agregés*, suppliaient *pro doctoratu*, et, après l'année révolue du jour de la supplique, ils soutenaient une thèse et recevaient le bonnet de docteur. Il y avait un stage ou noviciat d'une année, qui consistait à assister aux thèses pendant ce tems, et à y argumenter.

On appelait *lettres de degrés d'étude* celles qui attestaient les degrés que l'on avait obtenus dans une université. Ces lettres étaient nécessaires pour jouir des privilèges des gradués, soit à l'effet de requérir des bénéfices, soit à l'effet de les posséder. On

en distinguait de trois sortes : lettres de degrés, lettres de *quinquennium* et lettres de nomination.

Les degrés d'étude servaient à requérir et à posséder certains bénéfices. Ils n'étaient pas nécessaires autrefois ; les collateurs se chargeaient du choix des meilleurs sujets. Depuis l'établissement des universités, il n'y avait que des gradués qui pussent posséder les archevêchés, les évêchés, les dignités des cathédrales, les prébendes théologiques, les pénitenceries, les écolatrerics, les dignités principales des collégiales, et les cures dans les villes murées et les lieux considérables.

Suivant le concordat, ceux que le roi présentait au pape pour les évêchés devaient être *docteurs*, ou *licenciés en théologie* ou en *droit* ; on en exceptait ceux qui avaient l'honneur d'être parens du roi, les religieux qui avaient renoncé aux degrés et ceux qui étaient élevés en dignité.

Le concile de Trente engage à ne conférer qu'à des gradués les dignités et au moins la moitié des *canonicats* des églises cathédrales et collégiales, et la pragmatique faisait la même exhortation.

DENIER de saint Pierre. Plusieurs auteurs se sont élevés contre cette redevance que les Anglais et quelques autres peuples ont long-tems payée au pape, et cependant rien de plus utile et de plus libéral. Voici à quelle occasion elle fut établie. Offa roi de Mercie, en 740, étant allé faire un voyage à Rome, où régnait Adrien I, visita un collège qui était établi pour instruire les élèves anglais. Le roi, frappé de l'utilité de cet établissement, ne voulut pas que les papes en fissent les frais, et établit, en 764, une taxe sur toutes les familles riches de son royaume pour l'entretien de cet établissement. Cette taxe que l'on appela *romescot*, s'élevait, dit-on, à 300 marcs d'argent. Cette somme, appropriée quelquefois à d'autres besoins, supprimée par Edouard III, en 1365, puis rétablie, fut payée jusque sous le règne d'Elisabeth.

Charlemagne, d'après Baronius, avait établi un pareil impôt en 840, ainsi qu'Olaus roi de Suède ; on la trouve aussi en Pologne, vers 1320, et en Bohême ; mais ces impôts ne subsistèrent pas long-tems.

DEUTEROCANONIQUES. On a donné ce nom en théologie à certains livres de l'Écriture qui ont été mis plus tard que les autres dans les canons, soit parce qu'ils ont été écrits après que les autres y étaient déjà, soit parce qu'il y a eu quelque doute au sujet de leur canonicité.

Les livres deutérocanoniques ne sont pas moins canoniques que les protocanoniques ; la seule différence qu'il y a entre les uns et les autres, c'est que la canonicité de ceux-là n'a pas été reconnue généralement, examinée et décidée par l'Eglise aussitôt que celles des autres.

Les livres deutérocanoniques sont les livres d'Esdras, ou tout entiers, ou pour le moins les sept derniers chapitres, l'épître aux Hébreux, celles de saint Jacques et saint Jude, la seconde de saint Pierre, la seconde et la troisième de saint Jean avec son Apocalypse. Les parties deutérocanoniques de livres sont : dans Daniel, l'hymne des Trois Enfants et l'oraison d'Azarie ; les histoires de Suzanne, de Bel et du Dragon ; le dernier chapitre de saint Marc ; la sueur de sang qu'eut Jésus-Christ, rapportée dans le chap. xxi de saint Marc, et l'histoire de la Femme adultère qu'on lit au commencement du viii^e chapitre de l'évangile selon saint Jean.

DEUTEROSE. C'est le nom que les Juifs ont donné à leur *misna* ou seconde loi. *Deuterosis* en grec a la même signification à peu près que *misna* en hébreu ; l'une et l'autre signifient *seconde* ou plutôt *itération*. Eusèbe a accusé les Juifs de corrompre le vrai sens des Écritures par les vaines explications de leurs Deutéroses. Saint Epiphane dit qu'on en citait de quatre sortes, les unes sous le nom de Moïse, les autres sous le nom d'Akiba, les troisièmes sous le nom Dadda ou de Juda, et les quatrièmes sous le nom des enfans des Asmonéens ou Macchabées.

DEVISE des papes (*Voyez* CERCLES).

DIPLE. Le diple est une double ligne ayant à peu près la forme d'un V couché > ; c'est un signe que l'on rencontre fréquemment dans les anciens manuscrits, pour noter des endroits mal à propos retranchés ou changés par d'autres éditeurs.

DIPLOMATIQUE. La science de juger sainement des anciens

titres a été réduite en art, et c'est ce qu'on appelle diplomatique. L'utilité de cette science, inconnue jusqu'à dom Mabillon, qui peut, à juste titre, en être appelé le père et l'inventeur, s'étend sur des fonds incépuisables. Elle intéresse également la religion qui y trouve la succession de ses dogmes ; l'Eglise qui voit des preuves de la piété magnifique de nos pères ; les souverains qui y reconnaissent les prérogatives de leur couronne, les pactes de leur exaltation, leurs généalogies et leurs alliances ; les magistrats qui y débrouillent les fondemens de leurs arrêts ; les nobles qui y déchiffrent l'antiquité de leurs maisons et les considérations dont elles ont joui ; les ordres religieux qui, obligés d'être tous les jours sur la défensive, y puisent des secours avérés et irréprochables ; les corps-de-villes qui y conservent les privilèges accordés à leur communauté ; enfin les gens de lettres qui ont dû et qui doivent à cet art l'avantage de ne pas passer pour futiles et superficiels.

Ces avantages devaient sans doute attirer à cette science l'applaudissement de tous les savans. Cependant les Germon¹, les Baudelot², les Lenglet Dufresnoy³, les Simon⁴, les Raguet⁵, mirent tout en jeu pour porter atteinte à la solidité des principes de la diplomatique ; mais les armes qu'ils employèrent tournèrent contre eux, et la diplomatique en triompha. Dom Mabillon lui-même, dom Ruinart et dom Constant ses confrères, le savant Fréret⁶, l'académie des Belles-Lettres⁷ et une infinité de ses membres les plus érudits, ont contribué, par leurs éloges les mieux fondés et par leurs défenses raisonnées, à l'illustration et aux brillans succès de la diplomatique ; et les nouveaux diplomatistes,

¹ *Discept.* 1, p. 271, 272 ; *Discept.* 2, p. 65 ; *Discept.* 3, p. 14.

² *De l'utilité des voyages*, t. II, p. 86.

³ *Méthode pour étudier l'histoire*, t. II, p. 378.

⁴ *Lettres critiq.*, p. 108 ; *Biblioth. critiq.*, t. I, c. II, p. 19.

⁵ *Hist. des contestat. sur la diplomat.*, p. 7.

⁶ *Mémoir. de l'acad.*, t. VIII, p. 263

⁷ *Histoire de l'acad.*, t. I, p. 443.

D.-D. Toustaint et Tassin, ont consommé l'œuvre par leurs immenses et heureux travaux, et lui ont assuré ce point de gloire où elle est enfin parvenue.

DIPLOMES. Par le mot *diplome* on entend et les bulles pontificales et les diplomes, soit royaux, soit impériaux ; mais la signification de ce terme générique s'étend aussi aux lettres-patentes, aux privilèges, aux donations, enfin à toutes sortes de chartes, pourvu qu'elles soient un peu antiques. Les diplomes généralement pris sont donc des lettres-patentes des empereurs, des rois, des princes, des républiques, des grands seigneurs et des prélats.

L'empire qu'ils doivent avoir sur l'esprit, et l'autorité qu'on leur attribue, sont fondés sur de puissans motifs ; il suffit de présenter les principaux. Ce sont : 1° Les circonstances qui accompagnèrent presque toujours la transaction de ces actes solennels ; c'est-à-dire, « la majesté d'une cour plénière, la présence des » grands officiers de la couronne, la signature du prince, le contre-seing du référendaire ou chancelier, l'apposition du cachet » ou du sceau des rois, etc., etc., l'assemblée publique des seigneurs voisins et des vassaux pour les chartes des suzerains de » grands fiefs, le consentement manifeste des deux parties contractantes, et la caution réciproque des vassaux et de leurs seigneurs¹. »

2° La certitude des faits qu'ils renferment, et qui au jugement de nos habiles critiques², doit l'emporter d'emblée sur les historiens, même contemporains. La raison de cette préférence est dans l'ordre. « La charte est dressée avec des formalités qui » ôtent même le soupçon de l'erreur : la date, les noms et les » qualités des personnes contractantes y sont apposés avec une » présence d'esprit dont ne sont pas susceptibles le journaliste et

¹ *Mercur* de janvier 1724, p. 8.

² Schannat, *Vindic. archiv. fuldens.*, p. 91. — Hergott., *Geneal. diplomatica gentis Hasburg.*, prolegom 1, p. 3. — Perezus, *Dissert. ecclési.*, p. 167. — Chronic. *Gotwicensis prodrom.*, part. 1, lib. 11, p. 77. — Joan. Jungius ad Lud. Waltheri, *Lexicon diplom.* etc.

» l'historien qui, dans leur cabinet, travaillent de tête, souvent
 » sur des oui-dire, toujours après que les faits sont arrivés, et
 » quelquefois même dans des lieux fort éloignés¹. Quelque chose
 de plus encore, c'est que l'autorité d'un diplôme dressé par des
 personnes publiques, toutes choses égales, sera toujours, à des
 yeux intègres, d'un tout autre poids, que la composition d'un
 simple particulier et même d'une infinité d'autres qui se seront
 successivement admirés. On ne doit donc pas balancer sur la va-
 leur de ces actes, excepté dans les cas de surprise et de flatterie
 qu'on y découvrirait; et pour constater ces cas mêmes, il est encore
 bien des précautions à prendre. Qui pourrait répondre, par exem-
 ple, que les historiens et les notaires suivissent des époques et des
 dates uniformes: qu'une différence de date d'un ou deux ans fût
 un titre de réprobation plutôt qu'une variation dans le comput;
 qu'il nese soit pas glissé des fautes dans les manuscrits des auteurs;
 que ce trait d'histoire en contradiction ne soit pas fondé sur de
 purs préjugés; que l'on n'ait pas donné trop de créance à des his-
 toires qui en méritaient moins; que l'on n'ait point pris des co-
 pies pour des originaux; que même dans ces derniers une mé-
 prise fut ou ne fut point réfléchie; qu'enfin ce mot qui nous fait
 rejeter cet acte soit un trait de faussaire, plutôt qu'une équivo-
 que dans les noms?

3^o Les avantages qu'ont les diplomes sur les inscriptions et les
 médailles, que l'on donne comme une des sources de l'histoire.
 En effet, les médailles et les inscriptions les plus solennelles le
 sont-elles autant que les diplomes mêmes qui le sont le moins?
 En effet, les diplomes donnent-ils, comme les médailles, par leur
 obscurité et leur précision énigmatiques, un champ libre à l'éga-
 rement fantastique d'une imagination vive, mais dérégulée, et à
 des interprétations arbitraires et quelquefois insoutenables? Les
 faussaires des diplomes sont-ils reconnus et ont-ils acquis un
 nom comme les Carteron, les Laurent Parinésan, ces laineux fa-
 bricateurs de médailles? La chose même est-elle aussi possible

¹ *Mercur* de décembre 1725, p. 3007.

et n'est-il pas plus aisé ¹ de contrefaire une douzaine de lettres sans être gêné par la grandeur du type ou du coin, puisqu'il est très rare d'en trouver d'un même moule, que de contrefaire un titre sans s'écarter ni de l'écriture, ni du style du teins, ni des points fixes de l'histoire ?

4° L'autorité que la jurisprudence donne aux actes tant publics que privés, qui n'ont pas à beaucoup près la solennité des diplomes. On appelle *acte public* celui qui est dressé par un notaire tabellion, ou autre personne publique, lequel, à raison de son antiquité, acquiert une autorité plus grande, *pleniorum fidem* ², mais qui toujours l'emporte même sur la preuve par témoins, si l'on n'en démontre la fausseté. Lorsque cet acte est authentique, c'est-à-dire qu'il est relevé par l'apposition d'un sceau, alors ³, il a tous les caractères de vérité auxquels on ne saurait refuser une pleine créance.

L'acte privé est celui qui, dressé par un particulier ⁴, n'est autorisé ni par un sceau authentique, ni par la signature ou la présence de témoins mentionnés dans l'acte. Cependant ces sortes d'écritures qui comprennent les obligations, les quittances, les livres de comptes, les aveux, etc., etc., prouvent très souvent en justice, soit pour, soit contre ceux qui allèguent ces sortes d'instrumens. Et l'on s'obstinera à refuser à des chartes une créance que les magistrats les plus sévères ne refusent point aux livres d'un marchand, pour peu de réputation qu'il ait !

5° Enfin, ce qui confirme de plus les diplomes et les chartes dans le droit de primauté qu'ils ont sur tous les divers autres instrumens, c'est le respect dû aux archives où ils ont été conservés. Ces dépôts du prince, de l'état et des magistrats ; ces trésors publics, dépositaires des actes et des titres des seigneurs, d'une province, d'une cité ; ces édifices consacrés à l'utilité commune, qui renferment des mémoires d'état, des annales, des sta-

¹ Muratori, *Antiq. Ital.*, t. III, dissert. 34, col. 10.

² Dumoulin, t. 1, tit. 1, § 8, n. 76.

³ *Ibid.*, tit. 21 in lib. IV, cod.

⁴ *Ibid.*, t. IV.

tuts, des coutumes, des privilèges, des titres ¹, assurent, selon le jugement du plus grand nombre des juriseonsultes ²; à toutes les écritures qui y sont déposées, même aux actes privés ³, une certitude morale qui prouve en justice, et qui force l'adhésion de toutes personnes non prévenues. Voyez ARCHIVES, ORIGINAUX, COPIES.

Définition et forme des diplomes.

On a déjà dit que les diplomes étaient les lettres patentés des souverains. On ne voit point d'acte qui se qualifie de ce nom. Le nom de *diplome*, qui tire son origine d'un mot grec qui signifie *plié en deux*, leur est venu de la forme qu'ils avaient dans les commencemens. Ces lettres patentes étaient communément inscrites sur deux tables de cuivre attachées ensemble et jointes comme deux feuilles d'un livre; c'est de là que vient l'origine du terme *diplome*. Tel est le premier que l'on connait ⁴; il est de l'empereur Galba, et contient un congé de quelques soldats vétérans : il est fait dans le goût le plus simple : *Sergius Galba...* suivent les titres : *veteranis... honestam missionem et civitatem dedit*. Il est daté, et il marque qu'il fut enregistré et homologué au Capitole. Lors même que les diplomes changèrent de forme, ils en retinrent le nom. Les diplomes étaient dès lors fort connus : on y accordait des privilèges et des immunités à des corps ou à des particuliers. L'empereur Zénon, par sa loi du 23 décembre 476, statua qu'on n'accorderait pas de diplomes à des particuliers, mais seulement à des provinces, à des villes et à des

¹ Rutger Ruland, *Tract. de commiss.*, cap. 3; n. ultim. — Nicol. Myler, *Tract. de statu imp.*, cap. 47. — Franç. Michel Neveu de Windtschlée, *Dissert. de archivis Argentorat.*, n. 14.

² Balthas. Bonifac. *lib. de archiv.*, cap. 10. — Wenckeri, *Collect. archiv.*, p. 48. — Nicol. Christoph. Linckeri, *Dissert. de archiv imper.*, II, 6. — Dumoulin, t. 1, col. 309. — Balde. — Alexandre. — Jason. — De Castre. — Jean André. — La Glose. — Les canonistes, etc.

³ Lincker cité.

⁴ Maffei, *Istor. dipl.*, p. 30.

corps considérables ; mais les démembremens de l'empire firent que cette loi ne fut que peu ou point observée, au moins dans les nouveaux états des peuples conquérans, quoique les vaincus eussent fait adopter aux vainqueurs la plupart de leurs lois, de leurs usages, et une partie de leur jurisprudence. Le plus ancien diplôme qui nous soit resté de nos premiers rois en original, est celui de Childebert I^{er}, donné en 558 en faveur de Saint-Germain-des-Prés : il est d'un vélin aussi fin et aussi beau que celui des plus anciens manuscrits.

Les rois d'Angleterre n'ont commencé à donner des diplômes que dans le 7^e siècle. On ne sait pas au juste le tems auquel les états de l'Empire se sont attribué le droit de donner des diplômes ; mais les princes de la maison de Brunswick-Lunébourg sont les premiers ¹ qui l'ont exercé en leur propre nom sans l'autorité des empereurs. On regarde Henri VIII^e, dit le Noir, comme le premier duc de Bavière qui, ayant fait une donation de son chef, l'an 1120, en ait donné un diplôme ; ce qui avant lui n'avait été fait en Allemagne que par les rois et les empereurs.

Le premier roi de la monarchie française, Clovis, donna des diplômes, et ses successeurs l'imitèrent. Il y a très peu de différence dans la forme des diplômes des trois premières races de nos rois ; ils ne diffèrent guère que dans les expressions. Voici en abrégé l'ordre et la substance de ces diplômes, tels qu'on les trouve dans les diplômes Mérovingiens. Ils portaient en tête une *invocation monogrammatique*, au moins on n'en connaît pas d'autres, sans cependant prétendre l'affirmer ; elle était suivie de la *suscription*, ce qui composait la première ligne ; d'un *préambule*, de l'*objet* du diplôme, des *menaces* ou des *amendes* ; de l'annonce ou du *sceau* ou de la *signature*, l'une et l'autre manquent cependant quelquefois ; de la *souscription*, qui contenait premièrement une *invocation monogrammatique*, puis le nom du roi ; de la *ruce*, qui renfermait plusieurs *ss* pour *subscripti* ; de la *signature* du référendaire qui avait présenté l'acte ; du souhait par la

¹ *Tract. Jo. Eisenhardti, de jure diplom.*, cap. xi, p. 24.

formule *benevalias*, placée auprès du sceau. Tout au bas de l'acte étaient placées les dates du jour, du mois, de l'année, du règne et du lieu; ensuite une invocation formelle tout au long, et *feliciter*, formule finale.

Telle est la marche des diplomes des rois mérovingiens. Leurs diplomes de moindre conséquence n'étaient souscrits que par les référendaires; car, sous cette race, ainsi que sous les deux suivantes, il y avait des diplomes solennels, et d'autres qui l'étaient moins. Les derniers ne présentent pas toutes les formalités dont sont revêtus les premiers.

Les diplomes Carlovingiens suivent assez le même plan, à quelques exceptions près, qui consistent plus dans les expressions que dans le fond de l'acte. On peut en voir les différences aux articles INVOCATION, SUSCRPTION, IMPRÉCATIONS, ANNONCE, SOUSCRPTION, SIGNATURE, etc.

Sous la 3^e race, jusqu'après le règne de saint Louis, cette forme se maintint à peu près; alors ils commencèrent à en prendre une nouvelle: mais le changement est total après le règne de Philippe-le-Bel. Les diplomes solennels portent l'invocation du nom de Dieu, de Jésus-Christ notre Sauveur, et de la sainte Trinité; l'ère chrétienne, l'année du règne du roi; son monogramme, la présence des quatre grands officiers; et ils sont munis d'un sceau avec contre-scel. Les moins solennels ne s'assujétissent pas à toutes ces formalités, mais ils en observent quelques unes, plus ou moins; ce qui fait voir qu'il ne faut point juger des uns par les autres, et qu'on ne doit point prendre les diplomes les plus solennels pour servir de règle et de modèle à tous les autres, sous peine de déclarer faux les uns, faute de conformité avec les autres. Dans ces mêmes tems, les empereurs d'Allemagne suivirent assez dans leurs diplomes les usages des rois de France, en distinguant comme eux les solennels de ceux qui le sont moins.

Dans le siècle suivant, c'est-à-dire dans le 14^e, les diplomes de nos rois prirent une nouvelle forme: plus d'invocation, nouvelle formule finale, plus de signature de grands officiers, etc. etc. Voyez toutes les parties d'un diplôme séparément, et l'article ECRITURE.

DOCTEUR. Le titre de docteur a été créé peu avant le milieu du 12^e siècle pour succéder à celui de *maître*, devenu trop commun. On attribue l'établissement des degrés du doctorat, tels qu'on les avait dans l'ancienne Sorbonne, à Irnerius, qui en dressa lui-même le formulaire. La première installation solennelle d'un docteur, selon cette forme, se fit à Bologne en la personne de Bulgarus, professeur de droit. L'université de Paris suivit cet usage pour la première fois vers l'an 1148, en faveur et pour l'installation du fameux Pierre Lombard. — De plus, on croit que le nom de *docteur* n'a été un nom de titre et de degré, en Angleterre, que sous le roi Jean, vers 1207.

Voici maintenant quelles étaient les formalités à remplir pour obtenir le titre de *docteur en théologie*.

Les différentes universités du royaume n'exigeaient point toutes le même tems d'étude pour obtenir ce degré, et n'observaient point les mêmes cérémonies de l'inauguration ou prise de bonnet. Dans la faculté de théologie de Paris, on demandait sept années d'étude, savoir : *deux de philosophie*, après lesquelles on recevait communément le bonnet de maître-ès-arts; *trois de théologie*, qui conduisaient au degré de bachelier en théologie, et *deux de licence*, pendant lesquelles les bacheliers étaient dans un exercice continuel de thèses et d'argumentations sur l'Écriture, la théologie scolastique et l'histoire ecclésiastique.

Les bacheliers qui, après avoir reçu de l'université la bénédiction de licence, désiraient obtenir le *bonnet de docteur*, allaient demander jour au chancelier, qui le leur assignait; le licencié avait pour lors deux actes à faire : l'un le jour même de la prise du bonnet, l'autre la veille. Dans celui-ci, il y avait deux thèses : la première était soutenue par un jeune candidat, appelé *auliculaire*. Deux bacheliers du second ordre disputaient contre lui : le licencié était auprès de lui. Le grand-maître d'études, qui avait ouvert l'acte en disputant contre le candidat, présidait à la thèse nommée *tentative*, et qui durait environ trois heures. Le second acte que devait faire le licencié se nommait *vesperie*, parce qu'il se faisait toujours le soir. Deux docteurs appelés, l'un *magister regens*, et l'autre *magister terminorum interpres*, y disputaient contre le li-

cencié, chacun pendant une demi-heure, sur un point de l'écriture sainte ou de la morale. L'acte était terminé par un discours prononcé par le grand-maître d'études.

Le lendemain, le licencié, revêtu de la fourrure de docteur, précédé des massiers de l'université, et accompagné de son grand-maître d'études, se rendait à la salle de l'archevêché ; il se plaçait dans un fauteuil entre le chancelier ou sous-chancelier et le grand-maître d'études. La cérémonie commençait par un discours que prononçait le chancelier ou sous-chancelier ; le récipiendaire y répondait par un autre discours, après lequel le chancelier lui faisait prêter les sermens accoutumés et lui mettait le bonnet sur la tête. Il le recevait à genoux, se relevait, reprenait sa place et présidait à une des thèses qu'on nommait *aulique*, parce qu'elle se célébrait dans la salle (*aula*) de l'archevêché ; la matière n'y était point déterminée et était au choix du répondant. Le nouveau docteur rouvrait la thèse par un argument qu'il faisait au soutenant.

Le nouveau docteur se présentait au *prima mensis* suivant, c'est-à-dire à la plus prochaine assemblée de la faculté, prêtait les sermens accoutumés, et, dès ce moment, il était inscrit au nombre des docteurs ; mais il ne jouissait point encore pour cela de tous les privilèges, droits, émolumens, attachés au doctorat ; il n'avait le droit d'assister aux assemblées, de présider aux thèses, d'exercer les fonctions d'examineur, censeur, etc., qu'au bout de six ans ; alors il soutenait une dernière thèse nommée *resumptæ*, et il entra en pleine jouissance de tous les droits du doctorat.

Les docteurs en théologie étaient obligés, comme les autres, de se présenter à l'examen de l'évêque pour prêcher ou pour confesser. S'ils obtenaient des bénéfices en cour de Rome, *in formâ dignum*, ou si leurs provisions étaient en *forme gracieuse* pour un bénéfice à charge d'âmes, ils étaient également assujétis par les canons et les ordonnances à cet examen ¹.

¹ Concile de Trente, Sess. 24, can. 18. — Ordon. de Moulins, art 75 ; — de Blois, art. 12 ; — Édit de Melun, art. 14, et celui de 1695, art. 2.

On voit que la forme du doctorat , dans l'ancienne université , avait fait de cette institution une science de mots plus que de choses ; la moitié des forces de l'esprit était employée à des puérilités scolastiques et aristotéliennes : elle empêchait d'ailleurs tout progrès dans les études. Lors de la formation de la nouvelle université , on voulut aussi faire des docteurs en théologie ; on a voulu même , à différentes reprises , exiger ce grade pour être professeur à la faculté de théologie , mais toutes ces tentatives ont échoué¹.

DIPTYQUES. C'était autrefois des registres publics , où les chrétiens écrivaient le nom des Évêques qui avaient bien gouverné leur Église , ou qui y avaient fait quelque bien. On en faisait ensuite mention dans la célébration de la Liturgie. On en rayait ceux qui commettaient quelques crimes ou qui tombaient dans l'hérésie. — Les Païens avaient aussi des *diptyques* , dans lesquels ils conservaient les noms des consuls et des magistrats ; c'est ce qui a fait faire la distinction des *diptyques sacrés* et de *diptyques profanes*².

DISQUE. Terme de liturgie. Les Grecs ont donné ce nom à ce que les Latins appellent *Patène*. Le disque diffère de la patène par la figure , en ce qu'il est plus grand et plus profond.

DOCTRINE CHRÉTIENNE. Congrégation religieuse instituée en 1592 par le bienheureux César de Bus , de la ville de Caiaillon , appartenant alors au pape , et confirmée par Clément III, le 23 décembre de la même année , par une bulle que l'on n'a pas retrouvée , dit l'éditeur du *Bullarium magnum*. — L'objet de l'Institut était de *catéchiser le peuple et de lui enseigner les mystères et les préceptes de l'Évangile*. Comme pour les autres congrégations , nous allons analyser les différentes bulles des papes qui en ont traité.

1616. Paul V , sur la demande des supérieurs , unit cette congrégation à celle des clercs réguliers *somasques* d'Italie ; les deux

¹ Décret du 17 mars 1808 , art. 27 et 28. — *Cod. eccl. franç.* , p. 218.

² Voir une *dissertation* et deux *planches* , représentant un diptyque , dans les *Annales* , de philosophie chrét. , 3^e série , t. IV , p. 44.

sociétés devaient former un corps régulier ayant un même général, résidant à Rome, portant le même nom, celui de *somasques*, mais conservant une administration séparée, et des supérieurs chacun de sa nation ¹.

1647. Innocent X, sur la demande du roi de France, rompt l'union avec les Somasques, et en forme deux ordres séparés ².

1659. Alexandre VII les soumet aux vœux simples d'obéissance, de chasteté et de pauvreté, et au vœu de demeurer toujours dans la congrégation ³.

1676. Clément X donne au chapitre général ou au définitoire le droit de dispenser de leurs vœux, et de renvoyer de la congrégation ceux qui étaient indignes d'y rester ⁴.

1698. Innocent XI accorde aux membres de cette congrégation le droit d'ériger dans tous les lieux où ils ont eu ou auront des maisons, des confréries d'hommes et de femmes, sous la même dénomination, ayant le même but, et jouissant des mêmes privilèges et indulgences que l'archi-confrérie établie à Rome ⁵.

1695. Innocent XII étend ces privilèges et ce droit à tous les lieux où ils feront une mission ⁶.

1696. Le même pontife, apprenant du procureur général Joseph Bellissen que quelques-uns des confrères, malgré le vœu de pauvreté, conservaient une action sur leurs biens propres, ou recevaient de l'argent pour discours, messes, etc., ordonne que tous les biens des confrères et émolumens quelconques soient mis dans la masse commune de la communauté, afin qu'elle en dispose à son gré ⁷.

1697. Le même pontife confirme un décret de la congrégation

¹ *Ex injuncto*, dans le *Bull. mag.*, édition de Luxembourg, t. III, p. 390.

² Cette bulle n'est pas dans le *Bulla. mag.*

³ Citée dans la bulle d'Innocent XII, de 1696.

⁴ Citée dans la bulle de Benoît XIII, de 1727.

⁵ Citée dans celle d'Innocent XII, de 1696.

⁶ Bulle *Exponi nobis*, t. XII, p. 256.

⁷ *Exponi nobis*, *ibid.*, p. 268.

des cardinaux , qui avait cassé une délibération du chapitre général qui avait aboli les *Discrets* ¹.

1698. Autre décision du même pontife , portant que dorénavant dans le chapitre provincial , pourront assister seulement et de leur personne , le général en exercice , le provincial , tous les recteurs , accompagnés chacun de leur *discret* , qui devait être élu par le chapitre conventuel , où il y avait six voix ².

1725. Benoît XIII, sur la demande des deux congrégations , unit celle de Naples à celle d'Avignon , devant former un seul corps sous le nom de *clercs séculiers de la doctrine chrétienne d'Avignon* , de manière que ladite congrégation reste composée de quatre provinces , de Rome , d'Avignon , de Toulouse et de Paris.

Le vicaire-général de la province romaine devait être Romain , avec voix active et passive dans les chapitres provinciaux qui seront tenus tous les trois ans , et les généraux qui seront tenus tous les six ans.

Avec permission d'établir des missions , congrégations , écoles , académies , et d'instruire la jeunesse dans les lettres et la discipline , surtout d'après la doctrine de saint Thomas , etc. ³.

1727. Le même pontife donne aux supérieurs le droit de déterminer le nombre de voix et de régler les choses de discipline , de suspendre et d'absoudre les sujets.

Il modifie en outre le droit de renvoyer de la congrégation , accordé par Clément X , en ce sens que , s'il s'agit d'un clerc ordonné sous le titre de la congrégation , on ne pourra le renvoyer qu'en lui constituant de quoi vivre , ou en ayant un certificat qui constate qu'il a un patrimoine suffisant ⁴.

1734. Clément XII , sur la demande de Hiacinthe de Benoit , procureur général , décide que si , pendant la tenue d'un chapitre , un provincial venait à mourir , celui qui serait élu immédiate-

¹ *Alias emanavit* , tom. xii , p. 285.

² *Nuper pro parte* , *ibid.* , p. 299.

³ *Illius hujus* , t. xiii , p. 197.

⁴ *Credita nobis* , *ibid.* , p. 307.

ment, ou celui qui tient la place, aura immédiatement voix au même chapitre et y sera appelé, si la ville n'est pas distante de plus d'un ou deux jours de chemin ¹.

1738. Le même pontife décide que le procureur général de toute la congrégation doit demeurer à Rome dans la maison de Ste-Marie-de-Monticelli ².

1738. Le même pontife approuve les chapitres qui avaient été conclus à Paris pour consolider l'union entre la province d'Avignon et celle de Naples, dont les principaux sont : la province romaine, restera à peu près séparée de celle d'Avignon, et ne devra être soumise qu'à une visite de six ans en six ans ; la dispense des vœux ne peut être donnée que par le souverain pontife ou par le chapitre général, etc. ³.

1747. Benoît XIV, s'étant fait rendre compte de l'état de la province romaine, la trouve, dit-il, dans un état déplorable de décroissance ; il n'y avait plus que 38 prêtres ou clercs et 70 confrères laïques pour huit maisons ou collèges qui lui appartenaient, sans espoir même de pouvoir l'améliorer, puisqu'il n'existait ni maison d'étude, ni noviciat ; il renonce donc à l'espoir de la réformer et l'unit à celle d'Avignon, afin qu'elle ne forme qu'un seul corps avec celle-ci à laquelle il donne une partie des biens et des charges ⁴.

Voici quel était l'état de cette congrégation en France à l'époque de la Révolution. Elle y formait une congrégation séparée de celle d'Italie ; elle était séculière et comme telle soumise à la juridiction et visite des ordinaires. Un général français la gouvernait avec trois assistans, deux procureurs généraux et un secrétaire général. Elle comprenait 50 maisons ou collèges distribués en trois provinces qui avaient chacune leur visiteur. Ces provinces étaient Avignon, Paris, Toulouse. Le général faisait sa résidence dans la maison de Paris qu'on nommait *la maison de S.-Charles*, parce

¹ *Exponi nobis, ibid.*, t. xv, p. 5.

² *Emanavit nuper, ibid.*, p. 185.

³ *Ex injuncto, ibid.*, p. 187.

⁴ *Apostolici muneris, ibid.* ; t. xvii, p. 200.

que l'église est sous l'invocation de ce saint. M. de Bonnefoux, dernier supérieur général, est mort en 1806.

Les Doctrinaires portaient l'habit des prêtres tel qu'il était au tems de leur institution. Afin qu'ils pussent vaquer aux emplois dont ils étaient chargés et remplir leurs engagements, aucun d'entre eux ne pouvait obtenir un bénéfice exigeant résidence, sans le consentement du définitoire, ou, dans les cas pressans, sans la permission du conseil extraordinaire de la province, qu'il était nécessaire de faire ratifier par le définitoire au plus tard dans deux mois, faute de quoi la provision était nulle de plein droit, et le bénéfice impétable¹.

DOMINICAINS, ou *frères Prêcheurs*. L'ordre des frères Prêcheurs prit son origine en France, mais ce fut un Espagnol qui le fonda. Né dans la ville de Colervoga, dans le diocèse d'Osma, province de la vieille Castille, Dominique, issu d'une famille noble, se distingua dans sa jeunesse par une rare piété et un grand amour pour l'étude; entré dans la carrière ecclésiastique, il fut remarqué de son évêque, qui le nomma, à l'âge de 24 ans, chanoine de son église, et l'attacha en quelque sorte à sa personne; aussi l'emmena-t-il avec lui, dans les voyages qu'il fit dans le nord de l'Europe et à Rome. C'était alors l'époque où un composé de croyances moitié musulmanes, moitié chrétiennes s'était formé dans le midi de la France; ses partisans avaient séduit une grande partie de la population, et étaient parvenus à implanter et à populariser au sein de la France et du Catholicisme, une sorte de Mauichéisme, et tous les désordres de morale pratique qui en découlent. Justement alarmés d'un pareil état de choses, les autorités spirituelles et temporelles cherchèrent à s'y opposer, mais en vain; le mal prévalait, une épouvantable anarchie désolait les populations, des excès intolérables se commettaient de part et d'autre. Les ordres religieux existant et le clergé avaient en grande partie perdu de vue la morale et l'exemple de l'évangile; ils vivaient dans le faste et souvent dans une scandaleuse mondanité; le peuple

¹ Voir les *Lettres-patentes en forme d'Édit* du mois de septembre 1726, enregistrées au grand conseil le 15 octobre suivant.

végétait dans une ignorance profonde de la vraie doctrine évangélique ; les plus grossières superstitions, les croyances les plus impies et les plus absurdes avaient gagné les esprits des habitans des campagnes et des villes. C'est dans cet état que Dominique trouva la religion et la société dans le midi de la France.

Alors il forma le projet d'appliquer à ce mal invétéré deux remèdes nouveaux : *L'exemple d'une vie vraiment chrétienne et l'enseignement de la doctrine évangélique par le moyen de la prédication.*

C'est ce qu'il exécuta avec une constance et une fermeté de volonté que l'on peut à peine concevoir en notre tems. Nous ne suivrons pas minutieusement les débuts de cette grande œuvre, nous la prenons toute formée, et nous allons dire quels étaient les ouvriers qu'elle façonna.

Celui qui voulait entrer dans l'Ordre devait subir un noviciat d'un an, ce n'est qu'au bout de ce tems qu'il obtenait la *faveur* d'être reçu. Or voici quelques-unes des choses qu'on exigeait de lui¹.

Le prieur chargé de l'instruction des novices devait surtout leur apprendre l'humilité du cœur et celle du corps, à abandonner leur propre volonté ; comment ils devaient demander et obtenir pardon de leurs fautes ; se prosterner devant ceux qu'ils auraient scandalisés et ne se relever qu'après en avoir obtenu pardon ; — comment ils ne devaient disputer avec personne, ni juger personne, interpréter toutes les actions en bien.

Les frères ne devaient ni rire d'une manière désordonnée, ni jeter leurs regards sur toutes choses, ni dire des paroles inutiles ; ne point traiter ses livres ou ses habits avec négligence ; ce qui était une faute légère.

Etre en discussion avec quelqu'un d'une manière deshonnête en présence des séculiers ; avoir coutume de rompre le silence ; garder quelque rancune ou quelque injure à celui qui a proclamé ou découvert ses manquemens au chapitre ; aller à cheval, manger de la chair, porter de l'argent en voyage, regarder une femme ou parler

¹ Voir *Constitutiones fratrum ordinis prædicatorum*, édit. in-32, Paris, Débecourt, 1811. Ces constitutions furent rédigées ou coordonnées en 1238 par le trésorier général Raymond de Pennafort.

seul avec elle ; écrire une lettre ou en recevoir sans permission ; c'étaient des *fautes graves*, pour lesquelles on infligeait des prières et des jeûnes au pain et à l'eau.

Résister à son supérieur , frapper quelqu'un , cacher quelque chose qu'on a reçue , commettre quelque action digne de mort dans le siècle ; c'était une *faute très-grave*. Qu'il soit flagellé , dit la règle , dans le chapitre ; qu'il mange à terre dans le réfectoire un pain grossier ; que personne ne lui parle , si ce n'est les anciens pour l'exhorter au repentir.

Commettre le péché de la chair ; accuser faussement quelqu'un d'une faute grave ; jouer aux jeux de hasard ; intriguer contre ses supérieurs , tout cela était puni de la prison et d'autres peines dont la dernière était d'être renvoyé de l'Ordre.

Tous les jours , une cérémonie lugubre , extraordinaire , venait encore dompter ces volontés rebelles ; la communauté s'assemblait , et là tous ceux qui avaient commis quelque faute , se prosternaient tout de leur long contre terre , sur le côté , afin que la honte parût sur le visage , et le prier ordonnait une punition , souvent une flagellation qui était exécutée séance tenante. Bien plus , ceux qui avaient vu quelque faute à la règle étaient obligés de les révéler , pourvu qu'ils pussent prouver leur dire par quelqu'un de présent. L'accusé s'humiliait , remerciait celui qui l'avait proclamé , subissait la pénitence , et tous ensemble ils chantaient ce cantique : « Toutes les nations , louez le Seigneur ; notre aide est le nom du Seigneur. »

On voit ce que devaient être , dans la société , de tels hommes , trempés , durcis , purifiés de la sorte et maîtres jusqu'à ce point d'eux-mêmes. D'ailleurs il était enjoint de laisser parfaitement libres les novices qui voulaient quitter le couvent , de leur rendre tout ce qu'ils avaient apporté , et de ne pas même les molester par des paroles.

Les études étaient toutes dirigées pour faire non des payens ou des rhéteurs , mais des hommes connaissant parfaitement la foi évangélique , et capables de l'enseigner et de la faire goûter aux autres.

Voici ce que dit à ce sujet un historien : « Dominique exhortait constamment ses frères à être toujours occupés de la lecture du Nouveau et de l'Ancien Testament ; lui-même portait toujours sur lui l'évangile de saint Matthieu et les épîtres de saint Paul , et les lisait

• si souvent, qu'il les savait à peu près par cœur. Car aimant et imitant
 • l'évangile et la vie et la doctrine des apôtres, il faisait fort peu de
 » cas des inventions philosophiques ¹. » Dans une lettre qu'on a conservée de lui il insiste encore sur la nécessité de la lecture des écritures et le soin de ne s'occuper que de l'étude des choses utiles, et d'éviter toute dépense de curiosité.

Les novices ne devaient donc pas étudier dans les livres des payens et des philosophes, mais seulement en prendre connaissance en passant. — Ils ne devaient point, communément, apprendre les sciences séculières, ni les arts libéraux, mais seulement les livres de théologie; — mais qu'ils y soient tellement attentifs, dit la règle, que le jour, la nuit, dans le couvent, en voyage, ils lisent ou méditent quelque chose qui y ait rapport, et, autant que possible, l'apprennent par cœur.

Ceux qui paraissaient aptes aux études devaient être envoyés aux universités; toutes les provinces devaient en envoyer deux à celle de Paris, — et, outre cela, chaque province, excepté celle de Grèce, de l'Asie et de la Terre-Sainte, devait avoir, dans un de ses couvens, une université ou étude générale.

Chaque province devait fournir à ceux qu'elle envoyait sa bibliothèque, des livres d'histoire et des sentences. — Tous les jours, conférence et discussion. — Permission d'écrire, de lire, de prier, et même de veiller à la lumière, pour étudier dans les cellules.

Les bacheliers étaient obligés de subir un nouvel examen en entrant dans l'ordre. — On ne pouvait être maître ou docteur, si l'on n'avait étudié, pour ce grade, au moins quatre ans dans une université.

Aucune personne ne devait lire dans la Bible un autre sens littéral que celui qui était approuvé par les saints pères.

Le prix de tout livre vendu devait être appliqué à acheter de nouveaux livres ou manuscrits; aucun livre ne pouvait être publié sans la permission du supérieur.

Personne ne devait être promu aux ordres, s'il ne savait la grammaire, et parler et écrire en latin, sans fausse latinité.

Chaque couvent devait avoir au moins douze frères, dont dix de-

¹ Theod. de Appoldia in *Vit. Dom.*, l. iv, c. 1, apud Nat. Alex. *Hist. eccl.* tome vii, p. 239.

vaient être clercs. Ces maisons ne devaient avoir ni curiosités, ni superfluités notables, dans la sculpture, peinture, pavés, comme choses contraires à la pauvreté. — Les frères ne devaient avoir ni biens-fonds, ni rentes, ni église ayant charge d'âmes.

Les supérieurs étaient élus par la majorité des frères. Aucun prieur ne pouvait être élu ou confirmé, à moins qu'il ne sut parler selon les règles de la grammaire, sans fausse latinité, et qu'il ne sût la morale de l'Écriture, pour pouvoir convenablement l'exposer dans le couvent.

On a reproché aux Dominicains d'avoir été chargés de l'inquisition des hérétiques. Sur cela, nous dirons que la part qu'ils y prirent leur est commune avec d'autres ordres, ceux de Cîteaux et des Franciscains, et surtout avec les conciles, les papes, les peuples, les rois, qui, tous, la voulurent, et la crurent nécessaire pour réprimer les envahissemens des hérétiques, qui ne visaient à rien moins qu'à dominer par la crainte l'ordre temporel et spirituel des sociétés. L'inquisition formulée dans le concile de Véronne en 1184, en exercice dans le Languedoc en 1198, sous la direction des Cisterciens, était depuis vingt ans établie, quand Dominique entra en scène. On peut dire que les moyens qu'il mit en œuvre furent directement opposés au principe de l'inquisition; ce principe d'ailleurs, celui de pardonner au coupable qui avoue sa faute, était un progrès à cette époque, et fut dénaturé entre les mains de l'autorité civile¹.

Tels furent au commencement les collaborateurs de Dominique; aussi ne doit-on pas s'étonner de la sensation profonde qu'ils firent sur les populations.

« Les frères Prêcheurs se recommandaient surtout, dit un historien » renommé par sa partialité contre les moines, par leur pauvreté volontaire; on les voyait, dans les grandes villes, au nombre de six » ou sept ensemble, ne songeant point au lendemain; et, conformément » au précepte de l'Évangile, ils vivaient de l'Évangile; ils don-

¹ Voir sur cette question l'excellent ouvrage du P. Lacordaire, *Mémoire sur le rétablissement en France de l'ordre des frères prêcheurs*. — *La vie de saint Dominique* par le même. — Une lettre du comte de Maistre sur l'inquisition d'Espagne, et le *Tableau des institutions et des mœurs de l'Église au moyen-âge*, t. III, p. 63, par Hurter.

» naient sur-le-champ aux pauvres les restes de leurs repas ; ils couchaient dans leurs habits et avec des nattes pour toute couverture, » n'ayant pour oreiller qu'une pierre, et toujours prêts à annoncer » l'Evangile ¹. »

De tous côtés on courait les voir et les entendre ; tous les évêques, tous les princes voulaient les avoir pour prêcher la parole de Dieu. Aussi quand Dominique mourut saintement en 1221, c'est-à-dire neuf ans seulement après l'approbation de son institut, par Honorius, en 1216, toute l'Europe catholique avait reçu les *Frères précheurs* ; ils formaient 8 provinces qui comprenaient 60 couvents.

Comme nous l'avons fait pour divers autres ordres religieux, nous allons analyser ici la plupart des bulles des papes qui les concernent. C'est selon nous la vraie manière de faire connaître l'histoire intime de ces religieux, leur position vis-à-vis des fidèles et des évêques, les discussions qu'ils ont eues avec ceux-ci, et l'immense influence qu'ils ont exercée sur le renouvellement de la foi parmi les populations catholiques. On y verra aussi exposés par une voix non suspecte, les défauts et les défaillances diverses de l'ordre.

1216. Honorius III, par une bulle adressée à Dominique, prieur de l'église Saint-Romain de Toulouse, approuve l'ordre sous la règle de saint Augustin, leur permet de posséder des biens ², et en particulier énumère ceux qu'ils possèdent déjà ; les exempte des dîmes ; leur permet de recevoir les clercs et les laïques, libres et absous, qui veulent fuir le siècle ; défend aux frères de quitter l'ordre ; leur permet de choisir pour leur église des prêtres qu'ils présenteront à l'évêque auquel ils rendront compte du spirituel, et à eux du temporel ; défense de leur imposer des charges ou de les excommunier ; permission sur les terres interdites, de célébrer les offices dans leurs propres églises, à voix basse, les portes fermées et sans le son des cloches ; permission de demander l'huile sainte, les consécration d'autel et les ordinations

¹ Mat. Paris, p. 131.

² Dominique renonça à ce privilège, donna tout ce qu'il possédait et se déclara *mendiant* dans le chapitre général tenu à Bologne en 1220 ; ce fut Martin V, qui, en 1425, permit à l'ordre d'acquiescer et de posséder.

à leur évêque ou à tout autre, en communion avec Rome; permission donnée d'ensevelir dans leurs églises ceux qui en auront manifesté le désir; droit d'élire un prieur à la majorité des voix, à la mort de Dominique; approbation des immunités attachées à son église¹.

Cette bulle donnée à Sainte-Sabine le 22 novembre 1216, est signée en outre de dix-huit cardinaux.

1229. Grégoire IX s'adresse à toutes les autorités ecclésiastiques et les conjure de recevoir avec bonté les frères qui par leur profession sont destinés à la prédication; qu'ils puissent prêcher et confesser les fidèles sans empêchement. Que si quelques-uns des frères déshonoraient leur religion qui fait profession de pauvreté, et s'occupaient de recherches d'argent, qu'ils soient saisis comme des faussaires et condamnés comme tels².

1386. Le même pontife met Dominique au nombre des saints. Cette bulle est remarquable par les images terribles et lugubres qui en font l'exposition. Le pontife déplore de voir que les chrétiens en augmentant en nombre ont crû en présomption, et la liberté dont ils ont joui n'a engendré que la malice. Il reconnaît le doigt de Dieu dans la création des frères Prêcheurs et Mineurs, les vrais chevaux robustes dont parle Ezéchiel. « Sous les flèches de Dominique, dit le » pontife, les délices de la chair ont frémi, et sous les coups de ses » foudres les esprits durs comme des pierres se sont sentis brisés; » tous les hérétiques ont été remplis de crainte et toute l'assemblée » des fidèles a tressailli de joie. » Le pontife parle ensuite des nombreux miracles qu'il a faits, et il rend témoignage lui-même à ses vertus, à cause de la grande amitié qui les avait unis, lorsque lui-même était encore dans les emplois subalternes. Il compte comme une grâce du ciel, d'avoir eu sur cette terre le soulagement de la gracieuse amitié de Dominique, et établit sa fête le 5 du mois d'août, veille de sa glorieuse mort; il accorde en même tems diminution d'un an de pénitence pour tous ceux qui le jour de sa fête visiteront son tombeau³.

¹ *Religiosam vitam* dans le *Bullarium mag.*; éd.t. de Luxem. tome 1, p. 61.

² *Quoniam*, t. 1x, p. 16.

³ *Fons sapientiæ*, t. 1, p. 77.

1243. Innocent IV s'adressant en particulier aux Dominicains de l'Allemagne, leur recommande une exacte obéissance à leurs supérieurs, et enjoint à ceux-ci de censurer, d'ôter l'habit ou de transférer dans un autre ordre les récalcitrans ¹.

1243. Le même pontife défend à tout frère élu évêque ou à une autre dignité ecclésiastique, d'accepter avant d'avoir obtenu l'agrément de ses supérieurs ; prohibition est faite aux évêques de les ordonner, et les ordonnations sont déclarées nulles ².

1250. Le même pontife, cédant aux prières du roi d'Angleterre, accorde aux frères qu'il voudra conduire avec lui au-delà de la mer, la permission de monter à cheval, toutes les fois qu'il le leur ordonnera, nonobstant les statuts de leur ordre ³.

1254. Alexandre IV révoque les lettres d'Innocent IV, qui défendaient aux réguliers de recevoir dans leurs églises, les dimanches et fêtes, les paroissiens d'autres églises ⁴.

1254. Le même pontife défend aux frères de se confesser à d'autres qu'à leurs supérieurs ⁵.

1255. Le même pontife demande aux évêques de laisser les frères qui seront dans leurs diocèses, faire un libre usage de leurs observances, statuts et indulgences apostoliques ; « il les qualifie de frères » choisis de Dieu et des hommes, et prêchant la vertu du nom de Dieu » par toute la terre ⁶. »

1256. Défense par le même pontife au général des frères mineurs de recevoir dans son ordre un frère prêcheur ⁷.

1256. Le même pontife défend sous peine d'excommunication, de suspension du pouvoir de recevoir dans la suite et de nullité de profession, d'admettre un frère dans l'ordre avant l'année entière de no-

¹ *In conspectu*, t. ix, continuation par. iii, p. 49.

² *Petilio tua*, ib. p. 50.

³ *Celestitudinis*, ib., addenda, p. 9.

⁴ *Non insolitum*, ib. 51.

⁵ *Cum magister*, id. ib.

⁶ *Patris æterni*, id. 52.

⁷ *Quo vos*, id. ib.

viciat, ou de l'empêcher à la fin de l'année de passer à un autre ordre, s'il le désire ¹.

1256. Défense à tout évêque, même de l'ordre, de retenir près de lui un frère sans la permission du supérieur ².

1257. Le même pontife considérant que quelques frères attachés à la personne des archevêques et évêques, se conduisaient de manière à scandaliser leur ordre, permet aux supérieurs de les corriger et même de les faire rentrer dans leur couvent ³.

1265. Clément IV, sur les observations qui lui sont faites que quelques prélats, clercs et laïques, prétendant que les frères prêcheurs et mineurs, morts au monde, et ne devant rien posséder en propre, cherchaient à les priver de toute succession, déclare qu'ils peuvent succéder à tous les biens auxquels ils auraient succédé dans le monde, entrer en possession de ces biens, les vendre, et en appliquer le prix selon qu'ils le jugeraient convenable ⁴.

1268. Le même pontife, apprenant que quelques frères, nommés à différentes dignités ecclésiastiques, conservaient en leur possession les livres, et autres objets dont l'ordre leur avait donné l'usage, déclare cet usage contraire à la profession qu'ils ont faite de n'avoir rien en propre, leur ordonne, sous peine d'être suspendus de leur grade, de restituer avant leur ordination les biens aux couvens qui les leur avaient confiés. Le pontife en exempte les cahiers (*quaterniones*), et les papiers où ils auront pris des notes ou consigné quelques sermons ⁵.

1268. Le même pontife défend aux archevêques, évêques et prélats des différentes églises, de s'arroger le droit d'interpréter en aucune manière, les différentes indulgences concédées à l'ordre par les souverains pontifes, « parce que, dit-il, celui-là seul a le droit d'inter-
« prêter la loi, lequel a le droit de la faire » ⁶.

¹ *Non solum*, tome ix, p. 52.

² *Petitionibus*, id. ib. 53.

³ *Sacrae religionis*, ib. addenda, p. 16.

⁴ *Obtentis*, tome i, p. 133.

⁵ *Providentia*, ib., p. 147.

⁶ *Ordinis vestri*, ibid.

1296. Boniface VIII, considérant que si, dans la correction et la répression des délits et fautes parmi les religieux, il fallait suivre toutes les règles et préceptes du droit canon, la rigueur de la règle s'amolirait et se relâcherait bientôt, donne aux supérieurs de l'ordre le droit de procéder, sans faire attention au droit, contre les délinquans, selon les coutumes approuvées dans l'ordre, et défend aux frères d'appeler de ces jugemens ¹.

1374. Grégoire XI, considérant qu'il s'était élevé plusieurs difficultés dans l'ordre, décide que le général gouvernera librement l'ordre aussitôt après son élection, mais que les définites du chapitre général pourront le déposer;—que tous ceux des frères qui auront été choisis pour lecteurs ou professeurs de théologie, pourront sans aucune autre permission, enseigner dans les maisons de l'ordre, excepté dans les lieux où il y a une université; qu'ils n'auront point d'ordre à recevoir des Ordinaires en ce qui concerne l'institution et la destitution des prieurs.

8. Que tous les frères qui seront présentés par eux aux évêques, devront être ordonnés par ceux-ci sans aucun examen, promesse ou obligation préalable; (privilege aboli plus tard par le Concile de Trente ²).

9. Qu'ils pourront avoir des oratoires et des autels portatifs dans tous les lieux où ils demeurent.

10. Qu'ils pourront célébrer les offices divins dans les lieux interdits, pourvu qu'eux-mêmes n'aient pas donné lieu à l'interdiction; et en outre administrer les sacremens à tous ceux qui demeurent dans leurs dépendances; de même leurs domestiques, procureurs, ouvriers seront à couvert des effets de l'interdiction ou de l'excommunication; à cause qu'eux-mêmes ont embrassé au nom du Christ la plus grande pauvreté, il leur est permis de séjourner sur les terres des excommuniés, et de leur demander les choses nécessaires à la vie.

11. Pouvoir est accordé aux supérieurs quelconques de l'ordre, d'absoudre les frères des sentences d'excommunication, d'interdit ou de suspense prononcées par le droit ou par le juge, avant ou après

¹ *Ad augmentum*, t. 1, p. 174.

² Session VII, c. 11; XXI, c. 12.

leur entrée dans l'ordre, excepté pour les cas réservés au siège apostolique.

12. Tous les frères pourront absoudre leurs supérieurs.

14. Les frères ne pourront être requis à l'avenir, même par lettres apostoliques, de faire des collectes d'argent, ou nulle autre charge de correction, de visite, d'inquisition, ou connaissance de causes, citations de parties, dénonciations de sentences, d'interdiction ou d'excommunication, ou de prendre le soin des religieuses, ou de visiter leurs monastères. — Aucun archevêque, évêque ou prélat ecclésiastique, ne pourra les charger de porter des lettres, de dénoncer des sentences contre des princes séculiers, communautés ou peuples ; — ni aucun délégué ou juge ordinaire ne pourra, par quelque cause, les citer devant eux sans la permission du Saint-Siège¹.

15. Les supérieurs pourront toujours révoquer et punir les frères employés par les archevêques et évêques, et ceux-ci ne pourront en employer aucun, qu'avec leur consentement.

16. Bien plus, le général pourra changer et révoquer ceux que le siège apostolique aurait chargés de prêcher la croisade ou de rechercher la pravité hérétique.

17. Toute personne qui, après sa profession, sortira de l'ordre sans permission, pourra être excommuniée, ainsi que les monastères et les églises qui la conserveront.

18. Ceux qui, après avoir reçu la permission de passer à un autre ordre, n'en auront pas fait profession après deux ou trois mois, ou seront passés dans le siècle, pourront être ramenés par toutes les voies de rigueur.

19. Quant aux apostats de l'ordre, il est loisible aux supérieurs, avec l'aide du bras séculier, de les excommunier, appréhender, enchaîner, emprisonner, et les soumettre à toute la rigueur de la discipline.

20. Quant à ceux qui auront été chassés de l'ordre, ils ne pourront remplir aucune fonction ecclésiastique ; si quelqu'un les fait prêcher qu'il soit excommunié.

¹ Voir *Concile de Trente*, § xx, c. 12.

21. Défense à qui que ce soit d'usurper l'habit de l'ordre, ou un semblable, sous peine de censure.

22. Au reste, comme leur humilité ne s'est réservée sur toute la terre, des maisons, des jardins et bruyères qu'en vue des biens du ciel, le pontife les exempta de toutes dîmes et impôts.

23. Quant à ceux qui, en entrant dans l'ordre, ont à faire des restitutions à des personnes inconnues, ils peuvent les appliquer à l'ordre.

24. Permission d'établir des lieux de sépulture dans leurs maisons; et d'y ensevelir les personnes qui le désireraient, sauf les droits des églises où les corps sont morts.

25. Défense à toutes personnes de les forcer à enterrer qui que ce soit, ou de faire quelque service dans leur église, sans leur consentement.

26. Défense à tous les frères de se confesser à d'autres qu'à leurs supérieurs.

27. Défense aux évêques d'empêcher leurs confessions, de les appeler à leurs synodes ou assemblées, ou processions, ou de leur demander fidélité par serment, ou de les empêcher de s'établir dans les villes où les populations les appellent et d'y établir des maisons et églises.

28. Défense de rien exiger d'eux pour la fabrique ou portions canoniques, et de rien retrancher de ce qui leur est donné par testament.

29. Licence, lorsqu'ils changent de résidence, de transporter tous les meubles, ornemens, de vendre tous les immeubles, les églises consacrées exceptées.

30. Exemption de payer quoi que ce soit pour frais de légats, nonciatures, dépenses diocésaines, collectes, subsides d'aucune sorte.

31. Exemption, pleine et entière de l'ordinaire et de sa juridiction et justice¹.

1474. Sixte IV voulant assurer la paix, la prospérité et l'accroissement d'un ordre qui a étendu ses branches de la mer à la mer, et même jusqu'aux nations barbares, confirme toutes les faveurs déjà

¹ *Virtute conspicuus*, t. 1, p. 265.

accordées par ses prédécesseurs, les étend aux frères et sœurs du tiers ordre de saint Dominique dit *de la pénitence*; et de plus il ajoute :

9. Et parce que les curés des paroisses se montrent parfois difficiles à administrer l'eucharistie ou l'extrême-onction à ceux qui se sont confessés aux frères, il est accordé à ces mêmes frères la permission d'administrer eux-mêmes ces deux sacrements.

10. Droit de prendre possession de tous les biens des religieuses de leur ordre, dans les maisons qui sont destituées de religieuses sans espoir de réforme, et d'en disposer.

11. En outre, comme quelques fidèles portant une dévotion particulière à cet ordre, ordonnent que leurs corps seront ensevelis avec l'habit du tiers-ordre de la pénitence, de peur que ce ne fût une injure pour cet ordre, que ces corps fussent portés dans d'autres églises, permission est donnée d'ensevelir ces corps dans le cimetière des frères, quand même ces morts auraient choisi un autre endroit, à moins que les frères n'y consentent.

13. Condamnation de ceux qui disent que ceux qui se sont confessés aux frères sont encore tenus de se confesser à leurs curés.

14. Communication de toutes les faveurs spirituelles accordées à l'ordre de saint François¹.

C'est la bulle dite *mare magnum*.

1479. Le même pontife appelle les deux ordres des Dominicains et des Franciscains, les deux fleuves sortant du paradis des voluptés et des délices célestes, les deux séraphins qui se soutiennent sur leurs ailes, les deux trompettes du Seigneur; puis considérant que les précédentes lettres ne leur ont pas donné le repos qu'il voulait leur faire, et qu'il y avait des personnes qui leur contestaient leurs privilèges, renouvelle tous ces privilèges et y en ajoute encore.

4. Voulant pourvoir à ce que les églises commencées soient achevées, conservées et convenablement ornées, il décide que les fidèles qui auront aidé de leurs mains à les élever, visiteront les églises et oratoires de l'ordre, les jours des fêtes de saint Dominique et de saint François, gageront 100 ans et tout autant de quarantaines d'indul-

¹ *Regimini universalis*, *ibid*, t. I. p. 385.

gences, ainsi que pour les fêtes de saint Pierre martyr, de saint Thomas d'Aquin, de saint Vincent et de sainte Catherine de Sienne.

5. Faculté pour tous ceux qui entrent dans l'ordre de s'y choisir un confesseur qui, une fois, pourra les absoudre de tous leurs péchés, selon les formes de la confession faite au pape même, et de plus indulgence plénière à l'article de la mort.

7. Communication au tiers ordre de la pénitence de toutes les grâces et faveurs spirituelles de l'un et de l'autre sexe accordées aux frères prêcheurs et aux franciscains.

8. Sachant que quelques Ordinaires voulaient empêcher qu'on ne leur donnât des aumônes, il défend ces insinuations sous peine d'interdiction de l'entrée de l'église, de suspension de leur charge pour les prélats, curés, « et d'excommunication pour les autres. »

11. Faculté donnée aux supérieurs d'examiner la conduite de ceux de leurs frères qui sont chargés de la fonction d'inquisiteur des hérétiques, et de les destituer et punir s'ils venaient à excéder leurs pouvoirs, et droit d'en nommer de nouveaux, pourvu que ce ne soit pas dans le même diocèse, mais non de juger ou condamner les inquisiteurs d'un autre ordre.

12. Communication de toutes les faveurs accordées aux Augustins Carmélites, et serviteurs de Marie¹.

1516. Léon X considérant que quelques abus et mésintelligences s'étaient introduits entre les ordinaires et les ordres mendiants à cause des privilèges qui étaient accordés à ceux-ci, règle que les évêques et leurs délégués pourront visiter les églises desservies par les frères ; examiner leur conduite en ce qui regarde le soin des paroissiens et l'administration des sacrements, et les punir selon les règles de leur ordre.

4. Permission donnée aux évêques et aux prêtres séculiers de célébrer la messe dans les églises de l'ordre ; injonction aux frères de les recevoir avec faveur.

5. Ordre d'assister aux processions où ils auront été appelés par les évêques, pourvu que ce ne soit pas plus loin d'un mille.

6. Ordre aux supérieurs de présenter aux évêques les frères qu'ils auront choisis pour entendre la confession ; pouvoir aux évêques

¹ *Sacri prædicatorum*, ib. t. 1, p. 418.

d'examiner, s'ils sont pourvus d'une instruction suffisante, et d'une connaissance raisonnable de ce sacrement.

7. Les frères ne peuvent absoudre les laïques et les clercs des sentences portées par l'ordinaire ; ils ne peuvent conférer les sacrements de l'Eucharistie, de l'Extrême-Onction et les autres sacrements ecclésiastiques, même à ceux qu'ils auront confessés, lorsque leur propre pasteur les leur aura refusés, à moins que ce refus ne soit fait sans cause légitime sur le témoignage des voisins, ou avec réquisition d'un notaire public.

9. Défense d'entrer avec la croix dans les paroisses de ceux dont ils vont lever les corps sans la permission des curés, à moins qu'il n'y ait usage antique, tranquille et non contesté.

10. Permission à tout fidèle de se faire ensevelir sous l'habit des frères, et de choisir sa sépulture parmi eux.

11. Aucun des frères ne pourra être ordonné que par l'ordinaire des lieux et après un examen sur la grammaire et sur une science suffisante.

12. Défense de faire consacrer ou poser la première pierre d'aucune église, ou autel, sans avoir prié convenablement deux ou trois fois l'évêque diocésain de le faire.

13. Défense de donner la bénédiction nuptiale sans le consentement du curé.

14. Défense le samedi-saint de sonner la cloche de leur église, avant que l'église métropolitaine ou majeure en ait donné le signal.

15. Ordre de publier dans leurs églises les censures portées par l'ordinaire.

16. Injonction d'obliger les personnes qu'ils confessent à payer les dîmes et fruits, d'en prêcher le devoir, et de refuser l'absolution aux récalcitrons.

18. Les excommuniés qui voudront entrer dans l'ordre, ne pourront être absous avant qu'ils aient satisfait à leur sentence, lorsqu'il s'agira des droits de tiers. Les procureurs, agents d'affaires, ouvriers, domestiques de l'ordre, seront soumis comme les autres aux effets de l'excommunication.

19. Les frères et sœurs du Tiers-Ordre pourront choisir leur sépulture où ils voudront, mais ils seront tenus de recevoir de leur pro-

pre pasteur, l'Eucharistie, le jour de Pâques, l'extrême-Onction et les autres sacremens ecclésiastiques, la confession exceptée, et en outre supporteront toutes les charges imposées aux laïques ; comme de se présenter devant le juge séculier quand ils seront cités. Et pour ne pas avilir les censures ecclésiastiques, ni diminuer l'autorité de l'interdit, lesdits frères du Tiers-Ordre ne pourront être admis dans les églises de l'ordre, lorsqu'eux-mêmes auront donné cause à l'interdit, ou en favoriseront les auteurs.

20. En outre, ajoute le pontife, nous avertissons les frères en vertu de la sainte obéissance, de vénérer, avec l'honneur convenable et l'obéissance due, les évêques qui tiennent la place des apôtres, à cause de la révérence qu'ils nous doivent et au Siège Apostolique. Et nous recommandons aux évêques de traiter avec bonté et libéralité, les frères comme leurs meilleurs coopérateurs. — Le tout sous l'indignation de Dieu et des apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome dans la session publique du concile de Latran ¹.

1563. Le Concile de Trente, dans la session xxv^e, s'occupe de la réforme de tous les ordres religieux, et restreint une partie de leurs privilèges ².

1564. Pie IV retire, conformément au vœu formé par le Concile de Trente, tous les privilèges accordés aux frères prêcheurs et aux autres ordres religieux, pour ce qui concerne l'administration des sacremens, et celui de la Pénitence en particulier, et ordonne de s'en tenir à la décision du Concile ³.

1565. Pie V exempte les frères mendiants, leurs possessions, et leurs ouvriers, colons, rentiers, locataires, et agens d'affaires, de toutes exactions de ville et de campagne, dons, gabelles, péages, impôts, collectes, impositions, charges ordinaires et extraordinaires, réelles et personnelles, entières et mixtes, subside triennal, augmens et feux, taxe des chevaux, logement de soldats, impôts sur les marchés, foires, par mer, par fleuve ou par terre, ou pour animaux morts, ou vivans, ou pour droit de vente, d'achat, ou d'échange ; même d' paiement

¹ *Dum infra*, t. 1, p. 581.

² *Sessio xxv, de regularibus*. Nous avons donné la plupart de ces nouvelles prescriptions, en parlant des religieux de Cluny, ci-dessus p. 362.

³ *In principis*, t. 1, p. 138.

du quart pour chaque livre de chair des animaux qu'ils peuvent tuer de leurs troupeaux; et de tout impôt pour ponts, chemins, aqueducs, murs, retranchemens à faire ou à réparer. — Que rien aussi ne puisse être détourné ou prélevé sur leurs fruits, aumônes, etc.

5. De plus que dans toute la juridiction de la chambre apostolique le sel nécessaire leur soit donné gratis tous les ans.

6. Le tout sous la peine contre les contrevenans, quels qu'ils soient, d'une excommunication majeure, et d'une amende de 2,000 ducats d'or de la chambre, applicables, la moitié à l'église de Saint-Pierre de Rome, et l'autre moitié à l'ordre qui aura été molesté. — L'exécution à la charge de toutes les autorités ecclésiastiques¹.

1567. Le même pontife, considérant que les archevêques et évêques, au lieu de favoriser les ordres mendiants, détournant en sens faux les décrets du Concile de Trente, leur font souffrir toutes sortes de contrariétés, et violent leurs privilèges, ainsi :

1. Quelques évêques ne voulaient pas laisser prêcher, même dans leurs propres églises, certains réguliers, quoiqu'ils fussent approuvés de leurs supérieurs; d'autres les obligeaient à se faire examiner plusieurs fois par an, et exigeaient de l'argent pour cette permission qu'ils ne voulaient donner que par écrit; d'autres, malgré l'ancienne coutume, prétendaient avoir le droit de choisir ou de rejeter ceux qu'ils voulaient d'entre les réguliers.

Le pontife décide que le chap. iv de la 24^e session du Concile de Trente, qui prescrit à tous les réguliers de ne point prêcher sans la permission de l'évêque, ne comprend pas les frères des ordres mendiants quand ils sont approuvés de leurs supérieurs; et leur donne le droit de prêcher dans leurs propres églises, même malgré l'évêque, à moins qu'il ne prêche lui-même en ce moment.

2. Quelques ordinaires ne voulaient pas admettre à entendre les confessions, les réguliers approuvés de leurs supérieurs: ils voulaient qu'ils se présentassent à eux plusieurs fois l'année; ou bien les empêchaient d'entendre les confessions des malades, ou des valides, excepté dans leurs propres églises et monastères.

Le pontife décide que le chap. xv de la 28^e session n'empêche pas

¹ *Dum ad uberes*, t. II, p. 206.

cette défense, et qu'un frère approuvé par ses supérieurs peut entendre toutes les confessions, et en quelque lieu que ce soit ; en outre qu'un frère approuvé une fois par l'évêque d'un diocèse, est approuvé pour toujours.

3. Quelques ordinaires prétendaient examiner les confesseurs des religieuses, qui de droit sont soumises aux réguliers, ou des frères pour confesser leurs frères, quoique cela ne soit pas exprimé par le Concile.

Le pontife leur donne pleine autorité sur ces deux points, et de plus exempté pour les prédications et la confession, de tout examen épiscopal, les lecteurs et les gradués en théologie.

4. Quelques ordinaires voulaient empêcher les fidèles de recevoir l'Eucharistie dans les églises des réguliers.

Le pontife permet à tous les fidèles de recevoir l'Eucharistie dans ces églises, le jour de Pâques excepté.

5. Quelques évêques osaient donner selon leur bon plaisir la permission d'entrer dans les couvens de femmes.

Le pontife décide que le chap. v., session 25^e du Concile, ne se rapporte qu'aux couvens qui sont sous la direction immédiate de l'ordinaire, et que les évêques n'ont même pas le droit de visiter les couvens qui sont commis aux soins des réguliers.

6. Quelques ordinaires, sous prétexte de rechercher la volonté des jeunes novices, les faisaient sortir du couvent, et les retenaient quelque tems ailleurs, les soumettant à des questions indiscrettes.

Le pontife décide que les questions, si elles ont été forcées ou séduites, qu'ils doivent leur faire d'après le concile, devront être faites dans la 15^e, où les ordinaires en auront été requis, lesquelles questions seront faites, au parloir, à travers la grille.

7. Quelques évêques ne voulaient pas admettre aux ordres les réguliers des autres diocèses, quoique présentés par leurs supérieurs.

Le pontife déclare que le ch. viii^e de la 23^e session du concile, disant que personne ne sera ordonné par que son évêque, ne regarde pas les réguliers, et que tout évêque peut les ordonner dans les maisons de leur ordre.

8. Quelques ordinaires annonçaient tous les dimanches, au son des cloches, à leurs paroissiens, qu'ils ne pouvaient, sous peine d'excom-

munication , assister aux messes, sermons et offices que dans leurs paroisses ; d'autres ne voulaient pas qu'il y eût , dans les maisons des religieux , des discours sur l'Ecriture sainte, ou des oraisons funèbres, prétendant acquitter eux-mêmes les messes et offices qui leur avaient été légués ; d'autres, sous peine d'excommunication, et d'être chassés pendant dix ans du diocèse, avaient défendu aux religieux de dire des messes, les jours de fêtes, avant le recteur de l'église paroissiale, ou de prêcher pendant que l'on prêche dans la cathédrale.

Le pontife blâme toutes ces contrariétés et persécutions, et autorise tous les fidèles à entendre messes, sermons et offices dans les maisons des réguliers, de leur laisser ou donner de l'argent pour les prières, et défend aux évêques de les molester en aucune manière pour cela.

9. Quelques ordinaires troublaient tout ordre et tout repos, en réveillant les anciennes querelles sur les préséances, et en établissant de nouveaux réglemens.

Le pontife décide que le ch. XIII de la 25^e session, qui a chargé les évêques de terminer ces disputes, ne se rapporte qu'à celles qui dureraient encore, et non à celles qui étaient décidées, et sur lesquelles il défend de revenir.

10. Quelques évêques voulaient que les réguliers fussent exclus du soin des âmes, et qu'elles ne fussent confiées qu'aux prêtres séculiers.

Le pontife décide que les réguliers auront le droit d'avoir charge d'âmes, selon les prescriptions du ch. XI de la sess. 25^e du concile.

11. Quelques ordinaires voulaient étendre aux messes et aux legs laissés aux religieux, le quart qui leur revient pour les funérailles.

Le pontife décide que ce quart des funérailles dont parle le concile, ch. XIII, s. 25, ne doit s'entendre que de la cire et autres dons, que l'on a coutume de faire, en certaines localités, au moment où l'on enterre les corps ; et seulement des monastères fondés avant quarante ans, et où cette coutume subsistait.

12. D'autres ordinaires prétendaient prélever ce quart sur toutes les choses, ornemens, linges, etc., même sur les alimens que l'on donnait aux religieux.

Le pontife exempte tous ces dons de toute contribution.

13. Quelques curés prétendaient avoir droit à tout ce qui était donné bénévolement aux religieux en sus du droit de sépulture, menaçant d'empêcher qu'on ne porte les corps chez eux.

Le pontife défend d'exiger rien autre chose que le droit ordinaire de sépulture.

14. Quelques ordinaires exigeaient des ordres mendiants le décime pour les séminaires; d'autres en exigeaient le subside royal.

Le pontife décide que ni eux ni leurs biens quelconques ne doivent aucun de ces impôts, et qu'ils ne sont point compris dans le chap. XII de la 25^e session du Concile.

15. Quelques ordinaires voulaient empêcher ces religieux de demander des aumônes pour leur subsistance, et s'ils les trouvaient portant du pain, menaçaient avec injure de le leur enlever; quelques évêques et chapitres les forçaient à donner dînes et prémisses de leurs biens.

Le pontife défend ces exactions et déclare qu'ils ne sont pas compris dans le chap. VIII, session 21^e du Concile.

16. Quelques évêques intentaient des procès aux religieux pour des fautes commises dans le cloître avant toute censure de leurs supérieurs; d'autres se permettaient d'entrer dans les maisons des religieuses et de leur faire des procès, sans en avoir requis leurs supérieurs; quelques-uns prétendaient avoir une autorité temporelle sur les religieuses; quelques autres citaient très-souvent les réguliers par devers eux, essayaient de les soumettre à leur juridiction, et s'emparaient de leurs couvens: d'autres les jetaient en prison, sans connaissance de cause, et agissaient des pieds et des mains pour les soumettre à leur juridiction, au détriment des droits des provinciaux et des généraux.

Le pontife leur défend de rien intenter contre les religieux, si ce n'est dans le cas d'un scandale patent, et encore si ce n'est que les supérieurs avertis négligent de le faire; déclare nul tout ce qui aura été fait.

17. Quelques évêques défendaient aux prieurs et gardiens des couvens de recevoir et régler les comptes avec les syndics de ces couvens,

Le pontife leur défend de se mêler en aucune manière du gouvernement de ces couvens,

de Sainte-Marie-du-Rosaire, sur le mont Marius, à condition qu'ils y établiraient, avant six ans, six professeurs, qui y demeureraient, y exerceraient les fonctions ecclésiastiques, et y formeraient un séminaire de missionnaires, sous l'obéissance du Collège de la propagation de la foi. Ces conditions, sous différentes raisons, n'avaient pu être remplies; mais toutes choses étant prêtes pour cela, le pontife approuve donc les statuts suivans : — Ne pourront être choisis pour élèves de ce séminaire que des jeunes gens qui auront fait leurs études de philosophie et de théologie, au moins de théologie morale, ayant au moins 25 ans, et non plus de 35, en bonne santé, choisis sur tous les convents de la congrégation. — Ces élèves, après 10 jours de retraite, devront prêter le serment de ne point sortir du séminaire volontairement et sans cause légitime approuvée par les supérieurs; en second lieu, d'être prêts à aller, sans répugnance, en tous les lieux qui leur seront désignés pour propager la foi catholique et convertir les infidèles.

Leurs études y devaient être continuées trois ans, et il devait y avoir, par semaine, trois leçons de controverse, deux de morale, utiles aux missions où ils étaient destinés, et après vêpres des conférences. — Défense de s'absenter; punition pour ceux qui seraient négligens et qui n'écriraient pas leurs leçons. — Tous les six mois, des thèses de controverse et de morale. — Obligation d'expliquer, tous les dimanches et fêtes, le catéchisme romain dans une église. — A la fin des trois ans, être envoyé en mission¹.

Tel est l'ensemble des différentes dispositions prises par les papes à l'égard des Dominicains, nous en avons omis plusieurs, mais ce que nous venons de citer peut faire juger des grands services qu'ils ont rendus à la cause de l'Eglise. Voici maintenant un rapide tableau de leur établissement en France.

Les Dominicains furent établis à Paris par le P. Matthieu, qui y fut envoyé par Dominique en 1217. Un doyen de Saint-Quentin, régent en théologie, nommé Jean, leur donna, dans la rue *Saint-Jacques*, une maison et un oratoire dédiés à saint *Jacques*, d'où leur vint, en

¹ *Ecclesia*, t. xvii, p. 267.

France, le nom de *Jacobins*. Les bourgeois de Paris lui cédèrent ensuite la place où ils s'assemblaient. Puis saint Louis et Louis-le-Hutin augmentèrent et embellirent cette première demeure des Dominicains. C'est là qu'ils eurent, dans la suite, la célèbre-école dite de Saint-Thomas, où les premières disputes eurent lieu en 1611, après avoir lutté longtemps contre l'Université, qui, alors, comme aujourd'hui, prétendait avoir seule le droit d'enseigner les sciences et les lettres, c'est-à-dire, en réalité, toutes les vérités aux hommes. Ce ne furent pas, au reste, les seules luttes qu'ils eurent à soutenir. En 1303, quand Philippe-le-Bel fit, contre le pape Boniface VIII, son fameux appel au futur concile et au futur vrai pape, les Dominicains furent sommés de le signer, comme le clergé du royaume. Les frères de Paris, au nombre de 132, le signèrent, « afin, disent-ils, que parmi tant » et de si hauts signataires, nous ne soyons pas remarqués comme » une singularité, que nous ne paraissions pas nous regarder avec des » yeux de complaisance, et aussi pour que nous n'encourions pas l'indignation du roi. » Les provinces de Toulouse et de Navarre signèrent aussi ; mais celle de Montpellier refusa ; pressés par les officiers du roi, les frères répondirent « qu'ils ne pourraient le faire que sur » l'ordre de leur général, » et, sur ce refus, ils furent forcés de sortir du royaume dans l'espace de trois jours ¹.

Les Dominicains avaient en France six provinces :

1. Toulouse,	2. de l'ordre, avec 24	couv. d'honi.			
2. France,	3 ^e	—	—	34	— 16 de fem.
3. Provence,	17 ^e	—	—	22	— 9 —
4. Occitane,	32 ^e	—	—	32	— 11 —
5. Paris,	35 ^e	—	—	27	— 2 —
6. St-Louis,	45 ^e	—	—	12	— 3 —
7. D'aucune province.				6	— 3 —
				157	44

Supprimés en 1790, comme tous les ordres religieux, les Dominicains semblaient n'y devoir jamais revivre, quand un homme dévoré, comme Dominique, du désir de répandre la parole de l'Évangile, sen-

¹ Noël Alexand., *Hist. eccl. Sæcul. xiv*, dissert. 9, t. vii, p. 491.

tant l'impossibilité où est le clergé séculier de faire les études propres à former des prédicateurs capables d'attirer à eux tous ces esprits flottans, irrésolus, non croyans encore, mais qui, dans leur désir de connaître, commencent à se tourner vers l'Eglise, a cru ne pouvoir mieux répondre au besoin des esprits, ne pouvoir mieux aider et soulager l'action des évêques, qu'en faisant revivre le zèle et la science des frères Prêcheurs primitifs. M. l'abbé Lacordaire s'est fait lui-même Dominicain, et a appelé à lui ceux qui se sentaient la vocation d'instruire leurs frères. Son œuvre compte en ce moment quatorze frères qui font leur noviciat au couvent de Bosco, en Piémont, et trois frères qui habitent une maison qu'on leur a donnée à Nancy ; lui-même fait entendre sa voix dans les principales villes de la France, et excite partout les vives sympathies de la jeunesse actuelle. Puisse-t-il réussir dans ses évangéliques projets !

Les Dominicains forment encore un des principaux ordres de l'Eglise ; ils ont des missions en Chine et en Amérique ; à Rome, ils exercent la charge de *maîtres du Sacré-Palais*, et, à ce titre, donnent seuls l'autorisation d'imprimer les livres.

Si nous recherchons les causes de leur décadence, nous les trouvons, 1° dans la permission qu'ils eurent d'avoir des biens fonds et des rentes, d'où entrèrent dans l'ordre le relâchement, et surtout des procès sans nombre ;

2° Dans leurs querelles sur les primautés, préséances et privilèges, qui les mirent en rivalité avec le clergé séculier et les autres ordres, au grand scandale des populations ; ces hommes, qui étaient prêts à donner leur vie pour la foi du Christ, n'eurent pas la force de déposer un peu de vanité pour le bien de l'Eglise ;

3° Dans leurs disputes théologiques avec les Franciscains et autres théologiens. Ils ne prêchaient plus les infidèles et les pécheurs, mais ils disputaient contre leurs frères, avec les Réaux et les Nominaux, sur le degré précis d'efficacité de la grâce, sur mille subtilités pour lesquelles les papes furent obligés de leur imposer un silence qui ne fut pas toujours observé. Dans leur admiration exclusive pour saint Thomas, qui avait été de leur ordre, ils repoussèrent tous les autres docteurs. Ils ne savaient pas que l'Eglise n'a jamais accordé à un seul docteur d'avoir dit le dernier mot pour la défense des vérités révélées. La

méthode de saint Thomas, complète pour son tems, ne peut également convenir aux époques où l'erreur humaine a revêtu des formes nouvelles. C'est ainsi qu'on peut, à bon droit, reprocher aux Dominicains d'avoir continué, au milieu des écoles catholiques, l'autorité d'Aristote, substituée presque à celle des savans chrétiens. A force de citer Aristote comme *autorité*, ils firent presque oublier que, dans les questions de doctrine, nos pères ne sont cités que comme *témoins*; cet oubli fit mépriser peu à peu aux fidèles la tradition, qui, seule pourtant, a une valeur réelle dans les vérités qui, révélées par le Christ, n'ont besoin, pour être crues, que de nous être présentées par des témoins qui les ont conservées fidèlement. C'est de l'amour de ces méthodes et de ces doctrines particulières que naquirent aussi ces funestes rivalités qui divisèrent les missionnaires dans les pays infidèles, et principalement en Chine, et qui, poussées jusqu'à la violence et jusqu'au scandale, perdirent la religion en ce pays.

Et pourtant que ces paroles ne soient pas prises pour un blâme absolu. Même dans ces défauts, c'était l'amour de la vérité qui conduisait ces hommes dévoués. Souvenons-nous que c'est à eux, en grande partie, que l'on doit la conservation de la foi et de la morale dans l'Eglise, et surtout la conversion de peuples entiers. Sous Innocent IV, nous les voyons envoyés en Prusse, en Norvège, en Poméranie, en Pologne, en Ethiopie, dans l'Inde, au soudan de Babylone, en Tartarie, où ils refusent de se prosterner trois fois devant le grand Khan, au sultan des Turcs. Les Dominicains ont trempé de leur sueur et de leur sang toutes les parties du monde; ils ont donné à la science saint Thomas d'Aquin, Albert-le-Grand, saint Vincent Ferrier, Jean Tauler, Savonarole, Barthélemy de Las-Casas.

Ils ont fourni à l'Eglise 4 papes, Innocent V, Benoît XI, saint Pie V, et Benoît XIII, 60 cardinaux, 150 archevêques, plus de 800 évêques, et un nombre très-grand de martyrs dans toutes les parties du monde¹.

¹ Voir le *Palma fidei S. ordinis Predicatorum*, descriptore F. Pet. Malpao. Antwerp., 1635; on trouvera de très curieux détails sur tous les Dominicains qui ont péri dans les contrees catholiques par la main des hérétiques.

Saint Dominique avait d'abord donné à ses religieux l'habit de chanoines réguliers savoir : une soutane noire et un rochet ; mais, en 1219, ce habillement fut changé en celui qu'ils portent aujourd'hui, et qui consiste en une robe, un scapulaire et un capuce blancs pour l'intérieur de la maison, et une chape noire, avec un chaperon de même couleur pour le dehors.

TIERS-ORDRE DE SAINT DOMINIQUE. — On appelle ainsi une association de personnes faisant profession de suivre d'une manière plus parfaite les préceptes de l'Évangile. Fondé par saint Dominique sous le titre de *La milice du Christ*, il avait d'abord, principalement pour but de défendre par les armes les personnes et les biens de l'Église contre les violences des Albigeois ; mais après la dispersion de ces hérétiques, les associés s'appelèrent les *frères de la pénitence*.

Cette association vient encore de recommencer en France, Le R. P. Lacordaire a reçu vingt-neuf associés, avocats, médecins, peintres, sculpteurs, musiciens, artistes pour la plupart. Voici les prescriptions qu'il leur a données, en modifiant un peu l'ancienne règle : Aucun changement dans la forme du costume, mais seulement dans la couleur, qui sera noire, blanche ou grise pour les hommes, et de couleur sévère pour les femmes. — Une ceinture de cuir sous leur vêtement. — Point d'ornemens d'or ou des pierreries. — Après sa mort, on pourra se faire revêtir de la robe blanche, du manteau et du capuce noirs, que l'on aura fait bénir le jour de l'admission. — Récitation tous les jours du petit office de saint Dominique et du *Salve Regina*. — Confession et communion une fois par mois. — Jeûne le vendredi de chaque mois. — Interdiction des théâtres sans motifs légitimes, tels que nécessité d'état, pour les musiciens, par exemple ; — du bal, proprement dit ; — des noces et festins signalés par l'intempérance. — Réunion au domicile des confrères morts, pour y réciter l'office en commun¹.

DOMINICALES (lettres). Ces lettres qui sont les sept premières de l'alphabet, furent introduites dans le calendrier par les premiers chrétiens, à la place des lettres nundinales du calendrier romain ; elles servent à marquer le jour du dimanche tout le long de l'année,

¹ Voir *La règle du tiers-ordre*, chez Sagnier, libraire.

et de là vient leur nom : *dominicus dies*, dimanche ou jour du Seigneur. Si, par exemple, l'année commence par un mardi, ce jour est désigné par A, durant toute l'année; mercredi l'est par B, et ainsi de suite jusqu'au dimanche, qui est désigné par F. Cette dernière lettre qu'on nomme *dominicale*, change donc chaque année, et rétrograde d'un rang, parceque l'année a un jour de plus que 52 semaines. On voit, en outre, que les années bissextiles ont deux lettres dominicales.

DONATION. Nous avons vu au mot charte tous les différens noms que l'on donnait aux pièces sur lesquelles on assurait à quelqu'un une donation. Il n'est pas rare de voir ce don, *donum*, comme on l'appelait quelquefois, porter en titre le nom de *charte* et dans le texte celui d'*épître*, ou appelé tour à tour *épître* et *charte*. Il est très difficile de décider lesquelles sont les plus ordinaires des épîtres ou des chartes de donation dans la plus haute antiquité¹. On distingua autrefois, mais très rarement², la donation, de la cession; car les donations furent toujours appelées cessions sous la première race de nos rois : mais, dans ces tems reculés, elles furent souvent distinguées des lettres de tradition, qui était l'investiture propre des biens donnés. Les lettres de donation entre mari et femme sont appelées, dans le moyen âge, *epistolæ constitutionis* ou *epistolæ adfatimæ* : on en dressait ordinairement deux d'une même teneur³.

L'énumération des biens aumônés est très familière aux chartes de donation de la première et de la seconde race de nos rois. On y annonçait souvent en détail, comme on a vu que cela se pratiquait dans les bulles pancartes, les prés, les bois, les vignes, les maisons, les serfs, les terres; et l'on comprenait toutes leurs dépendances sous les mots *appendices* ou *adjacens*, *cum omnibus appendiciis suis*. Ces détails, qui se rencontrent dans les chartes un peu considérables, et que les diplômes mérovingiens présentent continuellement, soit que les biens aient été donnés, ou vendus, à des églises ou à des particuliers, se trouvent même⁴, quoique plus rarement, dans

¹ Baluze, t. II, col. 399.

² *Ibid.*, col. 426, 571.

³ Baluze, col. 478.

⁴ *Annal. Bened.*, t. II, p. 618. — *Gal. Christ.* t. VIII, col. 487.

les titres de confirmation. Il n'appartenait qu'aux princes, aux papes et aux seigneurs suzerains, de faire de ces sortes de titres. .

Il n'est pas hors de propos de remarquer que, dans les anciens diplômes et chartes, les mots *dare*, *donare*, *concedere*, sont très souvent pris pour *confirmare*, *reddere*, *restituere*, et que ce qui paraît être un don¹ n'était qu'une confirmation ou une investiture toujours nécessaire à chaque mutation de possesseur.

Les fonds de terre que les églises possédèrent dès le milieu du 3^me siècle, donnèrent lieu à un grand nombre de lettres et de chartes de donation en forme. Ce qui prouve que, du tems de Julien l'Apostat, les particuliers donnaient par écrit des fonds aux églises, c'est un fragment que nous donne Gonon², d'un acte de donation faite par une dame Lyonnaise à saint Domitien et à ses compagnons, moines du territoire de Lyon. Dans le 7^e siècle, comme on s'écartait déjà en France des formes légales dans la rédaction des actes, le concile de Paris, de 615, se crut obligé de statuer, par son 10^me canon, que les donations des évêques et des clercs en faveur de l'église auraient leur effet indépendamment des formalités. Les donations commencèrent vers le 11^e siècle, au moins, à se faire, en posant sur l'autel la charte par laquelle on se dessaisissait de certains biens, comme si c'eût été des offrandes faites à Dieu³. Cette pieuse coutume continua d'être religieusement observée dans le 12^e siècle. Dès le précédent et dans les suivans, les donations se faisaient dans un lieu public, en présence de témoins. Le consentement des petits enfans intéressés⁴ était requis pour la validité des donations faites aux églises, et elles n'étaient regardées légales, qu'autant qu'elles étaient ratifiées par la femme, les enfans, le père et les parens du donateur. Voici comment se faisaient ces donations : le bienfaiteur se dessaisissait, entre les mains de l'évêque diocésain de l'église, du bien qui faisait

¹ Des Thuilleries, *dissert. sur la Mouv. de Bretag.* p. 10.

² *De Vitis Patrum Occident.*, t. III, p. 216.

³ *Histoire général. de la Maison de France*, t. III, p. 664; trois. édit. — *Annal. Bened.* t. V, p. 25.

⁴ *Ibid.* t. VI, p. 50.

l'objet de son présent; le prélat en investissait l'église, et confirmait la donation par une charte où il employait souvent les termes *donamus, concedimus*, comme aurait pu faire le véritable donateur.

DROIT CANON, ou *Droit Canonique*. Collection de préceptes de l'Écriture-Sainte, des conciles, des décrets et constitutions des Papes, des Sentimens des Pères de l'Église, et de l'usage approuvé et reçu par la Tradition.

Le Droit Canonique est ainsi appelé du terme *Canon*, qui signifie *Règle*, ou bien de ce qu'il est composé en grande partie des canons des apôtres, et de ceux des conciles.

On distingue deux sortes de Droit Canon écrit, les Saintes-Écritures et les Canons. Les Saintes-Écritures sont celles qui renferment l'Ancien et le Nouveau Testament, et qui sont du nombre de celles que le concile de Treute a reçues. Les Canons sont des règles tirées, ou des Conciles, ou des Décrets et Épîtres Décrétales des Papes, ou du Sentiment des saints Pères, adopté dans les Livres du Droit Canon. Les différentes collections qui entrent dans le corps du Droit canonique, sont le *Décret* de Gratien, les *Décrétales* de Grégoire IX, le *Sexte* de Boniface VIII, les *Clémentines*, les *Extravagantes* de Jean XXII, et les *Extravagantes communes*. On peut encore ajouter pour les églises particulières les *Concordats* faits par les gouvernemens avec le Saint-Siège.

On voit par ce qui précède que le Droit Canon n'a d'autre autorité que celle que lui donnent les sources d'où il est tiré : on voit en outre que, composé en grande partie de décisions émanées des papes et des conciles, il est nécessairement variable, et peut être changé par l'autorité qui l'a établi. D'où l'on doit conclure combien se sont trompés quelques prêtres qui, dans ces derniers tems, ont tourné quelques-unes de ses décisions contre leurs pasteurs.

L'étude du Droit Canon est pourtant très utile pour connaître l'histoire disciplinaire de l'église : abandonnée trop longtems en France, elle commence à y reprendre faveur. Il est à désirer qu'on continue cette étude.

* Il en existe un abrégé très commode et très bien fait par M. l'abbé Le-

DUC et DUCHÉ. Du tems de l'empereur Probus, en 276, les généraux de divers corps de troupes étaient désignés sous le nom de ducs, *Duces*¹. C'est l'origine des ducs, qui furent quelque tems après gouverneurs de provinces. Dès le règne de Dioclétien, ces gouverneurs en prirent le titre; mais il n'était encore qu'usurpé. Il devint plus commun sous Constantin; ou, pour mieux dire, cette dignité fut instituée par Constantin en 330²; car ce n'est qu'après le transport du siège impérial à Constantinople, qu'on trouve les noms de ducs d'Isaurie, de Phénicie, de la Palestine, de l'Arabie, etc., employés plus ordinairement. Ces titres, et les fonctions qui y étaient attachées, n'étaient d'abord que des commissions; ce qui le prouve, c'est que les enfans des gouverneurs n'héritaient pas de leur dignité, et que les empereurs les déposaient quand ils voulaient³. M. le Beau, cité plus haut, prétend au contraire que le titre de duc était celui des commandans en chef, répartis sur les frontières, et qu'ils étaient perpétuels; qu'afin de les attacher au département dont la défense leur était confiée, Constantin leur assigna, dans le lieu même, des terres considérables, qu'ils possédaient en toute franchise, avec droit de les faire passer à leurs héritiers militaires; que ces terres s'appelaient *Benéfices*, et que c'est, selon un grand nombre d'auteurs, le plus ancien modèle des fiefs. Il paraît que le titre de *Duc* fut même, sous les enfans de Constantin, l'apanage des proconsuls ou préteurs, qui n'étaient que des espèces de lieutenans de police. L'invasion des barbares ne changea rien à ces titres. Au 6^e siècle, les ducs étaient chargés du gouvernement des provinces, et les comtes de celui des villes. La coutume s'établit dès lors peu à peu en France d'appeler ducs ceux qui gouvernaient plusieurs diocèses, et comtes ceux qui n'en gouvernaient qu'un seul sous les ducs.

La succession héréditaire des duchés est manifeste dès le 8^e siècle

queux, supérieur au séminaire de Soissons, sous le titre de *Manuale compendium Juris Canonici*. 4 vol in-12, à Paris, chez Méquignon Junior.

¹ Tillem. *Hist. des Emp.* t. III, p. 565.

² *Hist. du bas Empire*, t. I, p. 523.

³ Ant. Mattheus, de *Nobilit.* part. I, cap. 5.

dans la personne d'Eudes, duc d'Aquitaine ; mais ce n'est que sous les derniers rois de la seconde race, qu'elle se réalisa par usurpation. Après le commencement du 10^e siècle, les ducs et les comtes convertirent en principauté les lieux et les villes où ils commandaient avant par commission ; et dès lors ils ajoutèrent à leur nom celui de leurs duchés ou de leurs comtés.

Les duchés furent héréditaires en France jusqu'en 1566, que Charles IX ordonna qu'ils seraient reversibles à la couronne au défaut de mâles.

Jusqu'au tems de ce prince, les érections des duchés ne s'étaient faites qu'en faveur des princes du sang. Les premières lettres patentes d'érection en duché pairie furent données en faveur de Jean, comte de Bretagne, en 1297, pour remplacer la pairie de Champagne, réunie à la couronne par le mariage de Philippe le Bel avec Jeanne de Navarre en 1284. Depuis cette époque, il y a eu plusieurs érections de cette espèce ; mais c'était toujours en faveur des princes ou souverains, ou du sang royal. Ce n'est que sous Charles IX, que l'on a commencé à ériger par brevet les terres de quelques seigneurs particuliers en duchés-pairies. Le plus ancien et par conséquent le premier duché-pairie de cette dernière sorte est celui d'Uzès, érigé en 1572.

Le premier prélat français qui ait pris le titre de duc est Robert de Courtenay, qui monta sur le siège de Reims en 1299¹.

Le roi Édouard III fut le premier qui établit la dignité de duc en Angleterre, au 14^e siècle : il créa son fils Édouard duc de Cornouaille.

Les chartes où il est fait mention de duchés possédés en propre et par forme d'héritage, doivent passer pour fausses, si elles sont antérieures à Charles le Simple en France, et à Henri l'Oiseleur en Allemagne : il en faut excepter, en France, Eudes, duc d'Aquitaine.

¹ *Hist. Génér. de la Maison de France*, t. II, p. 10.

EXPLICATION

*Des Abréviations commençant par la lettre D que l'on trouve
sur les monumens et les manuscrits.*

- D. — Deus, Dei, Dominus, decus, divus, devotus, dicavit, diebus, decimus, decuria, decurio, domus, domiseda, donum, datum, decretum, quingenta.
- D. — *Est mis quelquefois pour T ; il est ajouté quelquefois à la fin des anciens mots latins.*
- Δ. — Quartum.
- D. A. — Divus Augustus, dignitas amicorum, dulcis anima.
- DA. — Dona.
- D. Æ. — De ærario.
- D. A. M. S. AV. — De avibus malè senserunt augures.
- D. AUG. — Deo Augusto, Divo Augusto.
- D. B. — Decius Brutus.
- D. B. C. — De benè consulentibus, ou de bonocommuni.
- D. B. DD. — De bonis dixerunt, ou dederunt.
- D. B. I. — Diis benè juvantibus, de bono judicio.
- D. B. IN. — De bonis incertis.
- D. B. MB. — De benè merentibus.
- D. B. N. — De bonis nostris, de benè notatis.
- D. B. QVESQVAS. — Dulcis benè quiescas.
- D. B. S. F. — De bonis suis fecit.
- D. B. V. — De bonis virginis.
- D. C. — Dies conceptivus.
- D. C. A. — Divus Cæsar Augustus.
- D. C. C. ES. — Divus Caius Cæsar.
- D. C. D. C. ID. E. — Dicbus Cæsaris dictatoris causa dicata est.
- D. C. N. N. B. D. — De Cæsare nemo non benè dicat.
- D. C. D. P. — Dies cum dedit publicè.
- D. C. S. — De consulum sententiâ, ou de consulis, ou consilii sententiâ.
- DCT. — Detractum.
- D. D. Deo dicavit, dotis datio, Deus dedit, Diis dantibus, dono dedit, dedicavit, damnum dedit, dies dedit, dandas dedicaverunt.
- D. DD. — Dono dederunt.
- D. D. D. — Datus decreto decurionum, ou dono dedit, dicavit.
- D. D. D. A. A. — Dedicarant, dederunt dono, auro, argento, ære.
- D. D. D. D. — Dignum Deo donum dicavit.
- DD. E. H. L. IO. LIB. DN. MAR. PV. ET. LI. P. — Dedicatus est hic locus Iovi liberatori, deinde Marti pugnatore et Libero patri.
- DD. IMM. S. — Diis immortalibus sacrum.
- D. D. L. M. — Dono dedit libero munera.
- DD. M. V. — Dies mali venerunt.
- D. D. N. M. P. — Dare de nutu mihi parat.
- DD. NN. — Domini nostri.
- DDPF. — Depositum.
- D. D. Q. — Dedit, donavitque.
- D. D. Q. O. II. L. S. E. V. — Diis, deabusque omnibus hunc locum sacrum esse voluerunt.
- D. DQ. S. — Diis deabusque sacrum.
- Δ. E. Δῖον τοῦ γ, Populi rogatu.
- DEC. XIII. AUG. XII. POP. XI. — Decurionibus denariis tredecim, augustalibus duodecim, populo undecim.
- ΔΗΜΑΡΧ. ΕΞ. ΥΠΙΑΤΟ Γ. — Δικταρχικῆς ἐξουσίας. Tribunitiâ potestate, consul tertio.

DET. — Detractum.
 D. F. — Dotem fecit. Decii filius.
 D. G. — Dedit gratis.
 DI. — *Changé en Z; Zabolus pour Diabolus.*
 DICT. — Dictator.
 DIEB. — Diebus.
 DIG. M. — Dignus memoriâ.
 ΔΙ. ΚΥΡ. Σ. — *Διὸς κυρίου Σερραπίδος*
 lovis domini Serapidis.
 DIL. — Dilectus.
 D. I. L. IV. A. — De isto lapide invenies aurum.
 D. IN. M. S. — Diis inferis malè sacrum.
 D. I. P. — Dormit in pæe.
 D. IPS. — De Ipsi.
 D. L. — Donavit locum, dono legavit, dedit legem, de loco.
 DL. — Delego.
 D. L. D. P. — Diis locum dedit publicè.
 D. L. S. — Diis laribus sacrum.
 D. M. — Diis Manibus, domus mortis, Divus, maximus, Diis maximis, dolum malum, donavit monumentum.
 D. M. Æ. — Deo magno æterno.
 D. M. B. F. — Diis Manibus benemerentibus fecit.
 D. M. FV. C. — Dolo malo, fraudisve causâ.
 DMICCO. — Quingenta et quinquaginta millia.
 D. M. L. — De malè loquentibus.
 D. M. M. — Diis Manibus Maviorum.
 D. M. S. — Divis Manibus sacrum, dormiunt mortali securi.
 D. M. S. C. P. — Dies malus sequitur, cras pejor.
 D. M. S. C. S. RPP. T. DEINV. CR. — Dies malus sequitur, cras si ruperis tonitrua deinvenies carbones.
 D. N. — Dominus noster, *usité sur les médailles, seulement depuis Domitien, tout au plus sous les succes-*

seurs de Sévère, jamais sur les médailles des Francs.

D. N. — Dominus.
 D. N. G. — Diutius non gaudehis.
 D. N. MQ. SQ. — Devotus numini, majestatique, statique.
 DNN. — Domini.
 D. N. P. F. S. — De numeratâ pecuniâ facies sacrum.
 D. O. — Deo optimo. Diis omnibus.
 D. O. Æ. — Deo optimo æterno.
 DOL. — Dulcissimus.
 D. O. M. — Deo optimo, maximo.
 DOMS. COS. XIII. LVD. S. E. C. F. C. — Dominus consul XIII ludos sæculares faciendos curavit.
 DOT. — Dotem.
 DOT. R. — Dotem recuperavit.
 DO. TRA. ou TRIN. Divo Trajano.
 DO. VAL. — Divo Valeriano.
 D. P. — Divus pius, Diis penatibus, dotis promissio, dotem petit, devota persona.
 D. PEC. R. — De pecuniis repetundis.
 D. P. F. — Denuntiandi potestatem fecit.
 D. PF. — De præfecto.
 DPO. Depositio.
 D. P. OCC. — De parte occidentali.
 D. P. ORT. — De parte orientis.
 D. PP. — Deo perpetuo.
 D. PS. — De principibus.
 DPS. — Discipulus.
 D. P. S. D. L. D. P. — Deo posuit sibi Diis locum dedit publicè.
 D. Q. — Diis quirinalibus ou Disque.
 D. Q. R. — De quare.
 D. Q. S. — De quo suprâ, ou die, quo suprâ.
 D. R. — Drusus.
 D. RM. — De Romanis.
 DR. P. — Dare promittit.
 D. RP. — De republicâ.

D. RS. — De regibus.	DV. — Devotus, donum voluntarium, duplex victoria.
DS. — Deus. Diis.	D. V. — Devotus vir, Diis volentibus, devotus veste, dies quintus.
D. S. — Dato solo.	D. V. BB. — Dilectum vinum bibebant.
D. SP. — De sapientibus.	D. VIII. — Diebus novem.
Δ. S. C. — <i>Δίκμος</i> . Populus senatûs consulto.	DV. I. S. — Devotus istorum servator.
D. S. P. O. — De suâ pecuniâ obiit.	DVL. vel DOL. vel DVLCISS. — Dulcissimus
D.SP.S.P. — Desapientiâ suâ perfecit.	DVLMS. — Dulcissimus.
D. SVP. P. — De supinâ pilâ.	D. V. M. T. — Dolo, vel malo tuo.
DT. — Dumtaxat, durat.	D. VS. — Deæ virginis, de virtutibus, de verbis.
D. TB. — De tribubus.	DVS. — Devotus.
D. T. G. Q. S. — De tuo genio quod sentis.	Δ. XXI. Quantum vicesiæ primæ (tributum).
D. TRIB. TL. S. — De tribunali tulit sententiam.	
D. T. S. P. — Diem tertium, seu perindiduum.	
DUC. DUC. — Ducum ductor, ductorum ductor.	

E

Origine et différentes espèces d'E.

Comme nous l'avons fait pour les lettres précédentes, nous allons examiner jusqu'à quel point il est probable que l'E ou la 5^e lettre sémitique, tire son origine des écritures hiéroglyphiques, c'est-à-dire du chinois et de l'égyptien.

Origine chinoise et égyptienne de l'E sémitique.

Le nombre 5, ou la 5^e lettre, exprimé en sémitique et en grec par un E, ou par la 5^e lettre de l'alphabet, comprend chez les Chinois de 7 à 9 heures du matin de nos heures, et est représenté par le caractère 長 (fig. 1 planche 16), et par les variantes 2, 3, 4 et 5.

Il se prononce *chîn* en Chine, *sin* au Japon, *thin* en Cochinchine, *jîn* en Turquestan; il signifie *heure, jour, année, une partie du ciel qui est sans étoiles*.

Cette 5^e heure était celle du *déjeuner*, celle où *l'homme prenait sa première nourriture de la journée*, où il puisait la *force* et le *courage* nécessaires pour continuer ses travaux.

Aussi trouvons-nous les images de *Bouche* dans les *fig. antiques et hiéroglyphiques* 6, 10, 11, 12 et 13; celles de *table*, de *trépied*, de *vase*, dans les *fig.* 14, 15, 16, 17, 20, et 21, et celles d'une *plante potagère* dans la forme 17. Plusieurs autres de ces figures ont sans doute rapport à des usages qui nous sont inconnus. La 5^e lettre, ou l'E, avait donc rapport au *déjeuner*, de même que la 8^e, ou l'H, marquait l'heure du *dîner*, ce qui explique les rapports nombreux et universels de ces deux lettres.

La 5^e lettre en hébreu et dans les langues sémitiques est le ה, *he* qui marque aussi la 5^e *heure*. Son nom est הָא *EA* et signifie : *voici, voilà, ça-donc, courage*, ce qui se rapproche de l'idée de *force* et d'*encouragement* que nous trouvons dans la figure chinoise.

Quant à la *forme*, il suffit de jeter les yeux sur la *planche 16* que

ORIGINE CHINOISE ET EGYPTIENNE DES E SEMITIQUES

Francis C. Johnson, O.

[illegible]

Formes des Égyptiens.

E Grecs anciens des inscriptions et des Manuscrits.

nous empruntons à un ouvrage de M. de Paravey ¹, et sur les formes des 35 alphabets sémitiques que nous donnons dans notre *planche* 17, pour saisir les nombreuses analogies qu'il y a entre les signes hiéroglyphiques antiques des Chinois, et les anciens alphabets sémitiques et orientaux.

Dans l'égyptien, pour figurer l'E, nous trouvons en écriture *hiéroglyphique* les formes 1, 2, 3, 4, 14, 19, des *plantes*, telles que *roseau*, *fleurs*, *arbre*, *tiges de papyrus*, et de plus, *fig. 2*, un *bras*, symbole de la force, *fig. 20* un *homme portant un vase*, *fig. 21* un *homme portant des feuilles*. Quant à l'écriture *démotique* nous avons les *fig. 23* et *24* qui sont identiquement semblables à l'hébreu ².

En outre, dans la langue hébraïque, le א au commencement des mots indique le *prissif*, l'*impératif*, le *verbe réfléchi*, l'*article démonstratif*, l'*interrogatif*, la *négation*; à la fin des mots il désigne le *féminin*. Il y aurait à examiner si alors cette lettre ne fait pas la fonction de la *clef femme* dans les langues chinoises et égyptiennes; mais nous ne faisons qu'indiquer ici ce point de vue.

E des alphabets des langues sémitiques, d'après la division du *tableau ethnographique* de Balbi (*Planche 17*).

I. LANGUE HÉBRAÏQUE, divisée,

1^o En *hébreu ancien* ou *hébreu pur*, lequel comprend :

Le I^{er} alphabet, le *samaritain* ³.

Le II^e *id.* publié par Édouard Bernard.

Le III^e par l'*Encyclopédie*.

Le IV^e, celui des *médailles*, donné par M. Mionnet.

Le V^e, publié par Duret.

Le VI^e, l'alphabet d'*Abraham*.

¹ *Essai sur l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres.* Planche n^o 11. Paris, Treuttel et Wurtz.

² Voir la *grammaire* de Champollion. et l'alphabet qui se trouve dans l'*Analyse grammaticale raisonnée* de Salvolini, n^{os} 4, 5, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34, 35, 36, 42, 43, 48, 222, 217, 238.

³ Nous ne croyons pas devoir répéter ici quels sont les ouvrages ou les auteurs qui nous ont fourni ces divers alphabets; ceux qui voudront les connaître pourront recourir à la page 51 où nous avons traité des A.

Le VII^e, l'alphabet de *Salomon*.

Le VIII^e, d'*Apollonius de Thyae*.

2^o En chaldéen on *hébreu carré*, lequel comprend :

Le IX^e, celui qui est usité aujourd'hui dans les livres imprimés.

Le X^e, dit *judaïque*.

Le XI^e, usité en *Perse* et en *Médie*.

Le XII^e, usité en *Babylonie*.

3^o En hébreu *rabbémique*, lequel comprend :

Le XIII^e, le *chaldéen cursif*.

Une deuxième division de la langue *hébraïque* comprend le *phénicien*, qui est écrit avec les trois alphabets suivans :

Le XIV^e, d'après *Édouard Bernard*.

Le XV^e, d'après M. *Klaproth*.

Le XVI^e, d'après l'*Encyclopédie*.

Une troisième division comprend la langue *punique*, *karchédonique* ou *carthaginoise*, laquelle était écrite avec

Le XVII^e, d'après *Hamaker*.

Le XVIII^e, dit *Zeugitain*.

Le XIX^e, dit *Mélitain*.

Le XX^e n'a point encore de E.

II. La langue SYRIAQUE ou ARAMÉENNE, laquelle comprend :

Le XXI^e, l'*Estranghelo*.

Le XXII^e, le *Nestorien*.

Le XXIII^e, le *Syriaque ordinaire*, dit aussi *Maronite*.

Le XXIV^e, le *Syrien des chrétiens de saint Thomas*.

Le XXV^e, le *Palmyrénien*.

Le XXVI^e, le *Sabéen Mendéite* ou *Mendéen*.

Le XXVII^e et XXVIII^e, dits *Maronites*.

Le XXIX^e, le *Syriaque majuscule* et *cursif*.

III La langue MÉDIQUE, laquelle était écrite avec

Le XXX^e, le *Pehlvi*, lequel est dérivé,

Du XXXI^e, le *Zeud*.

IV. La langue ARABIQUE, laquelle est écrite avec

Le XXXII^e, dit l'*Arabe littéral*, et

Le XXXIII^e, dit le *Couphique*.

V. La langue ABYSSINIQUE ou ÉTHIOPIQUE, laquelle comprend :

1° l'*Arumite* ou *Gheez ancien*; 2° le *Tigre* ou *Gheez moderne*; 3° l'*Ahmarique*, lesquelles langues s'écrivent toutes avec

Le XXXIV^e, alphabet, l'*Abyssinique*, *Ethiopique*, *Gheez*.

Enfin vient le *Copte*, que Balbi ne fait pas entrer dans les langues sémitiques, mais qui cependant doit y trouver place, et qui est écrit avec

Le XXXV^e alphabet, le *Copte*.

Formation et âge des différens E (*Planche 17, n. 11*).

L'E fut quelque fois arrondi Ε, et quelque fois quarré Ε. L'Ε rond (*fig. 1*) se voit chez les Grecs plus de 800 ans avant J.-C. dans les inscriptions; car on ne connaît point de manuscrits grecs où il soit quarré Ε. Les *Tables Eugubines* en montrent de même forme; ce qui prouve son antiquité. Il ne fut admis sur les médailles latines qu'au 3^e siècle. Il est ordinaire dans les manuscrits en lettres onciales des 4^e et 5^e siècles, pour ne rien dire de quelques autres qu'on pourrait faire remonter plus haut.

E majuscule (*Planche 17, n. 11*).

L'e rond en forme de notre E majuscule cursif (*fig. 2*), ou composé de deux e (*fig. 3*), est remarquable dans les inscriptions des 2^e et 3^e siècles¹.

L'e rond fermé (*fig. 4*) est d'une antiquité bien constatée² et qui ne peut être postérieure au 5^e siècle. On le voit de plus dans le manuscrit 255 de St.-Germain-des-Prés, qui est du 7^e siècle. Cet e fut depuis appelé *gothique*, parce qu'il fut d'un usage ordinaire dans cette écriture vulgaire au 13^e siècle, et qu'au suivant on n'en voyait presque point d'autres, si ce n'est sur des monnaies; encore cette exception n'arriva-t-elle que rarement. En Espagne, au 7^e siècle, il se liait par la traverse avec le caractère suivant.

L'e droit fut diversement figuré. Lorsqu'au lieu des trois lignes horizontales on ne voit que trois points accolés à la perpendiculaire (*fig. 5*), ou que les trois lignes horizontales traversent la haste autant à gauche qu'à droite (*fig. 6*), c'est un signe antérieur au 9^e siècle, dans lequel ils ont cessé: ils sont communs aux manuscrits en

¹ *Antiquité expliquée*, t. III, part. 2, pl. 128.

² *Paléograph.* p. 170. — *Antiquité expliquée*, t. III, part. 2, pl. 136.

capitales, antérieurs au 6^e siècle. Les manuscrits du 12^e abondent en *e* de la *fig. 7*, dont les formes varient sans cesse, quoique ces derniers traits y dominent. En Espagne, dans les inscriptions du 7^e siècle, la haste surpassait la ligne horizontale supérieure.

e minuscule latin (*Plan.* 1^{er}, n. 11).

L'*e* minuscule (*fig. 8*) se forme de l'*e* rond oncial : il peut bien remonter jusqu'au tems de la république romaine. Quand il se rencontre fréquemment dans des manuscrits totalement écrits en lettres onciales, c'est une preuve de l'antiquité la plus reculée.

Il faut distinguer trois choses dans l'*e* minuscule : le tour, la tête et la traverse. Le tour presque en demi-cercle forme le corps ou le dos de l'*e*. La tête est l'arc élevé au-dessus de la traverse ; elle perd peu à peu sa rondeur exacte, et tend à former une ogive, et même, dès le 13^e siècle, un angle rectiligne. La traverse est censée la corde de l'arc ci-dessus, quoique quelquefois elle en soit détachée.

Le petit *e* minuscule tout simple, ou avec une pointe légère qui le liait ordinairement avec la lettre suivante, prit cours, en France et ailleurs, au 9^e siècle, dans les diplômes, et surtout dans la formule des dates diplomatiques. Il parut de plus en plus commun, quoiqu'avec quelques mélanges des anciennes figures de l'*e* cursif. Au 11^e siècle, ces figures devinrent fort rares, si ce n'est dans l'écriture allongée, où elles tombèrent aussi bientôt. On n'en voit presque plus après le milieu du même siècle : mais en Espagne elles dominaient encore au 12^e.

Quand cet *e* minuscule (*fig. 8*) est bien arrondi, et que sa traverse horizontale ne dépasse point sa tête, c'est la marque, dans un manuscrit, d'une antiquité supérieure au 8^e siècle. Lorsque cette traverse est prolongée en pointe un peu relevée par le bont, elle indique un tems antérieur au 10^e. Elle devient oblique aux 10^e et 11^e siècles, anguleuse vers le 12^e et tout-à-fait tortue dans les derniers tems, qui sont le règne du bas gothique.

Dès 1240, on trouve en France des *e* (*fig. 9*) d'un grand usage en Angleterre et en Écosse, au 14^e siècle. Au 15^e, on en vit de toutes les façons, dont on ne sent pas bien les rapports.

Il en est de même de ces trois fausses parallèles (*fig. 10*), représentatives de l'*e* entier, qui s'est cependant soutenu jusqu'à nos jours dans les bulles des papes.

E cursif (*Plan.* 17, n. 11).

L'*e* cursif s'est montré sous différentes figures, surtout à cause de ses liaisons avec les lettres voisines. Dans les écritures *romaines*, *mérovingiennes* et *carolines*, il a une très grande ressemblance avec le *c* cursif, et tient beaucoup de notre grand E cursif (*fig.* 2), soit qu'il soit plus tortueux, ou que sa tête soit bouclée, ou relevée ou rentraite, ou contournée de droite à gauche.

Le caractère distinctif le plus commun de l'écriture *franco-gallique*, depuis le milieu du 7^e siècle jusqu'à la fin du 8^e, est que la courbe supérieure s'approche rarement du montant jusqu'à le toucher.

Dans les diplômes *carlovingiens*, les *e* des *fig.* 11 et 12 sont, qu'on s'en faut, les caractères dominans de l'*e* cursif. Le règne du dernier commence avant le milieu du 8^e siècle, et ne se termine que sur la fin du 9^e. Si on le trouve un peu moins exact, il remonte plus haut et descend plus bas. Le même *e* fut en vogue en Espagne aux 10^e et 11^e siècles; et en Italie depuis le 7^e jusqu'au 10^e, où cependant il eut des concurrens dans l'intervalle.

L'écriture *papale* des 11^e et 12^e siècles éleva cet *e*, comme la *fig.* 13, sur une base sinueuse horizontale, et il est familier dans l'écriture *romaine*: de là ces *e* (*fig.* 14) qui sont de singuliers restes expirans de l'ancienne cursive, et propres à l'écriture des 11^e et 12^e siècles, vulgairement dite *lombardique*, et qu'on peut encore mieux appeler *bullatique* ou *papale*.

L'*e* romain (*fig.* 15) montait souvent au dessus de la ligne, soit de toute la ligne, soit de toute la courbe supérieure: néanmoins la *lombardique papale* des derniers tems n'y paraît pas toujours astreinte.

Dans la *romaine antique*, la tête de l'*e* était une boucle, lorsque la liaison avec la lettre suivante se faisait au moyen de la traverse: mais lorsque le caractère suivant tirait son origine de la tête de l'*e*, on la terminait en pointe. Lorsque la liaison avait lieu avec la lettre précédente, alors cette tête de l'*e* et la traverse étaient posées sur cette même liaison, qui servait de base, étant en forme d'*s* couchée, comme la *fig.* 16.

Les écritures *saxonnes* et *mérovingiennes* eurent, vers les 8^e et

9^e siècles, des *e* fermés comme la *fig.* 17. Aux 8^e, 9^e et 10^e siècles, quelques écrivains, principalement en France et en Italie, les transformèrent en espèce d'*s* avec une saillie à leur tête du côté droit, comme la *fig.* 18. Au 10^e siècle, ils l'emportaient, dans certains diplômes, sur toutes les autres figures de la même lettre.

Vers le 10^e siècle, les Espagnols avaient des *e* dont la traverse, attachée à la pointe de la courbure supérieure, remontait perpendiculairement, comme la *fig.* 19; mais l'usage le plus commun était que l'*e* rond majuscule (*fig.* 1) fût traversé par un trait oblique, comme la *fig.* 20, ou horizontal, pour servir de liaison.

Les *e* composés d'un double *c* l'un sur l'autre n'ont, pour ainsi dire, jamais lieu dans aucune espèce d'écriture *saxonne*: les *e*, *fig.* 21 et 22, y sont plus d'usage, et tous les autres en dérivent à peu près, ou de l'*e* des diplômes *carolins*.

E allongé (*Plan.* 17, n. II).

L'*e* de l'écriture allongée s'élève rarement au-dessus de la ligne, excepté dans la *mérovingienne* et dans la plus ancienne *caroline*: encore, dès le commencement du 9^e siècle, cet *e* suréminent ne se trouve que lorsqu'il est initial d'un mot.

Dans cette écriture, une petite tête peu proportionnée à la hauteur de l'*e*, une tête repliée en arrière, et un corps tortueux, caractérisent particulièrement le 10^e siècle, surtout en Allemagne. Jamais on n'éleva plus souvent une espèce d'*s* sur l'*e* pour lui servir de liaison avec les lettres voisines, que depuis le déclin du 10^e siècle jusqu'à la fin du 11^e; jamais on ne le vit trembler avec tant d'excès; jamais il ne fut élevé si haut, ni plié et replié en tant de façons. La suppression des traits superflus et des tremblements est remarquable au 12^e siècle.

E simple.

L'*e* simple fut souvent employé pour la diphthongue *æ* dans des manuscrits et des inscriptions très anciennes. Dans l'écriture courante, cette mode fut très-commune aux 12, 13, 14 et 15^e siècles. Voyez *Æ*.

E capital latin des inscriptions (*Plan.* 17, n. III).

La littérature latine n'a rien de plus ancien que les *E* de la 1^{re} division: il en faut cependant excepter plusieurs figures de la 5^e subdivision, caractérisée par les prolongations supérieures et inférieures

de la haste, toutes fort en usage chez les Espagnols aux 7^e et 8^e siècles.

Les *E* de la II^e division, tranchés en talus, ou par des sommets et des bases, ou irréguliers, sont presque tous anciens. Ceux qui sont à la tête des 2^e et 3^e subdivisions passent le 2^e siècle; les suivans sont plus modernes, presque à raison de leur rang.

Toute la III^e division remonte au moins jusqu'au moyen-âge, excepté les dernières figures de la 1^{re} subdivision et de la 4^e, qui sont fort récentes.

La IV^e division comprend les *E* du caractère oncial. Les deux premières subdivisions sont de l'ancien tems; les figures de la 3^e persévèrent jusqu'au 12^e siècle; et la 4^e représente les *e* minuscules et cursifs avant le gothique.

La V^e division n'admet que des *E* dans le goût de nos *E* majuscules cursifs; ce sont deux *c* l'un sur l'autre.

La VI^e division est toute gothique; ses formes extraordinaires le démontrent assez. Plusieurs des caractères de la 4^e subdivision appartiennent au 11^e siècle. La 6^e et la 7^e sont propres à l'Espagne.

La VII^e division nous fournit un léger échantillon des *e* minuscules gothiques des 14^e et 15^e siècles.

E capital latin des manuscrits (*Plat. c.* 17, n. IV).

Quant à l'*E* capital des manuscrits, on observe que les sept premières divisions sont des capitales pures; la VIII^e, des gothiques; les IX^e et X^e, des onciales; et que dans cette dernière on voit quelques minuscules et cursives.

E minuscule latin et E cursif des diplomes (*Planc.* 18, n. I et II).

Nous croyons inutile de nous étendre sur l'explication de cette planche; elle est dans son texte même, où se trouvent de très nombreux exemples, avec l'indication des peuples auxquels appartiennent ces écritures. Nous avons de plus marqué par des chiffres *romains* les différens siècles auxquels elles correspondent.

Changement de l'E en d'autres lettres.

Les anciens grecs ne connaissaient pas η et le remplaçaient par l'ε; ils prononçaient ce dernier par αἷ. Les terminaïsons grecques

¹ Platon, *Cratyle*, p. 426, c.

en *ai* ont été rendues en latin par *ae* ou *æ*. Dans les composés et dérivés *E* se change dans le latin en *a*, en *i*, en *o* et en *u*, et dans le français en *a*, *ai*, *ei*, *i*, *o*, *oi*, *u* et *ui*¹.

ÉCOLE, lieu public où l'on enseigne les sciences. Il y avait, dans les premiers siècles de l'Église, des écoles où l'on expliquait l'Écriture-Sainte. La plus fameuse était alors celle d'Alexandrie, dans laquelle Origène enseignait l'Écriture-Sainte, les mathématiques et la philosophie. En Afrique, c'était l'Archidiacre que l'on chargeait du soin d'instruire les élèves. Il y avait des écoles dans les paroisses, dans les monastères et dans les maisons des évêques ; on y apprenait le *Psautier*, la *note*, le *chant*, le *Comput* et l'*orthographe*. Lorsque l'on eut fondé les universités et les collèges, on donna le nom de *petites écoles* à celles où l'on n'enseignait que les premiers principes des lettres.

Par la déclaration du 14 mai 1704, le roi voulait qu'il fut établi des maîtres et des maîtresses d'école dans toutes les paroisses où il n'y en a point, pour instruire les enfans de l'un et de l'autre sexe, des principaux mystères et des devoirs de la religion catholique, apostolique et romaine, etc., conformément à l'art. 25 de l'édit de 1695. Que, dans les lieux où il n'y aura pas de fonds, on pût imposer sur tous les habitans la somme qui manquait pour l'établissement desdits maîtres et maîtresses, jusqu'à celle de 150 livres par an pour les maîtres, et de 100 livres pour les maîtresses : et que les lettres sur ce nécessaires fussent expédiées sans frais, etc. Que les pères et mères, et autres personnes chargées de l'éducation des enfans, et notamment de ceux qui seront nés dans la religion prétendue réformée, les envoient aux écoles et aux catéchismes jusqu'à l'âge de 14 ans, et que ceux qui sont au-dessus de cet âge jusqu'à celui de 20 ans soient envoyés aux instructions qui se font les dimanches et fêtes, à moins que ce ne soient des personnes de telle condition qu'elles puissent, et qu'elles doivent les faire instruire chez elles, ou les envoyer au Collège, ou bien les mettre dans des monastères ou des communautés.

Les ordonnances et les arrêts avaient donné aux évêques, aux curés

¹ Voir l'*Introduction à la langue latine*, par M. le ch. Bondil, p. 201.

et autres personnes ecclésiastiques, la connaissance de la discipline des écoles. Un arrêt du conseil d'état du 8 mars 1695, maintint l'évêque de Sisteron dans le droit d'approuver et même d'avoir le choix libre des régens des collèges des villes de son diocèse, et d'en établir où il jugera à propos; et cet arrêt fut confirmé par un autre du 25 janvier 1696.

L'édit de 1606, art. 14, portait que les régens, précepteurs ou maîtres d'école des petites villes ou villages, seraient approuvés par les curés des paroisses, ou personnes ecclésiastiques qui ont droit d'y nommer; et où il y aura plainte desdits maîtres d'école, il y sera pourvu par les évêques.

Par la déclaration de février 1657, art. 21, nul ne pouvait tenir école qu'il ne fût examiné par l'évêque ou par ses grands-vicaires, et qu'il n'eût fait entre leurs mains sa profession de foi. La déclaration du mois de mars 1666 y était conforme.

Par l'article 25 de l'édit du mois d'avril 1625, les évêques ou leurs archidiacres pouvaient interroger les maîtres et maîtresses d'école dans le cours de leurs visites, et ordonner que l'on en mit d'autres en leur place, lorsqu'ils n'étaient pas contents de leur doctrine et de leurs mœurs, et même dans d'autres tems que dans le cours des visites. La jurisprudence des arrêts était conforme à ces dispositions. Il résultait de là que la police des écoles n'était point séculière¹.

Suivant la disposition de l'arrêt du 23 janvier 1680, les curés pouvaient, par le droit positif, canonique et civil de France, tenir et établir des écoles de charité dans leurs paroisses, et en nommer les maîtres, sans être obligés de prendre des lettres d'attache des écolâtres, chantes, etc. Il y avait d'autres arrêts qui autorisaient par provision les curés de Paris et de la banlieue, à nommer les maîtres et maîtresses pour les écoles de charité de leurs paroisses, sans lettres d'attache du chantre, mais pour les pauvres seulement, et sans aucune rétribution.

Les Sœurs de la Croix et les Ursulines étaient établies par lettres-patentes du roi sous l'autorité des évêques, pour enseigner gratuitement la jeunesse.

L'article 7 du règlement pour les réguliers, défendait aux religieux

¹ Voir les *Mémoires du clergé*, t. 1, p. 1009, 1010, 1028 et suiv.

de tenir des écoles pour les séculiers dans leurs couvens; cette défense fut renouvelée dans le premier *capitulaire* de Louis le Débonnaire, mais on en exceptait ceux à qui leur règle permet de le faire.

Tel était l'état légal de l'enseignement en France, mais en établissant l'*Université* en 1806, Napoléon fit passer toute la dispensation de la science entre les mains de l'état, et en donna le monopole à un corps séculier. Depuis lors la charte de 1830, dans son article 67, a solennellement promis la liberté d'enseignement. Mais les universitaires arrivés au pouvoir refusent d'exécuter cette promesse de la charte. C'est en ce moment la question débattue entre les catholiques et l'état. Il faudra bien que celui-ci accorde quelque chose de ses promesses.

ÉCOLES de Théologie. Il y avait dans l'université de Paris, outre les écoles des Réguliers qui étaient du corps de la faculté de théologie, deux écoles célèbres, celle de *Sorbonne* et celle de *Navarre*. Les Professeurs y enseignaient des traités qu'ils dictaient et qu'ils expliquaient à leurs auditeurs, et sur lesquels ils les interrogeaient ou les faisaient argumenter. Ces traités roulaient sur l'écriture, la morale, la controverse; et il y avait des chaires affectées pour ces différens objets.

ÉCOLES chrétiennes et charitables de l'Enfant Jésus. Communautés d'hommes et de filles destinées à l'instruction de la jeunesse. Le père Barré, minime, natif d'Amiens vers l'an 1621, et mort à Paris en 1686, fut leur premier instituteur. Leur principal emploi était d'instruire gratuitement les enfans pauvres qui s'adressaient à eux, sans qu'ils pussent enseigner au-dehors, ni rien accepter de ce qui leur était offert par les parens des enfans qu'ils instruisaient. Ils vivaient en communauté, sans faire des vœux, sous la conduite d'un supérieur ou d'une supérieure, auxquels ils étaient obligés d'obéir. Les frères avaient pour habillement une *soutane* et une *houppelande* avec des manches pendantes, le tout d'étoffe noire et grossière. Les sœurs étaient vêtues à peu-près comme les sœurs de l'Union Chrétienne¹.

ÉCOLES-PIES (les pères des), autrement les *Pauvres de la Mère de Dieu*; clercs réguliers institués à Rome vers l'an 1593, par le père Joseph Calaniz, gentilhomme du royaume d'Aragon. Cette so-

¹ Hellot, *Hist. mon.*

ciété commença par tenir des écoles gratuites en faveur des pauvres. En 1621, Grégoire XIII la mit au rang des ordres religieux. Elle se répandit bientôt dans toute l'Italie et jusqu'en Allemagne et en Pologne. Cette société, outre les écoles pour les pauvres, avait aussi des collèges où elle enseignait les langues, la philosophie, etc. Elle exigeait des vœux solennels. L'habit ressemblait à celui des autres Clercs réguliers, excepté le *manteau* qui ne descendait qu'aux *genoux*.

ÉCRITURE. L'Écriture est à la parole, ce que la mémoire est à la pensée. Sans la mémoire l'homme n'existerait que l'instant inappréciable qui forme son présent. Tout son passé serait perdu : sa raison même, qui n'est presque qu'une suite de déductions, s'évanouirait; aussi le même créateur qui lui donna la pensée lui donna la mémoire. Or, l'Écriture est le complément de la parole et de la mémoire. Sans l'écriture, sans la connaissance du passé, sans cette parole incarnée, corporisée, prolongée, la grande société humaine et universelle serait impossible. L'homme ne formerait qu'une infinité de sociétés restreintes, isolées, inconnues les unes aux autres. La société n'aurait valu en durée que la mémoire d'un homme ou de quelques hommes : dès-lors il devenait impossible à l'homme de se souvenir de son origine, de connaître ses filiations, de conserver ses traditions, de profiter des pensées, des sciences, des découvertes des autres hommes. Dieu donc qui a créé l'homme en société et pour la société, lui a donné non seulement la pensée, la mémoire et la parole, mais encore a dû lui donner l'Écriture. Il importe peu que l'on ne sache pas avec certitude quelle fut cette écriture, comme l'on ne sait pas quelle fut la langue qui la première lui fut donnée; ce qui est certain, c'est que l'homme connut dès le commencement tout ce qui était nécessaire à son état de société, et par conséquent le moyen de fixer par des signes les sons fugitifs de la parole. L'esprit de l'homme a pu modifier, perfectionner ces moyens, mais comme ils font partie essentielle de l'état naturel de l'homme, c'est-à-dire de son état de société, il a dû les posséder tout d'abord. La logique nous amène à cette conclusion et nous verrons bientôt que les souvenirs des peuples y sont conformes; et en effet, tous les anciens peuples attribuent à un Dieu, ou à un homme instruit directement de Dieu, l'invention de l'écriture.

Il n'y a que peu d'années encore, la croyance commune était que le phénicien Cadmus avait inventé l'écriture d'après ces vers classiques :

C'est de lui que nous vient cet art ingénieux
De peindre la parole et de parler aux yeux,
Et par les traits divers des figures tracées
Donner de la couleur et du corps aux pensées.

Mais depuis lors des regards bien plus larges, bien plus profonds, ont été jetés jusqu'au foud des traditions les plus antiques. Depuis lors trois des plus antiques peuples, les Chinois, les Égyptiens, les Hindous ont été révélés pour ainsi dire; ils ont parlé de nouveau et apporté leur témoignage sur l'origine de l'homme. Il s'en faut de beaucoup que l'on connaisse tout ce que ces peuples conservent de traditions et de documens sur les premiers tems de l'homme. A peine commence-t-on à les étudier. Mais une voie sûre est ouverte pour pénétrer dans leur histoire. Quelques savans les tiennent, pour ainsi dire, sous leurs puissans regards. Nul doute que des découvertes nombreuses ne se fassent encore. Nous allons, en attendant, recueillir ce que nous disent ces découvertes sur l'origine de l'écriture. Nous allons en outre consigner ici les différentes traditions retrouvées chez les plus anciens peuples. Nous savons bien qu'un grand nombre sont peu sûres, entremêlées de fables; mais aussi nous ne les donnons pas pour des documens historiques, mais comme des souvenirs confus, des voix lointaines dont les accens ne parviennent pas distinctement jusqu'à nous. De toutes ces traditions résultera pourtant un fait certain, c'est que les anciens peuples n'ont jamais cru que l'homme eût commencé par l'état de *nature*, par la condition de *sauvage*, comme veulent le faire croire les partisans de l'école humanitaire actuelle. Ils comprenaient un peu mieux la dignité de la race humaine; sans hésiter ils l'établissaient dès le commencement en société avec les anges et avec Dieu. Bien loin d'enlever à leurs premiers pères les connaissances qu'ils eurent en effet, ils leur en attribuèrent qui n'ont jamais appartenu qu'à leurs fils. N'ont-ils pas mieux que nous compris les devoirs de fils? que vous en semble?

Traditions sur l'origine de l'Écriture.

Et d'abord c'est une chose assez curieuse que de voir deux auteurs, vivant dans deux mondes séparés, et aux deux extrémités de la terre,

soutenir l'origine éternelle de l'écriture, dans des termes presque identiques : « Il paraît, nous dit Plin, que l'usage des lettres est » éternel¹. » Et un très ancien auteur Chinois s'exprime ainsi : « Les » hommes disent que les caractères sont de toute antiquité². » Cette coïncidence est assez remarquable; mais écoutons des récits plus circonstanciés.

Témoignages de la Bible.

Comme de la société, comme de la parole, la Bible ne parle point de l'origine de l'écriture, mais il est certains témoignages qui doivent être cités dans cette question; et d'abord elle nous dit :

« Le Seigneur Dieu ayant formé de la terre tout animal des » champs, et tout oiseau des cieux, les conduisit devant Adam pour » qu'il vît à les nommer, et ainsi qu'Adam a nommé une créature » vivante, tel est en effet son nom; et ainsi Adam nomma de leurs » noms toutes les créatures animées, les volatiles du ciel, les animaux » des champs³. »

Il est difficile de penser que tous ces noms, que toute la science qu'ils supposent aient pu se conserver à l'aide de la mémoire seule. — L'Écriture parle ensuite du *Livre des générations d'Adam*⁴; du *Livre de Jéhovah*⁵; du *Livre des guerres du Seigneur*⁶, puis il faut descendre jusqu'aux Tables de la Loi, que Dieu écrit de sa main, dit l'Écriture⁷; puis à Josué qui parlant de la ville de *Dabir*, dit « qu'au-paravant elle s'appelait *Kariat-Sepher*, c'est-à-dire la *Fille des Lettres*⁸, et que les commentateurs croient avoir été comme le lieu où les Phéniciens avaient leur principal collège. Enfin Job parle d'une *plume ou style de fer* pour écrire, et d'un *poinçon ou d'un ciseau* pour graver sur le plomb ou la pierre⁹. Comme on le voit, la Bible

¹ *Hist. natur.* l. vii, c. 57, n. 3.

² Dans le *Sing-ly-ta-tsiuen*; voir les *Mémoires chinois*, t. ix, p. 292.

³ *Genèse*, ii, 19, 20.

⁴ *Id.*, v. 1.

⁵ *Exode*, xxxiii, 32, 33.

⁶ *Nombres*, xxi, 14.

⁷ *Exode*, ix, 8.

⁸ *Josué*, xv, 15.

⁹ *Job*, xix, 23.

ne parle ici de l'écriture qu'en passant, et la suppose existant déjà. Nous avons dû faire mention de ces notions qui sont certaines, quelque peu explicites qu'elles soient. Voici des notions plus détaillées quoique bien moins certaines.

Traditions des peuples orientaux sur l'Écriture.

Et d'abord les Rabbins sont remplis de récits merveilleux sur la science d'Adam : D'après *Abarbanel* « le corps d'Adam était comme » un petit monde qui exprimait toutes les merveilles du grand ; sou » âme était comme le miroir de la divinité , pleine de sagesse et de » science. » *R. Gerson* l'appelle « le disciple immédiat de Dieu, con- » naissant les qualités des animaux , des herbes, des bois, les vertus » des plantes, les influences des astres ; c'est de lui que tous les arts » et toutes les sciences sont venus¹. »

D'autres rabbins disent que ce furent les anges qui apprirent à Adam et à ses fils toutes ces sciences, et donnent même le nom de celui qui instruisit Adam, et l'appellent *Raziel*².

Le *R. Tanakus-Bar-Haia* dit « qu'il y avait un livre où étaient » expliquées toutes les choses depuis le commencement du monde » jusqu'à la fin ; et que c'est par lui qu'Adam, Seth et Enoch avaient » prévu le déluge ; et que le Roi-Messie ne devait venir (ou peut- » être que le Messie ne devait venir comme Roi) que lorsque toutes » les âmes , qui étaient montées dans la pensée de Dieu comme de- » vant être créées, l'auraient été en effet, et que c'est ce qu'il faut en- » tendre par ces mots de la Genèse : *et voici le Livre des généra- » tions d'Adam*³. »

Les traditions des Arabes sont plus explicites encore. *Mahomet* dans son *Coran* dit que « c'est Dieu qui apprit de bouche à Adam le nom » de chaque animal, et que les noms donnés par Adam correspon- » daient à leurs qualités et propriétés⁴. »

D'après *Abul-hassen* « Dieu livra à Adam un livre de 21 pages

¹ Voir les textes de toutes ces citations la plupart puisées dans des manuscrits inédits, dans Kircher, *Œdipus Ægyptiacus*, t. II, p. 44.

² *Ibid*, p. 45. — Reuchlin, *Cabala*, dans P. Galatinus, p. 137.

³ Tanakus-bar-haia dans *Rabboth*; voir aussi le *Zohar*; dans *Obel. pamph.*, p. 3.

⁴ *Coran*, l. I, v. 29.

« tracées et gravées avec ses lettres; ce fut là le 1^{er} livre et la 1^{re} langue écrite; il contenait les préceptes et les traditions pour les générations futures; il faisait connaître l'interprétation des lettres, les pactes, statuts et promesses, et histoires du monde entier. Le Dieu très haut avait représenté dans ces pages, toutes les générations des hommes, leurs figures et leurs actions avec leurs chefs, ainsi que toutes les choses qui devaient se passer sur la terre; même il y avait indiqué ce qu'ils devaient manger et boire. Adam y ayant vu ce qui devait arriver à ses enfans, versa d'abondantes larmes. Alors Dieu lui ordonna d'écrire ces livres lui-même; c'est pourquoi ayant pris des peaux de ses troupeaux, il les prépara jusqu'à ce qu'elles devinssent blanches, et il y écrivit 29 lettres ou pages ¹. »

Suidas qui a recueilli toutes les traditions qui avaient cours à son époque, nous parle au long « de la science d'Adam, et lui attribue l'enseignement des canons et des règles, des arts et des lettres, des sciences logiques et non logiques, des lois écrites et non écrites, en un mot de toutes les choses nécessaires à la vie matérielle et intellectuelle ². »

D'Adam la tradition et l'enseignement de l'art d'écrire, c'est-à-dire la science, passa à son fils Seth, et les auteurs orientaux sont encore remplis de détails sur cette transmission. « Adam, dit l'arabe *Ge'lad-dinus* ³, instruisit son fils Seth, et la prophétie fut en lui et dans ses fils, et Dieu fit descendre sur lui 29 pages, et son fils Kānan lui succéda, et à Kānan, Mahaliel, et à celui-ci Jared, son fils; et il reçut de lui l'instruction, et il en apprit toutes les sciences et les histoires qui devaient advenir dans le monde, et il exerça l'astronomie qu'il avait apprise des livres que son père Adam lui avait transmis. »

« J'ai entendu parler, dit un ancien commentateur ⁴, d'un certain livre, qui, quoique non authentique, cependant ne détruit pas la foi,

¹ Voir le texte dans *Obeliscus pamphilus* de Kircher, p. 3.

² Article *Adam* de son *Dictionnaire*.

³ Au commencement de son *histoire*; dans Kircher, *OEdip. Ægypt.*, t. II part. 2^e, p. 142, et dans *Obelis. pamph.*, p. 5.

⁴ L'auteur de l'*Opus imperfectum in Mathæum*, expliquant les paroles *vidimus stellam*; à la fin du t. VI. c. 637, édit. de Migne, des *Œuvres* de saint Jean Chrysostome.

» mais plutôt la réjouit, dans lequel on racontait qu'il existait une
 » nation située près de l'Océan dans l'Orient extrême, et qu'on y con-
 » servait certaine écriture sous le nom de *Seth*, touchant l'étoile qui
 » devait paraître à la naissance du Messie et sur les présens qu'on de-
 » vait lui offrir; lequel livre passait pour avoir été conservé à travers
 » les générations des hommes studieux, par les pères qui le transmet-
 » taient à leurs fils. Ils avaient choisi à cet effet 12 des plus savans
 » d'entre eux et des plus amateurs des mystères célestes, et ils les
 » constituèrent pour examiner l'arrivée de cette étoile. Quant l'un
 » mourait, son fils, ou quelqu'un de ses proches, animé du même
 » désir, était mis à sa place; ils étaient appelés *Mages*, en leur langue,
 » parce qu'ils glorifiaient Dieu en silence ou par des prières secrètes.
 » Chaque année donc, après la moisson, ces mages montaient sur une
 » montagne appelée, en leur langue, *Montagne de la Victoire*, cou-
 » verte d'arbres et de fontaines, et offrant une caverne creusée dans
 » le roc. Ils y montaient donc, et après s'y être lavés, ils priaient
 » (ou faisaient une offrande ou sacrifice) et louaient Dieu en silence
 » pendant trois jours; et ils faisaient ainsi de génération en généra-
 » tion, attendant toujours si durant leur vie cette étoile de bonheur
 » ne se lèverait pas; jusqu'à ce qu'enfin elle leur apparut descen-
 » dant sur le mont de la Victoire, ayant comme la forme d'un petit
 » enfant, et offrant la ressemblance d'une croix, et elle leur parla, les
 » instruisit et leur prescrivit de partir pour la Judée. Pendant deux
 » ans elle les précéda dans leur voyage, et ni le manger ni le boire ne
 » leur manquèrent pendant ce tems. Le reste de ce qui leur arriva est
 » raconté dans l'Évangile. »

Cassien, après avoir dit que *Seth* avait reçu d'Adam la connaissance
 de toutes les sciences naturelles, accuse la race de *Cain* de les avoir
 corrompues ¹. — Sophonius et Moïse de Gaza parlent aussi des tradi-
 tions que *Seth* avait reçues de son père, qu'il consigna dans des livres
 et qu'il livra à ses enfans ². — Saint Epiphane nous parle même de
 7 livres que les hérétiques de son tems attribuaient à *Seth* ³, et dont

¹ *Conférence* viii, c. 22.

² Voir *Obélis. paph.*, p. 6.

³ *Heres. contra Sethianos*, n° 5, t. 1, p. 286, edit. de Petau, où il parle aussi
 d'un livre de la *Révélation d'Adam*, *Her.* 26, n. 8.

ils paraissent avoir emprunté les principales notions aux écrivains orientaux. — Enfin Josèphe résume toutes ces traditions dans ces paroles remarquables :

« Je serais trop long si j'entreprenais de parler de tous ces enfans » d'Adam, et je me contenterai de dire quelque chose de l'un d'eux » nommé *Seth*. Il fut élevé auprès de son père et se porta avec affection à la vertu. Il laissa des enfans semblables à lui qui demeurèrent en leur pays, où ils vécurent très heureusement et dans une parfaite union. On doit à leur esprit et à leur travail la science des choses célestes et de leurs ornemens : et parce qu'ils avaient appris d'Adam que le monde périrait par l'eau et par le feu, la crainte qu'ils eurent que cette science ne se perdît avant que les hommes en fussent instruits, les porta à élever deux colonnes, l'une de briques et l'autre de pierre, sur lesquelles ils gravèrent les connaissances qu'ils avaient acquises, afin que s'il arrivait qu'un déluge ruinât la colonne de briques, celle de pierre demeurât pour conserver à la postérité la mémoire de ce qu'ils y avaient écrit. Leur prévoyance réussit ; et on assure que cette colonne de pierre se voit encore aujourd'hui dans la *Siriade* ¹.

Après *Seth*, les auteurs nous citent son fils *Enos* comme ayant continué l'enseignement de son père. La Bible nous dit d'abord qu'*Enos* commença à invoquer le nom de Dieu. » Cela ne saurait s'entendre à la lettre ; car on sait bien que Dieu avait été invoqué auparavant. Aussi le R. *Onkelos* dit qu'il s'agit du nom de Dieu figuré par les quatre lettres ², et un auteur syriaque assure plus positivement encore : « que par ce texte il faut entendre que les hommes commencè-

¹ *Antiq. judaïques*, l. 1, ch. 2. — Un certain Thomas *Torquemada* dans son *Hexameron*, dit avoir lu un livre d'*Abel*, fils d'Adam, qui, connaissant l'avènement du déluge, cacha ce livre dans une pierre très soigneusement fermée. Hermès après le déluge trouva cette pierre, la brisa, et y découvrit ce livre où se trouvaient les signes des sept planètes, avec le nom des intelligences qui leur donnaient le mouvement, et dans lequel il apprit divers secrets, comme de faire de l'or, etc.; et il dit avoir tiré toutes ces choses d'un opuscule de saint Thomas, de *Ente et Essentiâ*, lequel n'a jamais existé. Voir *Obélise. pamph.*, p. 5 et tout le passage dans *OEdip. Egypti.*, 2^e part., t. II, p. 143.

² Dans le *Talmud.*; voir *Obel. pam.*, p. 6.

» rent à écrire et à lire le nom de Dieu ¹. » Eu sorte que ce serait là le commencement de cette *inscription* du nom de Dieu mise sur des tablettes qui étaient ensuite placées dans les temples et dans les familles, et dont l'usage est immémorial en Chine.

A la suite d'*Enos* les auteurs orientaux nous parlent d'*Enoch* le 7^e patriarche après Adam. Or, qu'un livre ayant Enoch pour auteur existât encore au tems du Christ, nous en avons le témoignage irréfragable de saint Jude, qui en cite une prophétie ayant rapport à la fin des tems. « Voilà le Seigneur qui vient avec des milliers de ses » saints, pour entrer en jugement contre tous les hommes, etc. ². » Tertullien nous dit que ce livre fut conservé dans l'arche par Noé ³. Saint Augustin, Athénagore, Clément d'Alexandrie, Lactance l'ont cité; mais il paraît qu'il fut corrompu de bonne heure; aussi la synagogue ni l'Eglise ne l'ont mis dans leur canon.

Les Arabes donnent à *Enoch* le nom d'*Edris*, et disent qu'il fut le premier qui après *Seth* écrivit des livres..... « Dieu le fit prophète, il » composa 30 livres et hérita de ceux qui avaient été composés par » *Seth* et des autres connaissances d'*Adam* ⁴. »

Mais nous avons assez parlé de l'existence de l'écriture et des livres avant le déluge : voyons encore quelles sont les traditions sur la manière dont cette écriture et ces livres furent sauvés du déluge.

Nous avons déjà entendu Josèphe nous parler des colonnes élevées par *Seth*, et qu'il prétendait exister encore de son tems. Voici comment Cassien, qui avait vécu longtems en Égypte et en Palestine, nous explique la transmission des livres après le déluge. Après nous avoir parlé des livres de *Seth*, il ajoute : « Selon que les au-

¹ *Codez syriaque de la Biblioth. vatican., id., ibid.*

² *Epit. de saint Jude*, v. 14 et 15.

³ *De Cultu feminarum*, l. 1, c. 2, l. 11, c. 10. — *De Idololatriâ*, c. 14 et 15. — *Apol.*, ch. xxii.

⁴ Voir *Chronique* d'Abul-hassen dans Kircher, t. 11, 1^{re} part. p. 76. — L'article *Edris* et l'article *Moussa* dans d'Herbelot. — Voir en outre un grand nombre d'autres témoignages sur Enoch cités, d'après M. de Sacy, dans le tome xvii, p. 161 et 401 des *Annales de philosophie chrétienne*, où se trouve la traduction de la plus grande partie de ce livre retrouvé récemment en Abyssinie et publié en abyssinien et en anglais par sir Laurence.

« ciennes traditions le portent, *Cham*, fils de Noé, qui avait été
 « infecté des livres de la race de *Chîn* qui traitaient des superstitions
 « et des arts sacrilèges, sachant qu'il ne pourrait conserver aucun
 « de ces livres dans l'arche, grava ces sciences scélérates et ces
 « inventions profanes sur les lames de divers métaux et sur des
 « pierres très dures qui ne pouvaient être détruites par les eaux.
 « Après le déluge, les ayant découvertes aux endroits où il les avait
 « cachées, il transmit ainsi aux hommes ces sciences de sacrilèges et
 « de forfaits perpétuels. C'est ainsi que s'explique l'opinion du vul-
 « gaire qui croit que ce sont les anges qui ont appris les maléfices
 « aux hommes¹. »

Saint Clément de Rome parle aussi de ces livres attribués aux anciens patriarches², et Clément d'Alexandrie assurait que c'était aux livres des prophéties de *Cham* que Phérécyde avait emprunté sa théologie³. Saint Augustin parle aussi des colonnes sur lesquelles il avait écrit⁴. Pierre Comestor fait mention de 14 colonnes, 7 en bronze et 7 en briques, érigées par le même *Cham*, et contenant les éléments et les règles de tous les arts et de toutes les sciences⁵.

Nous avons produit toutes ces citations d'auteurs qui nous paraissent tous avoir puisé à la source des écritures ou des traditions thalmudiques ou rabbiniques, nous allons maintenant, en revenant sur nos pas, citer d'autres paroles presque toutes d'auteurs profanes, et nous donnant le souvenir des mêmes faits chez des peuples qui, séparés les uns des autres, ne paraissent pouvoir expliquer leurs traditions semblables que par une origine commune, nous voulons parler des Égyptiens, des Hindous et des Chinois.

Origine de l'écriture selon les Égyptiens.

Voici ce que nous disent les historiens : « Manéthon emprunta
 « son histoire aux stèles ou colonnes placées dans la terre *sériadique*,
 « sur lesquelles anciennement *Thoth*, le premier Mercure, les avait

¹ *Conférence*, VIII, c. 21.

² Voir les *Const. apost.*, I, VI, c. 16, p. 347, de l'édition des *Pères apost.* de Cotelier. Amst., 1724.

³ *Stromates*, I, VI, à la fin du chap. 6, p. 612, édition de 1688.

⁴ *De Civit. Dei*, I, XVIII.

⁵ Dans *Oëdip. Ægyp.*, t. II, 2^e part., p. 143.

« écrites en dialecte sacré et en caractères hiéroglyphiques. Ce sont
 « ces caractères qu'après le déluge *Agothodemon*, fils du deuxième
 « Mercure et père de *Tath*, traduit du dialecte sacré exprimé en
 « lettres sacerdotales, en langue grecque, et l'ayant rédigé en vo-
 « lumes, il les déposa dans les parties secrètes des temples ¹. »

C'est ce *Thoth* ou *Theuth* que Platon assure avoir inventé les lettres, les nombres, la géométrie, l'astronomie, etc.²; tous les auteurs disent la même chose ³.

Or quel était ce *Thoth*. Plutarque l'appelle le 1^{er} des dieux⁴. Chani-
 pollion, qui nous en donne la figure et le nom en hiéroglyphes, énu-
 mère ses titres qui sont : « trois fois très-grand ou *Trismégiste*, père
 » et directeur de toutes choses, historiographe des dieux, le seul qui
 » comprit l'essence du Dieu suprême et celle des choses célestes ; »
 d'où il conclut que ce *Thoth* n'est autre que l'*intelligence divine*, et que
 le 1^{er} et le 2^e *Hermès* ne sont qu'un seul et même personnage consi-
 déré sous des points de vue différens ; que le 1^{er} *Hermès*, à *tête d'é-*
pervier, fut l'intelligence divine personnifiée ; et le 2^e *Hermès*, à
tête d'ibis, fut l'intelligence humaine personnifiée ⁵. — Nous ne
 croyons pas à cette explication qui paraît être une invention philoso-
 phique postérieure, étrangère aux premiers historiens ; mais ce n'est
 pas ici le lieu d'expliquer qui étaient les deux *Hermès*, nous avons
 voulu seulement constater que les Egyptiens ont fait remonter l'écrit-
 ure et l'usage des lettres aux dieux ou à des hommes inspirés des dieux.

Ammien Marcellin, racontant comment cette science s'est trans-
 mise à travers le déluge, se rencontre avec la plupart des Rabbins et
 des auteurs orientaux que nous avons cités : « On appelle, dit-il,
 » *Syringes*, certains réduits souterrains et tortueux que les hommes
 » chargés de conserver les rites sacrés, sachant que le déluge devait
 » arriver, et redoutant la perte des anciennes cérémonies, firent creu-
 » ser en divers lieux avec grands travaux. Sur les parois des rochers

¹ Dans la *Chronographie* du Syncelle, p. 40.

² Dans *Phédre*, p. 274. C.

³ Les voir cités dans Jablonski, *Pantheon ægypt.*, III, 161, 183.

⁴ *Banquet*, IX, quest. 3.

⁵ Voir son *Pantheon égyptien*, explication de la planche 15 celle de *Thoth*.

» qu'ils avaient taillés, ils gravèrent différentes espèces d'oiseaux et
 » de bêtes féroces, et une semblable quantité d'autres animaux que
 » l'on appelle lettres hiéroglyphiques, lettres totalement incom-
 » préhensibles aux latins¹. »

Quelques-uns des ouvrages de Thoth Trismégiste sont-ils arrivés jusqu'à nous? On en cite plusieurs, le *Pæmander*, l'*Asclepias*², des *Dialogues*; Kircher dit en outre qu'il a acquis l'assurance qu'on trouve encore en Egypte, surtout dans la bibliothèque du Caire, dite *Madrase*, et en langue copte, les ouvrages dont voici les titres :

1. *Du monde supérieur et de l'ordre qui y règne.*
2. *De Dieu, des anges et de leur nature.*
3. *De la religion des anciens Égyptiens.*
4. *Des démons, de leur ordre et de leur office dans le monde.*
5. *De la nature du fleuve le Nil.*
6. *Des nomes de l'Égypte.*
7. *Des signes du zodiaque et de leurs influences.*
8. *Des mansions de la lune.*
9. *Des poids et des mesures tant nouvelles qu'anciennes.*
10. *Histoire de l'Égypte, de ses rois et de ses sages.*
11. *Histoire des animaux de l'Égypte.*
12. *Des mois des Égyptiens.*
13. *Des plantes, des fleurs, des fruits et de leur usage dans les choses sacrées.*
14. *De toutes les espèces de semences, de graines, de pierres, d'aromates et de leur usage dans les choses sacrées³.*

Sans doute l'authenticité de ces livres, tous dénués de noms d'auteurs, est loin d'être probable, et pourtant nous formons des vœux pour qu'ils soient traduits un jour; nul doute qu'ils n'apportent bien des éclaircissemens sur l'histoire et la langue égyptienne. Champollion lui-même, en parlant de ceux qui sont connus, assure

¹ *Hist.*, liv. xxii, c. 39.

² Presque tout l'*Asclepias* est traduit en français dans le *nouveau système de Bibliographie* de M. de Fortia, p. 224, où il y a un catalogue très détaillé des manuscrits et éditions des ouvrages attribués à Hermès.

³ *Obélis pamph.*, p. 31.

« que malgré les jugemens hasardés qu'en ont portés certains
 » critiques modernes, ils n'en renferment pas moins une masse de
 » traditions purement égyptiennes et constamment d'accord avec les
 » monumens ¹. » Qui sait si quelque jour on ne découvrira pas
 quelques uns de ces livres en caractères démotiques ou même hiéroglyphiques? Quoi qu'il en soit, s'il faut en croire Psellus et Pléthon ²,
 c'est d'eux que Platon et Aristote auraient emprunté une grande par-

¹ *Panthéon Egypt.*, explication de la planche 15. — Les livres portant le nom de Mercure Trismégiste, autrement dit *Livres hermétiques*, ont été édités plusieurs fois au 16^e et au 17^e siècle; la dernière édition est celle de Cologne 1630, elle a pour titre: « *Divinus Pymander Hermetis Mercurii Trismegisti, cum commentariis R. P. F. Hannibalis Rosselli calabri, Ord. FF. Minorum Regularis observantia, theologiæ et philosophiæ ad S. Bernardinum Cracoviæ olim professoris, opus verè aureum reconditæque sapientiæ refertissimum, ac proinde cuivis arcana Dei scire cupienti utilissimum. — Accessit ejusdem textus Græco-latinus, industriâ D. Francisci Fluzantis Candalla; indice Rerum et Verborum generali accuratissimo adjecto.* » Il se compose de 35 colonnes de texte, auxquelles sont ajoutés 6 vol. in-folio de Commentaires. Toute la philosophie, toute la théologie profane et chrétienne sont rapportées à ces quelques pages vraies ou présumées antiques. Quand on les parcourt on est tout étonné de la confiance, de l'aisance avec laquelle le docteur franciscain rapproche les dogmes chrétiens de cette philosophie antique, et l'on ne peut s'empêcher de sourire, quand on voit quelques jeunes gens, comme Leroux ou Quinet, avoir cru faire une découverte et une découverte accablante pour le christianisme, de quelques identités ou ressemblances entre les croyances chrétiennes et les croyances primitives. Les docteurs chrétiens avaient déjà vu cela, et mieux qu'eux; la seule différence c'est que les uns savaient d'où venaient ces croyances et les autres ne le savent pas. Nous n'hésitons pas à accuser de cette perturbation cette philosophie personnelle, cartésienne si vous voulez, qui, renonçant aux traditions humaines, a fait que, pour chaque individu, le monde ne commence qu'à l'époque où il a commencé lui-même à user de la méthode philosophique. C'est ainsi qu'il se crée un monde, un Dieu, un Christ, un homme philosophiques, qui ne sont plus le monde, le Dieu, le Christ, l'homme de la tradition, de l'histoire, mais quelque chose de fantastique qui prend autant de formes qu'il y a d'individus.

² *Commentaire sur les Oracles de Zoroastre à la fin de l'édition des Oracula sibyllina* d'Opseopæus, p. 51. 59, 104; voir quelques unes des pensées de Platon, empruntées aux livres hermétiques dans *Obelis. pamph.*, p. 39 et 40.

tie de leurs doctrines¹, ainsi que Plotin, Janiblique et Proclus; et en particulier n'est-ce pas dans ces livres, qui ont conservé le souvenir de l'imposition des noms faite aux créatures par Adam, que Platon avait puisé les paroles si remarquables par lesquelles il fait sentir l'importance des noms, quand il dit « qu'il n'appartient qu'au » législateur (ou démiurge) de les imposer², parce qu'il faut non » seulement que la nature, mais encore que la forme des choses apparaisse dans les caractères et les syllabes qui l'expriment³. »

Origine de l'écriture d'après les Hindous.

Les Hindous, comme les Egyptiens, reconnaissent encore un Dieu comme créateur de l'écriture. « On ne peut s'empêcher, dit encore » Champollion, de reconnaître une bien remarquable analogie entre » 1^{er} *Hermès* et le *Brahma* des Hindous. Ce Dieu, le 1^{er} membre de » la Trinité indienne, est comme le *Thoth* des Egyptiens, le père des » sciences, le créateur du monde matériel, l'inventeur des lettres et » l'auteur des livres sacrés de l'Indostan⁴. » En effet, nous lisons dans les *Lois de Manou* : « Du feu, de l'air et du soleil, il (*Brahma*) » tira, pour l'accomplissement du sacrifice, les trois *védas* éternels, » puis *Brahma* révéla ses lois à *Manou*, lequel en composa son code » qu'il livra à *Viasa*⁵. » « Le premier *Manou*, d'après M. Lauglois, » appelé *Swayambhouva*, est le fils de *Brahma*, et il est regardé » comme le père du genre humain⁶. » Plusieurs de ces livres existent encore, et tous les jours les Européens travaillent à les faire passer dans nos langues.

Origine de l'écriture d'après les Chinois.

Comme les autres orientaux, les Chinois font remonter l'écriture au premier homme et lui donnent une espèce d'origine divine. Voici

¹ Plutarque et Clément d'Alexandrie nous donnent le nom des prêtres égyptiens qui ont communiqué les doctrines orientales aux Grecs : ce sont Ethimon à *Orphée*, Ochlaphus à *Aglaophamus*, Sonchis et Psénophis à *Solon*, Pérénités à *Pythagore*, Soehoniatis et Sechnuphis à *Platon*.

² Dans le *Cratyle*, p. 388, E.

³ *Ibid.*, p. 490, E.

⁴ *Panth. Egypt.*, explication de la planche 15 B.

⁵ Voir *Lois de Manou*, l. 1, vers. 23, 102, 119.

⁶ *Table alphab. de la myth. Hindoue à la fin de son Théâtre indien.*

ce que nous en disent leurs anciens livres : « La vertu du très-illustre
 « *Fou-hi* unit le haut et le bas (le ciel et la terre). Le ciel y corres-
 » pondit en faisant apparaître à ses yeux les caractères des oiseaux ¹ et
 » des quadrupèdes ; la terre y correspondit en lui montrant les figu-
 » res du *Lou-chou* sur le tableau sorti des eaux (*Le Ho-tou*). C'est
 » par suite de cela que *Fou-hi*, en levant les yeux en haut, vit des
 » images dans le ciel, et qu'en les baissant il vit des modèles à imiter
 » sur la terre. Il aperçut ce qui constituait la nature et les rapports
 » extérieurs de tous les êtres, et il commença à tracer les huit *Koua*.
 » Il inventa l'écriture pour remplacer les *cordelettes nouées* dans
 » l'administration du gouvernement ². » Et après avoir donné les six
 règles pour la formation de cette écriture, l'auteur ajoute : « *Fou-hi*
 » fit en sorte que dans l'empire (mot à mot le *Ciel inférieur*), la rai-
 » son et la justice fussent en harmonie avec les caractères primitifs
 » et les caractères dérivés, et que les caractères primitifs ainsi que
 » les caractères dérivés fussent en harmonie avec les six principes de
 » leur formation ³. »

Nous pouvons d'abord tirer cette conclusion, que les Chinois ont
 cru que l'écriture avait été donnée de Dieu au premier homme ; car
 leur *Fou-hi* est un de ceux par où ils commencent leur histoire ⁴, et
 c'est d'une manière miraculeuse, sur le dos d'un *dragon-cheval*, sorti

¹ Eusèbe et Démétrius de Phalère disent aussi que les Égyptiens imitèrent
 leurs caractères des oiseaux, etc.

² Extrait du *Tong-kien*, l. 1 dans l'*Essai sur l'origine similaire des écri-
 tures chinoise et Égyptienne*, de M. Pauthier ; voir en outre le texte de
 l'*Y-king* d'où celui-ci est tiré, *ibid.*, p. 3 et dans la *trad. latine* du P. Regis,
 t. II, p. 538.

³ *Essai*, x. p. 6. Voir surtout la *Dissertation sur les caractères chinois*
 insérée dans les t. VIII, p. 227, et IX, p. 282 des *Mémoires chinois*. Il est bien
 à regretter que les caractères ne soient point joints au texte dans cet excellent
 travail, comme ils le sont dans celui de M. Pauthier.

⁴ Plusieurs auteurs font remonter l'histoire chinoise fort avant *Fou-hi* ; mais
 ceux-ci soutiennent aussi que les caractères sont plus anciens que lui et qu'il
 ne fit que leur donner une forme plus commode. En résumé, les lettrés croient
 que les caractères sont de toute antiquité, comme nous l'avons dit plus haut.
 Sur *Fou-hi* et sur les preuves qui portent à croire que c'est *Abel*, voir les
Annales de philosophie chrétienne, t. XVI, p. 125.

d'un fleuve, ou sur le dos d'une *grande tortue*, qu'il lut les caractères *Koua*; aussi les Chinois disent-ils : « Il n'y a qu'un saint qui » puisse être l'auteur des *King*. L'*Y* est le livre du ciel, le *Chou* est » le livre du *Chang-ty* ou seigneur suprême ¹. Pourtant il faut bien avouer que ce passage laisse bien des difficultés; et d'abord il est impossible d'appliquer aux *Koua* cette ressemblance que *Fou-hi* est supposé avoir empruntée aux choses du ciel et de la terre, aux oiseaux et aux quadrupèdes. Les *Koua* sont des lignes entières ou brisées, mises les unes sur les autres selon cette forme $\equiv$ et multipliées jusqu'à 64. Ce sont des symboles, des abréviations, des indications, plutôt que de vrais caractères. Ils ont dû suivre plutôt que précéder les vrais caractères hiéroglyphiques. Il faut dire la même chose des *cordelettes nouées* que les chefs portaient à la ceinture; c'est au reste le sentiment de plusieurs missionnaires, entre autres du P. Amiot.

Nous croyons devoir terminer ce sujet par les considérations suivantes, de ce dernier missionnaire, qui nous paraissent indiquer assez bien la marche probable des anciennes écritures : « Tout ce » qu'on sait de plus clair sur l'origine de l'écriture, c'est qu'elle se » perd dans l'obscurité des tems les plus reculés, et que l'hiérogly- » phique est la plus ancienne qu'on connaisse. Plusieurs écrivains » en placent l'invention avant le déluge, veulent que Noé en ait été » le conservateur, et prétendent que les nations les plus célèbres de » l'antiquité l'ont héritée de lui. Reste donc à examiner si ce senti- » ment est aussi vrai que vraisemblable, et n'est pas démenti par » les faits; mais bien loin qu'ils le démentent, ils le prouvent au cou- » traire et le confirment. En effet, la conformité des anciens peuples » à se servir de caractères hiéroglyphiques, indique une source com- » mune; leur accord à les employer dans un sens mystérieux pour » consacrer le dépôt des espérances et des dogmes de la religion, » annonce un enseignement commun; leur participation aux scien- » ces, aux arts et aux lois de leur première origine, dénote un héri- » tage commun; leur ressemblance, enfin, dans la profondeur du » système de l'écriture hiéroglyphique, suppose une école commune. » J'abandonne la conclusion au lecteur². »

¹ *Mémoires chinois*, t. ix, p. 350.

² *Mémoires chinois*, t. ix, p. 293. — Sur la question de l'origine de l'écriture³

Écriture au moyen de cordelettes et de nœuds.

Nous avons parlé de cordelettes et de nœuds au moyen desquels les Chinois exprimaient différentes choses. Cette écriture a été employée par d'autres peuples encore; elle était surtout en usage, sous le nom de *Quipos*, en Amérique, dans l'empire des Incas. Pour en faire connaître le mécanisme, nous allons citer le passage suivant d'un savant moderne :

« Si le peuple du Mexique ne possédait pas l'écriture, il comptait fort bien au moyen des *quipos*. Des établissemens étaient fondés dans toutes les villes, et confiés à la garde de six à trente hommes experts, capables d'enregistrer au moyen de ces *quipos* les principaux événemens de l'empire et tout ce qui concernait son administration.

« Voici comment s'y prenaient ces gardiens, appelés *Quipucamay-rus* : ils fixaient sur un objet solide les deux bouts du grand cordon, espèce de ficelle, et ils y attachaient successivement une quantité d'autres cordons, composés d'un ou de plusieurs fils d'un mètre à peu près de long. Tous ces fils ou cordons, de couleurs différentes, tombaient comme une espèce de frange, et l'on comprenait aisément la signification de chaque fil ou cordon par sa couleur. Ainsi l'or était représenté par le cordon ou fil de couleur jaune; l'argent par le blanc; les gens de guerre par le rouge. Tous ces objets se trouvaient placés par ordre. La disposition des armes, par exemple, commençait par la lance comme étant l'arme la plus noble; venaient ensuite les arcs, les flèches, les javalots, les massues, les haches, les frondes. C'était par les nœuds qu'on exprimait le nombre. On suivait le même ordre pour les légumes, en commençant par le froment, le seigle, les pois, les fèves. On pouvait, grâce à ces *quipos*, connaître chaque année la statistique de chaque ville et celle de tout le royaume : les habitans étaient désignés par leur âge, de dix en dix ans, en descendant toujours de l'âge le plus élevé jusqu'à la naissance. Des fils plus fins, entremêlés aux gros cordons,

voir en outre le volume de M. le chev. de Paravey, ayant pour titre : *De l'origine unique et hiéroglyphique des chiffres et des lettres de tous les peuples*, avec 6 planches. Paris, Treuttel et Wurtz; prix : 10 fr.

« indiquaient les hommes mariés, l'époque de leur naissance, les
 « veufs et les veuves. C'était par ce moyen ingénieux que l'empereur
 « était mis au fait tout les ans de la population de son royaume, de
 « ses revenus, de l'administration de la justice, du nombre des gens
 « de guerre, des naissances, des décès, des mariages, de tout ce qui
 « forme, en général, la matière de la statistique la plus exacte.

« Ces gardiens de *quipos* étaient chargés en outre de les tenir sans
 « cesse à la connaissance des populations, et de leur rappeler soit les
 « événemens anciens du royaume, soit les événemens récents, à me-
 « sure qu'ils s'accomplissaient. Les *amautas*, ou philosophes, et les
 « *aravicus*, où poètes, se chargeaient, à leur tour, de répéter les
 « mêmes faits au peuple, pour en transmettre le souvenir aux enfans
 « et aux générations futures ». »

Après ces notions données sur l'origine première de l'écriture, nous allons exposer ce que l'on connaît sur son origine particulière pour chaque peuple, et ici nous allons laisser parler Dom de Vaines.

Les Grecs tiennent l'écriture des Phéniciens.

Les Grecs ont reçu leurs lettres, c'est un fait; mais de qui les tiennent-ils? Dom Calmet¹, dom Légipont² et Schuckford³, décident que les Grecs en sont redevables aux Égyptiens, et cela sur la foi de Vossius, qu'ils citent à tort. Toutes les preuves de ce dernier⁴ se réunissent au contraire en faveur de Cadmus, qui, selon le président Bouhier⁵, quoique égyptien d'origine, était né en Phénicie, et y apprit les lettres, qu'il communiqua aux Grecs. Ce dernier sentiment de l'académicien est garanti dans Vossius⁶ par Hérodote, Denys d'Halicarnasse, Pline, Clément d'Alexandrie, Victorin, saint Isidore, Suidas et même Plutarque. Donc Cadmus, parti de Phénicie,

¹ *Echo du monde savant*, 1844, n. 8, p. 191.

² *Dissert.*, t. 1, p. 24.

³ *Dissert. Philologico-bibliograph.*, § 4, n. 9 et 10, p. 114.

⁴ *Hist. du Monde*, liv. iv, p. 222.

⁵ *De Arte Gramm.*, lib. 1, cap. 10.

⁶ *De priseis Græc. et Latin. Litteris Dissert.*, n. 3.

⁷ *De Arte Gramm.*, p. 44.

porta aux Grecs les premières lettres, qui furent depuis appelées *ioniques*. Mais il a été dit plus haut, que par les *Phéniciens* on entendait les *Hébreux* ; donc les Grecs doivent l'origine de leur écriture aux caractères samaritains.

Les caractères grecs, parfaitement semblables aux phéniciens dans l'origine, se sont à la vérité écartés un peu avec le tems, de leur figure primitive¹ ; mais ils laissent voir encore nombre de traits de ressemblance, et les monumens des Grecs les plus antiques, comparés aux monnaies et médailles des Samaritains les plus anciennes, présentent des caractères absolument semblables. L'écriture la plus ancienne de l'Europe nous vient donc du Samaritain, et non du Chaldaïque, avec lequel elle n'a aucun trait de conformité, ni de l'Égyptienne, avec laquelle elle n'a pas plus de rapport.

Les Latins la tiennent des Grecs.

Les Pélasges, premier peuple de la Grèce, soit par la voie de la navigation, soit par les colonies grecques qui passèrent en Italie, portèrent premièrement leur forme d'écriture chez les Etrusques. Aussi, depuis les lumières jetées sur la littérature étrusque, on voit que de 18 lettres qui composaient l'alphabet de ces derniers, 8 sont exactement semblables à autant de caractères samaritains, et 6 autres ont, avec un pareil nombre de samaritains, des traits apparens de conformité. Mais 10 des lettres étrusques sont évidemment les mêmes que les nôtres, et les 8 autres en approchent fort ; donc nos lettres, par l'entremise des Latins et des Grecs, nous viennent des Samaritains. La ressemblance des nôtres avec celles des Grecs est trop apparente dans les lettres majuscules A, B, E, H, I, K, M, N, O, T, Y, Z, pour qu'on puisse avoir le moindre doute sur leur origine ; il ne serait pas même difficile de prouver l'affinité des autres lettres. Les Grecs, par exemple, ont rendu leur I quarré et rond ; les Latins en ont fait autant de leur C ; le Δ n'est que le D incliné des Latins, dont le ventre est en pointe. Les Grecs se sont servis de notre L, à cela près que, comme dans notre écriture cursive, ils ont relevé le trait d'en bas, comme la fig. 1 de la planche 18. On voit, dès les tems les plus reculés, des R semblables à peu près aux nôtres. Le Σ, que les plus

¹ Renaudot, *Mém. de l'Académ.*, t. II, p. 249.

anciens manuscrits représentent sans base, et qu'ils pointent un peu, comme la *fig. 2*, *ibid.*, revient très-fort à notre *S. I. U* des Grecs, sous la forme d'un *Y*, a souvent manqué de pied, et par conséquent nous a donné notre *Y* consonne. Enfin on ne trouve guère que le Θ et le Ξ , c'est-à-dire le Thêta et le Xi, que les Latins n'aient point acceptés.

Pour conclure cet article et concilier les différentes opinions qui tiennent ou pour les Egyptiens, ou pour les Chaldéens, ou pour les Phéniciens, on pourrait déferer aux Hébreux, chaldéens d'origine et limitrophes de la Phénicie, l'honneur d'une découverte qu'ils auraient d'abord portée en Egypte, où les hiéroglyphes étaient déjà fort accrédités.

Matières subjectives de l'écriture.

A la fin du siècle dernier, Voltaire, pour détruire l'autorité de la Bible, niait que l'antiquité connût l'art d'écrire ou qu'elle eût des matières propres à conserver l'écriture. — La science s'est chargée de répondre à cette objection. « Quelques contrats, dit M. Champollion » Figeac, écrits sur Papyrus, en caractères égyptiens que nous conservons encore, remontent même aux tems antérieurs à Moïse, ils » n'ont pas à présent moins de 3,500 ans d'antiquité¹. » Et s'il fallait en croire M. Lenormand, l'Angleterre posséderait une planche de » Sycomère, ornée de caractères, laquelle trouvée en 1837 dans la » 3^e des pyramides de Memphis remonterait à 5,900 ans d'antiquité². » — Il existe près du mont Sinaï de nombreuses inscriptions que quelques-uns, entre autres Kircher³, prétendent remonter jusqu'à Moïse; enfin, les Chinois croient posséder une célèbre inscription de Yu, gravée sur un rocher, qui remonterait à 2278 ans avant notre ère⁴. On ne peut plus maintenant attaquer la Bible sur ce

¹ *Egypte dans l'Univers pittoresque*, t. 1, p. 25.

² *Eclaircissement sur le cercueil du roi Mycérinus*, préf., p. 6.

³ *Oedip. Aegypti*, t. II, p. 130, où il en donne une explication ingénieuse, mais très-arbitraire.

⁴ Le P. Amiot l'a envoyée à la bibliothèque royale, d'où elle a été transcrite et publiée par Hager, à Paris, en 1830; par Klapproth, à Halle en 1811, et par Fauthier dans *La Chine*, t. 1, p. 53.

point ; mais venons en détail aux matières sur lesquelles les différens peuples ont écrit, et ici encore je laisserai parler Dom de Vaines.

Les matières subjectives de l'écriture, ou sur lesquelles on a tracé les pensées, ont suivi la marche, les progrès et la gradation de l'esprit humain. Selon Dom Calmet¹ l'usage des tables de pierre et de bois pour écrire est le plus ancien dont nous ayons connaissance. Dom Légipont² est aussi de ce sentiment, soit que ces tables fussent ou ne fussent point enduites de cire ; encore cette dernière forme ne paraît-elle que peu avant la captivité de Babylone³. Le premier de ces auteurs, deux pages plus bas, tombe cependant d'accord que les rouleaux sont de la plus haute antiquité, et qu'on en trouve des vestiges dans le livre de Job. Il faudra donc conclure que le bois, comme matière qui n'avait pas besoin d'une grande préparation, servit le premier à l'écriture pour toute sorte d'actes ; mais que les rouleaux ou d'écorce ou de feuilles d'arbre, comme moins volumineux, le suivirent de fort près, et que les pierres, les briques et les métaux furent bientôt mis en œuvre pour conserver des monumens à la postérité la plus reculée⁴. Telles furent les tables de la loi, les hiéroglyphes des Égyptiens sur les pyramides et obélisques⁵ ; les douze pierres précieuses chez les Juifs⁶, les lois de Solon inscrites sur des tables de bois⁷ ; les lois des douze tables chez les Romains, gravées sur l'airain ; les lois pénales, civiles et cérémoniales des Grecs, inscrites sur des tables de pareille matière ; qu'ils appelaient *cyrbes*, κύρβεις⁸. On dit même qu'un incendie fit périr, sous Vespasien, 3,000 tables de bronze conservées au Capitole, où étaient écrits leurs

¹ *Dissertation sur la forme des livres*, p. 24, 25, 26.

² *Dissert. 2^e de Manuscrit*, § 3.

³ Liv. iv *des Rois*, chap. xxi. 13.

⁴ Voir sur cette question un excellent ouvrage : *Essai sur les livres dans l'antiquité*, in-8°, 1810, par M. Géraud, que la mort vient d'enlever aux lettrés et à la science catholique.

⁵ Plin., *Hist.* lib. vii, cap. 56.

⁶ Epiph., *de 12 gemmis*, t. ii, p. 227, 233, edit. Patav.

⁷ Aul. Gel. *Noct. Attic.* lib. ii cap. 12.

⁸ *Thes. Ling. Græcæ*.

lois, leurs traités d'alliance, etc., etc., selon leur usage¹. De pareilles tables d'airain ou de cuivre ont servi quelquefois d'espèces de papiers terriers², c'est-à-dire qu'on y représentait le plan et les bornes d'une terre. On les déposait ensuite dans les archives des empereurs. On en usait ainsi au 1^{er} siècle de l'Église. Au 4^e, pour la promulgation d'une loi dans les villes de l'empire, on se servait ou de tables de pareilles matières, ou de tablettes de bois enduites de céruse, ou de nappes de linge : ces dernières étaient d'un grand usage dans l'antiquité³ : on les appelait *lintei*, suivant Pline⁴, et *carbasini*, selon Claudien⁵.

Que les tables de plomb aient servi de matière à l'écriture, Job⁶, et une infinité d'auteurs en font foi⁷. Pline⁸ assure même qu'on avait formé des rouleaux de cette matière, aussi souples que le linge ; ce qui prouve la perfection de l'art sur ce sujet. En général, les pierres, les marbres et les métaux, employés chez les Grecs et les Latins à éterniser les monuments, sont d'une rareté incroyable chez les modernes. On a souvent parlé de livres en lames d'or, d'argent et de bronze ; mais il est fort rare de rencontrer de semblables monuments : il l'est encore plus de trouver des diplômes gravés sur ces métaux, ou même sur le plomb et l'ivoire. On ne connaît que quatre pièces de cette espèce⁹ : la première, du pape Léon III ; la seconde, de Luitprand, roi des Lombards ; la troisième, sous Charlemagne, qui est violemment suspecte ; et la quatrième de Jean, évêque de Ravenne. Des

¹ *Machab.* cap. viii et xiv. — Cicéron, *De divini.*, lib. ii. — Tit. Liv. *Decad.* 1^{re}, lib. iii. — Pline, *Hist.* lib. xxxiv, cap. 9. — Jul. Obseq. *De prodigiis*, cap. 122. — Ovid. lib. i, *Metamor.*

² Siculus Flaccus, *De condit. agror.* p. 20. — Hygen, *De limitibus constituendis.* p. 132.

³ *Cod. Theodos.* lib. ii, tit. 27, et Tit. Liv. *decad.* i, lib. i.

⁴ Lib. xiii, cap. 11.

⁵ *De Bello Gothico.*

⁶ Job., c. xix, v. 24.

⁷ Kircher, *Museum*, tab. 10. — *Paleograph. Græca*, p. 16. — *Antiquité expl.* t. ii, p. 2, liv. iii, ch. 8, n. 4. — Dionys. Cassius, lib. xlvi. — Plinius lib. xiii, cap. 11.

⁸ Lib. xiii, cap. 11.

⁹ *De Re Dipl.* p. 38.

tables de plomb furent la matière des deux premières, l'airain de la troisième, et la pierre de la quatrième.

L'ivoire¹, le buis, le citron et même l'ardoise², furent mis également à contribution. C'était même une distinction accordée aux empereurs romains, que tous les arrêts du Sénat qui les regardaient, fussent inscrits sur des livres d'ivoire. Quand ces livres n'étaient composés que de deux feuilles, on les nommait diptyques; et quand ils en avaient plusieurs, on les appelait en général polyptyques³.

On trouve, dans quelques archives, des actes écrits sur des bâtons et sur des manches de couteaux. Sur le manche d'ivoire d'un couteau conservé dans les archives de la Cathédrale de Paris⁴, on lisait un acte de donation du commencement du 12^e siècle faite à cette Église. Un pareil instrument était gardé dans l'abbaye du Ronceray à Angers⁵.

Plinie l'historien⁶, et Isidore de Séville⁷, nous sont garants qu'on a écrit autrefois sur des feuilles de palmier et sur d'autres plantes. Les Syracusains, pour proscrire quelqu'un du gouvernement⁸, écrivaient son nom sur des feuilles d'olivier. La chose n'est pas unique, puisque dans les Indes Orientales⁹ on voit cette manière d'écrire encore usitée. Les Athéniens, mécontents de quelque citoyen, écrivaient son nom sur des écailles, et c'était opiner pour la proscription : de là est venu le fameux ostracisme.

On a déjà vu que le bois avait été une matière subjective de l'écriture; mais il est bon de savoir comment on y écrivait. On les tables étaient toutes nues, ou elles étaient enduites. Dans le premier cas, elles s'appelaient *schedæ* chez les Romains¹⁰, et *axones*, ἀξονες, chez les Grecs. C'est ainsi que les Romains, avant qu'ils eussent in-

¹ Ulpian. *Dig.* lib. xxxii, leg. 52.

² Hugo, *De primâ scribendi origine*, p. 94.

³ Voir Pollucis *Onomasticon*.

⁴ Lebeuf, *Dissert. sur l'Hist. du diocèse de Paris*.

⁵ *Annal. Bened.* t. vi, p. 219.

⁶ Lib. xiii, cap. 11.

⁷ *Orig.* lib. vi, cap. 12.

⁸ Diod. Sicul. lib. xi, p. 286.

⁹ *Relations des Philipp.* p. 4; — de la Chine, par Boym, p. 203.

¹⁰ Vossius, *De arte gramm.* lib. i, c. 38.

trouvé l'usage de graver leurs lois sur le bronze, les inscrivaient sur des tables de chêne¹. De ces tables de bois on faisait les livres, *codices*, qui étant gravés sans enduit, étaient par conséquent ineffaçables².

Dans le second cas, taillées plus en petit, elles étaient recouvertes ou de cire, ou de craie, ou de plâtre. La première espèce s'appelait *cera*, et en général elle se nommait *tabula*. La cire était assez communément verte ou noire; au moins celle des tablettes qui nous restent paraît-elle noire, ou d'un vert si obscur, qu'il est difficile de la distinguer du noir. Il est probable qu'il y entrait de la poix ou autre matière semblable, pour lui donner la consistance qu'on y remarque. On en conserve dans plusieurs musées, et l'on en voit exposées à la Bibliothèque Royale, salle des manuscrits. Ces tablettes n'étaient quelquefois enduites que d'un côté, quelquefois des deux. Au moyen de bandes de parchemin collées de distance en distance sur le dos de ces ais, et rapprochées les unes des autres, on en formait des livres reliés assez proprement, que l'on appelait *codicilli*. Lorsque les pages étaient remplies et que l'écriture qui y était tracée n'intéressait plus, on l'effaçait en rendant uni l'enduit de cire, et alors on s'en servait de nouveau au même usage; c'est ce qui fait que l'on y déchiffre encore quelquefois des traits d'une écriture antérieure à celle qu'on y lit, et qu'on n'en trouve guère de plus ancienne que le 14^e siècle. L'usage des tablettes a duré jusqu'à ce que le papier de chiffon ait prévalu, c'est-à-dire vers le commencement du 14^e siècle. Elles servaient assez communément à des journaux d'itinéraires.

En général, l'usage de graver les lettres, ou de les écrire sans li-
queur, semble avoir précédé toutes les autres écritures. Il se trouve encore des nations qui tiennent à cette ancienne manière³.

Tel est à peu près tout ce qu'on peut dire sur la matière des plus anciens monumens que l'on pourrait quelquefois rencontrer; car, pour ce qui regarde la matière des chartes ou diplômes proprement dits, quoiqu'il soit certain qu'on ait écrit sur des intestins d'éléphants

¹ Dionys. Halicarn., *Antiq.* lib. iv, c. 50.

² Vossius, *De arte gram.* p. 132,

³ *Atlas Sinicus*, préf. p. 181.

et d'autres animaux¹, on peut cependant réduire la matière aux peaux et aux papiers, puisqu'on n'en connaît pas des espèces précédentes. Voyez PAPIERS, PARCHEMIN. Quant aux instrumens immédiats et à la matière apparente de l'écriture, voyez PLUME et ENCRE.

Disposition de l'Écriture.

Les peuples ayant reçu successivement la théorie de l'écriture, varièrent considérablement dans la forme de l'exécution, et surtout dans la disposition des lignes. Le père Hugues² a fait représenter 24 manières d'écrire; mais la plupart sont restées dans l'état de pure possibilité, sans qu'aucune nation les ait jamais adoptées. On peut réduire à trois espèces celles qui ont été d'usage : l'écriture *perpendiculaire*, l'*orbiculaire* et l'*horizontale*.

Ecriture perpendiculaire.

La perpendiculaire, anciennement usitée chez quelques Indiens³, l'est encore aujourd'hui chez les Chinois, les Japonais, et quelques autres habitans des îles de cette partie du monde. Cette écriture peut commencer de haut en bas, ou de bas en haut, de gauche à droite, ou de droite à gauche. Les Chinois suivent ce dernier mode de bas en haut pour les Koua de Fou-Hi; mais pour leur écriture ordinaire ils écrivent de haut en bas et de droite à gauche, et ainsi ils commencent leurs pages à la dernière des nôtres⁴.

Ecriture orbiculaire.

L'écriture orbiculaire ne fut peut-être jamais d'un usage suivi chez aucun peuple; il y en eut cependant, selon Pausanias⁵, et selon Maffei⁶; mais la forme des vases, des monnaies, des boucliers y donna lieu quelquefois, sans que le gros de la nation en ait usé. On a découvert sur des roches des écritures d'anciens peuples septentrionaux avec cette forme à peu près; mais comme ces lettres *runes* sont

¹ *Palæograph.* p. 16. — Isidor. lib. vi, c. 11.

² *De primâ scribendi origin.* c. viii, p. 83.

³ Diod. Sicul. l. ii.

⁴ Du Halde, *Descript. de la Chine*, t. ii, p. 249. — Nieuhoff. *Legat. Holland. ad Sinas*, part. 2, t. xvi.

⁵ L. v, c. xvi.

⁶ *Trad. Ital.* p. 177.

disposées de façon qu'elles suivent les replis et les spirales d'un serpent qu'on avait figuré d'abord, il est encore assez douteux que cette écriture ait été commune à tout un peuple.

Ecriture horizontale.

L'écriture horizontale peut avoir quatre marches : de gauche à droite, comme la nôtre ; de droite à gauche, comme les Hébreux ; de gauche à droite pour la première ligne, puis de droite à gauche pour la seconde, et ainsi successivement en allant et venant ; enfin de droite à gauche pour la première ligne, et de gauche à droite pour la seconde, et ainsi de suite. Ces deux dernières espèces s'appellent *Boustrophédones*. Voyez *BOUSTROPHÉDONE*, mot qui exprime l'action du laboureur qui va et vient en traçant ses sillons. Les Orientaux ont toujours écrit de droite à gauche, et les Occidentaux, depuis fort longtemps, de gauche à droite ; ce qui pourtant n'est pas sans exception.

Usage de l'Ecriture chez les Latins et les Français.

Les Romains estimaient l'écriture, et faisaient gloire de s'y appliquer. Les empereurs eux-mêmes ne se dispensaient pas toujours d'écrire leurs lettres de leur propre main ; et en général tous les peuples policés firent cas de cet art. Quoique Quintilien¹ semble se plaindre que de son tems on le négligeait, ce ne fut pourtant guères qu'après les incursions des Barbares, ou depuis le 8^e siècle, qu'il tomba sensiblement, on peut dire même dans un avilissement surprenant, fondé sur ce que ces étrangers mirent tout leur mérite dans la bravoure. Dès lors rien ne fut plus ordinaire que de voir des rois, des princes, des grands, incapables de mettre leur nom par écrit. Nos rois de France même ne parurent pas d'abord plus affectionnés aux lettres que les Goths. Chilpéric fut le premier de nos rois qui eut quelque teinture des sciences ; peut-être fut-il le premier qui sût véritablement écrire. Savoir si Charlemagne lui-même, qui encouragea si vivement le rétablissement des lettres, sut écrire ; c'est encore un problème à résoudre. Cette ignorance crasse ne fit qu'accroître pendant les 10^e, 11^e et 12^e siècles. Des évêques, des abbés, et des

¹ *Instit. Orat.* l. 1, c. 1.

clercs, dont le ministère exigeait des connaissances, n'en étaient pas plus lettrés pour cela. On en avait déjà vu des exemples dans les siècles les plus brillans de l'Église, en 411, à la conférence de Carthage, au conciliabule d'Éphèse, au concile de Chalcédoine, où il se trouva quarante évêques de la plus grande incapacité; et au concile sous Ménas, etc., etc.¹. Tous ces exemples sont antérieurs au 7^e siècle. Il paraît que cette ignorance ne déshonorait pas alors, puisque les évêques ne font pas difficulté de l'avouer dans les termes les plus clairs. Les rois et les grands continuèrent dans la suite de s'expliquer avec la même candeur. Il y avait des moines qui ne savaient pas écrire au commencement du 11^e siècle; mais ce n'était pas le plus grand nombre; les études et l'écriture avaient toujours été en honneur chez eux. Aussi, de l'aveu de Marsham², de Richard Simon³, de Le Clerc⁴, et d'autres antagonistes de l'état monastique, ce furent eux qui sauvèrent les débris des lettres des ravages des Huns, des Normands, des guerres civiles, etc., et qui firent souvent la fonction de notaires publics⁵. Ce ne fut que sur la fin du 13^e que l'art d'écrire commença à prendre faveur parmi les laïques; au 14^e, ils l'ignoraient encore pour la plupart. Cette incapacité presque générale fut cause que l'on contracta souvent sans écriture; cet abus eut cours en France jusque vers le 12^e siècle environ. Mais quand il y avait un contrat en forme, il paraissait indispensable de faire signer les parties contractantes; lorsqu'elles ne savaient pas écrire, ce qui arrivait assez souvent, on y suppléait de différentes façons, (voyez SIGNATURE), et l'on annonçait très-souvent son ignorance à cet égard.

Différens genres d'écritures.

Après avoir jeté un coup d'œil sur l'origine, l'invention, la propagation, la disposition et l'usage de l'écriture, il est à propos de descendre dans le détail des différens genres d'écritures.

¹ Labbe, *Concil.* t. iv, col. 320, 581, 634.

² *Propyl. Monast. Anglie.*

³ *Lettres Critiques*, p. 96, 127.

⁴ *Biblioth. Choisie*, t. ii, p. 123.

⁵ *Annal. Bened.* t. iv, p. 185, 693; t. vi, p. 96, 287.

Ecriture posée et courante.

Plusieurs grands hommes, dit Maffei¹, ont prétendu que les Romains n'avaient d'autre écriture que ces caractères majestueux qu'on voit sur les marbres, les médailles et les manuscrits les plus somptueux. D'autres ont soutenu² avec beaucoup plus de fondement, qu'ils avaient deux sortes d'écritures, l'une, posée et noble, réservée pour les inscriptions et les ouvrages d'éclat ; l'autre propre aux minutes et aux affaires qui demandaient à être expédiées promptement. En effet, est-il croyable que les anciens auteurs latins, dans la chaleur de la composition, eussent été réduits à ne pouvoir rendre leurs pensées qu'avec les longueurs qu'on ne pouvait éviter en usant de l'écriture capitale ? Voilà donc déjà deux écritures bien distinctes, la posée ou la capitale, grande ou petite, et la courante ou cursive.

Ecriture nationale.

Outre ces deux divisions générales, chaque nation ajouta à l'écriture romaine son goût propre et particulier ; ce qui lui prêta un coup d'œil et un air tout différent, qui saute aux yeux, et qui donne naturellement la distinction des écritures nationales. De là cette différence entre le goût et l'écriture des Lombards, des Saxons, des Espagnols, des Goths, des Français ; de là aussi les différens caprices qu'on remarque dans l'écriture des anciens francs-gaulois ou Mérovingiens, et dans celle de leurs successeurs ou Carloviugiens.

Par écriture *latine nationale*, on entend en général celle qui, venant des Romains, a passé chez différens peuples, qui l'ont diversifiée selon leur goût et leur génie différent. Il y en a cinq principales : la romaine, la gothique ancienne, la franco-gallique ou mérovingienne, la lombardique et la saxone.

L'Italie fut constante dans son écriture jusqu'à l'incursion des Goths. Alors l'écriture suivit le génie de ces peuples barbares, et devint différente de la belle romaine ; on l'appelle *Italo-Gothique*.

Les Lombards s'étant emparés de cette partie de l'empire, l'an 569, excepté de Rome et de Ravenne, communiquèrent à l'écriture

¹ *Oposcol. Eccles.*, p. 57.

² Cæsar. Domin. *Tract. 2 de Orthograph.* c. 2.

une autre tournure ; on l'appelle *Lombardique*. Parce que les papes se servaient, dans leurs bulles, de l'écriture lombardique , le nom de *romaine* lui fut quelquefois donné au 11^e siècle ¹. Quoique leur domination n'ait duré qu'environ 206 ans, on donna cependant ce nom à l'écriture qui eut cours au delà des monts depuis le 7^e siècle jusqu'au commencement du 13^e. Alors elle cessa ; et si on la voyait dans un acte elle démasquerait la fourberie. La décadence des lettres ayant eu lieu en Italie comme ailleurs , l'écriture y dégénéra en ce que nous appelons *Gothique moderne*.

En Espagne, les Goths ou Visigoths, y portèrent, dans leur incursion , la corruption des belles-lettres, et donnèrent lieu à l'écriture *Visigothique* ou *Hispano-gothique* ; puis à la *Toletano-gothique* ou *Mozarabique*, et enfin à la *Gothique moderne*. La visigothique cessa d'être d'un usage commun en Espagne au 12^e siècle.

En France, les écritures y furent plus variées. Les Gaulois, subjugués par les Romains, suivirent d'abord leur manière d'écrire ; puis ils y mirent quelque chose du leur ; ce qui donna l'écriture *Romano-gallicane*. Les Francs ayant fait la conquête des Gaules firent voir , jusque dans l'écriture , leur goût pour l'aisance et l'éloignement de toute gêne ; c'est l'écriture *Franco-gallicque* ou *Mérovingienne*, qui cessa au 9^e siècle. On ne doit point la voir dans un acte , passé ce siècle, ou il en résulterait de violens soupçons. Charlemagne, zélé pour la restauration des lettres, voulut que l'on apportât plus de netteté dans l'écriture ; et c'est la *Caroline* qui se soutint sous les premiers capétiens, qui finit au 12^e siècle, et qu'on ne doit plus voir au 13^e. Enfin vers le 12^e siècle, le goût dépravé amena la *Gothique moderne*.

L'écriture saxonne a aussi ses divisions, qui sont la *Britano-saxonne*, l'*Anglo-saxonne*, la *Dano-saxonne*, etc. L'Angleterre abandonna l'écriture saxonne , et employa la française sous Guillaume le conquérant.

Ces différentes écritures n'ont pas été tellement propres aux nations chez lesquelles elles sont nées, que les autres peuples voisins ne s'en

* *De Re Dipl.*, p. 52.

soient servis quelquefois. Ainsi en France, on trouve du gothique ancien et du lombardique, comme en Angleterre, de la caroline et du gothique moderne, etc.

Tous les savans ne sont pas d'accord sur l'origine des écritures nationales. On peut réduire à trois les sentimens qui ont partagé les esprits. Les uns reconnaissent que tout l'occident suivait la manière d'écrire des Romains jusqu'à l'inondation des barbares aux 5^e et 6^e siècles; que les Goths apportèrent les premiers leur écriture en Italie, et la substituèrent à la romaine; que les Visigoths en firent autant en Espagne, les Francs dans les Gaules, et les Saxons en Angleterre; que les Lombards s'étant rendus maîtres du pays qui porte leur nom, substituèrent leur écriture propre aux caractères gothiques, et la firent adopter par toute l'Italie. Notez que les rigides défenseurs de ce système nient expressément l'existence de la cursive et de la minuscule chez les Romains, ne voyant partout que des capitales grandes et petites.

Le second système, formé par Maffei, accorde aux Romains, bien des siècles avant l'irruption des Goths, trois sortes d'écritures: la majuscule, la minuscule et la cursive; mais il regarde comme chimérique toute écriture nationale, et n'admet nulle autre distinction d'écriture que celle qui se trouve entre les trois genres ci-dessus.

Le troisième système assure également aux Romains la possession de diverses sortes d'écritures; mais il met en fait que les nations barbares firent entrer quelques-unes de leurs lettres dans les écritures majuscules et minuscules; que la cursive, propre à chacun de ces peuples, eut cours dans les diplômes et contrats, et qu'elle pénétra de plus dans les manuscrits après le milieu du 7^e siècle. Voilà les trois sentimens qui jusqu'à présent ont eu des partisans.

Le nôtre est que toutes les écritures qui ont eu cours en France, en Espagne, en Italie, en Angleterre et en Allemagne, descendent de la seule romaine. Elle se soutint assez bien partout, tant que Rome fut le centre de toutes les provinces de l'Empire; mais le démembrement de l'Empire, et la désunion de toutes les provinces occidentales apportèrent du changement; non pas que les vainqueurs aient ajouté à l'écriture romaine de nouveaux caractères, mais ils défigurèrent les

anciens ; leur mauvais goût et leur ignorance distinguèrent bientôt leur écriture de celle de leurs voisins.

Le génie des différens peuples eut bonne part à cette diversité. Enfin, en deux mots, unité d'origine dans toutes les écritures des peuples du rit latin ; diversité de forme depuis l'invasion des Septentrionaux. Voilà le système par lequel on a cru pouvoir rectifier ce que les précédens paraissent avoir de défectueux : il n'est pas difficile de saisir les rapports qu'il a avec les précédens, et les différences qui le caractérisent. Une étude réfléchie de combinaisons et de recherches sur cet objet, ne laisse aucun doute sur ces principes, et porte à admettre la distinction d'écriture nationale, qui sert au moins beaucoup à distinguer les âges des écritures. Car encore qu'on ne puisse pas dire au juste de quel siècle est une telle pièce, on en approche beaucoup. Ainsi, qu'une écriture soit Mérovingienne, on peut l'annoncer d'abord comme n'étant point postérieure au 9^e, ni antérieure au 6^e siècle ; qu'une autre soit Lombardique, on peut assurer qu'elle est postérieure au 6^e siècle, et plus ancienne que le milieu du 13^e ; est-elle Saxonne ? elle ne remonte pas au-delà du 7^e, et ne descend pas plus bas que vers la moitié du 13^e, surtout en fait de manuscrits, etc., etc.

Cette division en écritures nationales, est celle qu'a suivie D. Mabillon, ou plutôt qu'il a inventée. On suit ici un autre plan, sans cependant s'écarter du système qu'on vient d'établir, et l'on distribue toutes les anciennes écritures selon la marche ordinaire de cet ouvrage : 1^e en capitales, 2^e en onciales et minuscules, 3^e en cursives.

A la première classe appartiennent assez régulièrement les écritures *lapidaires* et *métalliques* ; à la seconde, les écritures des *manuscrits* ; à la troisième, les écritures des *diplômes*. Ce n'est pas que l'on ne trouve toutes sortes d'écritures dans les chartes, de la minuscule et de l'onciale sur les marbres, de la capitale et de la cursive dans les manuscrits, avec cette différence que cette dernière est plus réfléchie, et annonce plutôt un écrivain qui fait son ouvrage à main reposée, qu'un Notaire ou Praticien qui opère, comme on dit, *currente calamo* ; mais, malgré cet inconvénient, car où n'y en a-t-il pas, on peut dire que chaque division est réduite dans ce système à l'écriture qui lui est la plus propre et la plus ordinaire, elle est au moins selon l'ordre. N'est-il pas dans l'ordre qu'une épitaphe, par exemple, ordinairement

courte et inscrite sur une matière qui ne permet pas à la main de suivre la vitesse des idées, soit tracée avec beaucoup de clarté et de mesure, et d'une manière à pouvoir être lue de loin ; qu'un manuscrit soit lisible, correct, point embarrassé ni compliqué, comme étant écrit à main reposée, sans être écrit en lettres capitales, ce qui ferait des volumes sans nombre de ce qui peut être enfermé dans un seul ; qu'un acte judiciaire, ou de donation, ou de privilège, etc., étant dressé par des notaires ou des gens d'affaires, soit en cursive, et non en capitale ou en minuscule, comme demandant trop de tems à des personnes employées aux affaires publiques ?

Avant la moitié du 14^e siècle, la minuscule et la cursive occupent rarement toute l'étendue d'un marbre ou d'un bronze. Avant le 8^e siècle, la minuscule dominait déjà dans certains manuscrits ; et ce fut dans ce siècle qu'elle commença à l'emporter sur la majuscule, qui avait régné jusqu'alors ; au 9^e siècle, elle domina sur sa rivale ; au 10^e elle la bannit entièrement des manuscrits.

Quant aux diplômes, on n'en connaît aucun en écriture minuscule avant le 8^e siècle ; ils étaient en capitale et en onciale. Mais dès l'an 730, la minuscule s'y introduisit en Angleterre, et en France dès le règne de Pépin le Bref. Elle était déjà commune dans les actes ecclésiastiques dès le 9^e siècle ; la cursive fut cependant la dominante, et ce n'est qu'aux 11^e et 12^e siècles que la minuscule semble lui disputer l'empire ; elle devint de jour en jour d'un usage moins fréquent, si l'on en excepte les manuscrits et les inscriptions sépulcrales. Au reste, quand on dit qu'un manuscrit, ou un autre instrument quelconque, est en majuscule, ou en minuscule, ou en cursive, on veut dire par-là que tel genre d'écriture domine ; on ne prétend pas en exclure pour cela les caractères des autres genres, qui peuvent y être semés par-ci par-là. Il est très probable que de la majuscule est née la minuscule, et de celle-ci la cursive ; mais il serait très difficile de fixer l'époque de leur naissance respective.

Pour faire mieux connaître l'état et les révolutions de l'écriture latine dans les différens âges, il est à propos d'entrer dans un certain détail sur ces trois classes d'écriture, en remontant aux tems de la république romaine, et descendant jusqu'au dernier renouvellement

des lettres ; c'est le fruit d'une infinité de réflexions et de recherches, qui ne peut déplaire aux amateurs de l'antiquité.

Écriture capitale.

Par écriture *capitale* ou *majuscule*, on entend pour l'ordinaire un genre d'écriture transcendant et majestueux. Elle tire sa dénomination de ce qu'on ornait de lettres de ce genre la tête des livres, des chapitres, des alinéa. De là elles furent appelées capitulaires par quelques anciens ; elles n'ont jamais eu rien de fixe dans leur hauteur ni dans leur largeur.

On peut diviser en plusieurs espèces cette écriture capitale ; *capitale quarrée*, *capitale ronde*, *capitale aiguë*, *capitale cubitale*, *capitale élégante*, *capitale rustique*, *capitale nationale*.

Écriture capitale quarrée.

Les lettres capitales quarrées sont, selon les savans, celles qui sont composées de lignes droites. Au lieu de cette définition, qui ne paraît pas exacte, ne pourrait-on pas dire plutôt que les lettres capitales quarrées sont celles qui sont formées de lignes horizontales et perpendiculaires proportionnelles ; ce serait le moyen de sentir mieux la différence qu'il y a entre cette écriture et la capitale aiguë, également composée de lignes droites ? Mais qui peut s'arroger le droit de réformer le langage des érudits ? Le lecteur pourra juger par lui-même de cette écriture, qui n'est point imaginaire, dont on peut former un alphabet complet, et qui se voit à la *planche 18, n° 3 et les 23 suiv.* ; excepté les trois derniers caractères, qu'on ne rencontre que difficilement, les autres sont répandus dans nombre d'anciens monumens. Les lettres quarrées, au moins pour la plupart, paraissent encore sur les sceaux des 11^e et 12^e siècles, mais on ne trouve point d'exemple qui soit composé de cette sorte de caractère uniquement.

Écriture ronde.

Les capitales rondes sont formées de lignes courbes ; elles peuvent se diviser en courbes convexes et courbes concaves. Cette écriture ronde fut employée par les anciens dans les livres et dans les monumens pu-

* Godwic, *Chronie.* p. 18.

* Heineccius, *de Sigillis*, p. 185.



¹ ² ³ A B C D E F G H I K L M N O P Q R
 S T U V X Y Z A ⁴ D E G h m q r U ⁵ V E F G h
 ou h m r s T a b c d e f g h i m n r r s t e v m x

Capitale Elégante.

I ROMA II DEILANVS. LE. ROMA

III VALERIOVERNAE
 OPTIMO. ET FIDELISSI
 MO. LIB. VAL EFFICAX. ET
 AGATYXH

Capitale Rustique.

I INIUCO DE NE. DI NE
 INIUCO DE NE DI NE

II DESCRIPTVM METRE COGNITVM
 EX TABULA AENEAE
 QVAE FIXA EST ROMAE IN
 CAPITOLIO IN ARGENTIS IVILAE

III ANICEAVSTALBINBASILIVSVC

blics. Au 13^e siècle, la forme ronde des capitales l'emporta sur la quadrée¹.

Ecriture aiguë.

La capitale aiguë est celle qui est composée de lignes droites, mais obliques et angulaires.

Ecriture cubitale.

La capitale cubitale était formée de lettres oblongues et d'une hauteur excessive ; telles sont les lettres initiales de certains manuscrits. Plaute² est le plus ancien auteur qui en ait parlé : *Cubitus longæ litteræ*.

Ecriture capitale élégante.

Les capitales élégantes sont celles que l'on trouve sur les anciens marbres et bronzes, dans quelques manuscrits rares, et dans les titres des livres de nos meilleures imprimeries. Les anciens en usaient surtout dans la fabrique des monnaies. Cette belle capitale commença, deux siècles avant César, à rejeter les traits surannés, à changer l'arrondissement des extrémités de ses lettres, en bases et en sommets corrélatifs les uns aux autres avec une exacte symétrie, à se revêtir de proportions gracieuses, enfin à courir à grands pas vers la perfection. Elle s'empara des médailles, et n'en permit l'entrée à nulle autre espèce de caractère. Elle acquit toute son élégance sous l'empire d'Auguste. Sa forme se fixa et se soutint presque sans altération jusqu'au 5^e siècle ; car, quoique fort déchue depuis le 3^e, cette belle antiquité n'est censée finir qu'au tenis de l'empereur Théodose le jeune, qui régna jusqu'en 450. Plusieurs autres espèces d'écritures du même genre ne laissèrent pas cependant d'avoir cours. L'une avait plus de hauteur que de largeur, et c'était la dominante ; l'autre, écrasée, était plus large que haute ; une troisième, bien régulière et proportionnée, mais à traits excédans et superflus, tient le milieu entre les belles capitales et les rustiques. La *planche* 18 présente trois exemples de la capitale élégante. Le n. 1^{er}, *Roma*, est l'inscription d'une mon-

¹ Heineccius, *de Sigillis*, n. 3.

² *Andens*, act. v, scen. 2., v. 7.

naie romaine des premiers tems ¹. Le n. II, *Decimus Silanus Lucii filius Roma*, est la légende d'un médaillon frappé à Rome 136 ans avant Jésus-Christ. Le n. III, *Valerio Vernæ optimo et fidelissimo liberto, Valerius Efficax et Agatha Tyche*, est l'inscription d'une belle urne sépulcrale qui était conservée dans le cabinet de l'Abbaye de Saint-Germain des Prés.

Ecriture capitale rustique.

Les Romains ont fait marcher de pair deux écritures capitales ; l'une élégante, dont on vient de voir les détails et la régularité ; l'autre grossière, et que l'on peut traiter de rustique, qui paraît venir directement de leur antique écriture. Elle est hardie et négligée, sans bases, sans traverses et sans sommets, tirée sans soin, inégale dans la hauteur de ses lettres, composée de traits ordinairement obliques, quelquefois hétéroclites, et toujours grossiers. Elle paraît avoir toujours eu à Rome ses partisans, et ne cessa jamais de se montrer sur le bronze et sur le marbre, quoique totalement bannie des médailles. Au moins, les preuves de son existence se succèdent de siècle en siècle. Vers le milieu du 2^m siècle, sans changer de nature, elle se simplifia et se perfectionna au point qu'elle pouvait quelquefois ne pas déplaire. Cependant cette élégance, mise en parallèle avec celle de la belle écriture, paraît toujours une véritable barbarie. Le bon goût général, qui avait influé sur l'écriture rustique, fut bientôt suivi d'une grossièreté plus marquée, quoique avec les mêmes gradations. Elle passa dans les manuscrits, et s'y maintint constamment pendant une longue durée de siècles ; tandis que l'écriture élégante et réformée ne régna jamais un si long espace de tems. Il faut cependant avouer que ce n'est guère qu'improprement qu'elle est appelée rustique dans les manuscrits, et seulement à cause d'une certaine analogie de tour et de figures. Elle s'y soutint avec éclat pendant cinq ou six siècles, dans une élégance dont elle n'était point avantagée en tant que métallique ou lapidaire. Cette écriture de capitales rustiques s'est soutenue constamment et avec moins de variation que les autres jusqu'au 10^e ou 11^e siècle ; car, quoique Charlemagne, par un zèle bien éclairé, eût occasionné un heureux changement dans l'écriture, celle-ci ne

¹ Bouteroue, p. 87.

laissa pourtant pas d'être en usage dans les manuscrits ; et au 9^e siècle on en écrivait encore des pages entières ; mais, dès le 6^e, on avait cessé d'écrire les manuscrits entiers sous cette forme. Aux 10^e et 11^e siècles, cette écriture déchet des avantages qui la relevaient ; et, chargée de beaucoup d'alliage, elle alla se perdre dans la gothique moderne.

Pour avoir une idée de l'ancienne écriture rustique, on peut consulter la *planche 18*, où l'on en trouvera trois exemples. Le I^{er}, *In luco Dene Diae* ; l'une de ces deux inscriptions est de l'an 81, et l'autre de l'an 183 de Jésus-Christ. Le II^e, *Descriptum et recognitum ex tabula aenea quae fixa est Romae in Capitolio in ara gentis Juliae*, est un morceau du diplôme de Galba, dont il a été question au mot *DIPLOME*. Le III^e est *Anicius Faustus Albinus Basilus vir clarissimus*.

Cette distinction de deux capitales contemporaines a été confondue par la plupart des antiquaires, et à peine a-t-elle été soupçonnée par un ou deux des plus habiles. De là une inscription en capitales rustiques du premier siècle a fait croire à quelques-uns qu'ils avaient trouvé l'époque du commencement de la corruption de la belle capitale, et leur en a fait rechercher la cause. L'esprit a fourni des raisons ; mais l'erreur n'en est pas moins réelle. D'autres, s'étourdissant sur l'âge des monumens, ont cru devoir donner aux Goths des écritures des quatre premiers siècles.

Écriture capitale nationale.

L'écriture capitale nationale n'est autre que la capitale romaine assortie au goût et au génie des diverses nations. On ne croit pas qu'il soit nécessaire, après les alphabets distribués par élémens, de donner d'autres exemples de l'écriture capitale. Elle a, dans tous les pays et dans tous les siècles, des rapports si marqués, qu'on ne peut jamais la méconnaître. Les accidens seuls qui l'accompagnent peuvent la différencier, et lui donner une nuance distinctive entre une capitale et une autre capitale, mais non pas entre les capitales d'un tel pays et celles d'un autre ; car il n'est point de mode que chaque nation n'ait

¹ Du Moulinet, *Hist. de la Fortune des Lettres*. — Fontanini, *Dissert. sur sainte Colombe*.

suivie. Capitale élégante ou rustique, haute ou écrasée, dégagée ou massive, hétéroclite ou proportionnée, bien tranchée ou à bases et à sommets en osselets, en griffes, en perles, en angles, etc., inclinée ou droite, à pleins traits ou à jour, composée de figures de serpents, d'oiseaux ou d'hommes, etc., etc., toutes ces formes, selon les tems, trouvèrent des admirateurs et des copistes. L'imagination n'a pas besoin d'un grand effort pour se former une idée de toutes ces métaphores et s'en réaliser les formes; c'est pour cela qu'on omet tout modèle en capitales.

On remarquera seulement qu'il est très peu de manuscrits postérieurs au 6^e siècle qui soient totalement écrits en capitales; sûrement il n'en est point de postérieurs au moins au 8^e. Les titres des pages en capitale, dans un manuscrit aussi en capitales, dénotent la plus haute antiquité. La belle majuscule ne fut en usage dans les manuscrits que jusqu'à la fin du 10^e siècle; encore ce ne fut que dans les livres d'Église. Au 11^e, on trouve cependant encore quelques chartes écrites dans ce caractère.

Écriture onciale.

La différence qui se trouve entre l'écriture onciale et la capitale est si sensible au coup d'œil, qu'il est étonnant qu'on les ait souvent confondues. Si la dernière est quarrée, comme l'appellent communément les gens de lettrés, la première est ronde dans la plupart de ses caractères. Il est vrai que l'écriture onciale est une majuscule; mais elle est de forme ronde, et distinguée de la capitale par certains caractères qui lui sont propres, comme ceux que l'on voit, *planche 18, fig. 4 et les 8 suivantes*, et autres figures semblables et approchantes, que l'onciale s'approprie; au lieu que la capitale se sert toujours des lettres A, D, E, G, H, M, Q, T, V. Les autres lettres B, C, F, I, K, L, etc., conviennent également à l'une et à l'autre. Il n'y a donc que 9 onciales différentes de la capitale, et qu'on puisse absolument regarder comme caractéristiques; mais c'en est assez pour ne les point confondre ensemble.

On en peut dire autant de l'onciale et de la minuscule. Ces deux écritures ont quelques rapports entre elles; mais elles ont aussi des nuances distinctives. Les *caractères 5 et 10 suivans de la planche 18,*

ECRITURE ONCIALE

^I
Romaine. } CUBILICULIS QUIBUSQUE
VESTIGIIS UNUM QUID EORUM
INDAGABERIS INTELLEGO UT QUI

^{II}
Gallicane. } DICITE INCEN-
BUS DOMINUS.

^{III}
Mérovingienne. } INCIPIT CONCILIUM
TELENTINUM PERTRACTA.

^{IV}
Lombardique. } DE FIGURIS VEL SCENIS
BUS...

^V Visigothique
IRREVERSIBILIBUS

^{VI}
Caroline. } ORATIONIBUS IUVES.
quo possim eodem spiritu.
quo scripti sunt LIBRI

^{VII}
Anglo-Saxonne. } IN CAUSA CONSUL-
TATIONIS... *Kh, w*

^{VIII}
Allemande. } INCIPIUNT REGULE
DE CETERIS CASIBUS LIB-
VII. FEL

sont propres à l'onciale minuscule ; les caractères 6 et 14 suivans sont particuliers à la minuscule. Les lettres suivantes, au contraire, a, c, d, h, i, k, o, p, q, u, x, y, z, conviennent à l'une et à l'autre écriture. On voit par là qu'il faut que la capitale ait certaine affinité avec la minuscule ; mais ses rapports ne consistent que dans C, I, K, O, X, Z ; au lieu que la cursive ne s'approprie aucun des caractères ni de la capitale ni de l'onciale.

On peut distinguer quatre principales sortes d'écriture onciale ; à double trait ; à simple trait ; à plein trait, c'est la plus belle ; et à traits obliques. On pourrait encore diviser l'onciale en élégante, anguleuse, massive, tortueuse, pure, nationale, etc. En effet, il y a une différence marquée entre l'onciale du règne de Charlemagne¹ et celle de ses successeurs immédiats.

La beauté, l'élégance distinguent cette écriture dès la fin du 8^e siècle. L'onciale fut d'un grand usage dans les premiers siècles ; et comme elle demande très peu de capacité et beaucoup de patience, elle l'emporta sur la cursive dans les siècles barbares² ; aussi, excepté les gens d'affaires, on n'écrivit presque plus qu'en onciale à la fin du 6^e siècle, pendant le 7^e tout entier et la moitié du 8^e.

Les anciennes inscriptions lapidaires et métalliques³, la tête des manuscrits saxons⁴, les plus antiques, les visigothiques, les mérovingiens, les lombardiques et les carolins en usèrent assez souvent.

Écriture onciale romaine.

La planche 19 ci-jointe présente plusieurs exemples d'écriture onciale. Le 1^{er} est de la plus ancienne onciale romaine qui soit connue : *Cubilibus quibusque vestigiis unum quid eorum indagaberis, intellego, ut qui, etc.* Ce fragment d'une oraison adressée à un empereur n'a pas de semblable pour l'antiquité en fait d'onciale : on peut la faire remonter au 3^e ou 4^e siècle. Il y en avait dans les mêmes siècles, de plus massive, de plus rustique, de plus ronde, à traits pleins et doubles, etc.

¹ *V'indic. Cod. confir.* p. 170.

² *De Re Diplom.* p. 46.

³ *De Re Diplom.* p. 47.

⁴ *Hickes, t. 1, præf.* p. 32.

Ecriture gallicane.

Avant l'introduction des Francs dans la Gaule, les habitants de cette partie de l'Europe suivaient à peu près dans leurs écritures le goût des Romains, avec lesquels ils avaient de grandes relations. L'invasion des peuples du nord n'empêcha pas les Gaulois subjugués de suivre un art que les vainqueurs méprisaient en comparaison de l'art militaire. Ils imitèrent tous les genres d'écriture des Romains ; l'onciale n'en fut point exceptée. Le II^e exemple de la *planche 19* offre un modèle de la belle onciale gallicane à triple trait : *Dicite in gentibus Dominus*, etc. Cette écriture en argent est tirée d'un Psautier qui était conservé dans la bibliothèque de l'Abbaye de Saint-Germain des Prés, et que l'on dit avoir été à l'usage de saint Germain, évêque de Paris, mort en 576.

Ecriture mérovingienne.

Sous nos rois Mérovingiens, cette écriture fut beaucoup en vogue, et il y en eut de toute espèce. Le III^e exemple de la *planche 19* est une onciale mérovingienne rustique : *Incipit Concilium Telensim per tracta.....* C'est le titre du concile de Tèlepte, tiré d'un manuscrit de l'Abbaye de Saint-Germain des Prés, du 6^e ou 7^e siècle.

Ecriture lombardique.

Ce genre d'écriture, adopté par les Lombards, fut rendu chez eux tantôt avec exactitude et précision, et tantôt avec négligence. Le IV^e exemple de la *planche 19* offre un modèle de leur dernière manière ; il est tiré d'un manuscrit écrit en Italie au commencement du 9^e siècle : *De figuris vel scematibus*, pour *schematibus*.

Ecriture Visigothique.

L'onciale visigothique est rare ; le V^e exemple de la *planche 19* en présente cependant un modèle : *Titulus de gradibus*, tiré des lois des Visigoths, transcrites au 9^e siècle, et dont les lettres sont en vermillon.

Ecriture caroline.

L'onciale du tems de Charlemagne et de ses deux successeurs est facile à reconnaître à la beauté et à l'élégance de ses contours. On en peut juger par le VI^e exemple de la *planche 19*, tiré de la magnifique Bible présentée à Charles le Chauve par l'abbé et les chanoines de

Saint-Martin de Tours, et écrite au 8^e ou 9^e siècle; *Orationibus juves, quo possim eodem spiritu, quo scripti sunt libri.....*

Ecriture Anglo-Saxonne.

Les Anglo-Saxons réussirent très bien dans ce genre d'écriture : le modèle VII^e de la *planche* 19, qui le prouve, est tiré d'une Bible écrite la 8^e année de Louis le Débonnaire; quoique massive, elle est élégante : *In calce consummationis.....* Les derniers caractères sont des notes de Tiron, qui signifient *fuit a*.

Ecriture allemande.

L'Allemagne offre aussi de l'onciale, mais cette écriture teuto-nique est fort rare en France; voyez le modèle VIII^e de la *planche* 19; il est du 8^e ou 9^e siècle : *Incipiunt regulæ de ceteris casibus liber VII. feliciter.*

L'écriture onciale, considérée sous la forme ancienne, cessa vers le 7^e siècle¹, mais elle dura encore plusieurs siècles, revêtue de traits accidentels qu'elle contracta dans les tems postérieurs. Dès le 10^e siècle cependant on cessa de voir des manuscrits en onciale, quoique Maffei² en fasse descendre la durée jusqu'au 11^e. Les diplômes en onciale ne sont pas communs; cependant le 7^e siècle en fournit plusieurs, écrits en lettres majuscules onciales.

Les autres règles que l'on peut donner sur l'écriture onciale, sont que les manuscrits de ce caractère, s'ils ne font point partie de l'Écriture sainte, s'ils ne sont point à l'usage des offices divins, s'ils n'ont point été faits pour quelques provinces, seront au moins du 8^e siècle. Mais quelque livre que ce soit, s'il est entièrement en onciale, il sera jugé antérieur à la fin du 10^e siècle. Cette règle est applicable même aux manuscrits grecs.

Un manuscrit en onciale, qui n'admet point d'ornemens aux titres des livres, ni au commencement d'un traité, ni au haut de chaque page, ni dans les lettres initiales d'alinéa, appartient à la plus haute antiquité. Les ornemens qui relèvent les titres de chaque page, commencent vers le 8^e siècle. Si ces titres étaient en plus petites onciales

¹ Bianchini, *Vindie. Canon. script.* p. 218.

² *Opostol. Eccles.* p. 60, col. 2.

dans un manuscrit en pure onciale, il porterait au moins le même caractère d'ancienneté.

Dès le 8^e siècle, on voit fréquemment dans les titres des manuscrits et de leurs chapitres ou traités, le mélange de la capitale avec l'onziale, et des initiales d'alinéa souvent en capitale. Ces caractères distinctifs sont ordinaires au 9^e siècle ; il y a cependant des manuscrits bien plus anciens qui portent ces indices. Lorsque les initiales des alinéa sont en onciale et non en capitale, c'est la marque d'une grande antiquité ; car l'usage d'y mettre des capitales ne devint ordinaire que vers le 8^e siècle, et peut-être tout au plus vers le 7^e.

Des manuscrits en onciale, où l'on trouve les quatre minuscules indiquées à la *planche 18, fig. 7 et les 3 suivantes*, mêlées dans la pure onciale, sont antérieurs au 7^e siècle.

L'onziale à jambages tortus, à traits brisés ou détachés, munie d'ailleurs des autres indices d'antiquité, sera du 5^e siècle. Si elle n'a pas ces derniers avantages, elle sera, au plus tard, du commencement du 7^e.

La petite onciale d'une élégante simplicité, sans bases ni sommets, anguleuse dans ses contours, à queues plutôt terminées par des demi-pleins que par des déliés, s'annonce au coup d'œil pour tout ce qu'on peut imaginer de plus ancien en fait de manuscrits.

L'onziale demi-tranchée sent le 7^e siècle ou le commencement du 8^e, sans exclure les précédens ; car elle est déjà quelquefois pleinement tranchée aux 5^e et 6^e. Ce dernier caractère est surtout celui des 8^e et 9^e siècles ; ce qui le distingue est un tour plus recherché et une coupe plus nette.

Il est à propos de remarquer que l'on avait entendu d'abord par écriture onciale, celle qui avait un pouce ou douze lignes de hauteur, parce que le pouce était au pied ce que l'once était à la livre ; mais, depuis, les savans sont convenus d'appeler *onziales* toutes les anciennes lettres majuscules, soit rondes ou quarrées. Il y avait aussi des demi-onziales qui n'avaient que six lignes d'élévation.

* Struv. de *Criter. manuscript.* § 11, p. 15. — Budæus, lib. 1, de *Asse.*

* *Monit.* in 3 part. *Catal. cod. manuscr.*

¹
a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z
²
N R S T a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z
³
N R S T a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z
⁴
N R S T a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z
⁵
N R S T a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z
⁶
N R S T a b c d e f g h i j k l m n o p q r s t u v x y z

^I
Romaine } quid sunt tibi sibi quid iustitiam
habet

^{II}
Romaine } Quod mulierem chananica
quae dixit et tunc aedunt

^{III}
Lombardique } Ego fallitur legem mandatum
felix olivae dextero uic conf. Infotomae nris

^{IV}
Lombardique } nam omib; suisque pro-
pria uestis est. ut patris sarabare;



^V
Lombardique } Aut quidam homo
fuit tunc. habens

^{VI}
Gallicane } Qui Uicani uero
epi quia gnaecis conepi

^{VII}
Merovingienne } Inebnabuntur
ab uber ta te domus

^{VIII}
Merovingienne } ppositum monachi pro-
prio cor bino caa uoluntate

Ecriture demi-onciale.

L'écriture demi-onciale est une sorte d'écriture antique qui descend à peine jusqu'au 9^e siècle. La dénomination d'écriture *mixte* lui conviendrait mieux qu'à toute autre, parce qu'il est presque de son essence de réunir toujours des lettres onciales ou minuscules à celles qui lui sont propres.

On la distingue de l'onciale par les lettres qui lui sont propres, comme celles qui se voient *planche 20 fig. 1. et les 11 suivantes*; au lieu que l'onciale a pour caractères particuliers la *fig. 2 et les 12 suivantes* de la même *planche*. Les lettres communes aux deux écritures sont la *figure 3 et les 11 suivantes*, mais les deux caractères *N* et *R*, *fig. 4 et 5* sont assez fréquens dans la demi-onciale.

L'écriture minuscule a plusieurs lettres semblables à la demi-onciale, entre autres une *r* semblable à la *figure 6*. Mais cet objet a éprouvé bien des variations.

A ces différences près, l'écriture demi-onciale de toutes les nations a le coup d'œil de l'onciale pure; c'est pourquoi l'on n'en donne pas ici d'exemple.

Ecriture minuscule.

L'écriture minuscule répond au romain de nos imprimeries. On la distingue de la cursive en ce qu'elle est plus posée, disjointe et non liée. On appelle notre minuscule actuelle d'imprimerie, *romain*, parce que ce fut en Italie que commença à s'établir l'usage des beaux caractères ronds ou minuscules qui servent à nos impressions.

La minuscule n'est pas seulement un diminutif de la capitale pour la grandeur; c'est aussi un genre d'écriture d'une toute autre forme. Quand on n'aurait pas de preuves certaines de l'antiquité de cette écriture, il serait très naturel de penser que les gens d'affaires chez les Romains, les littérateurs, les scribes et autres, ne se seraient point appesantis sur une capitale très laborieuse, au lieu d'abrégé leurs travaux par une écriture moins compassée et plus courante. Des antiquaires et des savans, Lipse¹, Richard Simon qui cite Allatius², ont cependant prétendu que ce caractère n'avait pas existé chez les

¹ *De Pronunt. ling. latin.*, cap. viii.

² *Bibl. critique*, t. II, ch. 5, p. 105.

Romains. Les uns * en ont attribué l'invention au 5^e siècle; d'autres l'ont donnée aux Barbares qui ont détruit l'empire Romain; un autre système enfin † n'en fait pas remonter l'origine plus haut que Charlemagne. Cependant, à envisager les marbres, les bronzes et les médailles des premiers siècles de l'Église, on voit évidemment le contraire; le mélange de la capitale avec la minuscule est très sensible. Les Tables Arvales, déterrées sur le chemin d'Ostie ‡, assurent à ce caractère une antiquité encore plus reculée.

Ce caractère romain, renouvelé sous Charlemagne, est devenu célèbre par l'usage qu'en ont fait presque tous les peuples de l'Europe. L'écriture *italique*, dont Alde Manuce passe pour l'inventeur, est, au fond, la même que la minuscule romaine : elle ne s'en écarte qu'en ce qu'elle est plus maigre, plus pressée, plus penchée, et qu'elle tire plus sur la cursive.

On vient de dire que ce caractère fut en usage chez presque tous les peuples de l'Europe. Le fait est incontestable; mais il le fut, comme les autres genres d'écritures, avec un goût et une tournure particulière à chaque nation.

Ecriture minuscule lombardique.

La minuscule appelée *lombarde* ne fut jamais de l'invention de ces barbares, comme l'ont prétendu certains auteurs. Romaine d'origine, elle éprouva sans doute, ainsi que la capitale et la cursive, des altérations analogues à l'esprit de ces peuples; mais ils ne lui donnèrent jamais l'existence.

Cette écriture ne fut guère d'usage dans les manuscrits qu'en Italie, et quelque peu en France. Elle ne commença pas en Italie avec l'irruption de ces peuples au 6^e siècle; une troupe barbare de militaires ne change pas tout d'un coup de mœurs et d'inclination. On n'a pu découvrir de manuscrits en écriture lombardique du 7^e siècle; on ne peut même bien décidément prouver son existence qu'après le 9^e siècle. Les Antiquaires ont fort varié sur la durée de cette écriture; mais on peut, sur l'autorité de D. Mabillon, la prolonger jusque dans le 13^e siècle.

* Casley, *Biblioth. britan.*, t. v, part. 2^e, p. 3^e.

† Heunian, *Comment. de Re Dipl.*, p. 7.

‡ Fontanini, *Vindic. veter. Dipl.*, lib. 1, cap. 8.

Ecriture minuscule mérovingienne.

Les Francs, après leur invasion dans les Gaules, adoptèrent les caractères qui y étaient usités, et se servirent par conséquent de l'écriture minuscule dont les anciens habitans, ou les Gaulois, qui l'avaient reçue des Romains, avaient coutume de faire usage. Ils commencèrent à écrire, au plus tard, sur le déclin du 6^e siècle, et y introduisirent leur goût national qui consistait dans une négligence propre à rendre cette écriture beaucoup moins élégante dans leur main. Elle continua à dégénérer jusqu'après les commencemens du 8^e siècle.

Ecriture minuscule gothique ancienne.

L'écriture *gothique ancienne*, on n'entend, ni l'écriture runique, qui était celle des peuples les plus anciens du nord ¹, ni l'écriture Ulphilaue, dont les caractères, inventés vers 376 par Ulphilas, évêque Arien, ne sont qu'un composé de beaucoup de lettres communes et particulières aux Grecs et aux Latins, et d'un très petit nombre de figures propres à rendre certains sons barbares inconnus à ces deux nations policées. L'écriture qui nous occupe est celle que les Goths et Visigoths empruntèrent des Romains. On pourrait donc, comme il a déjà été dit, la diviser :

1^o En *Italo-gothique*, qui serait l'écriture que les Goths eurent en usage depuis l'an 476 qu'ils devinrent maîtres de l'Italie, jusqu'en 568, où leur monarchie fut détruite par les Lombards. Mais il ne nous est resté aucun monument en caractères italo-gothiques minuscules et cursifs ; quoique plusieurs savans, et dom Mabillon lui-même, en aient donné à tort quelques modèles.

2^o En *visigothique* de France ou d'Espagne, dont il nous reste quelques monumens. Les Goths occidentaux, ou Visigoths, établirent à Toulouse le siège de leur empire au 5^e siècle. De là ils poussèrent leurs conquêtes jusqu'en Espagne, où ils régnèrent jusqu'à l'invasion des Sarrasins ou Mahométans en 712. L'écriture dont se servirent ces Visigoths fut appelée *gothique ancienne*, ou *hispano-gothique*, ou *mozarabique*, ou *tolétane*, de la ville de Tolède.

Il est certain qu'au 7^e siècle on se servit du caractère *hispano-gothique* pour les manuscrits. Au siècle suivant, on trouve encore

¹ Voyez t. 1 du *Nouveau Traité de Dipl.*

plus de manuscrits en belle minuscule visigothique. Ce caractère gothique, qui n'était autre que le romain un peu défiguré par le goût national et barbare de ces peuples étrangers, ne finit entièrement en Espagne qu'après le 15^e siècle¹, quoique par les soins de Bernard, qui de moine de Cluni était devenu archevêque de Tolède, on eût porté une défense solennelle dans un Concile de Léon, en 1091, de se servir de cette écriture, avec injonction d'user des caractères de France.

Écriture minuscule caroline.

La minuscule caroline n'est autre que le romain renouvelé au 8^e siècle. Ce caractère, usité dans les Gaules et sous les rois de la première race, dégénéra sensiblement pendant le 7^e. Dès le règne de Pépin, et même un peu auparavant, on commença à le rectifier; mais c'est à Charlemagne qu'appartient l'honneur du renouvellement de ce caractère qui fraya le chemin aux caractères d'imprimerie. Les moines de Saint-Vandrilie eurent l'avantage d'y travailler le plus efficacement, et contribuèrent peut-être les premiers², à la réformation des caractères. Cette écriture succéda à la minuscule mérovingienne.

Il faut remarquer que l'on donne à Charlemagne l'honneur de ce renouvellement; non pas qu'il en fut l'inventeur, puisque parmi les manuscrits du 6^e siècle en France, on en trouve de ce caractère; mais seulement parce qu'il lui donna beaucoup de cours et de célébrité. C'est en effet par ses soins qu'elle devint générale en France au 9^e siècle, tandis qu'elle n'avait que peu ou point de cours en Italie et ailleurs. Ce caractère carolin fut introduit en Allemagne au commencement du 9^e siècle; en Angleterre, sous le règne d'Alfred le Grand, mort en 900; en Espagne, par ordre du Concile de Léon, en 1091; en Italie, dès le tems de Charlemagne; il fut même perfectionné, quoique la minuscule lombardique s'y soutint jusqu'après le commencement du 13^e siècle.

Le commencement de la 3^e race de nos rois est l'époque où cessa l'écriture minuscule caroline proprement dite; car ayant dégénéré en France au 10^e siècle, elle fut renouvelée sous Hugues Capet.

¹ *Paleographie Espagnole; Proleg.*, p. 24.

² *Hist. littér. de la France*, t. iv, p. 20.

Cette écriture est fort variée dans les manuscrits du tems de la 2^e race. Dans les plus anciens, c'est-à-dire jusqu'à l'empire de Charlemagne, elle est un peu mêlée de mérovingienne ; depuis 800 jusqu'à la fin du règne de ce prince, elle est plus nette et plus régulière ; sous ses successeurs, elle parvint au plus haut degré d'élégance.

Écriture minuscule teutonique.

Les Germains, à l'exemple des Gaulois, prirent l'usage d'une minuscule romaine accommodée à leur goût national longtems avant Pépin le Bref. Vers le tems de ce prince, et surtout sous Charlemagne, ils adoptèrent la minuscule caroline, non comme une nouvelle découverte, mais sur le pied d'écriture renouvelée. En effet, dans des manuscrits de la cathédrale de Wirtzbourg, on trouve des exemples d'une minuscule saxo-teutonique émanée de la romaine. Pépin le Bref donna à quelques églises d'Allemagne, des diplomes en minuscule cursive, tirant sur la mérovingienne. L'usage de la minuscule eut donc lieu chez ces peuples avant Charlemagne. La réforme qu'y apporta ce prince fut suivie dans les manuscrits teutoniques, et s'y conserva dans sa beauté jusqu'au milieu du 13^e siècle. On peut même dire que l'écriture diplomatique d'Allemagne, qui était la minuscule et non la cursive, l'emportait, au 12^e siècle, sur les autres, par la beauté et la netteté des caractères. Alors elle y dégénéra en caractère bizarre, que nous appelons *gothique moderne*, dont l'Allemagne n'a jamais pu se défaire.

Écriture minuscule saxonne.

L'écriture saxonne, peut-être déjà d'usage dans la Grande Bretagne avant l'arrivée des Anglo-Saxons, peuples de Germanie qui se rendirent maîtres de toute l'île jusqu'à l'Écosse, vers le milieu du 6^e siècle, tire sensiblement son origine, soit directement, soit médiatement, des caractères romains. Cette écriture minuscule, qui eut cours non-seulement en Angleterre, mais en Irlande et en France, ne laisse aucun doute sur son existence, à en juger par les monumens qui nous en restent. Ce n'est pas que l'on ne conservât même en Angleterre les caractères gallicans introduits en Angleterre sous Alfred le Grand, et sous le roi saint Edouard, qui avait été élevé en Normandie ; ils s'y conservèrent, comme il le paraît par les exemples qu'on en trouve,

depuis le 8^e siècle jusqu'à la conquête des Normands ; mais la saxonne jusqu'à cette époque, fut la dominante. Alors la française prit tous les jours le dessus, de façon qu'on pourrait fixer la durée de la minuscule saxonne jusqu'au règne de Guillaume le Conquérant, si un usage ancien pouvait s'abolir tout-à-coup ; mais au moins les commencemens du 12^e siècle virent-ils la fin de cette écriture en Angleterre.

Un manuscrit du Président de Robien, écrit vers le 13^e siècle, prouve que les Irlandais se servaient encore de la minuscule saxonne longtems après la conquête d'Irlande faite en 1171 par Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie. On prétend même ¹ qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours cet ancien caractère.

Écriture minuscule capétienne.

La minuscule caroline ayant dégénéré sous les derniers rois de la 2^e race, fut renouvelée au commencement du règne de Hugues Capet, chef de la 3^e. Elle succéda donc à la caroline dès le 10^e siècle. Elle se soutint dans sa beauté pendant les 10^e, 11^e et plus de la moitié du 12^e siècle. Sur son déclin, elle s'obscurcit, se serra, et devint anguleuse. Vers le milieu du 13^e siècle, elle dégénéra en gothique par divers degrés. La minuscule capétienne doit donc être restreinte depuis Hugues Capet jusqu'à saint Louis. Cette écriture fut d'usage, non-seulement en France, mais en Angleterre et en Allemagne, dans les chartes et les manuscrits, à cette différence près, qu'elle est plus simple et moins chargée dans ceux-ci, et plus hardie, à montans plus élevés, et plus chargée dans celles-là.

Les planches 20 et 21 ci-jointes, fournissent plusieurs exemples d'écritures minuscules nationales.

Écriture minuscule romaine.

Dans l'exemple I, planche 20: *Quid sunt sensibilia quid intelligibilia*, on voit une minuscule romaine négligée, longue et mêlée de quelques lettres cursives : c'est le sommaire d'un chapitre de la *Cité de Dieu*, écrit au 5^e ou 6^e siècle. L'exemple II de la même écriture est plus net, plus posé, tirant sur la lombarde, et mêlé de quelques unciales : *XLVI. De muliere Chananea quae dixit et canes ardunt....* Cette écriture est du 7^e ou 8^e siècle.

¹ *Défense des anciens auteurs contre le Père Hardouin*, p. 87.

^{IX}
Visigothique } *Amor mori in pace depre sed singular etc*

^X
Hispano-Gothique } *D^s qui mirabilis & in
circatur culatur culatur.....*

^{XI}
Caroline } *INCIPIT CAPIT^l
De seis quos in hoc mundo ut interfectos
De exhortatione quae de peioribus ad.....
De commemoratione quo ueniat temp^l..
De uisitorum memoris refouendis. I*

^{XII}
Caroline } *Quid ueritate -
omnium gentium in*

^{XIII}
Allemande } *Incipit epistola beaurica episcopi*

^{XIV}
Anglo-Saxonne } *nos pondentibus
seesse liberos dicit qui..*

^{XV}
Capetienne } *Fortis in bello ih^s naue filius.
rompheas iactans ciuitates corrumpit.*

^{XVI}
Capetienne } *Paulatim unde dolor lenq
tanto la uoluntas amouet. ac tacite ferrum*

Ecriture minuscule lombardique.

L'exemple III est un modèle de minuscule lombarde, d'une écriture maigre, assez élégante, dont plusieurs lettres sont hautes, et qui est mêlée de capitales et de cursives : *Ego Salustius legi et emendavi Rome Felix, Olibio et Probino V C Consulibus in foro Martis...* C'est l'attestation du correcteur d'un manuscrit de Corneille Tacite, copiée vers le 10^e siècle. L'exemple IV est le modèle d'une autre forme d'écriture minuscule lombardique : *Nationibus sua cuique propria vestis est, ut partis sarabare...* C'est un extrait d'un grand Glossaire manuscrit qui était conservé dans la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, écrit au 8^e ou 9^e siècle.

L'exemple V est une troisième forme de minuscule lombardique, dont l'écriture singulière à lettres brisées est du 10^e siècle : *Fuit quidam homo secularis habens....*

Ecriture minuscule gallicane.

L'exemple VI : VIII. *Vicarit verò Episcopi (pour Vicariis Episcopis) qui a Graecis concipiscopi*, tiré du 8^e canon du Concile d'Antioche, présente aux antiquaires une écriture minuscule gallicane du 6^e siècle.

Ecriture minuscule mérovingienne.

Les Francs répandus dans les Gaules usèrent aussi de l'écriture minuscule, qu'ils imitèrent des anciens habitants de cette contrée. On en voit un modèle dans l'exemple VII : *Inebriabuntur ab ubertate domus...* tiré d'un manuscrit antérieur à Charlemagne. En général cependant leur minuscule ressemblait assez à celle des autres peuples, comme il le paraît par l'exemple suivant VIII : *Propositum Monachi proprio arbitrio aut voluntate....* Cet extrait de saint Léon a été écrit au moins avant le milieu du 8^e siècle. En général, la minuscule mérovingienne est très souvent mêlée de cursives.

Ecriture minuscule visigothique.

Les Visigoths, ayant subjugué la France méridionale et une partie de l'Espagne, adoptèrent aussi un genre d'écriture minuscule distinguée de celle des autres nations, et en ont laissé des modèles : la planche 21 en offre deux entre autres. L'exemple IX est tiré du sacramentaire de Gellone, écrit en Languedoc au 8^e siècle : *Et mittis in ore infantum de ipsa sal per singulos ita....* Voici comme on rend

cette rubrique : *Et mittis in ore infantium de ipso sale per singulos ita...* Cette minuscule visigothique de France, petite et nette, tirant sur la cursive, n'est pas la seule dont les Goths firent usage en France ; mais les autres espèces annoncent des minuscules semblables à celles des autres nations du tems. Le modèle *X* de minuscule *hispanogothique* est tiré du beau Missel gothique de l'Église de Tolède : *Deus qui mirabilis es in Sanctis tuis cujus cultui...* C'est l'oraison de la messe de saint Martin.

Ecriture minuscule caroline.

On ne parvient pas tout d'un coup à la perfection. L'écriture minuscule des premiers carlovingiens se sentit de la rudesse de la mérovingienne ; mais sous les successeurs immédiats de Charlemagne, elle parvint au plus haut degré d'élégance. La planche 24 modèle *XI*, en offre deux espèces, dont l'une, petite et bien proportionnée, est tirée d'une Bible de Charles le Chauve, *manuscrits du roi*, n. 1 ; l'autre, à gros traits et bien formée, est tirée d'un sacramentaire manuscrit qui était de Saint-Germain-des-Prés, transcrit l'an 853.

Incipiunt capitula ...

I. De Sanctis quos in hoc mundo ut interfectos.,

II. De Exhortatione quæ de peioribus ad..

III. De Commemoratione quo veritatis semper...

III. De Justorum memoriis refovendis....

La première ligne et les lettres initiales des suivantes sont onciales. La seconde espèce est celle-ci, exemple *XII* : *Deus qui diversitatem omnium gentium in...*

Ecriture minuscule allemande.

L'Allemagne, qui se prêta au renouvellement de l'écriture que fit Charlemagne, présente entre autres le modèle *XIII* de minuscule allemande, maigre, et qui porte dans l'original la date de l'année 823 : *Incipit epistola Baturici Episcopi...*

Ecriture minuscule anglo-saxonne.

Le modèle *XIV* d'écriture minuscule anglo-saxonne, qui date du 9^e siècle, et fut rédigée en France, porte : *Respondentibus se esse liberos dicit qui...* Les *e* fermés et les *r* en forme d'*n*, sont à remarquer.

Ecriture minuscule capétienne.

L'écriture minuscule capétienne ordinaire des 10^e et 11^e siècles

tient assez généralement du modèle *XF* : *Fortis in bello Jesus Nave filius. Rompheas jactans civitates corrunt...* Ce morceau est un eucologe qui ressemble aux proses. Dans le modèle *XII* on s'aperçoit que les minuscules capétiennes tendent au gothique moderne :

Paulatim unde dolor letique animosa voluntas

Amovet, ac tacitè ferrum.....

Ce sont des vers de Stace, écrits au 11^e ou 12^e siècle.

Il faut bien observer que les modèles des minuscules nationales, que présentent les deux *planches* 20 et 21, ne sont point uniques dans leur genre, c'est-à-dire que ce n'est pas la seule forme qu'aient employée les différens peuples pour écrire en minuscule. On s'est attaché seulement à saisir le goût qui leur était particulier ; car on aurait pu fournir une infinité d'autres exemples qui leur étaient également propres ; mais ils auraient eu l'inconvénient d'offrir la ressemblance la plus marquée avec les écritures des autres peuples.

On peut donc assurer que l'écriture minuscule, en usage chez les Romains et renouvelée sous Charlemagne, ne rend pas suspects les diplômes des 8^e et 9^e siècles.

Les indices que l'on peut tirer de la minuscule sont, que, dans les 5^e et 6^e siècles, elle est communément plus large que la nôtre et que celle des tems postérieurs ; qu'elle conserve ordinairement plusieurs lettres majuscules, comme l'*N* et l'*R*, *fig. 4* et 5 de la *planche* 20 ; quand la dernière est minuscule, le jambage droit, au lieu de se tenir relevé *r*, descend en forme d'*n* ; que la grosse minuscule n'a pas l'air de la nôtre avant le 8^e siècle ; que la conformité ne fut jamais plus grande que sur le déclin du 9^e et le commencement du 10^e ; qu'au 11^e, les rondeurs de la minuscule commencent à se perdre ; que les angles y succèdent, et, bientôt après, les pointes, qui consomment enfin le gothique. Qu'une autre sorte de minuscule romaine, souvent très petite, fut d'un assez grand usage aux 5^e et 6^e siècles, pour apposer des notes et des sommaires dans les manuscrits, ou pour représenter d'anciennes souscriptions ; elle approche de notre plus belle cursive ; que ce n'est qu'aux 11^e et 12^e siècles, que la minuscule semble disputer l'empire à la cursive dans les chartes, mais qu'elle y devint depuis de jour en jour d'un usage moins fréquent.

Ecriture cursive.

L'écriture cursive n'est autre que l'écriture liée, coulée, expéditive

et usuelle. Elle est ainsi appelée parce qu'elle est courante et dégagee de la gêne, de la contention et des mesures qu'exigent les autres genres d'écritures. Les anciens, pour la distinguer de la minuscule, qui est détachée, l'appelaient *écriture liée*, parce qu'en effet les lettres en sont souvent liées et conjointes ou avec la précédente, ou avec la suivante, ou avec les deux ensemble. De ces liaisons, faites avec des traits hardis à la vérité, mais surabondans et compliqués, est venue la difficulté de lire, cette écriture qui a fait tomber les savaus mêmes dans une infinité de fautes; et de cette difficulté est provenue la dénomination de *barbare*, donnée gratuitement à cette forme d'écriture. Il y a même des auteurs qui ont pris occasion de là de nier son existence, et en ont regardé les modèles qui nous restent, comme factices, controuvés et de pur caprice, n'admettant comme vraie que l'écriture capitale des anciens; comme si, de ce que les écritures actuelles des notaires, des gens d'affaires et des bulles sont difficiles à lire, on concluait qu'elles ne sont pas d'usage parmi nous.

Les Grecs ont eu l'usage de la cursive, comme on l'a fait voir par les modèles qu'on en a donnés et qu'on en donnera à chaque planche d'alphabet. Mais Montfaucon¹ observe que les premiers livres que l'on trouve écrits en lettres courantes ou liées, sont de la fin de Basile le Macédonien, parce que le caractère courant n'était pas encore en usage pour les livres, quoiqu'il le fut déjà pour les Tachygraphes et pour les notaires et secrétaires. Au reste, on connaît² de la cursive grecque antérieure au moins de quatre ou cinq siècles au 8^e.

Écritures cursives nationales.

Que les Romains aient eu une écriture cursive, la nécessité, la raison, l'exemple et l'évidence en sont de sûrs garans. Qu'il aient écrit des actes, des titres, des pièces judiciaires, des lettres et des ordonnances en écriture capitale, qui demande un tems considérable, et que le besoin ne leur ait pas fourni des moyens d'abrégier un travail aussi long et aussi pénible; c'est ce qui n'entre pas aisément dans l'esprit de tous ceux qui connaissent le génie actif, prompt et délibéré des Romains. Qu'un auteur se soit appesanti sur sa composition, jusqu'à passer un tems prodigieux à coucher en capitales une idée

¹ *Dissert. sur la plante appelée papyrus.*

² *Nouv. Traité de Diplomatique*, t. II, p. 257.

qui n'eût exigé qu'un instant pour être écrite en cursives, c'est ce que la vivacité et la chaleur des écrits de la plupart des anciens qui nous restent, ne permettent pas de croire. D'ailleurs ce peuple jaloux n'aurait pas voulu céder aux Grecs cet avantage exclusif. Cependant il est de notoriété publique que les Grecs avaient alors une écriture liée et expéditive ; les anciens auteurs en conviennent. Enfin, la plus forte démonstration, et celle qui peut toute seule résoudre tous les doutes, c'est la réalité des caractères cursifs qui nous restent dans les plus anciens monumens que l'on connaisse, et qui approchent de l'ère chrétienne. On peut s'en convaincre par les alphabets ci-dessus, et par les modèles de cursives donnés dans la *Nouvelle Diplomatique*.

Les Romains avaient donc une écriture cursive, comme il le paraît par les chartes de Ravenne antérieures à l'établissement des Goths en Italie. Cette écriture suivit le sort de la capitale et de la minuscule. En passant chez les différens peuples, elle se diversifia suivant le goût des siècles et le génie des nations. Cependant la *mérovingienne* a de si grands rapports avec la *romaine*, qu'on peut la regarder comme identique, et que toute la différence ne consiste que dans quelques altérations qu'éprouvent toutes les écritures de siècle en siècle. La nuance qui la distingue commença après le milieu du 6^e siècle. Elle régna depuis la moitié du 7^e jusqu'au règne de Pépin le Bref, qu'elle devint plus polie et moins compliquée.

La cursive *lombardique* peut être de même envisagée comme une autre branche de la romaine, formée sur celle qu'on employait aux 6^e et 7^e siècles. D'ailleurs la ressemblance entre la cursive lombardique et la mérovingienne est frappante. On trouve encore des caractères lombardiques dans quelques chartes du 13^e siècle, même en Allemagne.

La cursive *saxonne* tire également son origine de la romaine. Nous la voyons déjà formée dès le 7^e siècle, et nous découvrons ses caractères les plus singuliers dès les 5^e et 6^e. Elle régna jusqu'au 10^e siècle en Angleterre, et s'y soutint jusqu'à la fin du 12^e, malgré l'introduction de l'écriture normande ou française. Du reste, elle est moins dérivée de la cursive romaine que la minuscule, et elle est plus compliquée que la romaine et la mérovingienne.

La cursive *visigothique* a pu se distinguer de la romaine dès le

6^e siècle ; mais on n'en a point vu d'antérieure au 7^e. Elle dure jusqu'au 13^e. Le plus ancien diplôme latin de cette écriture qui ait été conservé jusqu'à notre tems, fut donné par le roi Chindaswinthe en 646.

La cursive *caroline* n'est qu'une continuation de la mérovingienne ; née au 8^e siècle, elle se perd dans la minuscule romaine au 12^e. Elle n'atteignit pas tout-à-coup sa perfection sous les premiers rois de la seconde race ; elle tenait alors de la mérovingienne. Sous les dernières années de Charlemagne, et sous Louis le Débonnaire, elle s'allongea et se perfectionna. Dès la fin du 8^e siècle, elle devint tremblante, surtout dans ses grandes lettres allongées. Elle commence à se friser au 10^e ; elle dégénère et paraît tortue et recoquillée dès la 3^e race.

La cursive *capétienne* tient beaucoup de la *caroline* sous les premiers rois de la 3^e race, et même pendant une partie du règne de Robert. Au 11^e siècle, ses traits allongés, aigus, fleurrés, surtout dans les diplômes, la distinguent seulement de la minuscule des manuscrits. Au 12^e siècle elle devint extrêmement rare, la minuscule lui ayant été presque partout substituée. Dans le 13^e siècle, elle se perdit dans la cursive gothique.

Les cursives nationales descendent de la romaine.

La complication des caractères que l'on voit dans les écritures cursives nationales, n'est point une preuve de leur origine barbare. La cursive romaine avait des liaisons sans nombre, mais méthodiques ; la touche en était fière et d'une aisance qui étonne ; aussi sous la main des étrangers, ces liaisons dégénérèrent en une espèce de confusion, quoique dans la comparaison, l'on n'y découvre d'autre différence que plus ou moins d'élégance, plus ou moins de variété, de tours et de liaisons, plus ou moins de hardiesse. Ces liaisons diminuent sensiblement jusqu'au 12^e siècle, où elles deviennent presque nulles. Au 13^e, la chicane et la scholastique firent naître une autre écriture liée et pleine d'abréviations. Toute mauvaise qu'elle était alors, elle dégénéra encore dans les siècles suivans, au point de paraître affreuse en comparaison de celle du 13^e.

Le concours ou le mélange des écritures romaines, visigothiques, mérovingiennes, lombardiques, saxonnes, etc., est une preuve sensible qu'elles sont toutes émanées de la première. Ce mélange paraît dans

P^r A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S

T U V W X Y Z

I. Romaine

m h u n u r a t h y a t t u d u t n o u t m b
u r s o t p o l e m o l o f f

II.

f u e d y o u d i r a g a n u m
u n m e d i o l b u i c h u
u h e t o n g d m u p d r e d m r .

III.

f u e t a l e r a u m
d a r i g m u a u r
u a r d o b e r s t l e . . .

les manuscrits les plus anciens ; ces écritures ont même quelquefois tant de rapports, qu'on a peine à les distinguer, et que nombre de savans du premier ordre, ou s'y sont trompés, ou s'y sont vus très-embarrassés.

En vain dirait-on que ces peuples ont introduit dans la romaine bien des caractères barbares et étrangers, qui l'ont, pour ainsi dire, fait disparaître ; puisque tous les caractères, et la manière de les reudre, que les savans ont attribués aux étrangers, se trouvent consignés sur des monumens bien antérieurs à l'arrivée des nations barbares. Il serait absurde de dire, comme Maffei, pour réfuter cette opinion, que ces peuples n'avaient pas la première idée de l'écriture : l'antiquité des caractères runiques détruit une pareille assertion dénuée de tout fondement. A cette erreur près, ce savant ne démontre pas moins bien que les nations germaniques répandues dans l'empire adoptèrent tous les caractères des Romains sans exception.

Ecriture cursive romaine.

La plupart des littérateurs ont nié l'existence de la cursive chez les Romains, et en ont attribué l'invention aux nations barbares qui ont partagé l'empire ; les modèles de cursive romaine que l'on donne dans la planche 22 ci-jointe, démontrent la fausseté de cette prétention.

Le modèle I, est une portion de l'épithaphe de Gaudence, datée, de l'an 338 de J. C.

Mercurius pater filiae defunctae vi Idus Novembris Urso et Po-lemio Consulibus.

On lit *defunctae* avec les nouveaux diplomatistes, où il n'y a qu'un *d* tranché ; il faut y remarquer également l'épisème qui suit le *d* tranché, et qui vaut 6. Cette cursive est bien antérieure à l'entrée des Goths en Italie.

Le modèle II, est un exemple des cursives romaines les moins élégantes et les plus ordinaires aux gens d'affaires ; c'est un acte de donation faite à l'église de Ravenne dans le 6^e siècle ; il est sur papier d'Egypte :

In Christi nomine adquisitus optionum è vico Mediolan huic chartulae donationis-portionis...

Dans l'invocation, l'on distingue clairement les trois lettres *I. C. N.* c'est l'origine de ces invocations monogrammatiques, qu'on trouve

dans les diplômes des rois de France de la première race, et que des savans du premier ordre ont méconnues.

L'exemple III présente la cursive romaine la plus hardie et la plus élégante, mais indéchiffrable à cause des sigles :

Notitia testium id est armatus F. D. schol. et coll...

C'est-à-dire *Vir devotus scholaris et collectarius*. Ce modèle est du 6^e siècle.

Ecriture cursive lombardique.

Pour modèle de la cursive lombardique, on donne l'exemple IV de la planche 23^e d'une écriture grosse, brisée, à queues arrondies et hastes élevées :

In nomine Domini Dei Jesu Christi nos vir gloriosissimus Grimoaldus Dei providentia...

C'est le commencement d'un diplôme de Grimoald de l'an 795.

Ecriture cursive mérovingienne.

La cursive mérovingienne se distingue aisément dans l'exemple V de la planche 23^e. C'est le fragment d'un plaid de Childebart III, de l'an 703, qui adjuge à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés de Paris le monastère de Limeux :

I. C. N. Childebartus rex Francorum vir inluster cum nos in Dei nomine Carraciaco villa Grimoaldo majoris domus nostri una cum nostris...

Ecriture cursive caroline.

Le caractère distinctif le plus universel des écritures cursives carolines, c'est d'être hautes, serrées et armées de traits aigus. Le modèle VI de la 24^e planche est un diplôme de Charlemagne de l'an 779 pour l'église de Saint-Marcel de Châlons :

Carolus gratia Dei rex Francorum... quidem clemencie cunctorum deest accomodare aure benigna precipue quibus...

On voit par ce diplôme que la bonne latinité et l'orthographe étaient encore bannies des actes, *aure benigna* pour *aurem benignam*, etc.

Ecriture cursive capétienne.

La cursive capétienne n'est autre que la caroline dégénérée ; dès le tems du roi Lothaire, elle n'était déjà presque plus reconnaissable ; elle ne fut plus employée dans les diplômes passé le règne de Robert ; et on lui substitua pour cet objet une minuscule, qui ne diffère de

VI. Caroline.

Quidam Lumbus Lumborum dicitur
 a lumbis lumborum dicitur a lumbis
 a lumbis lumborum dicitur a lumbis

VII. Capétienne.

lumborum dicitur a lumbis lumborum
 lumborum dicitur a lumbis lumborum
 lumborum dicitur a lumbis lumborum

VIII. Allemande.

lumborum dicitur a lumbis lumborum
 lumborum dicitur a lumbis lumborum
 lumborum dicitur a lumbis lumborum

IX. Saxonne.

Scribere lumborum dicitur a lumbis lumborum

X. Vind. gothique.

lumborum dicitur a lumbis lumborum

celle des manuscrits que par ses montans fleurronnés et ses queues prolongées : cette dernière même se perdit dans le gothique dès le 13^e siècle. On en donne pour modèle l'exemple VII de la planche 24, qui est le fragment d'un diplôme de Hugues Capet de l'an 988, en faveur de l'abbaye de Sainte-Colombe de Sens :

*In eisdem de gentium orem (aurem) nostre celsitudinis impen-
dimus regium procul dubio exercemus munus...*

Ecriture cursive allemande.

Les mêmes écritures diplomatiques usitées en France sous la seconde race, et jusqu'au 13^e siècle, eurent cours en Allemagne ; mais elles y prirent plutôt la forme de minuscules que de cursives. Car cette dernière ne fut guère admise dans les chartes du pays que vers le milieu du 13^e siècle, quoique dans les manuscrits elle y fût connue longtems avant. Le modèle VIII de la planche 24 est plutôt demi-cursive que cursive propre :

*Et ut hunc complacitationis preceptum firmum stabileque perma-
neat manu nostra subtus illud firmavimus anulique nostri....*

C'est la fin d'un diplôme de Conrad I, de l'an 914, en faveur de l'abbaye de Saint-Emmeran de Ratisbonne.

Ecriture cursive anglo-saxonne.

On donne pour exemple de la cursive saxonne d'Angleterre le modèle IX de la planche 24, qui est une écriture du 8^e siècle, aiguë et serrée :

Scribit igitur ad eum hanc epistulam non sicut in prima...

Ce texte de saint Jérôme est tiré d'un manuscrit, parce que les diplômes anglo-saxons n'ont pas fourni de cursives pures anciennes,

Ecriture cursive visigothique.

Le modèle X de la planche 24 est une cursive visigothique qui tient beaucoup de la cursive mérovingienne :

Historias primo rerum canit ordino Clio,

On croit ce morceau écrit avant l'arrivée des Maures en Espagne, l'an 712.

Il faut toujours observer que les modèles présentés dans cette planche 24 ne sont point uniques dans chaque pays, et que les siècles, le goût, la main, le caprice, etc., y ont occasionné des différences

sensibles. Le modèle de petite écriture n'empêche pas qu'on n'en trouve de haute ; le modèle d'écriture serrée n'exclut pas l'écriture large ; le modèle de cursive aiguë ne doit pas faire croire que le peuple qui l'employa ne se servit aussi de cursives pochées et massives. Il ne faut par conséquent pas regarder ces modèles comme les seuls moyens de comparaison pour combiner et juger toutes les cursives nationales ; on ne s'est proposé d'autre but dans la composition de cette planche que de satisfaire un peu la curiosité, et de donner en même tems une idée du génie de chaque peuple. Si l'on voulait porter la curiosité plus loin, il faudrait consulter le *nouveau Traité de Diplomatique* ; encore, tout ample qu'il est, n'a-t-il pas lui-même épuisé tous les genres d'écritures, et avec son secours, on serait encore souvent dans le cas de ne pouvoir juger que par approximation.

Remarques sur l'écriture cursive.

L'écriture cursive fournit quelques remarques intéressantes propres à distinguer les âges des monumens où elle se rencontre.

La *cursive romaine*, d'où dérivèrent toutes les autres, changea sensiblement de forme de siècle en siècle, surtout celle dont on faisait usage dans les tribunaux ; ce changement se fait remarquer encore davantage depuis le 6^e siècle ; alors elle semble dégénérer en mérovingienne et en lombarde.

La cursive *mérovingienne*, bien caractérisée, s'annonce pour être au moins du 8^e siècle ; quand elle est très-liée et compliquée, elle remonte au 7^e. Ce fut l'écriture de tous les diplômes de nos rois de la première race. Elle se rapproche de plus en plus de la *minuscule romaine* non liée depuis la fin du 8^e siècle jusqu'au commencement du 12^e.

Il y a deux sortes de cursives *lombardiques*, l'ancienne et la moderne : l'ancienne se distingue par les hastes et les queues prolongées ; la moderne est mieux compassée. La cursive lombarde, depuis le 10^e siècle prend une tournure qui mène droit au gothique.

La *saxonne* que l'on trouverait très-liée et compliquée, pourrait, à ce seul titre, n'être pas absolument plus moderne que le 7^e siècle.

Les manuscrits et les chartes des 9^e et 10^e siècles offrent beaucoup de vestiges de la cursive *romaine* ; mais passé le 11^e, elle rendrait un acte suspect. Les manuscrits en cursive des 9^e, 10^e et 11^e siècles sont

assez difficiles à distinguer ; voici cependant quelques traits caractéristiques.

Au 9^e siècle, les conjonctions des lettres *ra*, *re* sont encore assez fréquentes ; mais on n'en voit plus au 10^e, à l'exception de *et* et de *st*.

Les jambages supérieurs des *d*, *h*, *k*, *l*, se trouvent encore assez souvent, au 9^e siècle, formés en battans dans beaucoup de manuscrits ; dans ceux du 10^e, ils sont rares ; et dans ceux du 11^e, ils se terminent ordinairement en pointes rabattues, et quelquefois en fourches.

Les *f*, les *s*, au 9^e siècle, se divisent communément en deux branches, dont la plus courte s'élève en haut, du côté gauche. Aux deux siècles suivans, cette branche est presque toujours abaissée, et ne manque guère, au 11^e siècle, d'être en angle aigu, dont l'ouverture regarde presque le pied de la terre.

Au 9^e siècle, on rencontre nombre d'*a* encore ouverts en dessus ; ils ne paraissent plus guère même fermés aux 10^e et 11^e.

Plusieurs manuscrits du 11^e siècle ont beaucoup de *t* dont la haste traverse la tête ; tandis que ceux des deux précédens gardent bien plus régulièrement la figure d'un *s* couché, *fig. 16* de la 11^e division, *planche 47*, ci-dessus, page 545, et posé sur le haut d'un *c* qui lui sert d'appui.

Au 9^e siècle, les pieds des *m* et des *n* sont souvent tournés en pointes obliques vers la gauche ; aux deux autres siècles suivans, ce caractère ne se trouve point, ou se soutient mal.

On pourrait faire beaucoup d'autres remarques semblables sur la différence de la cursive de ces trois siècles, qui se ressemblent assez.

Écriture allongée.

L'écriture allongée n'est qu'un rejeton de l'écriture cursive. A n'envisager que sa grandeur et sa hauteur, on la prendrait sans doute pour une sorte d'écriture majuscule ; mais elle est bien réellement cursive, si on s'arrête, comme on le doit, à la figure et au contour.

L'écriture allongée est une écriture sans proportion, extrêmement maigre et d'une hauteur démesurée. Au haut d'une haste

immense, par exemple, se trouve une pente extrêmement petite pour former la lettre *p* (voyez la *fig. 4* de la *planche 22*, p. 605). La panse de l'*a* n'égale pas celle de notre petit *a* italique, et son appui est plus haut que nos très-grandes capitales, sans en avoir le plein et le solide ; ce n'est qu'un trait, etc.

Dans les invocations, les souscriptions des rois, des chanceliers, etc., et même dans l'apposition des dates diplomatiques, on se servit d'une écriture allongée. Souvent employée par les Romains, elle le fut beaucoup plus depuis le 7^e siècle jusqu'au 13^e.

L'écriture allongée de la 4^e ligne (*pl. 25* ci-jointe) et de la signature des diplômes fut mérovingienne en France jusqu'à Charles le Chauve ; les manuscrits et les chartes des 9^e et 10^e siècles offrent encore des traces de cette écriture. Mais de tous les siècles où elle fut de quelque usage, le 7^e est celui qui la présente moins déchiffrable ; difficulté qui vient de ses complications, de son obscurité, et de la confusion des mots.

Un peu avant le 13^e siècle, on ne trouve déjà plus de modèles de cette écriture dans les diplômes de nos rois ; mais, dans quelques autres, on en vit encore plus d'un demi-siècle après. Elle cessa dans ce siècle, et ne se conserva que sous une autre forme, si cependant on peut dire qu'elle n'est point encore d'usage parmi nous, puisque nombre de personnes se servent, dans leur signature, d'une écriture extrêmement allongée. De cursive, elle devient minuscule ; de minuscule, capitale ; et de capitale, gothique.

On ne donne dans la *planche 25* que peu de modèles de l'écriture allongée, sans la suivre chez toutes les nations, parce qu'elle a partout à peu près le même coup d'œil. On a déjà vu, dans les modèles de cursives mérovingiennes et carolines, les premiers degrés d'élévation de cette sorte d'écriture ; on ne présente ici que les plus marqués et les plus excessifs :

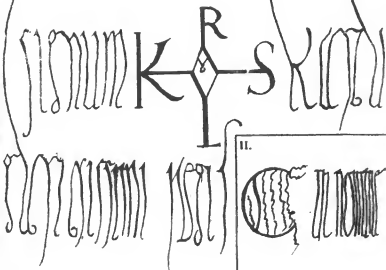
Le modèle I, *planche 25*,

Signum Karoli gloriosissimi Regis,

est la signature de Charles le Chauve sur une charte de l'an 843 ; on y voit le monogramme du prince après le mot *signum*.

On offre pour *modèle II* le commencement d'un diplôme de

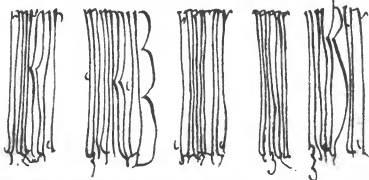
I.



II.



III.



Dist. de Diplom. T I f 611.

Lett. Supplémentaire à la 1^{re} des Lettres de l'Écriture.

Conrad, donné à Spire l'an 1149 : *C. in nomine sancte et individue Trinitatis Conradus divina favente.....*

Le modèle III : *Si vellis anguillam strictis tenere manibus.....* est une écriture allongée, tracée sous le règne de Louis le Débonnaire ; elle est gigantesque, et renferme des lettres très-difficiles à distinguer les unes des autres ; un petit trait au haut, au bas et au milieu, avec quelques inflexions, en fait toute la différence. Remarquez-y *vellis* pour *velis*, etc.

Écriture tremblante.

L'écriture tremblante, qui ne pouvait bien se développer que dans l'écriture allongée, succéda, dans le 8^e siècle, à la mode des plis et replis dont on entortillait les hautes lettres. Toutes les lettres susceptibles de rondeur furent particulièrement affectées de tremblemens. Cette écriture, toute désagréable qu'elle était, subsista encore assez longtems ; elle ne commença à devenir rare que sur la fin du 11^e siècle, et ne fut abandonnée qu'au 12^e. On n'en donne point de modèle, parce qu'il est facile de se peindre ces traits sinueux et serpentans, en voyant les modèles de l'écriture allongée. La première ligne des diplômes des deux premières races de nos rois, en lettres hautes et allongées, est ordinaire ; mais cette mode ne fut pas si généralement suivie, qu'elle dût faire regarder comme suspects ceux qui n'y seraient pas conformes.

Écriture mixte et mêlée.

On a déjà dit ailleurs que, lorsqu'il était question de caractériser l'écriture d'un monument, on n'avait égard qu'à la généralité de l'écriture ; et, en effet, il n'y a guère d'inscriptions antiques, de diplômes, et surtout de manuscrits, qui ne réunissent des caractères étrangers au genre d'écriture qu'ils adoptent en général. Il y a deux manières de faire ces insertions de lettres étrangères ; soit en renfermant dans un même mot des lettres de plusieurs classes, par exemple des capitales dans un mot écrit en onciales, des cursives dans un mot écrit en minuscules, etc., soit en insérant des mots entiers ou des lignes entières d'une écriture différente de celle du corps de l'ouvrage, comme le premier mot ou la première ligne en capitales ou en onciales, et les

autres en minuscules ou en cursives. La première façon, qui ne montre le concours de différentes écritures que dans certaines lettres des mots, s'appelle *écriture mixte* ; et la seconde, qui donne entrée à des mots entiers ou à des lignes entières d'écriture d'un autre genre, se nomme *écriture mêlée*. Les exemples des unes et des autres sont on ne peut pas plus communs dans tous les siècles ; ce qui prouve que tous les genres d'écriture furent d'usage chez les Romains , et que la minuscule et la cursive ne sont pas des inventions des faussaires.

Écriture liée.

En entrant dans la discussion de l'écriture cursive, on a dit que les anciens l'appelaient *écriture liée*, parce qu'en effet il est de sa nature de l'être toujours. Mais autre chose est d'unir tous les caractères d'un mot par des liaisons délicates, fines et propres ; autre chose de les nouer et de les enchaîner les uns aux autres par des contours hardis, à la vérité, mais si compliqués, qu'ils mettront éternellement à la gêne les déchiffreurs même les plus experts en cette partie. Cette méthode hétéroclite fut cependant l'âme de l'écriture courante romaine, surtout lorsqu'elle n'était pas lâche, étendue, et en caractères éloignés. Sans doute que nos premiers Francs goûtèrent cette tournure, qui, en annonçant une certaine négligence, montrait aussi dans l'écrivain un génie vif et libre de toute contrainte, et qui dédaignait de s'astreindre à des règles : aussi firent-ils de cette écriture liée un usage très-fréquent. Comme c'est, sans contredit, celle qui peut le plus souvent tomber sous les mains, et que d'ailleurs ces nœuds et ces ligatures mérovingiennes, si l'on peut parler ainsi, ont avec les romaines et celles des autres pays des rapports frappants, on se contentera d'en donner quelques exemples. Les *planches 26 et 27*, ci-jointes, qui les représentent, auraient pu être prolongées sans fin, car il est peu d'écriture courante de ces tems qui n'en fût infectée. Pour prouver l'antiquité de ces liaisons de lettres, on commence les modèles qu'on en donne par des exemples grecs tirés des Tables lacédémoniennes publiées par l'abbé Fourmont ¹.

¹ *Mém. de littéral. de l'Académ. des inscriptions*, t. xv.



[illegible]

Après avoir traité des genres principaux de l'écriture, il est à propos de voir comment, par une dégradation insensible d'abord, ensuite trop réelle et trop apparente, ils sont venus se perdre et se confondre dans le *gothique moderne*.

Dégradation et renouvellement de l'écriture.

Le déclin de la belle écriture fut d'abord presque imperceptible ; mais, dès le 3^e siècle, la décadence devint sensible. On rendit carrées les lettres anguleuses, on arrondit les carrées, on les chargea d'ornemens superflus. Dès la fin du 4^e siècle même, on vit, sur les monnaies, de faibles atteintes portées à la beauté de l'écriture ; depuis le milieu du 3^e siècle, l'altération fut manifeste ; on se corrigea un peu au 4^e, mais la réforme ne se soutint pas plus d'un siècle. Le dépérissement des écritures vint alors à un tel point, qu'on a cru que les Barbares, les Goths et les Visigoths, étaient seuls capables d'une innovation si monstrueuse ; c'est le sentiment d'un certain nombre de savans, auquel plusieurs raisons empêchent de déférer.

En effet, sans en accuser les Goths, les Lombards, les Anglo-Saxons, les Francs, etc., voici ce que l'on peut penser sur cet objet. L'usage peu fréquent de tracer l'écriture élégante ; le caractère écrasé, dont il a été question plus haut, avec l'aplatissement des angles ; l'introduction de quelques lettres de différentes espèces ; la confusion des divers genres d'écriture ; et, plus que tout cela encore, le mélange de différentes sortes de caractères, de la minuscule, par exemple, ou de la cursive, avec la capitale, irrégularité dont on voit des modèles très-marqués dès la fin du 3^e siècle et dans les suivans ¹ : telles sont probablement les véritables causes de la décadence de la belle capitale, qui fut sensible presque partout jusqu'au 9^e siècle.

Arrivo enfin le glorieux règne de Charlemagne : l'écriture se renouvelle, les belles capitales romaines sont remises en honneur, et employées avec plus de soin ; on fixe la minuscule, on la perfectionne, et on l'accrédite au point de la rendre presque l'écriture générale. Elle souffrit peu de déchet jusqu'au 12^e siècle, dans lequel elle se transforma en gothique. Au 9^e siècle, on

¹ Voy. la planche d'écriture mêlée dans la *Nouvelle diplomatique*.

distingua les divers ordres d'écriture ; mais au 10^e, on les confondit avec une licence qui n'eut plus de bornes, jusqu'à ce qu'elle eût produit cet affreux gothique dont le renouvellement des lettres, même après trois siècles, n'a pas encore totalement délivré l'Europe.

Le goût du beau, qui s'était maintenu pendant le 9^e siècle, dégénéra par degrés en affectation puérile, en ornemens contre nature, extraordinaires d'abord, ridicules ensuite, et enfin grotesques. Le mal empira jusqu'au 13^e siècle, véritable époque du gothique régnant. Au 14^e, ces extravagances furent portées à leur comble, en écriture comme en architecture : l'une et l'autre furent surchargées de colifichets.

La *cursive*, en tant que distinguée de la *minuscule*, se tint plus long-tems que celle-ci et que la *majuscule* même, à couvert de la dépravation du *gothique* ; mais au 13^e siècle il pénétra partout. Ce n'est pourtant que dans le 14^e qu'il s'étendit jusque sur le plus grand nombre des lettres de la majuscule. Au 15^e, il cessa de régner avec autant d'empire ; car, au commencement de ce siècle, le goût pour les belles-lettres et les antiquités romaines se répandit en Italie, quoique faiblement. Vers le milieu du même siècle, ses progrès devenaient déjà rapides ¹, et l'art de l'imprimerie, dont on fit en Italie les premiers essais dans l'abbaye de Sublac, en 1465 ², avec de beaux caractères romains, porta au gothique un coup dont il se ressentit toujours. A la fin du 15^e siècle et dans le 16^e, il se cantonna en Italie dans la Chancellerie romaine, où on le conserva pour les provisions des bénéfices. Ce caractère vraiment barbare se réfugia en Allemagne, où il a conservé ses droits sur tout ce qui s'écrit en allemand, et même sur toutes les écritures cursives.

Dès avant la moitié du 16^e siècle, la France avait presque totalement exclu le *gothique* de ses inscriptions lapidaires et métalliques, aussi bien que de ses imprimeries. Il cessa entièrement de paraître sur les monnaies sous Henri II ³. Le caractère

¹ *Biblioth. univers. de Poligraph. espagnola*, prolog. fol. 41.

² *Nova Acta erudit. mens. decembr. 1741.*

³ Le Blanc, p. 371.

rond et romain y avait été apporté avec l'imprimerie par Ulric Gering et ses associés, l'an 1470. Cependant ce furent Simon de Coline, Robert Etienne et Michel Vascosan qui contribuèrent le plus à l'abolition du gothique en France. Le *Manuel des prêtres* en latin, imprimé à Paris en 1574 par Kerver, y fut peut-être le dernier soupir de ce goût barbare. Il ne parut plus bientôt que dans un livre intitulé *la Civilité*, pour préparer les enfans à la lecture des *vieux contrats*; cependant une passion très-grande pour tout ce qui tient au 13^e siècle et au gothique commence encore à se répandre, et pourrait bien ramener de nouveau l'obscurité dans les écritures imprimées et cursives.

Cette *cursive* en effet fut plus tenace. Elle ne donna entrée à la *romaine* qu'à la fin du 16^e siècle, et ne lui céda le ton dominant que passé le milieu du 17^e. Il faut même l'avouer, nos écritures courantes n'en sont pas encore bien purifiées; et il est à souhaiter que les restes du *gothique* qui les déshonorent, ne reprennent pas le dessus, et ne causent jamais une révolution dont on croit apercevoir les préludes.

Ces réflexions sommaires sur la dégradation de l'écriture semblent porter naturellement à considérer l'écriture *gothique* sous toutes ses faces. Les capitales, onciales, minuscules et cursives gothiques, sont autant d'objets qui entrent essentiellement dans le plan de cet ouvrage.

Écritures gothiques.

Par *écritures gothiques* on n'entend point parler de l'écriture des Goths, que ces peuples apportèrent en Italie et en Espagne lors des incursions qu'ils firent dans ces deux parties de l'Europe; c'est ce que l'on appelle le *gothique ancien*, qui ne diffère de l'écriture romaine que par le goût et le génie de ce peuple. Le dessein actuel est de traiter du *gothique moderne*, improprement appelé *gothique*, puisqu'il ne vient point de cette nation. C'est la consommation de la décadence de l'écriture, à laquelle on a donné ce nom, sans doute parce que les anciens Goths avaient commencé à défigurer les beaux caractères romains.

Le gothique moderne, né avec la scholastique et dans la décadence des arts et des bonnes études, est le fruit de la

bizarrierie et du plus mauvais goût ; il n'est autre chose que l'écriture latine dégénérée, et chargée de traits hétéroclites, absurdes et superflus ; voilà pourquoi on n'appela pas *gothique* cette manière d'écrire, dès sa naissance ; ce ne fut que lorsque le goût de la belle littérature eut été rappelé, que l'on traita de *gothiques* les lettres qui s'étaient écartées du bon goût. On mit sur le compte des Goths ce qu'on n'osa attribuer aux anciens Romains, parce qu'au renouvellement des lettres on ne connaissait pas encore la succession et les métamorphoses des écritures.

Si l'on recherchait les premiers dépérissemens de la belle écriture, on pourrait reculer le gothique jusqu'aux premiers siècles ; mais, à proprement parler, on peut faire commencer le gothique moderne au 12^e siècle, et en fixer la fin au règne de Henri II.

Les sources de ce genre d'écriture ont été : 1^o l'arrondissement des jambages des lettres dont les traits étaient naturellement droits ; 2^o un aplatissement dans les lettres majuscules, qui les rendit minuscules ou cursives ; 3^o une confusion de ces trois genres primitifs ; 4^o une prolongation des bases et des sommets de chaque lettre, indice le plus caractéristique du gothique. Ces bases et ces sommets courbés en lignes convexes vers le corps de la lettre, qui, par son évasement, se trouvait souvent plus large que longue, donnèrent le gothique majuscule le plus pur et le mieux décidé. Joignez à cela le contraste des pleins les plus massifs avec les déliés les plus fins, et il ne restera plus rien à désirer pour la conformation du plus parfait gothique. Tout ce qui va plus loin en ce genre n'est qu'affectation sur affectation, barbarie sur barbarie. Tels sont, relativement au gothique majuscule, les pointes et les angles multipliés, les jambages rompus en angles saillans et rentrans ; mais, à l'égard du gothique minuscule, les angles et les pointes contribuent à son essence.

Gothique sur les monumens lapidaires et métalliques.

Le gothique, qui avait commencé dès le 12^e siècle, s'étendit, depuis le commencement du 13^e, dans tous les États de l'Europe où l'écriture latine était reçue ; ses progrès furent rapides dans

ce siècle et le suivant. On vit cependant en même tems des exceptions à cette barbarie, qui tombèrent principalement sur les monumens métalliques, dont quelquefois un quart, un tiers, une moitié, appartenait à la belle forme antique. Les figures les plus ordinaires du gothique majuscule sur les monnaies ou médailles sont tracées *planche 22, fig. 2, et les vingt-deux suivantes*, ci-dessus, page 605.

Le caractère gothique minuscule eut peu d'accès sur les monnaies ; mais il fut en grande vogue et sur les sceaux et sur les monumens lapidaires. Il ne parait pourtant pas qu'il y ait été reçu avant le 14^e siècle ; ce ne fut même que sur son déclin que l'usage en devint fréquent. Au suivant, il prit absolument le dessus sur le gothique majuscule, qui se soutint pourtant assez bien jusqu'au renouvellement des lettres. Ce renouvellement, qui commença en Italie, peut être placé, par rapport aux sceaux des papes, avant l'an 1430. La France, sous le règne de Charles VIII, commença à s'y prêter ; insensiblement, sous les rois sulvans, on se défit du gothique dans les fabriques de monnaies ; et il en fut totalement banni sous Henri II, ainsi que des imprimeries et des sceaux.

Il s'est enraciné davantage dans les royaumes du Nord ; à peine les Anglais y ont-ils renoncé de nos jours par rapport à leur langue. En Allemagne, dès l'an 1470 au plus tard, l'empereur Frédéric III avait fait graver sur son sceau l'ancien caractère romain. Il trouva bientôt des imitateurs ; mais ce ne fut qu'au siècle suivant que les exemples s'en multiplièrent. Cette manière d'écrire n'y est pourtant point abandonnée ; et les Allemands ne croiraient pas encore s'exprimer en bon allemand, s'ils n'employaient les caractères gothiques.

Gothique majuscule.

L'écriture capitale gothique, si fréquente dans les inscriptions lapidaires et métalliques, est extrêmement rare dans les manuscrits des 13^e, 14^e et 15^e siècles. On dirait qu'à l'exception des lettres initiales, cette écriture ait été bannie des manuscrits depuis le commencement du 13^e siècle jusqu'au dernier renouvellement des lettres. Ce qu'il y a de très-certain, c'est qu'on

n'en trouve pas en pur gothique, et que ce que l'on en rencontre par-ci par-là est plutôt d'une écriture mixte.

Gothique onciale.

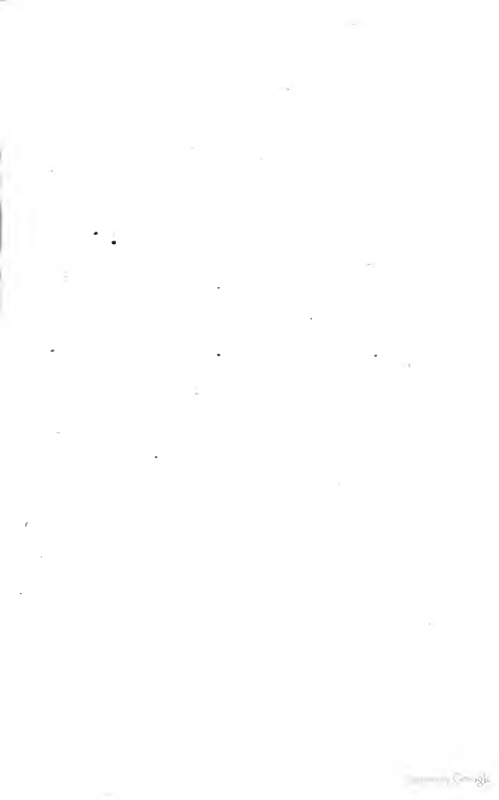
Quoique l'écriture onciale latine ait vu sa fin avec celle du 10^e siècle, il n'est cependant pas possible de méconnaître un certain nombre de lettres onciales dans le gothique, qui ne commence qu'à la fin du 12^e, au moyen de certains arrondissemens qu'on a donnés à quelques caractères. On les distingue à leur rondeur et à leurs ornemens superflus ; du reste, ils sont extrêmement rares.

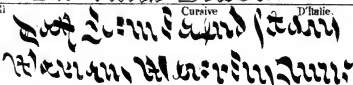
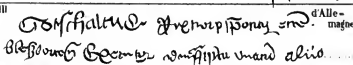
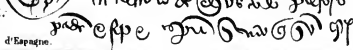
Gothique minuscule.

Les plus barbares écritures des 6^e, 7^e et 8^e siècles n'ont jamais été si monstrueuses que la minuscule gothique. Dès la fin du 12^e siècle, principalement sous Louis IX, jusque vers le commencement du 16^e, la minuscule latine contracta un air de bizarrerie et de laideur qui augmenta encore par les variations et le caprice des particuliers, surtout dans les 14^e et 15^e siècles. Ce goût d'écriture fut si diversifié, qu'on en épuiserait difficilement toutes les variétés.

La cause la plus apparente de cette décadence est la chute presque totale des études et la rareté des copistes dans les monastères, les abréviations arbitraires introduites par les scholastiques, et l'invention du papier de chiffon au 13^e siècle. La difficulté de lire cette sorte d'écriture fut une des causes de l'ignorance prodigieuse de ces tems-là, portée jusqu'au point de ne savoir pas signer son nom, ou de le signer d'une manière indéchiffrable. Cette ignorance fut générale dans toute l'Europe, parce que le gothique le fut aussi. Dans le 16^e siècle, tems du renouvellement des lettres, on revint à la belle forme d'écriture minuscule, et l'on ne trouve plus de gothique que dans les bulles des papes, qui l'ont retenu jusqu'à présent, et dans les imprimeries du nord de l'Allemagne. Notre ronde financière, dont on ne s'est jamais défait, quoique plus difficile et à peindre et à lire que la minuscule ordinaire, en conserve encore quelques traces.

L'écriture minuscule gothique fut en vogue dans les livres d'Eglise, depuis saint Louis jusqu'à Henri IV.



I	+ SIGIL LVMBARNAR DI DE MACHEDO
II	SIGILVM CIVIVM DA SANATOIPOLITO
III	SIGILLUM MARINI DEI GRIGIV EPI
IV	DNYM EDICEN RAX SATORO ANS PRESBITOR MCVS VILLADINVSST
V	 Onciale
VI	 Minuscule.
VII	 Cursive D'Italie.
VIII	 d'Alle- magne.
IX	 d'Angle- terre
X.	 d'Espagne.

Gothique cursive.

La cursive liée, farcie d'abréviations, prit naissance au 13^e siècle, et, dans les suivans, dégénéra en barbouillage affreux. Ces écritures sont toutes plus difficiles à lire les unes que les autres, et souvent plus indéchiffrables encore que les cursives anciennes, prétendues barbares; cependant leur existence ne fut jamais révoquée en doute : car elles sont constatées par les dépôts publics et particuliers qui en renferment une infinité de modèles, autant d'objets de chicane et de méfiance. Les écritures anciennes ne sont point dépourvues de ces avantages, comme on le peut voir au mot *ARCHIVE*, et leur antiquité devrait militer pour elles, ainsi que la difficulté de les lire. Cependant ces deux titres sont comme les principales armes que les PP. Germon et Hardouin tournent contre les anciens monumens.

Ce ne fut que par degrés que les écritures de tous les peuples de l'Europe dégénérèrent en gothique au 13^e siècle. Pour mieux faire sentir l'altération graduelle que le gothique porta dans l'écriture, la *planche 28* ci-jointe présente d'abord quelques exemples de l'écriture demi-gothique.

Le *modèle I*, *planche 28* : *Sigillum Bernardi de Macheco*, est l'inscription du sceau de Bernard de Machecou en Bretagne, sur la fin du 12^e siècle: on y voit plusieurs lettres en belles capitales. Dans le *modèle II*, *Sigillum civium de sancto Ipolito*, qui est un sceau de l'an 1290, on voit que le gothique prend le dessus. Pour *modèle III*, on donne un sceau en pures capitales gothiques de l'an 1426 : *Sigillum Marini Dei gratia Episcopi*.

L'écriture gothique dégénère ensuite, et prend les formes les plus disgracieuses, comme on en peut juger par le *modèle IV* : *David Dei gracia Rex Scotorum... Dominus prosector meus villa Edinburgh*. La première partie de cette légende est empreinte du côté de la tête, et la seconde au revers d'une monnaie d'argent de David II, qui monta sur le trône d'Ecosse en 1349.

Il n'est pas possible de méconnaître un nombre de lettres onciales dans l'exemple de gothique capitale arrondie, que nous présentons dans le *modèle V* de la *planche 28*. Le ca-

ractère gothique a probablement tiré de cette écriture son goût et une partie de ses formes, qui ont dégénéré avec le tems. La durée de l'écriture onciale se termine, à la vérité, avec le 10^e siècle, et l'autre ne commence qu'à la fin du 12^e. Mais dans ces deux mots, *Osee*, *Amos*, peut-on s'empêcher d'apercevoir l'onciale gothique, quoiqu'ils n'aient été écrits l'un et l'autre que dans le 15^e siècle ?

La gothique *minuscule* eut grande vogue depuis les dernières années du 14^e siècle jusqu'au 16^e. On en donne pour exemple, *planche 28*, n. VI, ce modèle d'écriture bizarre, carrée et à pointes triangulaires, dont on se sert encore dans les livres de beaucoup d'églises de campagne : *Adorabunt eum omnes reges, omnes gentes...*

On a déjà dit que les écritures de tous les peuples de l'Europe avaint dégénéré en gothique dès le 13^e siècle ; en effet, ce goût infecta la cursive, ainsi que la capitale et la minuscule. L'Italie n'en fut pas exempte ; mais, à la fin du 15^e siècle, la *gothique cursive* se réfugia dans la Chancellerie romaine, où elle se conserve encore. Le modèle VII de la cursive d'Italie, *planche 28*, est l'écriture des bulles : *Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem anno... 1699.*

Le modèle VIII, de cursive d'Allemagne, est une écriture gothique de l'an 1462, très-difficile à déchiffrer : *Golschalcus Rixstorp prepositus ecclesiæ Slesuicensis executor ad infra scripta una cum aliis...*

L'Angleterre fournit beaucoup de cursives gothiques ; on a choisi le modèle IX : *Omnibus Christi fidelibus ad quos hoc presens scriptum pervenerit Stephanus....* Cette écriture est du tems d'Edouard IV, vers la fin du 15^e siècle. Le gothique d'Ecosse ne diffère guère de celui-ci.

L'Espagne se servit également de cette écriture dans ses actes, témoin le modèle X : *En el nombre de Dios todo poderoso Padre e Fijo e Espiritu Sancto q̄ son tres...* Cette écriture est de l'an 1478 ; elle est belle en comparaison de celles qui la suivirent.

Défense des anciennes écritures, et difficulté de les lire.

La maxime reçue, que les anciennes écritures prouvent par

elles-mêmes, pourvu qu'elles soient suffisamment vérifiées par la seule voie de comparaison, ou jusqu'à ce qu'elles soient convaincues de faux, fut violemment attaquée dans le siècle dernier par des assertions tout au moins téméraires. Ce qu'un auteur anglais¹ n'avait osé avancer, tout hardi qu'il était, quo par rapport aux chartes anglo-saxonnes, le père Germon, jésuite, ne fit pas difficulté de l'étendre à l'universalité des chartes, et de dire et redire cent fois², bien plus, de le poser en thèse, que les anciens monumens doivent passer pour suspects à raison de leur antiquité: *Vetustissima instrumenta esse ipsâ suâ vetustate suspecta*. C'est précisément le contre-pied du principe reçu, que plus l'écriture d'un titre est ancienne, plus on doit présumer de sa vérité, parce qu'il reste moins de pièces de comparaison. L'attention d'ailleurs à le conserver, et la révision juridique que l'on a été souvent obligé d'en faire, ne permettent pas de soupçonner que ce soit un monument d'imposture. Ce savant, dominé par une imagination forte, mais dérégulée, n'avait pas assez approfondi la cause qu'il voulait décider. Il accordait aisément qu'on pouvait juger des vrais et faux diplômes d'un âge récent; mais que l'art ne pouvait rien pour la vérification des antiques; comme si, en se transportant au 10^e siècle, par exemple, ou au 8^e, on y reconnaissait moins la filiation des écritures du 7^e et du 9^e, que dans le 16^e siècle la filiation des écritures du 15^e.

Le père Hardouin, plus outré que son confrère, et entiché de cette absurde cohorte à qui il attribue l'invention des manuscrits, diplômes, auteurs anciens, etc., qui sont parvenus jusqu'à nous, fait main-basse sur presque tous les diplômes antérieurs au 15^e siècle. La difficulté de trouver, dans un siècle que l'on pourrait qualifier d'ignorance, des imposteurs assez habiles pour inventer toutes les sortes d'écritures que nous regardons comme antiques, pour les nuancer avec cette précision que l'on trouve, ou dans le commencement, ou sur le déclin de ces écritures, pour les rendre avec la hardiesse qu'une main

¹ Marsham, *Monastic. Anglic. Propyl.*, p. 16.

² *Discept.*, 2. c. III, p. 29, 38; c. VII, p. 65, 66.

élevée à tracer ces traits si irréguliers et si baroques est seule capable de former, ne l'épouvante pas. Varier les usages de tant de peuples, et les coutumes de tous les souverains, sans qu'aucun de ces prétendus faussaires ait rapporté à l'un ce qui convenait à l'autre; exister dans les mêmes tems et dans tous les lieux de l'Europe, et être pourtant invisible, puisque aucun historien, aucun annaliste, n'en fit jamais mention; changer tout d'un coup la face de la religion, de la jurisprudence, du gouvernement, par des écrits factices, sans que personne ait seulement réclamé : voilà autant d'impossibilités évidentes, qui servaient de fondemens à un système dangereux qu'il avait peut-être intention de pousser trop loin, et qui ne le firent pas seulement sourciller. Enfin, les sophismes les plus grossiers, comme quand, du caractère majuscule des médailles, par exemple, il en infère la non-existence du caractère cursif des chartes, comme si notre écriture financière excluait notre écriture en capitale; les paralogismes les plus avérés, c'est-à-dire la conclusion du particulier au général, et du soupçon téméraire à la certitude du crime, n'ont pas révolté cet esprit si profond et si judicieux d'ailleurs.

La source de ces illusions respectives venait de ce que ces deux savans regardaient telle écriture, la *cursive mérovingienne*, par exemple, comme isolée, sans remonter des plus récentes à de plus anciennes; cette façon de procéder, leur ayant fait sentir les nuances imperceptibles de changemens, les aurait amenés au point de reconnaître l'existence de ces écritures, et de renoncer à ce pyrrhonisme dont ils ont jeté les malheureuses semences dans l'esprit de bien des gens de lettres, qui ne sont pas toujours exempts de préjugés. En effet, s'ils eussent eu une exacte connaissance, et du déclin des diverses sortes d'écritures, et des degrés par lesquels elles sont arrivées, soit au plus haut point de leur perfection, soit au dernier période de leur barbarie, et des époques de tous les changemens remarquables; s'ils eussent su trouver les rapports de conformité entre les écritures du même siècle et de la même nation, ou saisir le point de disparité entre celles des divers siècles et des di-

verses nations ; enfin, s'ils eussent eu présens les caractères propres de chaque siècle, il ne leur aurait pas été plus difficile de juger des anciens titres que des nouveaux, ni moins aisé de ne pas prendre, par exemple, l'écriture du 13^e pour celle du 11^e ou du 15^e, que de distinguer le grec du latin.

Pour peu que l'on soit versé dans l'antiquité, on peut communément discerner l'âge des écritures de siècle en siècle, ou au moins décider que telle pièce est plus ancienne ou plus récente que tel et tel siècle. L'imitation servile avec laquelle certains copistes du 11^e siècle ont tâché, selon Montfaucon, de rendre l'écriture des manuscrits grecs des 9^e et 10^e siècles, ne doit pas même nuire au discernement dont on vient de parler ; parce que, continue le même savant¹, les habiles gens s'aperçoivent bientôt de la diversité des caractères, et à la longue il s'y glisse toujours quelque chose qui décelez l'imitation. Les Latins n'ont essayé d'imiter l'écriture qu'au milieu du 15^e siècle.

La difficulté de lire les anciennes écritures a surtout révolté le père Hardouin, qui croyait devoir trouver dans les diplômes et les manuscrits les mêmes caractères que sur les monnaies et les médailles. Mais lui qui regardo l'écriture *mérovingienne* comme une invention de la *cabale*, aurait dû faire attention que, dans les tems mêmes de ces écritures anciennes, elles étaient pour les contemporains très-difficiles à lire ; qu'un siècle ou deux après, les formes des lettres ayant changé, elles devinrent presque indéchiffrables ; que les liaisons, les complications de mots qui n'étaient séparés par aucun intervalle, par aucun point ni virgule, en sorte que tout paraissait confondu et présentait une page entière comme ne faisant qu'un tout bien joint, demandaient un lecteur bien préparé, bien expert, qui cependant donnoit quelquefois à gauche en coupant ou joignant des mots mal à propos.

Les distances que l'en commença à mettre au 9^e siècle entre les mots rendit plus difficile la lecture des anciens papiers où ces intervalles ne se trouvaient pas. Dès ce siècle, jusqu'au 12^e,

¹ *Palæograph.*, l. 4, c. vi, p. 299.

les érudits s'avisèrent de séparer les mots dans les manuscrits par des barres ou virgules ; souvent ils les placèrent mal, et par là nous ont laissé des preuves de leur ignorance : ceci même ne regarde que les écritures posées ; car les écritures cursives de toutes les nations causèrent bien d'autres tourmens.

Saint Boniface de Mayence¹ avait de grandes difficultés à lire celles de son tems. L'auteur de la Vie de saint Bérégise², l'élite du clergé de Tours, en 1075³, ne purent se tirer des titres en cursives qui n'avaient pas 200 ans au-dessus d'eux. Le célèbre Lambécus lui-même⁴ fut contraint d'avouer son incapacité à cet égard sur une charte en cursive romaine de l'an 504. Ces sortes de faits prouvent, contre le père Hardouin, que les hommes capables de lire les anciennes cursives étaient rares ; que la difficulté qu'ils avaient alors à lire ces écritures antiques consignées dans des actes irréprochables, prouve leur existence ; qu'elles n'ont donc pas été supposées aux 43^e et 44^e siècles ; que ces difficultés, enfin, montrent qu'on ne doit pas s'effaroucher des fautes que l'on trouve dans les copies des chartes tirées quelque tems après par des copistes qui n'étaient sûrement pas antiquaires.

Au reste, si ces écritures anciennes ne sont point vraies, il n'y a pas de milieu à prendre entre ces deux partis : ou elles ont été controuvées dans les bas siècles, ou elles ont été contrefaites. Le premier parti est insoutenable à tous égards, car on l'a vu plus haut ; le second, qui en suppose toujours la réalité, est de la compétence des vérificateurs plus que des critiques ; c'est pourquoi il n'est pas hors de propos d'apprécier au juste le témoignage des vérificateurs en titre.

Vérification des écritures.

On met une différence entre la critique et la vérification des monumens écrits : tout examen de titres n'est pas vérification. La critique, à la vérité, peut bien comprendre la partie du

¹ *Epist.* 3, ad Daniel. episc. Winton.

² *Sæcul. & Bened.*, part. 4, p. 294. — *Annal. Bened.*, t. II, p. 46.

³ *De Re dipl.*, p. 639. — *Annal. Bened.*, t. V, p. 96.

⁴ *De Re dipl.*, p. 488.

vérificateur ; mais son affaire principale est de combiner les rapports de l'écriture, du style, des formules, et des usages, avec la date ; et d'examiner si ce qui est avancé dans l'acte est d'accord avec l'histoire des tems, ou ne l'est pas, etc. ; voyez CRITIQUE. Au lieu que la vérification pèse et apprécie seulement tout ce qui a trait à la contrefaçon, à la ressemblance ou disparité d'écriture, à l'addition, à l'insertion, à la suppression, à la superposition des mots dans un titre, etc. : c'est ce qu'on sentira mieux par le détail.

La contrefaçon des écritures peut se faire de deux façons : en les imitant à vue, ou en les contre-tirant au moyen du calque. La première est moins exacte, à moins que le faussaire n'ait la main bonne et ne soit bien exercé ; car, dans ce cas, la supercherie ne saurait être découverte par la vérification. La seconde se reconnaît aux traces du crayon employé pour rendre les traits avec plus de justesse, aux charges et recharges d'encre, à l'interruption, à la multiplicité des traits mis en œuvre pour figurer avec plus de vérité chaque lettre, aux petits coups de plume rendus sensibles au moyen d'une loupe, aux traits raboteux, dentelés, tels qu'ils conviennent à l'écriture peinte, plutôt qu'imitée d'après un modèle.

Voilà toutes les ressources qu'a un vérificateur pour juger la contrefaçon d'un titre. Mais peut-on s'appuyer, avec une juste confiance, sur ces moyens ? Le faussaire, en faisant disparaître son modèle, en châtiant et limant ses traits, ne mettrait-il pas aisément en défaut l'art des experts ? Et si on le suppose aussi habile qu'un expert, c'est-à-dire qu'il connaisse quelle écriture doit résulter de telle grosseur, taille, tenue, conduite de la plume, et de tels ou tels mouvemens de la main, il donnera à ses copies l'air de ressemblance, le coup d'œil d'identité qui ne laissera aucune ressource au vérificateur.

La disparité d'écriture qui résulte de la comparaison d'un acte avec un autre acte, faits tous deux par le même écrivain, ou entre le texte et la signature d'un original, ou entre deux signatures qui s'annoncent de même main, peut être de quelque poids contre

l'authenticité de la pièce proposée : mais cette preuve n'est point sûre. En supposant que cet indice de diversité de mains ne soit pas infirmé par des traits historiques, on n'en doit pas pour cela porter un jugement de faux définitif. Car tout l'art des experts se réduit à connaître le rapport d'une écriture avec une autre ; y a-t-il parité d'attitude dans les lettres, de liaison dans leur union, de longueur dans les jambages, de hardiesse dans les traits, de grosseur dans les pleins, de finesse dans les déliés, d'inclinaison dans la marche, etc. ? ils doivent juger que c'est la même main qui a tracé ces écritures ressemblantes. Y a-t-il au contraire disparité dans ces combinaisons ? leur art leur apprend que les modèles proposés sont de deux mains différentes. Voilà à quoi se réduit cet étalage si vanté du savoir de l'expert.

Mais ne peut-il pas se faire que, dans l'un et l'autre cas, ils manquent le point réel, le point de vérité, qu'un faussaire se soit exercé à la contrefaçon au point de rendre trait pour trait l'écriture d'un autre ? le vérificateur la jugera de la même main, et il se trompera. Quo, dans des tems éloignés, une personne ait écrit diverses portions de son testament, par exemple ; qu'elle en ait écrit une partie en santé, et l'autre en maladie ; qu'elle ait été obligée de signer un acte étant blessée ou incommodée du bras ou de la main ; voilà deux écritures différentes : les experts la jugeront de deux mains, et ils se tromperont encore ; tant il est vrai que cet art doit être traité avec une sagacité, des ménagemens, des précautions, et une délicatesse de conscience, qui se rencontrent rarement réunis dans une même personne.

D'ailleurs, lors même que la preuve littéraire ou la preuve testimoniale n'énervé point la preuve tirée de la disparité d'écriture, celle-ci ne donne qu'un indice de suspicion. Cet indice, dans son genre, est-il indubitable ? Non, répond Le Vayer¹. Pour qu'il le fût, il faudrait que deux écritures semblables fussent toujours de la même main, et que deux écritures dissemblables fussent toujours de différentes mains ; or, le contraire arrive souvent,

¹ De la preuve par comparaison, p. 28.

comme on vient de le démontrer. La vérification est donc communément restreinte à des probabilités : tantôt elle ne produit que le doute, tantôt elle est même plus dangereuse pour l'innocence que pour le crime, selon les circonstances différentes.

D'ailleurs, est-il donc impossible qu'un acte véritable soit écrit de deux mains ? Une chose qu'il est à propos de remarquer, c'est qu'en matière civile, si la disparité d'écriture nuit à la sincérité d'un acte, l'excès de ressemblance d'écriture avec un autre acte le rend également suspect, quoiqu'ils s'annoncent tous deux de la même main. Car s'il n'y a pas un seul trait ni plus gros ni plus menu, ni plus long ni plus court, ni plus largo ni plus étroit, ni plus droit ni plus courbe ; si l'étendue des syllabes, des mots, des lignes, se rapporte ensemble, une des deux pièces aura été contretirée sur l'autre : ne fût-ce même qu'une signature, si cette égalité s'y trouve, comme il est impossible que la même personne la rende avec cette rigoureuse exactitude, il y aura de violens soupçons de faux. Ainsi la ressemblance d'écriture, qui forme un préjugé puissant en faveur de la sincérité d'un acte quand cette ressemblance n'est pas outrée, devient une démonstration d'imposture quand la ressemblance s'y trouve avec une précision qui ne peut venir que de l'art de calquer.

Il faut encore conclure de là que l'art des vérificateurs demande des talens, des lumières, des précautions, dont sont rarement capables les maîtres écrivains, surtout par rapport aux antiques, vu les erreurs dans lesquelles ils sont souvent tombés en cette partie. Les juges doivent avoir recours pour lors à des antiquaires, et à des antiquaires expérimentés, qui ont seuls droit de citer à leur tribunal les anciennes écritures.

Il est plus aisé aux vérificateurs de découvrir les additions, les insertions, les superpositions, les règles, les lignes blanches ou vergettes plus ou moins nombreuses dans une feuille, ou qui ne se rapportent pas exactement avec les voisines, la différence du grain de papier ou de la marque, l'addition d'une feuille postiche, etc. On peut de plus examiner, par rapport à l'addition, si le nombre des feuilles est uniforme et pair par chaque cahier ;

si toutes sont du même timbre, supposé que l'usage en fût établi; si les tranchefiles ne sont pas plus récentes qu'elles ne doivent l'être; si quelques chiffres des pages ne sont pas d'une autre main; si la fabrique du papier n'est pas postérieure à la date; si quelque portion de l'écriture n'est pas plus pressée et moins hardie que le reste, resserrée dans les dernières lignes avec un plus grand nombre d'abréviations, ce qui forme un indice de faux, suivant les jurisconsultes, etc., etc. Mais toutes ces remarques ne sont point hors de la portée du plus simple examinateur; il ne faut point être expert juré pour cela.

Un des artifices les plus familiers aux faussaires est d'enlever des écritures pour les remplacer par d'autres assorties à leurs pernicious desseins. Alors, si c'est une écriture en encre ordinaire qui ait été enlevée, la blancheur, le lustre, l'épaisseur du parchemin ou du papier, doivent en avoir souffert; une exposition oblique du papier au grand jour manifeste la fourberie aux yeux des experts, surtout quand les faussaires n'en savent pas assez pour échapper à leurs recherches. Ce ne sont quelquefois que des clauses essentielles, des dates, des chiffres, des signatures, sur lesquels tombe la fraude : ainsi, d'un zéro on aura fait un 6, un 9; d'un 2, un 3, un 8; d'un 4, presque tel chiffre qu'on aura voulu. Quelquefois elle ne regarde que des noms enlevés, changés, altérés, mais il ne faut que des yeux défians pour tout cela.

On ne prétend cependant pas déprimer l'art du vérificateur; on veut seulement conclure qu'il est peusûr, et sujet à erreur, lorsqu'il est même exercé par des personnes d'une profonde sagacité.

Ces discussions, auxquelles ont donné lieu les assertions dangereuses et destructives, hasardées par des savans, au sujet des anciennes écritures et de la difficulté de les lire, nous ont un peu écarté de l'objet principal, quoique tout ce qui concerne l'écriture soit du ressort de la diplomatique. Il est cependant encore une espèce d'écriture singulière dont on ne peut se dispenser de parler.

Écriture en chiffres.

La sténographie, ou cryptographie, c'est-à-dire, l'écriture en chiffres ou en caractères déguisés, a été en usage dès les premiers tems : elle est ancienne de plus de 2000 ans ¹. Selon Suétone, Jules César écrivait des lettres en chiffres, que cet empereur appelait *cæcas litteras*, des lettres occultes, parce que ces sortes d'écritures sont seulement intelligibles à ceux avec qui on est convenu des caractères. César employait le *d* pour l'*a*, et ainsi des lettres suivantes. Auguste écrivait également en chiffres, mais il mettait *b* pour *a*, *c* pour *b*, et ainsi de suite, transposant toutes les lettres.

Au moyen âge, cet art devint à la mode; mais chacun s'en servit assez arbitrairement. Les uns retranchèrent les cinq voyelles, et les remplacèrent par des points, l'*i* par un point, l'*a* par deux, l'*e* par trois, l'*o* par quatre, et l'*u* par cinq. D'autres substituèrent à chaque voyelle la lettre qui la suit immédiatement dans l'ordre alphabétique, laissant pourtant à ces consonnes leur valeur propre : ainsi *b* servait pour *a* et pour *b*, *f* pour *e* et pour *f*, *k* pour *i* et pour *k*, etc. Mais, en ce genre, rien n'est plus célèbre que l'alphabet secret du cardinal de Richelieu ². Saint Boniface, évêque de Mayence, passe ³ pour avoir porté cet art d'Angleterre en Allemagne.

On renvoie aux mots **MONOGRAMME**, **NOTES**, **SIGLES**, ce qu'on appelle improprement *écriture monogrammatique*, *en notes de Tiron* et *en sigles*. Ce sont moins des écritures propres que des abréviations et des conjonctions de l'écriture ordinaire et commune.

Ce n'est point assez d'avoir traité de toutes les écritures d'un usage reconnu; il entre dans ce plan d'être utile à ceux qui font des recherches, et d'abrégier leur travail. Il est donc à propos de leur indiquer aussi quel est le genre d'écriture qui fut le plus d'usage dans tel royaume et dans tel siècle, respectivement aux chartes et aux diplômes. On ne parle point des inscriptions ni

¹ S. Hieronym., *Commentar. in cap. 23 Jerem.*

² *L'Espion du Grand-Seigneur*, lett. 77.

³ Raban. Maur., t. vi, p. 331.

des manuscrits, parce que le genre presque unique des premières est la capitale, et que les seconds, surtout depuis le moyen âge, sont le plus communément en onciale ou en minuscule.

Écriture propre aux diplômes.

En général, on a employé tous les genres d'écritures dans les diplômes : capitales, onciales, minuscules, cursives. Mais cette dernière est, à proprement parler, l'écriture diplomatique : elle est tellement l'écriture propre des diplômes, qu'on ne saurait assigner aucun tems auquel on puisse prouver qu'elle n'y fut point en usage. Il y a des diplômes entiers en capitales et en onciales ; mais ils ne sont pas communs. Il n'est cependant pas rare d'y voir au moins, ou les premières lignes, ou les noms propres, ou les signatures, ou les dates, en capitales et en onciales, depuis le 8^e siècle. Dès le même siècle, on voit des diplômes en minuscules semblables à celles des manuscrits ; et, depuis le 10^e jusqu'à la fin du 12^e, ce caractère sembla on exclure totalement le cursif. Mais il faut entrer dans le détail, et voir quelle a été l'écriture des diplômes de chaque peuple.

Écriture des diplômes en Italie.

L'Italie, dans les plus anciennes écritures de ses actes, se servit presque indifféremment des trois genres : de cursive, capitale et minuscule. Depuis que les Lombards se furent établis dans cette partie de l'Europe, on n'usa guère plus dans les actes que de la cursive lombardique ancienne et moderne, de la minuscule ordinaire, et du gothique moderne. Pendant les 11^e et 12^e siècles, on employait en Italie, tantôt le caractère minuscule lombardique, tantôt le minuscule ordinaire, pour écrire les actes.

Écriture des diplômes en France.

L'écriture diplomatique de la première race eut quatre états : 1^o depuis le milieu du 6^e siècle jusqu'à Clovis II, elle tint beaucoup de la cursive romaine-gallicane, comme on le voit par les diplômes qui nous restent de Childebart, de Chilpéric et de Dagobert ; 2^o depuis Clovis II jusqu'à Dagobert III, c'est le même genre d'écriture, excepté qu'elle est moins belle, plus compliquée et plus obscure ; 3^o jusqu'à Pépin le Bref, elle

est moins longue, plus serrée, et ses traits sont tortus et très-compiqués; 4^e enfin, sous Pépin et Carloman, elle commençait à tirer sur la minuscule italique, et devient ordinairement distincte.

Sous la seconde race, les écritures diplomatiques sont variées à l'infini : tantôt minuscules pures, ou minuscule-cursives; tantôt cursives allongées, ou simples; quelquefois capitales, et quelquefois totalement cursives allongées. Mais elles sont toutes plus belles et moins compliquées que les mérovingiennes jusqu'après le règne de Charles le Simple, où elles dégénérèrent insensiblement.

Les caractères les plus ordinaires employés dans les diplômes de la troisième race sont : le cursif, le minuscule et le gothique. Jusqu'à Philippe-Auguste, on voit à la tête des diplômes des cursives ou des minuscules allongées. La cursive capétienne n'est autre que la caroline dégénérée. Dans le 11^e siècle, on lui substitua une minuscule qui ne diffère de celle des manuscrits que par ses montans fleuronnés et ses queues prolongées. Cette minuscule se perd dans le gothique dès le commencement du 13^e siècle, qui est le terme des beaux caractères. Les belles écritures diplomatiques des 11^e et 12^e siècles ne furent pas exemptes de quelques lettres gothiques. Sous Philippe-Auguste, ce mélange prit le dessus; il y eut dès lors deux écritures diplomatiques d'usage, une cursive gothique, tout à fait barbare, dès 1220, et une minuscule gothique, la plus ordinaire dans les lettres royales.

Les écritures diplomatiques ne commencèrent à prendre une nouvelle forme qu'au 16^e siècle. Alors, sous François I^{er}, l'écriture devint vulgaire; auparavant, cet art n'était guère exercé que par des clercs, des moines, quelques savans et les gens d'affaires.

Écriture des diplômes en Allemagne.

Les mêmes écritures diplomatiques usitées en France sous la seconde race, et jusqu'au 13^e siècle, eurent cours en Allemagne; mais elles y prirent bien plus souvent la forme de minuscule que de cursive. L'écriture diplomatique d'Allemagne, au 12^e siècle, l'emporta sur les autres par la beauté et la netteté de ses carac-

tères minuscules. L'écriture cursive ne fut point admise dans les chartes du pays avant le milieu du 13^e siècle. A la fin de ce siècle, elle devint tout à fait barbare, ou gothique moderne. On a déjà dit que l'écriture allongée y avait été fort en usage dans les premières lignes des actes et dans les signatures, et quelquefois avec des tremblemens sans fin.

Écriture des diplomes en Angleterre.

Les plus anciennes chartes des Anglo-Saxons ne commencent qu'au 7^e siècle ; ils se servaient sans doute auparavant de quelques symboles. Les plus anciens diplomes connus sont en lettres majuscules ; mais bientôt la minuscule et la cursive prirent le dessus, et devinrent, jusqu'au règne d'Alfred le Grand, l'écriture ordinaire des actes. Depuis ce prince, d'autres minuscules et cursives, empruntées des Français, servirent souvent à cet usage. Au 11^e siècle, on voyait encore ce mélange de lettres saxonnés et françaises ; mais celles-ci, depuis la conquête de Guillaume, duc de Normandie, prirent faveur de plus en plus, et donnèrent enfin l'exclusion à la saxonne. Dès le règne de Henri II, ces beaux caractères dégénérèrent en gothique, qui devint dominant au 13^e siècle, et qui y régna jusqu'au 16^e.

Écriture des diplomes en Écosse.

Les plus anciennes écritures diplomatiques d'Écosse ne remontent pas au delà du 11^e siècle. Elles eurent les mêmes vicissitudes qu'en Angleterre : on n'y voit cependant guère que la minuscule française et gothique, avec la cursive des derniers siècles.

Écriture des diplomes en Espagne.

Les écritures employées dans les actes d'Espagne sont les minuscules et cursives visigothiques, la minuscule française, et les gothiques modernes. Ce fut Alphonse VI qui introduisit dans ce royaume l'écriture française.

ÉCRITURES. Ce mot au pluriel a une signification bien différente de celle qu'il présente au singulier. Sous le nom d'*écritures* on n'entend pas seulement les pièces d'un procès faites par les avocats ; mais, dans le genre diplomatique, c'est encore une déno-

mination de chartes en général, et qui s'applique également aux donations¹, aux testamens², aux contrats de vente³, aux actes d'intronisation⁴, aux engagemens par écrit⁵. La preuve de ces applications du mot *écritures* est sans réplique dans les continuateurs de Du Cange, aux mots *Scriptura*, *Conscriptio*, qui sont les sources des diverses dénominations qu'elles ont prises depuis le 6^e siècle jusqu'au 13^e. Les diminutifs mêmes de ces mots, comme *scriptellum*, ont fait fortune au 14^e siècle, pour signifier des billets, des cédules, etc. Le mot latin *orthographium* ne doit point être séparé des *écritures*, avec lesquelles il convient, et quant au sens et quant à l'étymologie⁶.

ÉCRITURE SAINTE. Tout sert à un antiquaire éclairé; il tire parti de tout. Il sait que, dès le tems de saint Grégoire le Grand, la version de l'Écriture sainte par saint Jérôme avait pris le dessus sur l'*italique*, et que depuis on ne fit de celle-ci presque aucun usage: il en conclut qu'un manuscrit de cette dernière traduction, qui n'en contiendrait point d'autre, c'est-à-dire qui ne serait ni à double ni à triple version, doit remonter à des tems fort reculés.

Si on lui présente un manuscrit des saints Évangiles, l'ordre qui y est observé entre les évangélistes lui fournit des moyens de discerner l'âge de ce manuscrit. Si ces saints apôtres ne gardent pas entre eux les rangs que nous y voyons actuellement, par ces indices singuliers il s'annoncera pour être d'une belle antiquité. On ne pourrait guère le rabaisser au-dessous de saint Jérôme, ou tout au moins au-dessous du tems où sa version fit presque tomber l'*italique* en discrédit. Il en est de même d'un manuscrit où saint Luc serait appelé *Lucanus* pour *Lucas*.

La division de l'Écriture sainte, ou, pour mieux dire, de l'Ancien Testament, par chapitres et par versets, fut faite par Étienne

¹ *Acta SS. junii*, t. II, p. 444. — *Hist. de Languedoc*, t. II, col. 44, 48, 64.

² *Gallia Christ.*, t. VI, col. 427.

³ *Hist. de Languedoc*, t. II, col. 94, 258, 267.

⁴ *Ibid.*, col. 54.

⁵ *Ibid.*, col. 256 et suiv.

⁶ *Gloss. de Du Cange*.

Langthon, créé cardinal en 1212¹. Élies Dupin² attribue cette division au cardinal Hugues : mais ces deux auteurs conviennent sur le même siècle. Ce fut le célèbre Robert Étienne qui, en 1551, distribua le Nouveau en versets, et donna à ces divisions l'ordre fixe que nous y voyons³. Au commencement du 4^e siècle, les Évangiles et les Epîtres avaient bien déjà leurs divisions et subdivisions, qu'Eusèbe de Césarée attribue à Origène ; mais les chapitres et les versets n'avaient pas partout, à beaucoup près, une forme égale ; et jusqu'au tems des divisions modernes, il n'y eut rien de fixe.

Quant aux livres qui composent le corps de l'*Écriture sainte*, voy. *CANON des Juifs* et des *chrétiens*.

ÉCUYER. Le titre d'écuyer, très-commun dans les chartes des 12^e, 13^e et 14^e siècles, fut rendu indifféremment par les mots latins *Armiger*, *Scutarius*, *Vasletus*. Le premier fut cependant un peu plus d'usage et plus honorifique.

On ne doit trouver que bien tard le terme d'*Écuyer* pour signifier un noble, ou la suspicion serait fondée. La fonction de l'écuyer, qui consistait à porter à la guerre les armes tant offensives que défensives de son maître ou de son patron, n'était pas à la vérité un emploi bien distingué. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'ordonnance de Blois de 1579 est le premier titre authentique et incontestable où on trouve qu'il soit parlé en Franco d'écuyer comme d'un titre de noblesse.

ÉDIT. *Edictum*. Les édits, qui font partie des pièces législatives, sont des ordonnances du prince, qui prescrivent ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter⁴. Ils étaient d'usage sous les empereurs romains. Ils ont passé à tous les royaumes qui se sont formés sur les débris de cet empire. Les gouverneurs des provinces, ou préfets, qui les recevaient de la première main, les promulguaient par un autre édit qui revient à notre vérification

¹ Georg. Jos. Eggi, l. 1, n° 61.

² *Proleg. de la Biblioth.*, p. 948.

³ *Voyage littér.* d'Étienne Jordan, p. 47.

⁴ Denys d'Halicarn., p. 336, édit. de Francfort, 1586.

des parlemens¹. Des conoiles, et des évêques mêmes dans leur ressort, ont donné des édits²; mais cet usage n'a pas prévalu. Les édits des empereurs chrétiens au sujet de la foi étaient appelés *typi*, types : et s'il y avait une exposition de foi, on l'appelait *ecthèse* ; car on appelait ainsi toute exposition de foi quelconque; fût-elle d'un hérétique.

ÉGLISE. Ce mot, selon son étymologie grecque, signifie *convocation, assemblée, société*. On s'en sert principalement pour désigner la Société visible des chrétiens, qui sont réunis par la profession d'une même foi et par la participation aux mêmes sacremens, sous l'autorité de Jésus-Christ, leur chef invisible, sous celle du pontife Romain, successeur de saint Pierre, chef visible de cette Église, vicaire de Jésus-Christ, et sous celle des autres évêques et légitimes pasteurs.

L'Église chrétienne, dans un sens mystique, mais très-réel, est composée de tous les hommes qui ont cru aux révélations de Dieu, et ont pratiqué sa loi. Dans ce sens, l'Église est divisée en 1^{re} *triomphante* ; 2^e *souffrante*, et 3^e *militante* ; la 1^{re} est composée de tous les justes qui, *dans le ciel*, jouissent de la félicité ; la 2^e, de tous les justes qui, *dans le purgatoire*, sont purifiés des taches qu'ils n'avaient pas expiées ; la 3^e, des fidèles qui sont encore *sur la terre*, en qualité de voyageurs et d'athlètes. Ces trois assemblées, d'après saint Paul, ne forment qu'un seul *corps*, dont le Christ est la *tête*. Or, de même que dans le Christ on a pu dire, l'*Homme-Dieu*, et *Dieu-Homme* ; ainsi dans ce sens mystique, on peut dire que *l'humanité est divine*, puisqu'elle ne forme qu'un seul corps avec le *Christ-Dieu*.

Cette incarnation de Dieu qui a élevé à lui l'humanité fut révélée dès le commencement du monde ; et c'est sans doute l'origine de tout le panthéisme oriental, qui dénatura cette tradition. L'apothéose de l'homme n'est vraie que dans le sens catholique, parce que là seulement l'homme n'est pas identifié à Dieu, la divinité n'absorbe pas l'humanité.

¹ *Concil.*, t. II, col. 4608, 4610.

² *Ibid.*, t. IV, col. 461 ; t. XV, col. 242, 335, 408.

Les membres de l'*Église militante* sont ceux qui, ayant été baptisés, n'ont point été retranchés du corps de l'*Église*, comme rebelles et désobéissans, par le pouvoir que Jésus-Christ lui-même en a donné à l'*Église*.

ÉGLISE GALLICANE. Dom de Vaines ne croit pas que cette expression soit plus ancienne que le 12^e siècle ; on la voit alors dans plusieurs lettres de saint Bernard. Cette Église, quoi qu'en veuillent dire certains auteurs, n'est qu'une partie de l'*Église* latine ou d'Occident ; elle n'a point eu de révélation ou de tradition particulière à elle seule, et ceux qui lui font des *droits* ou des *libertés* en dehors des traditions de l'*Église* universelle et de l'*Église* romaine, sont dans l'erreur, et lui supposent une pensée de schisme. (Voir *LIBERTÉS*.)

Voici la composition de cette Eglise à la fin du 18^e siècle :

Archevêchés métropolitains.....	48
Évêchés.....	413
Curés.....	40,000
Chefs d'ordre ou congrégations.....	46
Abbayes de religieux.....	4,334
Grandes abbayes royales.....	16
Abbayes de religieuses.....	550
Prieurés.....	12,000
Chapelles.....	45,200
Couvens.....	44,777

Tous les archevêchés et évêchés étaient à la nomination du Roi, qui nommait en outre à plus de 760 abbayes d'hommes, et 280 abbayes de filles. Le brevet de nomination était expédié par un secrétaire d'État, d'après un mémoire dressé par le prélat qui avait la feuille des bénéfices, et signé du roi. C'est en conséquence de ce brevet que le nommé était pourvu par le pape.

L'*Église* de France était divisée par provinces ecclésiastiques. C'était le clergé qui faisait lui-même la répartition et le recouvrement des subsides qu'il donnait lui-même à l'État, et qui jugeait les contestations qui s'élevaient sur cet objet. Les assemblées générales faisaient la répartition des impositions sur chaque diocèse, et les bureaux diocésains sur chaque bénéfice ou communauté. Le recouvrement s'en faisait par les mains des rece-

veurs diocésains, des receveurs provinciaux et du receveur général. (Voyez ASSEMBLÉES DU CLERGÉ, et ÉVÊQUES.)

Il y avait des agens pour tous les corps ecclésiastiques; ces agens avaient succédé aux syndics généraux.

L'Église de France est composée, en ce moment ¹, de :

Archevêchés métropolitains.....	43
Évêchés.....	66
Chanoines.....	673
Curés.....	3,244
Desservants.....	24,547
Vicaires.....	6,989
Chapelains.....	449
Aumôniers.....	945
Prêtres habitués.....	439
Directeurs et professeurs de séminaires.....	4,188
Prêtres en activité de service.....	40,447
Prêtres jugés nécessaires.....	52,039

EMPEREUR. Les successeurs de César à l'empire prirent souvent le titre d'*empereur*, comme un titre qui se multipliait à raison des victoires qu'ils remportaient par eux-mêmes ou par leurs généraux; ainsi l'on disait *empereur pour la troisième, quatrième, cinquième fois*. Nerva fut le premier qui, outre ce nom d'*empereur*, compta son avènement à l'empire pour sa première victoire. Cet exemple fut imité par les empereurs suivans, de façon qu'ils comptaient toujours une victoire de plus. Ainsi ils se disaient toujours empereurs pour la quatrième fois, quoiqu'ils n'eussent remporté que trois victoires.

Justinien, couronné empereur en 527, est le premier des empereurs de Constantinople qui se soit dit empereur des Romains ².

C'était autrefois la coutume que les empereurs d'Allemagne ne prissent point ce titre avant d'avoir été couronnés tels des mains du pape en Italie. Ceux même qui n'avaient pas suivi cette étiquette, n'en prenaient pas le titre, et se contentaient de celui de roi de Germanie.* Cet usage a duré fort longtems; mais aucun empereur ne l'a observé depuis Charles-Quint. Ce

¹ Voir l'*Almanach du Clergé* de 1837, p. 380.

² Agath., l. vi, p. 437.

prince, l'an 1530, reçut à Boulogne, des mains du pape, la couronne de fer comme roi de Lombardie, et la couronne d'or comme empereur.

Le titre d'empereur fut quelquefois pris dans les actes pour celui de roi, et réciproquement, le titre de roi pour celui d'empereur. Aussi Charlemagne, qualifié empereur n'étant encore que roi, et roi après avoir été couronné empereur, ne porte aucun préjudice aux diplômes. Nos rois de France des 11^e et 12^e siècles prirent quelquefois les titres d'empereur et d'Auguste. Il y a pourtant quelques exceptions à faire à cette règle. Par exemple, le titre d'empereur, donné aux rois d'Allemagne Conrad I^{er}, Henri I^{er}, Othon I^{er}, dans leurs diplômes respectifs, avant la défaite de Béranger, roi d'Italie, serait une preuve de faux très-marquée; mais, dans les chartes des particuliers, ce titre ne les rendrait pas suspects.

EMPIRE. Guillaume, comte de Hollande, élu roi des Romains en 1247, est un des premiers qui, à la tête de ses diplômes, ait donné le titre de *Saint* à l'empire d'Allemagne : *Universis sacri imperii fidelibus*, etc. ¹. Les mots *sacrum imperium* passèrent en formule sous les empereurs suivans.

ENCRE. Sous le nom d'*encre*, on comprend toutes les matières apparentes de l'écriture. L'encre des anciens n'avait de commun avec la nôtre que la gomme et la couleur. La noix de galle, le vitriol et la gomme sont la composition de la nôtre, au lieu que le noir de fumée ou le noir d'ivoire était la base de celle des anciens, qui se faisait au soleil et sans feu ². Au 7^e siècle on la faisait encore de même ³. Ainsi, des chartes dont on ferait remonter l'âge fort haut pourraient devenir suspectes, si elles se trouvaient écrites avec une encre entièrement semblable à la nôtre; mais il faut pour cela un discernement bien délicat; car, quoique bien des encres anciennes se ternissent et s'effacent, quelques-unes deviennent rougeâtres, jaunâtres ou pâles, ces défauts sont rares dans les diplômes antérieurs au 10^e siècle.

¹ *Antiq. Goslar.*, l. 1, p. 44.

² Diosc., lib. v, cap. ultim.—Plin., *Hist. nat.*, l. xxiv, cap. 23, n. 4, p. 118.

³ Isidor., *Orig.*, lib. xix, cap. 47.

La qualité de l'encre, le tems et d'autres accidens, ont rendu quelquefois les chartes indéchiffrables. Il reste alors une ressource, c'est de faire revivre les écritures; mais ce secret ne doit pas être employé sans le concours de l'autorité publique, de peur d'être soupçonné de faux, et de perdre l'appui sur lequel on se confiait.

Voici le secret le plus simple et qu'on a employé avec assez de succès, pour pouvoir déchiffrer une pièce dont l'écriture était éteinte, et dont les traits échappaient à la vue. Il consiste à prendre une demi-cuillerée d'eau commune et autant de bonne eau-de-vie, dans laquelle on râpera un peu de noix de galle, qu'on y laissera infuser quelques instans. Il faut, avec un petit morceau d'éponge fine, en frotter légèrement le parchemin effacé, et les traits reparaitront. Ce secret a de la peine à opérer sur des papiers depuis longtems imbibés et pénétrés d'humidité et de moisissure. Parmi les secrets de cette espèce qu'a donnés Lemoine ¹, celui-ci est indiqué dans la même forme, à peu de chose près.

Encre d'or.

Nombre de bibliothèques et encore plus les trésors de certaines églises, prouvent suffisamment qu'on s'est servi d'encre d'or pour tracer des lettres dans les manuscrits ²; mais elles ne paraissent pas, ni avec tant de profusion et d'opulence, ni souvent, dans les diplômes. Cependant plusieurs nations en montrent à l'envie, comme l'Orient ³, l'Italie ⁴, l'Allemagne ⁵, et l'Angleterre ⁶. Celles de ce dernier royaume sont particulière-

¹ *Dipl. prat.*, p. 476.

² Hieron., *Prolog. in Job.* — *De Re dipl.*, p. 43. — *Viagi di Pietro della Valle letter.*

³ Wippon., *De vita Conrad. I.*, p. 438. — *De vet. Germ. aliarumque nat. sigillis*, part. II, cap. 4.

⁴ Paul Warnefrid, *De gestis Longobard.*, l. VI, c. 28. — Puricel, *Monum. eccl. Ambr. mediol.*, p. 282. — *De Re dipl.*, l. I, c. 40, n. 7.

⁵ Heineccius, *de veter. sigill.*, part. I, cap. IV, n° 3. — *Museum ital.*, t. I, p. 96. — Baron., *ad an.* 962. — *Second Voyage littér. de D. Martenne*, p. 451.

⁶ *De Re dipl.*, p. 44. — *Monasticon anglic.*, t. I, p. 214. — *Hickes, Dissert. epist.*, p. 74.

ment des rois anglo-saxons. Ces rois se contentaient néanmoins, pour l'ordinaire, de souscrire avec des croix d'or¹, ou d'en faire marquer à la tête de leurs diplômes. Cette encre d'or n'est pas une raison suffisante, comme l'avance Hickes², pour suspecter ces chartes, puisqu'il est avéré que les Anglo-Saxons en usaient dans leurs manuscrits.

Pour faire cette encre, les Grecs pulvérisaient de l'or, le mêlaient avec de l'argent, l'appliquaient au feu et y jetaient du soufre, réduisaient sur le marbre le tout en poudre, le mettaient dans un vase de terre vernissé, l'exposaient à un feu lent jusqu'à ce que la matière devînt rouge, la rebroyaient après, la lavaient dans plusieurs eaux pour en détacher toutes les parties hétérogènes ; et la veille du jour qu'ils devaient s'en servir, ils jetaient de la gomme dans l'eau et la faisaient chauffer avec l'or préparé, puis ils en formaient leurs lettres, et les recouvraient d'eau gommée, mêlée d'ocre ou de cinabre³.

Encre d'argent.

Dans presque tous les pays, on s'est servi d'encre d'argent pour les manuscrits ; mais personne n'atteste que l'usage en ait été introduit dans les chartes.

Encre rouge.

L'encre rouge, c'est-à-dire composée de vermillon, de cinabre ou de pourpre, est très-commune dans les manuscrits ; mais il ne s'en trouve cependant pas où elle règne d'un bout à l'autre. Cette couleur est beaucoup plus rare dans les diplômes que dans les manuscrits ; et peut-être n'y a-t-il pas de chartes totalement écrites d'une encre différente de la noire, quoi qu'en dise Heuman⁴. L'encre rouge ou de pourpre était une encre distinguée, puisque les empereurs d'Orient en avaient fait choix, privativement à toute autre personne, pour souscrire leurs lettres et les diplômes dressés en leur nom, et l'on pouvait

¹ Matth. Paris, *Vita Abb. Sancti Alban.*, p. 52.

² *Dissert. epist.*, p. 82.

³ *Palæograph. græc.*, p. 6.

⁴ *Comm. de Re dipl.*, p. 6.

refuser de reconnaître comme venant de l'empereur tout rescrit dont la signature n'aurait pas été d'encre de pourpre.

Ce fut l'empereur Léon qui, par sa loi 6 de l'an 470, statua que le décret impérial ne serait point estimé authentique, s'il n'était signé de la main de l'empereur avec le cinabre. Cette loi n'a pas toujours eu son effet, quant à la force du décret; mais les signatures des empereurs grecs, quand ils en mettaient, n'ont point varié depuis pour la couleur jusqu'à la fin de cet empire ¹. Ce droit dont ils avaient été si jaloux, ils le communiquèrent, au 12^e siècle, à leurs proches parens ², puis à leurs grands officiers, comme une marque distinctive. Les empereurs se réservèrent privativement la date du mois et de l'indiction en caractères rouges.

En Occident, tous ces usages n'eurent pas lieu; et Charles-le-Chauve est peut-être le seul roi de France, le seul empereur d'Occident, qui ait donné quelques chartes dont les monogrammes soient en vermillon ³. A l'égard des chartes des particuliers, il y en eut dont les lettres initiales étaient rouges. Dom Mabillon ⁴ n'en avait rencontré qu'une de cette espèce.

Encre verte.

L'encre verte, dont l'usage fut assez rare dans les diplômes, mais fort commun dans les manuscrits des Latins, surtout des derniers siècles, servait aux signatures des tuteurs des empereurs grecs ⁵, jusqu'à ce que ceux-ci fussent devenus majeurs, parce qu'il ne leur était pas permis d'user de l'encre sacrée, *sacrum incaustum*.

Encre bleue et jaune.

L'encre bleue n'eut guère de cours que pour les manuscrits, ainsi que l'encre jaune; encore, depuis 600 ans, ne trouve-t-on pas cette dernière.

¹ *Jus Græco-Roman.*, p. 420, 438, 274. — Anonym. Combef. in *Const. Porphy.*, n° 49. — Anna Comnen., l. xiii. — Cantacuz., l. iii, c. 48. — Meibom. *rerum German.*, p. 476.

² Nicet. Choniât. in *Isaac*, l. iii, n° 3 et 5.

³ *De Re dipl.*, l. i, c. 40, suppl. c. ii.

⁴ *De Re dipl.*, p. 43.

⁵ Nicet., l. vii.

Les lettres métalliques et autres sont quelquefois vernissées. La cire servait de vernis aux Latins et aux Grecs, mais beaucoup plus à ces derniers, qui en ont longtems conservé l'usage. Cet enduit ou vernis fut beaucoup mis en œuvre dans le 9^e siècle.

L'encre, avec toutes ses teintes, n'est pas d'une grande ressource pour la vérification des chartes. Cependant on peut dire en général que l'encre noire des 7^e, 8^e et 9^e siècles, au moins chez les Latins, conserve beaucoup mieux sa noirceur primitive que celle des suivans, sans en excepter celle des 15^e et 16^e siècles, où elle est assez fréquemment mauvaise; que l'encre pâle est rare avant les quatre derniers siècles; qu'en fait des encres de couleur, des diplomes postérieurs au 12^e siècle qui présenteraient des lettres en or ou en vermillon, ne seraient point exempts de soupçons légitimes, à moins qu'ils ne fussent très-solennels, ou donnés par de grands seigneurs ou en leur nom; que des diplomes signés en cinabre, qui ne viendraient pas des empereurs grecs ou de leurs parens, seraient très-suspects dans l'étendue de l'empire de Constantinople; et de même, tout diplôme grec impérial, qui n'offrirait ni date ni signature en cinabre, devrait passer pour faux.

ENDENTURE. Voyez CHARTES.

ENQUÊTE. Il n'est pas difficile de reconnaître, aux titres d'*inquestæ* et *recognitiones*, les enquêtes anciennes. Les titres de *recordum* et *recordatio*, pour signifier la même chose, pourraient embarrasser davantage. Ils furent donnés aux enquêtes, parce que les témoins cités devaient commencer par déclarer qu'ils se ressouvenaient de telles et telles choses. Les Normands, chez qui ces derniers termes étaient d'usage, les portèrent en Angleterre avec leurs armes.

ENREGISTREMENT. L'enregistrement des actes royaux ou impériaux est de toute antiquité. Le 1^{er} diplôme que nous connaissons, qui est de l'empereur Galba, dans le 1^{er} siècle, marque expressément, à la fin, qu'il a été enregistré et homologué au Capitole.

L'enregistrement ne commença en France que sous saint Louis; mais ce ne fut qu'un recueil des ordonnances des princes

ou des jugemens des cours. L'enregistrement de tous les autres actes particuliers, comme donation, rente, échange, etc., n'était point encore d'usage. On croit que ce n'est que dans le 14^e siècle qu'on commença à faire enregistrer au parlement les actes publics. On en a un exemple, et ce pourrait bien être le premier, sous Charles V, l'an 1372; ces lettres-patentes furent enregistrées et publiées au parlement le 13 janvier 1372, ancien style. La formule d'enregistrement, écrite sur le dos de ces lettres dressées en français, est : *Presentes littere lecte fuerunt et publicate in camera Parlamenti*, etc.¹. Cette formule d'enregistrement n'était point uniforme. On se servit indifféremment de celles-ci : *Visa per gentes compotorum... Lecta in sede... Visa, lecta et correcta per Dominos magni Consilii Reg. ad hoc deputatos...* etc., etc. On les trouve ainsi à la fin d'un très-grand nombre de lettres royaux depuis l'époque ci-dessus. Sous Charles VII et Louis XI, son successeur, il fallut mettre sur les ordonnances, édits et déclarations publiés au parlement, la clause *lecta et publicata requirente ou audito Procureatore Generali Regis*. Dans les vérifications des lettres de Charles VIII, tant par son conseil qu'au parlement, on imita les formules du siècle précédent.

ENSEIGNEMENS. Ce mot est un des noms génériques qui renferment toutes sortes d'anciens titres et diplômes, et principalement ceux qui furent accordés par les princes en faveur des églises. On rendait ce mot en latin par *documenta*, d'où est venu le mot *documents*, usité en terme de palais.

ÉPACTE. L'épacte, dont la date sert si souvent dans les chartes du moyen âge, n'est autre chose que le nombre de 11 jours, dont l'année commune du soleil excède l'année commune de la lune, qui n'a que 354 jours. Ainsi, l'épacte de la 1^{re} année est 11. Celle-ci, jointe à l'épacte de la 2^e année, donne 22 d'épacte. Si à ces 22 vous ajoutez encore 11 pour l'épacte de la 3^e année, vous aurez le nombre de 33 jours, qui valent un mois lunaire et 3 jours; et alors vous omettez les 30 jours qui for-

¹ Secousse, *Ordonnances*, t. v, p. 525 et 527.

ment une lunaison entière, et il vous restera 3 pour l'épacte de la 3^e année. Dans la 4^e, vous ajoutez 11 à 3, qui font 14 d'épacte; dans la 5^e, 11 à 14, qui font 25 d'épacte; dans la 6^e, 11 à 25, qui font 36; et en omettant toujours le nombre de 30, vous avez 6 d'épacte, et ainsi de suite. Lorsque l'épacte était 8, deux ans après elle se trouvait être 30, parce que 22 et 8 font 30: alors les anciens la notaient souvent par ces mots *epactâ nullâ*.

Les épactes servent à trouver le jour de la lune; et pour ce faire, on additionne le nombre de l'épacte, celui des jours du mois courant et celui des mois écoulés, en commençant à les compter au mois de mars. Si tous ces nombres assemblés sont au-dessous de 30, le nombre qui en résulte est celui des jours de la lune; mais si ces nombres passent celui de 30, en ôtant ce même nombre de 30, le surplus est le jour de la lune.

Dans l'usage que la diplomatique fait des épactes, voici ce qui mérite attention : 1^o Les années bissextiles ayant un jour de plus, il faut, depuis le bissextile, ajouter 1 à l'épacte courante. 2^o Il faut observer qu'il y a eu beaucoup de variations, et que les computistes et les tables chronologiques s'accordent assez rarement; les uns comprenant mars parmi les mois qu'il faut compter pour trouver pendant l'année les jours de la lune, les autres l'excluant; les uns comptant du 22 de mars le quantième de la lune pour servir d'épacte, les autres ne commençant qu'au 31 décembre à supputer ce qui restait du quantième de la lune pour servir d'épacte de l'année suivante. Ce n'est que depuis le calendrier grégorien qu'on a établi une parfaite uniformité dans les épactes.

Au 11^e siècle, il n'était pas rare de voir des chartes datées de deux épactes différentes, la majeure et la mineure. La première ne diffère pas de la solaire, ni la seconde de la lunaire. On vient de parler de celle-ci. La solaire se confond avec les concurrens, et ceux-ci avec les lettres dominicales, en les commençant par l'*F* et les finissant par le *G*. Voy. CONCURRENS, DATES.

ÉPÉE. (Ordre des deux épées de Jésus-Christ, ou les chevaliers du Christ des deux épées.) Cet ordre militaire de Livonie et de Pologne avait été institué, en 1193, dans la vue d'employer

les armes des chevaliers pour défendre la religion. Ces chevaliers portaient dans leurs bannières des épées en sautoir ; ils s'opposèrent avec succès aux entreprises des idolâtres contre les chrétiens.

ÉPERON. L'ordre des chevaliers de ce nom fut établi par le pape Pie IV en 1560. Les chevaliers portent une croix d'or à huit pointes, émaillée de rouge, au bas de laquelle pend un éperon d'or. Les nonces et les auditeurs de Rote et quelques autres personnes avaient le privilège de créer des chevaliers de l'éperon ; mais cette faculté ayant dégénéré en abus, Sa Sainteté Grégoire XVI, en 1842, supprima tous ces privilèges, ordonna que tous les anciens brevets seraient soumis à un nouvel examen, et reconstitua ainsi l'ordre de l'Eperon d'or.

ÉPÎTRES. Il n'est pas rare de trouver des pièces portant en titre le nom de *chartes* et dans le texte celui d'*épîtres*, ou appelées tour à tour *épîtres* et *chartes*. Dans les tems postérieurs, quoique l'acte ait conservé la forme d'épître, c'est-à-dire l'*adresse* et le *salut*, le nom d'*épître* a cédé la place à celui de *charte*. Voici le détail des pièces auxquelles les anciens ont donné le nom d'*épître*.

Épîtres de donation.

On a déjà vu, sous les mots *chartes* et *donation*, que les actes qui constataient les bienfaits du donateur, portaient souvent le nom d'*épître*. Plusieurs autres, dont le fond était bien différent, portèrent le même titre. Telles furent :

Épîtres d'adoption.

Les *épîtres d'adoption*, qui emportèrent avec elles la donation des biens d'un côté, et de l'autre l'obligation de fournir aux besoins de celui qui s'en était dessaisi. Ces sortes de conventions furent quelquefois connues sous le nom de *traditio respectualis*, c'est-à-dire *respectiva*, ou *convenientia*¹.

Épîtres de rappel.

Les *épîtres de rappel*, *epistolæ firmitatis*, étaient quelquefois des actes par lesquels un grand-père ou un grand-oncle rappelait ses petits-fils ou ses petits-neveux dans son testament, dans lequel ils n'avaient pas de droit direct.

¹ Baluze, t. II, col. 484, 526.

Épîtres de liberté.

Lorsque l'on accordait la liberté à un serf, on en dressait une épître, *epistola libertatis, ingenuitatis, manumissionis*, que l'on appelait quelquefois *chartula*, etc.¹. Ces chartes étaient ordinairement exécutées après leur concession : mais quelquefois elles n'avaient leur effet qu'après la mort de celui qui les accordait ; et encore le seigneur se réservait-il quelquefois certaines servitudes², réserve qui n'avait jamais lieu pour les serfs destinés à l'état ecclésiastique. Lancelot dit³ que le dernier de ces affranchissemens qu'il ait vu en France est de 1325 : il y en a cependant de plus récents.

Si le serf se rachetait lui-même, l'épître accordée par le maître s'appelait *chartula redemptionalis*⁴.

Un serf qui avait épousé une femme libre obtenait quelquefois de son seigneur une épître par laquelle celui-ci déclarait libres les enfans qui naîtraient de ce mariage illicite⁵. On appela ces sortes de lettres *epistolæ conculcaturæ*, ou *chartula triscabina*⁶.

Épîtres de sécurité.

Pour décharger une partie de l'instance intentée contre elle, la partie adverse lui faisait expédier une épître de sécurité, *securitatis* ; c'était une espèce de transaction ou d'accommodement⁷. A la fin d'une administration temporelle, on donnait à l'économe une quittance ou décharge générale sous le nom de *sécurité*, qui ne diffère en rien des épîtres de pleine sécurité⁸.

Épîtres d'obligation et de quittance.

Un débiteur s'obligeait devant son créancier à s'acquitter à tel terme, par une lettre d'obligation, *epistolæ cautionis*⁹. Au terme échu, si le débiteur avait satisfait, le créancier lui en donnait

¹ *Acta SS. Benedict.*, t. 1, p. 440, 540.

² *De Re Dipl. Suppl.*, p. 81.

³ *Mém. de l'Acad. des Inscript.*, t. xx, p. 442.

⁴ Baluze, *Capitul.*, t. II, col. 462.

⁵ *Append. Marculf. formul.* 48.

⁶ Lindenbrog., *Formul.* 88.

⁷ *De Re Diplom. Suppl.*, p. 78.

⁸ *Djur. Rom. Pontif.*, p. 445.

⁹ Baluze, *Capitul.*, t. II, col. 424.

une quittance, *epistola quittatoria* : mais si, dans l'intervalle de la dette à l'échéance, l'obligation s'était perdue, de façon qu'on ne pût pas la déchirer au terme, on donnait au débiteur une lettre qui la rendait nulle et invalide, au cas qu'on la retrouvât, sous le nom de *epistola evacuatoria* ¹, qu'il faut bien distinguer de *vacuatio*, *vacuarium*, qui était une charte par laquelle on déclarait n'avoir aucun droit sur des biens en litige.

Épîtres précaires et prestaïres.

Les épîtres *précaires* sont de toute antiquité, et remontent aux tems de la République romaine ². On distinguait *epistolæ precariæ* de *epistolæ præstariæ*, en ce que celles-ci étaient données au preneur, parce qu'assez souvent il y avait une prestation attachée au don ; et que celles-là étaient données au bailleur, parce que sa donation était un effet des prières du preneur. Les premières étaient en supplique ³, et les secondes étaient une concession. Les unes et les autres tiraient leur origine des emphytéoses autorisées par les lois romaines dès le 4^e siècle. Dans la suite, ces actes devinrent purement ecclésiastiques, parce qu'ils ne regardèrent que les biens des églises. Ainsi un propriétaire faisait-il une donation à une église, l'église lui en laissait souvent l'usufruit pendant quelques années, ou pendant sa vie, ou pendant quelques générations, ou à l'emphytéotique, c'est-à-dire pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, ou à emphytéotique perpétuelle ⁴, laquelle dégénéra en fief ; et on lui expédiait une charte précaire qui prit nombre de dénominations ⁵. L'église retenait-elle sur cette jouissance qu'elle abandonnait, un cens quelconque, le donateur faisait une charte de *prestation*. Ces chartes devaient être renouvelées tous les cinq ans ; mais on y introduisit une clause qui avait la même force, et qui suppléait à ce renou-

¹ *Ibid.*, col. 424, 494.

² Muratori, *Antiq. ital.*, t. III, col. 180.

³ Lindenbrog., *Formul.*, p. 4226.

⁴ Muratori, *Antiq. ital.*, t. III, col. 461.

⁵ Muratori, *Antiq. ital.*, t. III, col. 474, 494, 243, 244. — Baluze, t. II, col. 427, 490, 529, 472, 506.

vement. Il n'était pas permis de rien contracter pendant la vacance des sièges. Voyez CHARTES.

Épîtres précatoires, rogatoires, et de suggestion.

Tout ce qui peut devenir l'objet des demandes et des prières était du ressort des suppliques ou requêtes appelées *epistolæ precatoriæ*; mais l'objet des lettres dites *rogatoriæ* était borné à solliciter le pape ou le métropolitain de sacrer un évêque nouvellement élu. On nomma quelquefois ces épîtres *suggestiones*, et alors elles ont pour caractère invariable d'être toujours adressées par des inférieurs à des supérieurs¹. On rend assez bien ce mot par une *très-humble adresse*². L'usage de ces sortes d'épîtres connues sous le nom de *suggestiones* ou *suggerendæ*, paraît ne convenir qu'aux dix premiers siècles, et depuis le 10^e elles seraient légitimement suspectées. Elles ont toujours eu le même but que les suppliques, *supplicationes*³, qui reviennent à nos *très-humbles remontrances*; car notre *placet* n'est rendu correctement que par les lettres pétitoires, *petitoriæ*⁴, ou par les demandes juridiques, *petitiones*⁵, terme qui nous est venu du droit romain.

Épîtres de notoriété.

Ce qu'on voulait faire savoir à des personnes de toutes conditions leur était notifié par des lettres appelées *notariæ* ou *notariæ epistolæ*: mais lorsqu'un dignitaire de Rome écrivait à l'exarque pour lui notifier la mort du pape, on appelait cette lettre *nuntius*⁶.

Épîtres de relevée.

Lorsque l'exposition d'un enfant était constatée, on le confiait à quelqu'un qui payait une certaine somme, à condition que l'enfant serait reconnu pour son esclave, par une lettre dite

¹ Concil. Labb., t. ix, col. 559.

² *Ibid.*, t. iii, col. 787, et t. iv, col. 4427.

³ *Ibid.*, t. iii, col. 425, et t. xi, col. 502.

⁴ *Ibid.*, t. iii, col. 727.

⁵ *Ibid.*, t. xii, col. 4434.

⁶ *Diurn. Roman. pontif.*, p. 9.

epistola collectionis, qui ne différait guère de *charta de sanguinolento*¹.

ÉPÎTRES *canoniques* ou *catholiques* (les), sont au nombre de sept ; elles sont appelées *canoniques*, ou parce qu'elles appartiennent au canon de l'Écriture, ou parce qu'elles contiennent des canons, c'est-à-dire des règles et des instructions propres aux chrétiens. Elles sont aussi nommées *catholiques*, c'est-à-dire universelles, parce que plusieurs sont adressées, non aux fidèles d'une certaine ville, mais à tous les fidèles dispersés dans tout le monde.

ÉPY (chevaliers de l'). Ordre militaire de Bretagne, fondé vers 1445, par *François I^{er}*, duc de Bretagne, fut ainsi nommé parce que les chevaliers devaient porter un *collier d'or, fait en façon d'une couronne d'épys de bled*, joints les uns aux autres, et entrelacés en lacs d'amour : une hermine sur un gazon d'hermines pendait au bout de ce collier avec ces mots : *A ma vie*.

ÈRE chrétienne, d'Espagne, de Pise, etc. Voyez DATE.

ESPRIT (ordre du Saint-). Cet ordre fut établi en 1352 par le roi de Sicile, Louis d'Anjou. Il était placé sous la protection de saint Nicolas de Bari, dont l'image pendait au bas du collier de l'ordre. Les membres s'appelaient aussi chevaliers *du droit désir*. Les troubles qui suivirent la mort du roi Louis furent cause que cet ordre ne lui survécut pas.

ESPRIT (chanoines réguliers du Saint-). Dans le 12^e siècle, frère *Guy*, quatrième fils de *Guillaume*, fils de *Sibille*, seigneur de Montpellier, fonda dans cette ville un hôpital, auquel il donna le nom du *Saint-Esprit*. Le bon ordre qu'il y établit lui attira en peu de tems beaucoup de frères ou associés, qui se dévouèrent, comme lui, au service des pauvres, et qui allèrent dans plusieurs villes du royaume faire de pareils établissemens. Le pape *Innocent III* confirma leur institut, déclara la maison de Montpellier chef-lieu de l'ordre, et décida que toutes les maisons déjà établies, ou à établir, reconnaîtraient à perpétuité frère *Guy* et ses successeurs pour supérieurs généraux. En

¹ Baluze, t. II, col. 476.

1202, frère *Guy* alla à Rome pour y prendre soin de l'hôpital de Sainte-Marie *in Saxia*, que le pape unit à celui de Montpellier par un bref de l'année 1204. Cet ordre s'est conservé en Pologne et fleurit encore en Italie. Ses principales maisons en France étaient à Dijon, Besançon, Poligni, Bar-sur-Aube, Sainte-Phanfel en Alsace. Les religieux étaient habillés comme les ecclésiastiques ; ils portaient seulement une *croix de toile blanche à douze pointes*, sur le côté gauche de leur soutane et de leur manteau. Ils avaient, dans l'église, une aumusse de *drap noir doublée et bordée d'une fourrure noire*.

ESPRIT (ordre du Saint-). Cet ordre, qui a fait des chevaliers jusqu'à Charles X, et qui en créera peut-être encore, fut établi en France le 31 septembre 1578 par le roi Henri III, en souvenir de ce que le jour de la Pentecôte il avait reçu deux couronnes, celle de Pologne et puis celle de France. Le roi est chef de l'ordre, et le nombre des chevaliers était limité à 400, parmi lesquels étaient compris neuf prélats qui devaient faire preuve de noblesse, à l'exception du grand aumônier, qui était commandeur de droit.

La *croix de l'ordre est d'or*, à huit rais, émaillée, chaque rayon pommeté d'or, une fleur de lis d'or dans chacun des angles de la croix, et dans le milieu une colombe d'argent. Les chevaliers et officiers ont, de l'autre côté de cette colombe, un saint *Michel*, au lieu que les prélats portent la colombe des deux côtés de la croix, n'étant associés qu'à l'ordre du *Saint-Esprit* et non à celui de *Saint-Michel*. Le collier de l'ordre est à présent composé de fleurs de lis, d'où naissent des flammes et des bouillons de feu ; d'll couronnés avec des festons et des trophées d'armes. C'est ainsi que le roi *Henri IV* le régla avec le chapitre, l'an 1597, en changeant quelque petite chose de celui qu'*Henri III* avait ordonné.

Voici le serment qui était prêté à la réception dans l'ordre par le chevalier à genoux devant le roi, et levant la main sur le livre des Évangiles : « Je jure et voue à Dieu, en la face de son Église, et vous promets, Sire, sur ma foi et honneur, que je vi-
vrai et mourrai en foi et religion catholique, sans jamais m'en

• départir, ni de l'union de notre mère Sainte-Eglise Apostolique
• et Romaine; que je vous porterai entière et parfaite obéissance,
• sans jamais y manquer, comme un bon et loyal sujet doit
• faire. Je garderai, et défendrai, et soutiendrai de tout mon
• pouvoir l'honneur, les querelles et droits de Votre Majesté
• royale, onvers et contre tous; qu'en tems de guerre je ne
• rendrai à votre suite en l'équipage tel qu'il appartient à per-
• sonne de ma qualité; et en paix, quand il se présentera quel-
• que occasion d'importance, toutes et quantes fois qu'il vous
• plaira me mander pour vous servir contre quelque personne
• qui puisse vivre et mourir, sans nul excepter, et ce jusqu'à la
• mort; qu'en telles occasions je n'abandonnerai jamais votre
• personne, ou le lieu où vous m'aurez ordonné de servir sans
• votre exprès congé et commandement, signé de votre propre
• main, ou de celui auprès duquel vous m'aurez ordonné d'être,
• sinon quand je lui aurai fait apparoir d'une juste et légitime
• occasion; que je ne sortirai jamais de votre royaume spéciale-
• ment pour aller au service d'aucun prince étranger, sans votre
• dit commandement; et je ne prendrai pension, gages, ou état
• d'autre roi, prince, potentat et seigneur que ce soit; ni m'o-
• bligerai au service d'autre personne vivante que de Votre Ma-
• jesté seule; que je vous révélerai fidèlement tout ce que je
• saurai ci-après importer à votre service, à l'état et conserva-
• tion du présent ordre du Saint-Esprit, duquel il vous plaît
• m'honorer; et ne consentirai, ni permettrai jamais, en tant
• qu'à moi sera, qu'il soit rien innové ou attenté contre le ser-
• vice de Dieu, ni contre votre autorité royale, et au préjudice
• dudit ordre, lequel je mettrai peine d'entretenir et augmenter
• de tout mon pouvoir. Je garderai et observerai très-religieu-
• sement tous les statuts et ordonnances d'icelui; je porterai à ja-
• mais la croix cousue, et celle d'or au cou, comme il m'est or-
• donné par lesdits statuts; et me trouverai à toutes les assem-
• blées des chapitres généraux, toutes les fois qu'il vous plaira
• me le commander, ou bien vous ferai présenter mes excuses,
• lesquelles je ne tiendrai pour bonnes, si elles ne sont approu-
• vées et autorisées de Votre Majesté, avec l'avis de la plus

• grande partie des commandeurs qui seront près d'elle, signé de
 • votre main, et scellé du sceau de l'ordre, dont je serai tenu de
 • retirer acte. • — En lui mettant le collier, le roi dit : • Re-
 • cevez de notre main le collier de notre ordre du benoist Saint-
 • Esprit, auquel nous, comme souverain grand-maitre, vous re-
 • cevons, et ayez en perpétuelle souvenance la mort et passion
 • de Notre-Seigneur et Rédempteur Jésus-Christ. En signe de
 • quoi nous vous ordonnons de porter à jamais cousue à vos ha-
 • bits extérieurs la croix d'icelui, et la croix d'or au cou, avec
 • un ruban de couleur bleu céleste ; et Dieu vous fasse la grâce de
 • ne contrevenir jamais aux vœux et sermens que vous venez de
 • faire, lesquels ayez perpétuellement en votre cœur ; étant cer-
 • tain que si vous y contrevenez en aucune sorte, vous serez privé
 • de cette compagnie, et encourrez les peines portées par les sta-
 • tuts de l'ordre : au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. •
 — A quoi le chevalier répond : • Sire, Dieu m'en donne la grâce,
 • et plutôt la mort que jamais y faillir, remerciant très-humble-
 • ment Votre Majesté de l'honneur et bien qu'il vous a plu me
 • faire... » Et en achevant il baise la main du roi.

ET. Ce mot, dans les anciennes chartes, n'a pas toujours la signification ni l'air d'une conjonction ; très-souvent il a la force d'une particule disjonctive, et équivaut à *seu* ou *sive* ; aussi en fit-il quelquefois réciproquement la fonction¹.

ÉTOLE D'OR. Marque d'honneur que le sénat de Venise accordait aux nobles de la ville, appelés alors chevaliers de l'*Étole d'or*. On ne sait quand a commencé cette distinction. Les chevaliers portaient à l'ordinaire sur l'épaule une *étoile noire bordée d'un galon d'or*, à laquelle ils joignaient en hiver une ceinture de velours noir avec de franges d'or ; mais dans les jours de cérémonie, s'ils étaient du sénat, ils portaient une robe ducal de drap rouge en damas, qui en hiver était fourrée d'hermine, avec une étole d'or en broderie de la largeur d'un pied, descendant par devant et par derrière, jusqu'aux genoux. Le grand chancelier de la république, quoique citadin, jouissait de la dignité de chevalier de l'étole d'or.

¹ *De Re Dipl.*, p. 534, 89, 544, 404. 543, 403.

ÉTRUSQUE (écriture). Comme nous n'avons pas fait entrer cette écriture dans les différens alphabets que nous avons publiés, et que d'ailleurs elle est de jour en jour d'une importance plus grande, nous n'avons pas cru pouvoir la laisser ignorer à nos lecteurs, et nous nous sommes décidés à la donner ici à part.

On sait que les *Etrusques* ou *Etruriens*, appelés aussi *Tyrrhenes* par les Grecs, et *Rhasenæ* dans leur propre langue, sont cet ancien peuple de l'Italie auquel les Romains empruntèrent presque toutes leurs croyances et tous leurs rites religieux. Balbi met leur langue dans celles des *Thraco-pélagiques*¹. Tous les jours on découvre des monumens portant des inscriptions en cette langue. Plusieurs érudits se sont occupés de cet alphabet. Voici celui qui a été inséré par Hamilton Gray dans un ouvrage publié récemment² :

Alphabet étrusque.

(PLANCHE 39.)

ΑΑΑΑ Β Γ Δ Ε Ζ Η Θ Ι Κ Λ Μ Ν Ξ Ο Π Ρ Σ Τ Υ Φ Χ Ψ Ω

A B C E F H I

Κ Λ Μ Ν Π Ρ Σ

K L M N P R S

Τ Υ Φ Χ Ψ Ω

T U V X Z TH CH

Comme nous écrivions cet article, nous lisons la nouvelle suivante dans un journal italien.

Dans la séance du 3 mai (1845) de l'Académie romaine d'archéologie, le R. P. Secchi a fait une communication très-importante.

¹ Voir le *Tableau général de toutes les langues de cette famille*, dans le tome xiii, p. 271, des *Annales de philosophie chrétienne*, et sur l'étrusque en particulier, p. 379. Voir aussi un article spécial sur l'*Origine des Etrusques*, dans le t. viii, p. 46 (iii^e série).

² *Tour to the sepulchres of Etruria in 1839*. London, 1844, p. 524.

Dans les fouilles ouvertes à *Bomarzo*, dans les possessions du prince Marc.-Ant. Borghèse, on vient de découvrir une petite tasse qui, toute vile qu'elle est par la matière et le travail, est unique jusqu'à ce jour, et n'a pas d'égale dans les monumens historiques ou philologiques de la langue étrusque. En l'examinant avec soin, l'académicien a découvert que la longue inscription étrusque, écrite tout autour sur la face externe près du pied de la tasse, contient des lettres et non des paroles. En l'examinant plus attentivement, il s'assura que c'était purement et clairement la suite tout entière de l'*alphabet étrusque*.

Voici, d'après ce savant académicien, comment doivent se classer les différens alphabets trouvés en Italie.

Sur le petit vase de *Céré*, un des ornemens les plus curieux du musée étrusque-grégorien, l'alphabet qui s'y trouve n'est pas l'alphabet étrusque, mais l'alphabet *grec ancien* ou *pélagique*; *grec* aussi est celui qui fut trouvé à *Colle*, près de Siëne, sur le mur d'une chambre sépulcrale; *grec* pareillement est l'alphabet qui fut lu sur le couvercle du pot de terre trouvé sur le territoire de l'*Adria* vénitienne. Le modèle authentique de l'alphabet étrusque trouvé à *Bomarzo* est donc unique.

Tous les érudits, à commencer par Bourguet jusqu'à Lanzi, se sont efforcés de reconstruire l'*alphabet étrusque* par des confrontations répétées avec les tables eugubines et les autres monumens; mais ils ont confondu l'alphabet *ombrien* avec l'*étrusque*. On sait que maintenant Muller et Lepsius, qui se sont occupés les derniers de l'alphabet étrusque, malgré tous les doctes travaux de leurs prédécesseurs, disputent encore sur l'ordre ou sur la valeur des trois premières lettres de cet alphabet.

On comprend donc de quelle importance est la découverte actuelle. Déjà on peut distinguer avec certitude *six divers alphabets* pour le moins usités dans l'antique Italie. — 1. L'*alphabet* de ceux qu'on a appelés *aborigènes*, ou le *latin*, répandu par les Romains, et particulièrement par l'Eglise catholique, dans toute l'Europe. — 2. L'alphabet *grec archaïque* ou *pélagien*, lu sur la série des lettres ou des inscriptions trouvées en Italie, et en par-

ticulier à Céré. — 3. L'alphabet *étrusque* sur un grand nombre de monumens de l'antique Étrurie, et particulièrement sur la série de lettres trouvées sur la petite tasse de Bomarzo. — 4. L'alphabet *ombrien*, le plus abondant en inscriptions, restitué d'après les tables eugubines. — 5. L'alphabet *osque*, reconnu et déterminé sur toutes les inscriptions osques. — 6. Enfin, l'alphabet *euganien*, reconnu sur les différentes inscriptions des Euganiens ou Vénitiens antiques, lequel attend encore quelque docte explicateur. — Tels sont les six alphabets sur lesquels on ne peut plus émettre de doute ; mais le docte académicien insinue ensuite qu'on pourrait bien distinguer l'alphabet *euganien* du *vénitien*, et l'alphabet *messapique* de l'*osque* et du *grec*, ce qui en porterait le nombre à huit.

Nous ne savons, faute de comparaison, auquel de ces alphabets il faut spécialement rapporter celui que nous publions ici. Si le P. Secchi publie un jour celui qu'il vient de découvrir et les autres dont il parle, nous les ferons connaître à nos lecteurs.

EUDISTES. Congrégation des prêtres séculiers établie en France sous le titre de *Jésus et Marie*, par le P. Eude Mezerai, frère de l'historien. Les associés s'occupaient spécialement à élever les jeunes clercs dans l'esprit ecclésiastique, à recevoir ceux qui voulaient faire des retraites spirituelles pour avancer dans la perfection ou pour sortir de leurs désordres, et à faire des missions principalement dans les campagnes, pour éclairer les personnes pauvres et oubliées. Cette congrégation s'était d'abord formée à Caen en Normandie, le 26 mars 1643, et c'est de là qu'elle s'était répandue dans les autres endroits de la France, où elle dirigeait un grand nombre de séminaires. Elle était gouvernée par un supérieur auquel elle donnait trois assistans. Elle s'assemblait tous les cinq ans. Les eudistes ne faisaient aucun vœu, et leur habit n'était pas distingué de celui des autres prêtres ; ils étaient seulement obligés d'obéir au supérieur tant qu'ils demeuraient dans la congrégation.

ÈVÈCHÉS. Nombre des évêchés dans le monde chrétien. Voir SIÈGES ÉPISCOPAUX.

ÈVÈQUE. Au 8^e siècle, le nom d'évêque passa non-seule-

Paul. Mais plus le remède était violent, plus l'église primitive en usa sobrement et avec toute la discrétion imaginable. Dans les siècles postérieurs, on confondit les anathèmes et les imprécations avec les excommunications, en sorte qu'on fut aussi prodigue des uns que des autres. Non seulement le Pape et les évêques lançaient, dans les actes publics et particuliers, les excommunications; mais encore les moines et les laïques même s'étaient mis en possession de les fulminer contre ceux qui donneraient atteinte à leurs chartes, comme on peut le voir dans le IV^e Concile de Rome, en 502. D'où il faut conclure que ces sortes d'excommunications doivent être regardées seulement comme des *imprécations*.

On n'a pas encore trouvé dans les chartes d'exemple plus ancien d'éteindre le clerge et de le jeter à terre, quand on fulmine l'excommunication, que l'acte capitulaire de l'an 1136, par lequel Robert, abbé de Corbie, et sa communauté¹, attribuent les revenus de l'église de Saint-Thomas-des-Prés à l'office de Sacristain. L'abbé et tous les moines, portant des flambeaux, firent la cérémonie ensemble, lors d'une excommunication fulminée par Henri, évêque de Strasbourg, en 1187. Dans la confirmation d'une donation faite aux moines de Bongart, on trouve les paroles qui accompagnaient la cérémonie d'éteindre et de jeter à terre un flambeau allumé: *Sicut exstinguitur lucerna de manibus nostris projecta, sic in die judicii lucerna ejus cadat extincta, ne possit videre gloriam Dei... Fiat, fiat, amen.*

La formule d'excommunication *ipso facto* ne paraît guère plus ancienne que le 13^e siècle; elle rendrait suspect un acte antérieur. On la trouve dans les statuts synodaux de Nantes, rédigés vers l'an 1220: elle y désigne une excommunication de sentence portée, et encourue réellement, sans autre jugement, par les incendiaires, les profanateurs, etc. L'*ipso facto*, plus ancien en France qu'en Italie a été en usage dans les Conciles, avant de paraître dans les mandemens des évêques ou de leurs officiaux; on ne l'a pas découvert dans les autres actes ecclésiastiques de ce siècle.

En général, l'anathème et l'excommunication spécifiée ne peuvent être relatés dans un acte, qu'il ne soit postérieur au 8^e siècle.

¹ Cartular. nigrum Corbeïense, fol. 89.

cle. Avant ce tems, des anathèmes et des excommunications prononcés en général ne rendent point un acte suspect, surtout lorsque les usurpateurs des biens ecclésiastiques et les violateurs de privilège en sont l'objet.

- Voici quelle est la définition théologique de l'excommunication, quels en sont les effets et les différentes circonstances qui l'accompagnaient jadis.

C'est une censure ecclésiastique, par laquelle l'Eglise sépare de la communion des fidèles ceux contre qui elle est prononcée; il y en a de deux sortes, la majeure et la mineure. L'*excommunication majeure* retranche un pécheur du corps de l'Eglise de manière qu'il ne peut plus ni recevoir ni administrer les sacrements, ni assister aux offices divins, ni faire aucunes fonctions ecclésiastiques; la *mineure* prive le fidèle de la participation passive des sacrements, et du droit d'être élu ou présenté à quelque bénéfice ou dignité ecclésiastique sans lui ôter la faculté d'administrer les sacrements, d'être ni de présenter quelqu'un aux dignités ou bénéfices. Grégoire IX est le premier pape qui a marqué ce qui est propre à l'une et à l'autre excommunication. Les termes de l'excommunication portent ordinairement que, « l'on sépare et que l'on retranche le pécheur de la communion de l'Eglise, et de la participation au corps et au sang de J.-C. ; qu'on le livre au pouvoir de Satan, pour l'humilier et l'affliger en sa chair, afin que, venant à se reconnaître et à faire pénitence, son âme puisse être sauvée au jour de l'avènement du Seigneur. » Quand elle se faisait d'une manière solennelle, après les monitions et les publications ordinaires, douze prêtres, un flambeau à la main, assistaient l'évêque qui la prononçait au son des cloches; ensuite ils renversaient leur flambeau et le soulaient aux pieds.

Il est défendu d'avoir aucune société avec l'excommunié, de le saluer, de prier, de travailler, d'habiter et de manger avec lui, ce que l'on a exprimé dans ces deux vers :

Si pro delictis, anathema quis efficiatur,
Os, orare, vale, communio, mensa negatur.

Voici les cas que l'on en excepte; les moyens de procurer sa conversion, les obligations du mariage, celles d'un fils envers son père, d'un domestique envers son maître, d'un vassal envers son seigneur, d'un sujet envers son roi, l'ignorance où l'on est de

l'excommunication lancée, la nécessité indispensable de traiter avec l'excommunié, ce que l'on a renfermé dans ce distique :

Hæc anathema quidem faciunt ne possit obesse,
Utile, lex, humile, res ignorata, necesse.

L'absolution rétablit l'excommunié dans tous ses droits. La règle de saint Benoît donnait aux abbés le pouvoir d'excommunier leurs religieux.

Outre l'excommunication majeure et mineure, il y en a encore que l'on appelle à *jure*, *ab homine*, *latæ sententiæ*; il y en a de réservées, de valides et d'invalides, de justes et d'injustes.

Quand l'excommunication est valide, elle finit par l'absolution de l'excommunié, soit qu'elle soit juste ou injuste. Si elle est injuste mais valide, elle finit par la cassation ou par la révocation; et, si elle est invalide, elle finit par la seule déclaration de nullité de sentence.

Quoiqu'un excommunié, pour un tems indéterminé, ait satisfait à ce qui a occasionné son excommunication, et qu'il ait promis d'obéir aux commandemens de l'église, il ne peut pas encore jouir de la communion, s'il n'a pas été absous.

Celui qui a été excommunié par le Saint-Siège, n'en est pas absous, qu'il n'ait reçu, depuis son excommunication, un rescrit avec le salut ordinaire.

On ne connaît d'excommuniés en France que ceux dont l'excommunication personnelle a été publiquement déclarée et publiée; c'est ce qu'on nomme *excommunication dénoncée*.

La dernière excommunication lancée par le souverain pontife est celle qui fut dirigée contre Napoléon le 10 juin 1809, qui porte pour titre : *Quam memoranda*. Voici les clauses spéciales de cette pièce importante :

« A ces causes, par l'autorité du Dieu tout-puissant, des saints
» apôtres Pierre et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que tous
» ceux qui, après l'invasion de cette illustre ville, et des possessions ecclésiastiques, après la violation sacrilège du patrimoine
» de saint Pierre, prince des apôtres, entreprise et consommée
» par les troupes françaises, ont commis dans Rome et dans les
» possessions de l'Eglise, contre l'immunité ecclésiastique, contre
» les droits temporels de l'Eglise et du Saint-Siège, les excès, ou
» quelques-uns des excès que nous avons dénoncés dans les deux

« allocutions consistoriales susdites , et dans plusieurs protesta-
 « tions et réclamations publiées par notre ordre ; nous déclarons
 « que ceux qui sont ci-dessus désignés , et en outre leurs man-
 « dans, fauteurs, conseillers, adhérens , et les autres qui ont
 « ordonné l'exécution desdits attentats, ou qui eux-mêmes les ont
 « exécutés, ont encouru, l'Excommunication Majeure, et les autres
 « censures et peines ecclésiastiques infligées par les saints ca-
 « nons, par les constitutions apostoliques, et particulièrement
 « par les décrets des conciles généraux , et surtout du concile de
 « Trente ¹ ; et si besoin est ; de nouveau nous les excommunions
 « et anathématisons. Nous déclarons qu'ils ont encouru les peines
 « de la perte de tous les privilèges, grâces et indulgences accordés
 « de quelque manière que ce soit, ou par les pontifes romains
 « nos prédécesseurs, ou par nous. Nous déclarons qu'ils ne peu-
 « vent être absous et déliés de telles censures par personne , ex-
 « cepté par nous, ou le souverain pontife alors existant (excepté
 « à l'article de la mort, car ils doivent retomber sous lesdites
 « censures en cas de convalescence), et que de plus ils sont inha-
 « biles et incapables dans leurs demandes d'absolution, jusqu'à ce
 « qu'ils aient rétracté, révoqué, cassé et aboli publiquement, de
 « quelque manière que ce soit, ces attentats; jusqu'à ce qu'ils
 « aient rétabli pleinement et effectivement toutes choses en leur
 « ancien état, et que d'ailleurs ils aient donné à l'Eglise, à nous et
 « à ce Saint-Siège, la digne satisfaction qui est due sur les chefs
 « ci-dessus énoncés; c'est pourquoi nous statuons et nous dé-
 « clarons pareillement par la teneur desdites présentes, que non-
 « seulement tous ceux qui sont dignes d'une mention spéciale,
 « mais encore leurs successeurs, dans les offices, ne pourront, en
 « vertu des présentes, ni sous aucun prétexte que ce soit, se
 « croire libres et déliés de la rétractation, de la révocation, de
 « la cassation et de l'absolution qu'ils doivent faire pour les at-
 « tentats ci-dessus rappelés, ni de la satisfaction due à l'Eglise,
 « à nous et à ce Saint-Siège, satisfaction qui devra être réelle et
 « effective : voulant que toutes ces obligations conservent leur
 « force, et qu'autrement ils ne puissent obtenir le bénéfice de
 « l'absolution.

¹ Sessio 22, cap. iv. De ref.

« Enfin, pendant que nous sommes contraints de tirer du fourreau le glaive de la sévérité de l'Eglise, nous n'oublions pas que nous tenons sur la terre, malgré notre indignité, la place de Celui qui, même, lorsqu'il déploie sa justice, se souvient de sa miséricorde. C'est pourquoi nous ordonnons et nous entendons, nous adressant à nos sujets, ensuite à tous les peuples chrétiens, en vertu de la sainte obéissance, que personne ne présume apporter dommage, injure, préjudice ou tort quelconque à ceux que les présentes concernent, ou à leurs biens, droits, prérogatives, à l'occasion et sous le prétexte des présentes lettres, car en infligeant à ceux que nous condamnons, le genre de peines que Dieu a mis en notre puissance, et en vengeant tant et de si grandes injures faites à Dieu et à son Eglise sainte, nous nous proposons particulièrement de voir ceux qui nous tourmentent actuellement, se convertir, pour être tourmentés avec nous¹, si heureusement Dieu leur envoie la pénitence afin qu'ils connaissent la vérité². »

On sait quelle fut la colère de l'empereur, quand il apprit cet acte de la puissance pontificale, et comment il répondit : nous verrons si son excommunication fera tomber les armes des mains de mes soldats. L'histoire nous dit aussi que trois ans après les armes tombaient des mains glacées de ses malheureux guerriers, et que ce fut là la cause de sa ruine.

EXTRAVAGANTES, constitutions des papes, postérieures aux Clémentines ; elles ont été ainsi appelées : *quasi vagantes extra corpus juris*. Le corps de droit canonique ne comprenait d'abord que le décret de Gratien : on y ajouta ensuite les Décrétales de Grégoire IX, le Sexte de Boniface VIII, les Clémentines, et enfin les Extravagantes.

Il y a les Extravagantes de Jean XXII et les Extravagantes communes. Les premières sont vingt épîtres décrétales ou constitutions de ce pape, distribuées sous quatorze titres, sans aucune division par livres ; les autres sont des épîtres décrétales ou constitutions des papes qui tinrent le siège, soit avant Jean XXII ou depuis ; elles sont divisées par livres comme les décrétales.

¹ S. Aug. in ps. 54. v. 4.

² II Ad Timoth. cap. II. v. 25.

EXPLICATION

Des abréviations commençant par la lettre E, que l'on trouve sur les monumens et les manuscrits.

E. est, ens, ejus.	EPM. epitaphium.
E. Æ. ejus ætas.	E. P. M. epistolam mittit.
E. B. ejus bona.	E. P. R. et preparat.
E. C. è comitio, è capitolio.	EPS. Episcopus.
E. CONV. è convivio.	E. Q. C. equestris cohors.
E. C. S. AB. ejus causâ Senatus abdicavit.	EQ. M. SP. POM. equitum magister sp. Pompeianus.
E. D. ejus Dominus.	EQ. P. equus publicus.
ED. ABSC. P. edidit absconditâ pecuniâ.	EQ. COH. equestris cohortis.
E. E. ex edicto.	EQ. R. eques Romanus.
E. E. I. P. esse in potestate, ou in posterum.	ER. erunt, erit.
EE. M. G. P. esse magnus potest, esse magister potest.	E. R. A. ea res agitur.
EE. M. F. I. esse magis fieri jussit.	E. R. B. ejus regit bona.
EE. N. P. esse non potest.	ERG. ergo
E. ERG. R. ejus ergò rex.	ERP. eripiet.
E. F. ejus filius.	ER. P. erit pater.
E. H. ejus hæres.	E. S. è Senatu.
EIM. ejus modi.	E. S. Æ. MR. è sacrâ æde matris.
E. I. M. C. V. ex jure manu confer-tum vocavit.	ESS. VDD. MM. R. esse videndum monumentum regis.
EIMO. ejus modi.	ET. etiam.
E. L. edita lex.	ET. NC. et nunc.
ELG. B. EI. elanguit bonitas ejus.	EV. ejus.
E. M. ejus modi, ex more.	E. V. V. N. V. V. E. ede ut vivas, ne vive ut edas.
F. M. D. ejus memoria dixit.	EX. exigitur, exactus.
EMP. emptor.	EX. C. ex consuetudine, ex concio-ne, ex conditione.
E. N. etiam nunc.	EXCVR. excursus.
EOR. eorum.	EX. D. A. ou EX. D. AVG. ex do-mo Augusti.
EP. epulatio, epistola.	EX. M. ex militiâ.
E. P. edendum parçè, è publico.	EX. RR. exactis regibus.

FIN DU PREMIER VOLUME.

005658313

ANNALES

DE PHILOSOPHIE CHRÉTIENNE,

RECUEIL PÉRIODIQUE, DESTINÉ À FAIRE CONNAÎTRE TOUT CE QUE LES SCIENCES HUMAINES
RENFERMENT DE PREUVES ET DE DÉCOUVERTES EN FAVEUR DU CHRISTIANISME.

Dirigé par A. BONNETTY,

Chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, de l'Académie de la Religion catholique de
Rome, et de la Société asiatique de Paris.

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE.

Les *Annales* paraissent à la fin de chaque mois par cahiers
de 80 pages, avec Gravures ou Caractères étrangers. Le prix
d'abonnement est de 30 francs par an.

S'adresser au Directeur, rue de Babylone, n° 10.

Les *Annales de philosophie* sont arrivées à leur 35^e année,
soutenues seulement par l'utilité, que leurs fidèles abonnés
ont reconnue dans les matières qu'elles ont successivement
fait entrer dans leurs pages.

C'est qu'aussi ces matières étaient précisément celles qui
devaient et qui doivent encore occuper en ce moment les
esprits sérieux, à quelque croyance qu'ils appartiennent. Les
Annales promettaient en effet de *faire connaître tout ce que les
sciences humaines renferment de preuves et de découvertes en
faveur du Christianisme.*

Ont-elles tenu cette promesse?

La durée de leur existence, la réimpression des 12 premiers
volumes, les extraits qu'en ont donnés la plupart des livres
qui s'occupent d'histoire et de controverse, les éloges qu'en ont
faits les auteurs les plus compétents, et en particulier l'illustre
cardinal Maï, qui a consigné dans un de ses derniers ouvrages
« que les *Annales* rendaient, depuis longtemps, les plus grands
services aux saines croyances et aux mœurs publiques ; »
tout cela prouve que leur tâche a été assez bien remplie.

Et en effet, nulle part on ne trouvera réunis plus de docu-
ments originaux sur toutes les découvertes et sur tous les tra-
vaux, qui ont été faits dans toutes les branches des connaissances
humaines.

CONCORDANCE ET PRIX

des séries et de la collection des *Annales*.

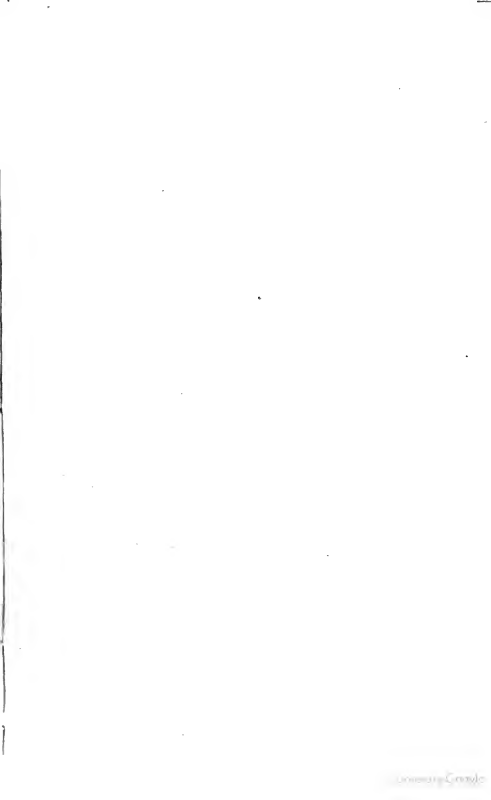
1 ^{re} série.	— 12 volumes.	— tome 1 à 12.	Prix : 4 fr. le vol.
2 ^e série.	— 7 vol.	— t. 13 à 19.	— 4 fr. le vol.
3 ^e série.	— 20 vol.	— t. 20 à 39.	— 4 fr. le vol.
4 ^e série.	— 20 vol.	— t. 40 à 59.	— 4 fr. le vol.
5 ^e série.	— 10 vol.	— t. 60 à 69.	— 10 fr. le vol.

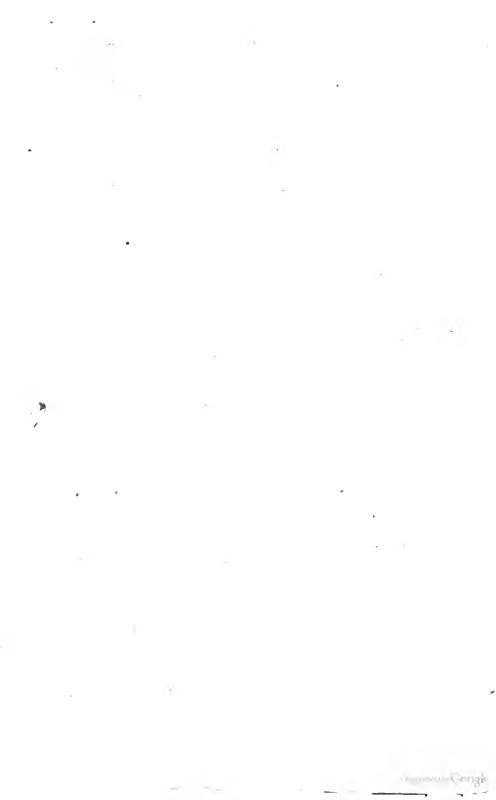
Chacune de ces séries est terminée par une table générale des matières, de
chaque série.

Les 12 premiers volumes ont été réimprimés en entier, mais il ne reste plus
que quelques exemplaires du 13^e et du 14^e vol.

Chaque volume se vend séparément. — On donne des facilités pour le paye-
ment.

Versailles. — Imp. BEAU jeune, rue de l'Orangerie, 36.





LIBRERIA DI LUMI
E GUIDARELLI
Via Mazzini, 40 - 2
- 2 Via Alfani, 20
FIRENZE



